This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

LIBRARY

Astoin Collection.
Presented in 1884.

Napoléon I
DGB

NAPOLÉON.

ASTOR NEW-YORK

TYPOGRAPHIE DE H. FIRMIN DIDOT. — MESNIL (EURE).

NAPOLÉON,

RECUEIL PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DE SES

LETTRES, PROCLAMATIONS, BULLETINS, DISCOURS SUR LES MATIÈRES CIVILES ET POLITIQUES, ETC.

FORMANT

UNE HISTOIRE DE SON RÈGNE,

ÉCRITE PAR LUI-MÊME

ET ACCOMPAGNÉE DE NOTES HISTORIQUES;

PAR M. KERMOYSAN.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie,
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE,
RUE JACOB, 56.

1857.

LENOX LIBRARY
NEW YORK

NAPOLÉON

ŒUVRES CHOISIES

GUERRE, — POLITIQUE, — ADMINISTRATION.

CINQUIÈME ÉPOQUE.

CAMPAGNE DE PRUSSE.

1806. — Création du royaume de Hollande. — Établissement de la Confédération du Rhin. — Guerre de Prusse. — Blocus continental.

Paris, le 2 mars 1806.

Discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture du Corps législatif.

« Messieurs les députés des départements au Corps-Législatif, messieurs les tribuns et les membres de mon conseil d'État, depuis votre dernière session, la plus grande partie de l'Europe s'est coalisée avec l'Angleterre. Mes armées n'ont cessé de vaincre que lorsque je leur ai ordonné de ne plus combattre. J'ai vengé les droits des États faibles, opprimés par les forts. Mes alliés ont augmenté en puissance et en considération; mes ennemis ont été humiliés et confondus. La maison de Naples a perdu sa couronne sans retour; la presqu'île de l'Italie

tout entière fait partie du grand empire. J'ai garanti, comme chef suprême, les souverains et les constitutions qui en gouvernent les différentes parties.

« La Russie ne doit le retour des débris de son armée qu'au bienfait de la capitulation que je lui ai accordée. Maître de renverser le trône impérial d'Autriche, je l'ai raffermi. La conduite du cabinet de Vienne sera telle que la postérité ne me reprochera pas d'avoir manqué de prévoyance. J'ai ajouté une entière confiance aux protestations qui m'ont été faites par son souverain. D'ailleurs les hautes destinées de ma couronne ne dépendent pas des sentiments et des dispositions des cours étrangères. Mon peuple maintiendra toujours ce trône à l'abri des efforts de la haine et de la jalousie; aucun sacrifice ne lui sera pénible pour assurer ce premier intérêt de la patrie.

« Nourri dans les camps, et dans des camps toujours triomphants, je dois dire cependant que, dans ces dernières circonstances, mes soldats ont surpassé mon attente. Il m'est doux de déclarer aussi que mon peuple a rempli tous ses devoirs. Au fond de la Moravie, je n'ai pas cessé un instant d'éprouver les effets de son amour et de son enthousiasme. Jamais il ne m'en a donné des marques qui aient pénétré mon cœur de plus douces émotions. Français! je n'ai pas été trompé dans mon espérance. Votre amour, plus que l'étendue et la richesse de votre territoire, fait ma gloire. Magistrats, prêtres, citoyens, tous se sont montrés dignes des hautes destinées de cette belle France, qui, depuis deux siècles, est l'objet des ligues et de la jalousie de ses voisins.

« Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître les événements qui se sont passés dans le cours de l'année. Mon conseil d'État vous présentera des projets de lois pour améliorer les différentes branches de l'administration. Mes ministres des finances et du trésor public vous communiqueront les comptes qu'ils m'ont rendus; vous y verrez l'état prospère de nos finances. Depuis mon retour, je me suis occupé sans relâche de rendre à l'administration ce ressort et cette activité qui portent la vie jusqu'aux extrémités de ce vaste empire. Mon peuple ne supportera pas de nouvelles charges, mais il vous sera pro-

posé de nouveaux développements au système des finances dont les bases ont été posées l'année dernière. J'ai l'intention de diminuer les impositions directes qui pèsent uniquement sur le territoire, en remplaçant une partie de ces charges par des perceptions indirectes.

Les tempêtes nous ont fait perdre quelques vaisseaux après un combat imprudemment engagé. Je ne saurais trop me louer de la grandeur d'âme et de l'attachement que le roi d'Espagne a montrés dans ces circonstances pour la cause commune. Je désire la paix avec l'Angleterre. De mon côté, je n'en retarderai jamais le moment. Je serai toujours prêt à la conclure en prenant pour base les stipulations du traité d'Amiens. Messieurs les députés du Corps législatif, l'attachement que vous m'avez montré, la manière dont vous m'avez secondé dans les dernières sessions, ne me laissent point de doute sur votre assistance. Rien ne vous sera proposé qui ne soit nécessaire pour garantir la gloire et la sûreté de mes peuples. »

NAPOLÉON.

CONFÉDÉRATION DU RHIN.

Malgré ses efforts, et l'on peut dire ses sacrifices pour se concilier l'amitié de la Prusse, l'Empereur dut renoncer à l'espérance de s'en faire une alliée sur laquelle il put compter : on verra plus loin par quels motifs. Il fallait cependant à la France un point d'appui au nord de l'Europe, pour remplacer ce royaume de Pologne que la honteuse insouciance du cabinet de Versailles avait laissé démembrer, à la fin du dix-huitième siècle.

C'est alors que l'Empereur conçut le projet de la Confédération du Rhin, destinée à servir de barrière entre nos frontières et les deux grands États du Nord.

Cette Confédération devait exister sous les auspices de la France. Elle se composait de la plupart des petits États formant ce qu'on appelait autrefois l'empire d'Allemagne, en vertu de la Bulle d'or ; la Saxe, la Bavière, etc.

De tout temps ces États, soumis à l'Empereur par le lien de la suzeraineté seulement, et à de certaines conditions, avaient dû être indépendants. Mais comme toujours les plus forts avaient fini par opprimer les plus faibles. L'Autriche, devenue souveraine absolue des États secondai-

res, disposait d'eux suivant les besoins de sa politique sans s'inquiéter autrement d'une indépendance qui n'était protégée que par la Bulle d'or. Tout en conservant les formes de l'ancien empire, elle considérait ces provinces comme sa conquête. Suivant l'usage encore, elle leur faisait supporter en grande partie le poids des impôts, et se servait de leurs soldats pour épargner ses sujets.

A l'époque où l'empereur Napoléon voulut relever ces États et les rendre à la vie politique, en même temps qu'il les liait à son système, la vieille constitution germanique n'existait plus par le fait. Elle tombait de vétusté comme toutes les institutions contemporaines de Charlemagne, ce qui n'a pas empêché qu'on ait reproché à l'Empereur de l'avoir détruite, avec le même sérieux que si elle eût dû vivre autant qu'elle avait vécu. Ce fut un texte dont on ne manqua pas de se servir, dans les manifestes, pour dénoncer cette prétendue violation comme un attentat à l'indépendance de l'Europe. Et ce qu'il y a de pis, c'est que ces déclamations ont trouvé des échos en France : elles en trouvent encore aujourd'hui.

Il y avait encore les formes ainsi qu'on vient de le dire. Il y avait une diète, des assemblées, des électeurs, un chancelier d'empire, de vieilles chartes que personne n'entendait, des docteurs en droit germanique, des *memorandum* écrits en latin, comme au douzième siècle, et dont on ne laissait pas de se prévaloir sans les entendre davantage malgré les lumières des casuistes que chacun des petits princes d'Allemagne tenait à sa solde pour expliquer ses droits et faire respecter ses priviléges. Mais point d'existence sous tout cela : on était tombé dans cette confusion particulière à l'Allemagne. On ne savait plus par quoi ni pourquoi on était là ; à quelles conditions, sous quelles reserves, où s'arrêtait la souveraineté de chacun.

Il était cependant un point sur lequel la plupart des petits souverains d'Allemagne étaient d'accord. Tous désiraient échapper à l'Autriche et à la Prusse qui les enveloppaient et ne les laissaient pas respirer. C'est en cela que la conception de l'Empereur était une conception libérale, qui, loin de porter atteinte à l'indépendance de ces États, les protégeait au contraire contre l'ambition de voisins trop puissants.

Il n'est point d'État inférieur qui puisse se soutenir devant un État plus considérable, à plus forte raison devant deux situés pour ainsi dire à ses portes, et ne lui offrant d'autres garanties que celles d'une modération dont l'exemple ne s'est pas encore rencontré.

Le principe est, dans ce cas, de chercher plus loin une alliance assez forte pour imposer à la puissance qui menace, et protéger au besoin l'État menacé par une diversion qui paralyse l'effort de ses ennemis.

nes. Gouvernée par une magistrature élective, tous les renouvellements de cette magistrature eussent été des moments de crise pour l'Europe, et le signal de nouvelles guerres maritimes. Tous ces inconvénients ne pouvaient être parés que par un gouvernement héréditaire. Je l'ai appelé dans votre patrie par mes conseils, lors de l'établissement de votre dernière constitution; et l'offre que vous faites de la couronne de Hollande au prince Louis est conforme aux vrais intérêts de votre patrie, aux miens, et propre à assurer le repos général de l'Europe. La France a été assez généreuse pour renoncer à tous les droits que les événements de la guerre lui avaient donnés sur vous; mais je ne pouvais confier les places fortes qui couvrent ma frontière du Nord à la garde d'une main infidèle ou même douteuse.

Messieurs les représentants du peuple batave, j'adhère au vœu de LL. HH. PP. Je proclame roi de Hollande le prince Louis. Vous, prince, régnez sur ces peuples; leurs pères n'acquirent leur indépendance que par les secours constants de la France. Depuis la Hollande fut l'alliée de l'Angleterre; elle fut conquise; elle dut encore à la France son existence. Qu'elle vous doive donc des rois qui protégent ses libertés, ses lois et sa religion. Mais ne cessez jamais d'être Français. La dignité de connétable de l'empire sera possédée par vous et vos descendants : elle vous retracera les devoirs que vous avez à remplir envers moi, et l'importance que j'attache à la garde des places fortes qui garantissent le nord de mes États, et que je vous confie. Prince, entretenez parmi vos troupes cet esprit que je leur ai vu sur les champs de bataille. Entretenez dans vos nouveaux sujets des sentiments d'union et d'amour pour la France. Soyez l'effroi des méchants et le père des bons : c'est le caractère des grands rois.

NAPOLÉON.

Au palais de Saint-Cloud, le 5 juin 1806.

Message au Sénat conservateur.

Sénateurs,

Nous chargeons notre cousin l'archichancelier de l'Empire de vous faire connaître qu'adhérant au vœu de Leurs Hautes Puissances, nous avons proclamé le prince Louis-Napoléon, notre bien-aimé frère, roi de Hollande, pour ladite couronne être héréditaire en toute souveraineté, par ordre de primogéniture, dans sa descendance naturelle, légitime et masculine; notre intention étant en même temps que le roi de Hollande et ses descendants conservent la dignité de connétable de l'empire. Notre détermination dans cette circonstance nous a paru conforme aux intérêts de nos peuples. Sous le point de vue militaire, la Hollande possédant toutes les places fortes qui garantissent notre frontière du Nord, il importait à la sûreté de nos États que la garde en fût confiée à des personnes sur l'attachement desquelles nous ne pussions concevoir aucun doute. Sous le point de vue commercial, la Hollande étant située à l'embouchure des grandes rivières qui arrosent une partie considérable de notre territoire, il fallait que nous eussions la garantie que le traité de commerce que nous conclurons avec elle serait fidèlement exécuté, afin de concilier les intérêts de nos manufactures et de notre commerce avec ceux du commerce de ces peuples. Enfin la Hollande est le premier intérêt politique de la France. Une magistrature élective aurait eu l'inconvénient de livrer fréquemment ce pays aux intrigues de nos ennemis, et chaque élection serait devenue le signal d'une guerre nouvelle.

Le prince Louis, n'étant animé d'aucune ambition personnelle, nous a donné une preuve de l'amour qu'il nous porte, et de son estime pour les peuples de Hollande, en acceptant un trône qui lui impose de si grandes obligations.

Lorsque nous avons accepté le titre de protecteur de la Confédération du Rhin, nous n'avons eu en vue que d'établir en

C'était le cas des petits princes de l'Allemagne. La France séparée d'eux par la Prusse, c'est-à-dire par une puissance de premier ordre, était assez loin pour ne pouvoir les absorber; elle était assez près pour inquiéter leurs ennemis et les tenir en respect.

C'est sur cette idée que l'Empereur avait conçu le plan de la confédération. Si elle était dans son intérêt, elle était aussi dans l'intérêt des membres appelés à en faire partie. Condamnés par leur position à subir l'influence d'un plus puissant, encore valait-il mieux se réfugier dans les bras de celui qui donnait le plus en prenant le moins, et avec qui en outre on était sûr de la vie.

Au moment où l'Empereur établissait la Confédération sur ces bases, pour rendre une existence propre aux États qui devaient la composer, il créait les royaumes de Bavière et de Saxe et de Wurtemberg. Il venait d'abattre l'Autriche à ses pieds par la bataille d'Austerlitz. Ses armées couvraient l'Allemagne. Il était le maître des deux tiers de l'Europe. Il pouvait disposer des provinces qu'il occupait, les épuiser à son gré, les faire disparaître de la carte politique. C'eût été une faute sans doute; mais, si c'est une gloire d'avoir su s'en garantir, dans un pareil moment surtout, excepté cette gloire, que lui a-t-il servi de n'avoir cherché que ce qui était le plus raisonnable, et fait la part d'autrui tout en conservant son avantage?

Cette explication, trop longue peut être pour la lettre très-courte qu'on va lire, était nécessaire. Elle fera comprendre cette lettre très-intéressante, et qui, à ce titre, devait trouver place ici.

Paris, le 21 avril 1806.

Copie d'une note remise par Napoléon lui-même à M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures.

Faire un nouvel État au nord de l'Allemagne, qui soit dans les intérêts de la France, qui garantisse la Hollande et la Flandre contre la Prusse, et l'Europe contre la Russie.

Le noyau serait le duché de Berg, le duché de Clèves, Hesse-Darmstadt, etc., etc. Chercher, en outre, dans les entours tout ce qui pourrait y être incorporé, pour pouvoir former un million ou douze cent mille âmes.

Y joindre, si l'on veut, le Hanovre.

Y joindre, dans la perspective, Hambourg, Bremen, Lubeck.

Donner la statistique de ce nouvel État.

Cela fait, considérer l'Allemagne comme divisée en huit États : Bavière, Bade, Wurtemberg, et le nouvel État; ces quatre, dans les intérêts de la France.

L'Autriche, la Prusse, la Saxe, Hesse-Cassel, dans les quatre autres.

D'après cette division, supposez qu'on détruise la constitution germanique, et qu'on annule au profit des huit grands États les petites souverainetés; il faut faire un calcul statistique pour savoir si les quatre États qui sont dans les intérêts de la France perdront ou gagneront plus à cette destruction que les quatre États qui n'y sont pas.

Un rapport sur ces deux objets, dimanche matin [1].

NAPOLÉON.

Paris, le 3 juin 1806.

CRÉATION DU ROYAUME DE HOLLANDE.

La Hollande avait suivi toutes nos vicissitudes depuis la révolution. On s'en était emparé sous la Convention, et on lui avait donné une constitution démocratique. Sous le Directoire, on lui appliqua la constitution de l'an III, sauf quelques différences. Sous le Consulat, elle eut celle de l'an VIII. C'était maintenant l'Empire; on la transformait en royaume. Elle était devenue une annexe de la France.

Réponse de l'Empereur à une députation du Corps législatif hollandais.

Messieurs les représentants du peuple batave,

J'ai toujours regardé comme le premier intérêt de ma couronne de protéger votre patrie. Toutes les fois que j'ai dû intervenir dans vos affaires intérieures, j'ai d'abord été frappé des inconvénients attachés à la forme incertaine de votre gouvernement. Gouvernée par une assemblée populaire, elle eût été influencée par les intrigues et agitée par les puissances voisi-

[1] C'est-à-dire le surlendemain. On vient de voir que cette note est datée du 21. Le dimanche était le 23 avril.

droit ce qui existait de fait depuis plusieurs siècles. En l'acceptant, nous avons contracté la double obligation de garantir le territoire de la Confédération contre les troupes étrangères, et le territoire de chaque confédéré contre les entreprises des autres. Ces observations, toutes conservatrices, plaisent à notre cœur; elles sont conformes à ces sentiments de bienveillance et d'amitié dont nous n'avons cessé, dans toutes les circonstances, de donner des preuves aux membres de la Confédération. Mais là se bornent nos devoirs envers eux. Nous n'entendons en rien nous arroger la portion de souveraineté qu'exerçait l'empereur d'Allemagne comme suzerain. Le gouvernement des peuples que la Providence nous a confié occupant tous nos moments, nous ne saurions voir croître nos obligations sans en être alarmé. Comme nous ne voulons pas qu'on puisse nous attribuer le bien que les souverains font dans leurs États; nous ne voulons pas non plus qu'on nous impute les maux que la vicissitude des choses humaines peut y introduire. Les affaires intérieures de chaque État ne nous regardent pas. Les princes de la Confédération du Rhin sont des souverains qui n'ont point de suzerain. Nous les avons reconnus comme tels. Les discussions qu'ils pourraient avoir avec leurs sujets ne peuvent donc être portées à un tribunal étranger. La diète est le tribunal politique conservateur de la paix entre les différents souverains qui composent la Confédération. Ayant reconnu tous les autres princes qui formaient le corps germanique comme souverains indépendants, nous ne pouvons reconnaître qui que ce soit comme leur suzerain. Ce ne sont point des rapports de suzeraineté qui nous lient à la confédération, mais des rapports de simple protection. Plus puissant que les princes confédérés, nous voulons jouir de la supériorité de notre puissance, non pour restreindre leurs droits de suzeraineté, mais pour leur en garantir la plénitude.

NAPOLÉON.

GUERRE DE PRUSSE.

La Prusse, après la fuite de ses armées en Champagne, lors de la première coalition, avait joué ce rôle équivoque qui a toujours été le sien. La position de cette puissance, depuis qu'elle a été érigée en royaume, n'a jamais été franche ni bien assise. Les victoires du grand Frédéric lui ont donné un instant l'éclat d'une puissance de premier ordre; elles ne lui ont pas donné ce qui forme les véritables éléments de cette puissance: la richesse du sol, des limites naturelles, une situation géographique qui la protége.

Il en est résulté une grande incertitude dans la conduite politique de la Prusse, combattue entre les souvenirs de cet éclat d'un jour et ce sentiment d'une faiblesse qu'elle ne peut se dissimuler. Elle ne veut pas descendre au rang d'une puissance de second ordre; elle ne peut tenir celui d'un État supérieur que pendant la paix, et lorsque les événements ne la forcent pas d'agir.

De là ces irrésolutions dans le conseil; ces projets à demi exécutés qui ne laissent voir que l'ambition sans l'audace; une avidité timide qui veut et n'ose pas; des engagements pris avec tout le monde et tenus avec personne, un État militaire immense et sans proportion avec les ressources du pays; deux cent mille hommes toujours sous les armes et qu'on ne fait que montrer sans oser sans servir, parce qu'on sait qu'il suffirait d'une seule bataille perdue pour ruiner la monarchie.

La Prusse avait été la première à prendre les armes en 1792 : elle fut la première à les déposer et à s'allier avec la République, malgré le manifeste du duc de Brunswick. Il est vrai que, fidèle à l'esprit de son cabinet, le duc, après avoir écrit ce manifeste, avait prétendu pendant quatorze ans qu'il n'en était pas l'auteur. On avait traité à Bâle. Depuis ce moment la Prusse avait eu la sagesse de garder la neutralité, et elle avait dû à cette sagesse de rester seule à l'abri des maux qui affligeaient le continent.

Elle avait résisté à toutes les offres de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche. De son côté, l'Empereur avait cherché par tous les moyens à l'attirer dans son alliance. Cette alliance, en effet, lui garantissait la paix sur le continent: elle paralysait l'action de la Russie et de l'Autriche, et permettait à la France de ne s'occuper que de l'Angleterre.

C'est en ce sens que l'Empereur disait dans sa lettre au roi de Prusse, la veille de la bataille d'Iena, qu'il n'avait avec lui aucune opposition d'intérêt ni de politique, ce qui était vrai, et cela seul suffirait pour démontrer que, cette fois encore, s'il a fait la guerre, ce n'est pas lui qui

l'a voulu. Il ne cachait pas même au roi de Prusse quel intérêt il attachait à son alliance.

Il avait été jusqu'à lui offrir le Hanovre, cet objet de l'ardente convoitise du cabinet de Berlin. Le Hanovre appartenait à la maison régnante d'Angleterre. Il n'y avait rien à ménager avec elle. Le sort de la guerre avait fait tomber cette province entre nos mains; on pouvait donc en disposer.

Cette offre avait jeté le roi de Prusse dans un grand trouble. Comment refuser une acquisition qui donnait enfin des bases solides à la monarchie, qui complétait son territoire, qui en faisait un État ferme et assuré?

D'un autre côté, à quel prix l'accepter? A la condition de rompre avec l'Angleterre; de déserter ce qu'on appelait la cause des rois, de passer pour un transfuge, pour l'allié de la révolution après le manifeste de Brunswick et la guerre de 1792.

La Prusse, depuis le traité de Bâle, était restée neutre, parce que, battue déjà, et craignant de l'être encore, elle se voyait exposée aux premiers coups de la France. Mais, si cette neutralité était dans sa politique, elle n'était pas dans ses sentiments. Elle appartenait par le fait à la coalition. C'était un ennemi timide, mais un ennemi. Ses défaites avaient laissé une secrète irritation dans l'esprit de toutes les classes. Puis cette haine de la révolution; ces préjugés, ces habitudes de l'ancienne Europe si cruellement offensés par elle, et qui faisaient qu'on regardait comme monstrueux tout ce qui se passait alors en France; la jalousie même de nos succès alors qu'on avait cru la victoire si facile : il y avait là un principe d'éloignement, d'antipathies invincibles que rien ne pouvait surmonter. Les mêmes mœurs, les mêmes préjugés, le même système de gouvernement, rendaient ces antipathies communes à la Prusse avec le reste de l'Europe.

On ne faisait pas la guerre à la France pour une question de territoire, pour obtenir une province de plus : on lui faisait la guerre pour la détruire, pour l'effacer comme nation de la famille européenne. On croyait que, ce but atteint, tout redeviendrait comme autrefois.

On l'avait mise hors la loi en quelque sorte. On ne se considérait pas comme lié par les traités avec elle. On traitait pour obtenir la vie, en attendant qu'on pût la lui arracher à elle-même; puis, à la première occasion, on disait que c'était elle qui avait violé les traités, et c'était assez pour se croire dégagé.

C'est ainsi que le roi de Prusse avait prodigué les assurances d'amitié à l'Empereur, depuis 1804, et ces promesses, il était disposé à les tenir, jugeant mieux de la situation que sa cour et la plupart de ses ministres, qui, partageant les haines de l'aristocratie européenne, et emportés

par les mêmes passions, ne cessaient de le pousser à la guerre. Il y avait résisté jusqu'ici par bon sens; mais son caractère n'était pas à la hauteur de son sens. C'était un honnête homme faible, à la manière de Louis XVI, dominé par une jeune femme brillante, coquette de caractère, sinon de mœurs. Elle avait de l'imagination et le désir de la célébrité. Il s'était formé autour d'elle une cour dont elle était la divinité. On ne rêvait que les exploits et les combats; on voulait mourir pour lui plaire; elle était l'âme de tous ces élans qui se tournaient en opposition contre le roi : c'était à peine si l'on conservait les formes de respect pour lui. On s'irritait de sa faiblesse, on attaquait son caractère, on allait jusqu'à douter de son courage. Des jeunes têtes, cet enthousiasme avait fini par gagner jusqu'aux plus vieilles. Le duc de Brunswick lui-même en était à recommencer le manifeste de 92. On insultait ceux qui ne s'associaient pas à toute cette chevalerie, et qui paraissaient douter qu'on pût avoir raison en un quart d'heure de la France et de son chef. En attendant, la reine passait des revues, escortée de ses dames. Elle avait son régiment. Elle s'était fait faire un costume militaire. On se moquait des Autrichiens et des Russes, qui s'étaient laissé battre : on attribuait à leur lâcheté les victoires faciles de Napoléon. Il n'avait pas encore lutté contre les armées prussiennes. C'est alors qu'on jugerait de sa gloire et de ses prétendus talents. On ne parlait que du grand Frédéric, comme s'il eût été là, et de tirer son épée : on oubliait que cette épée, pour la tirer, il fallait le grand Fréderic.

La cour de Prusse, agitée par ces passions diverses, présentait un spectacle étrange. D'un côté, le roi et son gouvernement, amis de la paix par crainte, et désirant toutefois ce qui ne peut s'obtenir que par la guerre, sans vouloir la faire, ni s'allier avec quiconque pouvait leur donner ce qu'ils désiraient, prodiguant à chacun des promesses d'amitié, démenties dans le particulier auprès des autres; allant de la Russie à la France, de la France à l'Autriche et à l'Angleterre, portant partout leurs incertitudes et leurs terreurs, toujours prêts à accepter ce qu'on leur offrait, et retirant la main dès qu'il s'agissait de le prendre; craignant l'un à cause de l'autre, et tout le monde à cause de chacun; de la faiblesse enfin, un mélange d'ambition et de pusillanimité qui amenait le discrédit en faisant supposer la mauvaise foi, et la mauvaise foi impuissante, ce qui est pis. On avait beau protester de sa sincérité, personne n'y croyait plus. Sans avoir la guerre, on n'avait pas les avantages d'une paix qui ne rapportait rien de ce qu'on s'était promis, pas même la tranquillité.

D'un autre côté, une cour vaine, frivole, légère, saisie tout à coup on ne sait de quel vertige, se passionnant pour la guerre comme on se passionne pour une mode ou pour un opéra, formant une coterie assez

puissante pour entraîner tout ; allant même jusqu'à la révolte et organisant l'émeute dans l'armée pour contrarier l'action du gouvernement et le déterminer à en finir avec la révolution, et étouffer, comme on disait, le jacobinisme trop longtemps victorieux.

Le malheureux roi, cependant, étourdi de ces cris, essayait de lutter. Au moment de la guerre contre la Russie et l'Autriche, en 1805, il avait déclaré comme de coutume qu'il resterait neutre. Il négociait même avec la France, lorsque tout à coup l'empereur de Russie arrive à Berlin, sous le prétexte d'une visite d'amitié à son frère de Prusse. Que cette circonstance fût imprévue ou qu'elle eût été préparée à l'insu du roi de Prusse par le parti de la guerre, c'est ce qu'on ne saurait dire. Si ce n'était qu'une combinaison, on ne saurait nier non plus qu'elle eût été très-habilement imaginée. Elle produisit l'effet qu'on en attendait. A la vue de l'empereur de Russie, une sorte d'ivresse éclata à la cour de Berlin. Il y fut accueilli comme un héros : c'était dire au roi ce qu'on pensait de sa prudence. La reine était à la tête de toutes ces ovations. Le roi ne résistait plus ; il était vaincu. Ces événements étaient trop forts pour lui. Entraîné, dominé, il se jeta dans les bras de l'empereur de Russie : un traité fut signé à Potsdam, tandis qu'un autre allait être signé à Paris avec l'empereur Napoléon. La plus vive amitié paraissait régner entre les deux souverains : ce n'étaient que des transports, des effusions, des embrassements en présence de l'armée, et aux acclamations de la cour et de tout ce qui marchait à sa suite. Ce n'était pas assez d'avoir conclu l'alliance, on voulut encore lui donner de la solennité par une sorte de fanstamagorie qui peint le genre d'enthousiasme dont on était animé. On descendit la nuit dans le caveau qui renferme les restes du grand Frédéric, et là, à la lueur des flambeaux, les deux souverains, les bras étendus sur le cercueil, puis se tenant encore embrassés, renouvelèrent ces serments qui ne sauvaient pas Austerlitz à la Russie et qui préparaient Iéna à la Prusse.

Tandis qu'on s'exaltait ainsi, en effet, Napoléon était au cœur de l'Allemagne. Il battait les armées autrichiennes ; il les détruisait : il courait sur les Russes et les écrasait un mois plus tard à Austerlitz.

La nouvelle de la capitulation d'Ulm et des désastres de l'armée autrichienne, arrivée à Berlin, y produisit l'effet d'un coup de foudre. Le bruit cessa tout à coup ; on ne disait plus rien ; les épées rentraient dans le fourreau comme par enchantement. C'eût été le moment de les tirer cependant, car les Russes allaient se trouver seuls devant l'Empereur. L'heure était venue de secourir ses nouveaux amis, et de prouver que ce n'était pas en vain qu'on avait invoqué les mânes du grand Frédéric. On aima mieux attendre. Le roi, revenu à ses idées de neutralité, put

voir tranquillement battre les Russes sans être troublé par les cris de la cour devenue plus circonspecte. Il envoya même un de ses ministres, M. d'Haugwitz, près du théâtre de la guerre. Ce fut le premier personnage que vit Napoléon après la bataille d'Austerlitz. Il venait au nom de sa cour présenter ses félicitations à l'Empereur. « C'est un compli- « ment dont la fortune a changé l'adresse, » dit l'Empereur, qui ne s'y trompait pas.

Jaloux cependant de s'attacher la Prusse, et renouvelant ses offres, il demanda si définitivement on voulait s'allier avec lui. Il proposa encore le Hanovre. M. d'Haugwitz, esprit modéré, qui avait toujours soutenu le parti de la paix, et n'avait en vue dans ces événements que l'intérêt de la Prusse, accepta avec empressement. Il signa le traité qui fut ratifié par le roi.

Mais c'est ici que recommençaient les terreurs. Ce présent qu'on venait d'accepter, encore fallait-il le prendre, et cela ne pouvait se faire sans que l'Europe s'en aperçût. La situation en effet était assez difficile après les serments de Potsdam. On se résigna cependant. On envoya des troupes dans le Hanovre, en ayant soin de rejeter tout l'odieux du traité sur l'Empereur. C'était un nouvel acte de tyrannie de sa part. Il avait bien fallu céder, puisqu'enfin il était le plus fort. Ce n'était pas sans de vifs regrets. Mais l'Europe pouvait être tranquille; on ne se croyait nullement tenu à la reconnaissance. On considérait au contraire cette injure comme il convenait de le faire, et, quand le moment serait venu d'en témoigner son ressentiment, on verrait si la Prusse abandonnait ses alliés, et oubliait ses promesses.

En d'autres termes, la Prusse voulait s'emparer du Hanovre sans avoir la guerre avec ses alliés de la veille ni servir son allié du lendemain. La Russie et l'Autriche, abattues et ne pouvant rien, acceptèrent ces explications dont il fallait bien se contenter. Mais pour l'Angleterre il y avait là plus qu'un outrage. Cet allié qui se glissait entre deux, qui se faisait une arme même de sa faiblesse pour s'enrichir à ses dépens, par un procédé qu'on ne fit aucune difficulté de qualifier à Westminster et dans les journaux anglais, lui parut un ennemi qui ne méritait pas seulement le mépris, mais aussi le châtiment. Sans s'arrêter aux protestations du cabinet de Berlin, elle déclara la guerre à la Prusse. Ses vaisseaux parurent aussitôt sur l'Elbe et le Weser, ruinant le commerce prussien, et fournissant par là des arguments au parti de la guerre qui s'agitait de nouveau à Berlin.

Le déchaînement recommençait en effet. Il était universel. Le roi était en butte à toutes les attaques. Il semblait qu'il eût trahi la monarchie. Quel était donc le prix de cette conduite si habile, si, pour

éviter la guerre avec la France, on devait l'avoir avec l'Angleterre, et peut-être avec la Russie et l'Autriche? si, pour la possession d'une misérable province, car le Hanovre ne paraissait rien en ce moment, on devait perdre tout le commerce du royaume? Et l'armée, cette armée du grand Frédéric, retenue dans une inaction honteuse, alors qu'elle avait à venger les injures de l'Europe; obligée d'assister l'arme au bras à toutes ces humiliations! Plusieurs régiments, excités par leurs officiers, déclarèrent qu'ils ne voulaient plus servir; la révolte était jusque dans le palais. On méprisait le roi pour avoir reçu le Hanovre; on détestait Napoléon pour l'avoir donné plus qu'on ne le détesta plus tard pour avoir infligé à la Prusse une autre humiliation que celle d'un pareil présent. M. d'Haugwitz, qui croyait avoir assuré le sort de sa patrie et affermi sa puissance, poursuivi, insulté jusque dans le cabinet du roi, dut quitter le portefeuille. Ce n'est qu'en se faisant plus tard le plus ardent apôtre de la guerre, comme il avait été celui de la paix, qu'il obtint de rentrer en grâce, comme on y rentre par cette voie. Aujourd'hui il partageait avec son maître tout le poids de la haine publique. On allait, la nuit, briser les carreaux de son hôtel : on faisait de la révolution enfin pour combattre la révolution. Le prince Louis de Prusse, toute la jeune noblesse, étaient à la tête des émeutiers. Les officiers aux gardes allaient aiguiser leurs épées sous les fenêtres de l'ambassadeur de France, cette épée, hélas! qui ne devait pas soutenir la monarchie pendant six heures, trois mois plus tard! On était encore en paix avec la France cependant, et l'ambassadeur prussien s'épuisait en protestations d'amitié aux Tuileries, ce qui n'empêchait pas que le roi, ne sachant quel parti prendre, n'envoyât le duc de Brunswick lui-même à Saint-Pétersbourg pour faire de nouvelles propositions d'alliance, et resserrer apparemment les liens du traité de Potsdam.

En ce moment Pitt mourait à Londres, et cédait sa place à Fox. Les idées de paix rentraient avec celui-ci dans le cabinet. De nouvelles négociations furent engagées par l'intermédiaire de lord Lauderdal, resté prisonnier à Paris, et devenu l'organe accrédité de son gouvernement.

L'Angleterre ne voulait à aucun prix céder le Hanovre. C'était l'apanage de la famille régnante; elle regardait comme un déshonneur de l'abandonner. Il n'y avait pas à discuter ce point, d'où dépendit un instant la négociation. L'Empereur, d'un autre côté, mécontent avec raison de l'étrange conduite de la Prusse, ne songea que médiocrement à la défendre : on ne pouvait pas pour elle suspendre ou empêcher l'œuvre de la paix générale. Sans se croire autorisé cependant à répondre à de la mauvaise foi par de la mauvaise foi, il avait déjà arrêté le plan d'une compensation. Cette compensation, c'était la Poméranie. L'ambassadeur

anglais n'avait pas fait de difficultés, et tout paraissait réglé à ce sujet, lorsqu'un agent de l'ambassade prussienne, dévoué au parti de la guerre, et sans consulter son ambassadeur, prit sur lui d'écrire à Berlin que la paix allait être signée entre la France et l'Angleterre aux dépens de la Prusse : que l'Empereur était décidé à reprendre le Hanovre par les armes, s'il le fallait, pour le restituer à l'Angleterre ; que la Prusse ne devait point s'attendre à un dédommagement, aucun n'ayant été stipulé pour elle.

C'était le dernier coup. Aussitôt la clameur redouble à Berlin. Sans rechercher la vérité, sans recourir à l'ambassadeur qui pouvait la faire connaître, sans demander d'explications, sans en attendre, sans en vouloir surtout, on s'empare du malheureux roi. On fond sur lui de nouveau. Éperdu, il signe tous les ordres de guerre. On l'entraîne à Magdebourg, loin de tous les conseils, et, dans la crainte de nouvelles défaillances, la reine a soin de l'y accompagner suivie de son régiment, entourée de ses chevaliers. Là on lui fait signer, sous forme d'ultimatum, un ordre signifiant à l'empereur Napoléon d'avoir à retirer immédiatement ses troupes de l'Allemagne, c'est-à-dire des provinces d'Autriche où elles étaient encore pour assurer l'exécution du traité de Prague. Le reste s'accordait avec ce début [1].

Cette sommation arrivait à Paris au moment même où l'Empereur, ayant fait part de son dessein à l'ambassadeur de Prusse relativement à la Poméranie, se croyait assuré par les réponses de ce dernier du consentement du cabinet de Berlin.

Ainsi, après avoir abandonné ses alliés à l'heure du danger, après les avoir trahis, après avoir voulu la paix lors qu'on pouvait faire la guerre

[1] Voici la teneur de ce curieux document. (Bignon, *Hist. de France*, tome 5, p. 443.)

« 1° Les troupes françaises, *qu'aucun titre fondé* n'appelle en Allemagne, « repasseront incessamment le Rhin, toutes sans exception, en commençant « leur marche du jour même où le roi *se promet* une réponse de l'Empereur, « et en la poursuivant sans s'arrêter ; car une retraite instante, complète, est, « au point où en sont les choses, le seul gage de sûreté que le roi puisse ad- « mettre.

« 2° « Il ne sera plus mis de la part de la France aucun obstacle quelcon- « que à la formation de la ligue du Nord, qui embrassera sans aucune excep- « tion tous les États non nommés dans la Confédération du Rhin. (Loin d'y « mettre obstacle, c'était au contraire l'Empereur qui avait fourni au roi de « Prusse l'idée de cette confédération pour contre-balancer celle du Rhin.)

« 3° Il s'ouvrira sans délai une négociation pour régler enfin d'une manière « durable tous les intérêts encore en litige. Pour la Prusse, les bases préli- « minaires en seront la séparation de Wesel de l'empire français et la réoc- « cupation des trois abbayes par les troupes prussiennes.

avec avantage peut-être, par une réunion tant de fois promise et éludée au mépris de tant de serments si solennels et jurés avec tant d'appareil, on allait se trouver seuls enfin devant Napoléon. C'est ce qu'on avait voulu. C'est ce qu'avaient souhaité si passionnément la reine et ses partisans. Il était impossible de triompher plus complétement.

A cet étrange défi, l'Empereur fut saisi d'une violente indignation. Ce n'était pas seulement sa politique qui était blessée; mais cette guerre absurde entreprise pour des vanités de femmes et de cadets aux gardes, le moment même choisi pour la lui faire, toute cette folie, ce délire de déraison, il y avait là dedans quelque chose qui révoltait son sens. Aussi ses bulletins sont-ils empreints d'une extrême amertume. C'est en termes cruels que s'exhalent sa colère et son mépris. On n'a pas manqué de les lui reprocher comme si l'insulte était venue de lui. On avait excité le lion, et l'on s'étonnait qu'il rugît. D'un autre côté, ces bulletins sont autant de chefs-d'œuvre : nous les donnons tous. Il n'est point de morceau d'histoire, même chez les anciens, qui leur soit supérieur, et fort peu qui leur puissent être comparés. Il n'en est point qui peigne avec plus de vivacité, de force et de grandeur, à la manière antique, les événements racontés par l'historien. On suit cette guerre pas à pas, dans son ensemble, dans ses détails. On voit la cour de Berlin; on assiste au spectacle de ces irrésolutions, de toute cette folie. On voit enfin cette monarchie dispersée, anéantie, emportée en un instant comme au souffle de l'ouragan : des places fortes garnies de leur artillerie se rendant à un bataillon; des corps de cavalerie poursuivis par quelques chasseurs d'infanterie, la plus immense défaite enfin dont l'histoire ait peut-être jamais fait mention. C'est le souvenir de cette défaite, après tant d'orgueil et de confiance, qui avait porté la rage au cœur des Prussiens : ils en voulaient à l'Empereur de tout le mal qu'ils l'avaient forcé de leur faire. Cette rage, on sait avec quelle violence ils l'assouvirent, lorsque les événements les eurent fait entrer pour un vingtième environ dans la victoire de l'Europe, en 1815.

Au palais de Saint-Cloud, 21 septembre, 1806.

A S. M. le roi de Bavière.

Monsieur mon frère,

Il y a plus d'un mois que la Prusse arme, et il est connu de tout le monde qu'elle arme contre la France et contre la Confédération du Rhin. Nous cherchons les motifs sans pouvoir les

pénétrer. Les lettres que S. M. prussienne nous écrit sont amicales : son ministre des affaires étrangères a notifié à notre envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire qu'elle reconnaissait la Confédération du Rhin, et qu'elle n'avait rien à objecter contre les arrangements faits dans ce mode de l'Allemagne.

Les armements de la Prusse sont-ils le résultat d'une coalition avec la Russie, ou seulement des intrigues des différents partis qui existent à Berlin, et de l'irréflexion du cabinet? Ont-ils pour objet de forcer la Hesse, la Saxe et les villes anséatiques à contracter des liens que ces deux dernières puissances paraissent ne pas vouloir former? La Prusse voudrait-elle nous obliger nous même à nous départir de la déclaration que nous avons faite, que les villes anséatiques ne pourront entrer dans aucune confédération particulière; déclaration fondée sur l'intérêt du commerce de la France et du midi de l'Allemagne, et sur ce que l'Angleterre nous a fait connaître que tout changement dans la situation présente des villes anséatiques serait un obstacle de plus à la paix générale? Nous avons aussi déclaré que les princes de la Confédération germanique, qui n'étaient point compris dans la confédération du Rhin, devaient être maîtres de ne consulter que leurs intérêts et leurs convenances; qu'ils devaient se regarder comme parfaitement libres; que nous ne ferions rien pour qu'ils entrassent dans la Confédération du Rhin, mais que nous ne souffririons pas que qui que ce fût les forçât de faire ce qui serait contraire à leur volonté, à leur politique, aux intérêts de leurs peuples. Cette déclaration si juste aurait-elle blessé le cabinet de Berlin, et voudrait-il nous obliger à la rétracter? Entre tous ces motifs, quel peut être le véritable? Nous ne saurions le deviner, et l'avenir seul pourra révéler le secret d'une conduite aussi étrange qu'elle était inattendue. Nous avons été un mois sans y faire attention. Notre impassibilité n'a fait qu'enhardir tous les brouillons qui veulent précipiter la cour de Berlin dans la lutte la plus inconsidérée.

Toutefois les armements de la Prusse ont amené le cas prévu par l'un des articles du traité du 12 juillet, et nous croyons nécessaire que tous les souverains qui composent la Confédéra-

tion du Rhin arment pour défendre ses intérêts, pour garantir son territoire et en maintenir l'inviolabilité. Au lieu de 200,000 hommes que la France est obligée de fournir, elle en fournira 300,000, et nous venons d'ordonner que les troupes nécessaires pour compléter ce nombre soient transportées en poste sur le bas Rhin. Les troupes de V. M. étant toujours restées sur le pied de guerre, nous invitons V. M. à ordonner qu'elles soient mises, sans délai, en état de marcher avec leurs équipages de campagne, et de conçourir à la défense de la cause commune, dont le succès, nous avons lieu de le croire, répondra à sa justice, si toutefois, contre nos désirs et contre nos espérances, la Prusse nous met dans la nécessité de repousser la force par la force.

Sur ce, nous prions Dieu, mon frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

NAPOLÉON.

Au quartier impérial de Bamberg, le 6 octobre 1806.

Proclamation à la grande armée.

Soldats,

L'ordre pour votre rentrée en France était parti; vous vous en étiez déjà rapprochés de plusieurs marches. Des fêtes triomphales vous attendaient, et les préparatifs pour vous recevoir étaient commencés dans la capitale.

Mais, lorsque nous nous abandonnions à cette trop confiante sécurité, de nouvelles trames s'ourdissaient sous le masque de l'amitié et de l'alliance. Des cris de guerre se sont fait entendre à Berlin; depuis deux mois nous sommes provoqués tous les jours davantage.

La même faction, le même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit, il y a quatorze ans, les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, domine dans leurs conseils. Si ce n'est plus Paris qu'ils veulent brûler et renverser jusque dans ses fondements, c'est, aujourd'hui, leurs drapeaux qu'ils se vantent de planter dans les ca-

pitales de nos alliés ; c'est la Saxe qu'ils veulent obliger à renoncer, par une transaction honteuse, à son indépendance, en la rangeant au nombre de leurs provinces ; c'est enfin vos lauriers qu'ils veulent arracher de votre front. Ils veulent que nous évacuions l'Allemagne à l'aspect de leur armée ! Les insensés ! ! ! Qu'ils sachent donc qu'il serait mille fois plus facile de détruire la grande capitale que de flétrir l'honneur des enfants du grand-peuple et de ses alliés. Leurs projets furent confondus alors ; ils trouvèrent dans les plaines de la Champagne la défaite, la mort et la honte : mais les leçons de l'expérience s'effacent, et il est des hommes chez lesquels le sentiment de la haine et de la jalousie ne meurt jamais.

Soldats, il n'est aucun de vous qui veuille retourner en France par un autre chemin que par celui de l'honneur. Nous ne devons y rentrer que sous des arcs de triomphe.

Eh quoi ! aurions-nous donc bravé les saisons, les mers, les déserts ; vaincu l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous ; porté notre gloire de l'orient à l'occident, pour retourner aujourd'hui dans notre patrie comme des transfuges, après avoir abandonné nos alliés, et pour entendre dire que l'aigle française a fui épouvantée à l'aspect des armées prussiennes..... Mais déjà ils sont arrivés sur nos avant-postes....

Marchons donc, puisque la modération n'a pu les faire sortir de cette étonnante ivresse. Que l'armée prussienne éprouve le même sort qu'elle éprouva il y a quatorze ans ! Qu'ils apprennent que, s'il est facile d'acquérir un accroissement de domaines et de puissance avec l'amitié du grand peuple, son inimitié (qu'on ne peut provoquer que par l'abandon de tout esprit de sagesse et de raison) est plus terrible que les tempêtes de l'Océan.

NAPOLÉON.

Au quartier impérial de Bamberg, le 7 octobre 1806.

Au Sénat conservateur.

Sénateurs,

Nous avons quitté notre capitale pour nous rendre au milieu de notre armée d'Allemagne dès l'instant que nous

avons su avec certitude qu'elle était menacée sur ses flancs par des mouvements inopinés. A peine arrivé sur les frontières de nos États, nous avons eu lieu de reconnaître combien notre présence y était nécessaire, et de nous applaudir des mesures défensives que nous avons prises avant de quitter le centre de notre empire. Déjà les armées prussiennes, portées au grand complet de guerre, s'étaient ébranlées de toutes parts; elles avaient dépassé leurs frontières; la Saxe était envahie, et le sage prince qui gouverne était forcé d'agir contre sa volonté, contre l'intérêt de ses peuples. Les armées prussiennes étaient arrivées devant les cantonnements de nos troupes. Des provocations de toutes espèces, et même des voies de fait, avaient signalé l'esprit de haine qui animait nos ennemis, et la modération de nos soldats, qui, tranquilles à l'aspect de tous ces mouvements, étonnés seulement de ne recevoir aucun ordre, se reposaient dans la double confiance que donnent le courage et le bon droit. Notre premier devoir a été de passer le Rhin nous-même, de former nos camps, et de faire entendre le cri de guerre. Il a retenti au cœur de tous nos guerriers. Des marches combinées et rapides les ont portés en un clin d'œil au lieu que nous leur avons indiqué. Tous nos camps sont formés; nous allons marcher contre les armées prussiennes, et repousser la force par la force. Toutefois, nous osons le dire, notre cœur est péniblement affecté de cette prépondérance constante qu'obtient en Europe le génie du mal, occupé sans cesse à traverser les desseins que nous formons pour la tranquillité de l'Europe, le repos et le bonheur de la génération présente, assiégeant tous les cabinets par tous les genres de séductions, et égarant ceux qu'il n'a pu corrompre, les aveuglant sur leurs véritables intérêts, et les lançant au milieu des partis, sans autre guide que les passions qu'il a su inspirer. Le cabinet de Berlin lui-même n'a point choisi avec délibération le parti qu'il prend; il y a été jeté avec art et une malicieuse adresse. Le roi s'est trouvé tout à coup à cent lieues de sa capitale, aux frontières de la Confédération du Rhin, au milieu de son armée et vis-à-vis des troupes françaises dispersées dans leurs cantonnements, et qui croyaient devoir compter sur les

liens qui unissaient les deux États, et sur les protestations prodiguées en toutes circonstances par la cour de Berlin. Dans une guerre aussi juste, où nous ne prenons les armes que pour nous défendre, que nous n'avons provoquée par aucun acte, par aucune prétention, et dont il nous serait impossible d'assigner la véritable cause, nous comptons entièrement sur l'appui des lois et sur celui des peuples que les circonstances appellent à nous donner de nouvelles preuves de leur dévouement et de leur courage. De notre côté, aucun sacrifice personnel ne nous sera pénible, aucun danger ne nous arrêtera, toutes les fois qu'il s'agira d'assurer les droits, l'honneur et la prospérité de nos peuples.

Donné en notre quartier impérial de Bamberg, le 7 octobre 1806. NAPOLÉON.

Bamberg, le 8 octobre 1806.

Premier bulletin de la grande armée.

La paix avec la Russie, conclue et signée le 20 juillet, des négociations avec l'Angleterre, entamées et presque conduites à leur maturité, avaient porté l'alarme à Berlin. Les bruits vagues qui se multiplièrent, et la conscience des torts de ce cabinet envers toutes les puissances qu'il avait successivement trahies, le portèrent à ajouter foi aux bruits répandus qu'un des articles secrets du traité conclu avec la Russie, donnait la Pologne au prince Constantin, avec le titre de roi; la Silésie à l'Autriche, en échange de la portion autrichienne de la Pologne, et le Hanovre à l'Angleterre. Il se persuada enfin que ces trois puissances étaient d'accord avec la France, et que de cet accord résultait un danger imminent pour la Prusse.

Les torts de la Prusse envers la France remontaient à des époques fort éloignées. La première, elle avait armé pour profiter de nos dissensions intestines. On la vit ensuite courir aux armes au moment de l'invasion du duc d'Yorck en Hollande; et, lors des événements de la guerre, quoiqu'elle n'eût aucun motif de mécontement contre la France, elle arma de nouveau,

et signa, le 1er octobre 1805, ce fameux traité de Potsdam, qui fut, un mois après, remplacé par le traité de Vienne.

Elle avait des torts envers la Russie, qui ne peut oublier l'inexécution du traité de Potsdam et la conclusion subséquente du traité de Vienne.

Ses torts envers l'empereur d'Allemagne et le corps germanique, plus nombreux et plus anciens, ont été connus de tous les temps. Elle se tint toujours en opposition avec la diète. Quand le corps germanique était en guerre, elle était en paix avec ses ennemis. Jamais ses traités avec l'Autriche ne recevaient d'exécution, et sa constante étude était d'exciter les puissances au combat, afin de pouvoir, au moment de la paix, venir recueillir les fruits de son adresse et de leurs succès.

Ceux qui supposeraient que tant de versatilité tient à un défaut de moralité de la part du prince seraient dans une grande erreur. Depuis quinze ans, la cour de Berlin est une arène où les partis se combattent et triomphent tour à tour; l'un veut la guerre, et l'autre veut la paix. Le moindre événement politique, le plus léger incident donne l'avantage à l'un ou à l'autre, et le roi, au milieu de ce mouvement des passions opposées, au sein de ce dédale d'intrigues, flotte incertain sans cesser un moment d'être honnête homme.

Le 11 août, un courrier de M. le marquis de Lucchesini arriva à Berlin, et y porta, dans les termes les plus positifs, l'assurance de ces prétendues dispositions par lesquelles la France et la Russie seraient convenues, par le traité du 20 juillet, de rétablir le royaume de Pologne, et d'enlever la Silésie à la Prusse. Les partisans de la guerre s'enflammèrent aussitôt; ils firent violence aux sentiments personnels du roi; quarante courriers partirent dans une seule nuit, et l'on courut aux armes.

La nouvelle de cette explosion soudaine parvint à Paris le 20 du même mois. On plaignit un allié si cruellement abusé; on lui donna sur-le-champ des explications, des assurances précises, et, comme une erreur manifeste était le seul motif de ces armements imprévus, on espéra que la réflexion calmerait une effervescence aussi peu motivée.

Cependant le traité signé à Paris ne fut pas ratifié à Saint-

Pétersbourg, et des renseignements de toute espèce ne tardèrent pas à faire connaître à la Prusse que M. le marquis de Lucchesini avait puisé ses renseignements dans les réunions les plus suspectes de la capitale, et parmi les hommes d'intrigues qui composaient sa société habituelle. En conséquence il fut rappelé, on annonça pour lui succéder M. le baron de Knobelsdorff, homme d'un caractère plein de droiture et de franchise, et d'une moralité parfaite.

Cet envoyé extraordinaire arriva bientôt à Paris, porteur d'une lettre du roi de Prusse, datée du 23 août.

Cette lettre était remplie d'expressions obligeantes et de déclarations pacifiques, et l'Empereur y répondit d'une manière franche et rassurante.

Le lendemain du jour où partit le courrier porteur de cette réponse, on apprit que des chansons outrageantes pour la France avaient été chantées sur le théâtre de Berlin; qu'aussitôt après le départ de M. de Knobelsdorff les armements avaient redoublé, et que, quoique les hommes demeurés de sang-froid eussent rougi de ces fausses alarmes, le parti de la guerre, soufflant la discorde de tous côtés, avait si bien exalté toutes les têtes que le roi se trouvait dans l'impuissance de résister au torrent.

On commença dès lors à comprendre à Paris que le parti de la paix, ayant lui-même été alarmé par des assurances mensongères et des apparences trompeuses, avait perdu tous ses avantages, tandis que le parti de la guerre, mettant à profit l'erreur dans laquelle ses adversaires s'étaient laissé entraîner, avait ajouté provocation à provocation, et accumulé insulte sur insulte, et que les choses étaient arrivées à un tel point, qu'on ne pourrait sortir de cette situation que par la guerre.

L'Empereur vit alors que telle était la force des circonstances, qu'il ne pouvait éviter de prendre les armes contre son allié. Il ordonna ses préparatifs.

Tout marchait à Berlin avec une grande rapidité : les troupes prussiennes entrèrent en Saxe, arrivèrent sur les frontières de la Confédération, et insultèrent les avant-postes.

Le 24 septembre, la garde impériale partit de Paris pour

Bamberg, où elle est arrivée le 6 octobre. Les ordres furent expédiés pour l'armée, et tout se mit en mouvement.

Ce fut le 25 septembre que l'Empereur quitta Paris; le 28 il était à Mayence, le 2 octobre à Wurtzbourg, et le 6 à Bamberg.

Le même jour, deux coups de carabine furent tirés par les hussards prussiens sur un officier de l'état-major français. Les deux armées pouvaient se considérer comme en présence.

Le 7, S. M. l'Empereur reçut un courrier de Mayence, dépêché par le prince de Bénévent, qui était porteur de deux dépêches importantes : l'une était une lettre du roi de Prusse, d'une vingtaine de pages, qui n'était réellement qu'un mauvais pamphlet contre la France, dans le genre de ceux que le cabinet anglais fait faire par ses écrivains à cinq cents livres sterling par an. L'Empereur n'en acheva point la lecture, et dit aux personnes qui l'entouraient : « Je plains mon frère le roi de Prusse ; il n'entend pas le français, il n'a sûrement pas lu cette rapsodie. » A cette lettre était jointe la célèbre note de M. Knobelsdorff. « Maréchal, dit l'Empereur au maréchal Berthier, on nous donne un rendez-vous d'honneur pour le 8; jamais un Français n'y a manqué; mais, comme on dit qu'il y a une belle reine qui veut être témoin des combats, soyons courtois, et marchons, sans nous coucher, pour la Saxe. » L'Empereur avait raison de parler ainsi, car la reine de Prusse est à l'armée, habillée en amazone, portant l'uniforme de son régiment de dragons, écrivant vingt lettres par jour pour exciter de toutes parts l'incendie. Il semble voir Armide, dans son égarement, mettant le feu à son propre palais. Après elle le prince Louis de Prusse, jeune prince plein de bravoure et de courage, excité par le parti, croit trouver une grande renommée dans les vicissitudes de la guerre. A l'exemple de ces deux grands personnages, toute la cour crie à la guerre; mais, quand la guerre se sera présentée avec toutes ses horreurs tout le monde s'excusera d'avoir été coupable, et d'avoir attiré la foudre sur les provinces paisibles du Nord. Alors, par une suite naturelle des inconséquences des gens de cour, on verra les auteurs de la guerre, non-seulement la trouver insensée, s'excuser de l'avoir

provoquée, et dire qu'ils la voulaient, mais dans un autre temps; mais même en faire retomber le blâme sur le roi, honnête homme, qu'ils ont rendu la dupe de leurs intrigues et de leurs artifices.

De mon camp impérial de Gera, le 12 octobre 1806.

Au roi de Prusse.

Monsieur mon frère, je n'ai reçu que le 7 la lettre de V. M., du 25 septembre. Je suis fâché qu'on lui ait fait signer cette espèce de pamphlet [1]. Je ne lui réponds que pour lui protester que jamais je n'attribuerai à elle les choses qui y sont contenues; toutes sont contraires à son caractère et à l'honneur de tous deux. Je plains et dédaigne les rédacteurs d'un pareil ouvrage. J'ai reçu immédiatement après la note de son ministre, du 1er octobre. Elle m'a donné rendez-vous le 8. En bon chevalier, je lui ai tenu parole; je suis au milieu de la Saxe. Qu'elle m'en croie, j'ai des forces telles que toutes ses forces ne peuvent balancer longtemps la victoire. Mais pourquoi répandre tant de sang? Dans quel but? Je tiendrai à V. M. le même langage que j'ai tenu à l'empereur Alexandre deux jours avant la bataille d'Austerlitz. Fasse le ciel que des hommes vendus ou fanatisés, plus les ennemis d'elle et de son règne qu'ils ne sont les miens et de ma nation, ne lui donnent pas les mêmes conseils pour la faire arriver au même résultat!

Sire, j'ai été ami de V. M. depuis six ans. Je ne veux point profiter de cette espèce de vertige qui anime ses conseils, et qui lui ont fait commettre des erreurs politiques dont l'Europe

[1] Ceci a rapport à une lettre du roi de Prusse, composée de vingt pages, véritable rapsodie, et que très-certainement le roi n'a pu ni lire ni comprendre. Nous ne pouvons l'imprimer, attendu que tout ce qui tient à la correspondance particulière des souverains reste dans le portefeuille de l'Empereur, et ne vient point à la connaissance du public. Si nous publions celle de S. M., c'est parce que beaucoup d'exemplaires en ayant été faits au quartier général des Prussiens, où on la trouve très-belle, une copie en est tombée entre nos mains.

(*Moniteur*).

est encore tout étonnée, et des erreurs militaires de l'énormité desquelles l'Europe ne tardera pas à retentir. Si elle m'eût demandé des choses possibles, par sa note, je les lui eusse accordées; elle a demandé mon déshonneur, elle devait être certaine de ma réponse. La guerre est donc faite entre nous, l'alliance rompue pour jamais. Mais pourquoi faire égorger nos sujets? Je ne prise point une victoire qui sera achetée par la vie d'un bon nombre de mes enfants. Si j'étais à mon début dans la carrière militaire, et si je pouvais craindre les hasards des combats, ce langage serait tout à fait déplacé. Sire, Votre Majesté sera vaincue : elle aura compromis le repos de ses jours, l'existence de ses sujets sans l'ombre d'un prétexte. Elle est aujourd'hui intacte, et peut traiter avec moi d'une manière conforme à son rang; elle traitera avant un mois dans une situation différente. Elle s'est laissé aller à des irritations qu'on a calculées et préparées avec art; elle m'a dit qu'elle m'avait souvent rendu des services : eh bien! je veux lui donner la plus grande preuve du souvenir que j'en ai; elle est maîtresse de sauver à ses sujets les ravages et les malheurs de la guerre; à peine commencée, elle peut la terminer, et elle fera une chose dont l'Europe lui saura gré. Si elle écoute les furibonds qui, il y a quatorze ans, voulaient prendre Paris, et qui aujourd'hui l'ont embarquée dans une guerre, et immédiatement après dans des plans offensifs également inconcevables, elle fera à son peuple un mal que le reste de sa vie ne pourra guérir. Sire, je n'ai rien à gagner contre V. M.; je ne veux rien et n'ai rien voulu d'elle. La guerre actuelle est une guerre impolitique. Je sens que peut-être j'irrite dans cette lettre une certaine susceptibilité naturelle à tout souverain; mais les circonstances ne demandent aucun ménagement; je lui dis les choses comme je les pense; et d'ailleurs que V. M. me permette de le lui dire, ce n'est pas pour l'Europe une grande découverte d'apprendre que la France est du triple plus populeuse et aussi brave et aguerrie que les États de V. M. Je ne lui ai donné aucun sujet réel de guerre. Quelle ordonne à cet essaim de malveillants et d'inconsidérés de se taire à l'aspect de son trône dans le respect qui lui est dû, et qu'elle rende la tranquillité à elle et à ses États. Si elle

ne retrouve plus jamais en moi un allié, elle retrouvera un homme désireux de ne faire que des guerres indispensables à la politique de ses peuples, et de ne point répandre le sang dans une lutte avec des souverains qui n'ont avec moi aucune opposition d'industrie, de commerce et de politique. Je prie V. M. de ne voir dans cette lettre que le désir que j'ai d'épargner le sang des hommes, et d'éviter à une nation qui, géographiquement, ne saurait être ennemie de la mienne, l'amer repentir d'avoir trop écouté des sentiments éphémères qui s'excitent et se calment avec tant de facilité parmi les peuples.

Sur ce, je prie Dieu, monsieur mon frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

De Votre Majesté, le bon frère, NAPOLÉON.

Auma, le 12 octobre 1806.

Deuxième bulletin de la grande armée.

L'Empereur est parti de Bamberg le 8 octobre, à trois heures du matin, et est arrivé à neuf heures à Crousch. Sa Majesté a traversé la forêt de Franconie à la pointe du jour le 9, pour se rendre à Ebersdorff, et de là elle s'est portée sur Schleitz, où elle a assisté au premier combat de la campagne. Elle est revenue coucher à Ebersdoff, en est repartie le 10 pour Schleitz, et est arrivée le 11 à Auma, où elle a couché après avoir passé la journée à Gera. Le quartier général part dans l'instant même pour Gera. Tous les ordres de l'Empereur ont été parfaitement exécutés.

Le maréchal Soult se portait le 7 à Bayreuth, et se présentait le 9 à Hoff. Il a enlevé tous les magasins de l'ennemi, lui a fait plusieurs prisonniers, et s'est porté sur Plauen le 10.

Le maréchal Ney a suivi son mouvement à une demi-journée de distance.

Le 8, le grand-duc de Berg a débouché avec la cavalerie légère, de Cronach, et s'est porté devant Saalbourg, ayant avec lui le vingt-cinquième régiment d'infanterie légère. Un régiment prussien voulut défendre le passage de la Saale; après une ca-

nonnade d'une demi-heure, menacé d'être tourné, il a abandonné sa position et la Saale.

Le 9, le grand-duc de Berg se porta sur Schleitz, un général prussien y était avec dix mille hommes. L'Empereur y arriva à midi, et chargea le maréchal prince de Ponte-Corvo d'attaquer et d'enlever le village, voulant l'avoir avant la fin du jour. Le maréchal fit ses dispositions, se mit à la tête de ses colonnes; le village fut enlevé et l'ennemi poursuivi. Sans la nuit, la plus grande partie de cette division eût été prise. Le général Watier, avec le quatrième régiment de hussards et le cinquième régiment de chasseurs, fit une belle charge de cavalerie contre trois régiments prussiens. Quatre compagnies du vingt-septième d'infanterie légère, se trouvant en plaine, furent chargées par les hussards prussiens; mais ceux-ci virent comme l'infanterie française reçoit la cavalerie prussienne. Deux cents cavaliers prussiens restèrent sur le champ de bataille. Le général Maison commandait l'infanterie légère. Un colonel ennemi fut tué, deux pièces de canon prises, trois cents hommes furent faits prisonniers, et quatre cents tués. Notre perte a été de peu d'hommes; l'infanterie prussienne a jeté ses armes et a fui, épouvantée, devant les baïonnettes françaises. Le grand-duc de Berg était au milieu des charges, le sabre à la main.

Le 10, le prince de Ponte-Corvo a porté son quartier général à Auma; le 11, le grand-duc de Berg est arrivé à Gera. Le général de brigade Lasalle, de la cavalerie de réserve, a culbuté l'escorte des bagages ennemis; cinq cents caissons et voitures de bagage ont été pris par les hussards français. Notre cavalerie légère est couverte d'or. Les équipages de pont et plusieurs objets importants font partie du convoi.

La gauche a eu des succès égaux. Le maréchal Lannes est entré à Cobourg le 8; il se portait le 9 sur Graffental. Il a attaqué, le 10, à Saalfeld, l'avant-garde du prince Hohenlohe, qui était commandée par le prince Louis de Prusse, un des champions de la guerre. La canonnade n'a duré que deux heures; la moitié de la division du général Suchet a seule donné. La cavalerie prussienne a été culbutée par les neuvième et dixième régiments de hussards; l'infanterie prussienne n'a pu conserver aucun ordre

de retraite; partie a été culbutée dans un marais, partie dispersée dans les bois. On a fait mille prisonniers; six cents hommes sont restés sur le champ de bataille; trente pièces de canon sont tombées au pouvoir de l'armée.

Voyant ainsi la déroute de ses gens, le prince Louis de Prusse, en brave et loyal soldat, se prit corps à corps avec un maréchal des logis du dixième régiment de hussards. *Rendez-vous, colonel,* lui dit le hussard, *ou vous êtes mort.* Le prince lui répondit par un coup de sabre; le maréchal des logis riposta par un coup de pointe, et le prince tomba mort. Si les derniers instans de sa vie ont été ceux d'un mauvais citoyen, sa mort est glorieuse et digne de regrets. Il est mort comme doit désirer de mourir tout bon soldat. Deux de ses aides de camps ont été tués à ses côtés. On a trouvé sur lui des lettres de Berlin, qui font voir que le projet de l'ennemi était d'attaquer incontinent, et que le parti de la guerre, à la tête duquel étaient le jeune prince et la reine, craignait toujours que les intentions pacifiques du roi, et l'amour qu'il porte à ses sujets ne lui fissent adopter des tempéraments, et ne déjouassent leurs cruelles espérances. On peut dire que les premiers coups de la guerre ont tué un de ses auteurs.

Dresde ni Berlin ne sont couverts par aucun corps d'armée. Tournée par sa gauche, prise en flagrant délit au moment où elle se livrait aux combinaisons les plus hasardées, l'armée prussienne se trouve, dès le début, dans une position assez critique. Elle occupe Eisenach, Gotha, Erfurt, Weimar. Le 12, l'armée française occupe Saalfed et Gera, et marche sur Naumbourg et Iéna. Des coureurs de l'armée française inondent la plaine de Leipsick.

Toutes les lettres interceptées peignent le conseil du roi déchiré par des opinions différentes, toujours délibérant et jamais d'accord. L'incertitude, l'alarme et l'épouvante paraissent déjà succéder à l'arrogance, à l'inconsidération et à la folie.

Hier 11, en passant à Gera devant le vingt-septième régiment d'infanterie légère, l'Empereur a chargé le colonel de témoigner sa satisfaction à ce régiment sur sa bonne conduite.

Dans tous ces combats, nous n'avons à regretter aucun offi-

cier de marque : le plus élevé en grade est le capitaine Campobasso, du vingt-septième régiment d'infanterie légère, brave et loyal officier. Nous n'avons pas eu quarante hommes tués et soixante blessés.

Gera, le 13 octobre 1806.

Troisième bulletin de la grande armée.

Le combat de Schleitz, qui a ouvert la campagne, et qui a été très-funeste à l'armée prussienne, celui de Saalfeld qui l'a suivi le lendemain, ont porté la consternation chez l'ennemi. Toutes les lettres interceptées disent que la consternation est à Erfurt, où se trouvent encore le roi et la reine, le duc de Brunswick, etc.; qu'on discute sur le parti à prendre sans pouvoir s'accorder. Mais, pendant qu'on délibère, l'armée française marche. A cet esprit d'effervescence, à cette excessive jactance, commencent à succéder des observations critiques sur l'inutilité de cette guerre, sur l'injustice de s'en prendre à la France, sur l'impossibilité d'être secouru, sur la mauvaise volonté des soldats, sur ce qu'on n'a pas fait ceci, et mille et une autre observations qui sont toujours dans la bouche de la multitude, lorsque les princes sont assez faibles pour la consulter sur les grands intérêts politiques au-dessus de sa portée.

Cependant, le 12 au soir, les coureurs de l'armée française étaient aux portes de Leipsick; le quartier général du grand-duc de Berg, entre Zeist et Leipsick; celui du prince de Ponte-Covo, à Zeist, le quartier impérial à Gera; la garde impériale et le corps d'armée du maréchal Soult, à Gera; le corps d'armée du maréchal Ney, à Neustadt; en première ligne, le corps d'armée du maréchal Davoust, à Naumbourg, celui du maréchal Lannes, à Iéna; celui du maréchal Augereau, à Kala. Le prince Jérôme, auquel l'Empereur a confié le commandement des alliés et d'un corps de troupes bavaroises, est arrivé à Schleitz, après avoir fait bloquer le fort de Culenbach par un régiment.

L'ennemi, coupé à Dresde, était encore le 11 à Erfurt, et travaillait à réunir ses colonnes qu'il avait envoyées sur Cassel et Wurtzbourg, dans des projets offensifs. Il voulait ouvrir la

campagne par une invasion en Allemagne. Le Weser, où il avait construit des batteries, la Saale, qu'il prétendait également défendre, et les autres rivières, sont tournées à peu près comme le fut l'Iller l'année passée; de sorte que l'armée française borde la Saale, ayant le dos à l'Elbe et marchant sur l'armée prussienne qui, de son côté, a le dos sur le Rhin, position assez bizarre, d'où doivent naître des événements d'une grande importance.

Le temps, depuis notre entrée en campagne, est superbe, le pays abondant, le soldat plein de vigueur et de santé. On fait des marches de dix lieues, et pas un traîneur; jamais l'armée n'a été si belle.

Toutes les intentions du roi de Prusse se trouvent exécutées. Il voulait que le 8 octobre l'armée française eut évacué le territoire de la Confédération, et elle l'avait évacué; mais au lieu de repasser le Rhin, elle a passé la Saale.

Gera, le 14 octobre 1806.

Quatrième bulletin de la grande armée.

Les événements se succèdent avec rapidité. L'armée prussienne est prise en flagrant délit, ses magasins enlevés : elle est tournée.

Le maréchal Davoust est arrivé à Naumbourg le 12, à neuf heures du soir : il a saisi les magasins de l'armée ennemie, fait des prisonniers et pris un superbe équipage de dix-huit pontons de cuivre attelés.

Il paraît que l'armée prussienne se met en marche pour gagner Magdebourg; mais l'armée française a gagné trois marches sur elle. L'anniversaire des affaires d'Ulm sera célèbre dans l'histoire de France.

Une lettre qui vient d'être interceptée fait connaître la vraie situation des esprits, mais cette bataille dont parle l'officier prussien aura lieu dans peu de jours. Les résultats décideront du sort de la guerre. Les Français doivent être sans inquiétude.

Iéna, 15 octobre 1806.

Cinquième bulletin de la grande armée.

La bataille d'Iéna a lavé l'affront de Rosbach et décidé, en sept jours, une campagne qui a entièrement calmé cette frénésie guerrière qui s'était emparée des têtes prussiennes.

Voici la position de l'armée au 13 :

Le grand-duc de Berg et le maréchal Davoust, avec leurs corps d'armée, étaient à Naumbourg, ayant des partis sur Leipsick et Halle.

Le corps du maréchal prince de Ponte-Corvo était en marche pour se rendre à Dornbourg.

Le corps du maréchal Lannes arrivait à Iéna.

Le corps du maréchal Augereau était en position à Kala.

Le corps du maréchal Ney était à Roda.

Le quartier général, à Gera.

L'Empereur, en marche pour se rendre à Iéna.

Le corps du maréchal Soult, de Gera, était en marche pour prendre une position plus rapprochée, à l'embranchement des routes de Naumbourg et d'Iéna.

Voici la position de l'ennemi :

Le roi de Prusse voulut commencer les hostilités au 9 octobre, en débouchant sur Francfort par sa droite, sur Wurtzbourg par son centre, et sur Bamberg par sa gauche ; toutes les divisions de son armée étaient disposées pour exécuter ce plan ; mais l'armée française, tournant sur l'extrémité de sa gauche, se trouva en peu de jours à Saalbourg, à Lobenstein, à Schleitz, à Gera, à Naumbourg. L'armée prussienne, tournée, employa les journées des 9, 10, 11 et 12 à rappeler tous ses détachements, et, le 13, elle se présenta en bataille entre Capelsdorf et Auerstædt, forte de près de cent cinquante mille hommes.

Le 13, à deux heures après midi, l'Empereur arriva à Iéna, et, sur un petit plateau qu'occupait notre avant-garde, il aperçut les dispositions de l'ennemi qui paraissait manœuvrer pour attaquer le lendemain, et forcer les divers débouchés de la Saale.

L'ennemi défendait en force, et par une position inexpugnable, la chaussée d'Iéna à Weimar, et paraissait penser que les Français ne pourraient déboucher dans la plaine, sans avoir forcé ce passage. Il ne paraissait pas possible en effet de faire monter de l'artillerie sur le plateau, qui d'ailleurs était si petit que quatre bataillons pouvaient à peine s'y déployer. On fit travailler toute la nuit à un chemin dans le roc, et l'on parvint à conduire l'artillerie sur la hauteur.

Le maréchal Davoust reçut l'ordre de déboucher par Naumbourg pour défendre les défilés de Koesen si l'ennemi voulait marcher sur Naumbourg, ou pour se rendre à Apolda pour le prendre à dos, s'il restait dans la position où il était.

Le corps du maréchal prince de Ponte-Corvo fut destiné à déboucher de Dornbourg pour tomber sur les derrières de l'ennemi, soit qu'il se portât en force sur Naumbourg, soit qu'il se portât sur Iéna.

La grosse cavalerie, qui n'avait pas encore rejoint l'armée, ne pouvait la rejoindre qu'à midi; la cavalerie de la garde impériale était à trente-six heures de distance, quelques fortes marches qu'elle eût faites depuis son départ de Paris. Mais il est des moments à la guerre où aucune considération ne doit balancer l'avantage de prévenir l'ennemi et de l'attaquer le premier. L'Empereur fit ranger sur le plateau qu'occupait l'avant-garde, que l'ennemi paraissait avoir négligé, et vis-à-vis duquel il était en position, tout le corps du maréchal Lannes : ce corps d'armée fut rangé par les soins du général Victor; chaque division formant une aile. Le maréchal Lefebvre fit ranger au sommet la garde impériale en bataillon carré. L'Empereur bivouaqua au milieu de ses braves. La nuit offrait un spectacle digne d'observation, celui de deux armées dont l'une déployait son front sur six lieues d'étendue, et embrasait de ses feux l'atmosphère, l'autre dont les feux apparents étaient concentrés sur un petit point; et dans l'une et l'autre armée, de l'activité et du mouvement. Les feux des deux armées étaient à une demi-portée de canon. Les sentinelles se touchaient presque, et il ne se faisait pas un mouvement qui ne fût entendu.

Les corps des maréchaux Ney et Soult passaient la nuit en mar-

che. A la pointe du jour, toute l'armée prit les armes. La division Gazan était rangée sur trois lignes, sur la gauche du plateau. La division Suchet formait la droite ; la garde impériale occupait le sommet du monticule ; chacun de ces corps ayant ses canons dans les intervalles. De la ville et des vallées voisines on avait pratiqué des débouchés qui permettaient le déploiement le plus facile aux troupes qui n'avaient pu être placées sur le plateau ; car c'était peut-être la première fois qu'une armée devait passer par un si petit débouché.

Un brouillard épais obscurcissait le jour. L'Empereur passa devant plusieurs lignes. Il recommanda aux soldats de se tenir en garde contre cette cavalerie prussienne qu'on peignait comme si redoutable. Il les fit souvenir qu'il y avait un an, à la même époque, ils avaient pris Ulm ; que l'armée prussienne, comme l'armée autrichienne, était aujourd'hui cernée, ayant perdu sa ligne d'opérations, ses magasins ; qu'elle ne se battait plus dans ce moment pour la gloire, mais pour sa retraite ; que, cherchant à faire une trouée sur différents points, les corps d'armée qui la laisseraient passer seraient perdus d'honneur et de réputation. A ce discours animé, le soldat répondit par des cris de *marchons*. Les tirailleurs engagèrent l'action ; la fusillade devint vive. Quelque bonne que fût la position que l'ennemi occupait, il en fut débusqué, et l'armée française, débouchant dans la plaine, commença à prendre son ordre de bataille.

De son côté, le gros de l'armée ennemie, qui n'avait eu le projet d'attaquer que lorsque le brouillard serait dissipé, prit les armes. Un corps de cinquante mille hommes de la gauche se posta pour couvrir les défilés de Naumbourg et s'emparer des débouchés de Koesen ; mais il avait déjà été prévenu par le maréchal Davoust. Les deux autres corps formant une force de 80,000 hommes se portèrent en avant de l'armée française qui débouchait du plateau d'Iéna. Le brouillard couvrit les deux armées pendant deux heures ; mais enfin il fut dissipé par un beau soleil d'automne. Les deux armées s'aperçurent à petite portée de canon. La gauche de l'armée française, appuyée sur un village et des bois, était commandée par le maréchal Augereau. La garde impériale la séparait du centre qu'occupait le

maréchal Lannes. La droite était formée par le corps du maréchal Soult; le maréchal Ney n'avait qu'un simple corps de trois mille hommes, seules troupes qui fussent arrivées de son corps d'armée.

L'armée ennemie était nombreuse et montrait une belle cavalerie. Ses manœuvres étaient exécutées avec précision et rapidité. L'Empereur eût désiré retarder de deux heures d'en venir aux mains, afin d'attendre dans la position qu'il venait de prendre après l'attaque du matin, les troupes qui devaient le joindre, et surtout sa cavalerie; mais l'ardeur française l'emporta. Plusieurs bataillons s'étaient engagés, au village de Hollsted; il vit l'ennemi s'ébranler pour les en déposter. Le maréchal Lannes reçut ordre sur-le-champ de marcher en échelons pour soutenir ce village. Le maréchal Soult avait attaqué un bois sur la droite; l'ennemi ayant fait un mouvement de sa droite sur notre gauche, le maréchal Augereau fut chargé de le repousser. En moins d'une heure, l'action devint générale. Deux cent cinquante ou trois cent mille hommes avec sept ou huit cents pièces de canon, semaient partout la mort, et offraient un de ces spectacles rares dans l'histoire. De part et d'autre on manœuvra constamment comme à une parade. Parmi nos troupes, il n'y eut jamais le moindre désordre; la victoire ne fut pas un moment incertaine. L'Empereur eut toujours auprès de lui, indépendamment de la garde impériale, un bon nombre de troupes de réserve pour pouvoir parer à tout accident imprévu.

Le maréchal Soult, ayant enlevé le bois qu'il attaquait depuis deux heures, fit un mouvement en avant. Dans cet instant, on prévint l'Empereur que la division de cavalerie française de réserve commençait à se placer, et que deux divisions du corps du maréchal Ney se plaçaient en arrière sur le champ de bataille. On fit alors avancer toutes les troupes qui étaient en réserve sur la première ligne, et qui, se trouvant ainsi appuyées, culbutèrent l'ennemi dans un clin d'œil, et le mirent en pleine retraite. Il la fit en ordre pendant la première heure; mais elle devint un affreux désordre du moment que nos divisions de dragons et nos cuirassiers, ayant le grand-duc de Berg

à leur tête, purent prendre part à l'affaire. Ces braves cavaliers, frémissant de voir la victoire décidée sans eux, se précipitèrent partout où ils rencontrèrent l'ennemi. La cavalerie, l'infanterie prussienne ne purent soutenir leur choc. En vain l'infanterie ennemie, se forma en bataillons carrés; cinq de ces bataillons furent enfoncés; artillerie, cavalerie, infanterie, tout fut culbuté et pris. Les Français arrivèrent à Weimar en même temps que l'ennemi, qui fut ainsi poursuivi pendant l'espace de six lieues.

A notre droite, le corps du maréchal Davoust faisait des prodiges. Non-seulement il contint, mais mena battant pendant plus de trois lieues, le gros des troupes ennemies qui devait déboucher du côté de Koesen. Ce maréchal a déployé une bravoure distinguée et de la fermeté de caractère, première qualité d'un homme de guerre. Il a été secondé par les généraux Gudin, Friant, Morand, Daultanne, chef de l'état-major, et par la rare intrépidité de son brave corps d'armée.

Les résultats de la bataille sont trente à quarante mille prisonniers. Il en arrive à chaque moment; vingt-cinq à trente drapeaux, trois cents pièces de canon, des magasins immenses de subsistances. Parmi les prisonniers, se trouvent plus de vingt généraux, dont plusieurs lieutenants généraux, entre autres le lieutenant général Schmettau. Le nombre des morts est immense dans l'armée prussienne. On compte qu'il y a plus de vingt mille tués ou blessés. Le feld-maréchal Mollendorf a été blessé; le duc de Brunswick a été tué; le général Rüchel a été tué; le prince Henri de Prusse grièvement blessé. Au dire des déserteurs, des prisonniers et des parlementaires, le désordre et la consternation sont extrêmes dans les débris de l'armée ennemie.

De notre côté, nous n'avons à regretter parmi les généraux que la perte du général de brigade de Billy, excellent soldat; parmi les blessés, le général de brigade Conroux. Parmi les colonels morts, les colonels Vergès, du douzième régiment d'infanterie de ligne; Lamotte, du trente-sixième; Barbenègre, du neuvième de hussards; Marigny, du vingtième de chasseurs; Harispe, du seizième d'infanterie légère; Dulem-

bourg, du premier de dragons; Nicolas, du soixante-unième de ligne; Viala, du quatre-vingt-unième; Higonet, du cent-huitième.

Les hussards et les chasseurs ont montré dans cette journée une audace digne des plus grands éloges. La cavalerie prussienne n'a jamais tenu devant eux; et toutes les charges qu'ils ont faites devant l'infanterie ont été heureuses.

Nous ne parlons pas de l'infanterie française; il est reconnu depuis longtemps que c'est la meilleure infanterie du monde. L'Empereur a déclaré que la cavalerie française, après l'expérience des deux campagnes et de cette dernière bataille, n'avait pas d'égale.

L'armée prussienne a, dans cette bataille, perdu toute retraite et toute sa ligne d'opérations. Sa gauche, poursuivie par le maréchal Davoust, opéra sa retraite sur Weimar, dans le temps que sa droite et son centre se retiraient de Weimar sur Naumbourg. La confusion fut donc extrême. Le roi a dû se retirer à travers les champs, à la tête de son régiment de cavalerie.

Notre perte est évaluée à mille ou douze cents tués et à trois mille blessés. Le grand-duc de Berg investit en ce moment la place d'Erfurth, où se trouve un corps d'ennemis que commandent le maréchal de Mollendorf et le prince d'Orange.

L'état-major s'occupe d'une relation officielle, qui fera connaître dans tous ses détails cette bataille et les services rendus par les différents corps d'armée et régiments. Si cela peut ajouter quelque chose aux titres de l'armée à l'estime et à la considération de la nation, rien ne pourra ajouter au sentiment d'attendrissement qu'ont éprouvé ceux qui ont été témoins de l'enthousiasme et de l'amour qu'elle témoignait à l'Empereur au plus fort du combat. S'il y avait un moment d'hésitation, le seul cri de *Vive l'Empereur!* ranimait les courages et retrempait toutes les âmes. Au fort de la mêlée, l'Empereur, voyant ses ailes menacées par la cavalerie, se portait au galop pour ordonner des manœuvres et des changements de front en carrés; il était interrompu à chaque instant par des cris de *Vive l'Empe-*

reur! La garde impériale à pied voyait avec un dépit qu'elle ne pouvait dissimuler tout le monde aux mains et elle dans l'inaction. Plusieurs voix firent entendre les mots *en avant?* « Qu'est-ce? dit l'Empereur; ce ne peut-être qu'un jeune homme qui n'a pas de barbe, qui peut vouloir préjuger ce que je dois faire; qu'il attende qu'il ait commandé dans trente batailles rangées avant de prétendre me donner des avis. » C'étaient effectivement des vélites, dont le jeune courage était impatient de se signaler.

Dans une mêlée aussi chaude, pendant que l'ennemi perdait presque tous ses généraux, on doit remercier cette Providence qui gardait notre armée. Aucun homme de marque n'a été tué ni blessé. Le maréchal Lannes a eu un biscaïen qui lui a rasé la poitrine sans le blesser. Le maréchal Davoust a eu son chapeau emporté et un grand nombre de balles dans ses habits. L'Empereur a toujours été entouré, partout où il a paru, du prince de Neufchâtel, du maréchal Bessières, du grand maréchal du palais Duroc, du grand écuyer Caulincourt, et de ses aides de camp et écuyers de service. Une partie de l'armée n'a pas donné, ou est encore sans avoir tiré un coup de fusil.

De notre camp impérial de Weimar, le 15 octobre 1806.

Aux archevêques et évêques de l'empire.

« Monsieur l'évêque, le succès que nous venons de remporter sur nos ennemis, avec l'aide de la divine Providence, imposent à nous et à notre peuple l'obligation d'en rendre au Dieu des armées de solennelles actions de grâces. Vous avez vu, par la dernière note du roi de Prusse, la nécessité où nous nous sommes trouvé de tirer l'épée pour défendre le bien le plus précieux de notre peuple, l'honneur. Quelque répugnance que nous ayons eue, nous avons été poussé à bout par nos ennemis; ils ont été battus et confondus. Au reçu de la présente, veuillez donc réunir nos peuples dans les temples, chanter un *Te Deum,* et ordonner des prières pour remercier Dieu de la prospérité qu'il a accordée à nos armes. Cette lettre n'étant pas

à une autre fin, je prie Dieu, monsieur l'évêque, qu'il vous ait en sa sainte garde. »

NAPOLÉON.

Weimar, le 15 octobre 1806.

Sixième bulletin de la grande armée.

Six mille Saxons et plus de trois cents officiers ont été faits prisonniers. L'Empereur a fait réunir les officiers, et leur a dit qu'il voyait avec peine que leur armée lui faisait la guerre; qu'il n'avait pris les armes que pour assurer l'indépendance de la nation saxonne, et s'opposer à ce qu'elle fût incorporée à la monarchie prussienne; que son intention était de les renvoyer tous chez eux s'ils donnaient leur parole de ne jamais servir contre la France; que leur souverain, dont il reconnaissait les qualités, avait été d'une extrême faiblesse en cédant ainsi aux menaces des Prussiens, et en les laissant entrer sur son territoire; mais qu'il fallait que tout cela finît; que les Prussiens restassent en Prusse, et qu'ils ne se mêlassent en rien des affaires de l'Allemagne; que les Saxons devaient se trouver réunis dans la Confédération du Rhin sous la protection de la France, protection qui n'était pas nouvelle, puisque depuis deux cents ans, sans la France, ils eussent été envahis par l'Autriche ou par la Prusse; que l'Empereur n'avait pris les armes que lorsque la Prusse avait envahi la Saxe; qu'il fallait mettre un terme à ces violences; que le continent avait besoin de repos, et que, malgré les intrigues et les basses passions qui agitent plusieurs cours, il fallait que ce repos existât, dût-il en coûter la chute de quelques trônes.

Effectivement tous les prisonniers saxons ont été renvoyés chez eux avec la proclamation de l'Empereur aux Saxons, et des assurances qu'on n'en voulait point à leur nation.

Weimar, le 16 octobre 1806.

Septième bulletin de la grande armée.

Le grand-duc de Berg a cerné Erfurth le 15, dans la matinée. Le 16, la place a capitulé. Par ce moyen, quatorze mille hommes, dont huit mille blessés et six mille bien portants, sont devenus prisonniers de guerre, parmi lesquels sont le prince d'Orange, le feld-maréchal Mollendorf, le lieutenant général Larisph, le lieutenant général Graver, les généraux majors Leffave et Zveiffel. Un parc de cent vingt pièces d'artillerie approvisionné est également tombé en notre pouvoir. On ramasse tous les jours des prisonniers.

Le roi de Prusse a envoyé un aide de camp à l'Empereur, avec une lettre en réponse à celle que l'Empereur lui avait écrite avant la bataille; mais le roi de Prusse n'a répondu qu'après. Cette démarche de l'empereur Napoléon était pareille à celle qu'il fit auprès de l'empereur de Russie, avant la bataille d'Austerlitz. Il dit au roi de Prusse : « Le succès de mes armes n'est point incertain. Vos troupes seront battues; mais il en coûtera le sang de mes enfants. S'il pouvait être épargné par quelque arrangement compatible avec l'honneur de ma couronne, il n'y a rien que je ne fasse pour épargner un sang si précieux. Il n'y a que l'honneur qui, à mes yeux, soit encore plus précieux que le sang de mes soldats. »

Il paraît que les débris de l'armée prussienne se retirent sur Magdebourg. De toute cette immense et belle armée, il ne s'en réunira que des débris.

Weimar, le 16 octobre 1806, au soir.

Huitième bulletin de la grande armée.

Les différents corps d'armée qui sont à la poursuite de l'ennemi annoncent à chaque instant des prisonniers, la prise de bagages, de pièces de canon, de magasins, de munitions de

toute espèce. Le maréchal Davoust vient de prendre trente pièces de canon; le maréchal Soult, un convoi de trois mille tonneaux de farine; le maréchal Bernadotte, quinze cents prisonniers. L'armée ennemie est tellement dispersée et mêlée avec nos troupes, qu'un de ses bataillons vint se placer dans un de nos bivouacs, se croyant dans le sien.

Le roi de Prusse tâche de gagner Magdebourg. Le maréchal Mollendorf est très-malade à Erfurth : le grand-duc de Berg lui a envoyé son médecin.

La reine de Prusse a été plusieurs fois en vue de nos postes; elle est dans des transes et dans des alarmes continuelles. La veille, elle avait passé son régiment en revue. Elle excitait sans cesse le roi et les généraux. Elle voulait du sang; le sang le plus précieux a coulé. Les généraux les plus marquants sont ceux sur qui sont tombés les premiers coups.

Le général de brigade Durosnel a fait, avec les septième et vingtième de chasseurs, une charge hardie qui a eu le plus grand effet. Le major du vingtième régiment s'y est distingué. Le général de brigade Colbert, à la tête du troisième de hussards et du douzième de chasseurs, a fait sur l'infanterie ennemie plusieurs charges qui ont eu le plus grand succès.

Weimar, le 16 octobre 1806.

Neuvième bulletin de la grande armée.

La garnison d'Erfurth a défilé. On y a trouvé beaucoup plus de monde qu'on ne croyait. Il y a une grande quantité de magasins. L'Empereur a nommé le général Clarke commandant de la ville et citadelle d'Erfurth et du pays environnant. La citadelle d'Erfurth est un bel octogone bastionné, avec casemates, et bien armé. C'est une acquisition précieuse qui nous servira de point d'appui au milieu de nos opérations.

On a dit dans le cinquième bulletin qu'on avait pris vingt-cinq à trente drapeaux; il y en a jusqu'ici quarante-cinq au quartier général. Il est probable qu'il y en en aura plus de soixante. Ce sont des drapeaux donnés par le grand Frédéric

à ses soldats. Celui du régiment des gardes, celui du régiment de la reine, brodé des mains de cette princesse, se trouvent du nombre. Il paraît que l'ennemi veut tâcher de se rallier sur Magdebourg; mais pendant ce temps-là on marche de tous côtés. Les différents corps de l'armée sont à sa poursuite par différents chemins. A chaque instant arrivent des courriers annonçant que des bataillons entiers sont coupés, des pièces de canon prises, des bagages, etc.

L'Empereur est logé au palais de Weimar, où logeait quelques jours avant la reine de Prusse. Il paraît que ce qu'on a dit d'elle est vrai. Elle était ici pour souffler le feu de la guerre. C'est une femme d'une jolie figure, mais de peu d'esprit, incapable de présager les conséquences de ce qu'elle faisait. Il faut aujourd'hui, au lieu de l'accuser, la plaindre; car elle doit avoir bien des remords des maux qu'elle a faits à sa patrie, et de l'ascendant qu'elle a exercé sur le roi son mari, qu'on s'accorde à présenter comme un parfait honnête homme, qui voulait la paix et le bien de ses peuples.

Naubourg, le 18 octobre 1806.

Dixième bulletin de la grande armée.

Parmi les soixante drapeaux qui ont été pris à la bataille d'Iéna, il s'en trouve plusieurs des gardes du roi de Prusse et un des gardes du corps, sur lequel la légende est écrite en français.

Le roi de Prusse a fait demander un armistice de six semaines. L'Empereur a répondu qu'il était impossible, après une victoire, de donner à l'ennemi le temps de se rallier.

Cependant les Prussiens ont fait tellement courir ce bruit, que plusieurs de nos généraux les ayant rencontrés, on leur a fait croire que cet armistice était conclu.

Le maréchal Soult est arrivé le 16 à Greussen, poursuivant devant lui la colonne où était le roi, qu'on estimait forte de dix ou douze mille hommes. Le général Kalkreuth, qui la commandait, fit dire au maréchal Soult qu'un armistice avait

été conclu. Ce maréchal répondit qu'il était impossible que l'Empereur eût fait cette faute ; qu'il croirait à cet armistice, lorsqu'il lui aurait été notifié officiellement. Le général Kalkreuth témoigna le désir de voir le maréchal Soult, qui se rendit aux avant-postes. « Que voulez-vous de nous, lui dit le général prussien? Le duc de Brunswick est mort, tous nos généraux sont tués, blessés ou pris ; la plus grande partie de notre armée est en fuite ; vos succès sont assez grands. Le roi a demandé une suspension d'armes, il est impossible que votre Empereur ne l'accorde pas. — Monsieur le général, lui répondit le maréchal Soult, il y a longtemps qu'on en agit ainsi avec nous ; on en appelle à notre générosité quand on est vaincu, et on oublie un instant après la magnanimité que nous avons coutume de montrer. Après la bataille d'Austerlitz, l'Empereur accorda un armistice à l'armée russe ; cette armistice sauva l'armée. Voyez la manière indigne dont agissent aujourd'hui les Russes. On dit qu'ils veulent revenir : nous brûlons du désir de les revoir. S'il y avait eu chez eux autant de générosité que chez nous, on nous aurait laissés tranquilles enfin après la modération que nous avons montrée dans la victoire. Nous n'avons en rien provoqué la guerre injuste que vous nous faites. Vous l'avez déclarée de gaieté de cœur ; la bataille d'Iéna a décidé du sort de la campagne. Notre métier est de vous faire le plus de mal que nous pourrons. Posez les armes, et j'attendrai dans cette situation les ordres de l'Empereur. » Le vieux général Kalkreuth vit bien qu'il n'avait rien à répondre. Les deux généraux se séparèrent, et les hostilités recommencèrent un instant après : le village de Greussen fut enlevé, l'ennemi culbuté et poursuivi l'épée dans les reins.

Le grand-duc de Berg et les maréchaux Soult et Ney doivent, dans les journées des 17 et 18, se réunir par des marches combinées et écraser l'ennemi. Ils auront sans doute cerné un bon nombre de fuyards ; les campagnes en sont couvertes, et les routes sont encombrées de caissons et de bagages de toute espèce.

Jamais plus grande victoire ne fut signalée par de plus grands désastres. La réserve que commande le prince Eugène de Wur-

temberg, est arrivée à Halle : ainsi nous ne sommes qu'au neuvième jour de la campagne, et déjà l'ennemi est obligé de mettre en avant sa dernière ressource. L'Empereur marche à elle ; elle sera attaquée demain, si elle tient dans la position de Halle.

Le maréchal Davoust est parti aujourd'hui pour prendre possession de Leipzick et jeter un pont sur l'Elbe. La garde impériale à cheval vient enfin nous joindre.

Indépendamment des magasins considérables trouvés à Naumbourg, on en a trouvé un grand nombre à Weissenfels.

Le général en chef Rüchel a été trouvé, dans un village, mortellement blessé ; le maréchal Soult lui a envoyé son chirurgien. Il semble que ce soit un décret de la Providence que tous ceux qui ont poussé à cette guerre aient été frappés par ses premiers coups.

Merseburg, le 19 octobre 1806.

Onzième bulletin de la grande armée.

Le nombre des prisonniers qui ont été faits à Erfurth est plus considérable qu'on ne le croyait. Les passe-ports accordés aux officiers qui doivent retourner chez eux sur parole, en vertu d'un des articles de la capitulation, se sont montés à six cents.

Le corps du maréchal Davoust a pris possession le 18 de Leipsick.

Le prince de Ponte-Corvo, qui se trouvait le 17 à Eisleben, pour couper des colonnes prussiennes, ayant appris que la réserve de S. M. le roi de Prusse, commandée par le prince Eugène de Wurtemberg, était arrivée à Halle, s'y porta. Après avoir fait ses dispositions, le prince de Ponto-Corvo fit attaquer Halle par le général Dupont, et laissa la division Drouet en réserve sur sa gauche. Le trente-deuxième et le neuvième d'infanterie légère passèrent les trois ponts au pas de charge, et entrèrent dans la ville, soutenus par le quatre-vingt-seizième. En moins d'une heure tout fut culbuté. Les deuxième et quatrième régiments de hussards et toute la division du général Rivaut traversèrent la ville et chassèrent l'ennemi de Dienitz, de

Peissen et de Rabatz. La cavalerie prussienne voulut charger le huitième et le quatre-vingt-seizième d'infanterie, mais elle fut vivement reçue et repoussée.

La réserve du prince de Wurtemberg fut mise dans la plus complète déroute, et poursuivie l'espace de quatre lieues.

Les résultats de ce combat, qui mérite une relation particulière et soignée, sont cinq mille prisonniers, dont deux généraux et trois colonels, quatre drapeaux et trente-quatre pièces de canon.

Le général Dupont s'est conduit avec beaucoup de distinction.

Le général de division Rouyer a eu un cheval tué sous lui. Le général de division Drouet a pris en entier le régiment de Treskow.

De notre côté, la perte ne se monte qu'à quarante hommes tués et deux cents blessés. Le colonel du neuvième régiment d'infanterie légère a été blessé.

Le général Léopold Berthier, chef de l'état-major du prince de Ponte-Corvo, s'est comporté avec distinction.

Par le résultat du combat de Halle, il n'est plus de troupes ennemies qui n'aient été entamées.

Le général prussien Blücher, avec cinq mille hommes, a traversé la division de dragons du général Klein, qui l'avait coupé. Ayant allégué au général Klein qu'il y avait un armistice de six semaines, ce général a eu la simplicité de le croire.

L'officier d'ordonnance près de l'Empereur, Montesquiou, qui avait été envoyé en parlementaire auprès du roi de Prusse l'avant-veille de la bataille, est de retour. Il a été entraîné, pendant plusieurs jours, avec les fuyards ennemis; il dépeint le désordre de l'armée prussienne comme inexprimable. Cependant, la veille de la bataille, leur jactance était sans égale. Il n'était question de rien moins que de couper l'armée française, et d'enlever des colonnes de quarante mille hommes. Les généraux prussiens singeaient, autant qu'ils pouvaient, les manières du grand Frédéric.

Quoique nous fussions dans leur pays, les généraux paraissaient être dans l'ignorance la plus absolue de nos mouvements.

Ils croyaient qu'il n'y avait sur le petit plateau d'Iéna que quatre mille hommes; et cependant la plus grande partie de l'armée a débouché sur ce plateau.

L'armée ennemie se retire à force sur Magdebourg. Il est probable que plusieurs colonnes seront coupées avant d'y arriver. On n'a point de nouvelles depuis plusieurs jours du maréchal Soult, qui a été détaché avec quarante mille hommes pour poursuivre l'armée ennemie.

L'Empereur a traversé le champ de bataille de Rosbach; il a ordonné que la colonne qui y avait été élevée fût transportée à Paris.

Le quartier général de l'Empereur a été le 18 à Mersebourg, il sera le 19 à Halle. On a trouvé dans cette dernière ville des magasins de toute espèce, très-considérables.

Halle, le 19 octobre 1806.

Douzième bulletin de la grande armée.

Le maréchal Soult a poursuivi l'ennemi jusqu'aux portes de Magdebourg. Plusieurs fois les Prussiens ont voulu prendre position, et toujours ils ont été culbutés.

On a trouvé à Nordhausen des magasins considérables, et même une caisse du roi de Prusse, remplie d'argent.

Pendant les cinq jours que le maréchal Soult a employés à la poursuite de l'ennemi, il a fait douze cents prisonniers et pris trente pièces de canon, et deux ou trois cents caissons.

Le premier objet de la campagne se trouve rempli. La Saxe, la Westphalie, et tous les pays situés sur la rive gauche de l'Elbe, sont délivrés de la présence de l'armée prussienne. Cette armée, battue et poursuivie l'épée dans les reins pendant plus de cinquante lieues, est aujourd'hui sans artillerie, sans bagages et sans officiers, réduite au-dessous du tiers de ce qu'elle était il y a huit jours; et, ce qui est encore pis que cela, elle a perdu son moral et toute confiance en elle-même.

Deux corps de l'armée française sont sur l'Elbe, occupés à construire des ponts.

Le quartier général est à Halle.

Halle, le 20 octobre 1806.

Treizième bulletin de la grande armée.

. . . . . .

Ainsi de cette belle et superbe armée qui, il y a peu de jours, menaçait d'envahir la Confédération du Rhin, et qui inspirait à son souverain une telle confiance, qu'il osait ordonner à l'empereur Napoléon de sortir de l'Allemagne avant le 8 octobre, s'il ne voulait pas y être contraint par la force; de cette belle et superbe armée, disons-nous, il ne reste que les débris, chaos informe qui mérite plutôt le nom de rassemblement que celui d'armée. De cent soixante mille hommes qu'avait le roi de Prusse, il serait difficile d'en réunir plus de cinquante mille; encore sont-ils sans artillerie et sans bagages, armés en partie, en partie désarmés. Tous ces événements justifient ce que l'Empereur a dit dans sa première proclamation, lorsqu'il s'est exprimé ainsi: « Qu'ils apprennent que, s'il est facile d'acquérir un accroissement de domaines et de puissance avec l'amitié du grand peuple, son inimitié est plus terrible que les tempêtes de l'Océan. »

Rien ne ressemble, en effet, davantage à l'état actuel de l'armée prussienne que les débris d'un naufrage. C'était une belle et nombreuse flotte qui ne prétendait pas moins qu'asservir les mers: les vents impétueux du nord ont soulevé l'Océan contre elle. Il ne rentre au port qu'une petite partie des équipages qui n'ont trouvé de salut qu'en se sauvant sur des débris.

Trois lettres interceptées peignent au vrai la situation des choses.

Une autre lettre, également interceptée, montre à quel point le cabinet prussien a été dupe de fausses apparences. Il a pris la modération de l'empereur Napoléon pour de la faiblesse. De ce que ce monarque ne voulait pas la guerre, et faisait tout ce qui pouvait être convenable pour l'éviter, on a conclu qu'il n'était pas en mesure, et qu'il avait besoin de deux cent mille conscrits pour recruter son armée.

Cependant l'armée française n'était plus claquemurée dans

les camps de Boulogne; elle était en Allemagne: M. Ch. L. de Hesse et M. d'Haugwitz auraient pu la compter. Reconnaissons donc ici la volonté de cette Providence qui ne laisse pas à nos ennemis des yeux pour voir, des oreilles pour entendre, du jugement et de la raison pour raisonner.

Il paraît que M. Charles Louis de Hesse convoitait seulement Mayence. Pourquoi pas Metz? Pourquoi pas les autres places de l'ouest de la France? Ne dites donc plus que l'ambition des Français vous a fait prendre les armes; convenez que c'est votre ambition mal raisonnée qui vous a excités à la guerre. Parce qu'il y avait une armée française à Naples, une autre en Dalmatie, vous avez projeté de tomber sur le grand peuple; mais en sept jours vos projets ont été confondus. Vous vouliez attaquer la France sans courir aucun danger, et déjà vous avez cessé d'exister.

On rapporte que l'empereur Napoléon ayant, avant de quitter Paris, rassemblé ses ministres, leur dit: « Je suis innocent de cette guerre; je ne l'ai provoquée en rien; elle n'est point entrée dans mes calculs. Que je sois battu si elle est de mon fait. Un des principaux motifs de la confiance dans laquelle je suis que mes ennemis seront détruits, c'est que je vois dans leur conduite le doigt de la Providence, qui, voulant que les traîtres soient punis, a tellement éloigné toute sagesse de leurs conseils que, lorsqu'ils pensent m'attaquer dans un moment de faiblesse, ils choisissent l'instant même où je suis le plus fort. »

Dessau, le 23 octobre 1806.

Quatorzième bulletin de la grande armée.

Le maréchal Davoust est arrivé le 20 à Wittemberg, et a surpris le pont sur l'Elbe au moment où l'ennemi y mettait le feu.

Le maréchal Lannes est arrivé à Dessau; le pont était brûlé; il a fait travailler sur-le-champ à le réparer.

Le marquis de Lucchesini s'est présenté aux avant-postes avec une lettre du roi de Prusse. L'Empereur a envoyé le grand maréchal de son palais, Duroc, pour conférer avec lui.

Magdebourg est bloqué. Le général de division Legrand,

dans sa marche sur Magdebourg, a fait quelques prisonniers. Le maréchal Soult a ses postes autour de la ville. Le grand-duc de Berg y a envoyé son chef d'état-major le général Belliard. Ce général y a vu le prince de Hohenlohe. Le langage des officiers prussiens était bien changé. Ils demandent la paix à grands cris. « Que veut votre Empereur, nous disent-ils? Nous poursuivra-t-il toujours l'épée dans les reins? Nous n'avons pas un moment de repos depuis la bataille. « Ces messieurs étaient sans doute accoutumés aux manœuvres de la guerre de Sept-Ans. Ils voulaient demander trois jours pour enterrer les morts. « Songez aux vivants, a répondu l'Empereur, et laissez-nous le soin d'enterrer les morts; il n'y a pas besoin de trêve pour cela. »

La confusion est extrême dans Berlin. Tous les bons citoyens, qui gémissaient de la fausse direction donnée à la politique de leur pays, reprochent avec raison aux boute-feux excités par l'Angleterre les tristes effets de leurs menées. Il n'y a qu'un cri contre la reine dans tout le pays.

Il paraît que l'ennemi cherche à se rallier derrière l'Oder.

Le souverain de Saxe a remercié l'Empereur de la générosité avec laquelle il l'a traité, et qui va l'arracher à l'influence prussienne. Cependant bon nombre de ses soldats ont péri dans toute cette bagarre.

Le quartier général était, le 21, à Dessau.

Vittemberg, le 23 octobre 1806.

Quinzième bulletin de la grande armée.

Voici les renseignements qu'on a pu recueillir sur les causes de cette étrange guerre.

Le général Schmettau (mort prisonnier à Weymar) fit un mémoire écrit avec beaucoup de force, et dans lequel il établissait que l'armée prussienne devait se regarder comme déshonorée; qu'elle était cependant en état de battre les Français, et qu'il fallait faire la guerre.

Les généraux Rüchel (tué) et Blücher (qui ne s'est sauvé que par un subterfuge, en abusant de la bonne foi française),

souscrivirent ce mémoire, qui était rédigé en forme de pétition au roi. Le prince Louis-Ferdinand de Prusse (tué) l'appuya de toute sorte de sarcasmes. L'incendie gagna toutes les têtes. Le duc de Brunswick (blessé très-grièvement), homme connu pour être sans volonté et sans caractère, fut enrôlé dans la faction de la guerre. Enfin, le mémoire étant ainsi appuyé, on le présenta au roi. La reine se chargea de disposer l'esprit de ce prince, et de lui faire connaître ce qu'on pensait de lui. Elle lui rapporta qu'on disait qu'il n'était pas brave, et que, s'il ne faisait pas la guerre, c'est qu'il n'osait pas se mettre à la tête de l'armée. Le roi, réellement aussi brave qu'aucun prince de Prusse, se laissa entraîner, sans cesser de conserver l'opinion intime qu'il faisait une grande faute.

Il faut signaler les hommes qui n'ont pas partagé les illusions des partisans de la guerre. Ce sont le respectable feld-maréchal Mollendorf et le général Kalkreuth.

On assure qu'après la belle charge du neuvième et du dixième régiment de hussards à Saalfeld, le roi dit : « Vous prétendiez que la cavalerie française ne valait rien; voyez cependant ce que fait la cavalerie légère, et jugez ce que feront les cuirassiers. Ces troupes ont acquis leur supériorité par quinze ans de combats. Il en faudrait autant, afin de parvenir à les égaler; mais qui de nous serait assez ennemi de la Prusse pour désirer cette terrible épreuve? »

L'Empereur, déjà maître de toutes les communications et des magasins de l'ennemi, écrivit le 12 de ce mois la lettre ci-jointe (nous l'avons rapportée à son ordre de date), qu'il envoya au roi de Prusse par l'officier d'ordonnance Montesquiou.

Cet officier arriva le 13, à quatre heures après midi, au quartier du général Hohenlohe, qui le retint auprès de lui, et qui prit la lettre dont il était porteur.

Le camp du roi de Prusse était à deux lieues en arrière. Ce prince devait donc recevoir la lettre de l'Empereur au plus tard à six heures du soir. On assure cependant qu'il ne la reçut que le 14, à neuf heures du matin, c'est-à-dire lorsque déjà l'on se battait.

On rapporte aussi que le roi de Prusse dit alors : « Si cette lettre était arrivée plus tôt, peut-être aurait-on pu ne pas se battre; mais ces jeunes gens ont la tête tellement montée, que, s'il eût été question hier de la paix, je n'aurais pas ramené le tiers de mon armée à Berlin. »

Le roi de Prusse a eu deux chevaux tués sous lui, et a reçu un coup de fusil dans la manche.

Le duc de Brunswick a eu tous les torts dans cette guerre; il a mal conçu et mal dirigé les mouvements de l'armée; il croyait l'Empereur à Paris lorsqu'il se trouvait sur ses flancs; il pensait avoir l'initiative des mouvements, et il était déjà tourné.

Au reste, la veille de la bataille, la consternation était déjà dans les chefs; ils reconnaissaient qu'on était mal posté, et qu'on allait jouer le va-tout de la monarchie. Ils disaient tous : « Eh bien ! nous payerons de notre personne. » Ce qui est, d'ordinaire, le sentiment des hommes qui conservent peu d'espérance.

La reine se trouvait toujours au quartier général à Weimar. Il a bien fallu lui dire enfin que les circonstances étaient sérieuses, et que le lendemain il pouvait se passer de grands événements pour la monarchie prussienne. Elle voulait que le roi lui dît de s'en aller; et, en effet, elle fut mise dans le cas de partir.

Lord Morpeth, envoyé par la cour de Londres pour marchander le sang prussien, mission véritablement indigne d'un homme tel que lui, arriva le 11 à Weimar, chargé de faire des offres séduisantes, et de proposer des subsides considérables. L'horizon s'était déjà fort obscurci; le cabinet ne voulut pas voir cet envoyé; il lui fit dire qu'il y avait peut-être peu de sûreté pour sa personne, et il l'engagea à retourner à Hambourg pour y attendre l'événement. Qu'aurait dit la duchesse de Devonshire, si elle avait vu son gendre chargé de souffler le feu de la guerre, de venir offrir un or empoisonné, et obligé de retourner sur ses pas tristement et en grande hâte? On ne peut que s'indigner de voir l'Angleterre compromettre de la sorte des agents estimables et jouer un rôle aussi odieux.

On n'a point encore de nouvelles de la conclusion d'un traité entre la Prusse et la Russie, et il est certain qu'aucun Russe n'a paru, jusqu'à ce jour, sur le territoire prussien. Du reste, l'armée désire fort les voir ; ils trouveront Austerlitz en Prusse.

Le prince Louis-Ferdinand de Prusse, et les autres généraux qui ont succombé sous les premiers coups des Français, sont aujourd'hui désignés comme les principaux moteurs de cette incroyable frénésie. Le roi, qui en a couru toutes les chances, et qui supporte tous les malheurs qui en ont été le résultat, est de tous les hommes entraînés par elle celui qui y était demeuré le plus étranger.

Il y a à Leipsick une telle quantité de marchandises anglaises, qu'on a déjà offert soixante millions pour les racheter.

On se demande ce que l'Angleterre gagnera à tout ceci. Elle pouvait recouvrer le Hanovre, garder le cap de Bonne-Espérance, conserver Malte, faire une paix honorable, et rendre la tranquillité au monde. Elle a voulu exciter la Prusse contre la France, pousser l'Empereur et la France à bout : eh bien! elle a conduit la Prusse à sa ruine, procuré à l'Empereur une plus grande gloire, à la France une plus grande puissance; et le temps approche où l'on pourra déclarer l'Angleterre en état de blocus continental. Est-ce donc avec du sang que les Anglais ont espéré alimenter leur commerce et ranimer leur industrie? De grands malheurs peuvent fondre sur l'Angleterre; l'Europe les attribuera à la perte de ce ministre honnête homme [1], qui voulait gouverner par des idées grandes et libérales, et que le peuple anglais pleurera un jour avec des larmes de sang.

Les colonnes françaises sont déjà en marche sur Potsdam et Berlin. Les députés de Potsdam sont arrivés pour demander une sauvegarde.

Le quartier impérial est aujourd'hui à Wittemberg.

[1] Fox.

Wittemberg, le 24 octobre 1806.

Seizième bulletin de la grande armée.

Le duc de Brunswick a envoyé son maréchal du palais à l'Empereur. Cet officier était chargé d'une lettre par laquelle le duc recommandait ses États à S. M.

L'Empereur lui a dit : « Si je faisais démolir la ville de Brunswick, et si je n'y laissais pas pierre sur pierre, que dirait votre prince? La loi du talion ne me permet-elle pas de faire à Brunswick ce qu'il voulait faire dans ma capitale (1)? Annoncer le projet de démolir des villes, cela peut être insensé; mais vouloir ôter l'honneur à toute une armée de braves gens, lui proposer de quitter l'Allemagne par journées d'étapes, à la seule sommation de l'armée prussienne, voilà ce que la postérité aura peine à croire. Le duc de Brunswick n'eût jamais dû se permettre un tel outrage. Lorsqu'on a blanchi sous les armes, on doit respecter l'honneur militaire, et ce n'est pas d'ailleurs dans les plaines de Champagne que ce général a pu acquérir le droit de traiter les drapeaux français avec un tel mépris. Une pareille sommation ne déshonorera que le militaire qui l'a pu faire. Ce n'est pas au roi de Prusse que restera ce déshonneur, c'est au chef de son conseil militaire, c'est au général à qui, dans ces circonstances difficiles, il avait remis le soin des affaires; c'est enfin le duc de Brunswick que la France et la Prusse peuvent accuser seul de la guerre. La frénésie dont ce vieux général a donné l'exemple a autorisé une jeunesse turbulente et entraîné le roi contre sa propre pensée et son intime conviction. Toutefois, monsieur, dites aux habitants du pays de Brunswick qu'ils trouveront dans les Français des ennemis généreux, que je désire adoucir à leur égard les rigueurs de la guerre, et que le mal que pourrait occasionner le passage des troupes serait contre mon gré. Dites au général Brunswick qu'il sera traité avec tous les honneurs dus à un officier prussien; mais que je ne puis reconnaître dans un gé-

(1) Allusion au fameux manifeste du duc de Brunswick en 92.

néral prussien un souverain. S'il arrive que la maison de Brunswick perde la souveraineté de ses ancêtres, elle ne pourra s'en prendre qu'à l'auteur de deux guerres qui, dans l'une, voulut saper jusque dans ses fondements la grande capitale; qui, dans l'autre, prétendit déshonorer deux cent mille braves, qu'on parviendrait peut-être à vaincre, mais qu'on ne surprendra jamais hors du chemin de l'honneur et de la gloire. Beaucoup de sang a été versé en peu de jours; de grands désastres pèsent sur la monarchie prussienne. Qu'il est digne de blâme, cet homme qui d'un mot pouvait les prévenir, si, comme Nestor, élevant la parole au milieu des conseils, il avait dit :

« Jeunesse inconsidérée, taisez-vous; femmes, retournez à vos fuseaux et rentrez dans l'intérieur de vos ménages; et vous, sire, croyez-en le compagnon du plus illustre de vos prédécesseurs : puisque l'empereur Napoléon ne veut pas la guerre, ne le placez pas entre la guerre et le déshonneur; ne vous engagez pas dans une lutte dangereuse avec une armée qui s'honore de quinze ans de travaux glorieux, et que la victoire a accoutumée à tout soumettre. » Au lieu de tenir ce langage, qui convenait si bien à la prudence de son âge et à l'expérience de sa longue carrière, il a été le premier à crier aux armes. Il a méconnu jusqu'aux liens du sang en armant un fils contre son père; il a menacé de planter ses drapeaux sur le palais de Stuttgard, et, accompagnant ses démarches d'imprécations contre la France, il s'est déclaré l'auteur de ce manifeste insensé qu'il avait désavoué pendant quatorze ans, quoiqu'il n'osât pas nier de l'avoir revêtu de sa signature.

On a remarqué que, pendant cette conversation, l'Empereur avec cette chaleur dont il est quelquefois animé, a répété souvent : « Renverser et détruire les habitations des citoyens paisibles, c'est un crime qui se répare avec du temps et de l'argent; mais déshonorer une armée, vouloir qu'elle fuie hors de l'Allemagne devant l'aigle prussienne, c'est une bassesse que celui-là seul qui l'a conseillée était capable de commettre. »

M. de Lucchesini est toujours au quartier général; l'Empereur a refusé de le voir, mais on observe qu'il a de fréquentes conférences avec le grand maréchal du palais Duroc.

L'Empereur a ordonné de faire présent, sur la grande quantité de draps anglais trouvée à Leipsick, d'un habillement complet à chaque officier, et d'une capote et d'un habit à chaque soldat.

Le quartier général est à Kropstadt.

Postdam, le 23 octobre 1806.

Dix-septième bulletin de la grande armée.

Le corps du maréchal Lannes est arrivé le 24 à Potsdam.

Le corps du maréchal Davoust a fait son entrée le 25, à dix heures du matin, à Berlin.

Le corps du maréchal prince de Ponte-Corvo est à Brandenbourg.

Le corps du maréchal Augereau fera son entrée à Berlin, demain 26.

L'Empereur est arrivé hier à Potsdam et est descendu au palais. Dans la soirée, il est allé visiter le nouveau palais Sans-Souci et toutes les positions qui environnent Potsdam. Il a trouvé la situation et la distribution du château de Sans-Souci agréables. Il est resté quelque temps dans la chambre du grand Frédéric, qui se trouve tendue et meublée telle qu'elle l'était à sa mort.

Le prince Ferdinand, frère du grand Frédéric, est demeuré à Berlin.

On a trouvé dans l'arsenal de Berlin cinq cents pièces de canon, plusieurs centaines de milliers de poudre et plusieurs milliers de fusils.

Le général Hullin est nommé commandant de Berlin.

Le général Bertrand, aide de camp de l'Empereur, s'est rendu à Spandau; la forteresse se défend; il en a fait l'investissement avec les dragons de la division Dupont.

Le grand-duc de Berg s'est rendu à Spandau pour se mettre à la poursuite d'une colonne qui file de Spandau sur Stettin, et qu'on espère couper.

Le maréchal Lefebvre, commandant la garde impériale à pied, et le maréchal Bessières, commandant la garde impériale

à cheval, sont arrivés à Potsdam le 24, à neuf heures du soir. La garde à pied a fait quatorze lieues dans un jour.

L'Empereur reste toute la journée du 25 à Potsdam.

Le corps du maréchal Ney bloque Magdebourg.

Le corps du maréchal Soult a passé l'Elbe à une journée de Magdebourg, et poursuit l'ennemi sur Stettin.

Le temps continue à être superbe; c'est le plus bel automne que l'on ait vu.

En route, l'Empereur, étant à cheval, pour se rendre de Wittemberg à Potsdam, a été surpris par un orage, et a mis pied à terre dans la maison du grand veneur de Saxe. S. M. a été fort étonnée de s'entendre appeler par son nom par une jolie femme. C'était une Égyptienne, veuve d'un officier français de l'armée d'Égypte, et qui se trouvait en Saxe depuis trois mois. Elle demeurait chez le grand veneur de Saxe, qui l'avait recueillie et honorablement traitée. L'Empereur lui a fait une pension de 1200 fr., et s'est chargé de placer son enfant. « C'est la première fois, a dit l'Empereur, que je mets pied à terre pour un orage; j'avais le pressentiment qu'une bonne action m'attendait là. »

On remarque comme une singularité que l'empereur Napoléon est arrivé à Potsdam, et descendu dans le même appartement, le jour même, et presque à la même heure que l'empereur de Russie, lors du voyage que fit ce prince, l'an passé, et qui a été si funeste à la Prusse. C'est de ce moment que la reine a quitté le soin de ses affaires intérieures et les graves occupations de la toilette, pour se mêler des affaires d'État, influencer le roi, et susciter partout ce feu dont elle était possédée.

La saine partie de la nation prussienne regarde ce voyage comme un des plus grands malheurs qui soient arrivés à la Prusse. On ne se fait point d'idée de l'activité de la faction pour porter le roi à la guerre malgré lui.

Le résultat du célèbre serment fait sur le tombeau du grand Frédéric le 4 novembre 1805 a été la bataille d'Austerlitz et l'évacuation de l'Allemagne par l'armée russe, à journées d'étapes. On fit quarante-huit heures après, sur ce sujet, une

gravure qu'on trouve dans toutes les boutiques, et qui excite le rire même des paysans. On y voit le bel empereur de Russie, près de lui la reine, et de l'autre côté le roi qui lève la main sur le tombeau du grand Frédéric. La reine elle-même, drapée d'un schall à peu près comme les gravures de Londres représentent lady Hamilton, appuie la main sur son cœur, et a l'air de regarder l'empereur de Russie. On ne conçoit point que la police de Berlin ait laissé répandre une aussi pitoyable satire.

Toutefois l'ombre du grand Frédéric n'a pu que s'indigner de cette scène scandaleuse. Son esprit, son génie et ses vœux étaient avec la nation qu'il a tant estimée, et dont il disait que, s'il en était roi, il ne se tirerait pas un coup de canon en Europe sans sa permission.

Potsdam, le 26 octobre 1806.

Dix-huitième bulletin de la grande armée.

L'Empereur a passé à Potsdam la revue de la garde à pied, composée de dix bataillons et de soixante pièces d'artillerie, servie par l'artillerie à cheval. Ces troupes, qui ont éprouvé tant de fatigues, avaient la même tenue qu'à la parade de Paris.

A la bataille d'Iéna, le général de division Victor a reçu un biscaïen qui lui a fait une contusion : il a été obligé de garder le lit pendant quelques jours. Le général de brigade Gardane, aide de camp de l'empereur, a eu un cheval tué et a été légèrement blessé. Quelques officiers supérieurs ont eu des blessures, d'autres des chevaux tués, et tous ont rivalisé de courage et de zèle.

L'Empereur a été voir le tombeau du grand Frédéric. Les restes de ce grand homme sont renfermés dans un cercueil de bois recouvert en cuivre, placé dans un caveau sans ornements, sans trophées, sans aucune distinction qui rappellent les grandes actions qu'il a faites.

L'Empereur a fait présent à l'Hôtel des Invalides de Paris, de l'épée de Frédéric, de son cordon de l'Aigle noir, de sa

ceinture de général, ainsi que des drapeaux que portait sa garde dans la guerre de Sept-Ans. Les vieux invalides de l'armée de Hanovre accueilleront avec un respect religieux tout ce qui a appartenu à l'un des premiers capitaines dont l'histoire conservera le souvenir.

Lord Morpeth, envoyé d'Angleterre auprès du cabinet prussien, ne se trouvait, pendant la journée d'Iéna, qu'à six lieues du champ de bataille. Il a entendu le canon. Un courrier vint bientôt lui annoncer que la bataille était perdue, et en un moment il fut entouré de fuyards qui le poussaient de tous côtés. Il courait en criant : *Il ne faut pas que je sois pris !* Il offrit jusqu'à soixante guinées pour obtenir un cheval; il en obtint un et se sauva.

La citadelle de Spandau, située à trois lieues de Berlin, et à quatre lieues de Potsdam, forte par sa situation au milieu des eaux, et renfermant douze cents hommes de garnison, et une grande quantité de munitions de guerre et de bouche, a été cernée le 24 dans la nuit. Le général Bertrand, aide de camp de l'Empereur, avait déjà reconnu la place. Les pièces étaient disposées pour jeter des obus et intimider la garnison. Le maréchal Lannes a fait signer par le commandant la capitulation de cette place.

On a trouvé à Berlin des magasins considérables d'effets de campement et d'habillement; on en dresse les inventaires.

Une colonne commandée par le duc de Weimar est poursuivie par le maréchal Soult. Elle s'est présentée le 23 devant Magdebourg. Nos troupes étaient là depuis le 20. Il est probable que cette colonne, forte de quinze mille hommes, sera coupée et prise. Magdebourg est le premier point de rendez-vous des troupes prussiennes. Beaucoup de corps s'y rendent. Les Français le bloquent.

Une lettre de Helmstadt, récemment interceptée, contient des détails curieux.

MM. le prince d'Hatzfeld, Busching, président de la police, le président de Kercheisen; Formey, conseiller intime; Polzig, conseiller de la municipalité; MM. Ruek, Siegr et Hermensdorf, conseillers députés de la ville de Berlin, ont

remis ce matin à l'empereur, à Potsdam, les clefs de cette capitale. Ils étaient accompagnés de MM. Grote, conseiller des finances; le baron de Vichnitz et le baron d'Eckarlstein. Ils ont dit que les bruits qu'on avait répandus sur l'esprit de cette ville étaient faux; que les bourgeois et la masse du peuple avaient vu la guerre avec peine; qu'une poignée de femmes et de jeunes officiers avaient fait seuls ce tapage; qu'il n'y avait pas un seul homme sensé qui n'eût vu ce qu'on avait à craindre, et qui pût deviner ce qu'on avait à espérer. Comme tous les Prussiens, ils accusent le voyage de l'empereur Alexandre des malheurs de la Prusse. Le changement qui s'est dès lors opéré dans l'esprit de la reine, qui, de femme timide et modeste, s'occupant de son intérieur, est devenue turbulente et guerrière, a été une révolution subite. Elle a voulu tout à coup avoir un régiment, et aller au conseil. Elle a si bien mené la monarchie, qu'en peu de jours elle l'a conduite au bord du précipice.

Le quartier général est à Charlottembourg.

Charlottembourg, le 27 octobre 1806.

Dix-neuvième bulletin de la grande armée.

L'Empereur, parti de Potsdam aujourd'hui à midi, a été visiter la forteresse de Spandau. Il a donné des ordres au général de division Chasseloup, commandant le génie de l'armée, sur les améliorations à faire aux fortifications de cette place. C'est un ouvrage superbe, les magasins sont magnifiques. On a trouvé à Spandau des farines, des grains, de l'avoine pour nourrir l'armée pendant deux mois, des munitions de guerre pour doubler l'approvisionnement de l'artillerie. Cette forteresse, située sur la Sprée, à deux lieues de Berlin, est une acquisition inestimable. Dans nos mains, elle soutiendra deux mois de tranchée ouverte. Si les Prussiens ne l'ont pas défendue, c'est que le commandant n'avait pas reçu d'ordre, et que les Français y sont arrivés en même temps que la nouvelle de la bataille perdue. Les batteries n'étaient pas faites et la place était désarmée.

Pour donner une idée de l'extrême confusion qui règne dans cette monarchie, il suffit de dire que la reine, à son retour de ses ridicules et tristes voyages d'Erfurth et de Weimar, a passé la nuit à Berlin sans voir personne; qu'on a été longtemps sans avoir de nouvelles du roi; que personne n'a pourvu à la sûreté de la capitale, et que les bourgeois ont été obligés de se réunir pour former un gouvernement provisoire.

L'indignation est à son comble contre les auteurs de la guerre. Le manifeste, que l'on appelle à Berlin un indécent libelle où aucun grief n'est articulé, a soulevé la nation contre son auteur, misérable scribe, nommé Gentz, un de ces hommes sans honneur qui se vendent pour de l'argent.

Tout le monde avoue que la reine est l'auteur des maux que souffre la nation prussienne. On entend dire partout : Elle était si bonne, si douce il y a un an! Mais depuis cette fatale entrevue avec l'empereur Alexandre, combien elle est changée!

Il n'y a eu aucun ordre donné dans les palais, de manière qu'on a trouvé à Potsdam l'épée du grand Frédéric, la ceinture de général qu'il portait à la guerre de Sept-Ans, et son cordon de l'Aigle noir. L'Empereur s'est saisi de ces trophées avec empressement, et a dit : « J'aime mieux cela que vingt millions. » Puis, pensant un moment à qui il confierait ce précieux dépôt : « Je les enverrai, dit-il, à mes vieux soldats de la guerre d'Hanovre; j'en ferai présent au gouverneur des Invalides: cela restera à l'Hôtel. »

On a trouvé dans l'appartement qu'occupait la reine, à Potsdam, le portrait de l'empereur de Russie, dont ce prince lui avait fait présent. On a trouvé à Charlottembourg sa correspondance avec le roi, pendant trois ans, et des mémoires rédigés par des écrivains anglais pour prouver qu'on ne devait tenir aucun compte des traités conclus avec l'empereur Napoléon, mais se tourner tout à fait du côté de la Russie. Ces pièces surtout sont des pièces historiques. Elles démontreraient, si cela avait besoin d'une démonstration, combien sont malheureux les princes qui laissent prendre aux femmes l'influence sur les affaires politiques. Les notes, les rapports, les papiers d'État étaient musqués, et se trouvaient mêlés avec les chiffons et

d'autres objets de la toilette de la reine. Cette princesse avait exalté les têtes de toutes les femmes de Berlin ; mais aujourd'hui elles ont bien changé. Les premiers fuyards ont été mal reçus ; on leur a rappelé, avec ironie, le jour où ils aiguisaient leurs sabres sur les places de Berlin, voulant tout tuer et tout pourfendre.

Le général Savary, envoyé avec un détachement de cavalerie à la recherche de l'ennemi, mande que le prince de Hohenlohe, obligé de quitter Magdebourg, se trouvait, le 25, entre Rattenau et Ruppin, se retirant sur Stettin.

Le maréchal Lannes était déjà à Zehdenick ; il est probable que les débris de ce corps ne parviendront pas à se sauver sans être de nouveau entamés.

Le corps bavarois doit être entré ce matin à Dresde ; on n'en a pas encore de nouvelles.

Le prince Louis-Ferdinand, qui a été tué dans la première affaire de la campagne, est appelé publiquement, à Berlin, le petit duc d'Orléans. Ce jeune homme abusait de la bonté du roi au point de l'insulter. C'est lui qui, à la tête d'une troupe de jeunes officiers, se porta, pendant une nuit, à la maison de M. de Haugwitz, lorsque ce ministre revint de Paris, et cassa ses fenêtres.

On ne sait si l'on doit le plus s'étonner de tant d'audace ou de tant de faiblesse.

Une grande partie de ce qui a été dirigé de Berlin sur Magdebourg et sur l'Oder a été intercepté par la cavalerie légère. On a déjà arrêté plus de soixante bateaux chargés d'effets d'habillement, de farine et d'artillerie. Il y a des régiments de hussards qui ont plus de 500,000 francs. On a rendu compte qu'ils achetaient de l'or pour de l'argent à cinquante pour cent de perte.

Le château de Charlottembourg, où loge l'Empereur, est situé à une lieue de Berlin, sur la Sprée.

Charlottembourg, le 27 octobre 1806.

Vingtième bulletin de la grande armée.

Si les événements militaires n'ont plus l'intérêt de l'incertitude, ils ont toujours l'intérêt des combinaisons, des marches et des manœuvres. L'infatigable grand-duc de Berg se trouvait à Zehdenick le 26, à trois heures après-midi, avec la brigade de cavalerie légère du général Lasalle, et les divisions de dragons des généraux Beaumont et Grouchy étaient en marche pour arriver sur ce point.

La brigade du général Lasalle contint l'ennemi, qui lui montra près de six mille hommes de cavalerie. C'était toute la cavalerie de l'armée prussienne, qui, ayant abandonné Magdebourg, formait l'avant-garde du corps du prince de Hohenlohe, qui se dirigeait sur Stettin. A quatre heures après midi les deux divisions de dragons étant arrivées; la brigade du général Lasalle chargea l'ennemi avec cette singulière intrépidité qui a caractérisé les hussards et les chasseurs français dans cette campagne. La ligne de l'ennemi, quoique triple, fut rompue, l'ennemi poursuivi dans le village de Zehdenick et culbuté dans les défilés. Le régiment des dragons de la reine voulut se reformer; mais les dragons de la division Grouchy se présentèrent, chargèrent l'ennemi, et en firent un horrible carnage. De ces six mille hommes de cavalerie, partie a été culbutée dans les marais; trois cents hommes sont restés sur le champ de bataille; sept cents ont été pris avec leurs chevaux, le colonel du régiment de la reine et un grand nombre d'officiers sont de ce nombre. L'étendard de ce régiment a été pris. Le corps du maréchal Lannes est en pleine marche pour soutenir la cavalerie. Les cuirassiers se portent en colonne sur la droite, et un autre corps d'armée se porte sur Gransée. Nous arriverons à Stettin avant cette armée, qui, attaquée dans sa marche en flanc, est déjà débordée par sa tête. Démoralisée comme elle l'est, on a lieu d'espérer que rien n'échappera, et que toute la partie de l'armée prussienne qui a inutilement perdu deux jours à Magdebourg pour se rallier, n'arrivera pas sur l'Oder.

Ce combat de cavalerie de Zehdenick a son intérêt comme fait militaire. De part et d'autre, il n'y avait pas d'infanterie; mais la cavalerie prussienne est si loin de la nôtre, que les événements de la campagne ont prouvé qu'elle ne pouvait tenir vis-à-vis de forces moindres de la moitié.

Un adjoint de l'état-major, arrêté par un parti ennemi du côté de la Thuringe, lorsqu'il portait des ordres au maréchal Mortier, a été conduit à Custrin, et y a vu le roi. Il rapporte qu'au delà de l'Oder, il n'est arrivé que très-peu de fuyards, soit à Stettin, soit à Custrin; il n'a presque point vu de troupes d'infanterie.

Berlin, le 28 octobre 1806.

Vingt-unième bulletin de la grande armée.

L'Empereur a fait, hier 27, une entrée solennelle à Berlin. Il était environné du prince de Neufchâtel, des maréchaux Davoust et Augereau, de son grand maréchal du palais, de son grand écuyer et de ses aides de camp. Le maréchal Lefebvre ouvrait la marche, à la tête de la garde impériale à pied; les cuirassiers de la division Nansouty étaient en bataille sur le chemin. L'Empereur marchait entre les grenadiers et les chasseurs à cheval de sa garde. Il est descendu au palais à trois heures après midi; il a été reçu par le grand maréchal du palais, Duroc. Une foule immense était accourue sur son passage. L'avenue de Charlottembourg à Berlin est très-belle; l'entrée par cette porte est magnifique. La journée était superbe. Tout le corps de la ville, présenté par le général Hullin, commandant de la place, est venu à la porte offrir les clefs de la ville à l'Empereur; ce corps s'est rendu ensuite chez S. M. Le général prince d'Hatzfeld était à la tête.

L'Empereur a ordonné que les deux mille bourgeois les plus riches se réunissent à l'hôtel de ville, pour nommer soixante d'entre eux, qui formeront le corps municipal. Les vingt cantons fourniront une garde de soixante hommes chacun, ce qui fera douze cents des plus riches bourgeois pour garder la ville et en faire la police. L'Empereur a dit au prince d'Hatzfeld : « Ne

vous présentez pas devant moi, je n'ai pas besoin de vos services. Retirez-vous dans vos terres. » Il a reçu le chancelier et les ministres du roi de Prusse.

Le 28, à neuf heures du matin, les ministres de Bavière, d'Espagne, de Portugal et de la Porte, qui étaient à Berlin, ont été admis à l'audience de l'Empereur. Il a dit au ministre de la Porte d'envoyer un courrier à Constantinople pour porter des nouvelles de ce qui se passait, et annoncer que les Russes n'entreraient pas aujourd'hui en Moldavie, et qu'ils ne tenteraient rien contre l'empire ottoman. Ensuite il a reçu tout le clergé protestant et calviniste. Il y a à Berlin plus de dix ou douze mille Français réfugiés par suite de l'édit de Nantes. S. M. a causé avec les principaux d'entre eux. Il leur a dit qu'ils avaient de justes droits à sa protection, et que leurs priviléges et leur culte seraient maintenus. Il leur a recommandé de s'occuper de leurs affaires, de rester tranquilles, et de porter obéissance et respect à *César*.

Les cours de justice lui ont été présentées par le chancelier. Il s'est entretenu avec les membres de la division des cours d'appel et de première instance; il s'est informé de la manière dont se rendait la justice.

M. le comte de Néale s'étant présenté dans les salons de l'Empereur, S. M. lui a dit : « Eh bien, Monsieur, vos femmes ont voulu la guerre, en voici le résultat; vous deviez mieux contenir votre famille. » Des lettres de sa fille avaient été interceptées : « Napoléon, disaient ces lettres, ne veut pas la guerre, il faut la lui faire. » — « Non, dit S. M. à M. de Néale, je ne veux pas la guerre; non pas que je me méfie de ma puissance, comme vous le pensez, mais parce que le sang de mes peuples m'est précieux, et que mon premier devoir est de ne le répandre que pour sa sûreté et son honneur. Mais ce bon peuple de Berlin est victime de la guerre, tandis que ceux qui l'ont attirée se sont sauvés. Je rendrai cette noblesse de cour si petite, qu'elle sera obligée de mendier son pain. »

En faisant connaître ses intentions au corps municipal, « J'entends, dit l'Empereur, qu'on ne casse les fenêtres de personne. Mon frère le roi de Prusse a cessé d'être roi le jour où il n'a

pas fait pendre le prince Louis-Ferdinand, lorsqu'il a été assez osé pour aller casser les fenêtres de ses ministres. »

Proclamation de l'Empereur à l'armée.

Soldats ! vous avez justifié mon attente, et répondu dignement à la confiance du peuple français. Vous avez supporté les privations et les fatigues avec autant de courage que vous avez montré d'intrépidité et de sang-froid au milieu des combats. Vous êtes les dignes défenseurs de l'honneur de ma couronne et de la gloire du grand peuple ; tant que vous serez animés de cet esprit, rien ne pourra vous résister. Je ne sais désormais à quelle arme je dois donner la préférence !.... Vous êtes tous de bons soldats. Voici les résultats de nos travaux.

Une des premières puissances militaires de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en sept jours, et livré dans l'intervalle quatre combats et une grande bataille. Nous avons précédé à Potsdam, à Berlin, la renommée de nos victoires. Nous avons fait soixante mille prisonniers, pris soixante-cinq drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du roi de Prusse ; six cents pièces de canon, trois forteresses, plus de vingt généraux. Cependant près de la moitié de vous regrettent de n'avoir pas encore tiré un coup de fusil. Toutes les provinces de la monarchie prussienne, jusqu'à l'Oder, sont en notre pouvoir.

Soldats ! les Russes se vantent de venir à nous. Nous marcherons à leur rencontre ; nous leur épargnerons la moitié du chemin ; ils retrouveront Austerlitz au milieu de la Prusse. Une nation qui a sitôt oublié la générosité dont nous avons usé envers elle après cette bataille, où son empereur, sa cour, les débris de son armée n'ont dû leur salut qu'à la capitulation que nous leur avons accordée, est une nation qui ne saurait lutter avec succès contre nous.

Cependant, tandis que nous marchons au-devant des Russes, de nouvelles armées, formées dans l'intérieur de l'empire,

viennent prendre notre place pour garder nos conquêtes. Mon peuple tout entier s'est levé, indigné de la honteuse capitulation que les ministres prussiens, dans leur délire, nous ont proposée. Nos routes et nos villes frontières sont remplies de conscrits qui brûlent de marcher sur vos traces. Nous ne serons plus désormais les jouets d'une paix traîtresse, et nous ne poserons plus les armes que nous n'ayons obligé les Anglais, ces éternels ennemis de notre nation, à renoncer au projet de troubler le continent, et à la tyrannie des mers.

Soldats! je ne puis mieux vous exprimer les sentiments que j'ai pour vous, qu'en vous disant que je vous porte dans mon cœur l'amour que vous me montrez tous les jours.

NAPOLEON.

Berlin, le 29 octobre 1806.

Vingt-deuxième bulletin de la grande armée.

Les événements se succèdent avec rapidité. Le grand-duc de Berg est arrivé le 27 à Hasleben avec une division de dragons. Il avait envoyé à Boitzenbourg le général Milhaud, avec le treizième régiment de chasseurs et la brigade de cavalerie légère du général Lasalle, sur Prentzlow. Instruit que l'ennemi était en force à Boitzenbourg, il s'est porté à Wigneensdorf. A peine arrivé là, il s'aperçut qu'une brigade de cavalerie ennemie s'était portée sur la gauche, dans l'intention de couper le général Milhaud. Les voir, les charger, jeter le corps des gendarmes du roi dans le lac, fut l'affaire d'un moment. Ce régiment, se voyant perdu, demanda à capituler. Cinq cents hommes mirent pied à terre et remirent leurs chevaux. Les officiers se retirent chez eux sur parole. Quatre étendards de la garde, tous d'or, furent le trophée du petit combat de Wigneensdorf, qui n'était que le prélude de la belle affaire de Prentzlow.

Ces célèbres gendarmes, qui ont trouvé tant de commisération après la défaite, sont les mêmes qui, pendant trois mois, ont révolté la ville de Berlin par toutes sortes de provocations. Ils allaient sous les fenêtres de M. Laforêt, ministre de France,

aiguiser leurs sabres. Les gens de bon sens haussaient les épaules; mais la jeunesse sans expérience, et les femmes passionnées, à l'exemple de la reine, voyaient dans cette fanfaronnade un pronostic sûr des grandes destinées qui attendaient l'armée prussienne.

Le prince de Hohenlohe, avec les débris de la bataille d'Iéna, cherchait à gagner Stettin. Il avait été obligé de changer de route, parce que le grand-duc de Berg était à Templin avant lui. Il voulut déboucher de Boitzenbourg sur Hasleben, il fut trompé dans son mouvement. Le grand-duc de Berg jugea que l'ennemi cherchait à gagner Prentzlow; cette conjecture était fondée. Le prince marcha toute la nuit avec les divisions de dragons des généraux Beaumont et Grouchy, éclairées par la cavalerie légère du général Lasalle. Les premiers postes de nos hussards arrivèrent à Prentzlow avec l'ennemi, mais ils furent obligés de se retirer le 28 au matin devant les forces supérieures que déploya le prince de Hohenlohe. A neuf heures du matin, le grand-duc de Berg arriva à Prentzlow, et à dix heures il vit l'armée ennemie en pleine marche. Sans perdre de temps en vains mouvements, le prince ordonna au général Lasalle de charger dans les faubourgs de Prentzlow, et le fit soutenir par les généraux Grouchy et Beaumont, et leurs six pièces d'artillerie légère. Il fit traverser à Golmitz la petite rivière qui passe à Prentzlow, par trois régiments de dragons, attaquer le flanc de l'ennemi, et chargea son autre brigade de dragons de tourner la ville. Nos braves canonniers à cheval placèrent si bien leurs pièces, et tirèrent avec tant d'assurance, qu'ils mirent de l'incertitude dans les mouvements de l'ennemi. Dans le moment, le général Grouchy reçut ordre de charger : ses braves dragons s'en acquittèrent avec intrépidité. Cavalerie, infanterie, artillerie, tout fut culbuté dans les faubourgs de Prentzlow. On pouvait entrer pêle-mêle avec l'ennemi dans la ville; mais le prince préféra les faire sommer par le général Béliard. Les portes de la ville étaient déjà brisées. Sans espérance, le prince de Hohenlohe, un des principaux boute-feux de cette guerre impie, capitula, et défila devant l'armée française avec seize mille hommes d'infanterie, presque tous gardes

ou grenadiers. Tout ce qui avait échappé des gardes du roi de Prusse à la bataille d'Iéna est tombé en notre pouvoir. Nous avons tous les drapeaux des gardes à pied et à cheval du roi. Le prince de Hohenlohe, commandant en chef après la blessure du duc de Brunswick, un prince de Mecklembourg-Schwerin et plusieurs généraux sont nos prisonniers.

« Mais il n'y a rien de fait tant qu'il reste à faire, écrivit l'Empereur au grand-duc de Berg. Vous avez débordé une colonne de huit mille hommes, commandée par le général Blücher; que j'apprenne bientôt qu'elle a éprouvé le même sort. »

Une autre de dix mille hommes a passé l'Elbe; elle est commandée par le duc de Weimar. Tout porte à croire que lui et toute sa colonne vont être enveloppés.

Le prince Auguste-Ferdinand, frère du prince Louis, tué à Saalfeld, et fils du prince Ferdinand, frère du grand Frédéric, a été pris par nos dragons les armes à la main.

Ainsi, cette grande et belle armée prussienne a disparu comme un brouillard d'automne au lever du soleil. Généraux en chef, généraux commandant les corps d'armée, princes, infanterie, cavalerie, artillerie, il n'en reste plus rien. Nos postes étant entrés à Francfort sur l'Oder, le roi de Prusse s'est porté plus loin. Il ne lui reste pas quinze mille hommes; et pour un tel résultat, il n'y a presque aucune perte de notre côté.

Le général Clarke, gouverneur du pays d'Erfurth, a fait capituler un bataillon saxon qui errait sans direction.

L'Empereur a passé, le 28, la revue du corps du maréchal Davoust, sous les murs de Berlin. Il a nommé à toutes les places vacantes; il a récompensé les braves. Il a ensuite réuni les officiers et sous-officiers en cercle, et leur a dit : « Officiers et sous-officiers du troisième corps d'armée, vous vous êtes couverts de gloire à la bataille d'Iéna; j'en conserverai un éternel souvenir. Les braves qui sont morts, sont morts avec gloire. Nous devons désirer de mourir dans des circonstances si glorieuses. » En passant la revue des douzième, soixante-unième et quatre-vingt-cinquième régiments de ligne qui ont le plus perdu à cette bataille, parce qu'ils ont dû soutenir les plus

grands efforts, l'Empereur a été attendri de savoir morts, ou grièvement blessés, beaucoup de ses vieux soldats dont il connaissait le dévouement et la bravoure depuis quatorze ans. Le douzième régiment surtout a montré une intrépidité digne des plus grands éloges.

Aujourd'hui à midi, l'Empereur a passé la revue du septième corps, que commande le maréchal Augereau. Ce corps a très-peu souffert. La moitié des soldats n'a pas eu occasion de tirer un coup de fusil, mais tous avaient la même volonté et la même intrépidité. La vue de ce corps était magnifique. « Votre corps seul, a dit l'Empereur, est plus fort que tout ce qui reste au roi de Prusse, et vous ne composez pas le dixième de mon armée. »

Tous les dragons à pied que l'Empereur avait fait venir à la grande armée sont montés, et il y a au grand dépôt de Spandau quatre mille chevaux sellés et bridés dont on ne sait que faire, parce qu'il n'y a pas de cavaliers qui en aient besoin. On attend avec impatience l'arrivée des dépôts.

Le prince Auguste a été présenté à l'Empereur, au palais de Berlin, après la revue du septième corps d'armée. Ce prince a été renvoyé chez son père, le prince Ferdinand, pour se reposer et se faire panser de ses blessures.

Hier, avant d'aller à la revue du corps du maréchal Davoust, l'Empereur avait rendu visite à la veuve du prince Henri, et au prince et à la princesse Ferdinand, qui se sont toujours fait remarquer par la manière distinguée avec laquelle ils n'ont cessé d'accueillir les Français.

Dans le palais qu'habite l'Empereur à Berlin, se trouve la sœur du roi de Prusse, princesse électorale de Hesse-Cassel. Cette princesse est en couches. L'Empereur a ordonné à son grand maréchal du palais de veiller à ce qu'elle ne fût pas incommodée du bruit et des mouvements du quartier général.

Le dernier bulletin rapporte la manière dont l'Empereur a reçu le prince d'Hatzfeld à son audience. Quelques instants après ce prince fut arrêté. Il aurait été traduit devant une commission militaire et inévitablement condamné à mort. Des lettres de ce prince au prince Hohenlohe, interceptées aux avant-postes, avaient appris que, quoiqu'il se dît chargé du gouvernement

civil de la ville, il instruisait l'ennemi des mouvements des Français. Sa femme, fille du ministre Schulenbourg, est venue se jeter aux pieds de l'Empereur. Elle croyait que son mari était arrêté à cause de la haine que le ministre Schulenbourg portait à la France. L'Empereur la dissuada bientôt, et lui fit connaître qu'on avait intercepté des papiers dont il résultait que son mari faisait un double rôle, et que les lois de la guerre étaient impitoyables sur un pareil délit. La princesse attribuait à l'imposture de ses ennemis cette accusation, qu'elle appelait une calomnie. « Vous connaissez l'écriture de votre mari, dit l'Empereur, je vais vous faire juge. » Il fit apporter la lettre interceptée, et la lui remit. Cette femme, grosse de plus de huit mois, s'évanouissait à chaque mot qui lui découvrait jusqu'à quel point était compromis son mari, dont elle reconnaissait l'écriture. L'Empereur fut touché de sa douleur, de sa confusion, des angoisses qui la déchiraient. « Eh bien, lui dit-il, vous tenez cette lettre, jetez-la au feu; cette pièce anéantie, je ne pourrai plus faire condamner votre mari. » (Cette scène touchante se passait près de la cheminée.) Madame d'Hatzfeld ne se le fit pas dire deux fois. Immédiatement après, le prince de Neufchâtel reçut ordre de lui rendre son mari. La commission militaire était déjà réunie. La lettre seule de M. d'Hatzfeld le condamnait; trois heures plus tard il était fusillé.

Berlin, le 30 octobre 1806.

Vingt-troisième bulletin de la grande armée.

. . . . . .

Le roi de Prusse a quitté d'Oder, et a passé la Vistule; il est à Graudentz. Les places de la Silésie sont sans garnison et sans approvisionnements. Il est probable que la place de Stettin ne tardera pas à tomber en notre pouvoir. Le roi de Prusse est sans armée, sans artillerie, sans fusils. C'est beaucoup que d'évaluer à douze ou quinze mille hommes ce qu'il aura pu réunir sur la Vistule. Rien n'est curieux comme les mouvements actuels. C'est une espèce de chasse où la cavalerie légère, qui va

aux aguets des corps d'armée, est sans cesse détournée par des colonnes ennemies qui sont coupées.

Jusqu'à cette heure, nous avons cent cinquante drapeaux, parmi lesquels sont ceux brodés des mains de la belle reine, beauté aussi funeste aux peuples de Prusse que le fut Hélène aux Troyens.

Les gendarmes de la garde ont traversé Berlin pour se rendre prisonniers à Spandau. Le peuple, qui les avait vus si arrogants il y a peu de semaines, les a vus dans toute leur humiliation.

L'Empereur a fait aujourd'hui une grande parade, qui a duré depuis onze heures du matin jusqu'à six heures du soir. Il a vu en détail toute sa garde à pied et à cheval, et les beaux régiments des carabiniers et des cuirassiers de la division Nansouty. Il a fait différentes promotions, en se faisant rendre compte de tout dans le plus grand détail.

Le général Savary, avec deux régiments de cavalerie, a déjà atteint le corps du duc de Weimar, et sert de communication pour transmettre ces renseignements au grand-duc de Berg, au prince de Ponte-Corvo et au maréchal Soult.

On a pris possession des États du duc de Brunswick. On croit que ce duc s'est réfugié en Angleterre. Toutes ses troupes ont été désarmées. Si ce prince a mérité, à juste titre, l'animadversion du peuple français, il a aussi encouru celle du peuple et de l'armée prussienne : du peuple, qui lui reproche d'être l'un des auteurs de la guerre ; de l'armée, qui se plaint de ses manœuvres et de sa conduite militaire. Les faux calculs des jeunes gendarmes sont pardonnables ; mais la conduite de ce vieux prince, âgé de soixante-douze ans, est un excès de délire dont la catastrophe ne saurait exciter de regrets. Qu'aura donc de respectable la vieillesse, si au défaut de son âge elle joint la fanfaronnade et l'inconsidération de la jeunesse ?

Berlin, le 31 octobre 1806.

Vingt-quatrième bulletin de la grande armée.

Stettin est en notre pouvoir. Pendant que la gauche du grand-duc de Berg, commandée par le général Milhaud, faisait mettre bas les armes à une colonne de six mille hommes à Passewalk, la droite, commandée par le général Lasalle, sommait la ville de Stettin, et l'obligeait à capituler. Stettin est une place en bon état, bien armée et bien palissadée : cent soixante pièces de canon, des magasins considérables, une garnison de six mille hommes de belles troupes, prisonnière, beaucoup de généraux, tel est le résultat de la capitulation de Stettin, qui ne peut s'expliquer que par l'extrême découragement qu'a produit sur l'Oder et dans tous les pays de la rive droite la disparition de la grande armée prussienne.

De toute cette belle armée de cent quatre-vingt mille hommes, rien n'a passé l'Oder. Tout a été pris, ou erre encore entre l'Elbe et l'Oder, et sera pris avant quatre jours. Le nombre des prisonniers montera à près de cent mille hommes. Il est inutile de faire sentir l'importance de la prise de la ville de Stettin, une des places les plus commerçantes de la Prusse, et qui assure à l'armée un bon pont sur l'Oder et une bonne ligne d'opérations.

Du moment que les colonnes du duc de Weimar et du général Blücher, qui sont débordées par la droite et la gauche, et poursuivies par la queue, seront rendues, l'armée prendra quelques jours de repos.

On n'entend point encore parler des Russes. Nous désirons fort qu'il en vienne une centaine de milliers. Mais le bruit de leur marche est une vraie fanfaronnade. Ils n'oseront pas venir à notre rencontre. La journée d'Austerlitz se représente à leurs yeux. Ce qui indigne les gens sensés, c'est d'entendre l'empereur Alexandre et son sénat dirigeant dire que ce sont les alliés qui ont été battus. Toute l'Europe sait bien qu'il n'y a pas de famille en Russie qui ne porte le deuil.

Ce n'est point la perte des alliés qu'elle pleure : cent quatre-

vingt-quinze pièces de bataille russes qui ont été prises, et qui sont à Strasbourg, ne sont pas les canons des alliés.

Les cinquante drapeaux russes qui sont suspendus à Notre-Dame de Paris ne sont point les drapeaux des alliés. Les bandes de Russes qui sont morts dans nos hôpitaux, ou sont prisonniers dans nos villes, ne sont pas les soldats des alliés.

L'empereur Alexandre, qui commandait à Austerlitz et à Vischau, avec un si grand corps d'armée, et qui faisait tant de tapage, ne commandait pas les alliés.

Le prince qui a capitulé, et s'est soumis à évacuer l'Allemagne par journées d'étapes, n'était pas sans doute un prince allié. On ne peut que hausser les épaules à de pareilles forfanteries. Voilà le résultat de la faiblesse des princes et de la vénalité des ministres. Il était bien plus simple pour l'empereur Alexandre de ratifier le traité de paix qu'avait conclu son plénipotentiaire, et de donner le repos au continent. Plus la guerre durera, plus la chimère de la Russie s'effacera, et elle finira par être anéantie.

. . . . . .

Voici les forces des ennemis: Le général Blücher a trente pièces de canon, sept bataillons d'infanterie et quinze cents hommes de cavalerie. Il est difficile d'évaluer la force de ce corps; ses équipages, ses caissons, ses munitions ont été pris. Il est dans la plus pitoyable situation.

Le duc de Weimar a douze bataillons et trente-cinq escadrons en bon état; mais il n'a pas une pièce d'artillerie.

Tels sont les faibles débris de toute l'armée prussienne : il n'en restera rien. Ces deux colonnes prises, la puissance de la Prusse est anéantie, et elle n'a presque plus de soldats. En évaluant à dix mille hommes ce qui s'est retiré avec le roi sur la Vistule, ce serait exagérer.

M. Schullembourg s'est présenté à Strelitz pour demander un passeport pour Berlin. Il a dit au général Savary : « Il y a huit heures que j'ai vu passer les débris de la monarchie prussienne. Vous les aurez aujourd'hui ou demain. Quelle destinée inconcevable et inattendue! La foudre nous a frappés. » Il est vrai que, depuis que l'Empereur est entré en campagne, il n'a

pas pris un moment de repos. Toujours en marches forcées, devinant constamment les mouvements de l'ennemi. Les résultats en sont tels qu'il n'y en a aucun exemple dans l'histoire. De plus de cent cinquante mille hommes qui se sont présentés à la bataille d'Iéna, pas un ne s'est échappé pour en porter la nouvelle au delà de l'Oder. Certes, jamais agression ne fut plus injuste; jamais guerre ne fut plus intempestive. Puisse cet exemple servir de leçon aux princes faibles.

Berlin, le 9 novembre 1806.

Vingt-neuvième bulletin de la grande armée.

S. M., voulant récompenser la bonne conduite des régiments qui la composent, a fait différentes promotions.

Mille dragons, qui étaient venus à pied à l'armée, et qui ont été montés au dépôt de Potsdam, ont passé hier la revue du général Bessières. Ils ont été munis de quelques objets d'équipement qui leur manquaient, et ils partent aujourd'hui pour rejoindre leurs corps respectifs, pourvus de bonnes selles et montés sur de bons chevaux, fruits de la victoire.

S. M. a ordonné qu'il serait frappé une contribution de cent cinquante millions sur les Etats prussiens et sur ceux des alliés de la Prusse.

Après la capitulation du prince Hohenlohe, le général Blücher, qui le suivait, changea de direction, et parvint à se réunir à la colonne du duc de Weimar, à laquelle s'était jointe celle du prince Frédéric-Guillaume Brunswick-OEls, fils du duc de Brunswick. Ces trois divisions se trouvèrent ainsi sous les ordres du général Blücher. Différentes petites colonnes se joignirent également à ce corps. Pendant plusieurs jours, ces troupes essayèrent de pénétrer par des chemins que les Français pouvaient avoir laissés libres; mais les marches combinées du grand duc de Berg, du maréchal Soult et du prince de Ponte-Corvo avaient obstrué tous les passages. L'ennemi tenta d'abord de se porter sur Anklam, et ensuite sur Rostock. Prévenu dans l'exécution de ce projet, il essaya de revenir sur l'Elbe;

mais, s'étant trouvé encore prévenu, il marche devant lui pour gagner Lubeck.

Le 4 novembre, il prit position à Crevismulen; le prince de Ponte-Corvo culbuta l'arrière-garde, mais il ne put entamer ce corps, parce qu'il n'avait que six cents hommes de cavalerie, et que celle de l'ennemi était beaucoup plus forte. Le général Vattier a fait, dans cette affaire, de très-belles charges, soutenus par les généraux Pactod et Maisons, avec le vingt-septième régiment d'infanterie légère et le huitième de ligne.

On remarque, dans les différentes circonstances de ce combat, qu'une compagnie d'éclaireurs du quatre-vingt-quatorzième régiment, commandée par le capitaine Razout, fut entourée par quelques escadrons ennemis. Mais les voltigeurs français ne redoutent point le choc des cuirassiers prussiens. Ils les reçurent de pied ferme, et firent un feu si bien nourri et si adroitement dirigé, que l'ennemi renonça à les enfoncer. On vit alors les voltigeurs à pied poursuivre la cavalerie à toute course: les Prussiens perdirent sept pièces de canon et mille hommes.

Mais le 4 au soir, le grand-duc de Berg, qui s'était porté sur la droite, arriva avec sa cavalerie sur l'ennemi, dont le projet était encore incertain. Le maréchal Soult marcha par Ratzbourg; le prince de Ponte-Corvo marcha par Rehna. Il coucha du 5 au 6 à Schœnberg, d'où il partit à deux heures après minuit. Arrivé à Schlukup sur la Trave, il fit environner un corps de seize cents Suédois, qui avaient enfin jugé convenable d'opérer leur retraite du Lauenbourg, pour s'embarquer sur la Trave. Des coups de canon coulèrent les bâtiments préparés pour l'embarquement. Les Suédois, après avoir riposté, mirent bas les armes. Un convoi de trois cents voitures que le général Savary avait poursuivi de Wismar, fut enveloppé par la colonne du prince de Ponte-Corvo, et pris. — Cependant l'ennemi se fortifiait à Lubeck. Le maréchal Soult n'avait pas perdu de temps dans sa marche de Ratzebourg; de sorte qu'il arriva à la porte de Mullen lorsque le prince de Ponte-Corvo arrivait à celle de la Trave. Le grand-duc de Berg, avec sa cavalerie, était entre deux. L'ennemi avait arrangé à la hâte l'ancienne

enceinte de Lubeck ; il avait disposé des batteries sur les bastions ; il ne doutait pas qu'il ne pût gagner là une journée ; mais le voir, le reconnaître et l'attaquer fut l'affaire d'un instant. Le général Drouet, à la tête du vingt-septième régiment d'infanterie légère, et des quatre-vingt-quatorzième et quatre-vingt-quinzième régiments, aborda les batteries avec ce sang-froid et cette intrépidité qui appartiennent aux troupes françaises. Les portes sont aussitôt enfoncées, les bastions escaladés et l'ennemi mis en fuite ; le corps du prince de Ponte-Corvo entra par la porte de la Trave. Les chasseurs corses, les tirailleurs du Pô et le vingt-sixième d'infanterie légère, composant la division d'avant-garde du général Legrand, qui n'avaient point encore combattu dans cette campagne, et qui étaient impatients de se mesurer avec l'ennemi, marchèrent avec la rapidité de l'éclair : redoutes, bastions, fossés, tout est franchi, et le corps du maréchal Soult entre par la porte de Mullen. C'est en vain que l'ennemi voulut se défendre dans les rues, dans les places ; il fut poursuivi partout. Toutes les rues, toutes les places furent jonchées de cadavres. Les deux corps d'armée arrivant de deux côtés opposés se réunirent au milieu de la ville A peine le grand-duc de Berg put-il passer, qu'il se mit à la poursuite des fuyards. Quatre mille prisonniers, soixante pièces de canon, plusieurs généraux, un grand nombre d'officiers tués ou pris, tel est le résultat de cette belle journée.

Le 7, avant le jour, tout le monde était à cheval, et le grand-duc de Berg cernait l'ennemi près de Schwartau avec la brigade Lasalle et la division de cuirassiers d'Hautpoult. Le général Blücher, le prince Frédéric-Guillaume de Brunswick-OEls, et tous les généraux se présentent alors aux vainqueurs, demandent à signer une capitulation, et défilent devant l'armée française.

Ces deux journées ont détruit le dernier corps qui restait de l'armée prussienne, et nous ont valu le reste de l'artillerie de cette armée, beaucoup de drapeaux et seize mille prisonniers, parmi lesquels se trouvent quatre mille hommes de cavalerie.

Ainsi ces généraux prussiens qui, dans le délire de leur vanité, s'étaient permis tant de sarcasmes contre les généraux

autrichiens, ont renouvelé quatre fois la catastrophe d'Ulm : la première, par la capitulation d'Erfurth, la seconde, par celle du prince Hohenlohe ; la troisième, par la reddition de Stettin, et la quatrième par la capitulation de Schwartau.

La ville de Lubeck a considérablement souffert : prise d'assaut, ses places et ses rues ont été le théâtre du carnage. Elle ne doit s'en prendre qu'à ceux qui ont attiré la guerre dans ses murs. Le Mecklembourg a été également ravagé par les armées françaises et prussiennes. Un grand nombre de troupes se croisant en tout sens, et à marches forcées sur ce territoire, n'a pu trouver sa subsistance qu'aux dépens de cette contrée. Ce pays est intimement lié avec la Russie; son sort servira d'exemple aux princes d'Allemagne qui cherchent des relations éloignées avec une puissance à l'abri des malheurs qu'elle attire sur eux, et qui ne fait rien pour secourir ceux qui lui sont attachés par les liens les plus étroits du sang et par les rapports les plus intimes.

L'aide de camp du grand-duc de Berg, Dery, a fait capituler le corps qui escortait les bagages qui s'étaient retirés derrière la Peene. Les Suédois ont livré les fuyards et les caissons. Cette capitulation a produit quinze cents prisonniers, une grande quantité de bagages et de chariots. Il y a aujourd'hui des régiments de cavalerie, qui possèdent plusieurs centaines de milliers d'écus.

Le maréchal Ney, chargé du siége de Magdebourg, a fait bombarder cette place. Plusieurs maisons ayant été brûlées, les habitants ont manifesté leur mécontentement, et le commandant a demandé à capituler. Il y a, dans cette forteresse, beaucoup d'artillerie, des magasins considérables, seize mille hommes appartenant à plus de soixante-dix bataillons, et beaucoup de caisses des corps.

Pendant ces événements importants, plusieurs corps de notre armée arrivent sur la Vistule.

La malle de Varsovie a apporté beaucoup de lettres de Russie qui ont été interceptées. On y voit que dans ce pays les fables des journaux anglais trouvent une grande croyance. Ainsi, l'on est persuadé en Russie que le maréchal Masséna

a été tué; que la ville de Naples s'est soulevée; qu'elle a été occupée par les Calabrois; que le roi s'est réfugié à Rome, et que les Anglais, avec cinq ou six mille hommes, sont maîtres de l'Italie. Il ne faudrait cependant qu'un peu de réflexion pour rejeter de pareils bruits. La France n'a-t-elle donc plus d'armée en Italie? Le roi de Naples est dans sa capitale[1]; il a quatre-vingt mille Français; il est maître des deux Calabres; et à Pétersbourg on croit les Calabrois à Rome. Si quelques galériens armés et endoctrinés par cet infâme Sidney-Smith, la honte des braves militaires anglais, tuent des hommes isolés, égorgent des propriétaires riches et paisibles, la gendarmerie et l'échafaud en font justice.

La marine anglaise ne désavouera point le titre d'infamie donnée à Sidney-Smith. Les généraux Stuart et Fox, tous les officiers de terre s'indignent de voir le nom anglais associé à des brigands. Le brave général Stuart s'est même élevé publiquement contre ces menées aussi impuissantes qu'atroces, et qui tendent à faire du noble métier de la guerre un échange d'assassinats et de brigandages. Mais, quand Sidney-Smith a été choisi pour seconder les fureurs de la reine, on n'a vu en lui qu'un de ces instruments que les gouvernements emploient trop souvent, et qu'ils abandonnent au mépris qu'ils sont les premiers à avoir pour eux. Les Napolitains feront connaître un jour avec détail les lettres de Sidney-Smith, les missions qu'il a données, l'argent qu'il a répandu pour l'exécution des atrocités dont il est l'agent en chef.

On voit aussi dans les lettres de Pétersbourg, et même dans les dépêches officielles, qu'on croit qu'il n'y a plus de Français dans l'Italie supérieure. On doit savoir cependant qu'indépendamment de l'armée de Naples, il y a encore en Italie cent mille hommes prêts à punir ceux qui voudraient y porter la guerre.

On attend aussi de Pétersbourg des succès de la division de Corfou; mais on ne tardera pas à apprendre que cette division, à peine débarquée aux bouches de Cattaro, a été défaite par le

[1] **Joseph. On sait que l'ancienne dynastie avait été détrônée par un décret de l'Empereur.**

général Marmont; qu'une partie a été prise, et l'autre rejetée dans ses vaisseaux. C'est une chose fort différente d'avoir affaire à des Français, ou à des Turcs que l'on tient dans la crainte et dans l'oppression, en fomentant avec art la discorde dans les provinces. Mais, quoi qu'il en puisse être, les Russes ne seront point embarrassés pour détourner d'eux l'opprobre de ces résultats.

Un décret du sénat-dirigeant a déclaré qu'à Austerlitz ce n'étaient point les Russes, mais leurs alliés, qui avaient été battus. S'il y a sur la Vistule une nouvelle bataille d'Austerlitz, ce sera encore d'autres qu'eux qui auront été vaincus, quoiqu'aujourd'hui, comme alors, leurs alliés n'aient point de troupes à joindre à leurs troupes, et que leur armée ne puisse être composée que de Russes. Les états de mouvements et ceux des marches de l'armée russe sont tombés dans les mains de l'état-major français. Il n'y aurait rien de plus ridicule que les plans d'opérations des Russes, si leurs vaines espérances n'étaient plus ridicules encore.

Le général Lagrange a été déclaré gouverneur général de Cassel et des États de Hesse.

Le maréchal Mortier s'est mis en marche pour le Hanovre et pour Hambourg, avec son corps d'armée.

Le roi de Hollande a fait bloquer Hameln. Il faut que cette guerre soit la dernière, et que ses auteurs soient si sévèrement punis, que quiconque voudra désormais prendre les armes contre le peuple français sache bien, avant de s'engager dans une telle entreprise, quelles peuvent en être les conséquences.

Berlin, le 10 novembre 1806.

Trentième bulletin de la grande armée.

La place de Magdebourg s'est rendue le 8 : le 9, les portes ont été occupées par les troupes françaises.

Seize mille hommes, près de huit cents pièces de canon, des magasins de toute espèce tombent en notre pouvoir.

Le prince Jérôme a fait bloquer la place de Glogau, capitale

de la Haute-Silésie, par le général de brigade Lefebvre, à la tête de deux mille chevaux bavarois. La place a été bombardée le 8 par dix obusiers servis par de l'artillerie légère. Le prince fait l'éloge de la conduite de la cavalerie bavaroise. Le général Deroy, avec sa division, a investi Glogau le 9 : on est entré en pourparler pour sa reddition.

Le maréchal Davoust est entré à Posen avec un corps d'armée le 10. Il est extrêmement content de l'esprit qui anime les Polonais. Les agents prussiens auraient été massacrés, si l'armée française ne les eût pris sous sa protection.

La tête de quatre colonnes russes, fortes chacune de quinze mille hommes, entrait dans les États prussiens par Georgenbourg, Olita, Grodno et Jalowka. Le 25 octobre, ces têtes de colonnes avaient fait deux marches : lorsqu'elles reçurent la nouvelle de la bataille du 14 et des événements qui l'ont suivie, elles rétrogradèrent sur-le-champ. Tant de succès, des événements d'une si haute importance, ne doivent pas ralentir en France les préparatifs militaires; on doit, au contraire, les poursuivre avec une nouvelle énergie, non pour satisfaire une ambition insatiable, mais pour mettre un terme à celle de nos ennemis. L'armée française ne quittera pas la Pologne et Berlin que la Porte ne soit rétablie dans toute son indépendance, et que la Valachie et la Moldavie ne soient déclarées appartenant en toute suzeraineté à la Porte.

L'armée française ne quittera point Berlin que les possessions des colonies espagnoles, hollandaises et françaises ne soient rendues, et la paix générale faite.

On a intercepté une malle de Dantzick, dans laquelle on a trouvé beaucoup de lettres venant de Pétersbourg et de Vienne. On use a Vienne d'une ruse assez simple pour répandre de faux bruits. Avec chaque exemplaire des gazettes, dont le ton est fort réservé, on envoie, sous la même enveloppe, un bulletin à la main, qui contient les nouvelles les plus absurdes. On y lit que la France n'a plus d'armée en Italie; que toute cette contrée est en feu; que l'Etat de Venise est dans le plus grand mécontentement et a les armes à la main; que les Russes ont attaqué l'armée française en Dalmatie, et l'ont complétement battue.

Quelque fausses et ridicules que soient ces nouvelles, elles arrivent de tant de côtés à la fois qu'elles obscurcissent la vérité. Nous sommes autorisés à dire que l'Empereur a deux cent mille hommes en Italie, dont quatre-vingt mille à Naples et vingt-cinq mille en Dalmatie; que le royaume de Naples n'a jamais été troublé que par des brigandages et des assassinats; que le roi de Naples est maître de toute la Calabre; que si les Anglais veulent y débarquer avec des troupes régulières, ils trouveront à qui parler; que le maréchal Masséna n'a jamais eu que des succès, et que le roi est tranquille dans sa capitale, occupé des soins de son armée et de l'administration de son royaume; que le général Marmont, commandant l'armée française en Dalmatie, a complétement battu les Russes et les Monténégrins, entre lesquels la division règne; que les Monténégrins accusent les Russes de s'être mal battus, et que les Russes reprochent aux Monténégrins d'avoir fui; que, de toutes les troupes de l'Europe, les moins propres à faire la guerre en Dalmatie sont certainement les troupes russes. Aussi y font-elles en général une fort mauvaise figure.

Cependant le corps diplomatique, endoctriné par ces fausses directions données de Vienne à l'opinion, égare les cabinets par ses rapsodies. De faux calculs s'établissent là-dessus; et, comme tout ce qui est bâti sur le mensonge et sur l'erreur tombe promptement en ruine, des entreprises aussi mal calculées tournent à la confusion de leurs auteurs. Certainement, dans la guerre actuelle, l'Empereur n'a pas voulu affaiblir son armée d'Italie; il n'en a pas retiré un seul homme; il s'est contenté de faire venir huit escadrons de cuirassiers, parce que les troupes de cette arme sont inutiles en Italie. Ces escadrons ne sont pas encore arrivés à Inspruck. Depuis la dernière campagne, l'Empereur a, au contraire, augmenté son armée d'Italie de quinze régiments qui étaient dans l'intérieur, et de neuf régiments du corps du général Marmont. Quarante mille conscrits, presque tous de la conscription de 1806, ont été dirigés sur l'Italie, et, par les états de situation de cette armée au 1er novembre, vingt-cinq mille y étaient déjà arrivés. Quant au peuple des États vénitiens, l'Empereur ne saurait être que

très-satisfait de l'esprit qui l'anime. Aussi S. M. s'occupe-t-elle des plus chers intérêts des Vénitiens; aussi a-t-elle ordonné des travaux pour réparer et améliorer leur port, et pour rendre la passe de Malmocco propre aux vaisseaux de tout rang.

Du reste, tous ces faiseurs de nouvelles en veulent beaucoup à nos maréchaux et à nos généraux; ils ont tué le maréchal Masséna à Naples; ils ont tué en Allemagne le grand-duc de Berg, le maréchal Soult. Cela n'empêche heureusement personne de se porter très-bien.

Berlin, le 12 novembre 1806.

Trente-et-unième bulletin de la grande armée.

La garnison de Magdebourg a défilé le 11, à neuf heures du matin, devant le corps d'armée du maréchal Ney. Nous avons vingt généraux, huit cents officiers, vingt-deux mille prisonniers, parmi lesquels deux mille artilleurs, cinquante-quatre drapeaux, cinq étendards, huit cents pièces de canon, un million de poudre, un grand équipage de pont et un matériel immense d'artillerie.

Le colonel Gérard et l'adjudant-commandant Ricard ont présenté, ce matin, à l'Empereur, au nom des premier et quatrième corps, soixante drapeaux qui ont été pris à Lubeck au corps du général prussien Blücher. Il y avait vingt-deux étendards; quatre mille chevaux tout harnachés, pris dans cette journée, se rendent au dépôt de Potsdam.

Dans le vingt-neuvième bulletin, on a dit que le corps du général Blücher avait fourni seize mille prisonniers, parmi lesquels quatre mille de cavalerie. On s'est trompé; il y avait vingt-un mille prisonniers, parmi lesquels cinq mille hommes de cavalerie montés; de sorte que, par le résultat de ces deux capitulations, nous avons cent vingt drapeaux et étendards, et quarante-cinq mille prisonniers. Le nombre des prisonniers qui ont été faits dans la campagne passe cent quarante mille; le nombre des drapeaux pris passe deux cent cinquante; le nom-

bre des pièces de campagne prises devant l'ennemi et sur le champ de bataille passe huit cents; celui des pièces prises à Berlin et dans les places qui se sont rendues passe quatre mille.

L'Empereur a fait manœuvrer hier sa garde à pied et à cheval dans une plaine aux portes de Berlin. La journée a été superbe.

Le général Savary, avec sa colonne mobile, s'est rendu à Rostock, et y a pris quarante ou cinquante bâtiments suédois sur leur lest : il les a fait vendre sur-le-champ.

Berlin, le 16 novembre 1806.

Trente-deuxième bulletin de la grande armée.

Après la prise de Magdebourg et l'affaire de Lubeck, la campagne contre la Prusse se trouve entièrement finie.

Voici quelle était la situation de l'armée prussienne en entrant en campagne : le corps du général Ruchel, dit de Westphalie, était composé de trente-trois bataillons d'infanterie, de quatre compagnies de chasseurs, de quarante-cinq escadrons de cavalerie, d'un bataillon d'artillerie et de sept batteries, indépendamment des pièces de régiment. Le corps du prince de Hohenlohe était composé de vingt-quatre bataillons prussiens et de vingt-cinq bataillons saxons, de quarante-cinq escadrons prussiens et de trente-six escadrons saxons, de deux bataillons d'artillerie, de huit batteries prussiennes et de huit batteries saxonnes. L'armée commandée par le roi en personne, était composée d'une avant-garde de dix bataillons et de quinze escadrons, commandée par le duc de Weimar, et de trois divisions. La première, commandée par le prince d'Orange, était composée de onze bataillons et de vingt escadrons; la seconde division, commandée par le général Wartensleben, était composée de onze bataillons et de quinze escadrons; la troisième division, commandée par le général Schmettau, était composée de dix bataillons et de quinze escadrons. Le corps de réserve de cette armée, que commandait le général Kalkreuth, était com-

posé de deux divisions, chacune de dix bataillons des régiments de la garde ou d'élite, et de vingt escadrons. La réserve, que commandait le prince Eugène de Wurtemberg, était composée de dix-huit bataillons et de vingt escadrons. Ainsi, le total général de l'armée prussienne était de cent soixante bataillons et de deux cent trente-six escadrons, servie par cinquante batteries, ce qui faisait, présents sous les armes, cent quinze mille hommes d'infanterie, trente mille de cavalerie, et huit cents pièces de canon, y compris les canons de bataillons. Toute cette armée se trouvait à la bataille du 14, hormis le corps du duc de Weimar, qui était encore sur Eisenach, et la réserve du prince de Wurtemberg; ce qui porte les forces prussiennes qui se trouvaient à la bataille à cent vingt-six mille hommes. De ces cent vingt-six mille hommes, pas un n'a échappé. Du corps du duc de Weimar, pas un homme n'a échappé. Du corps de réserve du duc de Wurtemberg, qui a été battu à Halle, pas un homme n'a échappé. Ainsi, ces cent quarante-cinq mille hommes ont tous été pris, blessés ou tués. Tous les drapeaux, étendards, tous les canons, tous les bagages, tous les généraux ont été pris, et rien n'a passé l'Oder. Le roi, la reine, le général Kalkreuth, et à peine dix ou douze officiers, voilà tout ce qui s'est sauvé. Il reste aujourd'hui au roi de Prusse un régiment dans la place de Gros-Glogau qui est assiégée, un à Breslau, un à Brieg, deux à Varsovie, et quelques régiments à Kœnigsberg, en tout à peu près quinze mille hommes d'infanterie et trois ou quatre mille hommes de cavalerie. Une partie de ces troupes est enfermée dans des places fortes. Le roi ne peut pas réunir à Kœnigsberg, où il s'est réfugié dans ce moment, plus de huit mille hommes. Le souverain de Saxe a fait présent de son portrait au général Lemarrois, gouverneur de Wittemberg, qui, se trouvant à Torgau, a remis l'ordre dans une maison de correction parmi six cents brigands qui s'étaient armés et menaçaient de piller la ville. Le lieutenant Lebrun a présenté hier à l'Empereur quatre étendards de quatre escadrons prussiens que commandait le général Pelet, et que le général Drouet a fait capituler du côté de Lauembourg. Ils s'étaient échappés du corps du général Blü-

cher. Le major Ameil, à la tête d'un escadron du seizième de chasseurs, envoyé par le maréchal Soult le long de l'Elbe, pour ramasser tout ce qui pourrait s'échapper du corps du général Blücher, a fait un millier de prisonniers, dont cinq cents hussards, et a pris un grande quantité de bagages.

Berlin, le 17 novembre 1806.

Trente-troisième bulletin de la grande armée.

Une suspension d'armes a été signée hier à Charlottembourg. La saison se trouvant avancée, cette suspension d'armes asseoit les quartiers de l'armée. Partie de la Pologne prussienne se trouve ainsi occupée par l'armée française, et partie est neutre.

BLOCUS CONTINENTAL.

On a vu les motifs qui avaient déterminé l'Empereur a rendre le décret du blocus continental. On ne peut mieux faire que de citer le passage suivant de M. Thiers à ce sujet (*Hist. de l'Emp.*, t. 7, p. 219) :

« L'Angleterre elle-même venait d'autoriser tous les genres d'excès « contre son commerce en prenant une mesure extraordinaire, et l'une « des plus attentatoires qu'on pût imaginer contre le droit des gens « le plus généralement admis; celle qu'on a nommé *le blocus sur le « papier*. Ainsi que nous l'avons exposé déjà bien des fois, il est de « principe chez la plupart des nations maritimes que la nation neutre, « c'est-à-dire tout pavillon étranger à la guerre engagée entre deux « puissances, a le droit de naviguer des ports de l'une aux ports de « l'autre, de transporter quelque marchandise que ce soit, même celle « de l'ennemi, excepté la contrebande de guerre, qui consiste dans « les armes, munitions, les vivres confectionnés pour l'usage des « armées. Cette liberté ne cesse que quand il s'agit d'une place mari- « time bloquée par une force navale telle que le blocus soit efficace. « Dans ce cas, le blocus étant notifié, la faculté de pénétrer dans la « place bloquée est suspendue pour les neutres. Mais si, dans les « restrictions apportées à la liberté de naviguer, on ne s'arrête pas « à cette limite de la force effective, il n'y a plus de raison pour « qu'on ne frappe pas d'interdit les côtes entières du globe, sous

« prétexte de blocus. L'Angleterre avait déjà cherché à outrepasser « les limites du blocus réel, en prétendant qu'avec quelques voiles « insuffisantes pour fermer les abords d'une place maritime elle avait « le droit de déclarer le blocus. Mais enfin elle avait admis la néces- « cessité de la présence d'une force quelconque devant le port bloqué. « Maintenant elle ne s'arrêtait plus à cette limite déjà si vague, et, « à l'époque de sa rupture momentanée avec la Prusse, elle avait osé « défendre tout commerce aux neutres sur les côtes de France et d'Al- « lemagne, depuis Brest jusqu'aux bouches de l'Elbe. C'était l'abus « de la force poussé au dernier excès, et dès lors il suffisait d'un « simple décret britannique pour frapper d'interdit toutes les parties « du globe qu'il plaisait à l'Angleterre de priver de commerce.

« Cette incroyable violation du droit commun fournissait à Napoléon « un juste prétexte pour se permettre à l'égard du commerce anglais « les mesures les plus rigoureuses. Il imagina un décret formidable, « qui, tout excessif qu'il puisse paraître, n'était qu'une juste repré- « saille des violences de l'Angleterre, et qui avait de plus l'avantage « de répondre parfaitement aux vues qu'il venait de concevoir. Ce « décret, daté de Berlin le 21 novembre, applicable non-seulement à « la France, mais aux pays occupés par ses armées, ou alliés « avec elle, c'est-à-dire à la France, à la Hollande, à l'Espagne, à « l'Italie et à l'Allemagne entière, déclarait les îles Britanniques *en* « *état de blocus.* »

Berlin, le 21 novembre 1806.

Message au Sénat.

Sénateurs, nous voulons, dans les circonstances où se trouvent les affaires générales de l'Europe, faire connaître, à vous et à la nation, les principes que nous avons adoptés comme règle générale.

Notre extrême modération, après chacune des trois premières guerres, a été la cause de celle qui leur a succédé. C'est ainsi que nous avons eu à lutter contre une quatrième coalition neuf mois après que la troisième avait été dissoute, neuf mois après ces victoires éclatantes que nous avait accordées la Providence, et qui devaient assurer un long repos au continent.

Mais un grand nombre de cabinets de l'Europe est plus tôt ou plus tard influencé par l'Angleterre; et sans une solide paix

avec cette puissance, notre peuple ne saurait jouir des bienfaits qui sont le premier but de nos travaux, l'unique objet de notre vie. Aussi, malgré notre situation triomphante, nous n'avons été arrêtés, dans nos dernières négociations avec l'Angleterre, ni par l'arrogance de son langage, ni par les sacrifices qu'elle a voulu nous imposer. L'île de Malte, à laquelle s'attachait pour ainsi dire l'honneur de cette guerre, et qui, retenue par l'Angleterre au mépris des traités, en était la première cause, nous l'avions cédée ; nous avions consenti à ce qu'à la possession de Ceylan et de l'empire du Myssoure, l'Angleterre joignît celle du cap de Bonne-Espérance.

Mais tous nos efforts ont dû échouer lorsque les conseils de nos ennemis ont cessé d'être animés de la noble ambition de concilier le bien du monde avec la prospérité présente de leur patrie, et la prospérité présente de leur patrie avec une prospérité durable; et aucune prospérité ne peut être durable pour l'Angleterre, lorsqu'elle sera fondée sur une politique exagérée et injuste qui dépouillerait soixante millions d'habitants, leurs voisins, riches et braves, de tout commerce et de toute navigation. Immédiatement après la mort du principal ministre de l'Angleterre, il nous fut facile de nous apercevoir que la continuation des négociations n'avait plus d'autre objet que de couvrir les trames de cette quatrième coalition, étouffée dès sa naissance.

Dans cette nouvelle position, nous avons pris pour principes invariables de notre conduite de ne point évacuer ni Berlin, ni Varsovie, ni les provinces que la force des armes a fait tomber en nos mains, avant que la paix générale ne soit conclue; que les colonies espagnoles, hollandaises et françaises ne soient rendues; que les fondements de la puissance ottomane ne soient raffermis, et l'indépendance absolue de ce vaste empire, premier intérêt de notre peuple, irrévocablement consacrée. Nous avons mis les îles Britanniques en état de blocus, et nous avons ordonné contre elles des dispositions qui répugnaient à notre cœur. Il nous en a coûté de faire dépendre les intérêts des particuliers de la querelle des rois, et de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes

qui caractérisent la barbarie des premiers âges des nations. Mais nous avons été contraints, pour le bien de nos alliés, à opposer à l'ennemi commun les mêmes armes dont il se servait contre nous. Ces déterminations, commandées par un juste sentiment de réciprocité, n'ont été inspirées ni par la passion ni par la haine. Ce que nous avons offert après avoir dissipé les trois coalitions qui avaient tant contribué à la gloire de nos peuples, nous l'offrons encore aujourd'hui que nos armes ont obtenu de nouveaux triomphes. Nous sommes prêts à faire la paix avec l'Angleterre, nous sommes prêts à la faire avec la Russie, avec la Prusse; mais elle ne peut être conclue que sur des bases telles qu'elle ne permette à qui que ce soit de s'arroger aucun droit de suprématie à notre égard, qu'elle rende des colonies à notre métropole, et qu'elle garantisse à notre commerce et à notre industrie la prospérité à laquelle ils doivent atteindre. Et si l'ensemble de ces dispositions éloigne de quelque temps encore le rétablissement de la paix générale, quelque court que soit ce retard, il paraîtra long à notre cœur. Mais nous sommes certains que nos peuples apprécieront la sagesse de nos motifs politiques, qu'ils jugeront avec nous qu'une paix partielle n'est qu'une trêve qui nous fait perdre tous nos avantages acquis pour donner lieu à une nouvelle guerre; et qu'enfin ce n'est que dans une paix générale que la France peut trouver le bonheur. Nous sommes dans un de ces instants importants pour la destinée des nations, et le peuple français se montrera digne de celle qui l'attend. Le sénatus-consulte que nous avons ordonné de vous proposer, et qui mettra à notre disposition, dans les premiers jours de l'année, la conscription de 1807 qui, dans les circonstances ordinaires, ne devrait être levée qu'au mois de septembre, sera exécuté avec empressement par les pères comme par les enfants. Et dans quel plus beau moment pourrions-nous appeler aux armes les jeunes Français! Ils auront à traverser, pour se rendre à leurs drapeaux, les capitales de nos ennemis et les champs de bataille illustrés par les victoires de leurs aînés!

En notre camp impérial de Berlin, le 21 novembre 1806.

Décret constitutif du blocus continental.

Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie, considérant : 1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés;

2° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'état ennemi, et fait en conséquence prisonniers de guerre non-seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, et même les facteurs du commerce et les négociants qui voyagent pour les affaires de leur négoce;

3° Qu'elle étend aux bâtiments et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'état ennemi;

4° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et aux embouchures des rivières, le droit de blocus qui, d'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes; qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent; qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire;

5° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent;

6° Que tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce des marchandises anglaises favorise par là ses desseins et s'en rend le complice;

7° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres;

8° Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la même manière qu'il combat lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentiments libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes;

Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime. Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un et le même sur terre que sur mer; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes.

Nous avons en conséquence décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1er. Les îles Britanniques sont déclarées en état de blocus.

2. Tout commerce et toute correspondance avec les îles Britanniques sont interdits.

En conséquence, les lettres ou paquets adressés ou en Angleterre ou à un Anglais, ou écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes, et seront saisis.

3. Tout individu sujet de l'Angleterre, de quelque état et condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

4. Tout magasin, toute marchandise, toute propriété de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, sera déclaré de bonne prise.

5. Le commerce des marchandises anglaises est défendu; et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques et de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

6. La moitié du produit de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédents, sera employée à indemniser les négociants des pertes qu'ils ont

éprouvées par la prise des bâtiments de commerce qui ont été enlevés par les croisières anglaises.

7. Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

8. Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi, et le navire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriété anglaise.

9. Notre tribunal des prises de Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre empire, ou dans les pays occupés par l'armée française, relativement à l'exécution du présent décret. Notre tribunal des prises à Milan sera chargé du jugement définitif desdites contestations qui pourront survenir dans l'étendue de notre royaume d'Italie.

10. Communication du présent décret sera donnée, par notre ministre des relations extérieures, aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Étrurie, et à nos autres alliés dont les sujets sont victimes, comme les nôtres, de l'injustice et de la barbarie de la législation maritime anglaise.

11. Nos ministres des relations extérieures, de la guerre, de la marine, des finances, de la police, et nos directeurs généraux des postes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

NAPOLÉON.

SIXIÈME ÉPOQUE.

CAMPAGNE DE POLOGNE.

Eylau.—Friedland.—Tilsitt. Décembre 1806 jusqu'en décembre 1807.

On se rappelle qu'à Austerlitz l'empereur Alexandre, enveloppé avec une partie de sa garde, ne dut qu'à la générosité de l'Empereur de n'être pas désarmé et retenu prisonnier, de ne pas subir au moins une capitulation que la présence du monarque russe ne pouvait que rendre humiliante, quelles qu'en fussent les conditions. Tous les rêves de gloire s'étaient dissipés en ce moment : il ne s'agissait plus de tourner l'armée française, de la couper, de l'anéantir en quelques instants, comme on s'y était engagé à la face de l'Europe. Il s'agissait de fuir, et pour cela il fallait la permission du vainqueur. Cette permission, on ne dédaigna pas de la demander en des termes qui expliquent les vengeances de 1815; car ce n'est pas seulement de ses défaites qu'on avait à se venger à cette époque : c'était de cette magnanimité même qu'on avait invoquée tant de fois, et qui tant de fois avait contrasté si étrangement avec l'attitude de ceux qui l'imploraient. Les terreurs du souverain de la Russie, dans cette circonstance, et son désir d'échapper à quelque prix que ce fut, n'ont point été un secret pour l'histoire. On sait quelle fut la réponse de l'Empereur : c'était un ordre d'ouvrir les rangs et de le laisser se retirer sans conditions, lui et ce qui restait de son armée. On sait aussi avec quelles protestations de reconnaissance et quels élans d'admiration fut accueillie cette réponse. Mais, à mesure qu'on se rapprochait de ses États, qu'on perdait de vue le champ de bataille, la reconnaissance s'effaçait; elle faisait place aux sentiments de l'orgueil blessé; à ce fond de jalousie, d'irritation secrète et invincible qui n'ont jamais permis d'accepter franchement l'alliance ou même les bienfaits de la France. C'était par là seulement qu'on se souvenait de la défaite; pour le reste, il ne semblait pas qu'on eût été vaincu. Austerlitz s'était transformé peu à peu, dans les bulletins publiés en Russie, presqu'en une victoire pour l'armée

russe. C'est ce qui explique comment la générosité de l'Empereur, qui aurait dû amener la paix, n'amena pas même un armistice. De retour dans sa capitale, le monarque russe recommença, il est vrai, à négocier, mais ce fut avec l'Angleterre, avec la Prusse et l'Autriche contre la France. Il était convenu que les serments n'engageaient pas avec elle. Il y eut un moment cependant où la Russie eut l'air de vouloir se rapprocher de la France : c'est après la mort de Pitt, lorsque Fox eut pris les rênes du gouvernement en Angleterre. La France et l'Angleterre paraissaient enfin résolues à déposer les armes. La Russie ne pouvait songer à lutter seule ou même avec l'aide de l'Allemagne. Elle envoya à Paris son ministre plénipotentiaire, M. d'Oubril, ayant tous les pouvoirs pour traiter et conclure définitivement au nom de son souverain. La négociation fut assez longue; enfin l'on s'entendit. Le traité signé par M. d'Oubril fut envoyé à Saint-Pétersbourg. D'après la manière dont il avait été accrédité par son souverain, le ministre russe devait croire que la ratification serait à peine une affaire de forme et ne souffrirait aucune difficulté. Il apprit tout à coup, à sa grande surprise, que cette ratification, l'empereur de Russie refusait de la donner. Le monarque russe, qui ne s'était pas cru obligé par sa parole après Austerlitz, ne devait pas se trouver lié par les actes de son agent, quelque titre dont il l'eût revêtu pour le recommander à la confiance. Il le désavouait, disant publiquement que M. d'Oubril avait dépassé ses instructions; que le gouvernement russe serait toujours disposé à traiter; mais qu'il voulait le faire d'une manière plus conforme à sa dignité et aux véritables intérêts de l'Europe, car il était toujours question de l'Europe dans ces sortes de manifestes. La vérité est que les espérances de paix entre la France et l'Angleterre s'étaient évanouies. Fox venait de mourir. Lord Castlereagh et M. Canning avaient pris le ministère : c'étaient les violences et la haine de Pitt sans son génie. Les subsides recommencèrent aussitôt; on arma de nouveau. Le roi de Prusse, séduit par l'empereur de Russie, entraîné par sa cour, parut le premier sur le champ de bataille. L'empereur de Russie devait se joindre à lui avec trois cent mille hommes au commencement de la guerre. Mais, si ces souverains ne tenaient pas leurs promesses envers la France, il est juste de reconnaître qu'ils n'observaient pas plus fidèlement celles qu'ils se faisaient entre eux. Toutes ces alliances solennelles, conclues au nom des principes, fléchissaient devant le moindre intérêt, à plus forte raison quand il y allait de grands avantages. L'Angleterre promettait sans cesse des troupes qu'elle se gardait bien d'envoyer, se souciant peu que ses alliés fussent battus ou non, pourvu qu'elle eût le temps, pendant les querelles qui divisaient le continent, d'envahir les colonies. C'était

à cela qu'elle employait ses soldats et ses vaisseaux. L'empereur de Russie s'était engagé à marcher avec trois cent mille hommes au secours du roi de Prusse : il n'en avait que cent cinquante mille. Il paraissait cependant disposé à les envoyer sur l'Oder lorsqu'on apprit la mort du sultan Selim. A cette nouvelle, le gouvernement russe, informé que des troubles ont éclaté dans l'empire ottoman, fait rétrograder les deux tiers de son armée et les répand dans les provinces du Danube. L'autre tiers reste en observation, assistant l'arme au bras, et sans faire un mouvement, à la destruction de la monarchie prussienne. C'est alors seulement qu'on jugea convenable d'intervenir, au moment où l'Empereur entrait en Pologne. Les pièces qu'on va lire feront connaître les événements de cette campagne poursuivie jusqu'à Eylau, au milieu de l'hiver, puis interrompue, et reprise au printemps ; terminée enfin par le traité de Tilsitt, après la bataille de Friedland.

Au quartier impérial de Posen, le 2 décembre 1806.

Proclamation à la grande armée.

Soldats !

Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, que vous étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz. Les bataillons russes, épouvantés, fuyaient en déroute, ou, enveloppés, rendaient les armes à leurs vainqueurs. Le lendemain ils firent entendre des paroles de paix ; mais elles étaient trompeuses. A peine échappés, par l'effet d'une générosité peut-être condamnable, aux désastres de la troisième coalition, ils en ont ourdi une quatrième. Mais l'allié sur la tactique duquel ils fondaient leur principale espérance n'est déjà plus. Ses places fortes, ses capitales, ses magasins, ses arsenaux, deux cent quatre-vingts drapeaux, sept cents pièces de bataille, cinq grandes places de guerre, sont en notre pouvoir. L'Oder, la Wartha, les déserts de la Pologne, les mauvais temps de la saison n'ont pu vous arrêter un moment. Vous avez tout bravé, tout surmonté ; tout a fui à votre approche. C'est en vain que les Russes ont voulu défendre la capitale de cette ancienne et illustre Pologne ; l'aigle française plane sur la Vistule. Le brave et infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les légions de Sobieski de retour de leur mémorable expédition.

Soldats, nous ne déposerons point les armes que la paix générale n'ait affermi et assuré la puissance de nos alliés, n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses colonies. Nous avons conquis sur l'Elbe et l'Oder, Pondichéry, nos établissements des Indes, le cap de Bonne-Espérance et les colonies espagnoles. Qui donnerait le droit de faire espérer aux Russes de balancer les destins? Qui leur donnerait le droit de renverser de si justes desseins? Eux et nous ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz?

NAPOLÉON.

De notre camp impérial de Posen, le 2 décembre 1806.

Après les campagnes de 1805 et de 1806, l'Empereur voulut consacrer le souvenir de ces campagnes par un monument qui rappelât à la postérité les triomphes de son armée. Ce monument élevé en l'honneur de la grande armée devait s'appeler *le Temple de la gloire*. La Madeleine fut choisie à cet effet. On avait eu le dessein d'abord d'y établir la Bourse. Ce projet même avait été sanctionné par un décret; mais ce décret fut rapporté, l'Empereur ayant jugé l'emplacement et la forme du monument plus convenables pour le nouvel édifice. On sait que la Madeleine avait été commencée sous Louis XVI. Les travaux avaient été interrompus depuis. L'Empereur ne voulait pas qu'on détruisît ce qui avait été fait, qu'on le détruisît entièrement du moins. Il rendit d'abord le décret qui changeait la destination du monument : on verra ensuite quels étaient ses plans pour le rendre digne de la grandeur de son objet.

Ordre du jour.

Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie,
Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. Il sera établi sur l'emplacement de la Madeleine de notre bonne ville de Paris, aux frais du trésor et de notre couronne, un monument dédié à la grande armée, portant sur le frontispice : *L'empereur Napoléon aux soldats de la grande armée.*

2. Dans l'intérieur du monument seront inscrits, sur des tables de marbre, les noms de tous les hommes, par corps d'armée et

par régiment, qui ont assisté aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna; et sur des tables d'or massif, les noms de tous ceux qui sont morts sur les champs de bataille. Sur des tables d'argent sera gravée la récapitulation, par département, des soldats que chaque département a fournis à la grande armée.

3. Autour de la salle seront sculptés des bas-reliefs où seront représentés les colonels de chacun des régiments de la grande armée avec leurs noms; ces bas-reliefs seront faits de manière que les colonels soient groupés autour de leurs généraux de division et de brigade par corps d'armée. Les statues en marbre des maréchaux qui ont commandé des corps ou qui ont fait partie de la grande armée, seront placées dans l'intérieur de la salle.

4. Les armures, statues, monuments de toutes espèces, enlevés par la grande armée dans ces deux campagnes; les drapeaux, étendards et timbales conquis par la grande armée, avec les noms des régiments ennemis auxquels ils appartenaient, seront déposés dans l'intérieur du monument.

5. Tous les ans, aux anniversaires des batailles d'Austerlitz et d'Iéna, le monument sera illuminé, et il sera donné un concert, précédé d'un discours sur les vertus nécessaires au soldat, et d'un éloge de ceux qui périrent sur le champ de bataille dans ces journées mémorables. Un mois avant, un concours sera ouvert pour recevoir la meilleure pièce de musique analogue aux circonstances. Une médaille d'or de cent cinquante doubles napoléons sera donnée aux auteurs de chacune de ces pièces qui auront remporté le prix. Dans les discours et odes, il est expressément défendu de faire aucune mention de l'Empereur.

6. Notre ministre de l'intérieur ouvrira sans délai un concours d'architecture pour choisir le meilleur projet pour l'exécution de ce monument. Une des conditions du prospectus sera de conserver la partie du bâtiment de la Madeleine qui existe aujourd'hui, et que la dépense ne dépasse pas trois millions. Une commission de la classe des beaux-arts de notre Institut sera chargée de faire un rapport à notre ministre de l'intérieur, avant le mois de mars 1807, sur les projets soumis au concours. Les travaux commenceront le 1^er^ mai, et devront être achevés

avant l'an 1809. Notre ministre de l'intérieur sera chargé de tous les détails relatifs à la construction du monument, et le directeur général de nos musées, de tous les détails des bas-reliefs, statues et tableaux.

7. Il sera acheté cent mille francs de rente en inscriptions sur le grand-livre, pour servir à la dotation du monument et à son entretien annuel.

8. Une fois le monument construit, le grand conseil de la Légion d'honneur sera spécialement chargé de sa garde, de sa conservation, et de tout ce qui est relatif au concours annuel.

9. Notre ministre de l'intérieur et l'intendant des biens de notre couronne sont chargés de l'exécution du présent décret.

NAPOLÉON.

Au ministre de l'intérieur.

Posen, 6 décembre 1806.

La littérature a besoin d'encouragements, vous en êtes le ministre. Proposez-moi quelques moyens pour donner une secousse à toutes les différentes branches des belles-lettres, qui ont de tout temps illustré la nation.

Vous aurez reçu le décret que j'ai pris sur le monument de la Madeleine, et celui qui rapporte l'établissement de la Bourse sur cet emplacement. Il est cependant nécessaire d'avoir une Bourse à Paris. Mon intention est de faire construire une Bourse qui réponde à la grandeur de la capitale, et au nombre des affaires qui doivent s'y faire un jour. Proposez-moi un local convenable. Il faut qu'il soit vaste, afin d'avoir des promenades autour. Je voudrais un emplacement isolé.

Quand j'ai assigné un fonds de trois millions pour la construction du monument de la Madeleine, je n'ai voulu parler que du bâtiment, et non des ornements, auxquels, avec le temps, je veux employer une bien plus forte somme. Je désire qu'au préalable on achète les chantiers environnants, afin de faire une grande place circulaire au milieu de laquelle se trouvera le monument, et autour de laquelle je ferai bâtir des maisons sur un plan uniforme.

Il n'y aurait pas d'inconvénient à nommer le pont de l'école militaire, *le pont d'Iéna*. Proposez-moi un décret pour donner les noms des généraux et des colonels qui ont été tués à cette bataille aux différentes nouvelles rues.

Sur ce, etc. NAPOLÉON.

Au ministre de l'intérieur.

Finkenstein, le 30 mai 1807.

Après avoir examiné attentivement les différents plans du monument dédié à la grande armée, je n'ai pas été un moment en doute. Celui de M. Vignon est le seul qui remplisse mes intentions. C'est un temple que j'avais demandé, et non une église. Que pourrait-on faire, dans le genre des églises, qui fût dans le cas de lutter avec Sainte-Geneviève, même avec Notre-Dame, et surtout avec Saint-Pierre de Rome? Le projet de M. Vignon réunit à beaucoup d'autres avantages celui de s'accorder beaucoup mieux avec le Corps législatif et de ne pas écraser les Tuileries.

Je ne veux rien en bois. Les spectateurs doivent être placés, comme je l'ai dit, sur des gradins de marbre formant les amphithéâtres destinés au public.... Rien dans ce temple ne doit être mobile et changeant; tout, au contraire, doit être fixé à sa place. S'il était possible de placer à l'entrée du temple le *Nil* et le *Tibre*, qui ont été apportés de Rome, cela serait d'un très-bon effet. Il faut que M. Vignon tâche de les faire entrer dans son projet définitif, ainsi que des statues équestres qu'on placerait au dehors, puisque réellement elles seraient mal dans l'intérieur. Il faut aussi désigner le lieu où l'on placera l'armure de François Ier prise à Vienne et le quadrige de Berlin.

Il ne faut pas de bois dans la construction de ce temple..... du granit et du fer tels doivent être les matériaux de ce monument. On objectera que les colonnes actuelles ne sont pas de granit; mais cette objection ne serait pas bonne, puisque, avec le temps, on peut renouveler ces colonnes sans nuire au monument. Cependant, si l'on prouvait que l'emploi du granit entraî-

nerait dans une trop grande dépense et dans de longs délais, il faudrait y renoncer, car la condition principale du projet, c'est qu'il soit exécuté dans trois ou quatre ans, et, au plus, en cinq ans. Ce monument tient en quelque chose à la politique; il est dès lors du nombre de ceux qui doivent se faire vite. Il convient néanmoins de s'occuper à chercher du granit pour d'autres monuments que j'ordonnerai, et qui, par leur nature, peuvent permettre de donner trente, quarante ou cinquante ans à leur construction.

Je suppose que toutes les sculptures intérieures seront en marbre, et qu'on ne me propose pas des sculptures propres aux salons et aux salles à manger des femmes des banquiers de Paris. Tout ce qui est futile n'est pas simple et noble; tout ce qui n'est pas de longue durée ne doit pas être employé dans ce monument. Je répète qu'il n'y faut aucun espèce de meubles, pas même des rideaux.

Quant au projet qui a obtenu le prix, il n'atteint pas mon but; c'est le premier que j'ai écarté. Il est vrai que j'ai donné pour base de conserver la partie du bâtiment de la Madeleine qui existe aujourd'hui; mais cette expression est une ellipse. Il était sous-entendu que l'on conserverait de ce bâtiment le plus possible; autrement il n'y aurait pas eu besoin de programme, il n'y avait qu'à se borner à suivre le plan primitif. Mon intention était de n'avoir pas une église, mais un temple, et je ne voulais ni qu'on rasât tout, ni qu'on conservât tout. Si ces deux propositions étaient incompatibles, savoir, celle d'avoir un temple et celle de conserver les constructions actuelles de la Madeleine, il était simple de s'attacher à la définition d'un temple. Par temple, j'ai entendu un monument tel qu'il y en avait à Athènes, et qu'il n'y en a pas à Paris. Il y a beaucoup d'églises à Paris; il y en a dans tous les villages. Je n'aurais assurément pas trouvé mauvais que les architectes eussent fait observer qu'il y avait une contradiction entre l'idée d'avoir un temple et l'intention de conserver les constructions faites pour une église. La première était l'idée principale, la seconde était l'idée accessoire. M. Vignon a donc deviné ce que je voulais.....

NAPOLÉON.

Haluski, le 27 décembre 1806.

Quarante-cinquième bulletin de la grande armée.

Le général russe Benigsen commandait une armée que l'on évaluait à soixante mille hommes. Il avait d'abord le projet de couvrir Varsovie, mais la renommée des événements qui s'étaient passés en Prusse lui porta conseil, et il prit le parti de se retirer sur la frontière russe. Sans presque aucun engagement, les armées françaises entrèrent dans Varsovie, passèrent la Vistule et occupèrent Prag. Sur ces entrefaites, le feld-maréchal Kaminski arriva à l'armée russe au moment même où la jonction du corps de Benigsen avec celui de Buxhowden s'opérait. Il s'indignait de la marche rétrograde des Russes (1). Il crut qu'elle compromettait l'honneur des armes de sa nation, et marcha en avant. La Prusse faisait instances sur instances, se plaignant qu'on l'abandonnait après lui avoir promis de la soutenir, et disant que le chemin de Berlin n'était ni par Grodno, ni par Olita, ni par Brezsc; que ses sujets se désaffectionnaient; que l'habitude de voir le trône de Berlin occupé par des Français était dangereuse pour elle et favorable à l'ennemi. Non-seulement le mouvement rétrograde des Russes cessa, mais ils se reportèrent en avant. Le 5 décembre, le général Benig-

(1) On se rappelle, en effet, la scène de Potsdam et l'alliance jurée entre la Russie et la Prusse. Les Russes avaient promis de soutenir leurs alliés; on sait comment ils les avaient secourus. L'armée russe, qui ne s'était mise en marche que pour assister de loin aux combats qui allaient se livrer, comme si son dessein eût été de laisser à l'Empereur le temps d'accabler les Prussiens, s'était empressée de rétrograder à la première nouvelle de la bataille d'Iéna. L'empereur de Russie, suivant toute apparence, ne voulait pas s'exposer de nouveau avant d'avoir vu de quel côté pencherait la fortune. Il voulait attendre l'effet des victoires promises par les Prussiens : c'est alors qu'il serait arrivé pour en partager la gloire et les avantages au moins de frais possible. Il n'y a là rien de blâmable, puisqu'enfin c'est de la politique, et que la politique ne se compose pas d'autre chose, dit on Mais que devenaient les serments de Potsdam ? On a vu que l'empereur de Russie avait traité avec la France, après Iéna, et que l'Angleterre lui remit les armes à la main en lui faisant violer le traité. Il est vrai que la cour de Russie dit que son ambassadeur n'avait pas eu de pouvoirs pour conclure.

sen rétablit son quartier général à Pultusk. Les ordres étaient d'empêcher les Français de passer la Narew, de reprendre Prag, et d'occuper la Vistule jusqu'au moment où l'on pourrait effectuer des opérations offensives d'une plus grande importance.

La réunion des généraux Kaminski, Buxhowden et Benigsen, fut célébrée au château de Sierock par des réjouissances et des illuminations qui furent aperçues du haut des tours de Varsovie.

Cependant, au moment même où l'ennemi s'encourageait par des fêtes, la Narew se passait : huit cents Français jetés de l'autre côté de cette rivière, à l'embouchure de la Wrka, s'y retranchèrent cette même nuit ; et lorsque l'ennemi se présenta le matin pour les rejeter dans la rivière, il n'était plus temps ; ils se trouvaient à l'abri de tout événement.

Instruit de ce changement survenu dans les opérations de l'ennemi, l'Empereur partit de Posen le 16. Au même moment il avait mis en mouvement son armée. Tout ce qui revenait des discours des Russes faisait comprendre qu'ils voulaient reprendre l'offensive.

Le maréchal Ney était depuis plusieurs jours maître de Thorn. Il réunit son corps d'armée à Gallup. Le maréchal Bessières, avec le deuxième corps de la cavalerie de la réserve, composé des divisions de dragons des généraux Sahuc et Grouchy, et de la division des cuirassiers d'Hautpoult, partit de Thorn pour se porter sur Biezun. Le maréchal prince de Ponte-Corvo partit avec son corps d'armée pour le soutenir. Le maréchal Soult passait la Vistule vis-à-vis de Plock ; le maréchal Augereau la passait vis-à-vis de Zakroczym, où l'on travaillait à force à établir un pont. Celui de la Narew se poussait aussi vivement.

Le 22, le pont de la Narew fut terminé. Toute la réserve de cavalerie passa sur-le-champ la Vistule à Prag, pour se rendre sur la Narew. Le maréchal Davoust y réunit tout son corps. Le 23, à une heure du matin, l'Empereur partit de Varsovie, et passa la Narew à neuf heures. Après avoir reconnu l'Wrka et les retranchements considérables qu'avait élevés l'ennemi, il fit

jeter un pont au confluent de la Narew et de l'Wrka. Ce pont fut jeté en deux heures par les soins du général d'artillerie.

COMBAT DE NUIT DE CZARNOWO.

La division Morand passa sur-le-champ pour aller s'emparer des retranchements de l'ennemi près du village de Czarnowo. Le général de brigade Marulaz la soutenait avec sa cavalerie légère. La division de dragons du général Beaumont passa immédiatement après. La canonnade s'engagea à Czarnowo. Le maréchal Davoust fit passer le général Petit avec le douzième de ligne pour enlever les redoutes du pont. La nuit vint; on dut achever toutes les opérations au clair de la lune, et, à deux heures du matin, l'objet que se proposait l'Empereur fut rempli. Toutes les batteries du village de Czarnowo furent enlevées; celles du pont furent prises; quinze mille hommes qui les défendaient furent mis en déroute, malgré leur vive résistance.

Quelques prisonniers et six pièces de canon restèrent en notre pouvoir. Plusieurs généraux ennemis furent blessés. De notre côté, le général de brigade Boussard a été légèrement blessé. Nous avons eu peu de morts, mais près de deux cents blessés. Dans le même temps, à l'autre extrémité de la ligne d'opérations, le maréchal Ney culbutait les restes de l'armée prussienne, et les jetait dans les bois de Lauterburg, en leur faisant éprouver une perte notable. Le maréchal Bessières avait une brillante affaire de cavalerie, cernait trois escadrons de hussards qu'il faisait prisonniers, et enlevait plusieurs pièces de canon.

COMBAT DE NASIELSK.

Le 24, la réserve de cavalerie et le corps du maréchal Davoust se dirigèrent sur Nasielsk L'Empereur donna le commandement de l'avant-garde au général Rapp. Arrivé à une lieue de Nasielsk, on rencontra l'avant-garde ennemie.

Le général Lemarrois partit avec deux régiments de dragons, pour tourner un grand bois et cerner cette avant-garde.

Ce mouvement fut exécuté avec promptitude. Mais l'avant-garde ennemie, voyant l'armée française ne faire aucun mouvement pour avancer, soupçonna quelque projet et ne tint pas. Cependant il se fit quelques charges, dans l'une desquelles fut pris le major Ourvarow, aide de camp de l'empereur de Russie. Immédiatement après, un détachement arriva sur la petite ville de Nasielsk. La canonnade devint vive. La position de l'ennemi était bonne; il était retranché par des marais et des bois. Le maréchal Kaminski commandait lui-même. Il croyait pouvoir passer la nuit dans cette position, en attendant que d'autres colonnes vinssent le joindre. Vain calcul : il en fut chassé, et mené tambour battant pendant plusieurs lieues. Quelques généraux russes furent blessés, plusieurs colonels faits prisonniers, et plusieurs pièces de canon prises. Le colonel Beker, du huitième régiment de dragons, brave officier, a été blessé mortellement.

PASSAGE DE L'WRKA.

Au même moment, le général Nansouty, avec la division Klein et une brigade de cavalerie légère, culbutait, en avant de Kursomb, les cosaques et la cavalerie ennemie qui avaient passé l'Wrka sur ce point, et traversait là cette rivière. Le septième corps d'armée, que commande le maréchal Augereau, effectuait son passage de l'Wrka à Kursomb, et culbutait les quinze mille hommes qui la défendaient. Le passage du pont fut brillant. Le quatorzième de ligne l'exécuta en colonnes serrées pendant que le seizième d'infanterie légère établissait une vive fusillade sur la rive droite. A peine le quatorzième eut-il débouché du pont, qu'il essuya une charge de cavalerie qu'il soutint avec l'intrépidité ordinaire à l'infanterie française; mais un malheureux lancier pénétra jusqu'à la tête du régiment, et vint percer d'un coup de lance le colonel qui tomba roide mort. C'était un brave soldat; il était digne de commander un si brave corps. Le feu à bout portant qu'exécuta son régiment, et qui mit la cavalerie ennemie dans le plus grand désordre, fut le premier des honneurs rendus à sa mémoire.

Le 25, le troisième corps, que commande le maréchal Davoust, se porta à Tykoczyn, où s'était retiré l'ennemi. Le cinquième corps, commandé par le maréchal Lannes, se dirigeait sur Pultusk, avec la division de dragons Beker.

L'Empereur se porta, avec la plus grande partie de la cavalerie de réserve, à Ciechanow.

PASSAGE DE LA SONNA.

Le général Gardanne, que l'Empereur avait envoyé avec trente hommes de sa garde pour reconnaître les mouvements de l'ennemi, rapporta qu'il passait la rivière de Sonna à Lopackzin, et se dirigeait sur Tycokzyn.

Le grand-duc de Berg, qui était resté malade à Varsovie, n'avait pu résister à l'impatience de prendre part aux événements qui se préparaient. Il partit de Varsovie et vint rejoindre l'Empereur. Il prit deux escadrons des chasseurs de la garde pour observer les mouvements de la colonne ennemie. Les brigades de cavalerie légère de la réserve, et les divisions Klein et Nansouty, pressèrent le pas pour le joindre. Arrivé au pont de Lopackein, il trouva un régiment de hussards russes qui le gardait. Ce régiment fut aussitôt chargé par les chasseurs de la garde, et culbuté dans la rivière, sans autre perte de la part des chasseurs, qu'un maréchal des logis blessé.

Cependant la moitié de cette colonne n'avait pas encore passé; elle passait plus haut. Le grand-duc de Berg la fit charger par le colonel Dalhmann, à la tête des chasseurs de la garde, qui lui prit trois pièces de canon, après avoir mis plusieurs escadrons en déroute.

Tandis que la colonne que l'ennemi avait si imprudemment jetée sur la droite cherchait à gagner la Narew, pour arriver à Tykoczyn, point de rendez-vous, Tykoczyn était occupé par le maréchal Davoust, qui y prit deux cents voitures de bagages et une grande quantité de traînards qu'on ramassa de tous côtés.

Toutes les colonnes russes sont coupées, errantes à l'aventure, dans un désordre difficile à imaginer. Le général russe a fait la faute de cantonner son armée, ayant sur ses flancs

l'armée française, séparée, il est vrai, par la Narew, mais ayant un pont sur cette rivière. Si la saison était belle, on pourrait prédire que l'armée russe ne se retirerait pas et serait perdue sans bataille; mais, dans une saison où il fait nuit à quatre heures, et où il ne fait jour qu'à huit, l'ennemi qu'on poursuit a toutes les chances pour se sauver, surtout dans un pays difficile et coupé de bois. D'ailleurs les chemins sont couverts de quatre pieds de boue, et le dégel continue. L'artillerie ne peut faire plus de deux lieues dans un jour. Il est donc à prévoir que l'ennemi se retirera de la position fâcheuse où il se trouve, mais il perdra toute son artillerie, toutes ses voitures, tous ses bagages.

Golymin, le 28 décembre 1806.

Quarante-sixième bulletin de la grande armée.

Le maréchal Ney, chargé de manœuvrer pour détacher le lieutenant général prussien Lestocq de l'Wrka, déborder et menacer ses communications, et pour le couper des Russes, a dirigé ses mouvements avec son habileté et son intrépidité ordinaires. Le 23, la division Marchand se rendit à Gurzno. Le 24, l'ennemi a été poursuivi jusqu'à Kunsbroch. Le 25, l'arrière-garde de l'ennemi a été entamée. Le 26, l'ennemi s'étant concentré à Soldan et Mlawa, le maréchal Ney résolut de marcher à lui et de l'attaquer. Les Prussiens occupaient Soldan avec six mille hommes d'infanterie et un millier d'hommes de cavalerie. Ils comptaient, protégés par les marais et les obstacles qui environnent cette ville, être à l'abri de toute attaque. Tous ces obstacles ont été surmontés par les soixante-neuvième et soixante-seizième. L'ennemi s'est défendu dans toutes les rues, et a été repoussé partout à coups de baïonnette. Le général Lestocq, voyant le petit nombre de troupes qui l'avaient attaqué, voulut reprendre la ville. Il fit quatre attaques successives pendant la nuit, dont aucune ne réussit. Il se retira à Niedenbourg: six pièces de canon, quelques drapeaux, un assez bon nombre de prisonniers, ont été le résultat du combat de Soldan. Le maréchal Ney se loue du général Wonderveid,

qui a été blessé. Il fait une mention particulière du colonel Brun, du soixante-neuvième, qui s'est fait remarquer par sa bonne conduite. Le même jour, le cinquante-neuvième a passé sur Lauterburg.

Pendant le combat de Soldan, le général Marchand, avec sa division, repoussait l'ennemi de Mlawa, où il eut un très-brillant combat.

Le maréchal Bessières, avec le second corps de la réserve de cavalerie, avait occupé Biézun dès le 19. L'ennemi, reconnaissant l'importance de cette position, et sentant que la gauche de l'armée française voulait séparer les Prussiens des Russes, tenta de reprendre ce poste, ce qui donna lieu au combat de Biézun. Le 23, à huit heures, il déboucha par plusieurs routes. Le maréchal Bessières avait placé les deux seules compagnies d'infanterie qu'il avait près du pont. Voyant l'ennemi venir en très-grande force, il donna ordre au général Grouchy de déboucher avec sa division. L'ennemi était déjà maître du village de Karmidjen, et y avait jeté un bataillon d'infanterie.

Chargée par la division Grouchy, la ligne ennemie fut rompue. Cavalerie et infanterie prussienne, fortes de six mille hommes, ont été enfoncées et jetées dans les marais : cinq cents prisonniers, cinq pièces de canon, deux étendards, sont le résultat de cette charge. Le maréchal Bessières se loue beaucoup du général Grouchy, du général Rouget, et de son chef d'état-major le général Roussel. Le chef d'escadron Renié, du sixième régiment de dragons, s'est distingué. M. Launay, capitaine de la compagnie d'élite du même régiment, a été tué.

M. Bourreau, aide de camp du maréchal Bessières, a été blessé. Notre perte est, du reste, peu considérable. Nous avons eu huit hommes tués et une vingtaine de blessés. Les deux étendards ont été pris par le dragon Plet, du sixième régiment de dragons, et par le fourrier Jeuffroy, du troisième régiment.

S. M., désirant que le prince Jérôme eût occasion de s'instruire, l'a fait appeler de Silésie. Ce prince a pris part à tous les combats qui ont eu lieu, et s'est trouvé souvent aux avant-postes.

S. M. a été satisfaite de la conduite de l'artillerie, pour l'in-

telligence et l'intrépidité qu'elle a montrées devant l'ennemi, soit dans la construction des ponts, soit pour faire marcher l'artillerie au milieu des mauvais chemins.

Le général Marulaz, commandant la cavalerie légère du troisième corps, le colonel Exelmans, du premier de chasseurs, et le général Petit, ont fait preuve d'intelligence et de bravoure.

S. M. a recommandé que, dans les relations officielles des différentes affaires, on fît connaître un grand nombre de traits qui méritent de passer à la postérité; car c'est pour elle, et pour vivre éternellement dans sa mémoire, que le soldat français affronte tous les dangers et toutes les fatigues.

Pultusk, le 30 décembre 1806.

Quarante-septième bulletin de la grande armée.

Le combat de Czarnowo, celui de Nasielsk, celui de Kursomb, le combat de cavalerie de Lepacksyn, ont été suivis par les combats de Golymin et de Pultusk; et la retraite entière et précipitée des armées russes a terminé l'année et la campagne.

COMBAT DE PULTUSK.

Le maréchal Lannes ne put arriver vis-à-vis Pultusk que le 26 au matin. Tout le corps de Benigsen s'y était réuni dans la nuit. Les divisions russes qui avaient été battues à Nasielsk, poursuivies par la troisième division du corps du maréchal Davoust, entrèrent dans le camp de Pultusk à deux heures après minuit. A dix heures, le maréchal Lannes attaqua, ayant la division Suchet en première ligne, la division Gazan en seconde ligne, la division Gudin, du troisième corps d'armée, commandée par le général Daultane, sur sa gauche. Le combat devint vif. Après différents engagements, l'ennemi fut culbuté. Le dix-septième régiment d'infanterie légère et le trente-quatrième se couvrirent de gloire. Les généraux Vedel et Claparède ont été blessés. Le général Treillard, commandant la cavalerie légère du corps d'armée, le général Boussard, commandant une

brigade de la division de dragons Beker, le colonel Barthélemy, du quinzième régiment de dragons, ont été blessés par la mitraille. L'aide de camp Voisin, du maréchal Lannes, et l'aide de camp Curial, du général Suchet, ont été tués l'un et l'autre avec gloire. Le maréchal Lannes a été touché d'une balle. Le cinquième corps d'armée a montré, dans cette circonstance, ce que peuvent des braves, et l'immense supériorité de l'infanterie française sur celle des autres nations. Le maréchal Lannes, quoique malade depuis huit jours, avait voulu suivre son corps d'armée. Le quatre-vingt-cinquième régiment a soutenu plusieurs charges de la cavalerie ennemie avec sang-froid et succès. L'ennemi, dans la nuit, a battu en retraite et a gagné Ostrolenka.

COMBAT DE GOLYMIN.

Pendant que le corps de Benigsen était à Pultusk, et y était battu, celui de Buxhowden se réunissait à Golymin, à midi. La division Panin, de ce corps, qui avait été attaquée la veille par le grand-duc de Berg, une autre division qui avait été battue à Nasielsk, arrivaient par différents chemins au camp de Golymin.

Le maréchal Davoust, qui poursuivait l'ennemi depuis Nasielsk, l'atteignit, le chargea, et lui enleva un bois près du camp de Golymin.

Dans le même temps le maréchal Augereau, arrivant de Golaczima, prenait l'ennemi en flanc. Le général de brigade Lapisse, avec le seizième d'infanterie légère, enlevait à la baïonnette un village qui servait de point d'appui à l'ennemi. La division Heudelet se déployait et marchait à lui. A trois heures après midi, le feu était des plus chauds. Le grand-duc de Berg fit exécuter avec le plus grand succès plusieurs charges, dans lesquelles la division de dragons Klein se distingua. Cependant, la nuit arrivant trop tôt, le combat continua jusqu'à onze heures du soir. L'ennemi fit sa retraite en désordre, laissant son artillerie, ses bagages, presque tous ses sacs, et beaucoup de morts. Toutes les colonnes ennemies se retirèrent sur Ostrolenka.

Le général Fenerelle, commandant une brigade de dragons, fut tué d'un boulet. L'intrépide général Rapp, aide de camp de l'Empereur, a été blessé d'un coup de fusil, à la tête de sa division de dragons. Le colonel Sémélé, du brave vingt-quatrième de ligne, a été blessé. Le maréchal Augereau a eu un cheval tué sous lui.

Cependant le maréchal Soult, avec son corps d'armée, était déjà arrivé à Molati, à deux lieues de Makow; mais les horribles boues, suite des pluies et du dégel, arrêtèrent sa marche et sauvèrent l'armée russe, dont pas un seul homme n'eût échappé sans cet accident. Les destins de l'armée de Benigsen et de celle de Buxhowden devaient se terminer en deçà de la petite rivière d'Orcye; mais tous les mouvements ont été contrariés par l'effet du dégel, au point que l'artillerie a mis jusqu'à deux jours pour faire trois lieues. Toutefois l'armée russe a perdu quatre-vingts pièces de canon, tous ses caissons, plus de douze cents voitures de bagages, et douze mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Les mouvements des colonnes françaises et russes seront un objet de vive curiosité pour les militaires, lorsqu'ils seront tracés sur la carte. On y verra à combien peu il a tenu que toute cette armée ne fût prise et anéantie en peu de jours, et cela, par l'effet d'une seule faute du général russe.

Nous avons perdu huit cents hommes tués, et nous avons eu deux mille blessés. Maître d'une grande partie de l'artillerie ennemie, de toutes les positions ennemies, ayant repoussé l'ennemi à plus de quarante lieues, l'Empereur a mis son armée en quartiers d'hiver.

Avant cette expédition, les officiers russes disaient qu'ils avaient cent cinquante mille hommes : aujourd'hui ils prétendent n'en avoir eu que la moitié. Qui croire, des officiers russes avant la bataille, ou des officiers russes après la bataille?

La Perse et la Porte ont déclaré la guerre à la Russie. Michelson attaque la Porte. Ces deux grands empires, voisins de la Russie, sont tourmentés par la politique fallacieuse du cabinet de Saint-Pétersbourg, qui agit depuis dix ans chez eux comme elle a fait pendant cinquante ans en Pologne.

M. Philippe Ségur, maréchal des logis de la maison de l'Empereur, se rendant à Nasielsk, est tombé dans une embuscade de Cosaques, qui s'étaient placés dans une maison de bois qui se trouve derrière Nasielsk. Il en a tué de sa main, mais il a été fait prisonnier.

L'Empereur l'a fait réclamer; mais le général russe l'avait sur-le-champ dirigé sur Saint-Pétersbourg.

Varsovie, le 3 janvier 1807.

Quarante-huitième bulletin de la grande armée.

Le général Corbineau, aide de camp de l'Empereur, est parti de Pultusk avec trois régiments de cavalerie légère, pour se mettre à la poursuite de l'ennemi. Il est arrivé le 1er janvier à Ostrowiec, après avoir occupé Brock. Il a ramassé quatre cents prisonniers, plusieurs officiers et plusieurs voitures de bagages.

Le maréchal Soult, ayant sous ses ordres les trois brigades de cavalerie légère de la division Lasalle, borde la petite rivière d'Orcye, pour mettre à couvert les cantonnements de l'armée. Le maréchal Ney, le maréchal prince de Ponte-Corvo et le maréchal Bessières ont leurs troupes cantonnées sur la gauche. Les corps d'armée des maréchaux Soult, Davoust et Lannes, occupent Pultusk et les bords du Bug.

L'armée ennemie continue son mouvement de retraite.

L'Empereur est arrivé le 2 janvier à Varsovie, à deux heures après midi.

Il a gelé et neigé pendant deux jours, mais déjà le dégel recommence, et les chemins, qui paraissaient s'améliorer, sont devenus aussi mauvais qu'auparavant.

Le prince Borghèse a été constamment à la tête du premier régiment des carabiniers, qu'il commande. Les braves carabiniers et cuirassiers brûlaient d'en venir aux mains avec l'ennemi; mais les divisions de dragons qui marchaient en avant, ayant tout enfoncé, ne les ont pas mis dans le cas de fournir une charge.

S. M. a nommé le général Lariboissière général de division, et lui a donné le commandement de l'artillerie de sa garde. C'est un officier du plus rare mérite.

Les troupes du grand-duc de Wurtzbourg forment la garnison de Berlin. Elles sont composées de deux régiments qui se font distinguer par leur belle tenue.

Le corps du prince Jérôme assiége toujours Breslaw. Cette belle ville est réduite en cendres. L'attente des événements, et l'espérance qu'elle avait d'être secourue par les Russes, l'ont empêchée de se rendre; mais le siége avance. Les troupes bavaroises et würtembergeoises ont mérité les éloges du prince Jérôme et l'estime de l'armée française.

Le commandant de la Silésie avait réuni les garnisons des places qui ne sont pas bloquées, et en avait formé un corps de huit mille hommes, avec lequel il s'était mis en marche pour inquiéter le siége de Breslaw. Le général Hédouville, chef de l'état-major du prince Jérôme, a fait marcher contre ce corps le général Montbrun, commandant les Wurtembergeois, et le général Minucci, commandant les Bavarois. Ils ont atteint les Prussiens à Strehlen, les ont mis dans une grande déroute, et leur ont pris quatre cents hommes, six cents chevaux, et des convois considérables de subsistances que l'ennemi avait le projet de jeter dans la place. Le major Erschet, à la tête de cent cinquante hommes des chevau-légers de Linange, a chargé deux escadrons prussiens, les a rompus, et leur a fait trente-six prisonniers.

S. M. a ordonné qu'une partie des drapeaux pris au siége de Glogau fût envoyée au roi de Wurtemberg, dont les troupes se sont emparées de cette place. S. M., voulant aussi reconnaître la bonne conduite de ces troupes, a accordé au corps de Wurtemberg dix décorations de la Légion d'honneur.

Une députation du royaume d'Italie, composée de MM. Prima, ministre des finances, et homme d'un grand mérite; Renier, podestat de Venise, et Guasta Villani, conseiller d'État; a été présentée aujourd'hui à l'Empereur.

S. M. a reçu, le même jour, toutes les autorités du pays, et les différents ministres étrangers qui se trouvent à Varsovie.

Varsovie, le 8 janvier 1807.

Quarante-neuvième bulletin de la grande armée.

Breslaw s'est rendu. On n'a pas encore la capitulation au quartier général. On n'a pas non plus l'état des magasins de subsistances, d'habillement et d'artillerie ; on sait cependant qu'ils sont très-considérables. Le prince Jérôme a dû faire son entrée dans la place. Il va assiéger Brieg, Schweidnitz et Kosel.

Le général Victor, commandant le dixième corps d'armée, s'est mis en marche pour aller faire le siége de Colberg et de Dantzick, et prendre ces places pendant le reste de l'hiver.

M. de Zastrow, aide de camp du roi de Prusse, homme sage et modéré, qui avait signé l'armistice que son maître n'a pas ratifié [1], a cependant été chargé, à son arrivée à Kœnigsberg, du portefeuille des affaires étrangères.

Notre cavalerie légère n'est pas loin de Kœnigsberg.

L'armée russe continue son mouvement sur Grodno. On apprend que, dans les dernières affaires, elle a eu un grand nombre de généraux tués et blessés. Elle montre assez de mécontentement contre l'empereur de Russie et la cour. Les soldats disent que si l'on avait jugé leur armée assez forte pour se mesurer avec avantage contre les Français, l'empereur, sa garde, la garnison de Saint-Pétersbourg et les généraux de la cour, auraient été conduits à l'armée par cette même sécurité qui les y amena l'année dernière; que si, au contraire les événements d'Austerlitz et ceux d'Iéna ont fait penser que les Russes ne pouvaient pas obtenir des succès contre l'armée française, il ne fallait pas s'engager dans une lutte inégale. Ils disent aussi : L'empereur Alexandre a compromis notre gloire. Nous avions

[1] Avant d'entrer en Pologne, l'Empereur avait, en effet, proposé un armistice au roi de Prusse, mais à des conditions que justifiait trop la conduite de la Prusse. Le roi refusa. « Votre Majesté, lui écrivit l'Empereur, m'a « fait déclarer qu'elle s'était jetée dans les bras des Russes L'avenir fera « connaître si elle a choisi le meilleur parti et le plus efficace.... Elle a pris « le cornet ; elle a joué au dés : les dés en décideront. »

toujours été vainqueurs; nous avions établi et partagé l'opinion que nous étions invincibles. Les choses sont bien changées. Depuis deux ans on nous fait promener des frontières de la Pologne en Autriche, du Dniester à la Vistule, et tomber partout dans les piéges de l'ennemi. Il est difficile de ne pas s'apercevoir que tout cela est mal dirigé.

Le général Michelson est toujours en Moldavie. On n'a pas de nouvelles qu'il se soit porté contre l'armée turque qui occupe Bucharest et la Valachie. Les faits d'armes de cette guerre se bornent jusqu'à présent à l'investissement de Choczym et de Bender. De grands mouvements ont lieu dans toute la Turquie pour repousser une aussi injuste agression.

Le général baron de Vincent est arrivé de Vienne à Varsovie, porteur de lettres de l'empereur d'Autriche pour l'empereur Napoléon.

Il était tombé beaucoup de neige, et il avait gelé pendant trois jours. L'usage des traîneaux avait donné une grande rapidité aux communications, mais le dégel vient de recommencer. Les Polonais prétendent qu'un pareil hiver est sans exemple dans ce pays-ci. La température est effectivement plus douce qu'elle ne l'est ordinairement à Paris dans cette saison.

Varsovie, le 14 janvier 1807.

Cinquante-unième bulletin de la grande armée.

Le 29 décembre, une dépêche du général Benigsen parvint à Kœnigsberg, au roi de Prusse. Elle fut sur-le-champ publiée et placardée dans toute la ville, où elle excita les transports de la plus vive joie. Le roi reçut publiquement des compliments; mais, le 31 au soir, on apprit, par des officiers prussiens et par d'autres relations du pays, le véritable état des choses. La tristesse et la consternation furent alors d'autant plus grandes qu'on s'était plus entièrement livré à l'allégresse. On songea dès lors à évacuer Kœnigsberg, et l'on en fit sur-le-champ tous les préparatifs. Le trésor et les effets les plus précieux furent aussitôt dirigés sur Memel. La reine, qui était assez malade,

s'embarqua le 3 janvier pour cette ville. Le roi partit le 6 pour s'y rendre. Les débris de la division du général Lestocq se replièrent aussi sur cette place, en laissant à Kœnigsberg deux bataillons et une compagnie d'invalides.

. . . . . .

Nous ne dirons rien de la ridicule dépêche du général Benigsen; nous remarquerons seulement qu'elle paraît contenir quelque chose d'inconcevable. Ce général semble accuser son collègue le général Buxhowden; il dit qu'il était à Makow. Comment pouvait-il ignorer que le général Buxhowden était allé jusqu'à Golymin, où il avait été battu? Il prétend avoir remporté une victoire, et cependant il était en pleine retraite à dix heures du soir, et cette retraite fut si précipitée qu'il abandonna ses blessés. Qu'il nous montre une seule pièce de canon, un seul drapeau français, un seul prisonnier, hormis douze ou quinze hommes isolés qui peuvent avoir été pris par les Cosaques sur les derrières de l'armée, tandis que nous pouvons lui montrer six mille prisonniers, deux drapeaux qu'il a perdus près de Pultusk, et trois mille blessés qu'il a abandonnés dans sa fuite. Il dit encore qu'il a eu contre lui le grand-duc de Berg et le maréchal Davoust, tandis qu'il n'a eu affaire qu'à la division Suchet, du corps du maréchal Lannes. Le dix-septième d'infanterie légère, le trente-quatrième de ligne, le soixante-quatrième et le quatre-vingt-huitième, sont les seuls régiments qui se soient battus contre lui. Il faut qu'il ait bien peu réfléchi sur la position de Pultusk pour supposer que les Français voulaient s'emparer de cette ville. Elle est dominée à portée de pistolet.

Si le général Buxhowden a fait de son côté une relation aussi véridique du combat de Golymin, il deviendra évident que l'armée française a été battue, et que, par suite de sa défaite, elle s'est emparée de cent pièces de canon et de seize cents voitures de bagages, de tous les hôpitaux de l'armée russe, de tous ses blessés, et des importantes positions de Sieroch, de Pultusk, d'Ostrolenka, et qu'elle a obligé l'ennemi à reculer de quatre-vingts lieues.

Quant à l'induction que le général Benigsen veut tirer de ce

qu'il n'a pas été poursuivi, il suffira d'observer qu'on se serait bien gardé de le poursuivre, puisqu'il était débordé de deux journées, et que, sans les mauvais chemins qui ont empêché le maréchal Soult de suivre ce mouvement, le général russe aurait trouvé les Français à Ostrolenka.

Il ne reste plus qu'à chercher quel peut être le but d'une pareille relation. Il est le même, sans doute, que celui que se proposaient les Russes dans les relations qu'ils ont faites de la bataille d'Austerlitz; il est le même, sans doute, que celui des ukases par lesquels l'empereur Alexandre refusait la grande décoration de l'ordre de Saint-Georges, parce que, disait-il, il n'avait pas commandé à cette bataille, et acceptait la petite décoration pour les succès qu'il y avait obtenus, quoique sous le commandement de l'empereur d'Autriche.

Il y a cependant un point de vue sous lequel la relation du général Benigsen peut être justifiée. On a craint sans doute l'effet de la vérité dans les pays de la Pologne prussienne et de la Pologne russe, que l'ennemi avait à traverser, si elle y était parvenue avant qu'il eût pu mettre ses hôpitaux et ses détachements isolés à l'abri de toute insulte.

Ces relations, aussi évidemment ridicules, peuvent avoir encore pour les Russes l'avantage de retarder de quelques jours l'élan que des récits fidèles donneraient aux Turcs, et il est des circonstances où quelques jours sont un délai d'une certaine importance. Cependant l'expérience a prouvé que toutes ces ruses vont contre leur but, et qu'en toutes choses la simplicité et la vérité sont les meilleurs moyens de politique.

Varsovie, le 22 janvier 1807.

Cinquante-troisième bulletin de la grande armée.

On a trouvé à Brieg (qui vient de capituler) des magasins assez considérables de subsistances.

Le prince Jérôme continue avec activité sa campagne de Silésie. Le lieutenant général Deroi avait déjà cerné Kosel et

ouvert la tranchée. Le siége de Schweidnitz et celui de Neisse se poursuivent en même temps.

Le général Victor se rendant à Stettin, et étant en voiture avec son aide de camp et un domestique, a été enlevé par un parti de vingt-cinq hussards qui battaient le pays.

Le temps est devenu froid. Il est probable que sous peu de jours les rivières seront gelées; cependant la saison n'est pas plus rigoureuse qu'elle ne l'est ordinairement à Paris. L'Empereur fait défiler tous les jours la parade et passe en revue plusieurs régiments.

Tous les magasins de l'armée s'organisent et s'approvisionnent. On fait du biscuit dans toutes les manutentions. L'Empereur vient d'ordonner qu'on établît de grands magasins et que l'on confectionnât une quantité considérable d'habillements dans la Silésie.

Les Anglais, qui ne peuvent plus faire accroire que les Russes, les Tartares, les Kalmouks vont dévorer l'armée française, parce que, même dans les cafés de Londres, on sait que ces dignes alliés ne soutiennent point l'aspect de nos baïonnettes, appellent aujourd'hui à leur secours la dyssenterie, la peste et toutes les maladies épidémiques.

Si ces fléaux étaient à la disposition du cabinet de Londres, point de doute que non-seulement notre armée, mais même nos provinces et toute la classe manufacturière du continent, ne devinssent leur proie. En attendant, les Anglais se contentent de publier et de faire publier, sous toute espèce de forme, par leurs nombreux émissaires, que l'armée française est détruite par les maladies. A les entendre, des bataillons entiers tombent comme ceux des Grecs au commencement du siége de Troie. Ils auraient là une manière toute commode de se défaire de leurs ennemis, mais il faut bien qu'ils y renoncent. Jamais l'armée ne s'est mieux portée; les blessés guérissent, et le nombre des morts est peu considérable. Il n'y a pas autant de malades que dans la campagne précédente; il y en a même moins qu'il n'y en aurait en France en temps de paix, suivant les calculs ordinaires.

La Saxe, dominée par la Prusse, avait été obligée d'embrasser sa querelle en 1806. L'électeur, qui n'était pas encore roi, avait dû, sous la menace d'invasion, joindre à l'armée prussienne les troupes dont il disposait. L'électorat était devenu, depuis le milieu du siècle dernier, comme une dépendance et presqu'une province du royaume de Prusse. On a vu plus haut, dans la note relative à la Confédération du Rhin, quelle était la situation de tous ces petits États intermédiaires entre l'Autriche et la Prusse. L'électeur désirait vivement échapper à l'influence de cette dernière, et ses sujets ne le désiraient pas moins. Aussi les troupes saxonnes s'étaient-elles tenues comme à l'écart pendant les opérations de la campagne, ne laissant apercevoir que des dispositions douteuses, qui ne permettaient guère de compter sur elles. Elles déposèrent les armes presque sans résistance après Iéna. L'Empereur les renvoya en Saxe sans conditions. Il savait que l'électeur avait agi malgré lui; il ne le regardait pas comme un ennemi. Peu après il traita avec lui. C'est par suite de ce traité que la Saxe fut érigée en royaume.

L'Empereur parle également des dangers qui menacent la Turquie, dans la pièce qu'on va lire. Nous avons fait connaître quels étaient ces dangers. On se rappelle que, le sultan Sélim étant mort, la plus grande partie de l'armée russe, au lieu de continuer son mouvement pour se réunir aux Prussiens alors engagés contre nous, avait retourné en arrière, et s'était portée du côté du Danube sur les frontières de l'empire turc.

Message au Sénat conservateur.

Sénateurs,

Nous avons ordonné à notre ministre des relations extérieures de vous communiquer les traités que nous avons faits avec le roi de Saxe et avec les différents princes souverains de cette maison.

La nation saxonne avait perdu son indépendance le 14 octobre 1755; elle l'a recouvrée le 14 octobre 1806. Après cinquante années, la Saxe, garantie par le traité de Posen, a cessé d'être province prussienne.

Le duc de Saxe-Weimar, sans déclaration préalable, a embrassé la cause de nos ennemis. Son sort devait servir de règle aux petits princes qui, sans être liés par des lois fonda-

mentales, se mêlent des querelles des grandes nations; mais nous avons cédé au désir de voir notre réconciliation avec la maison de Saxe entière et sans mélange.

Le prince de Saxe-Cobourg est mort. Son fils se trouvant dans le camp de nos ennemis, nous avons fait mettre le séquestre sur sa principauté.

Nous avons aussi ordonné que le rapport de notre ministre des relations extérieures sur les dangers de la Porte-Ottomane fût mis sous vos yeux. Témoin, dès les premiers temps de notre jeunesse, de tous les maux que produit la guerre, notre bonheur, notre gloire, notre ambition, nous les avons placés dans les conquêtes et les travaux de la paix. Mais la force des circonstances dans lesquelles nous nous trouvons mérite notre principale sollicitude. Il a fallu quinze ans de victoires pour donner à la France des équivalents de ce partage de la Pologne, qu'une seule campagne, faite en 1778, aurait empêché.

Eh! qui pourrait calculer la durée des guerres, le nombre de campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer des malheurs qui résulteraient de la perte de l'empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et des délices de la grande ville l'emportaient sur les conseils d'une sage prévoyance? Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait de nos jours nos provinces attaquées par une nuée de fanatiques et de barbares; et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, notre coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité, et serait un titre d'opprobre dans l'histoire.

L'empereur de Perse, tourmenté dans l'intérieur de ses États comme le fut pendant soixante ans la Pologne, comme l'est depuis vingt ans la Turquie par la politique du cabinet de Pétersbourg, et animé des mêmes sentiments que la Porte, a pris les mêmes résolutions, et marche en personne sur le Caucase pour défendre ses frontières.

Mais déjà l'ambition de nos ennemis a été confondue : leur armée a été défaite à Pultusk et à Golymin; et leurs bataillons épouvantés fuient au loin à l'aspect de nos aigles.

« Dans de pareilles positions, la paix, pour être sûre pour nous, doit garantir l'indépendance entière de ces deux empires. Et si, par l'injustice et l'ambition démesurée de nos ennemis, la guerre doit se continuer encore, nos peuples se montreront constamment dignes, par leur énergie, par leur amour pour notre personne, des hautes destinées qui couronneront tous nos travaux; et alors seulement une paix stable et longue fera succéder pour nos peuples, à ces jours de gloire, des jours heureux et paisibles.

NAPOLÉON.

COMBAT DE BERGFRIED.

L'Empereur se porta au village de Getkendorf, et plaça en bataille le corps du maréchal Ney sur la gauche, le corps du maréchal Augereau au centre, et le corps du maréchal Soult à la droite, la garde impériale en réserve. Il ordonna au maréchal Soult de se porter sur le chemin de Gustad, et de s'emparer du pont de Bergfried, pour déboucher sur les derrières de l'ennemi avec tout son corps d'armée, manœuvre qui donnait à cette bataille un caractère décisif. Vaincu, l'ennemi était perdu sans ressource.

Le maréchal Soult envoya le général Guyot, avec sa cavalerie légère, s'emparer de Gustadt, où il prit une grande partie du bagage de l'ennemi, et fit successivement seize cents prisonniers russes. Gustadt était son centre des dépôts. Mais au même moment le maréchal Soult se portait sur le pont de Bergfried avec les divisions Leval et Legrand. L'ennemi, qui sentait que cette position importante protégeait la retraite de son flanc gauche, défendait ce pont avec douze de ses meilleurs bataillons. A trois heures après midi, la canonnade s'engagea. Le quatrième régiment de ligne et le vingt-quatrième d'infanterie légère eurent la gloire d'aborder les premiers l'ennemi. Ils soutinrent leur vieille réputation. Ces deux régiments seuls et un bataillon du vingt-huitième en réserve suffirent pour débusquer l'ennemi, passèrent au pas de charge le pont, enfoncèrent les douze bataillons russes, prirent quatre pièces de canon, et couvrirent

le champ de bataille de morts et de blessés. Le quarante-sixième et le cinquante-cinquième, qui formaient la seconde brigade, étaient derrière, impatients de se déployer; mais déjà l'ennemi en déroute abandonnait, épouvanté, toutes ses belles positions, heureux présage pour la journée du lendemain.

Dans le même temps, le maréchal Ney s'emparait d'un bois où l'ennemi avait appuyé sa droite; la division Saint-Hilaire s'emparait du village du centre, et le grand-duc de Berg, avec une division de dragons placée par escadrons au centre, passait le bois et balayait la plaine, afin d'éclaircir le devant de notre position. Dans ces petites attaques partielles, l'ennemi fut repoussé et perdit une centaine de prisonniers. La nuit surprit ainsi les deux armées en présence.

Le temps est superbe pour la saison; il y a trois pieds de neige, le thermomètre est à deux et trois degrés de froid.

A la pointe du jour du 4, le général de cavalerie légère Lasalle battit la plaine avec ses hussards. Une ligne de Cosaques et de cavalerie ennemie vint sur-le-champ se placer devant lui. La canonnade s'engagea, mais bientôt on acquit la certitude que l'ennemi avait profité de la nuit pour battre en retraite, et n'avait laissé qu'une arrière-garde de la droite, de la gauche et du centre. On marcha à elle, et elle fut menée battant pendant six lieues. La cavalerie ennemie fut culbutée plusieurs fois; mais les difficultés d'un terrain montueux et inégal s'opposèrent aux efforts de la cavalerie. Avant la fin du jour du 4, l'avant-garde française vint coucher à Deppen. L'Empereur coucha à Schlett.

Le 5, à la pointe du jour, toute l'armée française vint coucher à Deppen. L'Empereur coucha à Schlett.

Le 5, à la pointe du jour, toute l'armée française fut en mouvement à Deppen, l'Empereur reçut le rapport qu'une colonne ennemie n'avait pas encore passé l'Alle, et se trouvait ainsi débordée par notre gauche, tandis que l'armée russe rétrogradait toujours sur les routes d'Arensdorf et de Landsberg. Sa Majesté donna l'ordre au grand-duc de Berg et aux maréchaux Soult et Davoust de poursuivre l'ennemi dans cette direction. Elle fit passer l'Alle au corps du maréchal Ney, avec la division de cavalerie légère du général Lasalle et une division de dragons,

et lui donna l'ordre d'attaquer le corps ennemi qui se trouvait coupé.

COMBAT DE WATERDORF.

Le grand-duc de Berg, arrivé sur la hauteur de Waterdorf, se trouva en présence de huit à neuf mille hommes de cavalerie. Plusieurs charges successives eurent lieu, et l'ennemi fit sa retraite.

COMBAT DE DEPPEN.

Pendant ce temps, le maréchal Ney se canonnait et était aux prises avec le corps ennemi qui était coupé. L'ennemi voulut un moment essayer de forcer le passage, mais il vint trouver la mort au milieu de nos baïonnettes. Culbuté au pas de charge et mis dans une déroute complète, il abandonna canons, drapeaux et bagages. Les autres divisions de ce corps, voyant le sort de leur avant-garde, battirent en retraite. A la nuit, nous avions déjà fait plusieurs milliers de prisonniers, et pris seize pièces de canon.

Cependant, par ces mouvements, la plus grande partie des communications de l'armée russe a été coupée. Ses dépôts de Gunstadt et de Liebstadtet, une partie de ses magasins de l'Alle, avaient été enlevés par notre cavalerie légère.

Notre perte a été peu considérable dans tous ces petits combats; elle se monte à quatre-vingts ou cent morts, et à trois ou quatre cents blessés. Le général Gardanne, aide de camp de l'Empereur et gouverneur des pages, a eu une forte contusion à la poitrine. Le colonel du quatrième régiment de dragons a été grièvement blessé. Le général de brigade Latour-Maubourg a été blessé d'une balle dans le bras. L'adjudant-commandant Lauberdière, chargé du détail des hussards, a été blessé dans une charge. Le colonel du quatrième régiment de ligne a été blessé.

A Preussich Eylau, le 7 février 1807.

Cinquante-septième bulletin de la grande armée.

Le 6 au matin, l'armée se mit en marche pour suivre l'ennemi : le grand-duc de Berg avec le corps du maréchal Soult sur Landsberg, le corps du maréchal Davoust sur Heilsberg, et celui du maréchal Ney sur Worenditt, pour empêcher le corps coupé à Deppen de s'élever.

COMBAT DE HOFF.

Arrivé à Glodau, le grand-duc de Berg rencontra l'arrière-garde ennemie, et la fit charger entre Glodau et Hoff. L'ennemi déploya plusieurs lignes de cavalerie qui paraissaient soutenir cette arrière-garde, composée de douze bataillons, ayant le front sur les hauteurs de Landsberg. Le grand-duc de Berg fit ses dispositions. Après différentes attaques sur la droite et sur la gauche de l'ennemi, appuyées à un mamelon et à un bois, les dragons et les cuirassiers de la division du général d'Hautpoult firent une brillante charge, culbutèrent et mirent en pièces deux régiments d'infanterie russe. Les colonels, les drapeaux, les canons et la plupart des officiers et soldats furent pris. L'armée ennemie se mit en mouvement pour soutenir son arrière-garde. Le maréchal Augereau prit position sur la gauche, et le village de Hoff fut occupé. L'ennemi sentit l'importance de cette position, et fit marcher dix bataillons pour la reprendre. Le grand-duc de Berg fit exécuter une seconde charge par les cuirassiers, qui les prirent en flanc et les écharpèrent. Ces manœuvres sont de beaux faits d'armes, et font le plus grand honneur à ces intrépides cuirassiers. Cette journée mérite une relation particulière ; une partie des deux armées passa la nuit du 6 au 7 en présence. L'ennemi fila pendant la nuit.

A la pointe du jour, l'avant-garde française se mit en marche, rencontra l'arrière-garde ennemie entre le bois et la petite ville d'Eylau. Plusieurs régiments de chasseurs à pied ennemis qui

la défendaient furent chargés et en partie pris. On ne tarda pas à arriver à Eylau, et à reconnaître que l'ennemi était en position derrière cette ville.

Preussich-Eylau, le 9 février 1807.

Cinquante-huitième bulletin de la grande armée.

COMBAT D'EYLAU.

A un quart de lieue de la petite ville de Preussich-Eylau, est un plateau qui défend le débouché de la plaine. Le maréchal Soult ordonna au quarante-sixième et au dix-huitième régiments de ligne de l'enlever. Trois régiments qui le défendaient furent culbutés; mais au même moment une colonne de cavalerie russe chargea l'extrémité de la gauche du dix-huitième, et mit en désordre un de ses bataillons. Les dragons de la division Klein s'en aperçurent à temps; les troupes s'engagèrent dans la ville d'Eylau. L'ennemi avait placé dans une église et un cimetière plusieurs régiments. Il fit là une opiniâtre résistance, et, après un combat meurtrier de part et d'autre, la position fut enlevée à dix heures du soir. La division Legrand prit ses bivouacs au-devant de la ville, et la division Saint-Hilaire à la droite. Le corps du maréchal Augereau se plaça sur la gauche; le corps du maréchal Davoust avait, dès la veille, marché pour déborder Eylau, et tomber sur le flanc gauche de l'ennemi, s'il ne changeait pas de position. Le maréchal Ney était en marche pour le déborder sur son flanc droit. C'est dans cette position que la nuit se passa.

BATAILLE D'EYLAU.

A la pointe du jour, l'ennemi commença l'attaque par une vive canonnade sur la ville d'Eylau et sur la division Saint-Hilaire.

L'Empereur se porta à la position de l'église que l'ennemi

avait tant défendue la veille. Il fit avancer le corps du maréchal Augereau, et fit canonner le monticule par quarante pièces d'artillerie de sa garde. Une épouvantable canonnade s'engagea de part et d'autre.

L'armée russe, rangée en colonnes, était à demi-portée de canon; tout coup frappait. Il parut un moment, aux mouvements de l'ennemi, qu'impatienté de tant souffrir, il voulait déborder notre gauche. Au même moment, les tirailleurs du maréchal Davoust se firent entendre, et arrivèrent sur les derrières de l'armée ennemie; le corps du maréchal Augereau déboucha en même temps en colonnes, pour se porter sur le centre de l'ennemi, et, partageant ainsi son attention, l'empêcher de se porter tout entier contre le corps du maréchal Davoust. La division Saint-Hilaire déboucha sur la droite, l'une et l'autre devant manœuvrer pour se réunir au maréchal Davoust. A peine le corps du maréchal Augereau et la division Saint-Hilaire eurent-ils débouché, qu'une neige épaisse, et telle qu'on ne distinguait pas à deux pas, couvrit les deux armées.

Dans cette obscurité, le point de direction fut perdu, et les colonnes, appuyant trop à gauche, flottèrent incertaines. Cette désolante obscurité dura une demi-heure. Le temps s'étant éclairci, le grand-duc de Berg, à la tête de sa cavalerie, et soutenu par le maréchal Bessières à la tête de la garde, tourna la division Saint-Hilaire, et tomba sur l'armée ennemie: manœuvre audacieuse, s'il en fut jamais, qui couvrit de gloire la cavalerie, et qui était devenue nécessaire dans la circonstance où se trouvaient nos colonnes. La cavalerie ennemie, qui voulut s'opposer à cette manœuvre, fut culbutée; le massacre fut horrible. Deux lignes d'infanterie russe furent rompues; la troisième ne résista qu'en s'adossant à un bois. Des escadrons de la garde traversèrent deux fois toute l'armée ennemie.

Cette charge brillante et inouïe, qui avait culbuté plus de vingt mille hommes d'infanterie, et les avait obligés à abandonner leurs pièces, aurait décidé sur-le-champ la victoire sans le bois et quelques difficultés de terrain. Le général de division d'Hautpoult fut blessé d'un biscaïen. Le général Dalhmann, commandant les chasseurs de la garde, et un bon nombre de

ses intrépides soldats, moururent avec gloire. Mais les cent dragons, cuirassiers ou soldats de la garde que l'on trouva sur le champ de bataille, on les y trouva environnés de plus de mille cadavres ennemis. Cette partie du champ de bataille fait horreur à voir. Pendant ce temps, le corps du maréchal Davoust débouchait derrière l'ennemi. La neige, qui, plusieurs fois dans la journée, obscurcit le temps, retarda aussi sa marche et l'ensemble de ses colonnes.

Le mal de l'ennemi est immense, celui que nous avons éprouvé est considérable. Trois cents bouches à feu ont vomi la mort de part et d'autre pendant douze heures. La victoire, longtemps incertaine, fut décidée et gagnée lorsque le maréchal Davoust déboucha sur le plateau et déborda l'ennemi, qui, après avoir fait de vains efforts pour le reprendre, battit en retraite. Au même moment, le corps du maréchal Ney débouchait par Altorff sur la gauche, et poussait devant lui le reste de la colonne prussienne échappée au combat de Deppen. Il vint se placer le soir au village de Schnaditten, et par là l'ennemi se trouva tellement serré entre les corps des maréchaux Ney et Davoust, que, craignant de voir son arrière-garde compromise, il résolut, à huit heures du soir, de reprendre le village de Schnaditten. Plusieurs bataillons de grenadiers russes, les seuls qui n'eussent pas donné, se présentèrent à ce village; mais le sixième régiment d'infanterie légère les laissa approcher à bout portant, et les mit dans une entière déroute. Le lendemain l'ennemi a été poursuivi jusqu'à la rivière de Frischling. Il se retire au delà de la Pregel. Il a abandonné sur le champ de bataille seize pièces de canon et ses blessés. Toutes les maisons des villages qu'il a parcourus la nuit en sont remplies.

Le maréchal Augereau a été blessé d'une balle. Les généraux Desjardins, Heudelet, Lochet, ont été blessés. Le général Corbineau a été enlevé par un boulet. Le colonel Lacuée, du soixante-troisième, et le colonel Lemarois, du quarante-troisième, ont été tués par des boulets. Le colonel Bouvières, du onzième régiment de dragons, n'a pas survécu à ses blessures. Tous sont morts avec gloire. Notre perte se monte exactement

à dix-neuf cents morts et à cinq mille sept cents blessés, parmi lesquels un millier, qui le sont grièvement, seront hors de service. Tous les morts ont été enterrés dans la journée du 10. On a compté sur le champ de bataille sept mille Russes.

Ainsi l'expédition offensive de l'ennemi, qui avait pour but de se porter sur Thorn en débordant la gauche de la grande armée, lui a été funeste. Douze à quinze mille prisonniers, autant d'hommes hors de combat, dix-huit drapeaux, quarante-cinq pièces de canon, sont les trophées trop chèrement payés sans doute par le sang de tant de braves.

De petites contrariétés de temps, qui auraient paru légères dans toute autre circonstance, ont beaucoup contrarié les combinaisons du général français. Notre cavalerie et notre artillerie ont fait des merveilles. La garde à cheval s'est surpassée; c'est beaucoup dire. La garde à pied a été toute la journée l'arme au bras, sous le feu d'une épouvantable mitraille, sans tirer un coup de fusil ni faire aucun mouvement. Les circonstances n'ont point été telles qu'elle ait dû donner. La blessure du maréchal Augereau a été aussi un accident défavorable, en laissant, pendant le plus fort de la mêlée, son corps d'armée sans chef capable de le diriger.

Ce récit est l'idée générale de la bataille. Il s'est passé des faits qui honorent le soldat français: l'état-major s'occupe de les recueillir.

La consommation en munitions à canon a été considérable; elle a été beaucoup moindre en munitions d'infanterie.

L'aigle d'un des bataillons du dix-huitième régiment ne s'est pas retrouvée; elle est probablement tombée entre les mains de l'ennemi. On ne peut en faire un reproche à ce régiment; c'est, dans la position où il se trouvait, un accident de guerre. Toutefois l'Empereur lui en rendra une autre lorsqu'il aura pris un drapeau à l'ennemi.

Cette expédition est terminée; l'ennemi, battu, est rejeté à cent lieues de la Vistule. L'armée va reprendre ses cantonnements, et entrer dans ses quartiers d'hiver.

Landsberg, le 18 février 1807.

Soixante-unième bulletin de la grande armée.

La bataille d'Eylau avait d'abord été présentée par plusieurs officiers ennemis comme une victoire. On fut dans cette croyance à Kœnigsberg toute la matinée du 9. Bientôt le quartier général et toute l'armée russe arrivèrent. L'alarme alors devint grande. Peu de temps après on entendit des coups de canon, et l'on vit les Français maîtres d'une petite hauteur qui dominait tout le camp russe.

Le général russe a déclaré qu'il voulait défendre la ville; ce qui a augmenté la consternation des habitants, qui disaient: Nous allons éprouver le sort de Lubeck. Il est heureux pour cette ville qu'il ne soit pas entré dans les calculs du général français de forcer l'armée russe dans cette position.

Le nombre des morts dans l'armée russe, en généraux et en officiers, est extrêmement considérable.

Par la bataille d'Eylau, plus de cinq mille blessés russes restés sur le champ de bataille ou dans les ambulances environnantes, sont tombés au pouvoir du vainqueur. Partie sont morts; partie, légèrement blessés, ont augmenté le nombre des prisonniers. Quinze cents prisonniers viennent d'être rendus à l'armée russe. Indépendamment des cinq mille blessés qui sont restés au pouvoir de l'armée française, on calcule que les Russes en ont eu quinze mille.

L'armée vient de prendre ses cantonnements. Les pays d'Elbing, de Liebstad, d'Osterode, sont les plus belles parties de ces contrées. Ce sont eux que l'Empereur a choisis pour établir sa gauche.

Le maréchal Mortier est entré dans la Poméranie suédoise. Stralsund a été bloqué. Il est à regretter que l'ennemi ait mis le feu sans raison au beau faubourg de Kniper. Cet incendie offrait un spectacle horrible. Plus de deux mille individus se trouvent sans maisons et sans asile.

Liebstadt, le 21 février 1807.

Soixante-deuxième bulletin de la grande armée.

La droite de la grande armée a été victorieuse, comme le centre et la gauche. Le général Essen, à la tête de vingt-cinq mille hommes, s'est porté sur Ostrolenka, le 13, par les deux rives de la Narew. Arrivé au village de Flacies Lawowa, il rencontra l'avant-garde du général Savary, commandant le cinquième corps.

Le 16, à la pointe du jour, le général Gazan se porta avec une partie de sa division à l'avant-garde. A neuf heures du matin, il rencontra l'ennemi sur la route de Nowogrod, l'attaqua, le culbuta et le mit en déroute. Mais, au même moment, l'ennemi attaquait Ostrolenka par la rive gauche. Le général Campana, avec une brigade de la division Gazan, et le général Ruffin, avec une brigade de la division du général Oudinot, défendaient cette petite ville.

Le général Savary y envoya le général de division Reille, chef de l'état-major du corps d'armée. L'infanterie russe, sur plusieurs colonnes, voulut emporter la ville. On la laissa avancer jusqu'à la moitié des rues ; on marcha à elle au pas de charge ; elle fut culbutée trois fois, et laissa les rues couvertes de morts. La perte de l'ennemi fut si grande, qu'il abandonna la ville et prit position derrière les monticules de sable qui la recouvrent.

Les divisions des généraux Suchet et Oudinot avancèrent : à midi, leurs têtes de colonne arrivèrent à Ostrolenka. Le général Savary rangea sa petite armée de la manière suivante :

Le général Oudinot, sur deux lignes, commandait la gauche ; le général Suchet le centre ; et le général Reille, commandant une brigade de la division Gazan, formait la droite. Il se couvrit de toute son artillerie, et marcha à l'ennemi. L'intrépide général Oudinot se mit à la tête de la cavalerie, fit une charge qui eut du succès, et tailla en pièces les cosaques de l'arrière-garde ennemie. Le feu fut très-vif, l'ennemi ploya de tous côtés, et fut mené battant pendant trois lieues.

Le lendemain, l'ennemi a été poursuivi plusieurs lieues, mais sans qu'on pût reconnaître que sa cavalerie avait battu en retraite tout la nuit. Le général Suwarow et plusieurs autres officiers ennemis ont été tués. L'ennemi a abandonné un grand nombre de blessés. On en avait ramassé douze cents; on en ramassait à chaque instant. Sept pièces de canon et deux drapeaux sont les trophées de la victoire. L'ennemi a laissé treize cent cadavres sur le champ de bataille. De notre côté, nous avons perdu soixante hommes tués et quatre à cinq cents blessés; mais une perte vivement sentie est celle du général de brigade Campana, qui était un officier d'un grand mérite et de grande espérance. Il était né dans le département de Marengo. L'empereur a été très-peiné de sa perte. Le cent-troisième régiment s'est particulièrement distingué dans cette affaire. Parmi les blessés sont le colonel Duhamel, du vingt-unième régiment d'infanterie légère, et le colonel d'artillerie Nourrit.

L'empereur a ordonné au cinquième corps de s'arrêter et de prendre ses quartiers d'hiver. Le dégel est affreux. La saison ne permet pas de rien faire de grand : c'est celle du repos. L'ennemi a le premier levé ses quartiers; il s'en repent.

Osterode, le 28 février 1807.

Soixante-troisième bulletin de la grande armée.

Le capitaine des grenadiers à cheval de la garde impériale, Auzouï, blessé à mort à la bataille d'Eylau, était couché sur le champ de bataille. Ses camarades viennent pour l'enlever et le porter à l'ambulance. Il ne recouvre ses esprits que pour leur dire : « Laissez-moi, mes amis. Je meurs content, puisque nous avons la victoire, et que je puis mourir sur le lit d'honneur, environné de canons pris à l'ennemi et des débris de leur défaite. Dites à l'Empereur que je n'ai qu'un regret : c'est que, dans quelques moments, je ne pourrai plus rien pour son service et pour la gloire de notre belle France. A elle mon dernier soupir. » L'effort qu'il fit pour prononcer ces paroles épuisa le peu de forces qui lui restaient.

Tous les rapports que l'on reçoit s'accordent à dire que l'ennemi a perdu à la bataille d'Eylau vingt généraux et neuf cents officiers tués et blessés, et plus de trente mille hommes hors de combat.

Au combat d'Ostrolenka, du 16, deux généraux russes ont été tués et trois blessés.

Sa Majesté a envoyé à Paris les seize drapeaux pris à la bataille d'Eylau. Tous les canons sont déjà dirigés sur Thorn. Sa Majesté a ordonné que ces canons seraient fondus, et qu'il en serait fait une statue en bronze du général d'Hautpoult, commandant de la deuxième division de cuirassiers, dans son costume de cuirassier.

L'armée est concentrée dans ses cantonnements, derrière la Passarge, appuyant sa gauche à Marienwerder, à l'île du Nogat et à Elbing, pays qui fournissent des ressources.

Instruit qu'une division russe s'était portée sur Braunsberg, à la tête de nos cantonnements, l'Empereur a ordonné qu'elle fût attaquée. Le prince de Ponte-Corvo chargea de cette expédition le général Dupont, officier d'un grand mérite.

Le 26, à deux heures après-midi, le général Dupont se présenta devant Braunsberg, attaqua la division ennemie, forte de dix mille hommes, la culbuta à la baïonnette, la chassa de la ville et lui fit repasser la Passarge, lui prit seize pièces de canon, deux drapeaux, et lui fit deux mille prisonniers. Nous avons eu très-peu d'hommes tués.

Du côté de Custadt, le général Léger-Belair se porta au village de Peterswalde, à la pointe du jour du 25, sur l'avis qu'une colonne russe était arrivée dans la nuit à ce village, la culbuta, prit le général baron de Korff qui la commandait, son état-major, plusieurs lieutenants-colonels et officiers, et quatre cents hommes. Cette brigade était composée de dix bataillons, qui avaient tellement souffert qu'ils ne formaient que seize cents hommes présents sous les armes.

L'Empereur a témoigné sa satisfaction au général Savary pour le combat d'Ostrolenka, lui a accordé la grande décoration de la Légion d'honneur, et l'a rappelé près de sa personne. Sa Majesté a donné le commandement du cinquième corps

au maréchal Masséna, le maréchal Lannes continuant à être malade.

A la bataille d'Eylau, le maréchal Augereau, couvert de rhumatismes, était malade et avait à peine connaissance; mais le canon réveille les braves : il revole au galop à la tête de son corps, après s'être fait attacher sur son cheval. Il a été constamment exposé au plus grand feu, et a même été légèrement blessé. L'Empereur vient de l'autoriser à rentrer en France pour y soigner sa santé.

Osterode, le 2 mars 1807.

Soixante-quatrième bulletin de la grande armée.

Après la bataille d'Eylau, l'Empereur a passé tous les jours plusieurs heures sur le champ de bataille : spectacle horrible, mais que le devoir rendait nécessaire. Il a fallu beaucoup de travail pour enterrer tous les morts. On a trouvé un grand nombre de cadavres d'officiers russes avec leurs décorations. Il paraît que parmi eux il y avait un prince Repnin. Quarante-huit heures encore après la bataille, il y avait plus de cinq cents Russes blessés qu'on n'avait pas encore pu emporter. On leur faisait porter de l'eau-de-vie et du pain, et successivement on les a transportés à l'ambulance.

Qu'on se figure sur un espace d'une lieue carrée, neuf ou dix mille cadavres, quatre ou cinq mille chevaux tués, des lignes de sacs russes, des débris de fusils et de sabres, la terre couverte de boulets, d'obus, de munitions, vingt-quatre pièces de canon auprès desquelles on voyait les cadavres des conducteurs tués au moment où ils faisaient des efforts pour les enlever : tout cela avait plus de relief sur un fond de neige. Ce spectacle est fait pour inspirer aux princes l'amour de la paix et l'horreur de la guerre.

Les cinq mille blessés que nous avons eus ont été tous évacués sur Thorn et sur nos hôpitaux de la rive gauche de la Vistule, sur des traîneaux. Les chirurgiens ont observé avec étonnement que la fatigue de cette évacuation n'a point nui aux blessés.

De notre camp impérial d'Osterode, le 20 mars 1807.

Message de S. M. au Sénat.

SÉNATEURS,

Nous avons ordonné qu'un projet de sénatus-consulte, ayant pour objet d'appeler dès ce moment la conscription de 1808, vous soit présenté.

Le rapport que nous a fait notre ministre de la guerre vous donnera à connaître les avantages de toute espèce qui résulteront de cette mesure.

Tout s'arme autour de nous. L'Angleterre vient d'ordonner une levée extraordinaire de deux cent mille hommes; d'autres puissances ont recours également à des recrutements considérables. Quelque formidables, quelque nombreuses que soient nos armées, les dispositions contenues dans ce projet de sénatus-consulte nous paraissent, sinon nécessaires, du moins utiles et convenables. Il faut qu'à la vue de cette triple barrière de camps qui environnera notre territoire, comme à l'aspect du triple rang de places fortes qui garantissent nos plus importantes frontières, nos ennemis ne conçoivent l'espérance d'aucun succès, se découragent, et soient ramenés enfin, par l'impuissance de nous nuire, à la justice, à la raison.

L'empressement avec lequel nos peuples ont exécuté les sénatus-consultes du 24 septembre 1805 et du 4 décembre 1806, a vivement excité en nous le sentiment de la reconnaissance. Tout Français se montrera également digne d'un si beau nom.

Nous avons appelé à commander et à diriger cette intéressante jeunesse, des sénateurs qui se sont distingués dans la carrière des armes, et nous désirons que vous reconnaissiez dans cette détermination la confiance sans bornes que nous mettons en vous. Ces sénateurs enseigneront aux jeunes conscrits que la discipline et la patience à supporter les fatigues et les travaux de la guerre sont les premiers garants de la victoire. Ils leur apprendront à tout sacrifier pour la gloire du

trône et le bonheur de la patrie, eux, membres d'un corps qui en est le plus ferme appui.

Nous avons été victorieux de tous nos ennemis. En six mois nous avons passé le Mein, la Saale, l'Elbe, l'Oder, la Vistule; nous avons conquis les places les plus formidables de l'Europe, Magdebourg, Hameln, Spandau, Stettin, Custrin, Glogau, Breslau, Schweidnitz, Brieg; nos soldats ont triomphé dans un grand nombre de combats et dans plusieurs grandes batailles rangées; ils ont pris plus de huit cents pièces de canon sur le champ de bataille; ils ont dirigé vers la France quatre mille pièces de siége, quatre cents drapeaux prussiens ou russes, et plus de deux cent mille prisonniers de guerre. Les sables de la Prusse, les solitudes de la Pologne, les pluies de l'automne, les frimas de l'hiver, rien n'a ralenti leur ardent désir de parvenir à la paix par la victoire, et de se voir ramener sur le territoire de la patrie par des triomphes. Cependant nos armées d'Italie, de Dalmatie, de Naples, nos camps de Boulogne, de Bretagne, de Normandie, du Rhin, sont restés intacts.

Si nous demandons aujourd'hui à nos peuples de nouveaux sacrifices pour ranger autour de nous de nouveaux moyens de puissance, nous n'hésitons pas à le dire, ce n'est point pour en abuser en prolongeant la guerre. Notre politique est fixe : nous avons offert la paix à l'Angleterre, avant qu'elle eût fait éclater la quatrième coalition; cette même paix, nous la lui offrons encore. Le principal ministre qu'elle a employé dans ses négociations a déclaré authentiquement dans ses assemblées publiques que cette paix pouvait être pour elle honorable et avantageuse; il a ainsi mis en évidence la justice de notre cause. Nous sommes prêts à conclure avec la Russie aux mêmes conditions que son négociateur avait signées, que les intrigues et l'influence de l'Angleterre l'ont contrainte à repousser. Nous sommes prêts à rendre à ces huit millions d'habitants conquis par nos armes la tranquillité, et au roi de Prusse sa capitale. Mais, si tant de preuves de modération si souvent renouvelées ne peuvent rien contre les illusions que la passion suggère à l'Angleterre; si cette puissance ne peut trouver la paix que

dans notre abaissement, il ne nous reste plus qu'à gémir sur les malheurs de la guerre, et à rejeter l'opprobre et le blâme sur cette nation qui alimente son monopole avec le sang du continent. Tous trouverons dans notre énergie, dans le courage, le dévouement et la puissance de nos peuples, des moyens assurés pour rendre vaines les coalitions qu'ont cimentées l'injustice et la haine, et pour les faire tourner à la confusion de leurs auteurs. Français! nous bravons tous les périls pour la gloire et pour le repos de nos enfants.

NAPOLÉON.

Le roi Gustave III, ce souverain de chevaleresque mémoire, qui voulait déclarer seul la guerre à la France et à la révolution dans le cas où les puissances continentales déposeraient les armes, ne se trouvant pas suffisamment secondé par elles, avait pris le parti de les abandonner et de les laisser seules en présence de la révolution. Il avait, au début de la campagne, envoyé un corps de troupes pour faire diversion, et protéger le mouvement des Russes, en attirant les Français d'un autre côté. Ce corps, écrasé par le maréchal Mortier, après avoir soutenu dignement d'ailleurs, et par quelques combats heureux en commençant, l'honneur des armes suédoises, fut bientôt hors d'état de nuire à la division française qui lui était opposée, ou même de l'occuper. Le général suédois sollicita un armistice qui fut accordé et ratifié aussitôt par l'Empereur et le roi de Suède. L'Empereur regardait la Suède comme une alliée naturelle de la France. Aussi ne fit-il aucune difficulté pour les conditions.

Finckenstein, le 25 avril 1807

Soixante-douzième bulletin de la grande armée.

Le baron d'Essen, qui se trouve commander l'armée suédoise en l'absence du général d'Armfeld, a proposé une trève au général Mortier, en lui faisant connaître qu'il avait l'autorisation spéciale du roi pour sa conclusion. La paix et même une trève accordée à la Suède remplirait les plus chers désirs de l'Empereur, qui a toujours éprouvé une véritable douleur de faire la guerre à une nation généreuse, brave, géographiquement et historiquement amie de la France. Et dans le fait, le sang sué-

dois doit-il être versé pour la défense de l'empire ottoman ou pour sa ruine ! Doit-il être versé pour maintenir l'équilibre des mers ou pour leur asservissement ? Qu'a à craindre la Suède de la France ? Rien. Qu'a-t-elle à craindre de la Russie ? Tout. Ces raisons sont trop solides pour que, dans un cabinet aussi éclairé, et chez une nation qui a des lumières et de l'opinion, la guerre actuelle n'ait promptement un terme. Immédiatement après la bataille d'Iéna, l'Empereur fit connaître le désir qu'il avait de rétablir les anciennes relations de la Suède avec la France. Ces premières ouvertures furent faites au ministre de Suède à Hambourg; mais elles furent repoussées. L'instruction de l'Empereur à ses généraux à toujours été de traiter les Suédois comme des amis avec lesquels la nature des choses ne tardera pas à nous remettre en paix. Ce sont-là les plus chers intérêts des deux peuples. « S'ils nous faisaient du mal, ils le pleureraient un jour ; et nous, nous voudrions réparer le mal que nous leur aurions fait. L'intérêt de l'État l'emporte tôt ou tard sur les brouilleries et sur les petites passions. » Ce sont les propres termes des ordres de l'Empereur. C'est dans ce sentiment que l'Empereur a contremandé les opérations du siége de Stralsund; en a fait revenir les mortiers et les pièces qu'on y avait envoyés de Stettin. Il écrivait dans ces termes au général Mortier : « Je regrette déjà ce qui s'est fait. Je suis fâché que le beau faubourg de Stralsund ait été brûlé. Est-ce à nous à faire du mal à la Suède ? Ceci n'est qu'un rêve : c'est à nous à la défendre, et non à lui faire du mal. Faites-lui-en le moins que vous pourrez ; proposez au gouverneur de Stralsund un armistice, une suspension d'armes, afin d'alléger et de rendre moins funeste une guerre que je regarde comme criminelle parce qu'elle est impolitique.

Une suspension d'armes a été signée le 18 entre le maréchal, Mortier et le baron d'Essen.

De notre camp impérial de Finckenstein, le 3 mai 1807.

Lettre de S. M. à son ministre des cultes, sur la mort de Meyneau-Pancemont, évêque de Vannes.

Monsieur Portalis, nous avons appris avec une profonde douleur la mort de notre bien-aimé évêque de Vannes, Mayneau-Pancemont. A la lecture de votre lettre, les vertus qui distinguent ce digne prélat, les services qu'il a rendus à notre sainte religion, à notre couronne, à nos peuples, la situation des églises et des consciences dans le Morbihan au moment où il arriva à l'épiscopat; tout ce que nous devons à son zèle, à ses lumières, à cette charité évangélique qui dirigeait toutes ses actions; tous ces souvenirs se sont présentés à la fois à notre esprit. Nous voulons que vous fassiez placer sa statue en marbre dans la cathédrale de Vannes : elle excitera ses successeurs à suivre l'exemple qu'il leur a tracé; elle fera connaître tout le cas que nous faisons des vertus évangéliques d'un véritable évêque, et couvrira de confusion ces faux pasteurs qui ont vendu leur foi aux ennemis éternels de la France et de la religion catholique, apostolique et romaine, dont toutes les paroles appellent l'anarchie, la guerre, le désordre et la rébellion. Enfin elle sera pour nos peuples du Morbihan une nouvelle preuve de l'intérêt que nous prenons à leur bonheur. De toutes les parties de notre empire, c'est une de celles qui sont le plus souvent présentes à notre pensée, parce que c'est une de celles qui ont le plus souffert des malheurs des temps passés. Nous regrettons de n'avoir pu encore la visiter; mais un de nos premiers voyages que nous ferons à notre retour dans nos États, ce sera de voir par nos propres yeux cette partie si intéressante de nos peuples. Cette lettre n'étant pas à autre fin, nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

NAPOLÉON

Pendant les premières opérations de la campagne, le maréchal Lefebvre assiégeait Dantzick : ce siége fut très-long et très-difficile. L'Empereur attachait la plus haute importance à la possession de cette place,

dernier boulevard de la monarchie prussienne. La reddition de Dantzick fut considérée, en Europe, comme l'un des plus grands événements de cette guerre.

Finckenstein, le 28 mai 1807.

Soixante-dix-septième bulletin de la grande armée.

Dantzick a capitulé. Cette belle place est en notre pouvoir. Huit cents pièces d'artillerie, des magasins de toute espèce, plus de cinq cent mille quintaux de grains, des caves considérables de grands approvisionnements de draps et d'épiceries, des ressources de toute espèce pour l'armée, et enfin une place forte du premier ordre appuyant notre gauche, comme Thorn appuie notre centre et Prag notre droite; tels sont les avantages obtenus pendant l'hiver et qui ont signalé les loisirs de la grande armée : c'est le premier, le plus beau fruit de la victoire d'Eylau. La rigueur de la saison, la neige qui a couvert nos tranchées, la gelée qui y a ajouté de nouvelles difficultés, n'ont pas été des obstacles pour nos travaux : le maréchal Lefebvre a tout bravé. Il a animé d'un même esprit les Saxons, les Polonais, les Badois, et les a fait marcher à son but. Les difficultés que l'artillerie a eu à vaincre étaient considérables. Cent bouches à feu, cinq à six cent milliers de poudre, une immense quantité de boulets ont été tirés de Stettin et des places de la Silésie. Il a fallu vaincre bien des difficultés de transport; mais la Vistule a offert un moyen facile et prompt. Les marins de la garde ont fait passer les bateaux sous le fort de Graudentz avec leur habileté et leur résolution ordinaires. Le général Chasseloup, le général Kirgener, le colonel Lacoste, et en général tous les officiers du génie, ont servi de la manière la plus distinguée. Les sapeurs ont montré une rare intrépidité. Tout le corps d'artillerie, commandé par le général Lariboissière, a soutenu sa réputation. Le deuxième régiment d'infanterie légère, le douzième et les troupes de Paris, le général Schramm et le général Puthod se sont fait remarquer.

Un journal détaillé de ce siége sera rédigé avec soin. Il consacrera un grand nombre de faits de bravoure dignes d'être

offerts comme exemples, et faits pour exciter l'enthousiasme et l'admiration.

. . . . . .

Le 21, le maréchal Lefebvre ayant tout préparé pour l'assaut, on y montait lorsque le colonel Lacoste, qui avait été envoyé le matin dans la place pour affaires de service, fit connaître que le général Kalkreuth demandait à capituler aux mêmes conditions qu'il avait autrefois accordées à la garnison de Mayence. On y consentit.

Le Hakelsberg aurait été enlevé d'assaut sans une grande perte, mais le corps de place était encore entier; un large fossé rempli d'eau courante offrait assez de difficultés pour que les assiégés prolongeassent leur défense pendant une quinzaine de jours. Dans cette situation, il a paru convenable de leur accorder une capitulation honorable.

Le 27, la garnison a défilé, le général Kalkreuth à sa tête.

Cette forte garnison, qui d'abord était de seize mille hommes, est réduite à neuf mille, et, sur ce nombre, quatre mille ont déserté. Il y a même des officiers parmi les déserteurs. « Nous ne voulons pas, disent-ils, aller en Sibérie. » Plusieurs milliers de chevaux nous ont été remis; mais ils sont en fort mauvais état.

On dresse en ce moment les inventaires des magasins. Le général Rapp est nommé gouverneur de Dantzick.

Le lieutenant général russe Kaminski, après avoir été battu le 15, s'était acculé sous les fortifications de Weischelmunde: il y est demeuré sans rien oser entreprendre, et il a été spectateur de la reddition de la place. Lorsqu'il a vu que l'on établissait des batteries à boulets rouges pour brûler ses vaisseaux, il est monté à bord et s'est retiré. Il est retourné à Pilau.

Le fort de Weischelmunde tenait encore. Le maréchal Lefebvre l'a fait sommer le 29, et, pendant que l'on réglait la capitulation, la garnison est sortie du fort et s'est rendue. Le commandant, abandonné, s'est sauvé par mer, ainsi nous sommes maîtres de la ville et du port de Dantzick. Ces événements sont d'un heureux présage pour la campagne. L'empereur de Russie et le roi de Prusse étaient à Heiligenbeel. Ils ont pu conjectu-

rer de la reddition de la place, par la cessation du feu. Le canon s'entendait jusque-là.

L'Empereur, pour témoigner sa satisfaction à l'armée assiégeante, a accordé une gratification à chaque soldat.

Par un décret du 30 mars 1806, l'Empereur avait créé l'institution des majorats. Il avait établi de grandes dignités héréditaires auxquelles seraient attachées des dotations : ces dignités, ces dotations devaient être la récompense de services éminents rendus à l'État dans les carrières civile et militaire. Ce décret toutefois n'avait posé que des principes : il n'avait pas encore reçu d'exécution. L'Empereur choisit, pour en faire la première application, le moment où le maréchal Lefebvre venait de s'illustrer par l'une des opérations les plus éclatantes et les plus difficiles de la campagne. Le maréchal fut créé duc de Dantzick. Telle avait été la pensée de l'Empereur. Il voulait que les titres rappelassent la gloire personnelle de celui qui les avait obtenus. C'est ainsi que les maréchaux Ney, Mortier, Soult, Masséna, etc., furent un peu plus tard nommés princes de la Moskwa, duc de Trévise, duc de Dalmatie, duc de Rivoli, etc. Les dotations étaient en rapport avec la grandeur de la position. Outre les duchés érigés en leur faveur, les terres concédées sur le territoire des provinces conquises, en Allemagne, en Italie, en Pologne, avec faculté de les vendre, les maréchaux Lannes, Davoust, Masséna, reçurent, le premier 328 mille francs de revenu, et un million en argent; le second 410 mille francs de revenu, et 300 mille francs en argent; le maréchal Masséna 183 mille francs de revenu et 200 mille francs en argent; le major général Berthier 405 mille francs de revenu et 500 mille francs en argent; le maréchal Ney 229 mille francs de revenu et 300 mille francs en argent; le maréchal Mortier 198 mille francs de revenu et 200 mille francs en argent; le maréchal Augereau 172 mille francs de revenu de 200 mille francs en argent; le maréchal Soult 305 mille francs de revenu et 300 mille francs en argent; le maréchal Bernadotte 291 mille francs de revenu et 200 mille francs en argent. Les généraux Sébastiani, Victor, Rapp, Junot, Bertrand, Lemarrois, Caulaincourt, Savary, Mouton, Moncey, Friant, Saint-Hilaire, Oudinot, Lauriston, Gudin, Marchand, Marmont, Dupont, Legrand, Suchet, Lariboissière, Loison, Reille, Nansouty, Songis, Chasseloup, reçurent 150, 100, 80, 50 mille francs de revenu, et presque tous 100 mille francs en argent. L'archichancelier Cambacérès eut 200 mille livres de rente : l'architrésorier Lebrun 200 mille; MM. Mol-

lien, Fouché, Decrès, Gaudin, Daru, 40 ou 50 mille. Ce qu'il y a de remarquable, dit l'histoire de M. Thiers, à laquelle nous empruntons textuellement ces détails[1], c'est que ces dotations ne furent qu'un premier don, une sorte de récompense provisoire qui fut fort augmentée depuis. Le maréchal Lefebvre, comme on le voit par le décret suivant, ouvrit la liste, et cette liste ne pouvait être ouverte plus noblement.

De notre camp impérial de Finckenstein, le 28 mai 1807.

Message de S. M. l'empereur et roi au sénat.

Sénateurs, par nos décrets du 30 mars de l'année 1806, nous avons institué des duchés pour récompenser les grands services civils et militaires qui nous ont été ou qui nous seront rendus, et pour donner de nouveaux appuis à notre trône, et environner notre couronne d'un nouvel éclat.

C'est à nous à songer à assurer l'état et la fortune des familles qui se dévouent entièrement à notre service, et qui sacrifient constamment leurs intérêts aux nôtres. Les honneurs permanents, la fortune légitime, honorable et glorieuse que nous voulons donner à ceux qui nous rendent des services éminents, soit dans la carrière civile, soit dans la carrière militaire, contrasteront avec la fortune illégitime, cachée, honteuse de ceux qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ne chercheraient que leur intérêt, au lieu d'avoir en vue celui de nos peuples et le bien de notre service. Sans doute, la conscience d'avoir fait son devoir, et les biens attachés à notre estime, suffisent pour retenir un bon Français dans la ligne de l'honneur; mais l'ordre de notre société est ainsi constitué, qu'à des distinctions apparentes, à une grande fortune, sont attachés une considération et un éclat dont nous voulons que soient environnés ceux de nos sujets grands par leurs talents, par leurs services, et par leur caractère, ce premier don de l'homme.

Celui qui nous a le plus secondé dans cette première époque de notre règne, et qui, après avoir rendu des services dans toutes les circonstances de sa carrière militaire, vient d'atta-

[1] T. VIII, p. 130-140.

cher son nom à un siége mémorable où il a déployé des talents et un brillant courage, nous a paru mériter une éclatante distinction. Nous avons voulu aussi consacrer une époque si honorable pour nos armes, et par les lettres patentes dont nous chargeons notre cousin l'archichancelier de vous donner communication, nous avons créé notre cousin le maréchal et sénateur Lefebvre, duc de Dantzick. Que ce titre porté par ses descendants leur retrace les vertus de leur père, et qu'eux-mêmes ils s'en reconnaissent indignes s'ils préféraient jamais un lâche repos et l'oisiveté de la grande ville aux périls et à la noble poussière des camps; si jamais leurs premiers sentiments cessaient d'être pour la patrie et pour nous! Qu'aucun d'eux ne termine sa carrière sans avoir versé son sang pour la gloire et l'honneur de notre belle France : que dans le nom qu'ils portent ils ne voient jamais un privilége, mais des devoirs envers nos peuples et envers nous. A ces conditions, notre protection et celle de nos successeurs les distinguera dans tous les temps.

Sénateurs, nous éprouvons un sentiment de satisfaction en pensant que les premières lettres patentes qui, en conséquence de notre sénatus-consulte du 14 août 1806, doivent être inscrites sur vos registres, consacrent les services de votre préteur. NAPOLÉON.

De notre camp impérial de Finskenstein, le 28 mai 1807.

Lettres patentes de S. M. l'empereur et roi.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et par les constitutions de la République, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut :

Voulant donner à notre cousin le maréchal et sénateur Lefebvre un témoignage de notre bienveillance pour l'attachement et fidélité qu'il a toujours montrés, et reconnaître les services éminents qu'il nous a rendus le premier jour de notre règne, qu'il n'a cessé de nous rendre depuis, et auquel il vient d'ajouter encore un nouvel éclat par la prise de la ville de Dantzick; désirant, de plus, consacrer par un titre spécial le

souvenir de cette circonstance mémorable et glorieuse, nous avons résolu de lui conférer et nous lui conférons, par les présentes, le titre de *duc de Dantzick,* avec une dotation en domaines situés dans l'intérieur de nos États.

Nous entendons que ledit duché de Dantzick soit possédé par notre cousin le maréchal et sénateur Lefebvre, et transmis héréditairement à ses enfants mâles, légitimes et naturels, par ordre de primogéniture, pour en jouir en toute propriété aux charges et conditions, et avec les droits, titres, honneurs et prérogatives attachés aux duchés par les constitutions de l'Empire, nous réservant, si sa descendance masculine légitime et naturelle venait à s'éteindre, ce que Dieu ne veuille, de transmettre ledit duché à notre choix et ainsi qu'il sera jugé convenable par nous ou nos successeurs pour le bien de nos peuples et l'intérêt de notre couronne.

Nous ordonnons que les présentes lettres patentes soient communiquées au Sénat, pour être transcrites sur ses registres.

Ordonnons pareillement qu'aussitôt que la dotation définitive du duché de Dantzick aura été revêtue de notre approbation, l'état détaillé des biens dont elle se trouvera composée soit, en exécution des ordres donnés à cet effet par notre ministre de la justice, inscrit au greffe de la cour d'appel dans le ressort de laquelle l'habitation principale du duché sera située, et que la même inscription ait lieu au bureau des hypothèques des arrondissements respectifs, afin que la condition desdits biens, résultant des dispositions du sénatus-consulte du 14 août 1806, soit généralement reconnue, pour que personne ne puisse en prétendre cause d'ignorance.

NAPOLÉON.

L'hiver avait suspendu les hostilités après la bataille d'Eylau. Elles furent reprises au mois de juin. Pendant cet intervalle, on avait comme toujours paru disposé à la paix : il y avait eu un semblant de négociation, des échanges de notes, des propositions sur lesquelles on avait eu l'air de discuter; le même mensonge enfin pour se disculper aux yeux des peuples, et rejeter sur la France les torts de l'agression. On a pu voir qui voulait sincèrement la paix, d'elle ou de ses ennemis. Au

commencement de l'été il fallut reprendre les armes. L'armée sortit de ses cantonnements le 5 juin, et acheva le 14 à Friedland ce qu'elle avait commencé à Iéna.

Heilsberg, le 12 juin 1807.

Soixante-dix-huitième bulletin de la grande armée.

Des négociations de paix avaient eu lieu pendant tout l'hiver. On avait proposé à la France un congrès général auquel toutes les puissances belligérantes auraient été admises, la Turquie seule exceptée. L'Empereur avait été justement révolté d'une telle proposition. Après quelques mois de pourparlers, il fut convenu que toutes les puissances belligérantes, sans exception, enverraient des plénipotentiaires au congrès, qui se tiendrait à Copenhague. L'Empereur avait fait connaître que, la Turquie étant admise à faire cause commune dans les négociations avec la France, il n'y avait pas d'inconvénient à ce que l'Angleterre fît cause commune avec la Russie. Les ennemis demandèrent alors sur quelles bases le congrès aurait à négocier. Ils n'en proposaient aucune, et voulaient cependant que l'Empereur en proposât. L'Empereur ne fit point de difficulté de déclarer que, selon lui, la base des négociations devait être égalité et réciprocité entre les deux masses belligérantes, et que les deux masses belligérantes entreraient en commun dans un système de compensations.

La modération, la clarté, la promptitude de cette réponse, ne laissèrent aucun doute aux ennemis de la paix sur les dispositions pacifiques de l'Empereur. Ils en craignirent les effets, et au moment même où l'on répondait qu'il n'y avait plus d'obstacles à l'ouverture du congrès, l'armée russe sortit de ses cantonnements et vint attaquer l'armée française. Le sang a de nouveau été répandu, mais du moins la France en est innocente. Il n'est aucune ouverture pacifique que l'Empereur n'ait écoutée; il n'est aucune proposition à laquelle il ait différé de répondre; il n'est aucun piége tendu par les fauteurs de la guerre que sa volonté n'ait écarté. Ils ont inconsidérément fait courir l'armée russe aux armes, quand ils ont vu leurs démarches dé-

jouées, et ces coupables entreprises, que désavouait la justice, ont été confondues. De nouveaux échecs ont été attirés sur les armées de la Russie, de nouveaux trophées ont couronné celles de la France. Rien ne prouve davantage que la passion et des intérêts étrangers à ceux de la Russie et de la Prusse dirigent le cabinet de ces deux puissances, et conduisent leurs braves armées à de nouveaux malheurs en les forçant à de nouveaux combats, que la circonstance où l'armée russe reprend les hostilités : c'est quinze jours après que Dantzick s'est rendu, c'est lorsque ses opérations sont sans objet, c'est lorsqu'il ne s'agit plus de faire lever le siége de ce boulevard, dont l'importance aurait justifié toutes les tentatives, et pour la conservation duquel aucun militaire n'aurait été blâmé d'avoir tenté le sort de trois batailles. Ces considérations sont étrangères aux passions qui ont préparé les événements qui viennent de se passer: empêcher les négociations de s'ouvrir, éloigner deux princes prêts à se rapprocher et à s'entendre, tel est le but qu'on s'est proposé. Quel sera le résultat d'une telle démarche? où est la probabilité du succès? Toutes ces questions sont indifférentes à ceux qui soufflent la guerre. Que leur importent les malheurs des armées russes et prussiennes? S'ils peuvent prolonger encore les calamités qui pèsent sur l'Europe, leur but est rempli.

Si l'Empereur n'avait eu en vue d'autre intérêt que celui de sa gloire, s'il n'avait fait d'autres calculs que ceux qui étaient relatifs à l'avantage de ses opérations militaires, il aurait ouvert la campagne immédiatement après la prise de Dantzick; et cependant, quoiqu'il n'existât ni trève ni armistice, il ne s'est occupé que de l'espérance de voir arriver à bien les négociations commencées.

COMBAT DE SPANDEN.

Le 5 juin, l'armée russe se mit en mouvement; ses divisions de droite attaquèrent la tête de pont de Spanden, que le général Frère défendait avec le vingt-septième régiment d'infanterie légère. Douze régiments russes et prussiens firent de nouveaux efforts; sept fois ils les renouvelèrent, et sept fois ils furent re-

poussés. Cependant le prince de Ponte-Corvo avait réuni son corps d'armée; mais, avant qu'il pût déboucher, une seule charge du dix-septième de dragons, faite immédiatement après le septième assaut donné à la tête de pont, avait forcé l'ennemi à abandonner le champ de bataille et à battre en retraite. Ainsi, pendant tout un jour, deux divisions ont attaqué sans succès un régiment, qui à la vérité était retranché.

Le prince de Ponte-Corvo, visitant en personne les retranchements, dans l'intervalle des attaques, pour s'assurer de l'état des batteries, a reçu une blessure légère, qui le tiendra pendant une quinzaine de jours éloigné de son commandement. Notre perte dans cette affaire a été peu considérable; l'ennemi a perdu douze cents hommes, et a eu beaucoup de blessés.

COMBAT DE LOMITTEN.

Deux divisions russes du centre attaquaient au même moment la tête de pont de Lomitten. La brigade du général Ferrey, du corps du maréchal Soult, défendait cette position. Le quarante-sixième, le cinquante-septième et le vingt-quatrième d'infanterie légère repoussèrent l'ennemi pendant toute la journée. Les abatis et les ouvrages restèrent couverts de Russes; leur général fut tué. La perte de l'ennemi fut de onze cents hommes tués, cent prisonniers et un grand nombre de blessés. Nous avons eu deux cents hommes tués ou blessés.

Pendant ce temps, le général en chef russe, avec le grand-duc Constantin, la garde impériale russe et trois divisions, attaqua à la fois les positions du maréchal Ney sur Altkirken, Amt, Guttstadt et Volfsdorff : il fut partout repoussé. Mais lorsque le maréchal Ney s'aperçut que les forces qui lui étaient opposées étaient de plus de quarante mille hommes, il suivit ses instructions, et porta son corps à Ackendorff.

COMBAT DE DEPPEN.

Le lendemain 6, l'ennemi attaqua le sixième corps dans sa position de Deppen sur la Passarge; il y fut culbuté. Les ma-

nœuvres du maréchal Ney, l'intrépidité qu'il a montrée et qu'il a communiquée à toutes ses troupes, les talents déployés dans cette circonstance par le général de division Marchand et par les autres officiers généraux, sont dignes des plus grands éloges. L'ennemi, de son propre aveu, a eu, dans cette journée, deux mille hommes tués et plus de trois mille blessés; notre perte a été de cent soixante hommes tués, deux cents blessés et deux cent cinquante faits prisonniers. Ceux-ci ont été, pour la plupart, enlevés par les cosaques qui, le matin de l'attaque, s'étaient portés sur les derrières de l'armée. Le général Roger, ayant été blessé, est tombé de cheval, et a été fait prisonnier dans une charge. Le général de brigade Dutaillis a eu le bras emporté par un boulet.

L'Empereur arriva le 8 à Deppen au camp du maréchal Ney; il donna sur-le-champ les ordres nécessaires. Le quatrième corps se porta sur Volfsdorff où, ayant rencontré une division russe de Kaminski, qui rejoignait le corps d'armée, il l'attaqua, lui mit hors de combat quatre ou cinq cents hommes, lui fit cent cinquante prisonniers, et vint prendre position le soir à Altirken. Le 9, l'Empereur se porta sur Guttstadt avec les corps des maréchaux Ney, Davoust et Lannes, avec sa garde et la cavalerie de réserve. Une partie de l'arrière-garde ennemie, formant dix mille hommes de cavalerie et quinze mille hommes d'infanterie, prit position à Glottau, et voulut disputer le passage. Le grand-duc de Berg, après des manœuvres fort habiles, la débusqua successivement de toutes ses positions. Les brigades de cavalerie légère des généraux Pajol, Bruyer et Durosnel, et la division de grosse cavalerie du général Nansouty, triomphèrent de tous les efforts de l'ennemi.

Le soir, à huit heures, nous entrâmes de vive force à Guttstadt : un millier de prisonniers, la prise de toutes les positions en avant de Guttstadt, et la déroute de l'infanterie ennemie, furent les suites de cette journée. Les régiments de cavalerie de la garde russe ont surtout été très-maltraités.

Le 10, l'armée se dirigea sur Heilsberg, elle enleva les divers camps de l'ennemi. Un quart de lieue au delà de ces camps, l'arrière-garde se montra en position; elle avait quinze

à dix-huit mille hommes de cavalerie et plusieurs lignes d'infanterie. Les cuirassiers de la division Espagne, la division de dragons Latour-Maubourg et les brigades de cavalerie légère, entreprirent différentes charges et gagnèrent du terrain. A deux heures le corps du maréchal Soult se trouva formé; deux divisions marchèrent sur la droite, tandis que la division Legrand marchait sur la gauche pour s'emparer de la pointe d'un bois dont l'occupation était nécessaire, afin d'appuyer la gauche de la cavalerie. Toute l'armée russe se trouvait alors à Heilsberg; elle alimenta ses colonnes d'infanterie et de cavalerie, et fit de nombreux efforts pour se maintenir dans ses positions en avant de cette ville. Plusieurs divisions russes furent mises en déroute, et, à neuf heures du soir, on se trouva sous les retranchements ennemis.

Les fusiliers de la garde, commandés par le général Savary, furent mis en mouvement pour soutenir la division Saint-Hilaire, et firent des prodiges. La division Verdier, du corps d'infanterie de réserve du maréchal Lannes, s'engagea, la nuit étant déjà tombée, et déborda l'ennemi, afin de lui couper le chemin de Lansberg : elle y réussit parfaitement. L'ardeur des troupes était telle que plusieurs compagnies d'infanterie furent insulter les ouvrages retranchés des Russes. Quelques braves trouvèrent la mort dans les fossés des redoutes et au pied des palissades.

L'Empereur passa la journée du 11 sur le champ de bataille; il y plaça les corps d'armée et les divisions pour donner une bataille qui fût décisive, et telle qu'elle pût mettre fin à la guerre. Toute l'armée russe était réunie; elle avait à Heilsberg tous ses magasins; elle occupait une superbe position que la nature avait rendue très-forte, et que l'ennemi avait encore fortifiée par un travail de quatre mois.

A quatre heures après-midi, l'Empereur ordonna au maréchal Davoust de faire un changement de front par son extrémité de droite, la gauche en avant: ce mouvement le porta sur la basse Alle, et intercepta complétement le chemin d'Eylau. Chaque corps d'armée avait ses postes assignés; ils étaient tous réunis, hormis le premier corps, qui continuait à ma-

nœuvrer sur la basse Passarge. Ainsi les Russes, qui avaient les premiers recommencé les hostilités, se trouvaient comme bloqués dans leur camp retranché : on venait leur présenter la bataille dans la position qu'ils avaient eux-mêmes choisie.

On crut longtemps qu'ils attaqueraient dans la journée du 11.

Au moment où l'armée française faisait ses dispositions, ils se laissaient voir rangés en colonnes au milieu de leurs retranchements farcis de canons.

Mais, soit que ces retranchements ne leur parussent pas assez formidables, à l'aspect des préparatifs qu'ils voyaient faire devant eux, soit que cette impétuosité qu'avait montrée l'armée française dans la journée du 10 leur en imposât, ils commencèrent, à dix heures du soir, à passer sur la rive droite de l'Alle, en abandonnant tous les pays de la gauche, et laissant à la disposition du vainqueur leurs blessés, leurs magasins et ces retranchements, fruit d'un travail si long et si pénible.

Le 12, à la pointe du jour, tous les corps d'armée s'ébranlèrent, et prirent différentes directions.

Les maisons d'Heilsberg et celles des villages voisins sont remplies de blessés russes.

Le résultat de ces différentes journées, depuis le 5 jusqu'au 12, a été de priver l'armée russe d'environ trente mille combattants ; elle a laissé dans nos mains trois ou quatre mille hommes, sept ou huit drapeaux et neuf pièces de canon. Au dire des paysans et des prisonniers, plusieurs des généraux russes les plus marquants ont été tués ou blessés.

Notre perte monte à six ou sept cents hommes tués, deux mille ou deux mille deux cents blessés, deux ou trois cents prisonniers. Le général de division Espagne a été blessé ; le général Roussel, chef de l'état-major de la garde, qui se trouvait au milieu des fusiliers, a eu la tête emportée par un boulet de canon ; c'était un officier très-distingué.

Le grand-duc de Berg a eu deux chevaux tués sous lui. M. de Ségur, un de ses aides de camp, a eu un bras emporté. M. Lameth, aide-de camp du maréchal Soult, a été blessé. M. Lagrange, colonel du septième régiment de chasseurs à cheval, a été atteint par une balle.

Dans les rapports détaillés que rédigera l'état-major, on fera connaître les traits de bravoure par lesquels se sont signalés un grand nombre d'officiers et de soldats, et les noms de ceux qui ont été blessés dans la mémorable journée du 10 juin.

On a trouvé dans les magasins d'Heilsberg plusieurs milliers de quintaux de farine et beaucoup de denrées de diverses sortes. L'impuissance de l'armée russe, démontrée par la prise de Dantzick, vient de l'être encore par l'évacuation du camp de Heilsberg; elle l'est par sa retraite; elle le sera d'une manière plus éclatante encore si les Russes attendent l'armée française. Mais dans de si grandes armées, qui exigent vingt-quatre heures pour mettre tous les corps en position, on ne peut avoir que des affaires partielles, lorsque l'une d'elles n'est pas disposée à finir bravement la querelle dans une affaire générale.

Il paraît que l'empereur Alexandre avait quitté son armée quelques jours avant la reprise des hostilités. Plusieurs personnes prétendent que le parti anglais l'a éloigné pour qu'il ne fût pas témoin des malheurs qu'entraîne la guerre et des désastres de son armée, prévus par ceux mêmes qui l'ont excité à rentrer en campagne. On a craint qu'un si déplorable spectacle ne lui rappelât les véritables intérêts de son pays, ne le fît revenir aux conseils des hommes sages et désintéressés, et ne le ramenât enfin, par les sentiments les plus propres à toucher un souverain, à repousser la funeste influence que la corruption anglaise exerce autour de lui.

Wehlau, le 17 juin 1807.

Soixante-dix-neuvième bulletin de la grande armée.

Les combats de Spanden, de Lomitten, les journées de Guttstadt et de Heilsberg n'étaient que le prélude de plus grands événements.

Le 12, à quatre heures du matin, l'armée française entra à Heilsberg. Le général Latour-Maubourg avec sa division

de dragons et les brigades de cavalerie légère des généraux Durosnel et Wattier, poursuivirent l'ennemi sur la rive droite de l'Alle dans la direction de Barstenstein, pendant que les corps d'armée se mettaient en marche dans différentes directions pour déborder l'ennemi et lui couper sa retraite sur Kœnigsberg, en arrivant avant lui sur ses magasins. La fortune a souri à ce projet.

Le 12, à cinq heures après-midi, l'Empereur porta son quartier général à Eylau. Ce n'étaient plus ces champs couverts de glaces et de neige; c'était le plus beau pays de la nature, coupé de beaux bois, de beaux lacs, et peuplé de jolis villages.

Le grand-duc de Berg se porta, le 13, sur Kœnigsberg avec sa cavalerie; le maréchal Davoust marcha derrière pour le soutenir; le maréchal Soult se porta sur Creutzbourg; le maréchal Lannes sur Domnau; les maréchaux Ney et Mortier sur Lampasch.

Cependant le général Latour-Maubourg écrivait qu'il avait poursuivi l'arrière-garde ennemie; que les Russes abandonnaient beaucoup de blessés; qu'ils avaient évacué Barstenstein, et continuaient leur retraite sur Schippenbeil, par la rive droite de l'Alle. L'Empereur se mit sur-le-champ en marche sur Friedland; il donna ordre au duc de Berg, aux maréchaux Soult et Davoust de manœuvrer sur Kœnigsberg, et avec les corps des maréchaux Ney, Lannes, Mortier, avec la garde impériale et le premier corps commandé par le général Victor, il marcha en personne sur Friedland.

Le 13, le neuvième hussards entra à Friedland; mais il en fut chassé par trois mille hommes de cavalerie.

Le 14, l'ennemi déboucha sur le pont de Friedland. A trois heures du matin, des coups de canon se firent entendre. « C'est un jour de bonheur, dit l'Empereur; c'est l'anniversaire de Marengo. »

Les maréchaux Lannes et Mortier furent les premiers engagés; ils étaient soutenus par la division de dragons du général Grouchy et par les cuirassiers du général Nansouty. Différents mouvements, différentes actions eurent lieu. L'en-

nemi fut contenu, et ne put pas dépasser le village de Posthenem. Croyant qu'il n'avait devant lui qu'un corps de quinze mille hommes, il continua son mouvement pour filer sur Kœnigsberg. Dans cette occasion, les dragons et les cuirassiers français et saxons firent les plus belles charges, et lui prirent quatre pièces de canon.

A cinq heures du soir, les différents corps d'armée étaient à leur place. A la droite, le maréchal Ney; au centre, le maréchal Lannes; à la gauche, le maréchal Mortier; à la réserve, le corps du général Victor et la garde.

La cavalerie, sous les ordres du général Grouchy, soutenait la gauche. La division de dragons du général Latour-Maubourg était en réserve derrière la droite; la division de dragons du général Lahoussaye et les cuirassiers saxons étaient en réserve derrière le centre.

Cependant l'ennemi avait déployé toute son armée; il appuyait sa gauche à la ville de Friedland, et sa droite se prolongeait à une lieue et demie.

L'Empereur, après avoir reconnu la position, décida d'enlever sur-le-champ la ville de Friedland, en faisant brusquement un changement de front, la droite en avant, et fit commencer l'attaque par l'extrémité de sa droite.

A cinq heures et demie, le maréchal Ney se mit en mouvement: quelques salves d'une batterie de vingt pièces de canon furent le signal. Au même moment, la division du général Marchand avança, l'arme au bras, sur l'ennemi, prenant sa direction sur le clocher de la ville. La division du général Bisson la soutenait sur la gauche. Du moment où l'ennemi s'aperçut que le maréchal Ney avait quitté le bois où sa droite était en position, il le fit déborder par des régiments de cavalerie, précédés d'une nuée de Cosaques. La division de dragons du général Latour-Maubourg se forma sur-le-champ au galop sur la droite, et repoussa la charge ennemie. Cependant le général Victor fit placer une batterie de trente pièces de canon en avant de son centre; le général Sennarmont, qui la commandait, se porta à plus de quatre cents pas en avant et fit éprouver une horrible perte à l'ennemi. Les différentes dé-

monstrations que les Russes voulurent faire pour opérer une diversion furent inutiles. Le maréchal Ney, avec un sang-froid, et cette intrépidité qui lui est particulière, était en avant de ses échelons, dirigeant lui-même les plus petits détails, et donnait l'exemple à un corps d'armée qui toujours s'est fait distinguer, même parmi les corps de la grande armée. Plusieurs colonnes d'infanterie ennemie, qui attaquaient la droite du maréchal Ney, furent chargées à la baïonnette et précipitées dans l'Alle. Plusieurs milliers d'hommes y trouvèrent la mort; quelques-uns échappèrent à la nage. La gauche du maréchal Ney arriva sur ces entrefaites au ravin qui entoure la ville de Friedland. L'ennemi, qui y avait embusqué la garde impériale russe à pied et à cheval, déboucha avec intrépidité, et fit une charge sur la gauche du maréchal Ney, qui fut un moment ébranlée; mais la division Dupont, qui formait la droite de la réserve, marcha sur la garde impériale, la culbuta et en fit un horrible carnage.

L'ennemi tira de ses réserves et de son centre d'autres corps pour défendre Friedland. Vains efforts! Friedland fut forcé et ses rues furent jonchées de morts.

Le centre, que commandait le maréchal Lannes, se trouva dans ce moment engagé. L'effort que l'ennemi avait fait sur l'extrémité de la droite de l'armée française ayant échoué, il voulut essayer un semblable effort sur le centre. Il y fut reçu comme on devait l'attendre des braves divisions Oudinot et Verdier, et du maréchal qui les commandait.

Des charges d'infanterie et de cavalerie ne purent pas retarder la marche de nos colonnes. Tous les efforts de la bravoure des Russes furent inutiles; ils ne purent rien entamer, et vinrent trouver la mort sur nos baïonnettes.

Le maréchal Mortier, qui pendant toute la journée fit grandes preuves de sang-froid et d'intrépidité en maintenant la gauche, marcha alors en avant, et fut soutenu par les fusiliers de la garde que commandait le général Savary. Cavalerie, infanterie, artillerie, tout le monde s'est distingué.

La garde impériale à pied et à cheval, et deux divisions de la réserve du premier corps, n'ont pas été engagées. La victoire

n'a pas hésité un seul instant. Le champ de bataille est un des plus horribles qu'on puisse voir. Ce n'est pas exagérer que de porter le nombre des morts, du côté des Russes, de quinze à dix-huit mille hommes. Du côté des Français la perte ne se monte pas à cinq cents morts, ni à plus de trois mille blessés. Nous avons pris quatre-vingts pièces de canon et une grande quantité de caissons. Plusieurs drapeaux sont restés en notre pouvoir. Les Russes ont eu vingt-cinq généraux tués, pris ou blessés. Leur cavalerie a fait des pertes immenses.

Les carabiniers et les cuirassiers, commandés par le général Nansouty, et les différentes divisions de dragons, se sont fait remarquer. Le général Grouchy, qui commandait la cavalerie de l'aile gauche, a rendu des services importants.

Le général Drouet, chef de l'état-major du corps d'armée du maréchal Lannes; le général Cohorn; le colonel Regaud, du quinzième de ligne; le colonel Lajonquière, du soixantième de ligne; le colonel Lamotte, du quatrième de dragons, et le général de brigade Brun, ont été blessés. Le général de division Latour-Maubourg l'a été à la main. Le colonel d'artillerie de Forno, et le chef d'escadron Hutin, premier aide de camp du général Oudinot, ont été tués. Les aides de camp de l'Empereur Mouton et Lacoste ont été légèrement blessés.

La nuit n'a point empêché de poursuivre l'ennemi; on l'a suivi jusqu'à onze heures du soir. Le reste de la nuit, les colonnes qui avaient été coupées ont essayé de passer l'Alle, à plusieurs gués. Partout le lendemain, et à plusieurs lieues, nous avons trouvé des caissons, des canons et des voitures perdus dans la rivière.

La bataille de Friedland est digne d'être mise à côté de celles de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna. L'ennemi était nombreux, avait une belle et forte cavalerie, et s'est battu avec courage.

Le lendemain 15, pendant que l'ennemi essayait de se rallier, et faisait sa retraite sur la rive droite de l'Alle, l'armée française continuait, sur la rive gauche, ses manœuvres pour le couper de Kœnigsberg.

Les têtes des colonnes sont arrivées ensemble à Wehlau, ville située au confluent de l'Alle et de la Prégel.

L'Empereur avait son quartier général au village de Peterswalde.

Le 16 à la pointe du jour, l'ennemi, ayant coupé tous les ponts, mit à profit cet obstacle pour continuer son mouvement rétrograde sur la Russie.

A huit heures du matin, l'Empereur fit jeter un pont sur la Prégel, et l'armée s'y mit en position.

Presque tous les magasins que l'ennemi avait sur l'Alle ont été par lui jetés à l'eau ou brûlés. Par ce qui nous reste, on peut connaître les pertes immenses qu'il a faites. Partout dans les villages les Russes avaient des magasins, et partout, en passant, ils les ont incendiés. Nous avons cependant trouvé à Wehlau plus de six mille quintaux de blé.

A la nouvelle de la victoire de Friedland, Kœnigsberg a été abandonné. Le maréchal Soult est entré dans cette place, où nous avons trouvé des richesses immenses, plusieurs centaines de milliers de quintaux de blé, plus de vingt mille blessés russes et prussiens, tout ce que l'Angleterre a envoyé de munitions de guerre à la Russie, entre autres cent soixante mille fusils encore embarqués. Ainsi la Providence a puni ceux qui, au lieu de négocier de bonne foi pour arriver à l'œuvre salutaire de la paix, s'en sont fait un jeu, prenant pour faiblesse et pour impuissance la tranquillité du vainqueur.

L'armée occupe ici le plus beau pays possible. Les bords de la Prégel sont riches. Dans peu les magasins et les caves de Dantzick et Kœnigsberg vont nous apporter de nouveaux moyens d'abondance et de santé.

Les noms des braves qui se sont distingués, les détails de ce que chaque corps a fait, passent les bornes d'un simple bulletin, et l'état-major s'occupe de réunir tous les faits.

Le prince de Neufchâtel a, dans la bataille de Friedland, donné des preuves particulières de son zèle et de ses talents. Plusieurs fois il s'est trouvé au fort de la mêlée, et y a fait des dispositions utiles.

L'ennemi avait recommencé les hostilités le 5 : on peut évaluer la perte qu'il a éprouvée en dix jours, et par suite des opérations à soixante mille hommes pris, blessés, tués ou hors

de combat. Il a perdu une partie de son artillerie, presque toutes ses munitions, et tous ses magasins sur une ligne de plus de quarante lieues.

Au camp de Tilsitt, le 22 juin 1807.

Proclamation de S. M. à la grande armée.

Soldats!

Le 5 juin nous avons été attaqués dans nos cantonnements par l'armée russe. L'ennemi s'est mépris sur les causes de notre inactivité. Il s'est aperçu trop tard que notre repos était celui du lion : il se repent de l'avoir oublié.

Dans les journées de Guttstadt, de Heilsberg, dans celle à jamais mémorable de Friedland, en dix jours de campagne enfin, nous avons pris cent vingt pièces de canon, sept drapeaux; tué, blessé ou fait prisonniers soixante mille Russes; enlevé à l'armée ennemie tous ses magasins, ses hôpitaux, ses ambulances, la place de Kœnigsberg, les trois cents bâtiments qui étaient dans ce port, chargés de toute espèce de munitions, cent soixante mille fusils que l'Angleterre envoyait pour armer nos ennemis.

Des bords de la Vistule nous sommes arrivés sur ceux du Niémen avec la rapidité de l'aigle. Vous célébrâtes à Austerlitz l'anniversaire du couronnement; vous avez cette année célébré celui de la bataille de Marengo, qui mit fin à la guerre de la seconde coalition.

Français! vous avez été dignes de vous et de moi. Vous rentrerez en France couverts de tous vos lauriers, après avoir obtenu une paix glorieuse qui porte avec elle la garantie de sa durée. Il est temps que notre patrie vive en repos à l'abri de la maligne influence de l'Angleterre. Mes bienfaits vous prouveront ma reconnaissance et toute l'étendue de l'amour que je vous porte.

La Russie venait d'éprouver le sort de l'Autriche et de la Prusse ; il fallait aussi faire la paix, sauf à la rompre dès qu'on le pourrait. Un armistice fut signé aussitôt après Friedland ; les deux souverains eurent une entrevue sur le Niémen. C'est dans cette entrevue célèbre que furent posées les bases du traité de Tilsitt. L'empereur Napoléon et l'empereur de Russie restèrent plusieurs jours dans cette dernière ville, passant des revues et se donnant des fêtes l'un à l'autre pour célébrer le rétablissement de la paix. Les avantages de cette paix étaient proportionnés aux succès qu'on venait d'obtenir. Elle rendait l'Empereur l'arbitre de l'Allemagne. La monarchie prussienne était réduite à ses anciennes limites de province électorale : la défaite lui faisait perdre ce que lui avait donné la mauvaise foi ; toute la partie du royaume de Pologne qui lui était échue était ajoutée à la Saxe. Une autre partie reprenait son indépendance sous le titre du duché de Varsovie. La Russie s'engageait à fermer ses ports au commerce anglais. Elle reconnaissait la Confédération du Rhin. Les rois de Hollande, de Naples et de Westphalie étaient également reconnus par elle. Les deux souverains se garantissaient l'intégralité de leurs possessions. Ce traité, s'il eût été exécuté, rendait la France et la Russie maîtresses de l'Europe, et c'était le but que se proposait l'empereur Napoléon, convaincu qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'arriver désormais à une paix sincère avec l'Autriche et la Prusse, et qu'entre la ruine ou la domination, la haine de ses ennemis ne lui permettait pas de s'arrêter.

Tilsitt, le 25 juin 1807.

Quatre-vingt-sixième bulletin de la grande armée.

Le 25 juin, à une heure après midi, l'Empereur, accompagné du grand-duc de Berg, du prince de Neufchâtel, du maréchal du palais Duroc et du grand écuyer Caulaincourt, s'est embarqué sur les bords du Niémen dans un bateau préparé à cet effet. Il s'est rendu au milieu de la rivière, où le général Lariboissière, commandant l'artillerie de la garde, avait fait placer un large radeau et élever un pavillon. A côté était un autre radeau et pavillon pour la suite de LL. MM. Au même moment, l'empereur Alexandre est parti de la rive droite, sur un bateau, avec le grand-

duc Constantin, le général Benigsen, le général Ouwaroff, le prince Labanoff, et son premier aide de camp le comte de Liéven.

Les deux bateaux sont arrivés en même temps; les deux Empereurs se sont embrassés en mettant le pied sur le radeau; ils sont entrés ensemble dans la salle qui avait été préparée, et y sont restés deux heures. La conférence finie, les personnes de la suite des deux Empereurs ont été introduites. L'empereur Alexandre a dit des choses agréables aux militaires qui accompagnaient l'Empereur, qui, de son côté, s'est entretenu longtemps avec le grand-duc Constantin et le général Benigsen.

La conférence finie, les deux Empereurs sont montés chacun dans leur barque. On conjecture que la conférence a eu le résultat le plus satisfaisant. Immédiatement après, le prince Labanoff s'est rendu au quartier général français. On est convenu que la moitié de la ville de Tilsitt serait neutralisée. On y a marqué le logement de l'empereur de Russie et de sa cour. La garde impériale russe passera le fleuve et sera cantonnée dans la partie de la ville qui lui est destinée.

Le grand nombre des personnes de l'une et l'autre armée, accourues sur l'une et l'autre rive pour être témoins de cette scène, rendaient ce spectacle d'autant plus intéressant que les spectateurs étaient des braves des extrémités du monde.

Tilsitt, le 26 juin 1807.

Aujourd'hui à midi et demi, S. M. s'est rendue au pavillon de Niémen. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse y sont arrivés au même moment. Ces trois souverains sont restés ensemble dans le salon du pavillon pendant une demi-heure.

A cinq heures et demie, l'empereur Alexandre est passé sur la rive gauche. L'empereur Napoléon l'a reçu à la descente du bateau. Ils sont montés à cheval l'un et l'autre; ils ont parcouru la grande rue de la ville, où se trouvait rangée la garde impériale française à pied et à cheval, et sont descendus au palais de l'empereur Napoléon. L'empereur Alexandre y a dîné avec l'Empereur, le grand-duc Constantin et le grand-duc de Berg.

Tilsitt, le 28 juin 1807.

Hier, à trois heures après midi, l'Empereur s'est rendu chez l'empereur Alexandre. Ces deux princes sont restés ensemble jusqu'à six heures. Ils sont alors montés à cheval et sont allés voir manœuvrer la garde impériale. L'empereur Alexandre a montré qu'il connaît très-bien toutes nos manœuvres, et qu'il entend parfaitement tous les détails de la tactique militaire.

A huit heures, les deux souverains sont revenus au palais de l'empereur Napoléon, où ils ont dîné, comme la veille, avec le grand-duc Constantin et le grand-duc de Berg.

Après le dîner, l'empereur Napoléon a présenté LL. Exc. le ministre des relations extérieures et le ministre secrétaire d'État à l'empereur Alexandre, qui lui a aussi présenté S. Exc. M. de Budberg, ministre des affaires étrangères, et le prince Kourakin.

Les deux souverains sont ensuite rentrés dans le cabinet de l'empereur Napoléon, où ils sont restés seuls jusqu'à onze heures du soir.

Aujourd'hui 28, à midi, le roi de Prusse a passé le Niémen, et est venu occuper à Tilsitt le palais qui lui avait été préparé. Il a été reçu, à la descente de son bateau, par le maréchal Bessières. Immédiatement après, le grand-duc de Berg est allé lui rendre visite.

A une heure, l'empereur Alexandre est venu faire une visite à l'empereur Napoléon, qui était allé au-devant de lui jusqu'à la porte de son palais.

A deux heures, S. M. le roi de Prusse est venu chez l'empereur Napoléon, qui est allé le recevoir jusqu'au pied de l'escalier de son appartement.

A quatre heures, l'empereur Napoléon est allé voir l'empereur Alexandre. Ils sont montés à cheval à cinq heures, et se sont rendus sur le terrain où devait manœuvrer le corps du maréchal Davoust.

Tilsitt, le 1er juillet 1807.

Les 29 et 30 juin, les choses se sont passées entre les trois souverains comme les jours précédents. Le 29, à six heures du

soir, ils sont allés voir manœuvrer l'artillerie de la garde. Le lendemain, à la même heure, ils ont vu manœuvrer les grenadiers à-cheval. La plus grande amitié paraît régner entre ces princes.

A l'un de ces dîners qui ont toujours lieu chez l'Empereur Napoléon, S. M. a porté la santé de l'impératrice de Russie et de l'impératrice mère. Le lendemain, l'empereur Alexandre a porté la santé de l'impératrice des Français.

La première fois que le roi de Prusse a dîné chez l'empereur Napoléon, S. M. a porté la santé de la reine de Prusse.

Le 29, le prince Alexandre Kourakin, ambassadeur et ministre plénipotentiaire de l'empereur Alexandre, a été présenté à l'empereur Napoléon.

Le 30, la garde impériale a donné un dîner de corps à la garde impériale russe. Les choses se sont passées avec beaucoup d'ordre. Cette réunion a produit beaucoup de gaieté dans la ville.

La place de Glatz a capitulé. Le fort de Silberberg est la seule place de la Silésie qui tienne encore.

Tilsitt, le 7 juillet 1807.

La reine de Prusse est arrivée ici hier à midi. A midi et demi l'empereur Napoléon est allé lui rendre visite.

Les trois souverains ont fait chaque jour, à six heures du soir, leurs promenades accoutumées. Ils ont ensuite dîné chez l'empereur Napoléon avec la reine de Prusse, le grand-duc Constantin, le prince Henri de Prusse, le grand-duc de Berg et le prince royal de Bavière.

On a distribué à l'ordre de la grande armée la notice suivante :

Au quartier général impérial à Tilsitt, le 9 juillet 1807.

Notice pour l'armée.

La paix a été conclue entre l'empereur des Français et l'empereur de Russie, hier 8 juillet, à Tilsitt, et signée par le prince de Bénévent, ministre des relations extérieures de France, et par les princes de Kourakin et Labanoff de Rostow, pour l'em-

pereur de Russie, chacun de ces plénipotentiaires étant muni de pleins pouvoirs de leurs souverains respectifs.

Les ratifications ont été échangées aujourd'hui 9 juillet, ces deux souverains se trouvant encore à Tilsitt.

Tilsitt, le 9 juillet 1807.

L'échange des ratifications du traité de paix entre la France et la Russie a eu lieu aujourd'hui à neuf heures du matin. A onze heures, l'empereur Napoléon, portant le grand cordon de l'ordre de Saint-André, s'est rendu chez l'empereur Alexandre, qui l'a reçu à la tête de sa garde, et ayant la grande décoration de la Légion d'honneur.

L'Empereur a demandé à voir le soldat de la garde russe qui s'était le plus distingué; il lui a été présenté. S. M., en témoignage de son estime pour la garde impériale russe, a donné à ce brave l'aigle d'or de la Légion d'honneur.

Les empereurs sont restés ensemble pendant trois heures, et sont ensuite montés à cheval; ils se sont rendus au bord du Niémen, où l'empereur Alexandre s'est embarqué. L'empereur Napoléon est demeuré sur le rivage jusqu'à ce que l'empereur Alexandre fût arrivé à l'autre bord. Les marques d'affection que ces princes se sont données en se séparant ont excité la plus vive émotion parmi les nombreux spectateurs qui s'étaient rassemblés pour voir les plus grands souverains du monde offrir, dans les témoignages de leur union et de leur amitié, un solide garant du repos de la terre.

L'empereur Napoléon a fait remettre le grand cordon de la Légion d'honneur au grand-duc Constantin, au prince Kourakin, au prince Labanoff et à M. de Budberg.

L'empereur Alexandre a donné le grand ordre de Saint-André au prince Jérôme Napoléon, roi de Westphalie, au grand-duc de Berg et de Clèves, au prince de Neufchâtel et au prince de Bénévent.

A trois heures de l'après-midi, le roi de Prusse est venu voir l'empereur Napoléon. Ces deux souverains se sont entretenus pendant une demi-heure. Immédiatement après, l'empereur

Napoléon a rendu au roi de Prusse sa visite ; il est ensuite parti pour Kœnigsberg.

Ainsi, les trois souverains ont séjourné pendant vingt jours à Tilsitt. Cette petite ville était le point de réunion des deux armées. Ces soldats, qui naguère étaient ennemis, se donnaient des témoignages réciproques d'amitié qui n'ont pas été troublés par le plus léger désordre.

Hier, l'empereur Alexandre avait fait passer le Niémen à une dizaine de Baschirs qui ont donné à l'empereur Napoléon un concert à la manière de leur pays.

L'Empereur, en témoignage de son estime pour le général Platow, hetman des Cosaques, lui a fait présent de son portrait.

Les Russes ont remarqué que le 27 juin (style russe, 9 juillet du calendrier grégorien), jour de la ratification du traité de paix, est l'anniversaire de la bataille de Pultawa, qui fut si glorieuse et qui assura tant d'avantages à l'empire de Russie ; ils en tirent un augure favorable pour la durée de la paix et de l'amitié qui viennent de s'établir entre ces deux grands empires.

Kœnigsberg, le 12 juillet 1807.

Quatre-vingt-septième bulletin de la grande armée.

Les empereurs de France et de Russie, après avoir séjourné pendant vingt jours à Tilsitt, où les deux maisons impériales, situées dans la même rue, étaient à peu de distance l'une de l'autre, se sont séparés le 9, à trois heures après midi, en se donnant les plus grandes marques d'amitié. Le journal de ce qui s'est passé pendant leur séjour sera d'un véritable intérêt pour les deux peuples.

Après avoir reçu, à trois heures et demie, la visite d'adieu du roi de Prusse, qui est retourné à Memel, l'empereur Napoléon est parti pour Kœnigsberg, où il est arrivé le 10 à quatre heures du matin.

Il a fait hier la visite du port dans un canot qui était servi par les marins de la garde. S. M. passe aujourd'hui la revue du corps du maréchal Soult, et part demain, à deux heures du matin, pour Dresde.

Le nombre des Russes tués à la bataille de Friedland s'élève à dix-sept mille cinq cents, celui des prisonniers est de quarante mille, dix-huit mille sont passés à Kœnigsberg, sept mille sont restés malades dans les hôpitaux, le reste a été dirigé sur Thorn et Varsovie.

Les ordres ont été donnés pour qu'ils fussent renvoyés en Russie sans délai, sept mille sont déjà revenus à Kœnigsberg, et vont être rendus.

Ceux qui sont en France seront formés en régiments provisoires. L'Empereur a ordonné de les habiller et de les armer.

Les ratifications du traité de paix entre la France et la Russie avaient été échangées à Tilsitt le 9; celles du traité de paix entre la France et la Prusse l'ont été ici aujourd'hui.

Les plénipotentiaires chargés de ces négociations étaient, pour la France, M. le prince de Bénévent; pour la Russie, le prince Kourakin et le prince Labanoff; pour la Prusse, le feld-maréchal Kalkreuth et le comte de Glotz.

Après de tels événements on ne peut s'empêcher de sourire quand on entend parler de la grande expédition anglaise et de la nouvelle frénésie qui s'est emparée du roi de Suède.

On doit remarquer d'ailleurs que l'armée d'observation de l'Elbe et de l'Oder était de soixante dix mille hommes, indépendamment de la grande armée, et non compris les divisions espagnoles qui sont en ce moment sur l'Oder.

Ainsi, il aurait fallu que l'Angleterre mît en expédition toute son armée, ses milices, ses volontaires, ses fencibles, pour opérer une division sérieuse.

Quand on considère que, dans de telles circonstances, elle a envoyé six mille hommes se faire massacrer par les Arabes, et sept mille hommes dans les Indes espagnoles, on ne peut qu'avoir pitié de l'excessive avidité qui tourmente ce cabinet.

La paix de Tilsitt met fin aux opérations de la grande armée, mais toutes les côtes, tous les ports de la Prusse n'en resteront pas moins fermés aux Anglais. Il est probable que le blocus continental ne sera pas un vain mot.

La Porte a été comprise dans le traité. La révolution qui vient de s'opérer à Constantinople est une révolution antichré-

tienne, qui n'a rien de commun avec la politique de l'Europe. L'adjudant-commandant Guilleminot est parti pour la Bessarabie, où il va informer le grand vizir de la paix, de la liberté qu'a la Porte d'y prendre part, et des conditions qui la concernent.

Kœnigsberg, le 13 juillet 1807.

L'Empereur a passé hier la revue du quatrième corps d'armée. Arrivé au vingt-sixième régiment d'infanterie légère, on lui présenta le capitaine de grenadiers Roussel. Ce brave soldat, fait prisonnier à l'affaire de Aoff, avait été remis aux Prussiens. Il se trouva dans un appartement où un insolent officier se livrait à toute espèce d'invectives contre l'Empereur. Roussel supporta d'abord patiemment ces injures, mais enfin il se lève fièrement en disant : « Il n'y a que des lâches qui puissent tenir de pareils propos contre l'empereur Napoléon devant un de ses soldats. Si je suis contraint d'entendre de pareilles infamies, je suis à votre discrétion, donnez-moi la mort. » Plusieurs autres officiers prussiens qui étaient présents, ayant autant de jactance que peu de mérite et d'honneur, voulurent se porter contre ce brave militaire à des voies de fait. Roussel, seul contre sept ou huit personnes, aurait passé un mauvais quart d'heure, si un officier russe, survenant à l'instant, ne se fût jeté devant lui le sabre à la main : « C'est notre prisonnier, dit-il, et non le vôtre ; il a raison, et vous outragez lâchement le premier capitaine de l'Europe. Avant de frapper ce brave homme, il vous faudra passer sur mon corps. »

En général, autant les prisonniers français se louent des Russes, autant ils se plaignent des Prussiens, surtout du général Ruchel, officier aussi méchant et fanfaron qu'il est inepte et ignorant sur le champ de bataille. Des corps prussiens qui se trouvaient à la journée d'Iéna, le sien est celui qui s'est le moins bravement comporté.

En entrant à Kœnigsberg, on a trouvé aux galères un caporal français qui y avait été jeté, parce qu'entendant les sectateurs de Ruchel parler mal de l'Empereur, il s'était emporté et avait déclaré ne pas vouloir le souffrir en sa présence.

Le général Victor, qui fut fait prisonnier dans une chaise de poste par un guet-apens, a eu aussi à se plaindre du traitement qu'il a reçu du général Ruchel, qui était gouverneur de Kœnigsberg. C'est cependant le même Ruchel qui, blessé grièvement à la bataille d'Iéna, fut accablé de bons traitements par les Français; c'est lui qu'on laissa libre, et à qui, au lieu d'envoyer des gardes comme on devait le faire, on envoya des chirurgiens. Heureusement que le nombre des hommes auxquels il faut se repentir d'avoir fait du bien n'est pas grand. Quoi qu'en disent les misanthropes, les ingrats et les pervers forment une exception dans l'espèce humaine.

Paris, le 16 août 1807.

Discours de Sa Majesté l'Empereur et roi à l'ouverture du Corps législatif.

Messieurs les députés des départements au Corps législatif, messieurs les tribuns et les membres de mon conseil d'État,

Depuis votre dernière session, de nouvelles guerres, de nouveaux triomphes, de nouveaux traités de paix ont changé la face de l'Europe politique.

Si la maison de Brandebourg, qui la première se conjura contre notre indépendance, règne encore, elle le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le puissant empereur du Nord.

Un prince français régnera sur l'Elbe : il saura concilier les intérêts de ses nouveaux sujets avec ses premiers et ses plus sacrés devoirs.

La maison de Saxe a recouvré, apres cinquante ans, l'indépendance qu'elle avait perdue.

Les peuples du duché de Varsovie, de la ville de Dantzick, ont recouvré leur patrie et leurs droits.

Toutes les nations se réjouissent d'un commun accord de voir l'influence malfaisante que l'Angleterre exerçait sur le continent détruite sans retour.

La France est unie aux peuples de l'Allemagne par les lois

de la confédération du Rhin; à ceux des Espagnes, de la Hollande, de la Suisse et de l'Italie, par les lois de notre système fédératif. Nos nouveaux rapports avec la Russie sont cimentés par l'estime réciproque de ces deux grandes nations.

Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement en vue le bonheur de mes peuples, plus cher à mes yeux que ma propre gloire.

Je désire la paix maritime. Aucun ressentiment n'influera jamais sur mes déterminations : je n'en saurais avoir contre une nation, jouet et victime des partis qui la déchirent, et trompée sur la situation de ses affaires, comme sur celle de ses voisins.

Mais, quelle que soit l'issue que les décrets de la Providence aient assignée à la guerre maritime, mes peuples me trouveront toujours le même, et je trouverai toujours mes peuples dignes de moi.

Français, votre conduite dans ces derniers temps, où votre Empereur était éloigné de plus de cinq cents lieues, a augmenté mon estime et l'opinion que j'avais conçue de votre caractère. Je me suis senti fier d'être le premier parmi vous. — Si, pendant ces dix mois d'absence et de périls, j'ai été présent à votre pensée, les marques d'amour que vous m'avez données ont excité constamment mes plus vives émotions. Toutes mes sollicitudes, tout ce qui pouvait avoir rapport même à la conservation de ma personne, ne me touchaient que par l'intérêt que vous y portiez et par l'importance dont elles pouvaient être pour vos futures destinées. *Vous êtes un bon et grand peuple.*

J'ai médité différentes dispositions pour simplifier et perfectionner nos institutions.

La nation a éprouvé les plus heureux effets de l'établissement de la Légion d'honneur. J'ai créé différents titres impériaux pour donner un nouvel éclat aux principaux de mes sujets, pour honorer d'éclatants services par d'éclatantes récompenses, et aussi pour empêcher le retour de tout titre féodal, incompatible avec nos constitutions.

Les comptes de mes ministres des finances et du trésor

public vous feront connaître l'état prospère de nos finances. Mes peuples éprouveront une considérable décharge sur la contribution foncière.

Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître les travaux qui ont été commencés ou finis ; mais ce qui reste à faire est bien plus important encore, car je veux que dans toutes les parties de mon empire, même dans le plus petit hameau, l'aisance des citoyens et la valeur des terres se trouvent augmentées par l'effet du système général d'améliorations que j'ai conçu.

Messieurs les députés des départements au Corps législatif, votre assistance me sera nécessaire pour arriver à ce grand résultat, et j'ai le droit d'y compter constamment.

Le décret suivant, rendu d'accord avec la Russie, complétait l'ensemble des dispositions prises par le décret de Berlin relativement aux droits des neutres et au blocus continental.

En notre palais royal de Milan, le 17 décembre 1807.

Décret qui déclare en état de blocus les îles Britanniques.

Napoléon, Empereur des Français, roi d'Italie, et protecteur de la Confération du Rhin,

Vu les dispositions arrêtées par le gouvernement britannique, en date du 11 novembre dernier, qui assujettissent les bâtiments des puissances neutres, amies et mêmes alliées de l'Angleterre, non-seulement à une visite par les croiseurs anglais, mais encore à une station obligée en Angleterre et à une imposition arbitraire de tant pour cent sur leur chargement, qui doit être réglée par la législation anglaise ;

Considérant que, par ces actes, le gouvernement anglais a dénationalisé les bâtiments de toutes les nations de l'Europe ; qu'il n'est au pouvoir d'aucun gouvernement de transiger sur son indépendance et sur ses droits, tous les souverains de l'Europe étant solidaires de la souveraineté et de l'indépendance de leur pavillon ; que si, par une faiblesse inexcusable, et qui serait une tache ineffaçable aux yeux de la postérité, on laissait

passer en principe et consacrer par l'usage une pareille tyrannie, les Anglais en prendraient acte pour l'établir en droit, comme ils ont profité de la tolérance des gouvernements pour établir l'infâme principe que le pavillon ne couvre pas la marchandise, et pour donner à leur droit de blocus une extension arbitraire et attentatoire à la souveraineté de tous les États ;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. Tout bâtiment, de quelque nation qu'il soit, qui aura souffert la visite d'un vaisseau anglais, ou se sera soumis à un voyage en Angleterre, ou aura payé une imposition quelconque au gouvernement anglais, est par cela seul déclaré dénationalisé, a perdu la garantie de son pavillon et est devenu propriété anglaise.

2. Soit que lesdits bâtiments ainsi dénationalisés par les mesures arbitraires du gouvernement anglais, entrent dans nos ports ou dans ceux de nos alliés, soit qu'ils tombent au pouvoir de nos vaisseaux de guerre ou de nos corsaires, ils sont déclarés de bonne et valable prise.

3. Les îles Britanniques sont déclarées en état de blocus sur mer comme sur terre. Tout bâtiment, de quelque nation qu'il soit, quel que soit son chargement, expédié des ports d'Angleterre ou des colonies anglaises, ou des pays occupés par les troupes anglaises, ou allant en Angleterre, ou dans les colonies anglaises, ou dans des pays occupés par les troupes anglaises, est de bonne prise comme contrevenant au présent décret. Il sera capturé par nos vaisseaux de guerre ou par nos corsaires, et adjugé au capteur.

4. Ces mesures, qui ne sont qu'une juste réciprocité pour le système barbare adopté par le gouvernement anglais, qui assimile sa législation à celle d'Alger, cesseront d'avoir leur effet pour toutes les nations qui sauraient obliger le gouvernement anglais à respecter leur pavillon. Elles continueront d'être en vigueur pendant tout le temps que ce gouvernement ne reviendra pas aux principes du droit des gens, qui règle les relations des États civilisés dans l'état de guerre. Les dispositions du présent décret seront abrogées et nulles par le fait, dès que le gouvernement anglais sera revenu aux principes du droit des

gens, qui sont aussi ceux de la justice et de l'honneur.

5. Tous nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

NAPOLÉON.

SEPTIÈME ÉPOQUE.

GUERRE D'ESPAGNE.

Tous les intérêts étaient réglés du côté du Nord. Des intérêts non moins graves allaient appeler l'attention de l'Empereur vers le midi de l'Europe.

Il s'agissait de l'Espagne, de cette Espagne une fois encore la cause de désastres qui avaient failli amener la ruine de Louis XIV, cent ans auparavant.

Mais ce n'est pas sur des revers que se forme l'opinion de la postérité. Le temps a jugé la politique de Louis XIV; il en a montré la grandeur, il en a fait comprendre la sagesse et la prévoyance. Il a montré combien cet intérêt de famille auquel on a prétendu pendant si longtemps que la France avait été sacrifiée, était un intérêt national qui n'importait pas seulement à sa gloire, mais à sa sûreté, à son indépendance comme État politique.

C'est par la réunion des deux couronnes sur la tête de ses princes, que la maison de Lorraine, souveraine de l'Espagne et de l'Autriche, avait acquis cette puissance formidable qui fit trembler l'Europe pendant près d'un siècle, et menaça l'existence de la France.

C'est sous le poids de cette puissance que Charles-Quint avait accablé François I^er^; c'est par elle que Philippe II, sinon empereur, mais disposant presque des mêmes forces, se vit à la veille d'atteindre le but si longtemps poursuivi par son père, et de faire de la France une des provinces de cette monarchie universelle dont on put croire un instant que le rêve allait être réalisé.

Là était l'ennemi de la France; il fallait abattre la maison d'Autriche; lui arracher au moins l'un de ces deux sceptres devenus dans ses mains un instrument d'esclavage pour les deux tiers de l'Europe.

C'est à quoi furent employés tout le génie et les ressources de la monarchie française pendant cent ans. C'est à ce but que tendirent presque uniquement les efforts de Henri IV, de Richelieu, de Louis XIV.

Louis XIV, plaçant son petit-fils sur le trône d'Espagne ne faisait

autre chose que Philippe II convoitant la couronne de France pour sa fille l'infante Claire-Eugénie.

Quelle que soit la forme du gouvernement, il faut bien que l'État se personnifie dans les individus. Les puissances européennes ne s'y étaient pas trompées. Si Louis XIV n'eût agi que dans un intérêt de famille, et pour la puérile satisfaction de donner à un de ses enfants le titre de roi, cette satisfaction, il l'eût aisément obtenue. L'Europe ne se serait pas soulevée; on n'aurait pas fait la guerre pendant douze ans pour la lui disputer. Il lui eût suffi du moindre sacrifice, du plus léger dédommagement offert à ses adversaires. Mais on savait que sous cet intérêt de famille il y avait l'intérêt d'État, l'intérêt politique, la question de puissance en un mot, de suprématie d'un empire sur l'autre. On savait que, le duc d'Anjou régnant au delà des Pyrénées, c'était la France qui régnait sur l'Espagne, qui disposait d'elle, qui se substituait à la maison d'Autriche; la France en état, sinon d'aspirer à son tour à la monarchie universelle, mais de résister avec succès à toutes les agressions du Nord, à ces coalitions sans cesse formées contre elle, et d'apporter dans les conseils de l'Europe le poids d'une influence désormais supérieure.

Louis XIV put voir son œuvre accomplie avant de mourir. Il laissait la France affaiblie peut-être par cette longue lutte, mais victorieuse en définitive, puisque le gage du combat restait entre ses mains. La France d'ailleurs se remet vite de ces sortes de crises. En échange d'épreuves passagères, dont la trace et jusqu'au souvenir s'effacent si aisément chez elle, il lui laissait un avantage durable, l'élément le plus solide de sa puissance future. Cette œuvre avait été celle de tout son règne ; il l'avait poursuivie au milieu des revers comme de la prospérité. Il ne fallut rien moins pour la détruire que le ministère du cardinal Dubois, et pour la condamner que l'austérité d'un patriotisme dont le dix-septième siècle n'était pas assez avancé encore pour comprendre tout le raffinement.

Tous les historiens ont fait connaître la situation de la France envers la maison d'Autriche au sujet de l'Espagne. Ils ont montré la race de Charles-Quint descendant par degré du génie jusqu'à la faiblesse, de la faiblesse jusqu'à l'imbécillité; la couronne d'Espagne tombée à terre en quelque sorte, et devenant la conquête légitime de quiconque serait assez habile ou assez heureux pour s'en emparer; un royaume ruiné, anéanti, qui n'en était plus un par le fait de cette imbécillité; mais prêt à se relever, à sortir de son engourdissement; ayant conservé assez de force et d'existence sous cette léthargie pour que la France ne dût à aucun prix le laisser tomber aux mains de son ennemi.

« Jamais la décadence d'une famille, » dit M. Mignet (1), « n'a été plus « marquée qu'en Espagne. A mesure que l'action diminue pour la « royauté, les facultés royales s'amoindrissent. Charles-Quint avait « été général et roi; Philippe II n'avait été que roi; Philippe III « et Philippe IV n'avaient pas même été rois; Charles II ne fut pas « même un homme. La dynastie passa de l'incapacité à l'impuis- « sance, et il ne resta plus de l'Espagne que sa loi de succession, « celle qui transportait la couronne à une dynastie étrangère, précisé- « ment pour la tirer de son anéantissement. *Il fallait que le conti- « nent vint de nouveau à son aide, et que l'esprit européen s'y « introduisît à la suite d'une dynastie nouvelle, l'animât, et la « fit sortir de l'immobilité péninsulaire où elle était retombée.* »

S'il fallait que le continent jouât ce rôle à l'égard de l'Espagne, n'était-il pas aussi naturel que la France s'en chargeât que d'abandonner à l'Autriche le soin de le remplir?

On sentait si bien que ce rôle appartenait à la France, que le grand pensionnaire de Witt, écrivant aux états généraux de Hollande, en 1664, quarante ans avant l'ouverture de la succession d'Espagne, disait :

« Il faut que le roi de France ait une modération extraordinaire et « presque miraculeuse, s'il se dépouille de l'ambition qui est si natu- « relle à tous les princes, pour ne pas se servir de l'avantage qu'il aura « sur l'Espagne, et pour n'étendre pas ses frontières du côté où elles sont « le plus bornées... Qui plus est, il ne pourra ne s'en servir pas si, après « la mort du roi ou du prince d'Espagne, la succession de cette cou- « ronne lui est ouverte, ou si même, avant le décès du prince, il croit « y avoir quelque droit (2). »

Dans un autre passage M. Mignet, rappelant les longues luttes de la France et de l'Espagne sous le règne de la maison d'Autriche, la puissance de celle-ci, ses envahissements, les forces des deux États se balançant l'une l'autre, la nécessité enfin de détruire son ennemi pour n'être pas détruit soi-même, dit :

« Il fallait que l'un des deux États vainquît l'autre. L'incorporation « par la conquête étant éphémère, on recourut à un autre moyen « mêlé de violence et de droit : à l'établissement de la dynastie du pays « le plus fort dans le pays le plus faible. Ce moyen de rétablir par un « assujettissement déguisé l'accord détruit depuis le commencement « du seizième siècle entre la France et l'Espagne, fut alternativement « tenté par les deux maisons qui régnaient sur elles. Chacun des deux

(1) Négociations relatives à la succession d'Espagne.

(2) Mignet, *Négociations d'Espagne*, t. I, p. 267, Introduction.

« pays dans le moment de sa force voulut imposer sa dynastie à l'autre, « dans le moment de sa faiblesse. Philippe II l'essaya pour le compte « de l'Espagne pendant les troubles de la Ligue, lorsque la branche de « Valois disparut, et Louis XIV l'accomplit pour le compte de la France « lorsque la postérité masculine de Charles V s'éteignit (1). »

M. Mignet a décrit l'état où était tombée la monarchie d'Espagne au dix-septième siècle; cet état qui appelait l'intervention de l'esprit européen, pour nous servir des expressions de l'historien, et justifiait l'établissement d'une dynastie nouvelle.

« L'Espagne, » dit-il, « ne semblait pas pouvoir descendre plus bas; « mais son état fut encore plus déplorable sous Charles II que sous Phi- « lippe IV. Elle manqua de marine, d'armée, d'argent. Le pays qui « avait envoyé plus de cent vaisseaux à Lépante contre les Turcs, et « qui en avait réuni cent soixante-quinze, en 1588, contre l'Angleterre « (l'Armada), se vit réduit à en emprunter quelques-uns à des navi- « gateurs génois pour le service du Nouveau Monde. Après avoir eu des « armées formidables sur le continent, il ne pouvait plus entretenir un « effectif de vingt mille hommes. Avec les mines du Nouveau Monde, « il était reduit à recourir à des souscriptions pour se défendre et pour « subsister. Il n'avait plus de commerce. Les manufactures de Séville et « de Ségovie étaient tombées; l'agriculture était anéantie par la main- « morte des terres du clergé, par les majorats des biens de la noblesse, « par la dévastation des troupeaux, par l'indolence nationale. La po- « pulation, qui s'était élevée à vingt millions sous les Arabes, qui de- « puis était montée à quatorze millions, était alors descendue à six. »

Un siècle s'était écoulé depuis cette époque, et l'Espagne, un instant relevée et comme rajeunie par le génie de la France, était retombée dans l'état où l'avait trouvée Philippe V à la mort de son prédécesseur. Les mêmes causes avaient produit les mêmes effets, par un rapprochement dont l'histoire offre rarement l'exemple jusque dans les moindres circonstances. Sans avoir eu de Charles-Quint, ni même de Philippe II, la nouvelle dynastie n'avait pas laissé de s'affaiblir à son tour : elle avait eu sa décadence comme la première; elle touchait à sa fin; elle en était à son Charles II.

Il est curieux de comparer la situation de l'Espagne en 1701, telle

(1) *Success. d'Esp.*, Introd. 2

qu'elle est décrite dans le passage qui vient d'être cité, avec le tableau tracé par M. Thiers de l'Espagne en 1807 (1) :

« Plus de finances, « dit-il, » plus de marine, plus d'armée, plus de poli-« tique, plus d'autorité sur des colonies prêtes à se révolter; plus de « respect de la part d'une nation indignée, plus de relations avec l'Eu-« rope, qui dédaignait une cour lâche, perfide et sans volonté.

« Les colonies ne contenaient ni soldats, ni fusils pour armer les colons « à défaut de soldats. Les capitaines généraux étaient pour la plupart « des officiers si timides et si incapables que le gouverneur des pro-« vinces de la Plata avait livré sans combat Buénos-Ayres aux Anglais, « et qu'il avait fallu qu'un Français, M. de Liniers, à la tête de 500 « hommes, entreprit lui-même de chasser les envahisseurs; ce qu'il « avait fait avec un succès complet. Les Espagnols, indignés, avaient « déposé le capitaine général, et voulaient nommer M. de Liniers à sa « place.

« Quant à la marine elle-même, voici quel était son état : composée de « 76 vaisseaux et 51 frégates sous Charles III, elle était, sous Charles IV, « de 33 vaisseaux et de 20 frégates; sur ces 33 vaisseaux, il y en « avait 8 à détruire immédiatement, comme ne valant pas le radoub. Res-« taient 25, dont 5 vaisseaux à trois ponts, bien construits et fort beaux ; « 11 vaisseaux de soixante-quatorze, médiocres ou mauvais; 9 vais-« seaux de cinquante-quatre et de soixante quatre, la plupart anciens et « d'un échantillon trop faible depuis les nouvelles dimensions adoptées « dans la construction navale. Les 20 frégates se divisaient en 10 armées « ou propres à l'être, 10 mauvaises ou à radouber. De tout ce matériel « naval, il n'y avait que 6 vaisseaux prêts à faire voile, ayant des vivres « pour trois mois à peine, des équipages incomplets et leur carène sale « au point de ne pouvoir naviguer. C'étaient ces 6 vaisseaux de Car-« thagène, armés et équipés depuis trois ans, n'ayant jamais levé « l'ancre que pour paraître à l'embouchure du port et rentrer immédia-« tement. Il ne se trouvait pas un vaisseau capable de prendre la mer à « Cadix ni au Ferrol. A Cadix il y avait à la vérité six vaisseaux armés, « mais privés de vivres et d'équipages. Les matelots ne manquaient « pas; mais, n'ayant pas de quoi les payer, on n'osait pas les lever, et « on les laissait sans emploi dans les ports. Ainsi toute la marine es-« pagnole, en état d'activité, se réduisait à 6 vaisseaux armés équipés « à Carthagène (ceux-ci sans aucune frégate), et à 6 armés à Cadix, « mais non équipés. Sur 20 frégates, il n'y en avait que 4 armées et 6 « capables de l'être. L'avenir était aussi triste que le présent, car dans

(1) *Hist. du Cons. et de l'Emp.*, t. VIII, p. 269 et passim.

« toute l'Espagne, il n'existait que 2 vaisseaux en construction, et « placés depuis si longtemps sur le chantier qu'on ne les croyait pas « susceptibles d'achèvement.

« Les bois, les fers, les cuivres, les chanvres, manquaient au Ferrol, « à Cadix, à Carthagène. Ces magnifiques arsenaux, construits sous « plusieurs règnes, et dignes de la grandeur espagnole par leur étendue « autant que par leur appropriation à tous les besoins d'une puissante « marine, tombaient en ruines. Le superbe darse de Carthagène se « remplissait de sables et d'immondices. Les nombreux canaux qui « mettent le port de Cadix en communication avec les riches plaines « de l'Andalousie se comblaient de terre et de débris de bâtiments. « Sur deux bassins à Carthagène, construits depuis cinquante ans et « restés sans réparations, l'un des deux, pour être tenu à sec, avait « eu besoin qu'on brulât le bois de plusieurs vaisseaux pour le service « de sa machine à épuisement.

« Les matières manquaient non-seulement parce qu'on n'en achetait « pas, mais parce qu'on les vendait sous prétexte de se débarrasser des « objets de rebut. L'administration du port de Carthagène, pour se pro- « curer de l'argent et payer quelques appointements, avait vendu les « matières les plus précieuses, surtout les métaux. La régie de Car- « thagène, chargée d'approvisionner l'escadre, ne trouvait pas de vivres, « parce qu'elle était arriérée de 13 millions de réaux avec les fournis- « seurs. Les anciens désertaient non par trahison, mais par besoin. « Sur 5,000 ouvriers, il en restait à peine 700 à Carthagène. . . . . « Tous ces faits, on les connaissait à peine à Madrid. Quand on deman- « dait à l'administration espagnole combien il existait de vaisseaux, ou « construits, ou armés, ou équipés, elle ne pouvait le dire. Quand on lui « demandait à quelle époque cette division serait prête à lever l'ancre, « elle était encore plus embarrassée de répondre.

« L'armée espagnole se composait d'environ 58,000 hommes d'in- « fanterie et d'artillerie, de 15 à 16,000 hommes de cavalerie, et de « 6,000 gardes royaux, de 11,000 Suisses 2,000 Irlandais, et enfin « de 28,000 soldats de milices provinciales, en tout 120,000 hommes « à peu près, pouvant fournir 50 à 60,000 combattants au plus. L'in- « fanterie était faible, chétive, et recrutée en partie dans le rebut de « la population. La cavalerie, formée avec des sujets mieux choisis, « n'était montée qu'en très-petite partie, la belle race des chevaux « espagnols, si ardents et si doux, tombant chaque jour en décadence. « Les gardes royaux espagnols et wallons présentaient la seule troupe « vraiment imposante. Les milices, composées de paysans qui n'étaient « pas exercés, qui ne pouvaient pas être déplacés, n'étaient presque

« d'aucun usage. Les auxiliaires suisses étaient comme partout une « troupe de métier fidèle et solide. Aussi, après avoir défalqué les « 14,000 hommes envoyés dans le nord de l'Allemagne (1), il ne restait « pas plus de 15 à 16,000 hommes à diriger vers le Portugal (2) sur « les 26,000 promis par le traité de Fontainebleau. Les présides d'Afrique, « notamment à Ceuta, ce redoutable vis-à-vis de Gibraltar, dont la « prise par les Anglais ou les Maures aurait fini par rendre impossible « le passage de la Méditerranée dans l'Océan, ne contenait ni garnison « ni vivres. A Ceuta, au lieu de 6,000 hommes de garnison, prescrits « par les règlements et l'usage, il y en avait 3,000. Au fameux camp « de Saint-Roch, devant Gibraltar, on comptait tout au plus 8 ou « 9,000 hommes. Le reste de l'armée espagnole, répandu dans les « provinces, y était employé à faire le service de la police, attendu « qu'il n'existait pas alors de gendarmerie en Espagne. La réunion d'une « armée quelconque eût été impossible, car les 14,000 hommes en- « voyés en Allemagne, les 16,000 acheminés vers le Portugal absor- « baient presque entièrement la portion disponible des troupes régulières. « Du reste, tout ce personnel, mal vêtu, mal nourri, rarement payé, « dépourvu d'émulation, d'esprit militaire, d'instruction, était un « corps sans âme. Là, comme dans la marine, l'état-major dévorait « presque toutes les ressources. Il comptait, 1 généralissime, 5 capi- « taines généraux répondant au grade de maréchal, 87 lieutenants géné- « raux, 127 maréchaux de camp, 252 brigadiers (grade intermédiaire « entre celui de maréchal de camp et celui de colonel) et un nombre in- « connu de colonels; car il y en avait dont le titre était réel, d'autres « provisoires ou honorifiques, et, compris les uns et les autres, on n'en « comptait par moins de deux mille. Voilà ce qui restait de ces re- « doutables bandes qui avaient fait trembler l'Europe aux quinzième et « seizième siècles.

« Quant aux finances, qui, avec les forces de terre et de mer, forment « le complément de la puissance d'un État, elles répondaient à la situation « de ces forces et servaient à l'expliquer. On devait à la Hollande, à « la banque, au public, aux grandes fermes, en emprunts à échéances « fixes et annuelles, 114 millions, en arriérés de solde et d'appointements « 111 millions en valés royaux (papier-monnaie qui perdait 30 pour 0/0), « 1 milliard 33 millions, ce qui représentait une dette exigible de 1,258 « millions, partie échéant prochainement, partie tout de suite et « pouvant être qualifiée de *criarde*, car pour un gouvernement

(1) En vertu des traités avec la France.
(2) Par le même motif.

« 110 millions d'arriérés de solde et d'appointements, 32 millions dus « aux grandes fermes, 8 millions promis mois par mois à la France et « non payés, 7 millions d'intérêts annuels dus à la Hollande, 7 millions « d'intérêts de valés non sortis, pouvaient bien s'appeler des dettes « *criardes*. Les dépenses et les revenus se composaient comme il suit : « 126 millions de revenus, et 159 millions de dépenses, offrant par « conséquent un déficit annuel de 33 millions, c'est-à-dire du cinquième « des besoins. Les impôts étaient fort mal assis. Les douanes, les ta- « bacs, les salines, les octrois, supportaient les principales charges. « La terre, grâce à ses propriétaires nobles ou prêtres pour la plupart, « ne payait que la dîme au profit du clergé. Avec un tel système d'im- « pôts on n'aurait obtenu que 100 millions de produits, si l'Amérique « n'avait fourni un supplément de 25 ou 26 millions. L'Espagne contri- « buait pour des sommes plus considérables, mais qui restaient en « grande partie dans les mains des collecteurs du revenu public. L'in- « dustrie, depuis longtemps détruite, ne produisait plus ni belles soieries « ni belles draperies, malgré les marais de l'Andalousie et les magnifi- « ques troupeaux de la race espagnole. Quelques fabriques de toiles de « coton, en Catalogne, étaient plutôt un prétexte pour la contrebande « qu'une industrie réelle; car, alors comme aujourd'hui, elles servaient « à attribuer mensongèrement une origine espagnole aux cotonnades « anglaises. Le commerce était ruiné, car il se trouvait réduit à quel- « ques échanges clandestins de piastres, dont la sortie était défendue « contre des marchandises anglaises, dont l'entrée était défendue égale- « ment, et à l'importation (celle-ci permise) de certains produits du « luxe français..... Ainsi le peuple était pauvre, la bourgeoisie « ruinée, la noblesse obérée, et le clergé lui-même, quoique richement « doté, et plus nombreux à lui seul que l'armée et la marine, souffrait « aussi de la vente du septième de ses biens, demandée et obtenue en « cour de Rome à cause de la détresse publique. » . . . . . .

Toute cette décadence, cette dégradation, cette misère, étaient l'œuvre de ceux qui étaient alors à la tête du royaume. Il y avait vingt ans que Charles IV avait le titre de roi d'Espagne. Il l'emportait sur Charles II par le mérite d'avoir donné un héritier à la monarchie; peut-être savait-il en outre qu'il était roi, mais c'était tout. Dès le commencement de son règne, la reine avait pu disposer comme elle l'entendait du pouvoir. Elle en avait fait l'usage qu'en peut faire une femme ignorante dominée par des passions vulgaires. Elle l'avait livré tout entier aux mains

d'un favori que son choix était allé chercher dans les rangs d'une compagnie de gardes du corps pour en faire le maître de l'Espagne et l'investir de la royauté à la place du malheureux Charles IV. Depuis vingt ans, c'était ce garde du corps qui gouvernait la monarchie ; il l'avait conduite là où on la voyait.

On sait trop quel a été ce favori. C'est ce Godoy si tristement célèbre sous le nom trop bien mérité de Prince de la Paix. Sa fortune, pour avoir été plus haut peut-être, n'a pas été plus extraordinaire que celle de plusieurs de ses pareils au XVIII^e^ siècle. Il la devait aux mêmes avantages ; c'est à eux qu'il avait dû d'être distingué au milieu des gardes du corps. Ils avaient séduit la reine, dont la passion, loin de diminuer, s'était accrue avec l'âge, comme il arrive souvent. Comme il arrive souvent aussi, elle s'augmentait en raison même de l'indifférence et presque du dédain de celui qui en était l'objet. Devenu en cinq ans premier ministre, duc d'Alcudia, prince, généralissime des armées de terre, etc., etc., il n'avait pas paru que ce fût une récompense suffisante pour son mérite et les services qu'il rendait à la monarchie. Le roi s'était épris à son tour de Godoy ; il partageait la passion de la reine pour lui. Tous deux le regardaient comme un être supérieur, comme le génie tutélaire de l'Espagne. Leur tendresse cependant n'était pas rassurée : ils craignaient de n'avoir pas fait assez pour se l'attacher ; il leur avait semblé qu'il fallait un lien plus fort. Ils lui avaient fait épouser leur propre nièce dona Maria Louisa de Bourbon, infante d'Espagne ; ils en avaient fait en un mot un membre de la famille de Bourbon. Ces faveurs toutefois paraissaient glisser sur son âme ; il y était trop accoutumé pour en éprouver une vive reconnaissance. Il n'y voyait qu'une augmentation de richesses ; c'était tout ce qu'il avait compris dans la situation que le sort lui avait faite. Il ressemblait à tous ceux que la fortune s'est plu à élever par les mêmes moyens jusqu'aux mêmes grandeurs. Il n'était pas insensible d'ailleurs aux charmes du pouvoir ; il en jouissait par le côté extérieur, ce côté puéril qui touche les âmes communes. Il ne lui était pas donné d'aller au delà ; l'ambition était un vice au-dessus de son intelligence. Il n'y avait pas lieu même de lui reprocher quelques-uns de ces mauvais instincts que développe l'orgueil du pouvoir chez cette classe de parvenus. Ce n'était, qu'on nous pardonne le terme, qu'un soldat aux gardes enrichi par hasard, et profitant pour sa fortune de la passion d'une vieille femme amoureuse. Cette passion, on a vu comment il y répondait. Sous les yeux mêmes de la reine, il entretenait une concubine, ou plutôt il y en avait deux ; c'étaient les deux sœurs. Il partageait entre elles ses faveurs. La première toutefois était plus connue du public. Elle se

nommait Josepha Tudo. Il l'avait faite comtesse ; il avait fait déclarer grand d'Espagne de première classe, le jour même de sa naissance, un enfant qu'il avait eu d'elle. Son état était celui d'une maîtresse reconnue et toute-puissante. La reine subissait ces humiliations; elle en était venue au point de les accepter sans se plaindre. Elle avait fait plus. Il l'avait amenée par ses froideurs calculées à contribuer à la fortune de sa rivale, espérant se faire un mérite au moins de sa facilité. Elle avait consenti à tout; elle avait aidé à la faire comtesse; elle la souffrait à ses côtés ; elle sollicitait presque son amitié. La nouvelle comtesse avait pris le titre de Castillo-fiel (Château-fidèle). Elle habitait avec sa sœur l'un des plus beaux palais de Madrid. Ce château pouvait être considéré aussi comme la demeure de Godoy. C'était là, auprès des deux sœurs, que se consumaient dans un lâche repos ou dans de vils plaisirs les heures du favori ; c'était là qu'étaient reçus les ambassadeurs ; là était le siége du gouvernement ; c'était là que s'accordaient les grâces. C'était là en un mot que tout se corrompait, que tout périssait. C'était dans la fange de ces ignominies qu'achevait de s'éteindre et de disparaître la monarchie d'Espagne sous la main abjecte chargée depuis vingt ans du soin de ses destinées.

Une fois cependant une sorte d'ardeur martiale s'était emparée de lui. C'était en 1801. Le traité de Lunéville venait d'être signé. L'Angleterre seule restait les armes à la main. Il y avait encore le Portugal, devenu sous le titre d'allié l'une de ses colonies, et refusant d'ouvrir ses ports aux navires des autres nations : c'était la seule guerre qu'il lui fût permis de nous faire. Le moment était venu d'attaquer aussi l'Angleterre de ce côté. Le Premier Consul avait fait connaître ses intentions à la cour de Lisbonne : il l'avait mise en demeure de se déclarer, lui proposant de la soustraire par son alliance à l'espèce de suzeraineté que l'Angleterre exerçait sur elle; sinon il ne pouvait la considérer que comme une ennemie, et c'était la guerre. Le Portugal effrayé n'avait pas osé répondre d'une manière définitive. Placé entre deux dangers, et sous le feu de l'Angleterre en quelque sorte, il lui était aussi difficile d'accepter que de refuser. Enfin la peur de l'Angleterre l'avait emporté. Sans repousser ouvertement les offres de la France, il avait essayé de gagner du temps; il prolongeait la négociation. L'Angleterre cependant continuait à disposer du royaume comme d'une province. Ces délais avaient lassé la patience du Premier Consul. Il avait annoncé qu'il allait envoyer 30,000 hommes en Portugal; les ordres étaient donnés, et cette armée allait se mettre en marche. Elle devait traverser l'Espagne. Depuis longtemps la cour de Madrid s'était retirée de la coalition : dès 1796, elle avait repris ses anciennes

alliances avec la France. Le Traité de famille avait été renouvelé dans ses stipulations les plus importantes. L'Espagne s'était engagée à nous fournir constamment, suivant les circonstances, un certain nombre de vaisseaux et de soldats. Le Premier Consul l'avait avertie de l'expédition projetée contre le Portugal. Il lui demandait de concourir à cette expédition par un subside ou par l'envoi d'un corps de troupes. Mais le cœur de Godoy s'était épris tout à coup de la passion de la gloire, ainsi qu'on l'a dit. Depuis quinze ans on se faisait la guerre : chaque jour avait été marqué par un combat dont le bruit avait retenti en Europe ; chaque jour avait fait sortir un nom nouveau célébré par la victoire. L'Espagne seule, gouvernée par Godoy, était restée en dehors de ce mouvement. Toute cette gloire avait fini par importuner le favori. Elle semblait lui reprocher sa honte; il en était venu jusqu'à le sentir. C'est alors que s'étaient éveillés ses instincts belliqueux. Il avait voulu prouver que lui aussi pouvait être un héros : peut-être se disait-il qu'il n'était pas plus difficile de remporter des victoires que de gouverner l'Espagne. Il fit savoir au Premier Consul qu'il voulait se charger seul de la querelle. L'Espagne d'ailleurs avait contre le Portugal d'assez légitimes griefs pour ne laisser à personne le soin de venger ses injures. Il entendait se mettre à la tête de l'armée; il priait le Premier Consul de ne pas lui ravir cette occasion de se distinguer. En combattant pour l'Espagne il combattait aussi pour la France. Il aurait soin, après la victoire, de ne traiter que dans les termes prescrits par le Premier Consul. Aussitôt tout prit un aspect militaire à la cour d'Espagne ; on ne rêvait que la gloire et les exploits. On rassembla comme on le put ce qui restait de soldats dans le royaume; on en forma une armée d'environ 40,000 hommes, à la tête desquels on se dirigea vers le Portugal. La reine avait annoncé qu'elle voulait assister aux triomphes de son favori. Elle se faisait porter dans une litière découverte au milieu de l'état-major; elle avait alors plus de cinquante ans. Godoy marchait à ses côtés, lui prodiguant les marques de l'empressement et du respect, soit qu'il crût avoir besoin d'elle en ce moment, soit qu'il lui parût de la bienséance de témoigner son dévouement aux yeux de tous. La comtesse de Castillo-fiel et sa sœur lui faisaient cortége avec la cour. Le roi suivait, heureux de l'éclat répandu sur son ami, comme il avait coutume de l'appeler. On arriva ainsi jusqu'aux frontières du Portugal. Là, on rencontra quelques régiments levés à la hâte et à peine armés. On livra une sorte de combat; quelques escarmouches eurent lieu, où l'on n'eut point de peine à dissiper ce qu'on appelait l'armée portugaise : après quoi le favori, jugeant qu'il avait assez fait pour montrer son courage

et mériter l'estime des nations européennes, ne crut pas devoir pousser plus loin ses conquêtes. Il lui plut de se déclarer vainqueur et même d'être magnanime, car il oublia en traitant de faire mention de la France : il avait hâte d'accorder la paix à ses ennemis. Il se contenta d'un subside de vingt millions, non pas payés, mais promis par le Portugal, lequel restait comme par le passé l'une des dépendances de l'Angleterre. Ce succès obtenu, et après avoir signé le traité qui en devait rappeler le souvenir, Godoy revint à Madrid sous les arcs de triomphe que lui faisait dresser de tous côtés l'enthousiasme du roi et de la reine. C'est à cette occasion même qu'ils voulurent qu'on l'appelât le prince de la Paix, titre qui lui fut conservé depuis et qui a consacré sa célébrité devant de l'histoire.

« La campagne de 1801, » dit le général Foy dans son *Histoire de la « guerre d'Espagne* (1), devait être sans gloire pour les armes espagnoles. « Elle fit faire à la maison régnante un pas de plus dans le mépris pu« blic. Le roi et la reine d'Espagne étaient à l'armée avec le favori. Pre« nant des formes de galanterie qui ne lui étaient pas naturelles, on le « vit offrir pompeusement à la reine un bouquet d'oranger que quelques « soldats avaient cueilli sur les glacis d'Elvas. Il parut à l'armée con« duisant en triomphe sa maîtresse, et suivi du roi qui marchait « derrière eux. Les soldats la portaient sur un palanquin tressé de « feuillage. Marie-Louise avait cinquante ans quand elle donnait ce spec« tacle à l'Europe. »

La révolution avait épouvanté Godoy ; il représentait à lui seul tous les abus qu'elle dénoncait à la fureur des peuples. Mais le sentiment même du danger n'avait pu agir sur cette âme amollie, et lui inspirer l'ombre d'une résolution virile. Il était retombé dans son indolence, attendant que le péril fût venu, et sans répondre aux ouvertures qui lui étaient faites par les puissances étrangères pour le décider à se joindre à elles. Ce qu'il souhaitait au fond, c'était une neutralité qui sauvât son repos en le dérobant aux sollicitations de ses amis aussi bien qu'aux menaces de ses ennemis. Tout l'effort de la révolution, porté d'abord du côté du Rhin, lui avait permis de conserver cette attitude : il avait fallu en sortir à la fin et rompre la neutralité. Tout ce qui se passait alors en France était un objet d'horreur pour les Espa-

(1) T. II, p. 189.

gnols, aussi attachés à la religion et à la monarchie que deux siècles auparavant. La mort de Louis XVI avait mis le comble à cette horreur; la nation tout entière s'était émue. Le favori lui-même avait dû suivre le mouvement; il avait été forcé de déclarer la guerre. On a vu quelles étaient les ressources de l'Espagne. L'enthousiasme national y avait pourvu en un instant. Des souscriptions s'étaient ouvertes de toutes parts : elles n'avaient pas produit moins de soixante-treize millions, somme énorme, si l'on songe que le gouvernement anglais n'avait pu obtenir par la même voie qu'une somme de quarante-cinq millions pour la guerre contre la France, et la Convention que cinq millions, alors qu'il s'agissait de la patrie et de l'existence de la France menacée par la coalition.

Mais c'était à un gouvernement dont Godoy était le chef que la nation offrait ainsi son enthousiasme et ses ressources. Il fallait avoir l'air cependant d'employer ces millions, tombés si inopinément dans les caisses de l'État. On avait donc équipé quelques vaisseaux; on avait rassemblé une armée qu'on disait forte de 40,000 hommes; on l'avait envoyée aux frontières, puis on l'avait laissée à elle-même sans y songer davantage, comme si le gouvernement, en levant des soldats, eût été quitte envers la nation, et que celle-ci n'eût plus qu'à se déclarer satisfaite. La Convention, de son côté, n'avait pu diriger qu'un très-petit nombre de troupes vers les Pyrénées; toutes ses armées étaient en Allemagne. Aussi cette guerre ne fut-elle pas proprement une guerre; ce fut pendant trois ans une suite d'escarmouches sur le haut des montagnes, de petits combats obscurs où l'on perdait du monde sans arriver à aucun résultat. A peine savait-on que l'Espagne était en guerre avec la France; peut-être Godoy l'ignorait-il lui-même. Et cependant quelle occasion plus favorable pour attaquer un ennemi déjà presque accablé sous le poids de l'Europe? La France était en feu. Toute la frontière de ce côté était ouverte. Les Anglais étaient dans Toulon; les départements du Midi, révoltés, n'attendaient qu'un secours. Quarante mille hommes en ce moment pouvaient décider du sort de la France; ils pouvaient faire ce que n'avait pas fait Charles-Quint. Cette situation se prolongea pendant près de deux ans. En 1796 les circonstances étaient changées. La France ne se défendait plus; elle attaquait : l'Europe commençait à reculer devant elle. Godoy, saisi de frayeur, se hâta de conclure la paix. Il présenta le traité à son maître, qui le signa comme il avait signé les déclarations de guerre, toujours prêt, dans la simplicité de sa confiance, à faire ce que lui disait son ami et persuadé qu'il assurait par là le bonheur de ses sujets. Ce traité, qui montrait à l'Europe un membre de la maison de Bourbon reconnais-

sant le premier la révolution qui avait tué le chef de sa famille, après être venu le dernier pour la combattre, consommait la honte de la royauté en Espagne : c'était la seule humiliation que le gouvernement de Godoy eût encore épargnée à cette malheureuse famille et à la monarchie espagnole.

Cette alliance renouvelait, a-t-on dit, les liens du traité de famille. Ce n'était pas un simple traité de paix; c'était une alliance offensive et défensive par laquelle les deux nations entendaient n'en faire qu'une et confondre leur existence. La France promettait d'embrasser en toute circonstance la cause de l'Espagne; l'Espagne, de son côté, s'engageait à tenir constamment au service de la France toutes les forces dont elle pourrait disposer. On ne lui donna point d'occasion pendant six ans de déployer son zèle et de faire preuve de fidélité. On la regardait comme épuisée et incapable d'aucun effort. Qu'elle le fût moins qu'il n'y avait lieu de le croire d'après les apparences; qu'en étudiant de plus près les ressources du pays, on pût obtenir de lui plus qu'il ne paraissait pouvoir donner, ce n'était pas à l'examen de semblables questions qu'étaient consacrés en général le temps et les soins du Directoire. Cette ignorance d'ailleurs, et le mépris qui en était la suite, convenaient parfaitement à Godoy : ils assuraient sa tranquillité; c'était tout ce qu'il s'était proposé en signant la paix. Il crut même avoir lieu de s'applaudir de la chute du Directoire au 18 brumaire : elle le délivrait d'une dernière inquiétude. Bien que le gouvernement français, depuis quatre ans, n'eût rien demandé à l'Espagne, le Directoire au fond, c'était la révolution, sinon dans ses excès et sous son aspect le plus terrible, mais la révolution mal contenue, toujours prête à éclater, à déborder de nouveau, toujours menaçante pour les monarchies et pour ceux qui les gouvernaient. On avait beau écarter cette pensée à Madrid, elle laissait dans l'âme de Godoy et dans celle du roi et de la reine un trouble dont ils essayaient vainement de se défendre. L'avénement du Premier Consul changeait tout. La révolution que Godoy et ses maîtres, dans leur ignorance, confondaient avec la démagogie, n'était plus à craindre; cet horrible fantôme s'éloignait de leurs yeux. Le nouveau gouvernement n'était pas la monarchie sans doute, mais c'était un gouvernement régulier, rentrant dans les principes du droit européen et de toutes les nations civilisées, respectant chez les autres ce qu'il voulait qu'on respectât chez lui, intéressé à faire prévaloir ces idées d'ordre dont il semblait qu'on eût perdu la notion en France depuis dix ans. On connaissait le Premier Consul; son nom, l'éclat de sa renommée, cette dernière victoire remportée sur l'anarchie; cette société relevée par ses mains et renaissant à sa voix; il

y avait là comme autant de gages de sécurité qui rendaient le calme à la cour d'Espagne, et faisaient espérer au favori la continuation paisible de son pouvoir. Il voyait tout ce qu'il gagnait à ce changement qui protégeait les personnes à la faveur du principe. Aussi avait-il communiqué ses sentiments au roi et à la reine. Le roi surtout s'était pris d'enthousiasme pour le Premier Consul. Il l'appelait son ami, son grand allié; il l'aimait presqu'à l'égal de Godoy. Les premières félicitations adressées au général Bonaparte après la bataille de Marengo furent celles de la cour d'Espagne. La nation elle-même nous était revenue ; le rétablissement des autels semblait avoir effacé ses préjugés. Une sorte d'instinct général, en outre, commençait à diriger les esprits vers la France. Il s'en fallait de beaucoup que l'Espagne supportât sans impatience le spectacle qu'elle avait sous les yeux, et que lui donnait depuis plusieurs années son gouvernement. Elle en était profondément irritée, et ne laissait échapper aucune occasion de témoigner son mépris. Ce mépris avait gagné toutes les classes, il était universel; la haine montait tous les jours. La reine et son favori osaient à peine se montrer, accueillis dès qu'ils paraissaient par des clameurs qui indiquaient l'état des esprits. Le nom seul du roi était respecté dans ces explosions de la colère publique. Semblable à l'empereur Claude, quoique plus digne, par la douceur inoffensive de ses mœurs et la nature de sa faiblesse, exempte au moins de vices, de compassion que de mépris, ce malheureux prince ignorait tout. Il vivait étranger à tout ce qui se passait autour de lui, absorbé uniquement dans des détails de chasse ou par le soin de ses chevaux, comme le dernier et plus obscur des officiers de sa maison. Il s'en reposait pour le reste sur le génie de Godoy et dans son amitié pour le Premier Consul, et plus tard pour l'Empereur. Dès qu'une difficulté venait le tirer de son sommeil, il avait coutume de dire qu'il fallait la soumettre à son ami l'Empereur des Français, qui saurait le protéger et ne le laisserait pas dans l'embarras. La position en effet était déplorable; elle produisait ce que devaient produire cette incapacité, cette paresse, cette légèreté, ces débauches, ce désordre. Les difficultés, qu'on croyait éloigner en ne s'en occupant pas, augmentaient tous les jours : elles grandissaient à mesure qu'on fuyait devant elles, et les expédients employés pour s'y soustraire ne faisaient que les aggraver. On n'achetait le repos et le plaisir de la veille qu'au prix de la fortune et des ressources du lendemain. On avait alors recours à la France; on lui demandait ses conseils, son appui. Hors d'état de gouverner ses peuples, de se gouverner elle-même, la cour d'Espagne suivait la loi de sa faiblesse. Elle se réfugiait dans les bras d'un plus fort; elle le priait de

vivre, de penser, d'agir pour elle. Elle s'abdiquait elle-même, montrant son impuissance et ce sceptre échappé à ses mains débiles, incapables de le ramasser et d'en soutenir désormais le poids. La nation, de son côté, faisait les mêmes vœux, et ces vœux s'adressaient aussi à la France, quoique par un sentiment bien différent. Elle voyait la situation, mais sans savoir comment en sortir, ni oser même le tenter, retenue par cet antique respect de la royauté encore si puissant sur les esprits. Elle aurait voulu que le gouvernement fût changé ou du moins reformé, sans qu'on changeât les personnes, et que le favori fût chassé, sans qu'on touchât à l'autorité du roi et de la reine. Elle voulait, en un mot, ce que veulent toutes les multitudes qui vont droit à l'objet de leurs désirs, sans s'inquiéter des moyens, ni se demander si ce qu'elles désirent est possible. Elle voyait la France régénérée et florissante après de si horribles catastrophes. Il lui semblait que celui qui avait fait ce miracle pourrait aussi l'accomplir en Espagne. Elle le lui demandait; elle le suppliait de faire ce qu'elle n'osait faire elle-même. On ne parlait au delà des Pyrénées que du Premier Consul : il était devenu le héros de l'Espagne presque aussi bien que celui de la France. On applaudissait à ses triomphes qui exaltaient les imaginations : l'opinion peu à peu s'était accoutumée à voir en lui un ami, un protecteur. Elle le constituait juge en quelque sorte entre la nation et son gouvernement. C'est ainsi que la France, invoquée de tous côtés, aussi bien par le peuple et la noblesse que par la royauté, fut amenée par degrés à s'occuper de l'Espagne depuis 1800 jusqu'en 1807. C'est ainsi qu'elle se vit en 1808 obligée d'intervenir, entraînée par l'influence même qu'elle avait acquise ou plutôt qu'on l'avait forcée d'acquérir; par des circonstances qu'elle n'avait pas provoquées, qui éclatèrent en dehors d'elle, dont elle n'avait pas plus songé à profiter qu'elle n'avait cherché à les faire naître; dominée enfin par des nécessités auxquelles elle essaya en vain de se soustraire jusqu'au dernier moment, et qui firent pour elle la cause de si effroyables malheurs.

« La gloire de Napoléon, » dit le général Foy dans son *Histoire de la guerre d'Espagne*, histoire d'une impartialité au moins rigoureuse, et si elle n'est qu'impartiale, et si l'auteur, lorsqu'il l'a écrite, n'a pas cédé aux impressions d'un autre temps, « la gloire de Napoléon avait reconcilié les Espagnols avec les Français. Dans les posadas de Castille, on entendait souhaiter des victoires aux invincibles armées françaises, à leur chef illustre. On pleurait sur l'Espagne humiliée, appauvrie; on la comparait à la France. Le roi, la reine, le favori se dépopularisaient chaque jour davantage. On sentait qu'un grand changement était imminent, nécessaire. . . . . Ainsi, par une inspiration

« unanime dans son principe, quoique variée dans ses motifs, l'Espagne « presque entière tendait ses mains suppliantes vers le grand homme, « le prince du siècle. Roi et sujets, grands et petits, oppresseurs et « opprimés, tous eussent remis l'arbitrage de leurs différends à la dé- « cision de l'oracle. Tous le conjuraient de rendre la vie et la jeunesse « à cette vieille monarchie. »

Le Premier Consul était loin de prévoir le rôle que lui réservait la destinée dans les événements qui devaient un jour agiter l'Espagne. L'Empereur lui-même l'ignora jusqu'en 1808. Il fallut, ainsi qu'on vient de le dire, un concours de circonstances extraordinaires, au-dessus de tous les calculs de la prudence ou même de l'ambition humaine, pour lui inspirer les résolutions qu'il dut prendre lorsque ces événements vinrent à éclater. Il n'avait aucune vue particulière sur l'Espagne. Sa pensée tout entière était fixée vers le Nord, où se décidait la querelle entre la France et les nations européennes. L'Espagne n'était rien; elle était comme effacée de la carte politique. Aussi ne s'en occupait-il que par intervalle, en quelque sorte, et très-indirectement, malgré les efforts des Espagnols pour attirer ses regards et l'intéresser à leur patrie. Empêcher le gouvernement d'ouvrir ses ports aux flottes anglaises, recevoir le subside que devait payer la cour pour se dispenser d'envoyer des soldats, c'était à quoi se bornait toute sa politique envers l'Espagne. Il aurait voulu cependant qu'elle sortît de l'abaissement où elle était tombée. Il y avait dans le spectacle de cet abaissement, de cette incurie, de cette langueur, si contraire à tous les instincts de son génie, quelque chose qui l'affligeait, bien qu'il tirât de l'Espagne tout ce qu'il avait à en tirer, et que le reste fût pour la France une question indifférente. L'intérêt qu'il portait à la monarchie espagnole ne reposait donc sur aucune combinaison, sur aucune vue étrangère à cet intérêt même, et fondée sur un avenir que tout le monde ignorait et qu'il était le premier à ignorer. C'était la bienveillance du protecteur puissant pour le protégé qui l'implore, et dont il croit n'avoir rien à craindre s'il a peu à en espérer; car l'Empereur ne savait pas alors, et les événements ne lui avaient pas appris ce qu'il avait à redouter de l'Espagne, des caprices de la cour, de la mobilité et de la perfidie de ceux qui la gouvernaient ou qui pourraient être appelés à la gouverner un jour. Il avait en outre de l'amitié pour le roi d'Espagne. Il avait été touché des marques d'affection que lui prodiguait le vieux roi avec une naïveté bien faite pour ajouter à l'intérêt qu'il inspirait et dont on ne pouvait

se défendre lorsqu'on songeait à ce malheureux prince. Consulté en toute occasion par la cour de Madrid, toujours prête à recourir à lui et à se jeter dans ses bras au milieu de ses embarras, il répondait par des avis, des exhortations, des conseils. Ces conseils toutefois se bornaient aux questions générales d'administration et de gouvernement. Il n'allait jamais au fond de la situation, soit qu'il voulût avoir l'air de l'ignorer, ou qu'il dédaignât d'en être informé, comme on est fondé à le croire d'après les événements. Il est d'une réserve absolue sur ce point ne touchant jamais, même par allusion, dans sa correspondance, à ce qui regarde la personne du roi et de la reine, leur vie intérieure, la position et l'influence du favori. Cette position, au contraire, il paraît l'accepter. Avec la promptitude accoutumée de son coup d'œil, il avait vu quelles étaient, sous cet état de misère, la richesse et la force réelles de l'Espagne. Mais, n'ayant ni le temps ni la volonté de se charger d'une tâche qui n'était pas la sienne, il indiquait comment elle pouvait être remplie. Il aurait voulut que le gouvernement espagnol se relevât, mais par lui-même, honorablement, et sans invoquer l'assistance d'autrui. Il lui en montrait les moyens; il lui faisait connaître ses ressources qu'il ignorait, et le parti qu'il en pouvait tirer. Il lui enseignait enfin à faire ce qu'il ne pouvait faire pour lui. Il n'avait aucune raison de lui être hostile et de désirer la chute de la famille régnante. La faiblesse même du gouvernement espagnol et son propre intérêt semblaient répondre de lui. S'il parvenait à rendre quelque énergie à son pays, la France y gagnerait sans doute; elle aurait un allié plus capable de la seconder. S'il échouait, au contraire, dans ses efforts, en admettant qu'il voulût faire quelque effort, la situation restait ce qu'elle était auparavant, et la France n'avait pas à s'affliger d'un échec dont les conséquences ne pouvaient se faire sentir chez elle. Ses destinées ne dépendaient en rien de la condition plus ou moins prospère de l'Espagne. La correspondance de l'Empereur montre quels étaient ses sentiments, et tel est l'esprit de ces instructions ou, pour parler plus exactement, de ces consultations politiques qu'il adressait à la cour de Madrid par l'organe de ses ambassadeurs. Avec un grand fonds de bienveillance pour les personnes, on y voit une sorte d'indifférence pour des résultats que rien ne lui représente comme indispensables au succès de sa politique. Ces conseils cependant sont d'une grande énergie en ce qui concerne les choses, parce que cette énergie était dans sa nature, qu'elle tenait, en dehors de tout les calculs, à ce besoin d'ordre et d'activité féconde qui formait comme l'essence de son génie, et qui ne lui permettait pas de supporter l'idée de la misère et de la décadence là où la misère et la décadence peuvent être conjurés par les

efforts et le courage de l'homme. C'est ainsi qu'il adressait à M. de Beurnonville, son ambassadeur à Madrid, cette dépêche dont M. Bignon a donné la substance dans un extrait que nous reproduisons ici (1) :

« L'Espagne, « disait l'Empereur, » peut trouver dans le changement « de son organisation intérieure des moyens inépuisables d'industrie, de « fécondité et de richesses, par conséquent de puissance et de force. « C'est ce qu'il faut faire comprendre au Prince de la Paix. Le moment « est opportun. Il faut saisir l'à-propos des nécessités inévitables d'une « guerre (2) pour entreprendre des réformes qui rencontreraient beau- « coup plus d'obstacles dans les temps ordinaires. Les abus sont por- « tés à un haut degré. *Leurs progrès continuels sont de nature à « faire craindre, pour l'État et pour la famille royale, les malheurs « inséparables d'une révolution, c'est-à-dire du passage violent d'un « gouvernement engourdi et dégénéré à un gouvernement renouvelé « et actif.* C'est à l'homme investi de toute la confiance du roi qu'il ap- « partient de prévenir ces malheurs, de rajeunir et de fortifier la mo- « narchie. Sous le rapport financier, le clergé offre au gouvernement de « prompts et d'abondants secours par la vente des biens de l'ordre de « Malte, et de certaines dotations religieuses dont le pape a déjà autorisé « l'aliénation. On se bornerait d'abord à obtenir des dons gratuits du « haut clergé, des chapitres et des grands ordres monastiques, sauf « à porter plus tard quelque réduction dans les revenus trop exor- « bitants et dans le nombre trop considérable des monastères. *Avec le « temps on arriverait à la suppression des cloîtres, seul moyen « efficace pour restaurer complétement la monarchie par le retour « de la population et du travail.* Ces opérations, conduites avec « prudence, peuvent se réaliser non-seulement sans opposition de la « part de la nation espagnole, mais même avec son approbation. Pour « rendre le succès facile, il faut que la cour donne elle-même un noble « exemple par sa renonciation à des dépenses excessives, qui sont une « des sources du mal existant. Cette amélioration, effectuée la première, « donnerait au gouvernement de la force pour toutes les autres.

« Quant à l'organisation du pays, le principe en est simple : réduire « l'armée de terre, fortifier la marine. Sans doute l'Espagne doit avoir « un noyau d'armée convenable pour sa sûreté et pour la dignité du « trône ; mais, dans l'état présent de l'Europe, le vrai, le seul champ « de bataille pour elle, c'est l'Océan. C'est là qu'il peut lui être réservé

(1) Bignon, *Hist. de France*, t. IV, p. 88.

(2) Les Anglais menaçaient alors l'Espagne, au sujet du traité de subsides conclu avec nous, 1804.

« de trouver de l'avantage et de la gloire pour elle-même en se ren-
« dant utile à ses alliés. »

De là à renverser cette dynastie pour s'emparer de l'Espagne, à en avoir la pensée même, il y avait loin. Mais parler ce langage à Godoy, c'était se méprendre étrangement sur son caractère et sur ce qu'il souhaitait. Ce qu'il demandait au fond, ce n'était pas des avis; c'était qu'on le tirât des difficultés où il était tombé, et qu'on le laissât en repos, sauf à revenir ensuite pour le délivrer si de nouvelles difficultés se présentaient. Le reste lui importait peu. Aussi était-il très-étonné lorsqu'il avait signé un traité, qu'on en vînt réclamer l'exécution. Comme si l'on ne savait pas pourquoi il l'avait signé! Il lui paraissait étrange qu'on eût attaché quelque importance à ses promesses, et il semblait qu'en les lui rappelant on manquât soi-même aux premières conditions du traité. On comprend l'effet que devaient produire sur lui les dépêches du premier Consul et de l'Empereur, et ces conseils donnés de si haut qui ne lui montraient de salut que dans ses propres efforts, et dans l'énergie que pourrait lui inspirer son amour pour la gloire et la prospérité de son pays. Ils le troublaient et l'éloignaient; ils lui faisaient sentir toute sa petitesse; ils en faisaient un ennemi secret (1), retenu seulement par la peur et toujours prêt à échapper, à se dérober à une alliance qui lui pesait et dont il avait hâte d'être délivré. Les agents des cours étrangères, qui l'entouraient et auxquels il ne dissimulait pas ses prétendus griefs, ne manquaient pas de les exagérer. Ils avaient peu de peine à l'attirer à eux. C'était le même sentiment, malgré les apparences, et cette haine commune qui réunissait contre la France, depuis la fin du XVIII^e^ siècle tous ceux qui se trouvaient, à un titre quelconque, à la tête de la société européenne. Puis quelle différence entre leur langage et celui de la France! Il ne s'agissait avec eux ni d'efforts à faire, ni de gloire à acquérir, ni d'application aux soins du gouvernement. On ne lui demandait que de rester ce qu'il était; on allait même jusqu'à l'admirer. On caressait sa paresse; on offrait à sa cupidité tous les appas qui pouvaient la tenter. Mais comment rompre? comment s'exposer à la colère de son trop redoutable allié? Cette idée seule le frappait de terreur. Il prodiguait alors les promesses, les adulations, comme s'il eût été deviné, puis, peu à peu, lorsqu'une coalition se formait, et que la France, attaquée de nouveau, semblait enfin devoir succomber, cet enthousiasme s'éteignait.

(1) Au fond il détestait la France, dit M. Thiers, cette alliée importune qui lui reprochait sans cesse sa criminelle inertie. Il préférait l'Angleterre, qui lui faisait espérer, s'il trahissait la cause des nations, le repos si commode à sa lâcheté. (Thiers, *Hist. de Nap.*)

Le langage changeait, on ne se souvenait plus des traités : on alléguait l'état de l'Espagne qui ne permettait ni d'envoyer des troupes ni de payer des subsides. On laissait insulter nos vaisseaux par les vaisseaux anglais jusque dans les ports espagnols : on ne répondait pas aux demandes d'explications ; on se rendait invisible à nos ambassadeurs. On forçait M. de Beurnonville à solliciter des ordres sévères. « Si nous « voulons être sûrs de ces gens-là, » écrivait-il au Premier Consul dans une dépêche toute militaire, « il faudra que nous nous mettions en ba- « taille. » On obligeait enfin le Premier Consul à s'exprimer ainsi dans sa réponse à son ambassadeur : « Il faut que le Prince de la Paix sache « bien que le sang des Berwick et des Vendôme n'a pas cessé de cou- « ler dans les veines françaises, et que ces mêmes Français qui ont « placé les Bourbons sur le trône d'Espagne sauraient retrouver le « chemin de Madrid pour en expulser un favori parvenu par la plus « criminelle de toutes les voies à un degré de faveur inouï dans les « fastes de l'Europe moderne. »

Il ne fallut rien moins que cette menace signifiée au Prince de la Paix pour le décider, en 1803, à remplir les obligations qu'il avait contractées envers la France, et qui, même dans l'état où se trouvait l'Espagne, ne dépassaient en rien la mesure de ses forces et des sacrifices qu'elle pouvait s'imposer en vue de la sûreté commune et des avantages réciproques garantis par les traités.

Le Prince de la Paix était averti désormais sur le danger de pareils écarts; aussi n'eut-il garde de s'y exposer pendant plusieurs années. C'est à peine si l'Empereur entendit parler de lui autrement que par les félicitations qui lui étaient adressées de Madrid à l'occasion de chaque victoire remportée sur ses ennemis, que la cour d'Espagne appelait aussi les siens. Jamais la France n'avait eu d'alliée si heureuse de ses succès, si prompte à lui témoigner son dévouement. Les traités avaient été observés avec une religieuse exactitude, et le zèle semblait augmenter chaque jour, lorsqu'il plut à la Prusse de déclarer la guerre à la France en 1806.

On sait quelles furent les causes de cette guerre, et dans quelles circonstances elle éclata. La Prusse humiliée avec raison du rôle qu'elle avait joué au commencement de la révolution ; aussi humiliée de n'en avoir pu jouer aucun depuis le traité de Bâle, malgré les prétentions de son gouvernement ; la Prusse, à force de s'exalter au nom du grand Frédéric et aux souvenirs du passé, avait cru que ce passé pouvait

revenir, et qu'il lui était réservé de donner à l'Europe le spectacle d'une seconde guerre de Sept ans. Cette idée, peu à peu, avait fini par gagner toute la nation, et, ce qui peut paraître extraordinaire après les événements qui venaient de s'accomplir, elle était partagée au dehors. On se faisait les plus étranges illusions; il semblait que la bataille d'Austerlitz n'eût pas été livrée. L'Empereur n'ayant pu, malgré ses efforts, éviter cette guerre, il fallut bien la faire. Il s'avançait donc en Prusse, au-devant de cette armée qui devait lui faire expier ses triomphes et venger, disait-on, l'injure des nations européennes, lorsque, tout à coup, parut à Madrid une proclamation qui appelait aux armes tout le peuple espagnol. Cette proclamation était signée du Prince de la Paix. Il parlait à ses concitoyens des dangers qui menaçaient la patrie; il leur rappelait leurs antiques vertus; il leur montrait le chemin de la gloire ouvert devant eux. Il les exhortait à mourir au besoin pour le salut commun. Mais ils ne mourraient pas : ils sauraient déployer à sa voix cet héroïsme qui dans d'autres temps avait rendu l'Espagne si redoutable à l'Europe entière : lui-même était prêt à leur donner l'exemple.

« Dans des circonstances moins dangereuses que celles où nous nous « trouvons aujourd'hui, » disait-il (1), « les bons et loyaux sujets se sont « empressés d'aider leurs souverains par des dons volontaires et des « secours proportionnés aux besoins de l'État. C'est donc dans la si- « tuation actuelle qu'il est urgent de se montrer généreux envers sa « patrie. J'espère qu'à l'exemple des illustres aïeux de la génération « présente, qui rendirent de si importants services au roi Philippe V, « l'aïeul de notre roi actuel, les petits-enfants de ces braves s'empres- « seront de fournir des régiments, des compagnies d'hommes habiles « dans le maniement du cheval, pour être employés au service et à la « défense de la patrie tant que durera le danger actuel. Une fois passé, « ils rentreront pleins de gloire au sein de leurs familles. Chacun se « disputera l'honneur de la victoire : l'un attribuera à son bras le salut « de sa famille; l'autre, celui de son chef, de son parent ou de son « ami; tous s'attribueront le salut de la patrie. Venez, mes chers com- « pagnons, vous ranger sous les bannières du meilleur des souverains. « Venez, je vous accueillerai avec reconnaissance; je vous en offre dès « aujourd'hui l'hommage si le dieu des victoires nous accorde une paix « heureuse et durable, unique objet de nos vœux. Non! vous ne cé- « derez ni à la crainte ni à la perfidie; vos cœurs se fermeront à toute « espèce de séduction étrangère. Venez, et, si nous ne sommes pas for- « cés de croiser nos armes avec celles de nos ennemis, vous n'en-

(1) 5 octobre 1806.

« courrez pas le danger d'être notés comme suspects, et d'avoir donné « une fausse idée de votre loyauté, de votre honneur, en refusant de « répondre à l'appel que je vous fais.

« Mais si ma voix ne peut réveiller en vous le sentiment de votre « gloire, soyez vos propres instigateurs : devenez les pères du peuple « au nom duquel je parle; que ce que vous lui devez vous fasse sou- « venir de ce que vous vous devez à vous-mêmes, à votre honneur, « à la religion sainte que vous professez. »

Cette proclamation causa un grand étonnement. Depuis longtemps on n'était plus accoutumé à s'occuper de l'Espagne. Pourquoi donc ce cri de guerre poussé tout à coup par son gouvernement? Où était ce danger qui le menaçait, et cet ennemi qu'on ne désignait pas et que personne n'apercevait. L'Empereur lui-même fut très-surpris, bien qu'il ne s'y trompât point. Il n'y avait pas à s'y tromper en effet. Il était évident que ce manifeste était dirigé contre lui. Les informations diplomatiques éclaircirent bientôt le fait : c'était dans la guerre de Prusse qu'il fallait chercher la cause du courage déployé si subitement par le Prince de la Paix. Il avait cru, lui aussi, sur la foi du cabinet de Berlin, que l'heure de la France avait déjà sonné. Il avait cru à la force invincible des armées prussiennes, à leurs exploits futurs, à l'humiliation et à la défaite de l'Empereur. De nouvelles intrigues s'étaient liées sur cette espérance; un complot s'était formé. L'Espagne et le Portugal devaient se réunir, malgré leurs récentes querelles. La cour de Naples se joindrait à eux; on lèverait toutes les forces dont on pourrait disposer. Les ports et les villes des deux royaumes seraient ouverts à une armée anglaise destinée à augmenter ces forces; puis, saisissant le moment où l'Empereur, engagé contre la Prusse, allait infailliblement succomber, on entrerait en France par les provinces du midi; on la prendrait à revers; on en finirait avec elle. Le Prince de la Paix cependant redoublait d'empressement auprès de l'Empereur, seul rôle qu'il fût en état de remplir dans ce plan, qui du reste ne lui appartenait pas, et auquel il était tout au plus capable de s'associer par des démonstrations de ce genre. Tout avait été réglé par le comte de Strogonoff, envoyé de Russie, et l'on n'attendait plus que les victoires annoncées par la cour de Berlin, lorsque la bataille d'Iéna vint dissiper toutes ces illusions.

Godoy fut comme anéanti à la nouvelle de cette bataille. Toute cette agitation qu'il avait cherché à exciter en Espagne cessa aussitôt; les levées furent suspendues. Il n'était plus question de guerre,

de périls, de proclamation. On ne songea qu'à remercier le ciel de la victoire qu'il venait d'accorder aux armées françaises et au chef invincible qui les commandait, comme si l'Espagne elle-même eût été délivrée par cette victoire. On se hâta, suivant l'usage, d'adresser des dépêches à l'Empereur pour lui exprimer la joie qu'on avait ressentie, et, comme il fallait bien expliquer ces malencontreux préparatifs, on dit qu'en effet on avait armé, mais que c'était par un excès de zèle que l'Empereur apprécierait sans doute, et dont il saurait gré à son fidèle allié le roi catholique. La cour de Lisbonne, toujours poussée par l'Angleterre, avait à peine déguisé ses dispositions hostiles : depuis quelque temps on avait été informé à Madrid qu'une armée anglaise devait être appelée en Portugal, lequel se préparait, avec l'aide de cette armée, à envahir l'Espagne. On voulait la punir de son amitié pour la France, profitant du moment où elle ne pourrait invoquer le secours de son allié, retenu par la guerre que lui avait déclarée la Prusse, et qu'allait sans doute lui déclarer la Russie. On avait dû prendre à Madrid les mesures nécessaires pour prévenir le danger. Il est vrai qu'on n'avait pas averti l'Empereur, mais c'était pour ne pas ajouter à ses préoccupations, et lui imposer de nouveaux soins pour une tâche qu'on avait eu, il fallait bien le dire, l'ambition d'accomplir seuls, voulant se montrer dignes, par cette preuve de fidélité, du héros magnanime qu'on avait le bonheur de compter au nombre de ses alliés.

En d'autres temps il eût pu convenir à l'Empereur d'accepter ces explications ; d'en avoir l'air au moins, attachant peu d'importance aux dispositions plus ou moins sincères de la cour d'Espagne, et sûr de la retrouver toujours aussi soumise dès qu'on lui aurait donné lieu d'élever la voix, et de réclamer du gouvernement espagnol ce qu'il avait à en exiger. Mais les derniers événements étaient venus changer ses idées en lui montrant la situation sous son véritable aspect. On a dit, et tous les historiens sont d'accord sur ce point, que le manifeste de Godoy l'avait extrêmement frappé. Il lui révélait un danger auquel il n'avait point encore songé. L'Espagne n'était rien sans doute, et l'on n'avait pas à craindre une nouvelle invasion de ses armées sur le sol de la France, comme au temps de Philippe II : il n'y avait pas d'apparence qu'on fût appelé encore à les rencontrer dans les champs de Saint-Quentin, ni même à Lens et à Rocroy. Mais si elle ne pouvait rien par elle-même, il ne fallait pas oublier l'avantage de sa situation, qui en fait une des portes de la France du côté du Midi. Il dépend d'elle, en toute circonstance, de livrer à l'ennemi l'entrée de nos provinces méridionales. Et si ses propres ressources ou la faiblesse de son gouvernement ne lui permettent pas

d'agir, il lui suffit d'ouvrir le chemin à une armée étrangère, attendant l'heure où la France, attaquée au nord, sera obligée de se porter tout entière vers le Rhin. C'est ce que venait de tenter Godoy sous l'inspiration de la Prusse et de la Russie. Elle est, en un mot, à la France ce que l'Écosse a été pendant si longtemps à l'Angleterre, trop faible pour lutter, mais toujours maîtresse par sa position de l'inquiéter, de paralyser son action au dehors; de la forcer au milieu de ses victoires à s'arrêter, à revenir en arrière pour faire face à un danger d'autant plus grand qu'il aura été moins prévu. Ce danger, Louis XIV l'avait senti, lorsqu'il avait voulu lier la monarchie Espagnole au système politique de la France. Tel était le sens du mot fameux : *Il n'y a plus de Pyrénées*. On devait remarquer, en effet, que Louis XIV vainqueur pendant quarante ans de toutes les coalitions formées contre lui, n'avait vu sa fortune chanceler que le jour où une armée continentale avait pu pénétrer en Espagne. C'était alors que la France, enveloppée de toutes parts, avait failli succomber. Qui pouvait assurer que l'Espagne serait toujours ce qu'elle était en ce moment, et qu'à la place de l'agent méprisable investi de l'autorité royale, il ne viendrait pas un ministre habile, actif, qui saurait relever son pays, féconder ses ressources et ranimer son énergie? Et s'il plaisait à ce ministre de se déclarer l'ennemi de la France? Le danger alors croissait dans toute la proportion des forces rendues à l'Espagne; notre frontière pouvait être menacée non-seulement par une armée, mais par deux à la fois. Il fallait donc revenir à la politique de Louis XIV. Les événements en montraient assez la nécessité. Ce n'était ni une question d'ambition ni une question de dynastie; c'était une question de sécurité et presque d'existence pour la France. Telles étaient les pensées qu'avaient fait naître dans l'esprit de l'Empereur l'étrange levée de boucliers ordonnée par Godoy, et elles étaient assez naturelles pour que le général Foy lui-même, interprète si fidèle, ou plutôt si prévenu, de l'opinion la plus généralement répandue au sujet de la guerre d'Espagne, n'ait pu s'empêcher d'en reconnaître la justesse.

« Quand Napoléon n'aurait pas eu par instinct et par ambition, » dit-il, « le sentiment des maux que l'Espagne pouvait lui faire un jour (1), « l'équipée du Prince de la Paix était propre à lui démontrer l'évidence

(1) Qu'il l'ait eu par instinct, il n'y a rien d'extraordinaire après ce qui venait de se passer. Cet instinct n'était autre chose que de l'expérience; mais par ambition, voilà qui est plus difficile à comprendre. On ne voit pas ce qu'il y a de commun entre l'ambition et ce sentiment qui nous porte à prévenir un danger qui nous menace. L'auteur a voulu se servir de ce mot évidemment; il ne s'est pas aperçu qu'il allait en détruire l'effet par ce qui suit.

« de cette vérité politique : L'Espagne presse la France à l'opposé de « toutes les autres pressions. L'Espagne, entourée par la mer, et « n'ayant de contact qu'avec un État faible, n'est pas menacée par des « agressions latérales, et, si elle est ennemie de la France, elle peut se « précipiter avec toute sa puissance vers sa frontière du nord. Napoléon « savait que, derrière les Pyrénées, un peuple généreux avait conservé « de l'énergie, et n'avait pu être dégradé par la longue oppression d'un « gouvernement sans gloire au dehors et despotique au dedans. Il « connaissait tout ce qu'on peut attendre des efforts des peuples, et « surtout des peuples du Midi, quand on les gouverne suivant leurs « passions, et qu'on les dirige dans la sphère d'activité de leurs impres- « sions morales. Un homme pouvait se trouver qui régénérerait l'Es- « pagne; un prince pouvait se trouver qui la laisserait se régénérer; « une révolution de palais, une émeute populaire pouvaient en donner « le mouvement. Il n'était pas dit que l'Espagne serait toujours « gouvernée par un roi faible, par une reine impudique, par un favori « méprisé. Pendant que les aigles de la France volaient aux rives du « Danube, ou s'élançaient sur la Vistule, un autre ennemi restait à « ses portes vers le Midi. *On n'est fort nulle part quand on est « vulnérable si profondément et si sérieusement sur un seul point.* « L'augmentation de la puissance doit se faire par additions concentriques « et dans tous les sens à la fois. Les armées françaises combattant en « Pologne, en Bohême, en Autriche, pouvaient être tournées par l'armée « ennemie qui se présenterait aux Pyrénées, puisque cette dernière « armée serait plus proche de Paris. Le centre d'un royaume est en effet « l'arc-boutant de la puissance militaire. La soumission absolue avec « une garantie stable de l'Espagne n'était donc que la conséquence na- « turelle et nécessaire de l'extension de la France au delà des Alpes et « du Rhin, ses limites naturelles (1). Telles étaient les pensées qui suggé- « rèrent à Napoléon la vaine proclamation de Godoy (2). »

Il est à remarquer que le général Foy, quelle que soit son opinion, ne va pas jusqu'à affirmer que, même après la trahison du Prince de la

(1) La soumission de l'Espagne n'était pas la conséquence nécessaire de l'extension de la France au delà des Alpes et du Rhin. La France n'était sur la Vistule et le Danube que parce qu'elle y était appelée par la coalition et portée par les événements de la guerre. En supposant qu'elle restât dans ses limites naturelles, il lui importerait encore de n'être pas attaquée par le Nord et le Midi, sur le Rhin et les Pyrénées en même temps. La nécessité d'obtenir des garanties de l'Espagne ne tient pas pour elle à des circonstances qui peuvent changer, au succès de ses armes dans un certain moment; elle tient à une situation permanente, et qui ne saurait être perdue de vue sans imprudence.

(2) Foy, *Histoire de la guerre d'Espagne*, t. II, p. 208.

Paix, l'empereur ait eu le dessein de s'emparer de l'Espagne et de renverser la famille régnante. Rien ne lui eût été plus facile après Tilsitt, ayant la disposition de toutes ses forces, et assuré, dans tout ce qu'il lui plairait d'entreprendre, de l'assentiment de la Russie. Il y songeait si peu que cette trahison, qui aurait dû être la perte de Godoy, devint presque pour le favori l'occasion d'une grandeur inouïe; elle faillit en faire un prince souverain, seul titre, avec celui de roi, qui lui ait manqué pour couronner sa fortune. On a vu avec quelle promptitude, après la défaite de la Prusse, il s'était jeté au pied de l'Empereur, offrant tout pour regagner ses bonnes grâces et faire oublier sa faute. L'Empereur avait résolu de châtier le Portugal, et de l'enlever enfin à l'Angleterre. Il fut convenu que l'expédition serait faite en même temps par la France et par l'Espagne. Une armée française de quarante mille hommes devait traverser l'Espagne pour se rendre aux frontières de Portugal; dix mille Espagnols devaient se joindre à elle. Le Portugal, après la conquête, serait divisé en deux parties: l'une, érigée en royaume sous le nom de Lusitanie septentrionale, serait attribuée au roi et à la reine d'Étrurie, en échange de leurs États d'Italie que l'Empereur reprenait. Il remplissait par cet échange l'un des vœux les plus chers du roi Charles IV: la reine d'Étrurie était sa fille; il désirait passionnément l'avoir plus près de lui, et il avait fait supplier l'Empereur de lui donner cette satisfaction. L'autre partie s'appellerait la principauté des Algarves: elle était destinée à Godoy, qui, dans sa joie, s'empressa de faire frapper monnaie à son effigie avant que le traité fût ratifié. Ces deux États toutefois n'étaient pas complétement indépendants; ils étaient soumis à la couronne d'Espagne comme les États secondaires de la Confédération germanique sont soumis à la Prusse ou à l'Autriche. Ils étaient tenus à de certaines obligations envers elle, et leurs princes ne pouvaient régner qu'après avoir obtenu l'investiture à Madrid. Cette espèce de suzeraineté, créée en sa faveur, flattait extrêmement la cour d'Espagne en lui rendant les apparences de la puissance. Il s'y joignait un avantage plus réel; c'était le partage des colonies portugaises, arrêté à l'avance entre la France et l'Espagne. Le vieux roi gagnait aussi beaucoup à ce traité, qui comblait le seul désir ambitieux qu'il eût jamais formé peut-être, et qui était d'être appelé empereur comme son puissant voisin et allié, l'empereur des Français. On convint donc qu'il serait reconnu désormais par la France sous le titre de roi d'Espagne et des Indes, EMPEREUR DES AMÉRIQUES. Tel était en substance ce traité, connu sous le nom de traité de Fontainebleau. Il fallait qu'il cachât des vues bien profondes, si l'Empereur méditait la chute de la dynastie de Bourbon en Espagne. On a prétendu que tel était son

but; on peut être surpris du moyen employé par lui pour y arriver. Il ne se réservait rien pour le moment. Son intention était, disait-on, de se faire céder à la paix générale les provinces de l'Ébre situées entre ce fleuve et les Pyrénées, de l'autre côté de la France. Déjà elles nous avaient appartenu. Elles s'étaient données à nous; et ces révolutions si communes dans l'histoire des peuples nous les avaient ôtées et rendues plusieurs fois. Elles formaient la véritable barrière entre la France et l'Espagne : c'était une compensation plus que suffisante sans doute de ce que l'Empereur accordait à celle-ci; mais cette compensation était exigée par la politique légitime de la France. La possession de ces provinces, obtenues d'ailleurs au prix de dédommagements qui avaient leur importance, garantissait sa sûreté, et il ne paraît pas, quoi qu'on en ait dit, que l'Empereur ait eu d'autres vues lorsqu'il arrêta, d'accord avec l'ambassadeur envoyé à cet effet par le Prince de la Paix et le roi d'Espagne, les bases du traité de Fontainebleau (1).

Mais il allait être surpris par les événements. Le jour même où ce traité était conclu, le 27 octobre 1807, éclatait à Madrid une de ces crises terribles qui annoncent la fin d'une monarchie. L'héritier de la couronne, le prince des Asturies, était arrêté au milieu de la capitale sur un ordre du roi, ou plutôt sur un ordre de la reine, signé du roi. Il était accusé de conspiration contre la sûreté de l'État : son dessein était, disait-on, de faire périr sa mère, et de s'emparer de la couronne en forçant le roi à abdiquer. Des juges lui étaient donnés à qui la reine demandait déjà la tête de son fils. Une proclamation envoyée dans les provinces annonçait son crime à toute l'Espagne :

« Dieu, qui veille sur ses créatures, faisait-on dire au roi, ne per-
« met pas la consommation des faits atroces quand les victimes sont
« innocentes. Aussi sa toute-puissance m'avait-elle préservé de la plus
« affreuse catastrophe. Tous mes sujets connaissent parfaitement mes
« sentiments religieux et la régularité de mes mœurs. Tous me ché-
« rissent, et je reçois de tous les preuves de vénération dues à un père
« qui aime ses enfants. Je vivais persuadé de cette vérité, quand une
« main inconnue est venue m'apprendre et me dévoiler le plan le plus
« monstrueux et le plus inouï qui se tramait contre ma personne dans
« mon propre palais. Ma vie, tant de fois menacée, était devenue à
« charge à mon successeur qui, préoccupé, aveuglé, et abjurant tous

(1) A la fin d'octobre 1807, six mois à peine avant les événements qui précipitèrent du trône la dynastie des Bourbons d'Espagne.

« les principes de foi chrétienne que lui enseignèrent mes soins et mon « amour paternels, était entré dans un complot pour me détrôner. J'ai « voulu alors rechercher par moi-même la vérité du fait; et, surpre- « nant mon fils dans son propre appartement, j'ai trouvé en sa pos- « session le chiffre qui servait à ses intelligences avec les scélérats, et « les instructions qu'il en recevait. Je convoquai, pour examiner ces « papiers, le gouverneur par intérim du conseil, pour que, de concert « avec d'autres ministres, ils se livrassent activement à toutes les re- « cherches nécessaires. Tout a été fait, et il en est résulté la décou- « verte de plusieurs coupables. J'ai décrété leur arrestation, ainsi que « la mise aux arrêts de mon fils dans sa demeure. Cette peine man- « quait à toutes celles qui m'affligent; mais, comme elle est la plus « douloureuse, c'est aussi celle qu'il importe le plus de faire expier à « son auteur; et, en attendant que j'ordonne de publier le résultat des « poursuites commencées, je ne veux pas négliger de manifester à mes « sujets mon affliction, que les preuves de leur loyauté parviendront à « diminuer. Vous tiendrez cela pour entendu, afin que la connaissance « s'en répande dans la forme convenable. »

Comme on n'eût pas osé prendre des mesures aussi graves sans avertir l'Empereur, le roi Charles IV lui écrivit, le même jour, la lettre suivante :

« Monsieur mon frère, dans le moment où je ne m'occupais que des « moyens de coopérer à la destruction de notre ennemi commun; quand « je croyais que tous les complots de la *ci-devant* reine de Naples (1) « avaient été ensevelis avec sa fille, je vois avec horreur que l'es- « prit d'intrigue a pénétré jusque dans le sein de mon palais. Hélas! « mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat si affreux! Mon « fils, l'héritier présomptif de mon trône, avait formé le complot hor- « rible de me détrôner : il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter à la « vie de sa mère. Un attentat si affreux doit être puni avec la rigueur « la plus exemplaire des lois. La loi qui l'appelait à la succession doit « être révoquée; un de ses frères sera plus digne de le remplacer et dans « mon cœur et sur le trône. Je suis en ce moment à la recherche de « ses complices pour approfondir ce plan de la plus noire scélératesse, « et je ne veux pas perdre un seul moment pour en instruire V. M. I. « et R., en la priant de m'aider de ses lumières et de ses conseils. »

Ce prince des Asturies est le même qui a régné sous le nom de Ferdinand VII, et que les événements de 1823, en Espagne, ont fait

(1) La reine de Naples était la sœur de la reine d'Espagne, qui dictait cette lettre à son mari.

connaître à l'Europe. Les circonstances l'avaient rendu ennemi de Godoy : en d'autres temps ils eussent été faits pour s'apprécier. Caractère faux, nature basse et cruelle, il était encore au-dessous du favori peut-être par l'intelligence et le courage. Sa mère le détestait, comme elle devait détester un fils légitime, le juge de ses désordres à ce titre, et qui aurait un jour le pouvoir de l'en punir. Dès sa jeunesse il avait été en butte à ses mauvais traitements ; elle et le favori l'avaient éloigné de tout. Mais ces rigueurs mêmes, et le sort qu'on lui avait fait, l'avaient rendu cher à la multitude, à qui il faut une idole pour montrer ce qu'elle hait aussi bien que ce qu'elle aime, et qui manifestait par là ses sentiments envers la reine et le Prince de la Paix. Ses instincts d'ailleurs le rapprochaient d'elle : elle savait qu'elle serait souveraine le jour où il commencerait à régner. On l'avait marié avant l'âge de vingt ans à une jeune princesse de Naples qu'il aimait autant qu'il pouvait aimer, et qui était morte presque aussitôt. Telle était l'opinion qu'on s'était faite en Espagne de la reine et du favori, qu'on ne doutait pas qu'ils ne fussent les auteurs de cette mort, attribuée au poison. Le prince lui-même en était convaincu. Godoy cependant, inquiet de l'avenir, et effrayé du sort qui l'attendait après la mort de Charles IV, avait cherché à se réconcilier avec son successeur. Il lui avait fait offrir sa sœur en mariage, proposition étrange, repoussée avec un dédain qui avait redoublé les colères de la reine et le ressentiment du favori. Depuis, la position du prince s'était encore aggravée. C'était un ennemi dont il fallait à tout prix se défaire ; la reine cachait à peine son dessein de l'écarter du trône, et d'y faire monter le Prince de la Paix. Déjà une déclaration obtenue du vieux roi avait annoncé aux Espagnols qu'il ne se sentait plus en état, par son âge et ses infirmités, de supporter le poids des affaires publiques. Aux charges possédées par le Prince de la Paix, il avait ajouté celle de grand amiral de l'Espagne et des Indes. Il l'avait fait altesse sérénissime et nommé commandant général de sa maison militaire. Il l'avait créé roi, en un mot ; mais ce n'était pas assez pour la reine, qui voulait encore qu'il en eût le titre. Elle comptait bien amener le roi à le reconnaître à la place du prince des Asturies. De là ces paroles trop significatives dictées au roi dans la lettre qu'on vient de lire. « *La loi qui « l'appelait à la succession doit être révoquée.* » Il est vrai que le monarque parle d'un second fils ; mais personne ne s'y méprenait. Il eût été trop tôt pour avouer ses véritables intentions dans un acte officiel, et surtout à l'Empereur. Jusqu'au moment où la conspiration fut découverte, on n'avait rien dit au roi. On attendait une faute du prince des Asturies ou plutôt on la provoquait. On le forçait à n'apercevoir de salut que dans la déchéance du roi et de la reine, et

dans la ruine du favori, non qu'il fût en état par lui-même de concevoir un complot ou de l'exécuter, mais il suffisait qu'il y en eût un tramé en son nom et dont on pût se servir pour le perdre. Autour de lui s'était formé un parti composé de nobles, de courtisans qui n'avaient pu obtenir la faveur de Godoy, et qui n'attendaient que d'un changement de règne la richesse et le crédit qui leur avaient été refusés sous celui-ci. Ce parti n'était au fond qu'une coterie, mais active, remuante, profitant habilement de l'indignation causée par la conduite de la reine, montrant tout ce qu'il y avait d'odieux dans cette persécution exercée contre l'héritier de la couronne, dont elle faisait tout le mérite d'ailleurs, par l'intérêt qu'elle appelait sur lui; car on ne manquait pas, suivant l'usage, de lui attribuer toutes les vertus qu'il n'avait pas. Ses familiers seuls le connaissaient; ils n'en suivaient pas moins leurs plans, ayant attaché à sa fortune le succès de leurs espérances. On l'entourait; on formait des projets, on cherchait à exciter cette âme inerte, et capable seulement du mal quand le mal pouvait être commis sans danger. Il fallait se hâter cependant, car la reine marchait à son but : si l'on avait pour soi les sympathies populaires, elle avait pour elle le pouvoir et la violence même de ses passions que rien ne pouvait contenir à un moment donné. Mais comment conjurer le péril? par quel moyen? On n'en avait trouvé qu'un seul. C'était de recourir à l'Empereur. Le prince des Asturies lui écrirait; il invoquerait son appui; et, pour se l'assurer, il lui demanderait en mariage une des princesses de sa famille. Si grand qu'il fût, on espérait le séduire par cette idée d'une alliance avec la maison royale d'Espagne. Si l'on réussissait, la reine et le favori étaient abattus. On avait vaincu sans combattre, et l'on devenait, grâce à cette puissante protection, les maîtres de l'Espagne. Voici cette lettre qui peint la situation, et que le prince des Asturies, d'après l'avis de ses conseillers, adressa à l'Empereur :

« Sire, la crainte d'incommoder V. M. I. et R. au milieu de ses « exploits et des affaires majeures qui l'entourent, m'a empêché « jusqu'ici de satisfaire directement le plus vif de mes désirs, celui « d'exprimer au moins par écrit les sentiments de respect, d'estime et « d'attachement que j'ai voués à un héros qui efface tous ceux qui l'ont « précédé, et qui a été envoyé par la Providence pour sauver l'Europe « du bouleversement total qui la menaçait; pour affermir les trônes « ébranlés, et pour rendre aux nations la paix et le bonheur.

« Les vertus de V. M. I. et R., sa modération, sa bonté même envers « ses plus injustes et ses plus implacables ennemis, tout me faisait espérer « que l'expression de ces sentiments en seraient accueillis comme l'ef- « fusion d'un cœur rempli d'admiration et de l'amitié la plus sincère.

« L'état où je me trouve depuis longtemps, et qui ne peut échapper « à la vue perçante de V. M. I. et R., a été jusqu'à présent un second « obstacle qui a arrêté ma plume prête à lui adresser mes vœux. Mais, « plein de l'espérance de trouver dans la magnanime générosité de « V. M. I. la protection la plus puissante, je me suis déterminé non- « seulement à lui témoigner les sentiments de mon cœur envers son « auguste personne, mais à l'épancher dans son sein comme dans celui « du père le plus tendre.

« Je suis bien malheureux d'être obligé, par les circontances, de ca- « cher comme un crime une action si juste et si louable, mais telles sont « les conséquences funestes de l'extrême bonté du meilleur des rois.

« Rempli de respect et d'amour filial pour celui à qui je dois le jour, « et qui est doué du cœur le plus droit et le plus généreux, je n'ose- « rais jamais dire qu'à V. M. I. ce qu'elle connaît mieux que moi; « que ces qualités estimables ne servent que trop souvent d'instrument « aux personnes artificieuses et méchantes pour obscurcir la vérité aux « souverains d'un caractère également vertueux et si analogue à celui « de mon respectable père.

« Si ces mêmes hommes qui, par malheur, existent ici, lui laissaient « connaître à fond celui de V. M. I. et R. comme je le connais, avec « quelle ardeur ne souhaiterait-il pas de serrer les nœuds qui doivent « unir nos deux maisons, et quel moyen plus propre pour cet objet « que celui de demander à V. M. I. l'honneur de m'allier à une prin- « cesse de son auguste famille. C'est le vœu unanime de tous les sujets « de mon père; ce sera aussi le sien, je n'en doute pas, malgré les « efforts d'un petit nombre de malveillants, aussitôt qu'il aura connu « les intentions de V. M. I. C'est tout ce que mon cœur désire; mais « ce n'est pas le compte de ces égoïstes perfides qui l'assiégent, et « ils peuvent dans un premier moment le surprendre : tel est le motif « de mes craintes.

« Il n'y a que le respect pour V. M. I. qui puisse déjouer leurs com- « plots, ouvrir les yeux à mes bons et bien-aimés parents, les rendre « heureux et faire en même temps le bonheur de ma nation et le mien.

« Le monde entier admirera de plus en plus la bonté de V. M. I., et « elle aura toujours en moi le fils le plus reconnaissant et le plus dé- « voué.

« J'implore donc avec la plus grande confiance la protection pater- « nelle de V. M. I., afin que non-seulement elle daigne m'accorder « l'honneur de m'allier à sa famille, mais qu'elle aplanisse toutes les « difficultés et fasse disparaître tous les obstacles qui peuvent s'opposer « à cet objet de mes vœux.

« Cet effort de bonté de la part de V. M. I. m'est d'autant plus né-
« cessaire que je ne puis pas, de mon côté, en faire le moindre, puis-
« qu'on le ferait passer peut-être pour une insulte à l'autorité paternelle,
« et que je suis réduit à un seul moyen, à celui de me refuser, comme
« je le ferai avec une invincible constance (1), à m'allier à toute per-
« sonne que ce soit sans le consentement et l'approbation positive de
« V. M. I., de qui j'attends uniquement le choix d'une épouse.

« C'est un bonheur que j'espère de V. M. I., priant Dieu de con-
« server sa précieuse vie pendant de longues années.

« Écrit de ma main au palais de l'Escurial, le 11 octobre 1807

« FERDINAND (2).

C'est en ces termes que l'héritier de la monarchie d'Espagne implorait l'appui d'un souverain étranger. « Ainsi ces malheureux Bour-
« bons, » dit M. Thiers (3), « appelaient eux-mêmes, forçaient presque à se
« mêler de leurs affaires le conquérant redoutable, déjà si dégoûté de
« leur incapacité, et trop disposé à les chasser d'un trône (4), où ils

(1) Allusion au mariage avec la sœur de Godoy.

(2) G. Foy, *Hist. d'Esp.*, 363, t. II.

(3) — T. VIII, p. 264.

(4) La lettre du prince des Asturies est datée du 11 octobre 1807. Elle a dû arriver à Paris vers le 20, d'après les moyens de communication alors en usage. Or le traité de Fontainebleau, ce traité qui reconnaissait tous les titres du roi d'Espagne, et lui donnait encore celui d'empereur des Amériques, fut signé le 27. Il n'y a pas d'apparence que l'Empereur l'eût conclu, s'il avait eu le dessein de renverser les Bourbons d'Espagne : ce n'est donc qu'une conjecture qui n'est fondée sur aucune preuve. L'auteur cependant y revient souvent, paraissant tenir beaucoup à établir le fait. Il a pris soin d'avertir plusieurs fois ses lecteurs, dans le cours de son ouvrage, et particulièrement à l'occasion de cette affaire d'Espagne, qu'il avait pu examiner à loisir les archives les plus secrètes de la diplomatie impériale, ayant eu à sa disposition, outre les cartons des affaires étrangères, la correspondance de l'Empereur et les papiers d'État déposés au Louvre et encore inconnus. Si une seule pièce s'était trouvée qui confirmât son opinion, on doit croire qu'il n'eût pas négligé de la produire.

On ne peut s'empêcher de regretter à ce sujet que, parlant si souvent de ces précieux documents, il n'ait pas jugé nécessaire d'en citer un plus grand nombre, à propos de la guerre d'Espagne, ou de tout autre événement. Les pièces rapportées par lui sont, à très-peu d'exceptions près, des pièces connues du public, ayant déjà été publiées dans presque tous les ouvrages qui ont paru sur l'Empire. Les autres, il faut bien le dire, ne justifient l'exception ni par leur intérêt, ni par les lumières nouvelles qu'elles jettent sur les faits. Ce passage du reste contient un aveu remarquable : c'est

« étaient non-seulement inutiles mais dangereux à la cause commune « de l'Espagne et de la France.

Cette lettre fut envoyée en secret à l'Empereur. Le prince, malheureusement, l'avait lue à une dame de la cour qui recevait ses confidences, et qui se hâta d'instruire la reine : c'était pour cela qu'elle était auprès de lui. Il y avait longtemps que la reine attendait une semblable révélation. Elle se rend aussitôt près du roi, qu'elle entraîne chez son fils. On le surprend dans son appartement ; on y trouve, outre le brouillon de la lettre, des chiffres, des papiers, etc., contenant tout le plan d'une conspiration. Mais cette conspiration n'était pas telle qu'on la présenta aux yeux du public pour noircir les conjurés et les rendre odieux à la nation. Il ne s'agissait ni de faire mourir la reine, ni d'obtenir l'abdication du roi. Le seul cas prévu par les conseillers du prince était celui de la mort du roi, assez malade depuis quelque temps pour qu'on dût s'attendre à un événement prochain. Ils avaient vu la reine et le favori se préparer pour cet événement ; Godoy, maître du palais, de la garde royale, pouvant, à l'heure même où le roi aurait rendu le dernier soupir, s'assurer de la personne du prince et saisir le pouvoir avant qu'on eût le temps d'y mettre obstacle, toutes leurs mesures s'étaient bornées à le prévenir. Des proclamations avaient été rédigées à l'avance, annonçant l'avénement du nouveau roi. La plupart des grandes charges de la couronne étaient déclarées vacantes ; il était pourvu à ces vacances. Le duc de l'Infantado était nommé commandant général des troupes ; le comte de Florida Blanca, président du conseil de Castille ; le chanoine Escoïquiz, ancien précepteur de Ferdinand VII, et l'âme du complot, conseiller du roi. Ils devaient sur-le-champ s'emparer de leurs fonctions. Tout était prêt et les ordres signés. Ils eussent été inutiles, suivant toute apparence, car le complot eût échoué par la timidité même de celui pour qui l'on conspirait. Quant à la reine, attaquée si directement dans son autorité, dans sa personne, dans celle de son favori surtout, elle n'écoutait rien et ne demandait que des supplices. On parvint à peine à lui faire comprendre que la condamnation de son fils aurait pour la couronne, et pour le favori peut-être, des conséquences aussi funestes que pour le prince des Asturies. Elle se rendit à la fin : il fut décidé que le prince ne serait point soumis à un jugement ; mais elle voulut tenir de lui-

celui du danger que présentait pour les intérêts communs de la France et de l'Espagne le règne de la dynastie qui occupait le trône en ce moment.

même l'aveu de son crime. Il ne fallut pas le menacer longtemps. Dès le lendemain il révela tout, livrant le nom de ses complices, comme on disait; indiquant la part que chacun avait prise à la conspiration, allant même au-devant des questions qui lui étaient faites, comme s'il avait eu peur qu'un seul échappât. Avec cette dissimulation qui s'allie si bien, dans les natures de cette sorte, à tous les autres vices du caractère, il les avait laissés s'engager, se sentant à l'abri par sa naissance des dangers qu'ils attiraient sur leur tête, et disposé peut-être à se moquer intérieurement de leur simplicité et de l'imprudence qu'ils commettaient en se fiant à lui. La reine exigea plus encore. Elle demanda une déclaration publique, annonçant les fautes et le repentir du coupable. Il obéit aussitôt, trouvant sans doute que c'était payer bien peu la grâce qui lui était faite, que de l'acheter au prix d'une lettre comme celle-ci, imprimée et répandue immédiatement dans tout le royaume, par ordre de la reine :

« Sire et mon père, » disait-il dans cette lettre adressée au roi, « en « manquant à V. M. j'ai manqué à mon père et à mon roi; mais je « m'en repens, et je promets à V. M. la plus humble obéissance. Je « ne devais rien faire sans le consentement de V. M.; mais j'ai été sur- « pris. *J'ai dénoncé les coupables*, et je prie V. M. de me pardonner « et de permettre de baiser vos pieds à votre fils reconnaissant. — Fer- « dinand, 5 novembre 1807. »

Il suppliait la reine d'intercéder pour lui auprès du roi.

« Madame et ma mère, je me repens de la grande faute que j'ai « commise contre le roi et contre vous mes père et mère. Aussi je « vous en demande pardon avec la plus grande soumission, ainsi que « de mon opiniâtreté à vous nier la vérité l'autre soir. C'est pourquoi « je supplie V. M. du plus profond de mon cœur de daigner interposer « sa médiation auprès de mon père, afin qu'il veuille bien permettre « d'aller baiser les pieds de S. M. à son fils reconnaissant. »

Il venait de se soustraire au danger; mais il restait les coupables dénoncés par lui, comme il avait soin de le dire : c'était une proie que la reine n'entendait pas abandonner. Au bout de quelques jours le procès commença. Les juges avaient été choisis, et la condamnation paraissait certaine. Mais l'opinion s'était émue; à force de l'irriter, le gouvernement était arrivé à ne pouvoir plus se soutenir devant elle, lors même que le droit et la raison eussent été pour lui. On ne croyait pas à la conspiration; on la regardait comme une machination inventée pour perdre le prince. On accusait la reine; on accusait Godoy; ce procès agitait tous les esprits; on le suivait avec cet intérêt qui chez la multitude est déjà presque de la sédition. Les juges

eux-mêmes, bien que nommés pour condamner, étaient incertains. Cette situation était fatale à la cour, vaincue par les moyens mêmes qu'elle avait mis en usage pour s'assurer la victoire. Les accusés ne se défendaient pas; ils attaquaient. Le chanoine Escoïquiz, caractère timide jusque-là, se fit remarquer par la fermeté ou plutôt l'amertume de ses réponses, applaudies, répétées avec transport par la foule répandue dans l'intérieur du palais ou qui en assiégeait les dehors. Au moment de délibérer, les juges n'osaient ouvrir un avis, placés entre le péril d'une condamnation et leurs engagements avec la cour. L'un d'eux, Eugenio Cavellero, vint mettre fin à ces irrésolutions. Il avait plus de quatre-vingts ans; on l'avait nommé malgré son âge et ses infirmités. Il n'avait pu assister aux débats, retenu dans son lit par une maladie qui annonçait sa fin prochaine; mais il avait ordonné qu'on lui en rendît compte, et le jour où l'arrêt devait être prononcé, il se fit porter auprès de ses collègues. Il leur dit qu'arrivé au terme de sa carrière, il n'avait pas voulu la déshonorer par un acte qui flétrirait son nom. Il leur peignit l'état de l'Espagne avilie par ceux qui la gouvernaient; et ce procès intenté dans des vues odieuses, pour satisfaire à des passions dénaturées, et jeté comme un défi à la conscience publique. Il était temps qu'elle protestât; il était temps de mettre un terme à tant de vices et de scandales, sinon c'était calomnier l'Espagne tout entière en l'y associant; en faisant croire qu'elle n'était que trop digne du gouvernement sous lequel elle vivait depuis vingt ans. L'autorité de ces paroles, dans la bouche d'un vieillard mourant, entraîna tous les juges : les accusés furent absous à l'unanimité. La nouvelle connue à l'instant de tout Madrid fut accueillie avec une joie qui tenait du délire. On se félicitait publiquement; on voulait porter les juges en triomphe; la révolution commençait en un mot. Un incident vint encore ajouter à la défaite de la reine et du favori. Eugenio Cavellero succomba le lendemain, épuisé par ce dernier effort. Toute la population assista à son convoi, le regardant comme un martyr, imputant sa mort à la cour, qu'on chargeait de malédictions. Pendant plusieurs jours la foule se rassembla sous les fenêtres du Prince de la Paix en jetant des cris sinistres. La cour était épouvantée. Ces manifestations, qui prenaient un caractère de plus en plus alarmant, lui rendaient impossible le séjour de Madrid. Elle alla cacher sa honte à Aranjuez, résidence royale située à quelques lieues de la capitale.

[1] Bignon, Thiers, Foy, etc.

Ce coup était le dernier porté à la dynastie. La fuite du roi et de la reine à Aranjuez était une abdication qui rendait le trône vacant et mettait fin à leur règne. A Madrid même on était étonné; et, bien qu'il fût difficile de prévoir les événements, on les sentait venir en quelque sorte, sans savoir à quelle heure et comment ils éclateraient. Tout était préparé pour une révolution. Godoy, cependant, ne se trompait pas sur sa situation; l'instinct du danger avait ouvert son intelligence. Il se voyait seul, exposé à la haine de ses ennemis et n'ayant plus, pour s'en garantir, l'autorité du roi et de la reine. Ces titres, ces honneurs qu'il avait accumulés sur sa tête ne le protégeaient plus; ils étaient, au contraire, la cause de ses terreurs. Il voulut s'en défaire sans pouvoir décider ses maîtres, malgré leur abattement, à accepter ce sacrifice, inutile d'ailleurs comme tous ces actes de résignation tardive qui n'ont jamais éloigné le péril. Les images les plus sinistres se présentaient à son esprit; elles lui montraient la multitude furieuse demandant son jugement et sa mort, et l'échafaud enfin se dressant pour la satisfaire. Une seule espérance lui restait. Le traité de Fontainebleau était signé, mais il n'avait pas encore été ratifié. Son salut dépendait de cette ratification. Si l'Empereur, sans tenir compte de l'avantage obtenu par les ennemis de la cour, persistait à traiter avec le roi et la reine d'Espagne, c'était en vain que le parti du prince des Asturies se flattait d'avoir triomphé : son triomphe n'était rien. Charles IV était toujours roi d'Espagne, et le favori lui-même échappait par la royauté au danger suspendu sur sa tête. Aussi, dans son agitation, envoyait-il courriers sur courriers à Paris : le moindre délai l'épouvantait; il suppliait l'Empereur de faire connaître sa volonté. Mais l'Empereur, commençant à apprécier la véritable situation de l'Espagne, avait pensé que la prudence lui ordonnait de ne rien précipiter. Si affaiblie que fût la monarchie espagnole, il avait cru, en traitant avec elle, qu'elle avait encore quelque existence. Ce qui venait de se passer à Madrid lui prouvait qu'il s'était trompé. Cette dynastie était à sa fin évidemment; elle s'éteignait à son tour comme celle qui l'avait précédée. A quoi pouvait servir en cet état la ratification demandée par Godoy? Cette ratification n'avait plus d'importance que pour lui seul; ce n'était pas une raison pour décider la France à s'engager par un acte inutile et qui ne répondait plus à rien. D'un autre côté, comment se fier au prince des Asturies? Ce procès venait de montrer ce qu'il était et ce qu'on pouvait attendre de lui. Il descendrait plus bas que Godoy pour obtenir l'amitié de la France, et serait aussi prompt à la trahir, comme il avait trahi ses amis. On ne pouvait songer à se l'attacher par des traités; les traités n'existaient pas pour lui; il en ignorait la valeur

morale. Il suffirait du moindre appât pour l'attirer vers les ennemis de la France, ne fût-ce que le plaisir de la trahison. L'Empereur savait, il est vrai, qu'il avait pour lui la multitude, et c'eût été une raison peut-être de se déclarer en sa faveur, si l'Empereur eût été chargé de remplir les vœux de la multitude espagnole. Il n'avait donc aucun sujet d'intervenir dans cette querelle, qui ne le touchait que par le point où elle touchait elle-même aux intérêts de la France. Ce qui importait, c'était que ces intérêts ne fussent pas compromis dans une crise qui allait, suivant toute apparence, troubler profondément l'Espagne. On ne pouvait savoir ce qui en sortirait. Il ne fallait pas, s'il plaisait au parti vainqueur, quel qu'il fût, d'appeler l'étranger et de recommencer ce qu'avait fait Godoy en 1806, que la France fût prise au dépourvu. Il fallait qu'elle se trouvât là, prête à agir dès qu'il y aurait lieu, et en mesure de déjouer tous les complots formés contre elle. C'est alors que l'Empereur prit une résolution grave. Un corps d'armée avait été réuni à Bayonne, pour aller rejoindre les troupes françaises commandées par Junot et qui, depuis trois mois environ, avaient été envoyées en Portugal. Il fut ordonné à ce corps d'entrer en Espagne, mais de s'y arrêter en deçà de l'Èbre, et d'occuper militairement les principales places de la Catalogne, le fort de Montjoui à Barcelonne, Saint-Sébastien, la citadelle de Pampelune, etc. On devait éviter autant que possible de recourir à la force; il fallait tâcher de s'en rendre maître en décidant les gouverneurs à laisser les Français s'y établir sans obstacle. Ce soin était laissé à la dextérité des officiers chargés de l'exécution. Quant à la population, il était expressément recommandé de ne manifester contre elle aucune disposition hostile.

Ce plan réussit grâce à l'état d'abandon où avaient été laissées toutes choses en Espagne sous l'administration de Godoy. A peine ces places si importantes, la barrière du royaume du côté du nord, étaient-elles gardées par quelques soldats. Les gouverneurs ne recevaient plus d'ordres depuis longtemps. Ils ignoraient si les Français étaient amis ou ennemis, et s'ils seraient blâmés ou approuvés pour les avoir reçus. On avait perdu toute direction; on ne savait plus où était l'autorité. La cour, réfugiée à Aranjuez, et comme anéantie, ne faisait plus acte de gouvernement depuis qu'elle était sortie de Madrid : le favori était tombé et le prince des Asturies ne régnait pas encore. On était dans un de ces moments où chacun, laissé à lui-même et effrayé de sa propre responsabilité, demeure immobile, ne sachant ce qu'il doit permettre ou empêcher. Les Français entrèrent partout presque librement; le gouverneur de Montjoui seul fit fermer les portes et parut disposé à résister. Il fallut négocier; mais il avait laissé les Français approcher si près qu'ils

escaladèrent les murailles et pénétrèrent dans la place pendant la négociation. C'est ainsi que l'Empereur se trouva entraîné par les circonstances à des résolutions auxquelles il n'eût pas songé et qui eussent été étranges en d'autres temps. Il obéissait à cette loi qui impose à tout souverain, comme premier devoir, de garantir les intérêts et la sûreté de la nation dont le sort lui est confié. Une situation extraordinaire avait exigé des mesures extraordinaires. Cette situation, ce n'était pas lui qui l'avait faite; il n'avait contribué en rien à la chute de cette monarchie; elle tombait d'elle-même et périssait par le seul effet des éléments de dissolution renfermés dans son sein. Il l'avait soutenue jusqu'à la fin de ses conseils : il venait de lui donner une dernière preuve de sa bonne volonté par le traité de Fontainebleau. Malgré les sujets de plaintes que lui avait donnés Godoy, il eût mieux aimé que la famille royale restât sur le trône. Il savait du moins ce qu'il pouvait attendre d'elle, tandis que sa chute et la révolution qui en serait la suite ne pouvaient profiter qu'aux ennemis de la France. Il s'était exprimé en ce sens dans l'entrevue qu'il eut à Venise (1) avec son frère Joseph, vers la fin de 1807, à l'époque de la conspiration du prince des Asturies et du procès intenté à ses complices : « Lors de mon entrevue avec l'Empereur à « Venise, dit le roi Joseph dans ses Mémoires, il me parla des troubles de « la famille royale d'Espagne, comme pouvant amener des événements « QU'IL REDOUTAIT (2). J'ai assez de besogne taillée, ajoutait-il. Des trou« bles en Espagne ne peuvent servir que les Anglais, qui ne veulent pas « de paix, en altérant les ressources que je trouve dans cet allié pour « continuer la guerre contre eux. » L'Empereur était loin de croire, même en ce moment, qu'il dût, trois ou quatre mois plus tard, songer à son frère pour en faire le successeur de la dynastie régnante. Mais les événements marchaient; ils s'accomplissaient en dehors de toute influence extérieure, sans que rien pût les retenir ou les précipiter. Ils venaient de le forcer à prendre position en Espagne : ils allaient le forcer bientôt à les suivre dans leurs conséquences les plus absolues et les plus terribles.

Il y avait plus de deux mois déjà qu'avait eu lieu le procès du prince des Asturies; on était au commencement de mars 1808. Le prince de la Paix, plus inquiet chaque jour, n'avait cessé d'écrire pour obtenir cette ratification qui ne venait pas, ne recevant que des réponses conçues en termes vagues, qui redoublaient ses frayeurs. On lui disait qu'il

(1) On sait que l'Empereur fit un voyage en Italie au mois de novembre 1807.

(2) Imprimé ainsi dans les Mémoires du roi Joseph.

n'était pas encore temps; qu'il fallait attendre un moment plus favorable. L'entrée de nos soldats en Espagne lui révéla les intentions du gouvernement français.

Il comprit qu'il était perdu et que rien ne pouvait le soustraire au danger. Il n'y avait que la fuite : déjà même il y avait songé, puis il était resté, retenu jusqu'à la fin par une dernière espérance. La fuite en outre était une entreprise difficile dans sa position, et dont il apercevait tout le danger, surveillé jusque dans la retraite où il était allé se réfugier avec ses maîtres par cette multitude qui le savait là et qui n'avait différé sa vengeance, peut-être, que pour mieux l'exercer plus tard, sûre qu'elle ne pourrait lui échapper lorsque l'heure serait venue. Tel était le motif qui avait empêché Godoy de s'arrêter plus longtemps à ce dessein. Aujourd'hui il n'y avait plus à hésiter. Les bruits les plus sinistres lui revenaient de toutes parts ; les esprits recommençaient à s'agiter à Madrid. On avait vu que la France n'était pas disposée à prendre parti entre lui et le prince des Asturies; c'était assez pour que les cris de mort se fissent entendre de nouveau. Il se décida enfin. L'exemple donné un mois ou six semaines auparavant par la cour de Portugal l'avait vivement frappé. Le roi de Portugal, menacé par une armée française, n'avait pas attendu l'arrivée de nos soldats; il s'était enfui avec sa famille, abandonnant son royaume à la merci du vainqueur, et gagnant le Brésil sous la protection d'une escadre anglaise. Qui empêchait de suivre cet exemple? Si le Portugal avait le Brésil, n'avait-on pas les possessions du Mexique? On pourrait là, sous un climat aussi beau que celui des plus belles provinces du royaume, au milieu d'un peuple encore ignorant des révolutions, profondément soumis à la monarchie et dont les mœurs étaient celles de l'Espagne cent ans auparavant, retrouver ces jours de repos, de domination paisible dont on avait joui autrefois et qu'on ne devait plus s'attendre à goûter en Europe. La reine saisit avidement ce projet, qui lui ôtait la crainte d'être séparée de son amant; le roi ne songeait pas à mettre obstacle à un dessein quel qu'il fût. On s'occupa, sans tarder, de l'exécution. Les demoiselles de Tudo, restées à Madrid, furent averties; elles vinrent à Aranjuez. Godoy avait exigé qu'elles partissent avec la famille royale, et la reine y avait consenti. Il était décidé qu'on se rendrait d'abord à Cadix : là du moins on serait en sûreté, et l'on pourrait aviser sans crainte au parti qu'on aurait à prendre. Malgré le bonheur, en effet, qu'on se plaisait à rêver sous un autre ciel, au fond c'était l'exil qu'on allait chercher au delà des mers, et l'on ne voulait s'y résoudre que quand tout espoir serait évanoui. Il y avait encore dans le port de Cadix quelques vaisseaux, les derniers peut-être de la marine espagnole, sur les-

quels on comptait s'embarquer, si l'on y était obligé. On fit prévenir les capitaines de se tenir prêts; et, comme il fallait assurer la route de la famille royale jusqu'à Cadix, on ordonna au général Solano, envoyé avec six mille hommes sur les frontières du Portugal pour seconder les opérations de l'armée française, aux termes des traités, de revenir dans la direction d'Aranjuez, et d'échelonner ses troupes sur divers points qu'on lui désignait.

Godoy, cependant, faisait enlever des maisons royales et de son propre palais à Madrid les objets les plus précieux; on tirait de la banque et des recettes publiques tout l'argent qu'on en pouvait tirer : ces richesses étaient portées la nuit à Aranjuez. Mais, quelles que fussent les précautions dont on s'entourait, il était difficile d'échapper à l'œil d'une population inquiète, qui suivait avec défiance depuis deux mois les mouvements de la cour et qui voyait dans ce mystère même la confirmation de ses soupçons. On ne manquait pas d'ailleurs de les entretenir. La cour, en se retirant à Aranjuez, avait emmené le prince des Asturies comme un otage qui lui répondait de la tranquillité publique. Réconcilié en apparence avec sa famille, il n'avait pu se dispenser de la suivre; mais, malgré le pardon qu'il avait demandé et les marques de soumission qu'il prodiguait tous les jours pour faire croire à la sincérité de son repentir, il était loin d'avoir perdu tout espoir, et conservait ses intelligences avec ses amis. Il leur servait d'espion, ayant soin de les instruire de ce qui se passait sous ses yeux et de ce qu'il pouvait surprendre des projets de la cour. Séparé de tout et toujours plus isolé par la haine de sa mère et du favori, sa position à Aranjuez était presque celle d'un prisonnier. Le dessein formé par eux de fuir en Amérique le remplissait de crainte, car il se doutait bien que, s'ils quittaient l'Espagne, ce ne serait pas pour l'y laisser et le rendre maître de la couronne par leur fuite. Il regardait comme le plus grand des malheurs une résolution qui, si elle s'accomplissait, le livrerait à leur vengeance, seul, sans appui dans ces régions lointaines, et n'ayant aucun moyen d'en détourner les effets. A mesure que les intentions de la reine et du favori devenaient plus évidentes par les préparatifs qui se faisaient autour de lui, ses amis étaient avertis. Des agents se répandaient parmi le peuple, qu'ils excitaient. On disait que Godoy s'était fait livrer tout l'argent du royaume; qu'il n'avait pas moins de cinq cents millions, qu'il comptait emporter avec lui, outre les diamants et le trésor de la couronne. Le laisserait-on partir ainsi pour jouir tranquillement, loin de la justice des hommes et au mépris de celle de Dieu, du fruit de ses rapines et de ses vices? Qui donc vengerait les Espagnols s'ils n'osaient se venger eux-mêmes? Et le prince des Asturies, le fils même de leur

roi, l'héritier de la couronne, souffrirait-on qu'il fût entraîné loin de son pays, loin de ce royaume qui devait un jour être le sien, pour être sacrifié aux ressentiments de son indigne mère et de l'ignoble favori qui faisait la honte du trône depuis vingt ans et le malheur de l'Espagne? Ces discours, accueillis, répétés avec la crédulité et l'exagération propres aux multitudes, augmentaient la colère longtemps contenue, mais chaque jour plus menaçante et prête à déborder. Elle éclata à la fin lorsqu'on apprit que la cour avait donné des ordres définitifs pour le départ. Tout était prêt en effet: des relais avaient été disposés; le général Solano était revenu avec ses troupes et occupait les points convenus; une compagnie de gardes du corps devait accompagner la famille royale au moment où elle sortirait d'Aranjuez. Le jour fixé était le 16 mars. La nouvelle parvint à Madrid le matin même. Les routes se couvrent aussitôt de bandes armées qui se portent sur Aranjuez aux cris de : *Meure Godoy! Vive le Roi! Vive le prince des Asturies!* Déjà elles avaient été précédées par les habitants des environs, qu'on avait eu le soin également d'animer contre la reine et le favori et qui, vivant d'ailleurs du séjour de la cour à Aranjuez, avaient un intérêt plus direct à ce qu'elle ne s'éloignât pas. Cette foule remplissait les rues d'Aranjuez, et se pressait devant les grilles du palais, résolue à empêcher toute tentative de départ. On s'était hâté de fermer les grilles. Derrière se tenaient les gardes du corps, qui avaient couru aux armes pour préserver le château, mais dont l'attitude annonçait qu'ils étaient plus disposés à faire cause commune avec le peuple qu'à protéger la fuite de la cour et surtout celle du favori. La haine entre eux était ancienne. Godoy, depuis sa fortune, n'avait jamais paru songer qu'il fût sorti de leurs rangs: il les avait irrités par sa hauteur et cette légèreté dédaigneuse d'un favori qui se croit au-dessus de tout, et parti de trop bas en outre pour ne pas essayer de se dissimuler à soi-même son origine et de la faire oublier aux autres par cette affectation de dédain. Il avait voulu qu'ils fissent auprès de lui le même service qu'auprès du roi et de la reine, humiliation vivement ressentie, que leur rendait plus cruelle le souvenir de sa première condition et à laquelle on avait dû renoncer à les soumettre. Godoy avait obtenu une autre garde pour sa personne; mais l'injure subsistait toujours. C'est ainsi qu'on avait su réunir, depuis vingt ans, dans un sentiment commun de mépris et de haine toutes les classes de la nation, et c'est ce qui devait rendre plus terrible la révolution qui allait s'accomplir; c'est que ceux-là mêmes qui la faisaient ne savaient pas qu'ils fissent de la révolution, et ne croyaient, en demandant la vie du favori, que montrer leur dévouement au roi et à la monarchie.

Une partie de la journée se passa dans cet état d'indécision et d'incertitude menaçante qu'un instant peut transformer en une tempête effroyable. Les voitures commandées pour le départ étaient au milieu de la cour tout attelées ; les postillons mêmes étaient sur leurs chevaux. On apercevait plus loin une suite de fourgons contenant, disait-on, les millions emportés par Godoy. Cette vue exaspérait la multitude, toujours prête dans sa fureur à se précipiter et à renverser les obstacles, puis retenue tout à coup, comme effrayée d'elle-même, devant cette grille qu'elle n'osait franchir, seul rempart qui s'élevât encore entre la monarchie et la révolution. On demandait à grands cris à voir le roi. Avec cet instinct si sûr de la foule pour découvrir ceux qui sympathisent avec elle jusque dans les rangs les plus opposés, elle avait compris qu'elle n'avait rien à craindre des gardes du corps ; elle les interpellait presque familièrement ; elle leur demandait s'ils laisseraient enlever leur roi sans le défendre, car on le regardait comme entraîné par la reine et le favori. Le roi, cependant, ne paraissait pas. Une profonde terreur s'était emparée du château ; rien n'indiquait la présence de ceux qui l'habitaient ; les gardes du corps et les équipages, abandonnés à eux-mêmes, attendaient des ordres qui ne venaient pas et que chaque instant rendait plus nécessaires, car les heures se passaient et le péril augmentait. C'est ce que l'on fit comprendre à la reine, qu'on parvint à tirer de son accablement. Le roi, envoyé par elle, se montra enfin, accueilli par des acclamations et annonçant qu'il n'avait nullement l'intention de s'éloigner, d'abandonner ses fidèles sujets. Il n'en avait jamais eu la pensée ; c'était une calomnie inventée pour lui enlever leur amour ; il voulait vivre et mourir au milieu d'eux comme un père au milieu de ses enfants. Ces paroles, auxquelles il croyait lui-même, bien qu'elles lui eussent été dictées, et qu'il répétait avec cette bonne foi et cette effusion qui prêtent à la faiblesse tous les caractères de la bonté, redoublaient l'enthousiasme de la foule, agitée de tous les transports qui remuent les multitudes dans ces circonstances, heureuse de voir son roi et de lui témoigner son affection au moment où elle abaissait la royauté par une victoire qui en allait précipiter la chute. Une proclamation affichée presque en même temps sur les murs d'Aranjuez confirmait les promesses du roi :

« Mes bien-aimés sujets, leur disait-il, *votre noble agitation m'assure des sentiments de votre cœur*. C'est à votre père à vous consoler dans l'état d'angoisse qui vous opprime. La réunion des corps de ma garde n'a pour objet ni de défendre ma personne ni de m'accompagner dans un voyage que la malignité vous a fait supposer nécessaire. Entouré de l'inébranlable fidélité de mes sujets, que puis-je craindre? »

La journée du 16 (1) s'était passée dans ces agitations. Tout était redevenu calme : la foule, rassurée par les paroles de son roi, s'était retirée peu à peu, ne voyant pas au delà, pour le moment, de ce qu'elle venait d'obtenir, et ne croyant pas désirer davantage. Elle avait même oublié le favori, dont le nom n'avait pas été mêlé une seule fois aux derniers cris poussés par elle. A l'heure où elle avait quitté Aranjuez, on n'apercevait plus rien dans le palais ou aux alentours de ce qui aurait pu exciter ses défiances ou sa colère. L'ordre avait été donné en sa présence aux gardes du corps de retourner à leur quartier ; les voitures, dételées sous ses yeux, avaient été rentrées dans les communs ; tout indiquait que la cour, fidèle à sa parole, ne nourrissait plus aucun projet d'évasion. Le lendemain, cependant, des bruits vagues recommencèrent à se répandre et à inquiéter les esprits. Quelques individus, des agents du prince des Asturies peut-être, moins confiants dans les promesses de la cour, ou restés là par ordre et pour suivre les événements, étaient demeurés à Aranjuez, voulant s'assurer par eux-mêmes de la sincérité de ces promesses. Ils purent se convaincre bientôt que c'était à la peur seule qu'elles devaient être attribuées. Cette émeute même, qui montrait à la reine et au favori le danger qu'ils couraient en Espagne, les avait affermis dans leur résolution. On n'avait fait parler à la foule que pour se débarrasser d'elle ; à peine s'était-elle écoulée qu'on reprenait les préparatifs un instant abandonnés. Les voitures étaient ramenées dans la cour ; les gardes du corps, rappelés au milieu de la nuit, revenaient occuper le poste qu'ils avaient occupé la veille, et, comme on se défiait d'eux après ce qui s'était passé, on faisait venir la compagnie des gardes du prince de la Paix, plus dévouée et sur laquelle on comptait davantage. C'était une compagnie de hussards qu'il avait créée ; il avait eu soin de choisir tous ceux qui la composaient, et leur avait fait attribuer les mêmes priviléges qu'aux gardes du corps, ne négligeant aucune occasion de se les attacher par ses largesses, suivant ses craintes et le besoin qu'il croyait avoir d'eux.

Ces dispositions, malheureusement, avaient pris plus de temps qu'on ne le pensait par le trouble et l'inhabileté de ceux qui les ordonnaient ou qui étaient chargés de les exécuter ; elles s'étaient prolongées fort au delà de la nuit, et la journée même était assez avancée qu'on n'était pas encore en état de partir. La foule, avertie cependant qu'on a voulu la tromper, se soulève de nouveau et revient à Aranjuez. Elle y retrouve ces préparatifs qui l'ont irritée la veille. Les mêmes scènes se renouvellent, les mêmes cris se font entendre, excepté le nom du roi, qui n'est plus prononcé, comme si la royauté n'existait plus en

(1) 16 mars 1808.

qu'on n'ait plus rien à en attendre. C'est à peine même si l'on daigne s'arrêter devant le palais. Tout entier à sa vengeance, le peuple court là où il espère qu'il pourra la satisfaire. Il se porte vers la demeure de Godoy, château somptueux que celui-ci s'était fait construire auprès du palais de ses maîtres et qu'il habitait pendant leur séjour à Aranjuez. C'est là que se concentrent pendant une partie de la journée les efforts d'une multitude furieuse, que grossissent incessamment les bandes qui arrivent de toutes parts à Aranjuez. Les gardes de Godoy, placés en avant du château pour en défendre l'entrée, essayent de tenir tête à l'orage. Ils parviennent pendant longtemps à contenir ce flot qui se retire, mais qui revient toujours en gagnant du terrain. Tout à coup, au milieu du tumulte, on aperçoit dans la cour du château, sous le vestibule principal, une jeune femme qui monte en voiture; on la prend pour une demoiselle de Tudo, l'une des deux maîtresses de Godoy; on croit qu'elle veut s'enfuir; de nouveaux cris éclatent; la foule fait un mouvement pour se précipiter et rompre, si elle le peut, la ligne des gardes, qui résistent et la repoussent encore une fois. La voiture approchait cependant, précédée d'un officier qui, des deux côtés, faisait écarter les gardes pour lui livrer passage. Arrivé devant la foule, il veut continuer, mais c'est en vain qu'il essaye de faire quelques pas : les rangs, loin de s'ouvrir, se referment au contraire. Il est accueilli par des menaces, des injures; des pierres même lui sont lancées. Il met le sabre à la main et frappe un de ceux qui se trouvaient le plus près de lui. Au même moment un coup de fusil part, tiré par une main inconnue. On n'avait pas encore fait usage des armes. Rien ne retient plus cette masse frémissante, arrivée par l'impuissance même de ses efforts, depuis le matin, au dernier degré de l'exaltation et de la rage. Les gardes, qui s'étaient séparés sur l'ordre de l'officier chargé de protéger la voiture, n'avaient pas eu le temps de se reformer. En un instant ils se voient surpris, isolés les uns des autres et n'ayant plus d'espace pour agir. Les chevaux sont renversés, les cavaliers foulés aux pieds par une multitude qui passe par-dessus leur corps pour arriver jusqu'à la grille. Là un nouvel obstacle se présente : l'entrée, trop étroite, devient le théâtre d'une mêlée affreuse où périssent étouffés la plupart de ceux qui se sont lancés les premiers. Cette scène toutefois ne dure pas longtemps; les grilles, forcées, tombent au bout de quelques minutes. Le château est envahi; les appartements, fouillés partout pour découvrir Godoy, sont dévastés; les meubles, les objets précieux, les tableaux brisés ou mis en lambeaux. La foule ne s'arrête qu'au commencement de la nuit, fatiguée de ses propres excès et lorsqu'il n'y a plus rien à détruire. Une partie, composée des gens des campagnes, regagne les environs; l'autre se répand

dans les maisons et les auberges d'Aranjuez. Un certain nombre demeure dans le château et dans les cours pour empêcher que personne n'échappe.

Le roi et la reine cependant, saisis de stupeur au fond de leur palais, avaient pu entendre, pendant toute cette journée, le bruit de l'émeute et les cris qui demandaient la mort de leur favori. Au premier signe de danger la solitude s'était faite autour d'eux : tous ceux qui les entouraient avaient disparu; à peine restait-il quelques serviteurs pour veiller sur leurs maîtres et empêcher de pénétrer jusqu'à eux. Les gardes du corps mêmes avaient suivi le mouvement, entraînés, il est vrai, par un autre motif; la plupart étaient allés rejoindre ceux qui assiégeaient le château du prince de la Paix, car c'était par leur secours que le peuple avait pu enfin venir à bout des gardes de Godoy. Tel était l'état où étaient réduits les malheureux maîtres de la monarchie d'Espagne, moins touchés toutefois de leurs périls que du sort de celui qui les avait attirés sur eux-mêmes et sur le royaume. Ils ne se réveillaient par instants que pour demander ce qu'était devenu le pauvre prince de la Paix, leur fidèle ami, qui les avait servis pendant si longtemps; c'était la seule pensée qui les occupât au milieu de leur effroi. La reine ne sortait de son accablement que pour se livrer aux transports de la plus violente colère. Elle attribuait tous ces malheurs à son fils. Dès le matin, elle l'avait fait venir dans la chambre où elle était avec le roi, ne voulant pas le perdre de vue, exigeant qu'il fût là, exposé au même danger qu'eux, s'ils devaient y périr. Elle l'accablait d'imprécations et de menaces, l'accusant de tous ces forfaits. C'était lui qui voulait la mort du prince de la Paix; cette émeute était son ouvrage; mais il n'en jouirait pas, et sa vie répondrait du mal fait à Godoy. Mais ces accusations, méritées peut-être et que rendait trop légitimes, à défaut de preuves plus certaines, en cette circonstance, le caractère de celui à qui elles s'adressaient, ne détournaient pas le danger de la tête du favori. Quelques courtisans, revenus le lendemain à Aranjuez, lorsque le tumulte semblait apaisé, essayèrent de donner des avis à la reine. Il était évident que la volonté royale n'avait plus assez d'autorité pour soutenir le prince de la Paix au rang qu'il avait occupé jusqu'à ce jour : on ne devait plus même y songer. D'ailleurs ce n'était ni de son rang ni de ses dignités qu'il s'agissait en ce moment; il s'agissait de sa vie, qu'il fallait sauver s'il était encore temps. Le seul moyen était de l'exiler en le dépouillant de ses emplois. Peut-être suffirait-il de cette satisfaction pour éviter de plus grands malheurs. Le peuple, n'ayant plus devant lui l'objet de sa haine, l'oublierait

bientôt; d'autres événements viendraient occuper les imaginations; le prince de la Paix pourrait revenir alors, sinon pour gouverner l'Espagne comme autrefois, au moins pour vivre tranquillement auprès de ses maîtres, dans le calme et les douceurs d'une intimité que rien ne troublerait plus. C'était tout ce que désirait la reine, à qui les moyens importaient peu, pourvu qu'on le sauvât, prête à livrer le royaume et résignée à tout, excepté à une séparation dont l'idée seule rallumait sa colère. On s'efforçait en vain de lui en démontrer la nécessité, ajoutant qu'elle ne pouvait être de longue durée; elle résistait avec emportement, et se répandait de nouveau en invectives contre son fils, contre le roi, à qui elle reprochait ce qu'elle appelait sa lâcheté; contre ses sujets et ceux mêmes qui la conseillaient, leur disant qu'ils étaient les ennemis de Godoy et qu'ils s'entendaient avec son fils pour le perdre. Il fallut céder cependant devant une situation qui n'admettait ni les résistances ni les retards. Le roi avait assisté muet et comme insensible à tous ces discours. Ces scènes si violentes et auxquelles il était si peu préparé avaient achevé d'affaiblir son intelligence et d'éteindre le peu de forces qu'il y avait en lui. Il signa en pleurant une proclamation où il annonçait qu'il était décidé à reprendre lui-même les rênes du gouvernement, et qu'il avait jugé convenable, dans l'intérêt de son royaume, de retirer au prince de la Paix toutes ses charges et le pouvoir dont il avait été revêtu. Cette proclamation causa une ivresse universelle partout où elle fut connue. On insultait dans les rues tous ceux qu'on regardait comme les partisans de Godoy. On ne put préserver son palais de l'incendie, à Madrid, qu'en indiquant par une inscription qu'il appartenait au roi, qui avait confisqué tous les biens du prince de la Paix. Un jardin botanique, créé par lui et qu'il avait abandonné pour le service public fut dévasté. Ses bustes étaient pendus à des gibets; on allumait des feux où il était brûlé en effigie et autour desquels vinrent danser à Salamanque les professeurs et les élèves de l'Université. Le peuple, alors ennemi des Anglais, disait qu'il avait voulu leur livrer le royaume, et qu'on ne devait pas s'étonner si l'Empereur Napoléon avait fait entrer ses troupes en Espagne. La multitude enfin était victorieuse; elle avait obtenu ce qu'elle désirait, et elle manifestait sa joie par tous les actes qui en sont le signe en ces circonstances.

Qu'était devenue cependant la misérable cause de tant de maux, ce Godoy que ses maîtres, dans leur triste aveuglement, préféraient à l'honneur de leur couronne et à leur couronne elle-même? Dès le commencement de l'émeute, il avait disparu. On n'avait trouvé, au fond

des appartements, que l'infante Louise de Bourbon, sa femme, qu'il avait fait venir à Aranjuez dans ce moment de danger, sachant combien elle était aimée du peuple, et espérant qu'elle pourrait le protéger à la faveur de l'intérêt qu'elle inspirait. C'était la première fois, depuis que la fortune l'avait appelé à lui donner son nom, qu'il eût paru se souvenir qu'elle était sa femme. On a vu quels avaient été les motifs de cette union extraordinaire, ordonnée par le roi et la reine dans des vues d'avenir et de grandeur durable pour leur favori, et pour le retenir, surtout, auprès d'eux par des liens que lui-même ne pût rompre, si, comme ils le craignaient toujours, il avait envie d'échapper et de se dérober à leur affection. Mais ce mariage n'avait été qu'un long malheur pour une jeune femme d'un caractère noble et distingué, livrée à un époux que ses vertus et sa douceur importunaient et qui, loin de sentir le prix d'une telle alliance, ne l'avait vue d'abord que par le côté où elle pouvait gêner ses plaisirs. Il n'avait fallu rien moins, pour l'y décider, que les supplications du roi et de la reine: il s'était rendu à la fin par condescendance et comme s'il eût accordé une faveur : il s'en était dédommagé par une profonde indifférence pour celle qu'on l'avait forcé d'épouser. Seule, sans appui du côté du roi et de la reine, qui n'avaient nullement entendu assurer son bonheur en l'unissant à Godoy, elle avait vécu délaissée et comme étrangère dans son propre palais, ne prenant part à rien, à peine informée de ce qui se passait, en butte aux dédains de son mari ou à l'arrogance des créatures plus dignes de lui qu'il avait choisies et qui tenaient dans son cœur le rang d'épouses légitimes. Elle avait supporté ces dédains avec une patience et une résignation qui lui avaient attiré les sympathies universelles. Le respect même dont elle était entourée devenait un nouveau grief contre Godoy. Comme si ce n'était pas assez d'avoir avili pour lui la monarchie, il avait fallu lui sacrifier, comme autant de victimes, les membres de la famille royale, et jusqu'à cette princesse infortunée! Lorsque le peuple s'était emparé du château, il ignorait que l'infante fût à Aranjuez. Il s'était jeté à ses genoux dès qu'il l'avait aperçue, protestant de son dévouement; puis, s'écriant qu'il fallait l'éloigner du tumulte, et pour mieux lui montrer la différence qu'on faisait entre elle et son mari, il avait voulu la reconduire, ou plutôt il l'avait portée en triomphe jusqu'au palais occupé par le roi et la reine. Il ne l'avait quittée qu'au seuil des appartements, retournant pour la venger, disait-il, comme si elle avait eu besoin de cette vengeance, que la multitude, obéissant à ses propres passions, se plaisait à lui promettre sans qu'elle l'implorât.

Le peuple du reste avait été trompé dans son espérance : pour remplir cette promesse, il eût fallu s'emparer de Godoy, et toutes ses recherches pour le découvrir avaient été vaines. Ceux qui étaient restés, convaincus qu'il était inutile d'y songer davantage, s'étaient dispersés à leur tour. On était au lendemain. Aux cris et au tumulte de la veille avait succédé cette tranquillité morne qui suit les grandes agitations ; le château était vide et abandonné ; l'aspect seul des appartements annonçait la victoire populaire. La foule toutefois ne s'était pas entièrement écoulée, bien qu'elle eût quitté le lieu du combat. La masse seule s'était retirée. Une partie se trouvait encore à Aranjuez, célébrant bruyamment son triomphe dans les hôtelleries et les maisons d'alentour. On apercevait aussi des groupes qui stationnaient dans les rues, mais sans intention hostile et sans but bien arrêté. On ne s'expliquait pas la fuite de Godoy. On savait que l'avant-veille il était revenu auprès du roi et de la reine, après l'émeute ; les préparatifs, suspendus jusqu'à la nuit, avaient été repris par ses ordres ; c'était lui qui avait fait venir sa garde et ramener les voitures. Comment donc s'était-il échappé ? car on ne pouvait supposer qu'il fût encore à Aranjuez et qu'il y eût trouvé un asile. C'est ce qui était arrivé cependant. Cet asile, il l'avait trouvé dans son propre palais, dans ce château où on l'avait cherché si longtemps le jour précédent. Sa frayeur, au moment de l'attaque, ne lui avait pas permis de calculer les chances de fuite. Éperdu et ne voyant aucune issue, il était allé se réfugier dans les combles du château. Là, se débarrassant de tous les signes qui auraient pu le faire reconnaître, il s'était caché sous des objets de rebut, enveloppé dans une natte de jonc, pour mieux se dérober aux regards. Il y avait trente-huit heures qu'il était dans cette situation, sans avoir bu ni mangé, lorsqu'on se demandait encore ce qu'il avait pu devenir, persuadé qu'il était déjà loin et hors du royaume peut-être. La foule n'avait pas été au delà des appartements principaux ; c'est à cette circonstance qu'il avait dû son salut. Mais ses forces étaient épuisées, et il fallait sortir d'une position plus affreuse mille fois que tous les supplices qu'aurait pu inventer la haine de ses ennemis. Vaincu par la soif et n'entendant plus de bruit, il se décide à quitter sa retraite. Il descend les escaliers sans rencontrer personne. Après avoir fait quelques pas dans la cour, il se trouve en présence d'un garde à qui il offre de l'or, le suppliant de lui procurer un peu d'eau et un morceau de pain. Frappé de son air égaré et du désordre de ses vêtements, le garde le reconnaît et jette un cri de surprise en prononçant son nom : puis tout à coup, sur un mouvement de terreur de Godoy, il s'arrête, effrayé de son imprudence ; mais déjà il était trop tard. Un homme du peuple qui passait avait entendu ce nom : à son

tour il reconnaît Godoy, et s'enfuit en criant qu'il va revenir avec ses amis. On le voit en effet entrer dans une auberge près de là. Que faire et comment se soustraire à ce nouveau danger? Il fallait fuir, mais où? Se cacher était impossible; le peuple, le sachant là et sûr cette fois de ne pas chercher en vain, ne quitterait pas avant de s'être emparé de lui. Le temps manquait d'ailleurs. Déjà de sourdes rumeurs se faisaient entendre, car la nouvelle s'était répandue avec la rapidité de l'éclair. On voyait sortir des maisons ces hôtes sinistres qui depuis deux jours effrayaient Aranjuez de leurs exploits. Ils allaient arriver! Godoy, apercevant dans la cour un poste occupé par des soldats, s'y précipite. Il s'adresse aux soldats; il leur dit qui il est, et implore leur générosité. C'étaient quelques gardes du corps précisément, qu'on avait envoyés là après le pillage du château. Bien qu'ennemis de Godoy et ayant participé à sa chute, ce n'était pas le moment de pousser plus loin leur vengeance. La plupart appartenaient à la noblesse; ils étaient au-dessus, par leurs sentiments et leur position, des passions de la multitude; ils haïssaient Godoy autant qu'elle le haïssait elle-même, mais aucun d'eux n'eût supporté l'idée de le voir déchirer sous ses yeux par une populace furieuse. Ils décident donc qu'ils feront tous leurs efforts pour le sauver, sauf à le remettre ensuite entre les mains de ceux qui seront appelés à prononcer régulièrement sur son sort. Mais quel moyen, dans cette cour ouverte de tous les côtés, de résister à la foule qui tout à l'heure va les assaillir? Ils étaient tout au plus quinze ou vingt. L'un d'eux propose de profiter des quelques instants qu'on a encore devant soi pour escorter Godoy jusqu'à l'hôtel des gardes du corps, situé à un quart d'heure de distance environ, près le palais du roi. Là du moins il sera en sûreté, et ils pourront contenir l'émeute avec leurs camarades, jusqu'à ce qu'on sache ce que le roi ou plutôt le prince des Asturies aura ordonné de lui. Cet avis est adopté; ils courent à leurs chevaux; mais, si courte qu'eût été leur délibération, elle avait été trop longue pour que ce projet pût s'exécuter sans difficulté. On n'avait pas eu le temps de monter à cheval que déjà la route n'était plus libre; la cour était envahie, et l'on était entouré sans pouvoir avancer ni reculer. Il n'y avait pas à hésiter cependant, car le salut en dépendait. Alors commença une lutte terrible, soutenue avec un courage héroïque par cette petite troupe, obligée de faire face à la fois sur tous les points, arrêtée à chaque pas et rejetée en arrière, puis revenant de nouveau, et ayant à protéger la vie de celui qu'elle avait entrepris de sauver, en même temps qu'elle tentait de s'ouvrir un passage et de fendre ce flot qui se dressait devant elle et l'enveloppait de toutes parts. Godoy était à pied au milieu; on n'avait pas voulu qu'il montât

à cheval, pour le mieux garantir du danger. Il s'était attaché à la selle du cavalier placé le plus près de lui, et s'y retenait convulsivement, les mains posées sur le pommeau, menacé à chaque instant de perdre l'équilibre et d'être écrasé sous les chevaux qui se cabraient et lui meurtrissaient les pieds dans leurs brusques mouvements. Le peuple cependant tournait autour de ce rempart qui lui dérobait son ennemi, furieux de le voir si près sans pouvoir le saisir. Il cherchait à l'atteindre entre les jambes des chevaux, avec des pieux, des fourches, tous les instruments qui lui étaient tombés sous la main et dont il s'était fait une arme en accourant au lieu du combat. Ce supplice dura deux heures; car il ne fallut pas moins pour franchir cet espace de quelques minutes qui séparait le palais de Godoy de l'hôtel des gardes du corps. Enfin l'on arriva, épuisés, au moment où l'on allait succomber. Godoy, frappé de plusieurs coups, que n'avaient pu détourner ses défenseurs, ne se soutenait plus; son sang s'échappait d'une large blessure qu'il avait reçue à la cuisse; un autre coup, glissant sur la joue, avait pénétré jusqu'à l'œil, enlevé presque entièrement de son orbite. A peine rentrés dans leur quartier, les gardes du corps ferment les portes, et se rangent en bataille derrière, attendant un nouvel assaut. Quant à Godoy, il est déposé haletant sur un tas de fumier dans une écurie, au milieu de la cour : la fortune, après vingt ans, le rejetait plus bas qu'elle ne l'avait trouvé. Mais, dans cet état même, il fallait encore le défendre contre le peuple, qui rugissait au dehors, comme si sa victime lui eût échappé, parce qu'il n'avait pu la mettre en lambeaux de ses propres mains. Il menaçait de brûler l'hôtel si on ne la lui livrait pas. Ces cris, du reste, effrayaient peu les gardes du corps, résolus et croyant qu'il allait de leur honneur à ne pas lui abandonner la proie qu'il réclamait. Mais ils s'aperçurent bientôt qu'il était plus difficile de résister, dans cet endroit fermé, que sur un espace ouvert, comme ils l'avaient fait pendant deux heures. Là du moins on pouvait agir; ici on était assiégé; une sortie ne produirait rien; elle n'empêcherait pas le peuple de revenir un quart d'heure après. Rien ne l'empêchait non plus de mettre le feu à l'hôtel, suivant sa menace. Déjà même des matières incendiaires étaient lancées. Dans cette extrémité on usa d'un dernier moyen. On put faire avertir la reine du danger que courait son favori. Le prince des Asturies, seul, pouvait l'y soustraire. Lui seul avait assez de crédit sur le peuple pour calmer sa colère et obtenir un répit qui sauverait peut-être les jours de Godoy. Pour eux, ils avaient fait ce qu'ils pouvaient; ils étaient à bout d'efforts. Le reste dépendait de la reine : c'était à elle à voir si elle devait implorer cette grâce de son fils.

Cette nécessité de recourir à la clémence du prince des Asturies indiquait la révolution qui s'était accomplie depuis deux jours; lui seul était tout désormais, et ces événements venaient de le rendre maître de la situation. On l'avait vu l'avant-veille, à travers les croisées du palais, ayant peine à contenir sa joie sous la contrainte qu'il était obligé de s'imposer, encourageant le peuple du regard et se sentant devenir roi à mesure que l'émeute était victorieuse. La reine cependant, entraînée par une sorte d'égarement, oublie tout; elle oublie sa haine, ses injures, et va se précipiter aux pieds de son fils, prodiguant pour le toucher jusqu'aux expressions de la tendresse maternelle. Cette attitude, mieux que tout le reste, pouvait lui faire comprendre l'étendue de sa victoire; mais comprenant aussi, par un instinct de dissimulation, que l'heure n'est pas venue d'en user et de témoigner ses ressentiments, il affecte de répondre avec bienveillance aux supplications de sa mère; il la relève avec cette générosité hypocrite qui, de la part de celui qui triomphe, est déjà de la vengeance. Il sera heureux, dit-il, de faire ce que la reine attend de lui, de le tenter du moins; car, quel que soit le succès, elle ne se rend pas compte, peut-être, des difficultés d'une semblable tentative; peut-être lui a-t-on exagéré le pouvoir dont il jouit sur le peuple. Il va essayer cependant; il fera tous ses efforts, ne fût-ce que pour prouver qu'il n'a conservé aucune des impressions du passé, et qu'il n'est pas tel que la calomnie s'est toujours plu à le dépeindre aux yeux de son père et de sa mère : il désignait Godoy par ces derniers mots. Il sort du palais, suivi de quelques-uns de ses partisans, et se rend au milieu de la foule, dont les transports éclatent à sa vue. Il la remercie, et la félicite de sa bravoure, qui vient de délivrer l'Espagne de l'ennemi commun. Mais ce n'est pas assez; le peuple ne saurait ternir la gloire qu'il vient d'acquérir; il doit se montrer aussi calme qu'il a été héroïque, et imposer silence à ses adversaires par sa modération, comme il les a terrassés par son courage. Son indignation n'est que trop légitime. Qui pourrait la blamer? qui pourrait lui reprocher de vouloir punir à l'heure même l'auteur de tous ses maux? Mais c'est à la loi seule qu'il appartient de frapper Godoy : devancer sa sentence, ce serait donner aux ennemis du peuple, à ceux qui n'ont que trop d'intérêt à dénaturer ses actions, un avantage qu'il doit bien se garder de leur offrir. Ils ne manqueraient pas d'en profiter. Ce serait lui encore qui passerait pour cruel lorsqu'il n'a été que juste. Godoy n'échapperait pas au châtiment qu'il avait mérité, on pouvait en être sûr. Il fallait donc attendre qu'il lui fût infligé légalement. Telles étaient les paroles que répétaient autour du prince ceux qui l'accompagnaient, et qu'ils transmettaient à la foule comme si elles eussent été l'expression de sa pensée. Le peuple, peu à

peu, finit par se laisser persuader ; il cède quoique avec peine, encore agité, et combattu entre sa colère et l'ardeur de son dévouement pour le prince. On a soin d'annoncer que Godoy sera transféré à Madrid pour y être jugé. C'était tout ce que Ferdinand lui-même pouvait obtenir en ce moment. Mais, avant d'annoncer ce résultat à sa mère, il veut se donner le plaisir de contempler son ennemi vaincu, dans l'état où l'a plongé sa chute. Il se fait conduire à l'endroit où gisait le malheureux Godoy, prêt à expirer. Il entre seul, et, après l'avoir regardé en silence pendant quelques instants : « Je te pardonne la vie, lui dit-il (1). — Es-tu « déjà roi ? répond Godoy que la haine semble élever au-dessus de lui-« même, en lui inspirant une sorte de fierté.— Non, mais je vais l'être « bientôt. »

Il allait l'être en effet. Cette émeute, ces scènes de violence, ces cris qui retentissaient encore à leurs oreilles avaient achevé de porter le trouble et la terreur dans le cœur du roi et de la reine. Ils croyaient qu'on voulait attenter à leur vie. Séparés de leur ami d'ailleurs, la royauté n'était plus rien pour eux. D'un autre côté, les avertissements, les conseils officieux ne leur manquaient pas. On ne prononçait pas le mot d'abdication ; on se contentait de leur faire entrevoir les périls de la situation. Peut-être était-il bien difficile, et bien dangereux en même temps, de ne pas céder au vœu populaire, exprimé avec tant de force et d'unanimité depuis deux jours. C'était un grand malheur, sans doute ; mais comment y résister ? On pouvait supposer d'où partaient ces conseils qui, sous les apparences d'une vive sollicitude pour la sûreté du roi et de la reine, ne tendaient qu'à augmenter leur effroi. Le prince des Asturies avait eu le soin de ne pas se montrer pendant ces conférences où se discutait la résolution qu'ils devaient prendre. Contre sa coutume, la reine se rendit presque sans avoir combattu. Le soir même les deux souverains annoncèrent qu'ils abdiquaient et que leur fils était roi d'Espagne. Ils espéraient, en lui abandonnant cette couronne, objet de son envie, l'intéresser encore en faveur de Godoy. Le prince des Asturies se saisit aussitôt du gouvernement. Il fit expédier les lettres qui annonçaient son avénement. Une ordonnance, datée du premier jour de son règne, rappelait le duc de l'Infantado, exilé depuis le procès, et le nommait capitaine des gardes. Le chanoine Escoïquiz, qui languissait en prison depuis le jour où il avait comparu devant ses juges, était rendu à la liberté, et placé à la tête du conseil de Castille. Mais

(1) *Sic.*

comme il fallait avant tout prévenir l'Empereur, pour le disposer favorablement, le prince, d'après l'avis de ses conseillers, lui écrivait la lettre suivante, où, sans parler des événements qui venaient de se passer, il lui présentait l'abdication de son père comme ayant été déterminée par le mauvais état de la santé du roi. Il avait dû se soumettre à la volonté paternelle. Il semblait qu'en acceptant le trône, il n'eût fait que se résigner à une nécessité à laquelle il n'avait pas dépendu de lui de se soustraire.

« Sire, est-il dit dans cette lettre, la santé de mon auguste père « dépérissait. La divine Providence m'ayant appelé au gouvernement de « mes peuples, mon premier soin est d'en informer V. M. Les sen- « timents d'estime et d'admiration que je nourris pour V. M. Impériale « et Royale seront un sûr garant de l'inviolabilité avec laquelle je tâcherai « de resserrer l'alliance intime qui subsiste si heureusement entre les « deux empires, en faisant tous les efforts qui seront en mon pouvoir « pour coopérer aux vastes plans que V. M. aura conçus contre l'ennemi « commun. »

Le lendemain le prince des Asturies se rendait à Madrid, suivi des gardes du corps et de presque tous les officiers du château, laissant le roi et la reine, à Aranjuez, dans la solitude que venait de créer autour d'eux leur abdication. Quant à Godoy, on l'avait conduit sous escorte au château de Villa-Viciosa, où il devait rester, disait-on, jusqu'à ce que son procès commençât à Madrid.

L'Empereur crut devoir attendre avant de répondre à la lettre du nouveau roi. Il ignorait encore le véritable caractère de cette révolution. Si ce n'était qu'une émeute, comme on pouvait le penser, la France n'avait point à s'engager avec un gouvernement qui ne présentait aucune garantie, et qui serait renversé au bout de quelques jours, aussi aisément qu'il avait été élevé. Si au contraire c'était un mouvement national, si le vœu de tous les Espagnols appelait au trône le prince des Asturies, on saurait bientôt à quoi s'en tenir; il serait temps alors de reconnaître Ferdinand VII, et de traiter avec lui, suivant la confiance qu'inspirerait sa loyauté, et son désir plus ou moins sincère d'acquérir l'amitié de la France et de la conserver. Il convenait jusque-là de se renfermer dans la réserve la plus absolue. Telles furent les instructions adressées par l'Empereur à son ambassadeur, en réponse à la dépêche qui lui apprenait les événements d'Aranjuez. Il jugeait assez bien, lui disait-il, de sa prudence, pour être assuré qu'il n'avait fait aucune démarche inconsidérée. Il

lui ordonnait d'empêcher surtout que la vie du prince de la Paix courût aucun risque.

« M. l'ambassadeur, dit le ministre des affaires étrangères au nom de « l'Empereur, S. M. a trop bonne opinion de vous pour croire que vous « ayez pris aucune détermination sur un événement causé par une « émeute... L'Empereur désire qu'on n'attente pas aux jours du prince « de la Paix. Il abhorre le sang et les vengeances populaires. Un trône « ensanglanté serait celui qu'il voudrait le moins reconnaître. »

Cette lettre n'était pas parvenue à l'ambassadeur, que déjà l'événement avait prouvé la sagesse des recommandations de l'Empereur. Le roi d'Espagne avait abdiqué le 19 mars (1) : le 21 il annonçait par une déclaration publique qu'il reprenait son abdication. Il disait que sa vie et celle de la reine avaient été menacées. Il n'avait fait qu'obéir à la contrainte exercée sur lui au moyen de l'émeute. Il avait pu, en présence du danger, se résigner à céder la couronne; mais aujourd'hui que le péril n'existait plus, ou paraissait éloigné, libre désormais et revenu à lui-même, il croyait devoir protester contre un acte que les circonstances où il avait été arraché rendaient nul de plein droit. Il en appelait à l'Empereur des Français, qui jugerait entre son fils et lui. Tels étaient les termes de cette déclaration imprimée et répandue dans toute l'Espagne, et où le roi avoue naïvement la frayeur qu'il a éprouvée.

« Je n'ai déclaré, disait-il, me démettre de la couronne en faveur de « mon fils que par la force des circonstances, et lorsque le bruit des « armes et la clameur d'une garde insurgée me faisaient assez con- « naître qu'il fallait choisir entre la vie et la mort, qui aurait été suivie « de celle de la reine. J'ai été forcé d'abdiquer; mais, rassuré aujour- « d'hui, et plein de confiance dans la magnanimité du grand homme « qui s'est toujours montré mon ami, j'ai pris la résolution de m'en « remettre à lui en tout ce qu'il voudra bien disposer de nous, de mon « sort, de celui de la reine et du prince de la Paix.

« Je proteste et déclare solennellement que l'acte d'abdication signé « par moi est nul dans toutes ses parties. »

La reine accusait son fils encore plus ouvertement. Elle venait d'apprendre le sort qu'il lui réservait. Il avait laissé percer son intention de la reléguer dans un couvent, et, malgré les promesses qu'il lui avait faites, d'abandonner le prince de la Paix aux chances du procès instruit contre lui. L'idée de cette réclusion au fond d'un cloître pour le reste de ses jours, de la condamnation et de la mort de Godoy sacrifié par ses ennemis, la jetait dans un trouble qui approchait de la folie. Tandis que

(1) 19 mars 1808.

le roi, poussé par elle, cherchait à ressaisir son trône, elle suppliait Murat de la protéger, de sauver son mari et le prince de la Paix, d'intercéder pour eux auprès de l'Empereur, et d'empêcher l'effet des mauvais desseins d'un fils dénaturé qui, après les avoir détrônés, voulait encore les faire périr, eux et le seul ami qu'ils eussent au monde. Murat, depuis un mois environ, avait été mis à la tête des troupes françaises en Espagne. Il lui avait été ordonné d'agir suivant les circonstances, sans instructions précises. Dès qu'il avait été informé de l'émeute d'Aranjuez et de l'abdication du roi, il s'était porté avec une division sur Madrid, parfaitement reçu par les Espagnols, dont les sentiments paraissaient toujours favorables. Au milieu de cette anarchie, et en l'absence des pouvoirs publics, il se trouvait par le fait maître de la capitale. Il s'était établi avec son état-major dans un des principaux palais de Madrid; c'était là que la reine lui adressait cette lettre où se peint, avec toutes ses terreurs, la violence de cette nature à la fois ignorante et désordonnée (1) :

« Mon fils est un très-mauvais cœur, un caractère très-sanglant. « Il n'a jamais aimé ni son père ni moi. On a chargé des pistolets pour « tuer le prince de la Paix dans sa prison. C'est un ordre donné sûre- « ment par mon fils. Ils vont lui couper la tête, et à moi aussi. Mon « fils a tramé la conspiration d'Aranjuez pour détrôner son père. Le « roi, moi et le pauvre prince de la Paix, nous ne sommes nullement « en sûreté en Espagne. Obtenez que nous puissions finir nos jours « tranquilles, dans un endroit convenable à la santé du roi, qui est « délicate, avec notre unique ami le pauvre prince de la Paix. Nous « demandons à l'Empereur qu'il le sauve, qu'il nous sauve, et qu'il « le laisse auprès de nous pour toujours, pour achever tranquillement « nos jours ensemble. *Mon fils est l'ennemi des Français; je crains « qu'il ne fasse quelque attentat contre eux. Il est venu ici; il a « parlé avec mépris des troupes françaises, ce qui prouve qu'il ne « les aime pas. Le crime du prince de la Paix est d'être l'ami « des Français. Mon fils ne l'est pas, malgré ce qu'il a mis hier « dans la Gazette : c'est la crainte de l'Empereur qui le fait parler « ainsi.* »

L'heure était venue, cependant, où, pour la France et pour l'Espagne elle-même, il fallait prendre un parti. Il n'y avait plus à différer : il était évident que la couronne d'Espagne était devenue vacante en quelque sorte, et que s'il y avait encore un royaume, il n'y avait plus

(1) La lettre est reproduite textuellement, telle qu'elle a été rapportée par M. Bignon dans son Histoire.

personne pour le gouverner. M. Thiers a fait connaître les incertitudes de l'Empereur en ce moment suprême, où, invoqué de tous les côtés à la fois, il allait être appelé à décider du sort d'une monarchie incapable désormais de régler elle-même ses destinées, et de pourvoir à son salut. L'illustre historien l'a fait, on doit le reconnaître, avec une impartialité qui cette fois l'a emporté sur ses préventions. Les pages qu'on va lire, et les citations qui suivront, suffiraient à elles seules pour jeter la lumière sur une question encore aujourd'hui si peu connue et que tant de passions ont obscurcie. Il est regrettable seulement que, par une contradiction dont on a peine à se rendre compte, ne pouvant l'attribuer on ne sait à quel sentiment de respect, de condescendance pour l'opinion, que l'histoire n'admet pas lorsqu'il ne s'agit que d'opinions reçues, il est regrettable, disons-nous, qu'après avoir si parfaitement démontré par quelles circonstances l'Empereur fut entraîné, l'auteur ait persisté à le blâmer, comme s'il eût dépendu de lui de les dominer au lieu de leur obéir, et comme si n'ayant fait, en ce qui concernait la succession au trône d'Espagne, que ce que lui commandaient la raison, la politique, l'intérêt bien entendu des deux nations, que ce qu'il pouvait faire, en un mot, si l'on considère les nécessités de la situation, il méritait les reproches qui lui ont été adressés pour n'avoir pas agi autrement.

« Trois partis, dit M. Thiers, s'offraient alors à l'esprit de l'Empereur : « premièrement, s'attacher l'Espagne par le mariage d'une princesse « française avec le prince des Asturies, sans rien exiger des Espagnols « qui pût blesser leur vanité ou leur ambition ; secondement, accorder « le mariage, mais en le faisant payer par des sacrifices de territoire qui « nous auraient assuré les bords de l'Ebre, les côtes de la Catalogne et la « jouissance en commun des colonies espagnoles ; troisièmement, enfin, « recourir aux moyens extrêmes, c'est-à-dire détrôner les Bourbons, « imposer aux Espagnols une dynastie nouvelle, ne leur demandant « aucun sacrifice de territoire, aucun avantage commercial, et en se « contentant, pour unique résultat, d'avoir étroitement lié les destinées « de l'Espagne à celles de la France.

« Accorder à Ferdinand une princesse française, c'eût été transporter « de joie la nation espagnole, acquérir, *pour quelque temps*, un dé- « vouement absolu de sa part, et se la donner pour appui énergique « contre tout ministre qui n'aurait pas franchement marché dans le « sens de la politique française. Mais la reconnaissance dure peu chez « les peuples comme chez les individus : la jalousie espagnole aurait « bientôt reparu quand se serait effacée la mémoire des bienfaits de Na- « poléon, et Ferdinand, *qui avait tous les défauts du caractère es-*

« *pagnol sans aucune de ses qualités, serait devenu en peu de* « *temps aussi ennemi de la France qu'Emmanuel Godoy. Son in-* « *capacité, sa paresse, lui auraient rendu les conseils de Napoléon* « *aussi incommodes qu'au favori. Après quelques jours de vive* « *reconnaissance, les choses eussent repris leur ancien cours : igno-* « *rance, incurie, haine de toute amélioration, jalousie de la supé-* « *riorité étrangère, auraient été, comme par le passé, les caractères* « *du gouvernement espagnol sous le nouveau règne.* Il est vrai qu'une « princesse française eût été placée près du trône pour y répéter les bons « conseils partis de Paris ; mais il lui aurait fallu une supériorité bien rare « pour résister à des tendances si contraires, et cette supériorité même « l'eût peut-être rendue odieuse. Le passé n'était pas rassurant pour « une princesse qui aurait apporté en Espagne de nobles et attrayantes « qualités. D'ailleurs on ne crée pas à volonté des princesses enrichies de « tous les dons de la nature, et celles dont Napoléon aurait pu alors se « servir n'annonçaient pas les facultés éclatantes que la situation aurait « rendues aussi nécessaires à leur rôle que dangereuses à elles-mêmes.

« Le second projet, consistant à exiger pour prix du mariage et de la « cession du Portugal des sacrifices considérables, tels que l'abandon « des provinces de l'Ébre et l'ouverture des colonies espagnoles aux « Français, n'était que le premier projet fort aggravé. Les provinces de « l'Ébre offraient un avantage plus apparent que réel, car ces provin- « ces étaient, à cause du voisinage, celles qui aimaient le moins les « Français. Elles n'eussent pas plus contracté, même avec le temps, « l'amour de la France que les Milanais n'ont contracté l'amour de « l'Autriche. Les Pyrénées leur auraient toujours rappelé qu'elles « étaient espagnoles et non point françaises, et, loin de nous don- « ner un soldat ou un écu, elles nous auraient coûté beaucoup « d'hommes et d'argent pour les garder. La prétendue domination « qu'elles nous auraient assurée sur l'Espagne était, sous Napoléon du « moins, bien illusoire. Partir de Pampelune ou de Saragosse au lieu « de Bayonne, pour marcher sur Madrid, ne constituait pas une assez « grande différence pour qu'on pût croire que l'Espagne passait ainsi « à notre égard d'un état d'indépendance à un état de soumission ; et, « au contraire, on aurait indigné les Espagnols par un démembrement « de leur territoire ; on aurait tellement empoisonné leur joie de voir « Ferdinand marié à une princesse française, qu'on aurait fait naître « l'ingratitude dès le premier jour. Lisbonne même n'aurait eu aucun « charme à leurs yeux s'il avait fallu se passer de Saragosse et de Bar- « celone. Quant à l'ouverture des colonies espagnoles aux Français, « c'était là un avantage assez sérieux pour être désiré, mais facile à

« obtenir sans exciter de ressentiment, s'il eût été le seul prix exigé pour « le Portugal et le mariage. Ce second projet n'avait donc pas même « le mérite de nous attacher l'Espagne un seul jour ; et il nous expo- « sait, pour quelques cessions territoriales, impossible à conserver, à « l'éternelle haine des Espagnols.

« Le troisième projet consistait à détrôner les Bourbons, à rappro- « cher définitivement par l'établissement d'une même dynastie la France « et l'Espagne ; à régénérer celle-ci pour la rendre utile soit à elle- « même, soit à la cause commune; à ne lui rien enlever, à lui tout « donner au contraire, Portugal, réformes intérieures; *à renouveler, « en un mot, la politique de Louis XIV, qui n'avait rien de trop « grand pour un homme qui avait dépassé toute grandeur connue.* « Cette politique de Louis XIV, outre qu'elle n'avait rien de trop grand « pour Napoléon, était, il faut le reconnaître, *la politique naturelle « de la France.* Réunir dans un même esprit, dans un même intérêt « tout l'Occident, c'est-à-dire la France et les deux péninsules italienne « et espagnole ; opposer leur puissance continentale à la coalition des « cours du Nord, leur puissance maritime aux prétentions de l'An- « gleterre, *était assurément la vraie, la légitime ambition* qu'il au- « rait fallu souhaiter à Napoléon, *celle qui eût été justifiée par les « règles de la saine politique, n'eût-elle pas réussi.* Mais la punition « du prodigue qui a fait de folles dépenses, c'est de ne pouvoir plus « faire les dépenses nécessaires (1). »

A l'appui de ce reproche, M. Thiers fait le dénombrement des armées françaises répandues sur la surface de l'Europe, et qui témoignent, suivant lui, de la prodigalité de l'Empereur.

« Il était obligé en ce moment même de garder trois cent mille hom- « mes entre l'Oder et la Vistule pour s'assurer la soumission de l'Alle- « magne et l'alliance de la Russie ; cent vingt mille hommes en Italie « pour ôter à l'Autriche toute idée de repasser les Alpes. S'il lui en fallait « encore cent ou deux cent mille pour contenir l'Espagne, *pour en re- « jeter les Anglais qui allaient trouver là un pied-à-terre commode « et sûr* ; car ils n'avaient pour y arriver que le golfe seul de Gas- « cogne à franchir ; s'il lui fallait ces diverses armées en Allemagne, en « Italie, en Espagne, c'était une masse de huit ou neuf cent mille hom- « mes qui devenait nécessaire, et il devait en résulter une extension « de soins, d'efforts, de commandements, à laquelle la France et son « génie même finiraient par ne pouvoir suffire (2). »

(1) *Hist. du Cons. et de l'Empire,* t. VIII, page 378.
(2) *Id.* t. 8, page 382.

Ainsi, la moralité de l'expédition tenait à deux cent mille hommes de plus ou de moins! Quoi qu'il en soit, cet obstacle, qui a pu paraître considérable après l'événement, n'en pouvait être un aux yeux de l'Em-

On ne peut que répéter ici ce qui a été dit plus haut. On doit être surpris après ces passages si clairs, et qui expliquent si bien la conduite de l'Empereur, que l'historien ait voulu s'associer au blâme dont elle a été l'objet. Dans plusieurs endroits de son livre il va jusqu'à dire que l'affaire d'Espagne est *une affaire ténébreuse*, ne craignant pas d'user de ce terme dans toute l'étendue et la sévérité de son acception. Il semble cependant qu'il n'y a rien de ténébreux dans tout cela, surtout après ce qu'on vient de lire. Ce sont les mêmes circonstances qui cent ans auparavant avaient déterminé la conduite de Louis XIV; c'est la même politique, suivie dans le même intérêt; l'historien du Consulat et de l'Empire n'a pu s'empêcher de le reconnaître. Qu'y a-t-il là de si blâmable? Quant au reproche de n'avoir pas suffisamment calculé ses moyens, ni songé à ce supplément de deux cent mille hommes nécessaires pour entrer en Espagne, et s'y maintenir, ce reproche n'est pas sérieux. Il prouve seulement que l'affaire d'Espagne n'est pas un crime, quoiqu'on en puisse dire, ni une affaire ténébreuse, ce qui revient au même. C'est une faute tout au plus en admettant qu'il y ait eu faute. Il est vrai que ce serait plus qu'un crime suivant de certains principes (1); mais enfin ce n'en est pas un suivant la morale commune, les principes de tout le monde, et le sens ordinaire attaché à ce mot. C'est ce qu'il importe surtout d'établir, car c'est sur ce point particulièrement, ou plutôt ce n'est que sur ce point que la résolution prise par l'Empereur a donné lieu à tant d'accusations.

On a beaucoup loué Louis XIV d'avoir profité de la vacance du trône d'Espagne pour faire régner son petit-fils au delà des Pyrénées. On l'a loué d'avoir prévu les événements, de s'y être préparé à l'avance, de n'avoir négligé aucun des moyens, quels qu'ils fussent, propres à assurer le succès de ses desseins, jusqu'à corrompre, pour le don d'une pension, le secrétaire du Conseil d'Espagne, don Cristoval, pour être mis au courant des délibérations du Conseil.

Il y avait longtemps, en effet, qu'il se préparait, qu'il prenait toutes ses mesures pour n'être pas surpris, et s'assurer au moins une partie de la succession, s'il ne pouvait l'obtenir tout entière. On n'avait pas attendu la fin de Charles II pour disposer de son royaume. Lorsqu'il mourut, en 1700, il y avait plus de trente ans déjà que la France et l'Autriche avaient pris le soin de se partager ses possessions, sans tenir compte du testament qu'il pourrait faire, au détriment du successeur qu'il lui plairait peut-être de désigner, et qui pouvait fort bien n'être ni un prince de la maison de France, ni un prince de la maison d'Autriche. Tout le monde connaît le fameux traité

(1) Tout le monde connaît ce mot d'un politique célèbre *c'est plus qu'un crime; c'est une faute.*

pereur, qui ne soupçonna't pas alors, non plus que toute l'Europe; que les moyens militaires lui manquassent pour faire la guerre à l'Espagne, s'il arrivait qu'il fût obligé d'entrer en lutte avec elle. On doit ajouter

signé à Vienne par M. le chevalier de Grémonville, ambassadeur de Louis XIV, et dont M. Mignet nous a donné une histoire si intéressante.

Ce sont là de tristes moyens sans doute; mais la politique n'a guère le choix. On ne voit pas qu'elle en ait d'autres à sa disposition. Ils seraient odieux s'il ne s'agissait que de la fortune d'un particulier. Il s'agissait de la France, de sa prospérité, de sa richesse, de sa puissance, si l'on veut; et, n'y eût-il que ce motif, nous ne pensons pas qu'on fût tenté pour cela de diminuer la gloire de Louis XIV. Chaque souverain, dans ce cas, n'est que le représentant de la nation qu'il gouverne. Aux armes dont on se servirait contre lui, il faut qu'il oppose les mêmes armes. Les intérêts légitimes qui le font agir et la grandeur du but annoblissent les moyens. C'est ce qui distingue la politique de l'intrigue, et fait qu'elles ne peuvent être confondues, quoiqu'on en ait dit. On a donc eu raison d'approuver Louis XIV, et les louanges qu'on lui a données et que lui donne M. Thiers, ne sont qu'un juste hommage rendu à la hauteur de ses vues, à la prévoyance et à l'habileté de son gouvernement.

Mais, comment se fait-il que la même politique, suivie et pratiquée par l'Empereur, ne soit plus digne des mêmes éloges? Comment ce fait réputé si naturel dans le premier cas, devient-il dans le second, un fait qui offense à la fois toutes les notions du juste et de l'injuste, presqu'une usurpation, une action ténébreuse en un mot, c'est-à-dire aussi condamnable aux yeux de la morale, qu'elle est contraire à toutes les règles de la politique. Est-ce que la situation a changé? Est-ce que les intérêts ne sont plus les mêmes? Est-ce qu'il importait moins à la France d'empêcher l'Espagne de se livrer à l'Angleterre en 1808, qu'à l'Autriche en 1701? Est-ce que ce trône, en quelque sorte, n'était pas vacant comme en 1701? Est-ce que cette dynastie n'était pas aussi éteinte par le fait, que la dynastie qui régnait sur l'Espagne cent ans auparavant? Croit-on que si Charles II eût légué son royaume à un successeur qui ne convînt pas à la France, Louis XIV l'eût accepté sans difficulté, bien qu'aussi légitime, par le droit du testament, que le prince des Asturies par sa qualité de fils du roi Charles IV? Et s'il s'éleva un part contre le frère de l'empereur, n'y en eût-il pas un contre le petit-fils de Louis XIV? Si Louis XIV, enfin, s'était trouvé dans les mêmes circonstances, en présence de la même famille, pense-t-on qu'il eût été plus disposé à conserver au prince des Asturies la couronne d'Espagne?

On a beaucoup parlé des sacrifices que s'était imposés la cour d'Espagne dans l'intérêt de la France, de son dévouement à notre alliance, qui méritait plus de gratitude de la part de l'Empereur. Sans revenir sur la proclamation de Godoy, rapportée dans le cours de cette notice, il suffit de citer le passage où M. Thiers lui-même a pris soin de montrer la valeur de cet argument. L'illustre historien s'exprime ainsi au sujet d'une lettre qu'on

que, cette guerre, il était loin d'y songer, et ne songea pas même, jusqu'au dernier moment, à détrôner la famille royale ; c'est un fait que sa correspondance, et les témoignages historiques, établissent suffisamment écrire par le roi Charles IV à l'Empereur, lorsque les troupes françaises entrèrent en Espagne (1).

« Dans cette lettre, Charles IV avouait les alarmes qu'il commençait à « concevoir à l'approche des troupes françaises. Il rappelait à Napoléon « tout ce qu'il avait fait pour lui complaire, toutes les preuves de dévoue- « ment qu'il lui avait données, le sacrifice de ses flottes en pays lointains, « et lui demandait, en retour d'une si fidèle alliance, la déclaration franche « et loyale de ses intentions, ne pouvant supposer qu'elles fussent autres que « celles que l'Espagne avait méritées.

« *Le pauvre roi ne savait par, en écrivant de la sorte, que cette fidèle* « *alliance avait été entre-mêlée de mille trahisons secrètes ; que ce sacrifice* « *de ses flottes n'avait servi qu'à faire détruire les deux armées à Trafal-* « *gar ; que l'envoi d'une division à Hambourg n'avait rendu d'autre ser-* « *vice que celui d'une démonstration, et que l'Espagne avait été une auxi-* « *liaire inutile à elle-même et à ses alliés, quelquefois même l'occasion* « *de beaucoup d'inquiétudes pour eux.* »

Voilà ce que dit M. Thiers. L'avocat le plus zélé ne ferait pas ressortir plus habilement les avantages de sa cause. Mais qu'on nous permette de faire cette question : Que reste-t-il à reprocher à l'Empereur ? Il n'a pas même usé de ces moyens dont nous venons de parler, et auxquels Louis XIV n'a pas dédaigné de recourir. On ne voit pas qu'il ait tenté de corrompre Godoy ; qu'il ait pensionné aucun ministre, aucun personnage principal ou secondaire de la cour d'Espagne ; qu'il ait eu l'idée, nous ne dirons pas dès le commencement de son règne, mais un mois, peut-être, avant les événements de 1808, de s'approprier cette monarchie ou même de la partager. Ces événements, il lui était aussi facile de les prévoir, si ses vues se fussent portées de ce côté, qu'à Louis XIV de prévoir la fin de la dynastie de Charles-Quint. Si à l'exemple de Louis XIV, et pour arriver à de pareilles fins, il eût employé les mêmes procédés ; s'il eût essayé de la corruption, et de tous ces artifices qu'autorisent la politique, et qui composent l'essence même de la diplomatie, on en verrait des preuves dans les archives du Louvre, dans ces quarante ou cinquante mille pièces, si nous ne nous trompons, qui contiennent toute l'histoire secrète du gouvernement impérial, qui ont passé sous les yeux de M. Thiers, et qu'il a pu examiner à loisir. Il serait bien difficile qu'on n'en retrouvât pas quelques traces : on les retrouve bien dans les archives de la diplomatie de Louis XIV.

M. Thiers, il est vrai, n'attaque pas l'Empereur sur ce point. Cependant, comme il fallait bien qu'il fût coupable de quelque chose, voici, autant que nous en pouvons juger, le système auquel s'est arrêté l'illustre historien. Il suppose, ou plutôt il affirme que l'Empereur avait le dessein de s'emparer

(1) T. 8, p. 426.

ment, pour peu qu'on soit disposé à examiner sans préoccupation les pièces qui ont été recueillies sur cette affaire. Les mesures qu'il avait prises n'étaient, comme on l'a vu, que des mesures de précaution,

de la couronne d'Espagne et de détrôner les possesseurs. Depuis quand? Est-ce avant ou après les événements d'Aranjuez? A quelle époque remontait ce dessein? Qui l'a fait naître dans son esprit? Comment s'y est-il développé? A quelle occasion? Dans quel document public ou privé en voit-on la preuve? M. Thiers n'en fournit aucun. Il ne cite que les pièces que nous avons citées nous-mêmes, et qui se trouvent dans presque tous les ouvrages publiés depuis vingt ans sur l'Empire. On a vu si ces pièces sont de nature à autoriser cette supposition.

Non-seulement l'auteur ne produit aucun témoignage; mais il dit que ce projet, *l'Empereur ne l'a communiqué à personne* (1). Il est surprenant dans ce cas qu'on s'en soit cru instruit.

Cependant ce dessein que nul n'a connu, qui n'a été communiqué à personne et dont rien n'a trahi le secret jusqu'à ce jour, M. Thiers croit pouvoir assurer qu'il a existé. Il ne fait aucune difficulté d'exprimer sa certitude à cet égard. Il ne procède pas même par induction, comme le Grand Pensionnaire de Hollande, à propos de Louis XIV. Il ne dit pas que si l'Empereur avait depuis longtemps le projet d'établir sa dynastie en Espagne, c'est parce qu'il était impossible qu'il ne l'eût pas; ce serait absoudre l'Empereur en effet. Il l'a eu, cela est hors de doute, et c'est là ce qui constitue la partie ténébreuse de cette affaire. C'est au moins une partie fort obscure du récit de l'historien.

C'est ainsi que l'Empereur aurait à répondre, dans ce système, du voyage de la famille royale en France, lorsque le père et le fils voulurent aller au-devant de lui pour lui soumettre leur querelle. Nul fait n'a plus ému ou plutôt soulevé l'opinion. Si l'on s'en rapporte à tout ce qui a été dit, ce voyage n'aurait été que le résultat d'une combinaison machiavélique inventée par Napoléon pour les attirer tous les deux dans un piége d'où ils ne sortiraient que dépouillés. Cette impression est restée; elle subsiste encore aujourd'hui. L'opinion, par malheur, et comme il arrive si souvent, avait jugé avant de connaître; le récit de M. Thiers lui-même le prouve.

L'auteur dit positivement que l'idée de ce voyage fut suggérée au prince des Asturies par Murat. L'Empereur n'en savait rien et n'en pouvait rien savoir; il est aisé de s'en assurer par les dates.

Le roi Charles IV venait d'abdiquer après l'émeute d'Aranjuez. Son fils s'était emparé du gouvernement : il y avait deux jours qu'il était roi. Tout à coup paraît la déclaration du vieux roi, annonçant qu'il reprend la couronne. Ferdinand comprend toute la gravité de cet acte qui compromet son triomphe. Il ne se sent plus maître de ce trône, où il se croyait si bien as-

(1) Voir la longue note placée à la fin du tome 8 de l'hist. du Consulat et de l'Empire, p. 659-670.

que la prudence ne permettait pas de négliger, si graves qu'elles fussent, dans l'état où se trouvait l'Espagne, et averti comme on l'était déjà par la proclamation de Godoy. Il n'en était pas moins très-

sis. Quel parti prendre? Envoyer des troupes contre son père pour le forcer à revenir sur sa déclaration? En appeler à la nation pour la faire juge entre eux? Il n'y avait pas à y songer. Dans son trouble, il s'adresse à Murat; il lui demande conseil. Murat n'avait pas d'instructions : comment en aurait-il eues? la dépêche qui devait apprendre ces événements à l'Empereur n'était pas encore arrivée à Paris. Embarrassé et n'osant rien prendre sur lui, il se borne à donner d'une manière générale à Ferdinand le conseil d'aller au-devant de l'Empereur. Lui seul, vu la situation que le père et le fils lui ont faite, en le forçant depuis si longtemps de s'occuper d'eux, peut décider la question. Il n'y a donc pas d'autre parti à prendre, et ce sera un moyen peut-être de le disposer favorablement, et de gagner ses bonnes grâces. Il était difficile dans la position où se trouvait Murat de tenir un autre langage.

Ferdinand après avoir pris l'avis de ses conseillers, se décide. Il fait connaître officiellement sa résolution. Il quitte Madrid, suivi d'une partie de sa cour, et se dirige vers la frontière de France dans l'espoir de rencontrer l'Empereur.

Mais à peine le roi et la reine sont-ils informés de ce qui se passe, qu'ils annoncent qu'eux aussi veulent se rendre auprès de Napoléon. Leur fils ne veut le voir, disent-ils, que pour les calomnier et les noircir dans son esprit. Ils combattront ses calomnies. L'Empereur saura par eux la vérité sur le prince des Asturies; ils lui apprendront ce dont il est capable. Dans ce dessein, ils n'hésitent pas, malgré leur âge, à braver les fatigues d'une longue route. Ils partent, et se trouvent en présence de l'Empereur presqu'en même temps que leur fils.

Où est le machiavélisme dans tout cela? Ne sont-ce pas des faits qui s'enchaînent les uns les autres; qui découlent naturellement d'une situation donnée? Ne suffit-il pas pour les expliquer de cette situation elle-même, et des passions des personnages? Et quel besoin de chercher si loin d'autres motifs, quand on a devant soi une cause si simple?

On s'est représenté Murat d'un côté, le roi, la reine et le prince des Asturies de l'autre, comme les agents ou les victimes d'une politique dont ils ignoraient le secret, et obéissant, dans toutes ces démarches, à une volonté qui avait bien soin de ne pas se montrer, et dont ils n'étaient, à leur insu, que les instruments. Mais s'il en est ainsi, où sont, qu'on nous pardonne le terme, où sont les fils qui les faisaient mouvoir? Encore faut-il qu'ils se trouvent quelque part! Après cinquante ans il n'y a plus de secrets en histoire, surtout quand on a pu examiner les documents.

M. Thiers accuse encore l'Empereur de l'espèce de domination, d'influence morale qu'il exerçait sur les membres de la famille royale, de cet entraînement, si l'on veut, qui, en le poussant vers lui, les conduisaient, a-t-on dit, à leur perte, comme s'ils ne s'étaient pas perdus eux-mêmes auparavant.

difficile de prendre un parti au milieu de tant d'incidents qui se produisaient tous les jours d'une manière si inattendue, et qui, loin d'éclaircir la situation semblaient la rendre plus obscure à mesure qu'on croyait la mieux connaître. Car, enfin, où était la nation dans tous ces mouvements; et quel but poursuivait-elle? Une nation ne se compose pas seulement de la partie qui figure dans les émeutes, et qui ne représente que les passions populaires; elle se compose encore de la noblesse, des classes moyennes! Or, qu'y avait-il de commun dans leurs vœux? Quel était le point par où elles se rencontraient? quel était, en un mot, le sentiment du pays tout entier? De quoi voulait-il être délivré? qui voulait-il avoir pour roi? En ce qui concernait Godoy, il n'y avait pas à s'y tromper; la haine était générale;

Il dit que l'Empereur les fascinait comme le serpent fascine sa proie. C'est de l'éloquence sans doute; mais cela n'empêche pas, et c'est un fait qui résulte des récits mêmes de l'auteur, que le roi, la reine, le prince des Asturies ne soient venus trouver l'Empereur de leur plein gré, que nulle contrainte ne les y ait obligés; qu'il n'y a eu par conséquent ni ruse, ni machination, ni plan conçu à cet effet, à moins qu'on administre la preuve du contraire; et cette peuve encore une fois où est-elle?

En résumé M. Thiers dit que l'Empereur avait trois partis à prendre au sujet de l'Espagne. Les deux premiers étaient mauvais. Le dernier était grand, noble, conforme aux intérêts du pays, et de l'Espagne elle même; c'était la politique de Louis XIV, la politique naturelle et légitime de la France, de l'aveu de M. Thiers. Ce parti, l'Empereur l'a suivi, et M. Thiers le condamne.

Il le condamne parce qu'il lui manquait, dit-il, deux cent mille hommes pour opérer avec succès, d'où il résulte que si l'Empereur avait eu ces deux cent mille hommes, il était parfaitement fondé suivant les règles du droit, de l'équité, de la politique, à agir comme il l'a fait, et à détrôner les Bourbons.

Bien plus : il le condamne au point de vue moral. L'affaire d'Espagne est une affaire ténébreuse, une intrigue sombre; c'est un crime politique dont l'Empereur devait porter la peine.

L'intérêt seul de la vérité historique a pu nous décider à opposer à lui-même un historien dont nous reconnaissons l'autorité, et dont plus que personne nous admirons le talent. Peut-être même ces contradictions sont-elles plus apparentes que réelles, et nous sommes-nous trompés sur le sens des différents passages que nous avons cités. Mais, s'il est en histoire, suivant le mot d'un personnage célèbre, des procès qui ont été jugés avant d'avoir été plaidés, il nous semble que celui-ci a besoin d'être instruit de nouveau pour être plaidé, et surtout pour être jugé comme il doit l'être.

elle était partagée par toutes les classes. Mais au delà? L'Espagne elle-même ne paraissait pas savoir ce qu'elle désirait. Comment décider ensuite entre ce père, ce fils, cette mère qui s'accusaient l'un l'autre; qui se chargeaient de tous les crimes? Ce fils qui venait d'arracher la couronne à son père; ce père qui, après avoir abdiqué, redemandait son trône, et pourquoi? pour y placer encore le favori méprisé et détesté qui le lui avait fait perdre! Quelle était la vérité, où était le droit entre eux? Quel était le plus digne d'intérêt, celui qui méritait le mieux d'être soutenu? Rendre la couronne au vieux roi et à la reine en les séparant de Godoy, n'était-ce pas ne leur rien rendre? Qui pouvait répondre d'ailleurs que les Espagnols voulussent encore d'eux, même sans le favori? Restait le prince des Asturies! Mais quel était ce prince? Fallait-il le juger sur le témoignage de son père et de sa mère? Comment lui accorder dans ce cas la protection qu'il demandait?

D'un autre côté, le rôle de la France, si elle consentait à se mêler des affaires de l'Espagne, à exercer, d'après le vœu de la nation, cet arbitrage, qui lui était déféré de toutes parts et d'une voix si unanime, n'était pas de faire triompher un parti. C'était d'assurer le présent et l'avenir de la monarchie espagnole, en indiquant ce qui convenait le mieux aux besoins et aux intérêts de tous. Sinon ce serait en vain qu'on aurait essayé de la sauver. Les partis dominés un instant, mais non désarmés, ne tarderaient pas à se relever, à se précipiter l'un contre l'autre avec la même haine et le même acharnement. Le pays serait déchiré de nouveau, et il faudrait encore intervenir jusqu'à ce qu'il plût aux Espagnols de s'arrêter, ou de faire eux-mêmes leurs révolutions, sans invoquer le secours d'autrui.

Il y avait une autre considération non moins grave. Si l'esprit d'équité ordonnait à l'Empereur de ne pas se prononcer, et de ne rien faire avant d'avoir pu apprécier suffisamment les hommes et les choses, il avait, comme chef du gouvernement français, des devoirs qu'il ne pouvait oublier. Il était digne de la France, sans doute, d'assurer par ses conseils et son appui, le repos et la prospérité d'un peuple voisin; mais il ne fallait pas que ce bienfait, une fois obtenu, tournât contre elle. Il ne fallait pas que l'Espagne, revenue à la vie, et ayant repris son rang parmi les nations, fût tentée de se servir de ses forces contre ceux qui les lui auraient rendues. Il ne fallait pas, pour prix de ses efforts, et par un de ces entraînements de politique chevaleresque, dont les conséquences sont presque toujours si fâcheuses, outre le ridicule qui s'y attache, se créer un ennemi là où c'était bien le moins d'espérer un allié? Or, quelle confiance le prince des Asturies pouvait-il inspirer à cet égard? Son caractère était-il plus

sûr que celui de Godoy ? Et n'était-ce pas le cas d'examiner avant d'agir ?

Telles étaient les questions qui tenaient l'Empereur en suspens. Il attendait que les événements se développassent et que la lumière se fît. Il n'avait donné aucune instruction à ses agents. Il se contentait de recevoir leurs dépêches, ne voulant rien leur prescrire avant d'être fixé définitivement sur ce qu'il avait à faire. Il avait même recommandé à Murat, en le mettant à la tête des troupes envoyées en Espagne, de se conduire avec la plus grande circonspection, de ne point engager la France par des démarches précipitées, de rester dans une attitude d'observation et de garder la neutralité autant qu'il le pourrait. Murat, dans son impatience, ne sut pas se conformer exactement à cette recommandation. On a vu qu'à la première nouvelle de l'émeute d'Aranjuez, il s'était hâté de marcher sur Madrid. Il ne laissa pas, le lendemain même de son entrée, de se trouver embarrassé, devenu tout à coup par sa qualité, au moins apparente de représentant de l'Empereur, arbitre entre le père et le fils, invoqué par les uns et les autres, ne sachant que répondre, n'osant plus s'avancer après avoir été trop loin, et presque mécontent de l'Empereur qui ne lui avait point encore donné de direction.

« Sire, lui dit-il, dans une de ses dépêches, je croyais, après tant « d'années de service et de dévouement, avoir mérité votre confiance, « et, revêtu surtout du commandement de vos troupes, devoir connaître « à quelles fins elles allaient être employées. Je vous en supplie, donnez-« moi des instructions. Quelles qu'elles soient, elles seront exécutées ? « Voulez-vous renverser Godoy ? faire régner Ferdinand ? Rien ne sera « plus facile. Un mot de votre bouche suffira. Voulez-vous changer la « dynastie des Bourbons ? régénérer l'Espagne en lui donnant un des « princes de votre maison ? Rien ne sera plus facile encore : VOTRE VO-« LONTÉ SERA REÇUE COMME CELLE DE LA PROVIDENCE (1) ! »

Murat, a-t-on dit, avait été parfaitement accueilli par les Espagnols, frappés de son air brillant et de cette tournure martiale si propres à frapper des imaginations méridionales. Il était naturel que cet accueil le disposât à considérer les choses sous leur aspect le plus favorable. L'Empereur ne partageait pas cette confiance. Des renseignements qui venaient de lui être donnés par M. de Tournon son chambellan, arrivé récemment de Madrid, ne lui permettaient pas d'espérer une solution aussi prompte et aussi facile. Il répondit à la lettre de Murat par une longue dépêche dont il convient de citer ces principaux passages. On remarquera la date de cette dépêche, qui prouve encore une fois que

(1) Thiers, t. VIII, p. 487.

même après l'émeute d'Aranjuez, l'Empereur était plein de doutes et d'incertitudes; qu'il n'avait par conséquent nul plan, nul dessein arrêté à l'avance, aucun de ces projets si profondément médités qu'on lui a prêtés et qui auraient tendu au renversement de la famille royale d'Espagne. Elle prouve surtout qu'il se rendait parfaitement compte de la difficulté et des périls d'une intervention en Espagne, même dans les conditions où elle lui était demandée, avec une nation du caractère de la nation espagnole.

« M. le grand-duc de Berg, est-il dit dans cette dépêche, écrite le « 29 mars 1808 (1). Je crains que vous ne me trompiez et que vous ne « vous trompiez vous-même sur la situation de l'Espagne. L'affaire du « 19 mars a singulièrement compliqué les événements; *je reste dans « une grande perplexité.* Ne croyez pas que vous attaquiez une nation « désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour sou- « mettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'é- « nergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a « tout le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre « chez les hommes que n'ont point usés les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne. S'ils crai- « gnent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre « nous des levées en masse qui pourront éterniser la guerre. J'ai des « partisans; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

« Le Prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré « l'Espagne à la France; voilà le grief qui a servi l'usurpation de Fer- « dinand : le parti populaire est le plus faible.

« Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires « au chef d'une nation. Cela n'empêchera pas que, pour nous l'oppo- « ser, on n'en fasse un héros. Je ne veux pas qu'on use de violence envers « les personnages de cette famille : il n'est jamais utile de se rendre « odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille « hommes sous les armes; c'est plus qu'il n'en faut pour soutenir « avec avantage une guerre intérieure; divisés sur plusieurs points, ils « peuvent servir de noyau au soulèvement total de la monarchie.

« Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables; il en « est d'autres que vous sentirez.

« L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier « nos embarras : elle expédie journellement des avisos aux forces « qu'elle tient, sur les côtes de Portugal, dans la Méditerranée; elle « fait des enrôlements de Siciliens et de Portugais.

(1) Dix jours après l'émeute d'Aranjuez, arrivée le 19.

« La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état « de ce pays ; c'est peut-être le pays de l'Europe qui y est le moins « préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement, et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, sont le « plus petit nombre ; le plus grand nombre profite de ces vices et de « cette anarchie.

« Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à « l'Espagne. Quels sont les moyens à prendre ?

« Irai-je à Madrid ? Exercerai-je l'acte d'un grand protectorat en prononçant entre le père et le fils ? Il me semble difficile de faire régner « Charles IV : son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

« Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a « fait roi. Le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis « vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance « de famille serait un faible lien ; la reine Élisabeth, et d'autres princesses françaises ont péri misérablement, lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. *Je pense qu'il ne faut rien précipiter ; qu'il faut prendre conseil des événements qui doivent suivre.* Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront « sur les frontières du Portugal, et attendre.

« Je n'approuve pas le parti qu'a pris V. A. I. de s'emparer aussi promptement de Madrid. Il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature « allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le Prince de la Paix « doit avoir, dans les emplois publics, des partisans ; il y a d'ailleurs « un attachement d'habitude au vieux roi, qui pourrait produire « des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, « a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller, auprès du vieux roi, voir ce qui se passe. Il se concertera « avec V. A. I. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre, etc., etc., etc. Vous userez de bons procédés envers le roi, la « reine et le prince Godoy. Vous exigerez pour eux et vous leur rendrez « les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai. *Cela ne « vous sera pas difficile ; je n'en sais rien moi-même.*

« Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que, si la France « doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs priviléges et leurs « immunités seront respectées. Vous leur direz que l'Empereur désire le « perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne pour la

« mettre en rapport avec l'état de civilisation de l'Europe, pour la « soustraire au règne des favoris. Vous direz aux magistrats et aux « bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de re- « créer la machine de son gouvernement; qu'il lui faut des lois qui ga- « rantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpateurs de la féoda- « lité; des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les « arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit « la France, malgré les guerres où elle s'est trouvée engagée; la splen- « deur de la religion, qui doit son rétablissement au concordat que j'ai « signé avec le pape. Vous leur démontrerez les avantages qu'ils peu- « vent tirer d'une régénération politique; l'ordre et la paix dans l'inté- « rieur, la considération et la puissance à l'extérieur. Tel doit être l'esprit « de vos discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune démarche. Je « puis attendre à Bayonne; je puis passer les Pyrénées (1), et, en me « fortifiant vers le Portugal aller conduire la guerre de ce côté, etc., etc. « La marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide; « à cause de l'événement du 19 mars, il y a des changements à « faire. Vous ordonnerez de nouvelles dispositions. Vous recevrez des « instructions de mon ministre des affaires étrangères. J'ordonne que « la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère; point de « grâce pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus « grands égards; l'on respectera principalement les églises et les cou- « vents.

« L'armée évitera toute rencontre soit avec les corps de l'armée es- « pagnole, soit avec des détachements; il ne faut pas que d'aucun côté « il soit brûlé une amorce.

« Laissez Solano dépasser Badajoz; faites-le observer; donnez vous- « même l'indication des marches de mon armée pour la tenir toujours « à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. Si la guerre « s'allumait, tout serait perdu.

« C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider « des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter les explica- « tions avec Solano, comme avec les gouverneurs espagnols.

« Vous m'enverrez deux estafettes par jour. En cas d'événements ma- « jeurs, vous m'expédierez des officiers d'ordonnance. Vous me renverrez

(1) On voit qu'il était indifférent à l'Empereur de rester à Bayonne ou de passer les Pyrénées. Cela en effet importait peu, et la question n'était pas là. C'est à cette circonstance cependant que s'est attachée l'imagination publique; c'est cette question, dont on a fait la principale, et qui a agité tous les esprits.

« sur-le-champ le chambellan; de Tournon, qui vous porte cette dé-
« pêche, vous lui remettrez un rapport détaillé.

« Sur ce, je prie Dieu, Mon... le général duc de Berg, qu'il vous
« ait en sa sainte et digne garde.

29 mars 1808. Signé Napoléon.

L'Empereur, dans cette dépêche, ne parle que de l'affaire du 19, c'est-à-dire de l'émeute d'Aranjuez. Il est à croire qu'il ignorait encore en ce moment que le vieux roi, après avoir cédé la couronne, fût revenu sur son abdication. La protestation du roi Charles IV et la proclamation dans laquelle il sollicitait l'appui de l'Empereur contre son fils étaient datées du 21. Elles n'avaient dû arriver à Paris que vers le 30, c'est-à-dire deux jours après les dépêches qui contenaient le récit des événements d'Aranjuez. L'Empereur ne pouvait donc avoir connaissance de ces événements lorsqu'il écrivait à Murat; aussi n'en fait-il mention pour la première fois que le 31, dans une lettre adressée à son frère, où il l'informe de ce qui vient de se passer en Espagne, mais en quelques lignes seulement et sans rien de particulier, comme il l'informerait de toute autre nouvelle. Il lui annonce que son intention est de partir presque immédiatement pour Madrid, intention qu'on doit avoir peine à concilier avec le projet d'attirer les princes en France pour les rendre victimes d'un guet-à-pens, comme on l'a dit et comme on n'a été que trop disposé à le croire. Les termes de la lettre indiquent que le motif de ce voyage était la protestation du roi d'Espagne. Cet acte, en effet, changeait encore la situation, et la rendait assez grave pour qu'il parût nécessaire à l'Empereur d'aller mettre, par sa présence, un terme à des difficultés qui ne semblaient pas pouvoir être résolues autrement.

« Mon frère, dit-il (1), vous aurez lu dans le *Moniteur* les nouvelles
« d'Espagne. Je vous dirai, pour vous seul, que mes troupes sont en-
« trées à Madrid le 24; que le roi Charles proteste contre tout ce qui
« a été fait; il croit sa vie en danger et a imploré ma protection. Dans
« cette circonstance, *je vais partir pour Madrid*. Mes troupes sont
« nombreuses en Espagne; elles y ont été parfaitement reçues. Je n'ai
« pas besoin de vous dire que je n'ai pas reconnu le nouveau roi. Le
« grand-duc de Berg ne l'a pas reconnu non plus; ils se sont compli-
« mentés sans se voir, ne pouvant le saluer roi qu'autant que je l'au-
« rais reconnu. Il serait très-possible que je partisse d'un moment à

(1) *Mém. de Joseph*, t. IV, p. 223.

« l'autre pour Madrid. Cela est pour votre gouverne et pour vous seul. »

Il serait difficile d'apercevoir un dessein quelconque dans cette lettre et le signe de la prochaine élévation d'un membre de la famille de Napoléon, de Joseph particulièrement, au trône d'Espagne. L'Empereur ne l'écrivait cependant qu'un mois ou cinq semaines avant la crise qui allait faire d'un de ses frères, le successeur de Charles IV. La réponse de Joseph est plus indifférente encore; c'est un simple accusé de réception.

« Sire, écrit-il à l'Empereur (1), j'ai reçu les lettres par lesquelles « Votre Majesté veut bien me prévenir de son prochain départ pour « l'Espagne. Je n'ai pas de nouvelles de l'escadre de l'amiral Gan- « theaume. Les Anglais ont reçu en Sicile un renfort de cinq à six « mille hommes, ce qui doit porter leurs forces dans cette île à quatorze « mille hommes. »

L'Empereur partit le 2 avril, trois jours après avoir écrit cette lettre à son frère. Comme il s'avançait vers la frontière, il reçut une nouvelle aussi imprévue que les autres et qui n'était pas moins extraordinaire. On lui annonçait que Ferdinand avait pris la résolution de venir le trouver pour se mettre aussi sous sa protection et solliciter de lui la reconnaissance de son titre de roi, en le faisant juge des événements qui l'avaient forcé, disait-il, à recueillir, du vivant même de son père et avant l'ordre de la nature, un héritage qu'il lui eût été doux d'attendre pendant de longues années encore.

L'Empereur n'avait pas manifesté le désir de voir le prince des Asturies. Comment donc s'expliquer la démarche de Ferdinand? Quel était le secret de cette étrange résolution? Voici ce qui s'était passé.

La déclaration par laquelle le vieux roi annonçait qu'il reprenait la couronne avait été pour son fils un coup inattendu et qui l'avait frappé d'effroi. Sa peur ne lui avait fait apercevoir que trop vite les conséquences de cette déclaration, qui lui enlevait le fruit de sa victoire et le faisait presque descendre du trône au moment où il venait d'y monter, se croyant déjà roi d'Espagne. Il comprenait qu'il n'y avait pas à résister, à disputer la royauté à son père, même en s'autorisant de son abdication. C'eût été se démasquer, et montrer ce qu'il y avait au fond de cette prétendue modération sous laquelle il avait essayé de se couvrir, comme s'il n'eût accepté le trône que malgré lui et contraint par la violence des événements. Il savait bien qu'il avait pour lui le peuple; mais il avait à craindre aussi l'intérêt que pourraient inspirer les réclamations du vieux roi, de ce père dépouillé et

(1) 14 avril 1808. *Mém. de Joseph*, t. IV, p. 234.

accusant son fils de lui avoir ravi la couronne. Ferdinand ne se dissimulait pas combien l'effet en pouvait être fâcheux pour sa cause. Elles ne manqueraient pas de jeter du doute dans les esprits, et, sans lui enlever tous ses partisans ou les détacher entièrement peut-être, de les rendre plus incertains. Elles leur ôteraient les moyens de le défendre ouvertement, tandis qu'elles offriraient à ses ennemis un prétexte pour lui reprocher son usurpation. Mais là encore n'était pas la difficulté la plus grave pour lui. Il y avait l'Empereur, dont le nom seul le faisait trembler. Quel que fût le sentiment qui avait porté le vieux roi à protester, il se trouvait que, pour la première fois, il avait été habile en publiant sa protestation. Par cet acte, qui remettait la querelle au jugement de l'Empereur, la couronne demeurait suspendue en quelque sorte entre le père et le fils, sans qu'il fût permis à celui-ci d'y toucher avant d'avoir connu la décision de Napoléon. C'était donc de l'Empereur que dépendait son sort; c'était lui qu'il fallait se concilier; car comment récuser un tel juge? L'inquiétude de Ferdinand était extrême en pensant qu'il n'était pas encore reconnu. Il interrogeait M. de Beauharnais, notre ambassadeur à Madrid; il interrogeait Murat; il les suppliait de ne pas l'abandonner, de le guider, de l'instruire des dispositions de l'Empereur, qu'ils ignoraient comme lui et ne pouvaient qu'ignorer, l'Empereur ne sachant pas lui-même ce qu'il ferait, suivant les termes de sa dépêche. On a vu les motifs qui les portèrent à lui donner le conseil de se rendre auprès de Napoléon, et qui décidèrent Ferdinand à suivre ce conseil.

« M. de Beauharnais, est-il dit dans l'*Histoire du Consulat et de « l'Empire* (1), s'attacha à persuader à Ferdinand qu'il fallait acquérir à « tout prix la bienveillance de Napoléon, et pour cela courir à sa ren« contre, se jeter dans ses bras en lui demandant son amitié, sa pro« tection et une épouse; que plus tôt il ferait une pareille démarche, « plus tôt il serait sûr de régner; que le mieux serait de partir à l'ins« tant même d'Aranjuez pour un tel voyage; qu'il n'aurait pas à faire « beaucoup de chemin; car il trouverait Napoléon en route; qu'enfin « il ne fallait que venir à Madrid pour le traverser et se transporter le « plus promptement possible à Burgos ou à Vittoria (2).

« ....Tous les jours M. de Beauharnais conseillait cette conduite à

(1) T. VIII, p. 552.

(2) Il est à remarquer que c'est à Aranjuez même, deux jours après l'émeute, c'est-à-dire le 21 ou le 22 mars, et lorsque l'Empereur ne pouvait en aucune manière être informé de ce qui venait de ce passer en Espagne, que M. de Beauharnais commençait à donner ces conseils à Ferdinand.

« Ferdinand, et celui-ci, qui avait une grande impatience de recevoir « de Napoléon la permission de régner, mais n'osait encore prendre « aucun parti en l'absence de ses favoris, promettait de faire ce que lui « conseillait l'ambassadeur de France dès qu'il aurait réuni à Madrid les « hommes revêtus de sa confiance (1). »

Il les réunit en effet, et leur soumit la question. Tous appuyèrent l'avis de M. de Beauharnais. L'historien du Consulat et de l'Empire a fait connaître leurs motifs.

« Bien que M. de Beauharnais leur eût laissé espérer, dit-il (2), « sans la leur promettre, la bienveillance de Napoléon, ils n'obtenaient « plus depuis plusieurs jours de cet ambassadeur que des paroles va- « gues, le conseil réitéré d'aller se jeter dans les bras de Napoléon « pour se concilier sa faveur.... Murat, tenant à l'Empereur des Fran- « çais d'une manière bien plus directe, était encore moins rassurant. Il « ne montrait, lui, de penchant que pour les vieux souverains, et n'ac- « cordait au jeune roi que le titre de prince des Asturies. D'après d'au- « tres propos, venus d'Aranjuez, on craignait que les vieux souverains « n'eussent l'idée d'aller eux-mêmes au-devant de Napoléon lui ra- « conter à leur manière la révolution d'Aranjuez, surprendre son suf- « frage et obtenir le redressement de leurs griefs. On craignait que « le pouvoir ne revînt ainsi à Charles IV, et, sinon au prince de la « Paix, du moins à la reine, qui remettrait Ferdinand dans sa triste « situation de fils opprimé, le duc de l'Infantado, le chanoine Escoïquiz « dans des châteaux forts, et se vengerait ainsi sur les uns et sur les « autres des quelques jours d'abaissement qu'elle venait de subir et « surtout de la chute du favori, dont elle serait à jamais inconsolable.

« *Cette raison fut celle qui, bien plus que toutes les autres,* « bien plus *que les suggestions étrangères*, amena Ferdinand et ses « ineptes conseillers à l'idée de se porter tous ensemble à la rencontre « de Napoléon. Le danger de compromettre dans une négociation im- « prudente des provinces, des priviléges coloniaux ou quelque autre « grand intérêt de la monarchie espagnole ne se présenta pas même à « leur esprit, tant les occupait exclusivement la crainte que Charles IV « n'allât lui-même plaider et peut-être gagner sa cause auprès de Na- « poléon.

« *Ils auraient cent fois mieux aimé voir Napoléon régner en* « *Espagne que de voir la reine y ressaisir l'autorité royale; sen-* « *timent que les vieux souverains éprouvaient à leur tour, et qui*

(1) *Hist. du Cons. et de l'Emp.*, t. VIII, p. 549.
(2) T. VIII, p. 555.

« *fit tomber, pour le malheur de l'Espagne et de la France, le sceptre de Philippe V dans les mains de la famille Bonaparte.*

« Dès que cette crainte eut pénétré dans l'esprit de la nouvelle cour, « la question du voyage de Ferdinand se trouva décidée, et les délibérations dont ce voyage put encore être l'objet ne furent que les hésitations d'esprits faibles qui ne savent pas même vouloir ce qu'ils « veulent. »

Ferdinand quitta Madrid le 10 avril pour aller au-devant de l'Empereur. Il était accompagné de ses ministres seulement et de quelques-uns de ses favoris, le duc de l'Infantado, le chanoine Escoïquiz, le ministre d'État Cevallos, MM. de Musquiz, de Labrador, Urquijo, etc., etc., n'ayant pas voulu d'une suite plus nombreuse, de peur d'indisposer l'Empereur par un appareil qui ne convenait pas dans la position humble et presque suppliante où on allait se présenter devant lui. D'après l'époque où il était parti de Paris, on avait calculé qu'il pourrait être à Vittoria ou à Burgos le 15 ou le 16 avril. C'était là que Ferdinand espérait le rencontrer.

Mais le jour où il s'éloignait de Madrid, les craintes qu'il avait conçues et qui avaient été le principal motif de son voyage se réalisaient.

La nouvelle de ce voyage, annoncée aux vieux souverains, restés à Aranjuez depuis le moment où ils avaient cessé de régner, les avait jetés dans une vive agitation. L'idée que leur fils allait être seul avec l'Empereur; qu'il pourrait chercher à le prévenir et les accuser sans être contredit, sans qu'ils fussent là pour répondre, pour l'accuser à leur tour et lui rendre le mal qu'il voudrait leur faire, était une idée qu'ils ne pouvaient supporter. Il leur était indifférent de régner pourvu qu'il ne régnât pas. L'espoir de le perdre auprès de l'Empereur avait ranimé les forces de la reine. A peine était-elle informée du parti qu'il avait pris que, sans être arrêtée par son âge, par la santé du roi, de plus en plus languissante depuis ces derniers événements, elle déclarait qu'elle aussi voulait se rendre auprès de l'Empereur pour lui apprendre la vérité et lui faire connaître quel était ce fils qui osait lui demander leur trône. Murat, averti de ce désir, ne crut pas pouvoir s'y refuser. Aussitôt il fit donner une escorte aux vieux souverains, et leur fournit les moyens de faire ce voyage tranquillement et sans être inquiétés pendant la route.

« A peine le départ de Ferdinand VII fut-il connu, dit M. Thiers (1), « que les vieux souverains voulurent aussi être du voyage. Il leur

(1) *Hist. du cons. et de l'emp.*, t. VIII, p. 364.

« avait été impossible, depuis le 17 mars, de se rassurer un seul ins-
« tant. L'Espagne leur était devenue odieuse. Ils parlaient sans cesse
« de la quitter et d'aller habiter, ne fût-ce qu'une simple ferme, en
« France, pays que leur puissant ami Napoléon avait rendu si calme,
« si paisible et si sûr. Mais ce fut bien autre chose quand ils apprirent
« que Ferdinand VII allait s'aboucher avec Napoléon. Quoiqu'ils n'eus-
« sent ni une grande espérance ni une grande ambition de ressaisir
« le sceptre, ils furent pleins de dépit à l'idée que Ferdinand aurait
« gain de cause auprès de l'arbitre de leurs destinées; que roi, reconnu
« et consolidé par la reconnaissance de la France, il deviendrait leur
« maître et celui de l'infortuné Godoy, et qu'il pourrait décider de
« leur sort et de celui de leurs créatures. Ne se contenant plus à cette
« idée, ils conçurent le désir ardent d'aller eux-mêmes plaider leur
« cause contre un fils dénaturé devant le souverain tout-puissant qui
« s'approchait des Pyrénées. La reine d'Étrurie, qui haïssait son frère
« Ferdinand, dont elle était haïe, avait, elle aussi, à défendre les droits
« de son jeune fils devenu roi de la Lusitanie septentrionale. Elle crai-
« gnait que ces droits ne périssent au milieu du bouleversement général
« de la Péninsule, et elle voulait aller avec son père et sa mère se
« jeter dans les bras de Napoléon, afin d'en obtenir justice et protec-
« tion. Elle contribua pour sa part à rendre plus vif le désir de ses
« vieux parents et à les précipiter sur la route de Bayonne. »

Mais la reine n'avait pas voulu partir sans être rassurée sur le sort de Godoy. Il était toujours au château de Villa-Viciosa, attendant qu'on le conduisît à Madrid pour y être jugé; car Ferdinand à peine sur le trône ne s'était plus souvenu que de sa haine. Il avait ordonné que le procès commençât. Déjà des commissaires avaient été chargés de l'instruction, y travaillant avec le zèle de serviteurs sûrs de plaire à leur maître en même temps qu'ils poursuivaient leur vengeance particulière. Le laisser entre leurs mains, c'était s'exposer à apprendre sa condamnation et sa mort avant d'avoir atteint la frontière. Dans le désespoir où les jetait cette pensée, le roi et la reine s'étaient adressés à Murat; ils l'avaient supplié d'employer son autorité pour que Godoy, délivré de prison, pût également quitter l'Espagne. Les instructions de l'Empereur étaient formelles en ce qui concernait Godoy. Murat, sur-le-champ, avait envoyé un officier et des soldats avec l'ordre de se faire livrer le prisonnier. Mais on avait eu soin de choisir ceux qui veillaient sur lui; c'étaient, parmi les chefs et les soldats d'un des régiments de la garde, ceux qui s'étaient le plus distingués par leur acharnement contre le favori. L'officier avait en vain présenté son ordre; tous s'étaient écriés qu'on leur passerait sur le corps avant de les forcer à s'y

soumettre. Le peuple, à son tour, s'était ameuté, prêt à les soutenir, et il avait fallu que Murat, se portant de sa personne à Villa-Viciosa, avec un escadron de dragons, menaçât de faire sabrer quiconque résisterait; c'est devant cette menace seulement qu'on avait cédé. Telle fut la première cause des mauvaises dispositions des Espagnols contre nous. Quant à la reine, son vœu avait été comblé. Heureuse de ce côté et n'ayant plus à désirer que la perte de son fils, elle était partie d'Aranjuez avec le roi dès qu'ils avaient appris que Godoy était sauvé.

L'Empereur n'avait pas prévu ce voyage et n'avait pu le prévoir, pas plus qu'il n'avait prévu celui du prince des Asturies. Il n'avait rien fait pour le déterminer. Leurs passions seules amenaient en sa présence les deux souverains tombés du trône et le fils qui les en avait dépossédés. Une sorte de puissance irrésistible entraînait au-devant de lui, comme pour être jugés, les membres de cette malheureuse famille.

Ferdinand cependant arrivait vers la seconde quinzaine d'avril à Vittoria, surpris de n'y pas voir l'Empereur, comme si l'Empereur eût promis de s'y rendre. Napoléon n'avait pris aucun engagement à cet égard. Rien n'indique même qu'il eût répondu aux dépêches qui lui annonçaient le voyage de Ferdinand, et il n'y a pas lieu de le supposer, aucune des pièces qui ont été publiées n'autorisant cette supposition. On ne pouvait donc lui imputer d'avoir manqué à une parole qu'il n'avait pas donnée. Cette entrevue, il n'avait jamais fait connaître qu'il la désirât. Il avait plu à Ferdinand de venir; il le laissait venir, sans le repousser plus qu'il ne l'avait attiré, mais ne se croyant nullement tenu de se trouver à un jour donné dans tel lieu plutôt que dans tel autre, parce que ce jour et ce lieu auraient été désignés par le prince des Asturies. Ses incertitudes augmentaient d'ailleurs. Il y avait dans cette affaire quelque chose qui l'éloignait, et le portait à en retarder la solution à mesure que le dénoûment approchait. Il ne s'en était toujours occupé qu'avec peine; il aurait voulu qu'elle n'arrivât pas, et semblait craindre de se décider. C'est pour cette raison sans doute qu'il était resté à Bayonne lorsqu'il avait appris que Ferdinand se dirigeait vers la frontière; car on n'a pas fait assez attention peut-être que, s'il il avait eu déjà le dessein de lui ôter la couronne, il était indifférent qu'il le fît à Vittoria ou à Bayonne. Le danger, s'il y en avait, n'était pas plus grand; il n'était pas moindre à Bayonne. Les troupes françaises occupaient toute la Catalogne. On était en mesure de réprimer une insurrection dans le cas où elle éclaterait; et si elle était à craindre, ce n'était nullement la prévenir que d'attirer Ferdinand sur la frontière française,

au lieu de se rendre soi-même sur la frontière d'Espagne. Les populations se soulèveraient tout aussi bien parce que leur roi aurait été détrôné à Bayonne plutôt que de l'être à Vittoria; le lieu importait peu, et ce n'était pas pour cela que les Espagnols se révolteraient. Là faute de l'Empereur, si l'Empereur en a commis une, n'était donc pas là, et c'est à tort, au moins le croyons-nous, que cette circonstance a été considérée comme si importante. Sa faute, autant qu'il est permis d'en juger, est de ne s'être pas attaché dès le commencement à prévoir les suites de cette affaire, c'est-à-dire ce qui pourrait résulter pour l'Espagne de la faiblesse du roi, de la conduite de la reine et du favori, de la haine que se portaient réciproquement la mère et le fils, de l'incapacité de celui-ci, de sa bassesse, qui le rendaient aussi indigne de régner que ceux auxquels il devait succéder. Qui mieux que Napoléon pouvait apercevoir les conséquences d'une telle situation? Il aurait vu que cette famille était condamnée; qu'il n'y avait nul effort capable de la soutenir, de la soustraire à son sort en la protégeant contre elle-même; que tôt ou tard elle finirait par succomber, par se perdre et disparaître; qu'il fallait donc, à l'exemple de Louis XIV, se préparer de loin, en vue d'une crise inévitable et qui l'eût trouvé prêt lorsque le moment serait venu, quelque parti que lui eussent conseillé sa politique et les intérêts mêmes de la nation espagnole. Il aurait eu le temps de mûrir ses résolutions et de les suivre. L'opinion, éclairée cependant, aurait pu comprendre ses motifs, car on ne savait rien, en 1808, de l'état de l'Espagne, de la personne et du caractère de ceux qui la gouvernaient. On les prenait pour des rois et des princes comme tous les rois et les princes de l'Europe; on croyait ce pays gouverné et administré comme les autres États du continent. Aussi ne vit-on dans l'acte qui substituait à l'ancienne dynastie une dynastie nouvelle qu'un acte d'usurpation, l'oppression exercée par le plus fort sur le plus faible. Parce qu'on ignorait que la famille royale se fût détrônée elle-même, on croyait que l'Empereur la détrônait. La déchéance de Charles IV et de son fils, en outre, fut entourée de toutes les circonstances les plus propres à faire impression sur les esprits, en donnant à l'histoire cet air de drame auquel l'imagination publique est si disposée à se prendre et qui lui fait accepter si avidement comme la vérité tout ce qui s'en éloigne et n'est qu'extraordinaire. Ce voyage du roi et de la reine, de Ferdinand, venant en France pour y laisser leur couronne, on ne voulait pas que tout cela fût naturel; on aimait mieux y voir un piége, le plan d'une politique sombre, on ne sait quelles combinaisons perfides, tout ce qui frappe enfin, tout ce qui saisit, tout ce qui plaît à la crédulité générale et lui offre un aliment. Les ennemis de la France et de l'Em-

pereur ne profitèrent que trop habilement de cette disposition. On ne sait même s'il n'y a pas lieu d'attribuer aux irrésolutions de l'Empereur cet empressement de l'opinion à prendre le change et à se tromper elle-même sur les véritables causes de cette affaire. Obligé de se décider, malgré lui en quelque sorte et lorsqu'il n'y avait plus à différer, sa décision dut avoir aux yeux de ceux qui n'étaient pas instruits, et personne ne l'était alors, tous les caractères de la violence, et de la violence calculée, ce qui est pis, car on ne suppose pas en politique un acte qui ne soit pas le résultat d'un dessein réfléchi et de combinaisons longuement méditées. L'opinion, surprise d'abord par un événement si brusque et dont elle ne se rendait pas compte, voulut bientôt se l'expliquer. Elle se l'expliqua comme elle peut le faire en l'absence de notions positives. Elle s'empara des circonstances extérieures ; elle arrangea une fable à sa manière ; et peut-être les scrupules qui avaient retenu l'Empereur, le faisant hésiter jusqu'à la fin devant un parti extrême, furent-ils la principale cause de tous les bruits répandus à cette époque et qui prirent si vite la consistance d'une vérité démontrée.

Les conseillers de Ferdinand cependant commençaient à se repentir de lui avoir fait quitter Madrid ; ils craignaient de l'avoir engagé dans une démarche fâcheuse et dont ils n'avaient pas prévu les conséquences. Le voyage du roi et de la reine surtout les remplissait de crainte. Bien que les vieux souverains eussent annoncé leur intention de se rendre auprès de Napoléon en même temps que leur fils, on n'avait pas cru à une résolution si prompte de leur part, ou plutôt si promptement exécutée, et qui pouvait enlever à Ferdinand tout le fruit de son entrevue avec l'Empereur. Ce voyage changeait tout ; il changeait la situation du nouveau roi et le caractère même de cette entrevue. Ce n'était plus un souverain allant à la rencontre d'un autre souverain, et, au moment même où il lui demandait sa protection, son égal par le titre, s'il ne l'était pas par la puissance ; c'était presque un accusé réduit à se défendre et à plaider lui-même sa cause devant son juge. Le père et le fils allaient se trouver en présence de l'Empereur. Qu'arriverait-il si l'Empereur, après les avoir entendus, se prononçait en faveur du premier ? Que deviendrait Ferdinand ? que deviendraient ses partisans, ses conseillers, ceux dont la fortune et le pouvoir tenaient à sa royauté ? D'un autre côté, comment reculer après s'être tant avancés ? Comment retourner en arrière ? L'Empereur était à Bayonne. Attendrait-on, sans passer la frontière, qu'il vint à Vittoria, s'il voulait y venir ? Ce

serait laisser le champ libre au roi et à la reine, qui ne manqueraient pas, eux, de l'aller trouver quelque part qu'il fût. Irait-on jusqu'au bout? Tel était le sujet des inquiétudes de Ferdinand et de ceux qui l'entouraient. Ils n'osaient prendre un parti, prêts à se rendre à Bayonne puis s'arrêtant tout à coup, poussés en même temps et retenus par la peur, ne décidant rien et ne donnant à Savary que le spectacle de leur trouble et de leur effroi. Il les avait accompagnés depuis leur départ de Madrid. Depuis quinze jours il était avec eux ; il avait eu le temps de les connaître et de les juger. Il savait leurs motifs, et avait été témoin de leur pusillanimité. Il avait vu quel était ce roi, cet héritier de la monarchie d'Espagne, qui n'était si agité peut-être que parce qu'il se rendait justice au fond, et pressentait déjà l'opinion de l'Empereur sur lui. Il y avait plusieurs jours qu'il délibérait avec ses ministres, lorsque Savary, fatigué de ces délibérations qui n'amenaient aucun résultat, ne prit plus la peine de dissimuler son impatience. Il dit qu'après s'être tant consulté on devait être résolu ; qu'il n'était pas là pour forcer la volonté du prince, qui le savait bien, et pouvait à son gré rester, aller jusqu'à Bayonne ou revenir sur ses pas s'il le jugeait convenable ; mais que pour lui, obligé de rendre compte à l'Empereur de ce qu'il avait vu en Espagne, il allait partir, ne pouvant attendre indéfiniment qu'on se fût fixé sur ce qu'on avait à faire. Il donna en même temps des ordres pour son départ. Cette déclaration, faite en termes qui n'admettaient pas de retards, redoubla les alarmes de Ferdinand. Il réunit encore une fois ses conseillers. La plupart pensaient que, puisqu'on était venu si loin pour voir l'Empereur, il était indifférent que ce fût dans un lieu ou dans un autre ; mais qu'il fallait le voir pour détruire les impressions que le roi et la reine chercheraient à lui donner contre leur fils. On ne devait pas se dissimuler qu'il tenait entre ses mains le sort de la nouvelle royauté. Il pouvait d'un mot la faire disparaître, rendre le prince des Asturies à sa condition de prince déshérité et le livrer aux vengeances de sa mère, ou le faire roi d'Espagne. Il n'était pas surprenant que, dans cette position, il l'attendît sans venir au-devant de lui. Personne n'ignorait dans quel but le prince des Asturies s'était décidé à faire ce voyage. Or, s'arrêter tout à coup, renoncer à cette entrevue, qui en avait été le principal ou pour mieux dire l'unique motif, lorsqu'on savait que le roi et la reine allaient se trouver auprès de l'Empereur, ce serait commettre une faute plus grave peut-être que celle qu'on voulait éviter. Le prince aurait l'air de se reconnaître coupable de tous les torts qu'on lui imputait ; il semblerait qu'il n'osait pas paraître devant son père et sa mère et soutenir leurs regards. Il y avait dans tout cela un grand malheur sans doute ; mais

telle était la situation; il fallait bien s'y soumettre, puisqu'on ne pouvait la changer.

Cet avis, auquel on revint plus tard, était vivement combattu par les autres ministres de Ferdinand. Ils disaient qu'on ne devait à aucun prix sortir de l'Espagne; que Ferdinand était roi, et qu'en venant jusqu'à la limite extrême de son royaume il avait assez fait pour témoigner sa déférence envers l'Empereur; que sa dignité et l'honneur de sa couronne ne lui permettaient pas d'aller au delà, ou que, s'il y consentait, ce ne pouvait être avant de savoir en quelle qualité l'Empereur était disposé à le recevoir. C'était ce qui leur importait en effet, et ce conseil eût été le meilleur si Ferdinand eût été aussi roi qu'ils le disaient. Ils oubliaient qu'ils en avaient douté comme lui, et que c'était pour cette raison qu'eux et leur maître se trouvaient en ce moment à Vittoria. On s'arrêta, comme toujours, à un parti moyen. Sans rien décider sur le fond de la question, il fut convenu que Ferdinand écrirait d'abord à l'Empereur. Il le fit le jour même, et remit sa lettre au général Savary. Rien n'indiquait dans cette lettre, qu'on eût prise pour celle d'un sujet plutôt que d'un roi, qu'il fût aussi assuré de ses droits qu'on avait paru l'être dans son conseil.

« Avant de se porter plus en avant, est-il dit dans les *Mémoires de* « *Joseph* (1), il écrivit à l'Empereur, lui rappela tout ce qu'il avait fait « pour le convaincre de son désir de resserrer les liens d'amitié et d'al« liance qui existaient entre son père et lui; il lui exprima les regrets « que lui causaient les refus du grand-duc de Berg et de l'ambassadeur « de France de le féliciter comme souverain d'Espagne, *et le pria* « *instamment de mettre un terme à la situation pénible où le ré*« *duisait le silence qu'il avait gardé jusqu'alors sur les événements* « *d'Aranjuez.* »

Le général Savary revint trois jours après, apportant la réponse de l'Empereur, conçue en ces termes.

« Mon frère, j'ai reçu la lettre de V. A. Royale. Elle doit avoir ac« quis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus du roi son père, de l'in« térêt que je lui ai toujours porté. Elle me permettra dans la circons« tance actuelle de lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à « Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes né« cessaires dans ses États et à donner quelque satisfaction à l'opi« nion publique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait néces« saire pour son bonheur et celui de ses sujets. Les affaires du Nord « ont retardé mon voyage. Les événements d'Aranjuez ont eu lieu. Je

(1) T. IV, p. 473.

« ne suis point juge de ce qui s'est passé et de la conduite du prince de « la Paix ; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les « rois d'accoutumer les peuples à se faire justice eux-mêmes. Je prie « Dieu que V. A. Royale n'en fasse pas elle-même un jour l'expérience. « Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui « a épousé une princesse du sang royal et qui a si longtemps régi le « royaume. Il n'a plus d'amis ; V. A. Royale n'en aura plus si jamais « elle est malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hom- « mages qu'ils nous rendent. Comment d'ailleurs pourrait-on faire le « procès au prince de la Paix sans le faire à la reine et au roi votre « père ? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses ; le « résultat en sera funeste pour votre couronne. V. A. Royale n'a de « droits que ceux que lui a transmis sa mère. Si ce procès la désho- « nore, V. A. Royale déchire par là ses droits. Qu'elle ferme l'oreille à « des conseils faibles et perfides. Elle n'a pas le droit de juger le prince « de la Paix ; ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les « droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la « Paix fût éloigné des affaires ; l'amitié du roi Charles m'a porté sou- « vent à me taire et à détourner les yeux des faiblesses de son attache- « ment. Misérables hommes que nous sommes ; faiblesse et erreur, « c'est notre devise ! Mais tout cela peut se concilier. Que le prince de « la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un refuge en France. « Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment « où mes armées couvraient les Espagnes, et, aux yeux de l'Europe « et de la postérité, je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que « pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain « voisin, il m'est permis de vouloir en connaître les motifs avant de « reconnaître cette abdication. Je le dis à V. A. Royale, aux Espagnols, « au monde entier : si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, « et s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection et l'émeute d'Aranjuez, « je ne fais aucune difficulté de l'admettre et de reconnaître V. A. « Royale comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec elle sur cet « objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces af- « faires doit être garant de l'appui qu'elle trouvera en moi si, à son « tour, des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient l'inquiéter « sur son trône. Quand le roi Charles me fit part de l'événement du « mois d'octobre dernier (1), j'en fus douloureusement affecté, et je « pense avoir contribué par les insinuations que j'ai faites à la bonne « issue des affaires de l'Escurial. V. A. Royale avait bien des torts ;

(1) La conspiration du prince des Asturies.

« je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite, et que j'ai « constamment voulu ignorer. Roi à son tour, elle saura combien les « droits du trône sont sacrés. Toute démarche près d'un souverain « étranger de la part d'un prince héréditaire est criminelle. V. A. « Royale doit se défier des écarts, des émotions populaires. On pourra « commettre quelques meurtres sur mes soldats isolés, mais la ruine de « l'Espagne en serait le résultat. J'ai vu avec peine qu'à Madrid on « avait répandu des lettres du capitaine général de la Catalogne, et « fait tout ce qu'on pouvait pour donner du mouvement aux têtes. « V. A. Royale connaît ma pensée tout entière. *Elle voit que je flotte « entre diverses idées qui ont besoin d'être fixées.* Elle peut être cer- « taine que dans tous les cas je me comporterai avec elle comme envers « le roi son père. Qu'elle croie à mon désir de tout concilier et de « trouver des occasions de lui donner des preuves de ma parfaite es- « time. Sur ce, je prie Dieu, etc. »

La question, dans cette lettre, était posée en termes trop précis pour qu'il fût possible de l'éluder. Ferdinand avait voulu savoir pourquoi il n'était pas reconnu; l'Empereur ne le trompait pas, il le lui disait sans détour. Il lui disait à quelle condition il pourrait obtenir la reconnaissance qu'il sollicitait. Cette condition, c'était à lui à examiner s'il était en mesure de la remplir ou s'il lui convenait de s'y soumettre, c'est-à-dire de se rendre auprès l'Empereur avec les preuves qui lui étaient demandées; ou si, se considérant comme roi d'Espagne, il ne valait pas mieux retourner à Madrid que de faire une démarche si peu conforme à sa dignité et qui, par cela même qu'il s'y serait décidé, témoignerait combien il était incertain de son droit. Tels étaient les deux partis entre lesquels il avait à choisir, car il n'y en avait point d'autre. On voit par la lettre qui vient d'être citée, et où rien n'indique la menace ou le désir de l'attirer par l'espérance, que l'Empereur l'avait laissé entièrement libre et maître d'agir comme il le voudrait. Cela ne diminuait en rien, il est vrai, les difficultés de sa position; mais cette position, il faut bien le dire encore, ce n'était pas l'Empereur qui l'avait faite. Il n'était pas l'auteur de la révolution qui venait de précipiter du trône les vieux souverains; il n'avait participé ni directement ni indirectement aux événements qui en avaient été la suite, et, dans l'état des choses, il ne lui était guère possible de répondre autrement qu'il ne fit. Mais c'était cette réponse même qui effrayait Ferdinand. Il pouvait, s'il le jugeait à propos, voir l'Empereur; il pouvait retourner en arrière, car rien ne l'en empêchait; mais quel était le plus sûr? Ce fut l'objet d'une dernière délibération entre lui et ses conseil-

lers, délibération dans laquelle M. d'Urquijo se distingua par sa violence et l'amertume de ses paroles contre l'Empereur. M. Thiers, convaincu que le projet de l'Empereur était de détrôner les Bourbons, dit que M. d'Urquijo avait deviné ce projet. Il aurait démêlé à travers le silence et la prétendue modération de Napoléon tous les artifices d'une politique perfide qui, sous le prétexte d'une intervention officieuse entre le père et le fils, ne se proposait rien moins que de les dépouiller tous les deux. Aux objections qui lui étaient faites il aurait répondu par des exemples tirés de Plutarque et de tous les conquérants qui n'avaient dû leurs conquêtes, disait-il, qu'à ces artifices et à qui les moyens importaient peu pourvu qu'ils atteignissent leur but. Il se serait élevé avec un emportement mêlé de mépris contre l'ignorance de ses collègues, qui n'apercevaient pas le piége tendu à leur simplicité. Son sentiment était qu'on ne devait pas aller plus loin; qu'il fallait se hâter de regagner Madrid, et s'enfoncer au besoin jusque dans l'Andalousie, pour traiter de là de puissance à puissance avec l'Empereur, au risque de ce qui pourrait arriver : on serait soutenu du moins par les forces de la nation. Lui cependant, si on le voulait, se rendrait à Bayonne, verrait l'Empereur et négocierait au nom de Ferdinand, mais de Ferdinand roi, ne demandant qu'une reconnaissance politique, et non une décision qui lui permît de porter la couronne, comme s'il en avait besoin pour prendre un titre qui lui appartenait légitimement. L'historien du Consulat et de l'Empire reproduit en ces termes l'avis exprimé par M. d'Urquijo.

« M. d'Urquijo, dit-il (1), répondit que l'Europe, jusqu'ici, n'avait su « que se faire battre par les Français ; que les coalitions mal conduites, « travaillées par des divisions intestines n'avaient aucune chance de « succès ; qu'une seule puissance, l'Autriche, était encore en mesure de « livrer une bataille, mais que, même avec l'appui de l'Angleterre, elle « serait écrasée et payerait sa résistance de nouvelles pertes de territoire ; que l'Espagne pourrait bien faire une guerre de partisans ; mais « qu'au fond son rôle se bornerait à servir de champ de bataille aux « Anglais et aux Français ; qu'elle serait horriblement ravagée ; que ses « colonies profiteraient de l'occasion pour secouer le joug de la métropole ; que si Napoléon savait se borner dans ses vues d'agrandissement, « donner de bonnes institutions aux pays soumis à son système, il établirait d'une manière durable lui et sa dynastie ; que les peuples de la « Péninsule, liés à ceux de la France par des intérêts de tous genres, quand « ils verraient qu'ils se battaient pour la cause d'une famille beaucoup

(1) T. VIII, p. 537.

« plus que pour celle de la nation, finiraient par se rattacher à un gouver-
« nement civilisateur ; qu'après tout les dynasties qui avaient régénéré
« l'Espagne étaient toujours venues du dehors ; qu'il suffirait que Napo-
« léon ajoutât à son génie un peu de prudence pour que les Bourbons
« perdissent définitivement leur cause ; qu'en tous cas l'Espagne serait
« accablée d'un déluge de maux, et frappée certainement de la perte de
« ses colonies ; qu'il fallait donc ne pas se jeter dans les filets de Napo-
« léon, mais rebrousser chemin au plus tôt ; que, si on ne le pouvait
« pas, il fallait dérober le roi sous un déguisement, le ramener à Ma-
« drid et dans le midi de l'Espagne, et que là, placé à la tête de la
« nation, il aurait de bien meilleures chances de traiter avec Napoléon
« à des conditions acceptables. Il est rare qu'un homme d'État ait pé-
« nétré dans l'avenir aussi profondément que le fit M. d'Urquijo en cette
« occasion (1). »

Puisque telle était l'opinion de M. d'Urquijo, on peut être surpris

(1) Trois mois après M. d'Urquijo, dont on ne saurait d'ailleurs suspecter la bonne foi, acceptait la place de ministre de l'intérieur que lui offrait le roi Joseph le lendemain de son avénement, ce qui doit faire supposer qu'il regardait comme valable la renonciation de Ferdinand à la couronne. Il fut proscrit plus tard par Ferdinand, et mourut à Paris vers les commencements de la Restauration, si l'on ne se trompe. C'est à lui que les *Mémoires du roi Joseph* (1) attribuent un rapport adressé au nouveau roi sur les moyens de combattre l'insurrection qui menaçait son gouvernement. On remarque les passages suivants dans ce rapport, qui témoigne d'un grand zèle en faveur de la dynastie à laquelle venait de s'attacher M. d'Urquijo.

« Sire, j'ai souvent exposé à Votre Majesté que tout arrangement avec
« les insurgés était impossible en ce moment ; que ce serait blesser la dignité
« de Votre Majesté de le solliciter, ou même d'en faire indirectement la pro-
« position. Quoiqu'il m'eût été facile de donner alors plus de développement
« à mon opinion, je me suis contenté de l'indiquer, parce que je croyais
« fermement que les ouvertures conciliatrices qui avaient été faites ne pré-
« sentaient aucun espoir de succès et n'avaient d'autre but que de convain-
« cre les révoltés que Votre Majesté voulait à tout prix éviter l'effusion du
« sang. Je vois qu'on insiste sur le projet chimérique d'un accommodement
« avec les chefs des rebelles, qu'on met une grande confiance dans les petits
« moyens qu'on emploie pour y parvenir et qu'on sollicite de l'Empereur
« des concessions qu'on se propose de présenter comme les bases de la négo-
« ciation (2). Je crains que Sa Majesté Impériale et Royale, induite en er-

(1) Page 377, t. 4.

(3) Ces concessions étaient proposées par les collègues de M. d'Urquijo (Voir les *Mémoires du roi Joseph*, p. 465, t. IV, note c), qui, cette fois encore, ne partageait pas leur opinion, et la combattait par ce rapport.

que, connaissant si bien cette dynastie et la regardant comme dégénérée, c'est-à-dire incapable de régner avec honneur sur l'Espagne, car c'est ce qui résulte de ses paroles, il mit tant de chaleur à la défendre.

« reur par des espérances trompeuses, ne prenne une fausse idée de l'esprit « qui anime les séditieux, des dispositions dans lesquelles ils se trouvent, « des desseins qui leur ont mis les armes à la main, et ne soit dissuadée d'en- « voyer toutes les troupes nécessaires, ou au moins qu'on ne perde en négo- « ciations infructueuses le temps qu'il faudrait employer à agir vigoureuse- « ment. J'ai pensé que mon amour pour Votre Majesté, ma fidélité, mon « honneur, l'intérêt même de ma patrie m'imposaient le devoir de combattre « un projet si funeste, et de faire connaître à Votre Majesté toute la vérité sur « un point qui l'intéresse si essentiellement. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

« Dans cet état de choses (1), est-il raisonnable de supposer que les Pala- « fox, les Castanos, les Blake et d'autres chefs du parti rebelle, dont la raison « est offusquée par l'ivresse d'un succès qu'eux-mêmes regardent comme un « songe, consentiront à déposer leurs lauriers éphémères aux pieds d'un « monarque qu'ils n'ont pas voulu reconnaître lorsqu'ils se croyaient vaincus « ou sur le point de l'être? Et, quand ces chefs seraient assez prudents pour « prêter l'oreille à des propositions honorables de la part d'un parti qu'ils « supposent entièrement anéanti, les généraux subalternes, les soldats se « soumettront-ils aux résolutions de ceux qui tiennent leur autorité de « leur choix, et qu'ils peuvent déposer aussitôt qu'ils leur déplaisent?. . . « . . . . . .Celui qui se persuade qu'il suffit de gagner les chefs pour « disposer à son gré de la soldatesque connaît mal ce que c'est qu'une ar- « mée révolutionnaire. La France nous a offert plus d'une preuve du con- « traire.

« Je suppose pour un instant que la pacification soit possible; que les gé- « néraux, les troupes sous leurs ordres, les juntes provinciales à l'autorité des- « quelles les armées sont actuellement soumises s'empressent à l'envi de « la conclure. . . . . .Qui peut assurer, je dis plus, qui peut se « flatter que la populace, devenue depuis les événements d'Aranjuez l'ar- « bitre suprême de l'Espagne, acceptera les conventions stipulées par les « chefs militaires et ces juntes? Peut-on se dissimuler que, si les uns et les « autres autorisent le plus léger soupçon de leur dessein d'entrer en négo- « ciation avec Votre Majesté, ils seront immédiatement égorgés par ceux-là « même dont ils paraissent aujourd'hui les idoles? Qui peut ignorer que la « *canaille fait en ce moment la loi aux honnêtes gens qui ont eu l'impru-* « *dence de la seconder et de se confondre avec elle;* qu'elle est incapable « d'écouter les conseils de la raison; que les arguments les plus convain- « cants ne feront qu'augmenter la fureur et le délire qui la tourmentent; « que tout projet de composition avec les Français serait aujourd'hui con-

(1) Après les victoires des insurgés.

Il fallait que la cause de la vieille royauté fût bien près d'être perdue et bien légitimement perdue s'il suffisait à l'Empereur d'un peu de prudence pour faire apercevoir à la nation espagnole qu'en essayant de

« sidéré comme un crime de haute trahison que l'auteur payerait de sa tête; « que le commun des habitants de la capitale, des villes de province, des « campagnes et même une grande partie de ceux qu'on peut regarder « comme au-dessus du vulgaire entrent en fureur à la seule idée de voir tout « autre prince que Ferdinand s'asseoir sur le trône des Espagnes; que la « présence de nombreuses armées françaises pourra seule dissiper cette illu- « sion qui les séduit, et les forcer par la dispersion ou la défaite de leurs « partisans à reconnaître enfin que la puissance de Sa Majesté Impériale est « irrésistible et qu'il ne leur reste de ressource que celle de se jeter aux « pieds de Votre Majesté pour implorer sa clémence ?. . . . . .

. . . . . .

« L'Empereur des Français et son frère, soutenu de toute sa puissance, « ne peuvent s'humilier à demander la paix à des révoltés sans blesser toutes « les convenances. . . . . .

« . . . . .Je supplie Votre Majesté de me permettre de lui demander « s'il est présumable que des insurgés qui ont pris les armes pour se venger « des offenses qu'ils prétendent avoir reçues de la part des Français, pour « forcer Sa Majesté Impériale à leur restituer un prince qu'ils adorent aveu- « glément, *puisqu'ils n'ont pas encore eu le temps de l'éprouver* . . . . .

« . . . .se soumettront à un souverain « qui n'est point encore en possession de leur amour dans le moment même « où ils se croient victorieux. . . . . .Je me contenterai « donc de répéter à Votre Majesté ce que j'ai eu l'honneur de lui exposer tant « de fois : l'unique moyen de pacifier l'Espagne est l'emploi de la force et « la présence de nombreuses armées. Je dis la présence, parce qu'elle suffira « suivant moi, sans qu'il soit besoin de livrer des batailles décisives. Ceux « qui proposent des négociations avec les insurgés commettent sur ce point « une erreur bien grossière, et sont en contradiction avec eux-mêmes : ils « supposent d'un côté qu'il est facile de les désarmer avec de belles paroles, « et de l'autre ils prétendent que l'enthousiasme patriotique qui les anime « est tel qu'il sera impossible de les vaincre, ou au moins qu'il faudra « verser des flots de sang avant de parvenir à les soumettre par la force.

. . . . . .

« Je crois fermement que, si, après avoir mis la rive gauche de l'Èbre à « l'abri de toute attaque, on fait marcher simultanément trois divisions de « cinquante mille hommes chacune, deux mois suffiront pour parcourir, « désarmer et pacifier toute l'Espagne sans qu'il soit besoin d'en venir à une « action importante. Les rebelles n'ont acquis tant d'audace et n'ont ob- « tenu les triomphes passagers qui les enorgueillissent et rendent toute con- « ciliation très-difficile ou impossible que parce qu'on ne leur a jamais opposé « que des divisions isolées, faibles et mal pourvues, chacune d'elles agissant « indépendamment ou à de grandes distances des autres. Mais, quand ils se

soutenir Ferdinand ou son père elle se battait pour une famille, et non pour elle-même. Pourquoi donc s'opposer dans ce cas à l'avénement d'une dynastie nouvelle, après avoir fait cet aveu que toutes les dynasties qui ont régénéré l'Espagne sont venues du dehors, d'où il faut conclure naturellement qu'elle n'a jamais pu les tirer de son sein? Pourquoi ces injures contre l'Empereur? Il semble que, si l'Espagne avait besoin d'être régénérée, personne n'était plus capable d'opérer cette régénération. M. d'Urquijo craignait pour sa patrie les dangers d'une guerre qui l'exposerait à « un déluge de maux, » et n'en ferait que le champ de bataille de la France et de l'Angleterre? Mais était-ce bien le moyen de détourner cette guerre que de conseiller à Ferdinand de fuir en Andalousie pour invoquer de là le secours de sa nation. Et si la nation ne pouvait rien pour lui, suivant l'opinion de M. d'Urquijo, que lui servirait-il d'avoir pris ce parti? que lui servi-

« verront en présence de puissantes armées, qui les attaqueront en même « temps sur plusieurs points et d'après un plan général d'opérations, alors « ils commenceront à connaître la puissance de l'Empereur, qu'ils bravent « aujourd'hui parce qu'ils n'ont eu jusqu'à présent qu'à redouter des atta- « ques faibles et mal dirigées; alors ils apercevront toute la profondeur de « l'abîme dans lequel ils se sont précipités; ils réfléchiront sur leur posi- « tion; ils tourneront leurs regards vers leurs foyers, et peut-être ces ar- « mées si nombreuses se dissiperont d'elles-mêmes. Il est essentiel de re- « marquer en outre que, quelle que soit l'exaltation qu'on suppose à l'esprit « national et au fanatisme religieux des Espagnols, il existe bien des causes « qui diminuent cette double impulsion qui pourrait les rendre redoutables, « et qui neutralisent les efforts dont ils seraient capables en toute autre cir- « constance : désunion et rivalité des chefs militaires; le peu d'autorité qu'ils « ont sur leurs troupes, aux caprices desquelles ils sont soumis quand ils de- « vraient leur commander; la rivalité entre les juntes de province et le « conseil de Castille; l'absence d'un pouvoir central auquel tout le monde « se réunisse et se soumette; l'indiscipline, l'ignorance et l'insubordination « des paysans qui composent la force principale de leurs armées; le petit « nombre de troupes de ligne; le défaut de plusieurs objets nécessaires pour « mettre de grandes masses en mouvement; la disette du numéraire; toutes « ces causes concourent à rendre en ce moment la conquête de l'Espagne « très-facile, pourvu qu'on agisse avec vigueur et rapidité et qu'on emploie « le nombre de troupes proportionné à son étendue. . . . . .

« Je prie Votre Majesté d'agréer tout ce que je viens de lui exposer comme « l'expression des sentiments de fidélité dont je suis animé, de mon amour « pour la famille impériale, du vif intérêt que je prends à sa gloire et à sa « prospérité et enfin de mon attachement pour ma patrie, à laquelle je « suis persuadé que l'adoption du système que je propose épargnera bien des « calamités. »

(*Mém. du roi Joseph*, t. IV, p. 469.)

rait-il d'avoir fui aux extrémités de son royaume ? N'était-il pas évident que l'Empereur, après sa fuite, se prononcerait en faveur de son père et de sa mère? Le prince des Asturies alors ne serait plus qu'un rebelle qu'on pouvait atteindre partout. Il n'était pas plus en sûreté à Séville qu'à Vittoria ou à Bayonne. Il ne lui restait d'autre ressource que de se réfugier à Londres, et ce n'était pas apparemment ce que voulait M. d'Urquijo. Il allait directement par ce conseil contre le but qu'il se proposait.

Quant aux colonies, M. d'Urquijo, sur ce point, ne paraît pas avoir pénétré dans l'avenir aussi profondément qu'on peut être disposé à le croire après la lecture du passage qui précède. On doit se rappeler que les colonies n'ont pas été enlevées à l'Espagne parce que Joseph monta sur le trône à la place du prince des Asturies ; elles ont été perdues sous le règne de Ferdinand VII lui-même. Elles se sont révoltées parce qu'elles ne pouvaient plus supporter le mauvais gouvernement de la métropole, ce qui est plus facheux peut-être que de les avoir vues tomber dans les mains des Anglais par suite de la guerre.

Ces raisons, les premières du moins, empêchèrent sans doute les collègues de M. d'Urquijo de se ranger à un avis dont on ne pouvait se dissimuler les inconvénients et qui était plus spécieux que réellement utile. Il fut décidé que Ferdinand VII passerait la frontière et verrait l'Empereur. Mais cette résolution ne s'exécuta pas sans difficulté. Comme on allait partir, le peuple, ému depuis plusieurs jours par ces discussions dont le bruit lui revenait, se porta en tumulte au-devant des voitures. Il croyait qu'on voulait lui enlever son roi. Déjà il avait coupé les rênes des chevaux. Il fallut le calmer, et ce ne fut qu'au bout de quelques heures que le prince put quitter Vittoria. Ce dernier événement s'était passé le 19 avril (1). Le 21 Ferdinand et sa suite étaient à Bayonne.

En arrivant à Bayonne, il trouva aux portes de la ville les maréchaux Berthier et Duroc, que l'Empereur avait envoyés au-devant de lui pour le complimenter. Ils avaient ordre de le traiter avec tous les honneurs dus à son rang, mais à son rang de prince royal seulement, et sans aller au delà ni rien faire qui indiquât qu'on le reconnaissait comme roi. Après l'avoir accompagné jusqu'à l'une des principales maisons de la ville, dont les appartements depuis la veille avaient été préparés pour le recevoir, ils lui dirent qu'ils n'avaient fait que précéder l'Empereur, qui se disposait à lui rendre visite dans la journée même. Napoléon s'était établi au château de Marac, situé à peu de

(1) 1808.

distance, dans la campagne, et l'une des plus belles résidences des environs. Il était impatient de voir Ferdinand, et vint presque aussitôt après avoir été annoncé. Cette première entrevue fut courte. Ayant remarqué l'embarras de Ferdinand, il chercha par son air affectueux et ouvert à lui donner quelque assurance. Il lui dit qu'il était venu uniquement pour le voir; que son intention n'était pas de prolonger sa visite; qu'ils auraient tout le temps de s'occuper d'affaires plus tard; qu'il savait combien le prince devait avoir besoin de repos, et que c'était bien le moins qu'il le laissât un peu à lui-même pour se remettre des fatigues et peut-être de l'émotion du voyage. Il ne lui donna toutefois que le titre d'Altesse royale, ayant soin de mesurer toutes ses paroles sur ce titre. Une heure après, il le fit inviter à dîner pour le soir, avec ses ministres, au château de Marac. Il put les examiner à loisir durant cette soirée. Sa détermination devait être prise, et il est à croire qu'elle le fut dès ce moment. Avant de rien décider, il avait voulu voir cet héritier de la monarchie espagnole, ce successeur de tant de rois, venant implorer sa faveur et lui demander le sceptre de Charles-Quint. Il le voyait; c'était assez pour mettre fin à ses incertitudes. L'extérieur de Ferdinand, en effet, ne disait que trop ce qu'il était : il faisait comprendre son caractère et ne permettait pas de se tromper sur ce qu'on devait attendre d'un tel roi, d'un tel allié, lui eût-on donné la couronne. « Napoléon, dit M. Thiers (1), eut bientôt « démêlé sous l'immobilité habituelle du jeune roi, sous le silence qu'il « gardait ordinairement une médiocrité qui n'était pas exempte de « fourberie; à travers les discours plus abondants du précepteur Es- « coïquiz un esprit cultivé, mais étranger à la politique; enfin sous la « gravité du duc de l'Infantado un honnête homme, se respectant beau- « coup plus qu'il ne fallait, car une grande ambition sans talent formait « tout son mérite. »

L'Empereur, une fois résolu, ne put se résigner à attendre pour signifier à Ferdinand ses résolutions. On s'explique aisément son impétuosité par l'impression qu'avait dû produire sur lui le prince des Asturies. Ce n'en était pas moins un mouvement regrettable cependant, car l'impétuosité en cette circonstance pouvait passer pour de la violence auprès des uns, tandis qu'elle fournissait aux autres tous les prétextes dont ils avaient besoin pour entretenir une erreur qu'ils avaient intérêt à faire naître et à propager. Si elle ne changeait pas la situation au fond, elle en changeait les apparences aux yeux d'un public à qui cette affaire était peu connue. Elle faisait presque de

(1) T. VIII, p. 382.

Ferdinand une victime intéressante en lui attirant les sympathies du plus grand nombre. Mais l'Empereur avait hâte d'en finir. Il venait de voir de ses yeux la décadence de cette dynastie. L'aspect seul de son dernier descendant lui avait dit qu'elle ne pouvait rien pour elle-même, pour la France et pour le pays qu'elle avait gouverné si longtemps. Emporté par le premier élan de sa raison, convaincu qu'une dynastie a perdu tous ses droits le jour où elle a perdu les vertus qui la rendaient digne du trône ; sûr de ses intentions d'ailleurs et n'ayant aucune haine contre les personnes, il crut pouvoir se dispenser de ces formes sans lesquelles les meilleurs desseins courent le risque de n'être pas compris, alors même qu'on veut bien n'en pas faire un crime à leurs auteurs et les attribuer aux plus mauvaises passions de l'humanité. Car ce n'est pas assez d'avoir pour soi la raison et la vérité, il faut encore que nul n'en doute. De là ces ménagements, ces lenteurs prudentes si nécessaires pour les faire accepter, pour leur donner le temps de se faire jour dans les esprits, d'y pénétrer et de les convaincre comme on est convaincu soi-même ; de là, si l'on peut s'exprimer ainsi, ces artifices si légitimes de la modération, auxquels il faut bien recourir sous peine de se voir méconnu et abandonné par l'opinion. C'est à quoi l'Empereur ne songea pas assez peut-être. Les événements ne vinrent que trop tôt lui révéler les conséquences de cet oubli.

Le lendemain du jour où il avait reçu Ferdinand au château de Marac, il envoya M. de Champagny, alors secrétaire d'État au département des affaires étrangères, à M. de Labrador, l'un des conseillers du prince des Asturies. M. de Champagny était chargé de notifier à ce ministre les décisions de Napoléon.

L'Empereur déclarait qu'il ne pouvait maintenir sur le trône la dynastie régnante (1). Ferdinand devait donc renoncer à la couronne. Il céderait ses droits tant en son nom qu'en celui de ses fils et de ses autres héritiers. L'infant don Carlos, son frère, ferait la même renonciation en ce qui le concernait, le cas étant prévu où le prince des Asturies viendrait à mourir sans enfants.

Si Ferdinand consentait à ce qui lui était demandé, la couronne d'Étrurie lui serait donnée en échange de celle d'Espagne, pour être transmise après sa mort à ses descendants, conformément aux statuts de la loi salique.

L'Empereur garantissait l'intégralité du royaume d'Espagne, y compris les colonies ; il ne souffrirait pas que la moindre partie

(1) Bignon, *Hist. de l'Emp.*, t. VII, p. 243 et suiv.

en fût détachée. Il garantissait de même la religion, les propriétés, etc., etc.

A cette communication, Ferdinand et ses ministres furent consternés. Mais le plus abattu était le chanoine Escoïquiz, le principal conseiller du prince et celui qui avait presque entièrement dirigé sa conduite depuis plusieurs années. C'était lui qui avait insisté le plus vivement pour qu'on se rendît à Bayonne. On pouvait lui imputer le mauvais succès de ce voyage, qu'on voulait maintenant regarder comme une faute puisqu'on n'obtenait pas ce qu'on avait désiré. La déclaration de l'Empereur, en outre, renversait toutes les espérances du chanoine. La timidité n'excluait pas l'ambition chez lui, et il se voyait déjà le personnage le plus important de l'État le jour où son maître serait reconnu par l'Empereur. Il était le seul parmi les ministres de Ferdinand qui, à défaut d'une grande connaissance des hommes et des affaires, eût une sorte d'éducation littéraire, ce qui lui avait valu la considération dont il jouissait auprès de ses collègues, mais le portait aussi à trop présumer de son mérite et à se croire plus habile qu'il ne l'était réellement. Il avait surtout de grandes prétentions à la finesse diplomatique. L'idée de se rencontrer avec l'Empereur, d'entrer en conférences avec lui, d'en être jugé d'une manière avantageuse flattait extrêmement sa vanité : aussi n'avait-il aperçu aucune des difficultés qui pourraient s'opposer à la reconnaissance de Ferdinand, ou, s'il s'en élevait, il comptait sur ses talents pour les résoudre, ne doutant pas de l'effet de son éloquence sur l'Empereur. Dans le trouble où l'on était cependant, on ne voyait pas, excepté lui, qui l'on pouvait envoyer pour négocier et défendre les intérêts de Ferdinand auprès de Napoléon. Il se présenta le lendemain à l'Empereur au nom de son maître. On a cru trouver dans l'entretien qu'ils eurent ensemble et dont on a fait tant de bruit quelques années après les preuves les plus évidentes de la duplicité de l'Empereur et l'aveu de ses projets d'usurpation, bien que l'Empereur n'y ait développé que les vues contenues dans ses instructions à ses ministres, dans sa correspondance et dans toutes les pièces qu'on a déjà citées. On doit ajouter qu'il n'y en avait pas d'autres à développer, car elles naissaient naturellement de la situation. L'Empereur n'avait donc pas à se trahir sur des projets qui n'existaient pas, et dont on n'aperçoit pas le but d'ailleurs quand on songe que cette couronne tombait d'elle-même, et que l'embarras était bien plutôt de la prendre sans l'avoir désirée que de la laisser sur la tête de ceux qui la possédaient, s'ils eussent été capables de la conserver. L'histoire ne fournit que trop d'exemples qui prouvent combien il est difficile, quoi qu'on fasse, d'éviter le blâme dans des conjonctures aussi délicates, et

Louis XIV le savait lorsqu'il accepta le testament de Charles II (1). Mais quand il faut agir cependant, et que les circonstances ne permettent pas de rester neutre. Or l'Empereur, en ce moment, se trouvait dans les mêmes conditions que Louis XIV, obligé comme lui de prendre part aux événements, de sauvegarder les mêmes intérêts. C'est ce qu'il s'efforça de faire comprendre à l'envoyé de Ferdinand VII, ne cachant rien, ne dissimulant rien, exposant avec la plus entière franchise les motifs qui le portaient à remplacer cette dynastie mourante par une dynastie plus jeune, plus en état, si cela peut se dire, de fournir la carrière de la royauté et de régénérer l'Espagne, en devenant pour la France une alliée fidèle et utile. Car c'est là ce qu'il convient surtout de considérer; c'est la valeur de ses motifs. S'ils étaient tels qu'il le croyait et que l'avait cru Louis XIV avant lui; tels que nul gouvernement à sa place, pour peu qu'il eût le sentiment des intérêts de la France, n'eût pu se dispenser d'agir comme il le faisait; tels, en un mot, que la question personnelle ne puisse être aperçue devant la grandeur de ces intérêts, on ne voit pas quel avantage on peut tirer contre lui de ses paroles en cette occasion. Il semble au contraire qu'elles sont la meilleure explication de sa conduite, le témoignage le plus propre à le justifier devant la postérité.

« La nouvelle dynastie que je proposerai, dit-il au chanoine (2), donnera une bonne constitution, et, par son étroite alliance avec la « France, garantira l'Espagne de ce que pourrait tenter le seul ennemi qui puisse lui nuire par son voisinage et sa puissance. . . . .

. . . . . .

Et comme le chanoine, essayant de dissiper ses doutes, protestait de la loyauté de Ferdinand et de son désir de rester inviolablement uni avec la France, l'Empereur ajouta :

« Il est impossible, chanoine, que vous ne voyiez pas comme moi « que, tant qu'il existera des Bourbons en Espagne, je n'aurai avec cette « puissance aucune alliance sincère; ils sauront feindre tant qu'ils seront seuls et dans l'impuissance de me nuire; mais lorsqu'ils me « verront occupé dans une guerre du Nord, ce qui ne peut manquer « d'avoir lieu, ils se réuniront à mes ennemis. — Rappelez-vous la « perfidie de Charles IV lui-même, qui, au mépris de notre alliance, « voulut me faire la guerre lorsqu'il me crut tout occupé de celle de « Prusse, un peu avant la bataille d'Iéna. Il profita de mon prétendu

(1) « Quelque parti que je prenne, je sais bien qu'il se trouvera du monde « pour me blâmer. » Paroles de Louis XIV au sortir du conseil où cette affaire venait d'être mise en délibération, à Fontainebleau.

(2) Bignon, t. VII, p. 243 et suivantes.

« danger pour faire circuler dans son royaume une proclamation afin « d'armer tous ses sujets contre moi. Jamais, je le répète, je ne compte- « terai sur l'Espagne tant que les Bourbons y régneront. Les forces de « cette puissance, considérables en tout temps, peuvent augmenter « encore sous un homme de mérite qui serait à la tête du gouverne- « ment et s'élever au point de nuire à mon repos. . . . . »

Le chanoine Escoïquiz, quels que fussent ses talents, n'était pas préparé à une telle discussion. Tous ses efforts se bornaient, par de nouvelles protestations, à rassurer l'Empereur sur le caractère et les intentions de son maître. Il se portait garant de sa fidélité. Il serait là, disait-il, pour lui rappeler en tout temps ses obligations envers la France. Et comment supposer que Ferdinand, tenant sa couronne de la bienveillance de l'Empereur, pût l'oublier jamais, et songer à se détacher d'une alliance d'où lui viendrait toute sa force, outre la gloire qui en devait rejaillir sur lui ? Il y avait un moyen d'ailleurs qui suffisait pour écarter toutes les craintes et garantir l'avenir; c'était d'accorder en mariage à Ferdinand une des princesses de la famille impériale. Le chanoine revenait sur cette idée qui lui appartenait et qu'il avait suggérée trois mois auparavant au prince des Asturies. Il croyait avoir tout prévu par là. Mais c'était encore une de ces combinaisons qui produisent rarement l'effet qu'on s'est plu à en attendre et sur lesquelles l'expérience a appris qu'il est difficile de compter en politique. L'Empereur le sentait parfaitement.

« Vous êtes trop instruit, dit-il au chanoine, pour ignorer qu'une « femme est un lien trop faible pour déterminer la conduite politique « d'un prince et qu'on ne peut comparer ce lien aux sentiments qu'in- « spire une origine commune. . . . . « Qui me garantira d'ailleurs que la jeunesse du roi ne le portera pas « à vous renvoyer dans six mois (1). Le premier courtisan adroit « qui s'emparera de sa confiance, le trompera, vous éloignera des af- « faires, et bientôt, agent de l'Angleterre, il lui fera suivre un système « opposé au vôtre. Non, je le répète, je ne puis avoir confiance en tout « cela. »

L'Empereur insista longtemps sur ces considérations en présence du chanoine interdit et qui ne savait que répondre. Il n'avait jamais entendu un pareil langage. Il vit qu'il n'y avait rien à obtenir, et qu'il

(1) L'Empereur connaissait déjà le prince des Asturies mieux que le chanoine lui-même. L'un des premiers actes de Ferdinand, remonté sur le trône, fut d'ôter à son précepteur toutes les dignités dont il avait été revêtu et de le faire enfermer au château de Murcie.

devait se résigner à reporter ces paroles à son maître. Napoléon avait exprimé, en finissant, le désir que Ferdinand se décidât avant l'arrivée en France de son père et de sa mère. Ferdinand toutefois, sur l'avis de son conseil, ne voulut rien faire avant d'avoir essayé s'il n'était pas possible d'amener l'Empereur à des dispositions plus favorables. Il lui écrivit et lui envoya deux autres de ses ministres, que Napoléon ne vit pas, mais qu'il adressa à M. de Champagny. Quelques conférences eurent lieu ; quelques notes furent échangées, et cette sorte de négociation durait encore lorsque le vieux roi et la reine, attendus depuis plusieurs jours à Bayonne, y arrivèrent à leur tour le 30 avril 1808.

L'Empereur, averti de leur approche, avait envoyé au-devant d'eux les principaux officiers de sa maison, chargés de les accompagner jusqu'à l'hôtel du gouvernement, qu'ils devaient occuper pendant leur séjour à Bayonne. Il avait ordonné qu'ils fussent reçus avec tous les honneurs dus aux têtes couronnées, voulant qu'on leur fît oublier autant que possible, par l'exactitude du cérémonial et les respects dont ils seraient entourés, qu'ils n'étaient plus à Madrid au milieu de leurs sujets. Lui-même vint les voir dès leur arrivée. Le soir il y eut baise-main suivant l'usage de la cour d'Espagne. Tous les Espagnols présents à Bayonne s'empressèrent de s'y rendre : il y en avait un certain nombre attirés de ce côté de la frontière par des événements qui allaient avoir sur la fortune et la position de chacun une si grande influence. Les ministres de Ferdinand n'avaient pas cru pouvoir se dispenser de suivre cet exemple. Le prince des Asturies y vint aussi, témoignant par l'humilité de son attitude des craintes que lui inspirait le ressentiment de son père et de sa mère dans un moment où ils semblaient avoir ressaisi leur puissance. Il se demandait avec effroi ce qu'on allait faire de lui, et quel était le sort qui lui serait réservé si la reine parvenait à obtenir quelque crédit sur l'esprit de l'Empereur. Il n'était plus roi en effet, puisque l'Empereur avait refusé de le reconnaître, et ne savait, d'un autre côté, s'il devait encore se considérer comme prince héréditaire; car il connaissait trop sa mère pour n'être pas assuré que son premier soin, si on lui en laissait le pouvoir, serait de l'écarter du trône et de le dépouiller de tous ses droits. Dans cet état, mille dangers se présentaient à son esprit que sa frayeur exagérait encore. Il se croyait menacé dans sa liberté et presque dans sa vie. Aussi incapable de supposer chez les autres un sentiment généreux que de l'éprouver soi-même, et ne soupçonnant pas l'intérêt qui peut s'attacher à une

infortune, même méritée, il ne se disait pas que l'Empereur serait le premier à le protéger contre les violences qu'il redoutait. Il ne voyait de salut que dans le pardon de son père : il voulut à l'heure même tenter de l'obtenir, dût-il l'acheter encore par la trahison, comme il avait acheté sa grâce après la conspiration de l'Escurial. Au moment où le vieux roi, après la réception, se retirait dans son appartement, il s'attacha à ses pas, en donnant toutes les marques du plus profond repentir : il se jetait sur ses mains, qu'il baisait, s'efforçant de le retenir et implorant la faveur d'être au moins entendu. Mais le roi était aussi irrité contre son fils que la reine elle-même. « Arrêtez, s'écria-t-il, « n'avez-vous pas assez outragé mes cheveux blancs ! » — Le lendemain l'Empereur vit encore le vieux roi et sa femme. Il les entretint pendant assez longtemps, et put les juger à leur tour en les comparant avec le prince des Asturies. Mais, si la vue seule de leur fils lui avait causé une sorte de répulsion, leur langage et leur attitude durant cet entretien n'étaient guère propres à lui inspirer d'autre sentiment que celui de la compassion et presque de l'étonnement. C'étaient là les souverains qui depuis plus de vingt ans régnaient sur l'Espagne ! Tous deux ne parlaient que de Godoy, occupés uniquement de son sort et du désir de passer avec lui le peu d'années qu'ils avaient encore à vivre, suivant les expressions de la reine dans sa lettre à Murat. Le reste n'existait pas pour eux ; ils semblaient ignorer qu'il y eût une couronne d'Espagne. Leur haine même contre le prince des Asturies ne venait qu'après cette préoccupation, bien que la reine n'oubliât pas sa vengeance. Elle désignait son fils à la colère de l'Empereur, ne croyant pas qu'il y eût assez de supplices pour le punir de ce qu'elle appelait ses crimes et de tout ce qu'il leur avait fait souffrir, au roi, à elle et surtout à Godoy. Elle épouvanta presque l'Empereur par ses transports. « Quelle femme, quelle mère, s'écriait-il au sortir de cette en- « trevue; elle m'a demandé la tête de son fils ! » On dit que jamais il n'avait été si ému.

Le jour même le vieux roi écrivit à Ferdinand. Sa lettre était celle d'un père offensé, parlant du haut de son autorité et revendiquant ses droits méconnus. Le prince des Asturies était l'auteur de tous les maux qui avaient fondu sur l'Espagne. La conspiration de l'Escurial et la révolution d'Aranjuez étaient son ouvrage. C'était lui qui avait ameuté les conspirateurs, qui leur avait mis les armes à la main. Fils dénaturé et trouvant que le ciel, en prolongeant la vie de son père et de sa mère, ne se hâtait pas assez de le faire roi à son tour, il n'avait reculé devant aucun attentat pour les précipiter du trône et s'y asseoir à leur place. L'Espagne avait été remplie de troubles ; la majesté royale

outragée, avilie. Le roi et la reine avaient vu leurs jours menacés. On avait voulu les atteindre jusque dans la personne du prince de la Paix, leur fidèle ministre, qui depuis vingt ans supportait avec eux le poids des affaires publiques; sa vie avait été exposée également; on l'avait accablé des plus indignes traitements; on voulait le faire périr sur un échafaud. Telles étaient les voies par lesquelles Ferdinand était arrivé à son but. L'Empereur des Français cependant, qui connaissait ses mauvaises dispositions pour la France et ne pouvait plus compter sur une alliance dont rien désormais ne lui garantissait la sincérité, avait dû prendre des précautions. Il avait été obligé de faire entrer des troupes en Espagne, nouveau malheur pour un pays déjà agité et éprouvé par de si funestes divisions. Voilà ce qu'avait fait Ferdinand; c'était là le résultat de son ambition, de sa conduite criminelle et insensée. Mais le Ciel avait veillé sur le roi et la reine : il avait permis qu'ils pussent venir demander justice à leur ami, leur allié, le grand Napoléon, en qui ils avaient placé toute leur espérance et qui ne les abandonnerait pas. Le roi, en finissant, revenait encore sur son abdication, qu'il déclarait nulle, et ordonnait à son fils de lui remettre la couronne sans condition. Cet acte devait être le préalable de tous les autres. Jusque-là le prince des Asturies ne devait pas espérer que son père consentît à le voir et à l'entendre : une déférence prompte et absolue pouvait seule lui mériter le pardon qu'il demandait.

Ferdinand répondit par une lettre qui, sous les formes du respect et de la plus profonde soumission, ne contenait qu'un refus positif de satisfaire à cette injonction. Il ne tenait, disait-il, nullement à la couronne; il se regarderait comme le plus ingrat et le plus criminel de tous hommes s'il pouvait avoir la pensée de la conserver malgré son père et sa mère. Mais c'était la nation elle-même qui la lui avait mise sur la tête, et il ne dépendait pas de lui de défaire ce qu'elle avait fait. Il avait dû croire, lorsque le roi avait abdiqué, que son abdication était irrévocable. Il suppliait son père de considérer d'ailleurs que, dans sa position, la renonciation qui lui était demandée pourrait bien n'être pas acceptée par les Espagnols. Seul à Bayonne, sans appui, isolé depuis l'arrivée du roi et de la reine, repoussé par eux, repoussé par l'Empereur, n'ayant aucun moyen de se faire entendre, loin de pouvoir résister, il ressemblait à un prisonnier plutôt qu'à un prince héréditaire libre d'agir et de se décider suivant l'inspiration de sa conscience. On ne croirait pas que cette renonciation eût été volontaire de sa part. On n'y verrait qu'un acte arraché par la force et qui deviendrait l'occasion de nouveaux troubles, de mille difficultés dont le roi et la reine seraient les premiers à souffrir, et qu'on pouvait éviter aisément si le

roi daignait accueillir une proposition qui n'avait pour but que sa tranquillité et son bonheur aussi bien que la tranquillité et le bonheur de l'Espagne. Il y avait un moyen bien simple en effet. La nation espagnole ayant reconnu ses droits à la succession paternelle, c'était devant elle seulement qu'il devait se démettre de la royauté. Qu'on lui permît de retourner à Madrid : là, en présence des cortès assemblées, après avoir rappelé dans quelles circonstances il avait pris la couronne, il serait heureux de la rendre publiquement à son père et à sa mère. La nation, du moins, aurait été consultée; tout se passerait sous ses yeux, et, par cela même qu'elle ne s'opposerait pas à ce que le roi et la reine remontassent sur le trône, elle donnerait une nouvelle consécration à la dynastie qui régnait sur elle.

Cette lettre était écrite avec plus d'art que Ferdinand n'était capable d'en mettre dans une œuvre de ce genre. Les termes en avaient été arrêtés par ses conseillers. Le piége toutefois était trop grossier pour n'être pas aperçu. Comment se tromper, en effet, sur les intentions de Ferdinand? Comment ne pas deviner que son but était de se retrouver au milieu des siens, au milieu de cette multitude qui avait fait pour lui la révolution d'Aranjuez et qui venait encore de lui témoigner son dévouement en voulant égorger Godoy au moment où on l'avait tiré de sa prison. Le prince des Asturies savait bien comment serait accueillie l'idée de sa renonciation. Il savait que le roi et la reine ne pouvaient revenir en Espagne; car on verrait toujours Godoy à leur suite, et c'était assez pour soulever encore tout ce peuple qui l'avait fait roi. Qui oserait dans une assemblée soutenir le droit du roi et de la reine? Quel serait le membre assez courageux pour exprimer, au sujet de la renonciation, un sentiment contraire à celui de la foule? Qui oserait élever la voix devant ces cris, ces clameurs de l'émeute, toujours si près de se traduire en faits? Il faudrait bien que l'assemblée, qu'elle le voulût ou non, votât ce qu'on exigeait d'elle. Son vote serait pris pour le vœu de la nation tout entière, et Ferdinand, reconnu, proclamé de nouveau, n'ignorait pas le parti qu'il pouvait tirer de cette reconnaissance. Mais c'était ce que ni le roi ni la reine ne pouvaient accepter. Le moment de la crise approchait cependant. Tout dépendait de la réponse qui allait être faite au prince des Asturies. Un incident nouveau vint encore précipiter le dénoûment.

La lettre de Ferdinand à son père était datée du 2 mai 1808. Le 4 l'Empereur était informé par une dépêche qu'une émeute terrible avait

éclaté à Madrid deux jours auparavant. Une partie de la population s'était soulevée; nos troupes en étaient venues aux mains avec les habitants; on s'était battu pendant plusieurs heures dans les rues; près de deux cents Français avaient été tués; on portait à douze cents le nombre des Espagnols qui avaient succombé. La guerre, en un mot, cette guerre que l'Empereur tenait tant à éviter, avait commencé; et dès le début elle avait eu, dit un historien, ce caractère de haine et de férocité qu'elle conserva jusqu'à la fin.

Quelles étaient les causes de cet événement? Les Espagnols n'avaient témoigné aucune crainte, aucune animosité lorsqu'ils avaient vu nos troupes franchir la frontière et s'arrêter dans leurs provinces. Ils les avaient accueillies presque avec joie, au contraire. Ils admiraient l'Empereur et regardaient les Français comme des amis. Le motif même par lequel ils s'expliquaient qu'on fût entré dans leur pays indique combien leurs dispositions étaient loin de nous être hostiles, disant, comme on l'a vu, que c'était le mauvais gouvernement de Godoy qui avait forcé l'Empereur à envoyer ses soldats en Espagne. Mais ces dispositions avaient changé, on ne pouvait se le dissimuler; elles avaient fait place à une irritation sourde, qui croissait tous les jours et se manifestait déjà, depuis quelque temps, par des actes de nature à faire craindre qu'il ne fût pas aussi aisé de maintenir la paix qu'on l'avait cru d'abord. Les dernières lignes de la lettre écrite par l'Empereur au prince des Asturies prouvent qu'il était informé de ce changement. Mais qui avait pu le produire et à quoi devait-on l'attribuer? L'Empereur connaissait le caractère espagnol; il savait combien il était dangereux d'irriter la susceptibilité d'un peuple exalté, superstitieux, prompt à la vengeance, ennemi naturellement des étrangers et que la moindre raillerie sur sa religion, la moindre offense à ses mœurs et à ses usages, une insulte faite à une femme pouvaient en un instant pousser jusqu'aux derniers excès de la fureur et de la révolte. De là ces instructions à la fois si précises et si sévères adressées par Napoléon à ses agents. Mais en avait-on bien compris l'importance? Avait-on observé une exacte discipline? Avait-on respecté, comme on le devait et comme l'ordonnait si expressément l'Empereur, les propriétés, les églises, les couvents, les personnes? L'habitude de conquérir, d'être le maître, d'en user chez tous les peuples de l'Europe comme chez des ennemis vaincus n'avait-elle pas fait oublier qu'ici, au contraire, on était au milieu d'une nation amie, avec qui l'on n avait eu jusqu'à ce jour rien à démêler et dont il importait de se concilier les sympathies par la plus extrême prudence et les plus habiles ménagements? N'était-il pas possible que des faits se fussent produits qui répondissent mal à l'idée fa-

vorable que les Espagnols avaient conçue de nous avant l'entrée des troupes françaises en Espagne; que ces faits se fussent multipliés, qu'ils eussent formé une masse, un ensemble propre à exciter peu à peu les ressentiments et enfin à soulever l'opinion et allumer un incendie? Ce sont là des questions que l'histoire n'a pas encore résolues et quelle éclaircira sans doute si, comme il arrive souvent, le temps amène des révélations qui permettent d'entrer plus avant dans le détail de cette affaire et d'étudier les causes secondaires qui ont pu la faire échouer, en admettant que ces causes aient existé; car il n'y a pas lieu de hasarder la moindre supposition, loin de rien affirmer à cet égard. Ce qui est certain, ou plutôt ce qui semble résulter avec évidence des proclamations adressées par les membres de la junte insurrectionnelle à leurs compatriotes pour les animer contre nous, c'est que les Espagnols, si convaincus, peu de temps auparavant, du retour de la France aux idées monarchiques et religieuses, ne nous regardaient plus que comme des révolutionnaires ennemis de la religion, de la royauté, de tout pouvoir légitime, envoyés par l'enfer, comme ils le disaient, et prêts à tout pour satisfaire leur cupidité. C'était au moins ce que les amis de Ferdinand et le parti opposé à l'influence française avaient réussi à leur persuader. On avait délivré Godoy en outre, on l'avait arraché de leurs mains; et cet acte, qui prouvait que les Français ne laissaient pas d'avoir de l'humanité, s'ils n'étaient pas religieux à la manière des Espagnols, était celui qui avait le plus irrité ce peuple contre nous, comme s'il ne nous eût accueillis qu'à la condition d'être les instruments de ses vengeances. Il se croyait trahi, parce qu'on ne lui avait pas donné satisfaction sur ce point et parce que la France, avant d'obéir pour le reste à ses désirs, hésitait, se consultait, voulait examiner l'intérêt des deux nations plutôt que ce qui convenait aux passions et aux caprices d'une seule. C'était assez pour que les bruits les plus défavorables, répandus contre les Français, trouvassent de l'écho parmi la multitude. C'était au nom de Ferdinand qu'on les répandait : ils avaient encore augmenté depuis son départ. Lui-même avait pris la mesure la plus propre à les accréditer. Au moment où il quittait Madrid pour venir en France, il avait institué une junte de gouvernement chargée d'administrer les affaires en son absence, et il n'y avait rien là que de naturel. Mais plus tard, se voyant à la veille de rendre la couronne, il avait écrit secrètement aux membres de cette junte pour les avertir que, s'il leur commandait de reconnaître un autre roi, quels que fussent ses ordres à ce sujet et l'autorité apparente de ses déclarations publiques, ils eussent à n'en pas tenir compte, à lui désobéir en un mot, comme s'ils ne craignaient pas de se constituer en révolte contre leur souverain. Cette dépêche

était de celles dont le contenu transpire toujours : il n'était pas surprenant qu'elle eût ajouté à l'inquiétude générale. Mais déjà l'Empereur savait à quoi s'en tenir sur l'apparente résignation de Ferdinand. Les rapports qui lui étaient adressés lui apprenaient que de tous côtés on cherchait à exciter les Espagnols ; que Ferdinand écrivait beaucoup ; qu'il envoyait de Bayonne des ordres, des instructions auxquels on devait attribuer en grande partie les signes fâcheux qui se produisaient. L'Empereur avait fait intercepter sa correspondance. Cette correspondance le montrait à nu. Il fournissait presque lui-même dans une de ses lettres la preuve de la part qu'il avait prise à l'abdication de son père, bien qu'il persistât à s'en défendre. « Je te préviens, écrivait-il à don Antonio, le président de la Junte, que l'Empereur a entre les mains une « lettre de ma sœur (la reine d'Étrurie) qui porte que l'abdication de « mon père a été forcée. Fais comme si tu l'ignorais, mais conduis-toi « en conséquence, et tâche que ces maudits Français ne te fassent aucun « trait de leur méchanceté (1). »

Il était impossible que l'agitation, entretenue par tant de causes, ne se changeât pas à la première occasion en une lutte ardente. Cette occasion, les esprits étaient trop émus pour l'attendre longtemps. Le royaume était comme abandonné à lui-même, en l'absence de ses princes, partis successivement pour la France. La reine d'Étrurie seule, retenue à Madrid par la maladie de son fils l'Infant don Francisco, n'avait pu accompagner le roi et la reine lorsqu'ils se rendaient à Bayonne ; mais elle avait promis de les rejoindre sous peu de temps. Le roi et la reine, qui l'aimaient tendrement et s'étaient accoutumés à l'avoir auprès d'eux, lui écrivaient tous les jours pour la presser de venir. Enfin, le jeune prince étant guéri, elle avait annoncé à la Junte qu'elle partirait pour Bayonne le 1er ou le 2 mai : elle ne croyait pas qu'il pût y avoir aucun obstacle. Mais la Junte, fidèle à l'esprit de ses instructions, qui lui prescrivaient de ne rien négliger pour augmenter la défiance du peuple contre les Français, avait suscité mille difficultés. Elle avait répondu que sa responsabilité ne lui permettait pas d'autoriser ce voyage ; elle affectait d'y trouver de grands inconvénients, prétendant qu'on ne pouvait laisser sortir ainsi du royaume tous les membres de la maison royale. Il avait fallu négocier. La reine avait eu recours à Murat, qui avait fini par vaincre les résistances de la Junte et avoir raison d'une opposition dont il n'était que trop aisé d'apercevoir le but. On avait obtenu toutefois l'effet qu'on s'en était promis. La Junte se représentait comme ayant cédé aux menaces et

(1) Bignon, t. VII, p. 251.

presque aux violences de Murat. On disait à ce peuple, qui le croyait, que l'Empereur, ayant attiré hors du territoire le roi, la reine, le prince des Asturies, voulait y attirer aussi la reine d'Étrurie et son fils, pour qu'il ne restât plus en Espagne aucun membre de cette famille, pour les avoir tous sous la main, comme des prisonniers, et les forcer par la terreur à se prêter aux calculs de son ambition. C'était pour déjouer ce projet que la Junte s'était opposée au départ de la reine d'Étrurie. N'était-ce pas assez que Ferdinand VII, victime de sa bonne foi, eût été entraîné dans le piége? Qui pouvait affirmer que l'Espagne le reverrait jamais! qu'elle reverrait même son frère! L'Infant don Francisco, dans ce cas, devenait la seule espérance de la monarchie; il était le seul rejeton du sang royal. Qu'arriverait-il si on le laissait s'éloigner, pour tomber comme ses parents au pouvoir des Français? Ces idées, propagées avec soin, avaient porté au comble l'exaspération de la multitude. Le jour où la reine d'Étrurie allait partir (1), le peuple s'était ameuté; il avait couru au palais, remplissant la place de ses cris, se jetant au-devant des voitures et coupant les traits des chevaux, comme à Vittoria. Les scènes d'Aranjuez recommençaient. Murat, averti, avait envoyé des troupes au secours de la princesse; mais à peine ces troupes avaient-elles paru qu'elles s'étaient trouvées engagées avec les habitants. Elles avaient été accueillies de tous côtés par un feu meurtrier. On barricadait les rues; on tirait du haut des fenêtres. Les Français n'étaient restés maîtres du terrain qu'après plusieurs heures de combat; la princesse n'avait pu partir que le soir. Telle était la lutte dont on rendait compte à l'Empereur dans les dépêches du 4 mai.

Si l'Empereur hésitait encore, ces nouvelles devaient mettre fin à ses hésitations. Il se rend chez le vieux roi, à qui il montre les dépêches qu'il vient de recevoir et la correspondance de Ferdinand. Cette journée sanglante, marquée par le meurtre de ses soldats, ces agitations, ces complots, où se montrait partout la main de Ferdinand, l'avaient rempli d'indignation. Le roi et la reine, plus émus encore et plus indignés contre leur fils, lui font sur-le-champ donner l'ordre de paraître devant eux et devant l'Empereur. C'est alors qu'eut lieu cette fameuse entrevue rapportée de tant de manières diverses, mais toujours dans un sens défavorable à l'Empereur, comme si, se croyant sûr du succès de sa prétendue perfidie, il eût jeté le masque tout à coup et n'eût laissé brutalement au père et au fils que le choix entre l'abdication et la mort; car c'était là ce qu'on croyait sur la foi de récits colportés de bouche en bouche et qu'on ne faisait aucune difficulté de prendre

(1) Le 2 mai 1808.

pour la vérité. Il suffit de reproduire le récit de M. Thiers, si peu favorable à l'Empereur dans tout ce qui concerne l'affaire d'Espagne.

« On fit appeler les Infants, dit-il (1), et à leur tête Ferdinand VII. « Ils furent apostrophés par le père avec une extrême violence. — « Voilà donc ton ouvrage, dit Charles IV à Ferdinand VII ! Le sang « de mes sujets a coulé; celui des soldats de mon allié, de mon ami, « le grand Napoléon, a coulé aussi ! A quels ravages n'aurais-tu pas « exposé l'Espagne si nous avions affaire à un vainqueur moins géné- « reux ! Voilà les conséquences de ce que toi et les tiens avez fait pour « jouir quelques jours plus tôt d'une couronne que j'étais aussi pressé « que toi de placer sur ta tête. Tu as déchaîné le peuple, et personne « n'en est plus maître aujourd'hui. Rends, rends cette couronne trop « pesante pour toi, et donne-la à celui qui seul est capable de la porter. « En proférant ces paroles, le vieux roi, *condamné*, dit M. Thiers, *à « une si affligeante comédie*, agitait une canne à pomme d'or sur « laquelle il s'appuyait ordinairement à cause de ses infirmités, et il « sembla aux yeux de tous les assistants qu'il en menaçait son fils (2). « Le père avait à peine achevé que la vieille reine, celle-ci avec une co- « lère qui n'était pas feinte, se précipita sur Ferdinand, l'accabla « d'injures, lui reprocha d'être un mauvais fils, d'avoir voulu détrôner « son père, d'avoir désiré le meurtre de sa mère, d'être faux, perfide, « lâche, sans entrailles...! (3) En essuyant toutes ces apostrophes, Fer- « dinand VII, immobile, les yeux fixés à terre avec une sorte d'insen- « sibilité stupide, ne répondait rien, ne témoignait rien et souffrait tout.

(1) P. 645, t. 8.

(2) Ceci s'accorde peu avec ce que l'auteur, dans le cours de son histoire, dit du caractère et de l'intelligence du roi Charles IV. Le pauvre roi n'était capable de jouer aucun rôle. Il n'était pas condamné d'ailleurs à frapper son fils. Et comment concilier ce rôle avec les paroles que l'auteur met plus bas dans la bouche de l'Empereur.

(3) « Comme si dans les faits avérés on ne trouvait pas assez de bassesse « et de lâcheté à la honte des souverains d'Espagne, on a prétendu que, dans « cette dernière conférence, la reine, pour détruire les droits de Ferdinand, « aurait proclamé elle-même, avec sa propre infamie, la bâtardise de ce « prince, et lui aurait dit sans ménagement pour la présence de Charles IV : « — *Vous êtes mon fils, mais vous n'êtes pas celui du roi.* Pour expliquer « un langage si peu vraisemblable, un écrivain anglais ne trouve rien de « mieux que de supposer à cet égard un concert préalable entre la reine et « l'Empereur. C'est être trop exigeant en fait de scandale. La triste vérité de- « vait bien suffire. »

(Note de M. Bignon dans l'*Hist. de l'Empire*, t. VIII, p. 262.)

« Plusieurs fois sa mère, l'interpellant, s'approchant de lui, le me-
« naçant de la main, lui dit : « Te voilà bien tel que tu as toujours
« été ! Lorsque ton père et moi nous voulions t'adresser quelque exhor-
« tation dans ton intérêt même, tu te taisais, ne répondant à nos
« conseils que par le silence et la haine!... Mais réponds donc à ton
« père, à ta mère, à notre ami, à notre protecteur, le grand Napoléon !
« — Et le prince, toujours insensible, se taisait, affirmant seulement
« qu'il n'était pour rien dans les désordres du 2 mai. Napoléon, embar-
« rassé et presque confus d'une scène pareille, quoiqu'elle amenât la
« solution désirée, dit à Ferdinand d'un ton froid et impérieux (1) que,
« si le soir même il n'avait pas résigné la couronne à son père, on le
« traiterait en fils rebelle, auteur ou complice d'une conspiration qui,
« dans les journées des 17, 18 et 19 mars, avait abouti à priver de la
« couronne le souverain légitime. Il se retira ensuite pour attendre à
« Marac le prince de la Paix (2), afin de conclure avec lui un arrange-
« ment définitif sous l'impression des événements de Madrid.

« — Quelle mère ! quel fils, s'écria-t-il en rentrant à Marac et en
« s'adressant à ceux qui l'entouraient. Le prince de la Paix est certai-
« nement très-médiocre ! Eh bien ! il était encore le personnage le
« moins incapable de cette cour dégénérée ? Il leur avait proposé la
« seule idée raisonnable, idée qui aurait pu amener de grands résul-
« tats si elle avait été exécutée avec courage et résolution : c'était
« d'aller fonder un empire espagnol en Amérique, d'aller y sauver
« cette dynastie et la plus belle partie du patrimoine de Charles-
« Quint. Mais ils ne pouvaient rien faire de noble et d'élevé : les vieux
« parents par inertie, le fils par trahison ont ruiné ce dessein, et *les*
« *voilà se dénonçant l'un l'autre à la puissance dont ils dépen-*
« *dent !* (3) »

Le lendemain un traité était conclu entre l'Empereur et le roi Charles IV par l'intermédiaire du prince de la Paix, heureux d'avoir écarté Ferdinand VII.

« Le roi Charles IV, dit M. Thiers, reconnaissant l'impossibilité
« où il était, lui et sa famille, d'assurer le repos de l'Espagne, cédait

(1) Il y a ici une contradiction dans les termes qu'on ne peut se dispenser de faire remarquer. Comment expliquer, en effet, ce ton froid et impérieux si l'on suppose que l'Empereur était confus et embarrassé ?

(2) Le prince de la Paix était depuis quelques jours à Bayonne.

(3) Si l'Empereur avait condamné le vieux roi à jouer une si affligeante comédie, comment pouvait-il être étonné de ces dénonciations? N'était-ce pas lui qui les avait commandées, et cette comédie n'était-elle pas son ouvrage? Pourquoi donc s'en indigner?

« la couronne, dont il se déclarait seul possesseur légitime, à Napo-« léon, pour en disposer comme il lui conviendrait. »

Les conditions étaient celles-ci :

L'intégrité du royaume d'Espagne devait être maintenue.

L'Empereur recevrait en France le roi Charles IV, la reine et le prince de la Paix. Ils conserveraient le rang qu'ils avaient en Espagne.

Le palais de Compiègne leur était affecté avec la forêt et toutes ses dépendances.

Une somme de trente millions de réaux leur serait allouée tous les ans à titre de liste civile. Le douaire de la reine, si le roi venait à mourir avant elle, serait de deux millions par an.

Une rente annuelle de quatre cent mille francs serait constituée au profit de chacun des infants d'Espagne.

L'Empereur donna aussi au roi Charles le château de Chambord avec ses dépendances.

Le même jour, le prince des Asturies adhérait à ce traité.

Il avait eu la pensée d'abord de demander pour prix de son adhésion le royaume d'Étrurie. C'était le chanoine Escoïquiz qui, ne pouvant se résigner à abdiquer toute ambition, lui avait donné ce conseil, pour être au moins ministre quelque part. Mais le projet n'avait pas eu de suite, d'autres conseillers ayant été d'avis qu'il valait mieux ne rien demander pour réserver l'avenir. On ne laissa pas cependant d'accepter les conditions suivantes.

Le prince se retirerait également en France. Il conserverait son titre d'Altesse royale.

La France lui attribuerait en toute propriété, à lui et à ses descendants, les palais, parcs et fermes de la Navarre, jusqu'à la concurrence de cinquante mille arpents. Il recevrait en outre sur le trésor de France quatre cent mille livres de rente apanagères garanties à ses descendants; plus, six cent mille francs par an, sa vie durant.

Tel était l'acte qui mettait fin au règne de cette dynastie.

Quelques jours après, le roi, la reine et le prince de la Paix quittaient la frontière pour aller vivre en France, dans la nouvelle position que leur avaient faite des événements qu'ils n'avaient été en état ni de prévoir ni de conjurer. Le prince des Asturies, de son côté, prenait la route de la Navarre. M. Thiers a fait connaître quelle était leur disposition d'esprit lorsqu'ils s'éloignèrent de leur patrie. Le malheur qui les frappait était grand sans doute, et propre à exciter cet intérêt qu'inspirent toujours de telles infortunes. Mais, s'il est vrai qu'au moment de leur départ, ils éprouvaient les sentiments que leur prête l'illustre historien,

il est bien difficile de n'y pas trouver l'explication trop naturelle de la révolution qui les faisait descendre du trône et de la répugnance de l'Empereur à les maintenir en possession d'un sceptre que leur décadence morale ne leur permettait pas de conserver.

« Charles IV, dit M. Thiers (1), quitta la frontière d'Espagne avec « un profond serrement de cœur; car il disait adieu à la terre natale, « au trône et à des habitudes qui avaient toujours fait son bonheur, « celui du moins qu'il était capable de goûter. Toutefois les agitations « populaires, dont il avait entendu le premier retentissement, l'avaient « tellement troublé; les divisions intestines de sa famille l'avaient « abreuvé de tant d'amertumes qu'il se consolait de sa chute par l'i- « dée de trouver en France la sécurité, le repos, une opulente re- « traite, des exercices religieux et les belles chasses de Compiègne.

« Sa vieille épouse, désespérée de perdre le trône, avait aussi plus « d'un dédommagement, la vengeance, la présence assurée du prince « de la Paix et de riches revenus.

« Ferdinand VII, qui avait passé d'un stupide aveuglement à une « véritable terreur, était plein de regrets, et l'on n'imaginerait pas « quel en était l'objet! *Il regrettait d'avoir envoyé à la Junte « de gouvernement, en réponse aux questions de celle-ci, l'ordre « secret de convoquer les Cortès, de soulever la nation et de faire « aux Français une guerre acharnée.* Il craignait que l'exécution de « cet ordre, irritant Napoléon, ne mît en péril sa propre personne, « *sa dotation et sa terre de Navarre.* Il envoya un nouveau messager « pour recommander à la Junte une prudence extrême, et lui pres- « crire de ne faire aucun acte qui pût indisposer les Français. Il ne « s'en tint pas même à cette précaution. A peine était-il sur la route « de Valençay qu'il écrivit à Napoléon *pour lui demander l'une « de ses nièces en mariage*, et n'oubliant pas son précepteur Es- « coïquiz, il réclama pour lui la confirmation de deux grâces royales « qu'il lui avait accordées en succédant à son père et qui consistaient « l'une dans le grand cordon de Charles III, l'autre dans la qualité de « conseiller d'État. On voit que les victimes (sic) de l'ambition de « Napoléon se chargeaient elles-mêmes de détruire chez lui tout re- « mords et chez le public tout intérêt. »

Il fallait maintenant donner un roi à l'Espagne. A qui l'Empereur destinait-il cette couronne, que le sort venait de faire tomber entre ses

(1) P. 624, t. VIII.

mains ? Peut-être avait-il pensé déjà à son frère Joseph, et lui réservait-il cette succession dans le cas où elle viendrait à échoir. Mais c'était dans ce cas seulement, car il ignorait encore au moment où il prenait la route d'Espagne s'il y aurait lieu de pourvoir à la vacance du trône. Il songeait si peu à s'assurer la possession de ce royaume que, le jour même où il entrait à Bayonne, il n'était pas fixé sur le parti auquel il devait s'arrêter, étant venu bien plutôt pour juger de celui qu'il y avait à prendre suivant les circonstances que pour exécuter une résolution déjà prise. On a cité toutes les pièces de sa correspondance qui établissent le fait. S'il était besoin d'une nouvelle preuve, on la trouverait dans la lettre suivante, qu'il écrivit à son frère le 18 avril. On jugera s'il est possible de conserver un doute après avoir lu cette lettre. L'Empereur était arrivé à Bayonne la veille ou l'avant-veille; il n'avait encore vu aucun des princes de la famille royale.

« Mon frère, il ne serait pas impossible que je vous écrivisse dans « cinq ou six jours de vous rendre à Bayonne. Vous laisserez le com- « mandement des troupes au maréchal Jourdan et la régence de votre « royaume à qui vous voudrez. Des relais seraient préparés dans ce « cas sur votre route. CEPENDANT, JUSQU'A PRÉSENT, CELA EST ENCORE « INCERTAIN (1). »

Ainsi le 18 avril, quatorze jours seulement avant l'entrevue de Bayonne, l'Empereur n'avait encore nulle idée de ce qu'il ferait !

Il convient de faire remarquer que c'est la première fois qu'il parle à son frère du besoin qu'il pourra avoir de lui en cette occasion. Et telle est son incertitude qu'il ne lui dit pas même pour quel motif il sera peut-être obligé de le faire venir !

Le jugement des contemporains sur Joseph a été sévère. On ignorait son mérite, et la gloire de l'Empereur, qui couvrait tout, faisait qu'on n'avait pas voulu le connaître, ou qu'on ne daignait pas lui en tenir compte, par cette disposition si commune chez les nations et les individus qui porte à établir sans cesse des comparaisons là où il n'y a point à comparer, où toute comparaison n'est qu'une injustice, comme si l'on cherchait à se dédommager par ces sortes de rapprochements de la louange et de l'admiration qu'on n'a pu refuser au génie. Parce que Joseph n'avait pas les qualités qui mettaient l'Empereur au-dessus des autres hommes, il semblait qu'il n'en eût aucune. Une publication récente (2) est venue montrer cette nouvelle erreur de l'opinion. Le gé-

(1) Mémoires de Joseph, t. IV, p. 226.
(2) Mémoires du roi Joseph.

néral Foy lui-même, juge si peu partial, a tracé de Joseph le portrait suivant dans son *Histoire d'Espagne* :

« La figure de Joseph, dit-il, était gracieuse, et ses manières élé-
« gantes... Aux habitudes de sa vie et à la manière dont il tenait sa
« cour on l'eût pris pour un roi des anciennes races; mais sa con-
« versation méthodique et riche d'observations indiquait une habitude
« de la parole et une connaissance des hommes qui ne s'acquièrent
« qu'au sein de l'égalité. »

La fortune, qui avait élevé Joseph si haut sur l'aile de son frère, n'avait pu l'éblouir. Ses goûts le portaient vers l'étude et les affections de la vie privée. Nature noble, douce et élégante, intelligence cultivée, fait pour vivre au milieu d'une société polie, pour y obtenir ce rang, cette considération, cette estime qu'elle ne refuse jamais à des talents distingués, à toutes les qualités aimables de l'esprit et du caractère, il était né pour tout peut-être, excepté pour les événements qui avaient agité sa carrière dès les premiers jours de la jeunesse, qui en avaient fait un tribun, un administrateur, un président d'assemblée politique, un ambassadeur, un soldat, un roi, qui en ce moment même l'appelaient au trône d'Espagne, le condamnant à des grandeurs que repoussait la modération de ses désirs et contre lesquelles sa destinée a été de se débattre, comme on en voit tant d'autres se débattre contre une obscurité qui pèse à leur ambition. On est touché lorsqu'on lit ses Mémoires, de cette mélancolie répandue dans ses paroles et dont il ne peut se défendre chaque fois qu'il est obligé de remercier le sort des nouvelles faveurs, comme on dit, qu'il lui envoie. Il ne les accepte pas, il se dévoue. C'est lorsqu'elles lui apparaissent sous la forme d'un devoir seulement qu'il s'y résigne et trouve dans son cœur la force et le courage nécessaires pour remplir les obligations qu'elles lui imposent. Nulle part ces sentiments n'éclatent d'une manière plus honorable que dans cette lettre écrite à son frère, le 12 septembre 1803, au sujet de la présidence du sénat, que les sénateurs voulaient lui offrir :

« (1) Il y a plus de six mois que quelques sénateurs m'ont dit qu'ils
« pensaient à moi pour la place de chancelier du sénat : il y a plus de
« six mois que je leur ai témoigné ma volonté décidée de ne pas
« l'accepter. Je crois avoir persuadé à quelques-uns que ma détermi-
« nation était sincère. Les citoyens Laplace, Lacépède sont de ce
« nombre. J'ai exposé à un frère dont l'amitié pour moi ne s'est ja-
« mais démentie que cette place ne me convenait pas, qu'elle détrui-
« rait tout mon bonheur par les devoirs qu'elle m'imposerait, de-

(1) Mém. de Joseph, 241, t. Ier.

« voirs qui sont en opposition avec ma manière d'être et mon caractère ; « qu'il m'était difficile à mon âge de changer sans des efforts de tous « les instants ; que l'utilité dont je pourrais être ne méritait pas le sa- « crifice qu'on exige de moi... » « Vous me reprochez, disait-il dans une « seconde lettre, (1), de sacrifier votre intérêt, l'intérêt de l'État à la « modération de mon caractère. Si le malheur de la France veut que « vous quittiez le continent (2), *je prends ici l'engagement d'accepter « les postes les plus périlleux qu'il vous plaira de me confier.* Je « serai ce que vous voudrez : membre du gouvernement, successeur « désigné, rien ne m'épouvantera, *quoique je ne désire rien.* J'espère « par ma résolution et mon intégrité être digne de vous. Je vous con- « jure de considérer que d'un mot au citoyen Monge vous pouvez me « décharger d'un poids immense. Vous me donnerez ainsi la preuve la « plus personnelle de votre amitié. Si vous lisiez dans mon cœur, il y « a longtemps que vous m'auriez accordé ce que je vous demande. « Quels que soient les événements qui m'attendent, tant que j'existerai « mon cœur sera tel que vous l'avez connu. »

Joseph dut céder. Le jour où il prit possession de la présidence il prononça devant le sénat ces paroles, qui le font mieux connaître encore que la lettre qu'on vient de rapporter :

(3) « Sénateurs, l'intérêt de l'État, le salut de tant de citoyens qui ont « traversé cette longue et sanglante carrière de la révolution doit im- « poser à tous les amis de leur pays l'obligation de servir l'ordre de « choses nouvellement établi au poste où les événements les ont placés. »

« Quant à moi, *résigné à l'éclat comme je l'eusse été à l'obscu- « rité,* il me sera doux de reconnaître, par les sentiments que vous con- « tinuerez à porter à votre ancien collègue, que je ne me serai jamais « éloigné des principes que j'ai toujours professés. Puissé-je mériter que « vous me disiez toujours votre pensée tout entière. En vous manifes- « tant ce vœu, permettez moi l'espérance de le voir rempli. »

C'était la première fois peut-être que de telles paroles avaient été prononcées dans une semblable circonstance, ou du moins qu'elles étaient sincères. Mais ce dont il faut louer Joseph, c'est de ne s'être jamais montré par l'intelligence et le cœur au-dessous de ces fonctions, de ces honneurs qu'il avait si peu désirés et dont il n'a connu que les amertumes et les périls. Il avait au plus haut degré le courage du sacrifice, ce courage qui ennoblit tous les efforts, le premier de tous peut-être,

(1) 18 sept. 1803, id., id.
(2) Pour l'expédition d'Angleterre.
(3) Mém. de Joseph, t. I, p. 273.

et le plus difficile, puisqu'il suppose un combat, une victoire remportée sur soi-même, tandis que cette ardeur si admirée chez la plupart n'est en définitive que l'effet de la passion agissant dans le sens de ses désirs. Il n'est point d'éloquence qui l'emporte sur le discours si simple qu'on vient de citer; car ce discours lui-même exprime un des sentiments les plus rares de l'humanité, c'est à savoir la modération dans la grandeur, ou plutôt cette sagesse qui fait craindre la grandeur et n'en montre que le fardeau, alors qu'il est si commun de ne l'apercevoir que par le côté où elle brille, où elle donne sur les hommes cette autorité que presque tous confondent avec le bonheur. Mais le public, qui ne croit pas à la modération ou qui n'y voit que l'absence de talent et de caractère, n'était nullement disposé à s'écarter en faveur de Joseph de la règle ordinaire de ses jugements. On ne savait pas que partout où il avait été employé par l'Empereur il avait montré une aptitude et des talents qui en tout temps et sous quelque régime que ce fût lui eussent assuré une place parmi les plus dignes, dans les rangs les plus honorables et les plus élevés de la hiérarchie sociale. C'était pour cette raison que l'Empereur, qui le connaissait mieux, avait persisté à se servir de lui dans toutes les occasions importantes, sans s'arrêter à ses résistances, sûr de les vaincre dès qu'il lui opposerait l'intérêt de l'État. Joseph avait passé par toutes les fonctions les plus difficiles de l'administration publique, de la diplomatie et du gouvernement. Il avait siégé au conseil d'État. Ambassadeur, il avait négocié la paix à Amiens entre la France et l'Angleterre. Depuis il avait été appelé, comme on l'a vu, à la présidence du sénat. Enfin, la conduite du roi et de la reine de Naples ayant forcé l'Empereur à les précipiter d'un trône où il les avait rétablis deux fois, sans pouvoir recueillir d'autre fruit de sa générosité que la trahison et un surcroît de haine contre la France, il avait donné cette couronne à Joseph. Cette fois encore Joseph s'était dévoué. Grâce à son application, à ses efforts, la prospérité commençait à renaître dans ce royaume ruiné et presque anéanti par les désordres et les vices d'un gouvernement plus honteux encore, et l'on doit ajouter plus cruel que le gouvernement de la reine et de Godoy à Madrid. La trace même des fureurs de la reine Caroline, cette sœur de la reine d'Espagne, semblait y être effacée lorsque les événements qui devaient amener l'entrevue de Bayonne avaient eu lieu. Il était naturel que l'Empereur, en ce moment, tournât les yeux vers son frère. Comment ne pas croire qu'après avoir si bien réussi à Naples Joseph ne réussirait pas également en Espagne? Ce dernier royaume était plus important sans doute, mais au fond la tâche était la même; les deux peuples se ressemblaient; c'étaient les mêmes préjugés et

presque les mêmes mœurs. La connaissance que Joseph avait acquise de l'un le préparait déjà à régner sur l'autre. Il y avait là aussi un peuple à régénérer et dont la régénération ne pouvait être accomplie qu'à force de patience, d'application, d'ardeur continue pour le bien, toutes ces qualités que Joseph venait de déployer dans le gouvernement des Deux-Siciles. La douceur même et l'aménité de son caractère, en lui conciliant les esprits comme à Naples, ne pouvaient que diminuer les difficultés et faire disparaître aisément ces obstacles qui se rencontrent toujours au début d'un règne. Il y a donc lieu de supposer que tels furent les motifs qui déterminèrent Napoléon, et puisque enfin il était obligé de donner un successeur à cette dynastie qui s'éteignait, il est difficile de ne pas reconnaître combien la pensée qui le dirigeait était juste et prévoyante, nul n'étant plus capable que Joseph de faire apprécier aux Espagnols, presque immédiatement et par le seul effet du contraste, les avantages d'un changement qui devait relever leur patrie de l'état où l'avaient laissée tomber depuis plus d'un demi-siècle ces rois et ces princes si peu dignes de la gouverner.

C'est en ces termes que l'Empereur annonça à Joseph, le 11 mai 1808, qu'il le faisait roi d'Espagne.

(1) « Mon frère, vous trouverez ci-joint la lettre du roi Charles au « prince des Asturies et la copie de mon traité avec le premier. Le « grand-duc de Berg est lieutenant général du royaume. Le roi « Charles part dans deux jours pour Compiègne. Le prince des As- « turies se rend du côté de Paris. Les autres infants vont occuper « des maisons de plaisance aux environs de Paris. Le roi Charles, par « le traité que j'ai fait avec lui, me cède tous ses droits à la cou- « ronne d'Espagne. Le prince des Asturies avait renoncé avant à son « prétendu titre de roi, parce que le roi Charles avait allégué que « son abdication avait été forcée. La nation, par l'organe du con- « seil de Castille, me demande un roi. C'est à vous que je destine cette « couronne. L'Espagne n'est pas ce qu'est le royaume de Naples; c'est « onze millions d'habitants, plus cent cinquante millions de revenu, sans « compter les immenses revenus et la possession de toutes les Amé- « riques. C'est une couronne d'ailleurs qui vous place à Madrid à trois « jours de la France, qui couvre entièrement une de ses frontières. »

Quelques jours après, les députés appelés pour former la junte qui devait proclamer le nouveau roi commencèrent à se réunir à Bayonne. Ces députés, venus des diverses provinces du royaume, appartenaient tous, par leur nom, leur rang ou leur crédit, aux classes les plus élevées

(1) Mém. de Joseph, t. IV, p. 229.

de la nation : la noblesse en avait fourni un grand nombre; on comptait parmi eux tout ce que l'Espagne renfermait de citoyens riches et considérés. A mesure qu'ils arrivaient à Bayonne, ils voyaient l'Empereur, qui leur apprenait ce qui s'était passé entre la famille royale et lui, les faisant juges en quelque sorte de sa conduite et leur expliquant ses vues en ce qui concernait le gouvernement et les destinées futures de l'Espagne. Il avait peu de peine à les persuader. Il n'était pas un homme éclairé en Espagne qui ne fût convaincu depuis longtemps qu'un changement était nécessaire pour rendre la vie à cette monarchie; et d'un autre côté la nouvelle dynastie, appuyée sur les forces de la France, se présentait dans des conditions qui ne pouvaient qu'émouvoir leur patriotisme : elle ouvrait à l'Espagne, par son avénement, un avenir de grandeur et de puissance qu'aucune autre n'était en mesure de lui offrir comme elle. Déjà l'Empereur, avec son activité accoutumée, s'était fait rendre compte de tout ce qui se rapportait à l'administration du royaume. D'après ses ordres on lui avait envoyé et on lui adressait tous les jours de Madrid des mémoires sur les finances, sur l'armée, la marine, l'agriculture. Il lui avait fallu peu de temps pour voir comment on pourrait féconder les ressources du pays, le rendre aussi riche qu'il était pauvre, aussi respecté qu'il était avili. Déjà il formait des projets, il indiquait les moyens d'exécution, lorsqu'il fut averti que Joseph, qui était parti de Naples aussitôt après avoir reçu sa dépêche, approchait de Bayonne. Sans attendre qu'il fût arrivé, il voulut aller à sa rencontre au dehors de la ville. Cette entrevue est racontée ainsi dans les mémoires du roi Joseph. (1)

« A peu de distance de Bayonne, Joseph vit l'Empereur qui venait « au-devant de lui et qui lui dit que les passions des princes de la « maison d'Espagne avaient précipité la crise qui arrivait trop tôt; « qu'ils n'avaient pu s'accorder à Bayonne pas plus qu'en Espagne; « que Charles IV avait préféré se retirer en France, à de certaines « conditions, plutôt que de rentrer en Espagne sans le prince de la Paix; « qu'ainsi que la reine il avait préféré faire monter sur son trône un « étranger plutôt que Ferdinand; que ni Ferdinand ni aucun Espagnol « ne voulaient de Charles s'il devait recommencer le règne de Godoy, « et qu'ils lui préféraient aussi un étranger; que lui (l'Empereur) recon- « naissait qu'il lui faudrait plus d'efforts pour soutenir Charles et le « prince de la Paix que pour changer la dynastie; *que Ferdinand « lui avait paru tellement médiocre et d'un caractère si peu sûr « qu'il ne lui convenait pas de se commettre pour lui* en soute-

(1) Mémoires de Joseph, t. IV, p. 286.

« nant un fils qui détrône son père; que cette dynastie ne convenait « plus à l'Espagne; que nulle régénération n'était possible avec elle; « que les premiers personnages de la monarchie par le rang, les « lumières, le caractère, réunis à Bayonne en junte nationale, étaient « en général convaincus de cette vérité; que puisque le destin le vou- « lait ainsi, et que lui (l'Empereur) pouvait faire aujourd'hui ce « *qu'il n'eût pas voulu entreprendre*, il avait désigné pour régé- « nérer l'Espagne son frère le roi de Naples, qui était agréable à la « junte et qui le serait à la nation; que Ferdinand lui avait demandé « depuis longtemps une de ses nièces en mariage et le royaume d'É- « trurie; mais que, depuis son séjour à Bayonne, *connaissant plus par- « ticulièrement ce prince*, il ne pensait pas devoir accéder à ses de- « mandes;

« Que les princes espagnols étaient partis pour la France; qu'ils lui « avaient cédé leurs droits à la couronne; qu'il les avait transmis à « son frère le roi de Naples; qu'il était important que celui-ci n'hé- « sitât pas; que les Espagnols, comme les souverains étrangers, pour- « raient penser que lui, Napoléon, *voulait entasser encore cette cou- « ronne sur sa tête*, comme il avait fait de celle de la Lombardie « quelques années auparavant sur le refus de Joseph; que la tranquillité « de l'Espagne, de l'Europe dépendait du parti que lui, Joseph, allait « prendre; qu'il ne pouvait penser que le regret de quitter un beau « pays, où il n'y avait plus de danger à courir, pût lui faire refuser un « trône où il y avait des obstacles à surmonter, mais beaucoup de bien « à faire. »

Joseph, avant d'accepter, témoigna le désir de voir les principaux membres de la junte, et en particulier ceux que Ferdinand avait amenés avec lui et qui étaient restés à Bayonne. Il voulait les interroger et connaître par eux les véritables dispositions du peuple espagnol. Tous, charmés des qualités du roi, de son instruction, de son affabilité, lui répondirent de manière à confirmer ce que lui avait dit l'Empereur des sentiments de la junte à son égard. Cet entretien avait achevé de les gagner à sa cause. Ils se portaient caution pour la nation entière. Le duc de l'Infantado, l'ami de Ferdinand VII, compromis avec lui dans la conspiration de l'Escurial, M. de Cevallos, son ministre, son conseiller le plus opiniâtre jusqu'à la fin, contribuèrent plus que personne par leurs assurances à décider Joseph (1). Les mem-

« (1) M. de Cevallos, qui avait défendu les droits de Ferdinand avec tant « de courage et de persévérance (Mém. de Joseph, t. IV, p. 291) et qui plus « tard appela par ses écrits toute l'Europe au soutien de l'insurrection des

bres de la junte, consultés tour à tour, au nombre de plus de cent, lui tinrent tous le même langage.

« Le duc de l'Infandato et M. de Cevallos, est-il dit dans les Mémoires « du roi Joseph (1), passaient pour les partisans les plus chauds de « Ferdinand. Ils se présentèrent le lendemain pour prendre congé. Jo- « seph eut un long entretien avec l'Infantado, qui finit par lui offrir ses « services (2) en lui disant qu'il voyait bien que tout ce que lui avaient « mandé ses agents de Naples, où il possédait des fiefs, était vrai, et que, « si Joseph devait être en Espagne ce qu'il avait été à Naples, nul « doute que la nation entière ne se ralliât à lui. Il l'assura qu'il trou- « verait les mêmes dispositions dans Cevallos et dans tous les membres « de la junte; *que ceux qui passaient pour être les plus chauds « partisans de Ferdinand n'avaient pour ce prince, qu'ils con- « naissaient peu et dont ils espéraient beaucoup, que cet atta- « chement d'une nation mal gouvernée qui se tourne vers celui « qui peut le plus facilement faire cesser ses maux.* Cevallos tint « à peu près le même langage à Joseph, qui vit ensuite successivement « tous les membres de la junte; ils étaient au nombre de près de cent. « Ils peignirent énergiquement les maux de leur patrie et la facilité « qu'il y aurait à les faire cesser. En effet les courtisans du père et « du fils étaient d'accord sur un seul point, l'impossibilité de vivre « ensemble sous le père ou sous le fils. Joseph seul, sacrifiant le « royaume de Naples pour monter sur celui d'Espagne, leur parais- « sait devoir accorder tous les partis, ramener et surpasser le règne « de Charles III (3).

« peuples de la Péninsule, écrivait alors à don Eusèbe Dardaxi Azara la lettre « suivante :

« J'ai eu l'honneur d'être présenté au roi, qui était arrivé hier de Naples, « et je crois que sa seule présence, sa bonté et la noblesse de son cœur, « qu'on découvre à la première vue, suffiront pour pacifier les provinces « sans avoir recours aux armes. »

(1) T. IV, p. 288.

(2) Joseph les accepta. Il accepta aussi ceux de Cevallos et des autres ministres de Ferdinand, qu'il confirma dans leurs fonctions, et nomma membres de son conseil le jour même de son avénement.

(3) « *Joseph trouva là une assemblée de notables espagnols qui tous le « prièrent de ceindre le diadème et de sauver l'Espagne.....* Le roi fut instruit « de l'état des esprits et des choses par les mêmes notables. Il chercha à gagner « leur confiance et à les faire expliquer avec franchise. *Tous le prièrent, le « supplièrent d'accepter, l'assurant que sa présence serait le signal de la « paix et de la concorde. Son entrée en Espagne devait, disaient-ils, calmer « les esprits, ramener l'opinion égarée. C'était, en un mot, ajoutaient-ils,*

Devant cette unanimité il n'y avait plus à hésiter. Déjà les Espagnols avaient été avertis par une proclamation que leur adressait l'Empereur des changements qui allaient être la conséquence du traité de Bayonne. Cette proclamation était conçue ainsi :

« Espagnols, après une longue agonie votre nation périssait; j'ai vu « vos maux ; je vais y porter remède ; votre grandeur, votre puissance « font partie de la mienne.

« Vos princes m'ont cédé tous leurs droits à la couronne des Es- « pagnes. Je ne veux point régner sur vos provinces, mais je veux ac- « quérir des titres éternels à l'amour et à la reconnaissance de votre « postérité.

« Votre monarchie est vieille, ma mission est de la rajeunir. J'amé- « liorerai toutes vos institutions, et je vous ferai jouir, si vous me se- « condez, des bienfaits d'une réforme sans froissements, sans désordre « et sans convulsions.

« Espagnols, j'ai fait convoquer une assemblée générale des députa- « tions des provinces et des villes. Je veux m'assurer par moi-même « de vos désirs et de vos besoins.

« Je déposerai alors tous mes droits, et je placerai votre glorieuse « couronne sur la tête d'un autre moi-même en vous garantissant une « constitution qui concilie la sainte et salutaire autorité du souverain « avec les libertés et les priviléges de la nation.

« Espagnols, souvenez-vous de ce qu'ont été vos pères, et voyez ce « que vous êtes devenus. La faute n'en est pas à vous, mais à la mau- « vaise administration qui vous a régis. Soyez pleins d'espérance et de « confiance dans les circonstances actuelles; car je veux que vos der- « niers neveux consacrent mon souvenir et disent : *Il est le régénéra-* « *teur de notre patrie.* »

Le 7 juillet (1) Joseph fut proclamé roi par la junte. La nouvelle constitution, dont le projet avait été soumis depuis plusieurs jours aux délibérations des députés, lui ayant été présentée, il jura d'en observer fidèlement les principes. Les députés jurèrent à leur tour. M. Thiers lui-même a fait l'éloge de cette constitution, qui, sans trouble, sans convulsions, comme le disait l'Empereur, devait assurer à l'Espagne, avec le bienfait d'une véritable indépendance, ces autres biens qu'elles a désirés depuis sans avoir pu encore les obtenir après cinquante ans de lutte et d'agitations.

« *le seul moyen de sauver ce malheureux pays de l'anarchie et des cala-* « *mités qui le menaçaient d'une ruine complète.* (Joseph, t. IV, p. 296.) »

(1) 1808.

M. Thiers dit que dans la discussion il avait été fait par les députés quelques observations dont on avait tenu compte.

« (1) Ce projet, ajoute l'illustre historien, était modelé sur la constitution de France, sauf quelques modifications appropriées aux mœurs « de l'Espagne, et contenait les dispositions suivantes :

« Une royauté héréditaire, transmissible de mâle en mâle, par ordre « de primogéniture, réversible de la branche de Joseph à celles de « Louis et de Jérôme, ne pouvant jamais être réunie à la couronne « de France, ce qui assurait l'indépendance de l'Espagne;

« Un sénat composé de vingt-quatre membres, chargé, comme ce- « lui de France, de veiller à la constitution, pourvu de la faculté de « protéger la liberté de la presse et la liberté individuelle, au moyen « d'une commission déclarant les cas dans lesquels l'une ou l'autre « de ces libertés avait pu être violée;

« Une assemblée de cortès, comprenant, sous le nom de *banc du « clergé*, vingt-cinq évêques désignés par le roi; sous le nom de *banc « de la noblesse*, vingt-cinq grands d'Espagne désignés par le roi; « soixante-deux députés des provinces d'Espagne et des Indes, trente « députés des grandes villes, quinze commerçants notables, quinze « lettrés ou savants représentant les universités et les académies, tous « élus par ceux qu'ils devaient représenter, laquelle assemblée, réunie « au moins tous les trois ans, discutait les lois et arrêtait pour trois « ans la recette et la dépense;

« Une magistrature inamovible rendant la justice d'après les formes « de la législation moderne, sous la juridiction d'une haute cour, qui « n'était autre que le conseil de Castille, conservé sous le titre de cour « de cassation;

« Enfin, un conseil d'État, régulateur suprême de l'administration, à « l'exemple de celui de France.

« Telle fut la constitution de Bayonne, qui, assurément, *était ap- « propriée et aux mœurs de l'Espagne et à son éducation politi- « que.* On n'y avait parlé ni de l'inquisition; ni du clergé, ni des droits « de la noblesse; car il ne fallait écarter aucune classe de la nation. On « laissait à la législation le soin de tirer plus tard toutes les conséquences « des principes posés dans cet acte, *qui contenait en germe la régé- « nération de l'Espagne.* »

A peine eut-on appris en Espagne que Joseph avait été proclamé que, de toutes parts, on s'empressa de lui envoyer des adresses pour le féliciter.

(1) T. VIII, p 634.

Les principaux citoyens, les corps civils et militaires semblaient rivaliser d'ardeur dans leurs protestations. Le marquis de la Romana, le même qui allait, deux mois plus tard, comme ennemi des Français, jouer un si grand rôle dans la guerre dite de l'Indépendance, se fit remarquer au milieu de ce concert si unanime par une lettre remplie des plus vives expressions de respect et de dévouement. Il était alors en Fionie, où il commandait le corps espagnol attaché aux troupes françaises en qualité d'auxiliaire, suivant les traités. On voit dans cette lettre que Joseph n'avait pas encore été reconnu officiellement par la junte lorsqu'elle fut écrite.

« Sire, disait le marquis de la Romana, la division espagnole que j'ai « l'honneur de commander en Danemark s'empresse de témoigner à « V. M., par mon organe, sa grande satisfaction de savoir qu'un frère « du grand Napoléon, du héros incomparable qu'a produit la France « a été reconnu roi d'Espagne. Son émotion a été vive en apprenant « que c'était V. M. qui allait monter sur le trône. Que V. M. me per« mette de lui adresser, au nom de toute la division, l'hommage de « notre entière soumission et de notre inviolable dévouement à sa per« sonne; c'est l'expression de nos cœurs et particulièrement de celui « qui se dit de V. M. le très-humble et très-fidèle sujet (1). »

Il n'y avait dans ces hommages, adressés en tout temps à la puissance qui s'élève, rien qui pût étonner Joseph. Il dut être surpris cependant lorsque, parmi tant de noms qui passaient sous ses yeux, il vit celui de Ferdinand VII. C'était Ferdinand en effet qui, luttant d'empressement avec les sujets du nouveau roi, avait voulu témoigner à son successeur la joie qu'il éprouvait de le voir assis sur le trône d'Espagne. Il avait écrit en même temps à l'Empereur pour le prier de présenter sa lettre à Joseph (2) :

« Sire, disait-il à Napoléon, l'objet de tous nos désirs ayant toujours « été le bonheur de la nation généreuse qui habite ce royaume, nous « ne pouvons voir à sa tête un monarque si digne et si propre par ses « vertus à le lui assurer sans en ressentir une joie bien pure. C'est « l'espoir d'être honoré de son amitié qui nous a porté à lui écrire la « lettre ci-jointe, que je prends la liberté d'envoyer à V. M. Impériale « et Royale, en la priant, après l'avoir lue, de daigner la présenter « à Sa Majesté Catholique. Une médiation aussi respectable nous as-

(1) Mém. du roi Joseph, t. IV, p. 334. « Quelques semaines après avoir écrit « cette lettre, dit l'éditeur de ces Mémoires, le marquis de la Romana tour« nait ses armes contre la France. »

(2) Mém. de Joseph, t. IV, p. 294.

« sure qu'elle sera reçue avec la cordialité que nous lui souhaitons. »

Suivait la lettre au roi d'Espagne, dans laquelle Ferdinand s'exprimait ainsi :

« (1) Sire, permettez-moi, tant au nom de mon frère (2) et de mon « oncle (3) qu'au mien, de témoigner à V. M. la part que nous avons « prise à son installation sur le trône des Espagnes. L'objet constant « de tous nos désirs ayant toujours été le bonheur de la nation généreuse qu'elle est appelée à gouverner, nous le voyons aujourd'hui « rempli par l'avénement au trône des Espagnes d'un prince que ses « vertus ont rendu si cher aux Napolitains.

« Nous espérons, Sire, que V. M. accueillera nos vœux pour son « bonheur, auquel se lie celui de notre patrie, et qu'elle voudra bien « nous accorder son amitié, à laquelle nous avons droit par celle que « nous portons à V. M.

« Je prie V. M. d'agréer le serment que je lui dois comme au roi « d'Espagne, ainsi que celui des Espagnols qui sont aujourd'hui auprès « de moi.

« De V. M. l'affectionné frère.

« Valençay, le 22 juin 1808. »

Outre ces deux lettres Joseph recevait le lendemain la supplique suivante que lui adressaient les serviteurs de Ferdinand VII sur l'ordre de leur maître (4) :

« La générosité de V. M. Catholique, sa bonté, son humanité leur « font espérer que, vu les besoins où sont tous les princes de la conti- « nuation de leurs services, dans la situation où ils se trouvent, elle dai- « gnera confirmer la permission qu'ils ont eue jusqu'ici pour cet effet « de la magnanimité de S. M. Impériale et Royale, et que V. M. Ca- « tholique, avec une égale magnanimité, daignera aussi leur conserver « leurs biens et leurs emplois en Espagne; assurés, par ce moyen, d'être « regardés comme les fidèles de V. M. Catholique et de vrais Espa- « gnols, prêts en même temps à obéir à ses moindres ordres si elle « veut les employer ailleurs. »

Il est de certaines actions que la contrainte elle-même ne saurait arracher, si ce n'est à ceux qui en s'y soumettant sont les premiers à se reconnaître, par cette obéissance, dignes du sort qui les atteint et de l'abaissement où les a précipités la fortune. Or nulle contrainte n'avait été exercée sur Ferdinand; c'était de son propre mouvement qu'il avait

(1) Mém. de Joseph, t. IV, p. 336.
(2) Don Carlos.
(3) Don Antonio.
(4) Mém. de Joseph, t. IV, p. 294.

fait cette démarche et l'avait imposée à ses serviteurs. C'était de lui-même qu'il avait écrit ces lettres, qui justifieraient seules la conduite de l'Empereur si les preuves qu'on a produites ne suffisaient pas pour l'expliquer.

Après ces déclarations, ces témoignages si solennels, Joseph n'avait plus qu'à se rendre dans son royaume. Il partit le 9 juillet de Bayonne; mais déjà les dépêches qu'il recevait annonçaient les événements les plus graves. La nouvelle de l'abdication de Ferdinand en sa faveur avait été le signal d'une explosion effroyable et que rien n'avait pu arrêter. Le pays tout entier était soulevé. C'était en vain qu'on avait compté sur la raison publique pour faire apprécier aux Espagnols les avantages du nouveau régime. Il n'y avait point de raison publique en Espagne; il n'y avait qu'une nation ignorante et fanatique, prête à égorger quiconque ne partageait pas son fanatisme. Dans les rangs élevés, il est vrai, et dans la classe moyenne se trouvaient des hommes plus instruits qui déploraient le sort de leur patrie, restée si en arrière depuis près d'un demi-siècle du mouvement des autres peuples, et qui appelaient de tous leurs vœux les réformes propres à la régénérer. Sachant bien qu'il n'y avait pas à les attendre de l'ancienne royauté, ils avaient salué avec joie cette nouvelle dynastie, qui offrait à leur patriotisme l'espérance d'un avenir meilleur. Toutefois ce n'était là que le petit nombre : ils formaient ce qu'on appelait le parti français. Nuls n'eussent été plus capables, dans des temps moins agités, de servir utilement le roi Joseph, de le seconder dans ses efforts pour rendre à l'Espagne la vie et la richesse. Mais devant ce déchaînement universel qui avait accueilli les actes de Bayonne ils ne pouvaient rien; ils étaient isolés et comme perdus au milieu de la nation. Leurs lumières même et leur modération les rendaient suspects; on les regardait comme des révolutionnaires, des ennemis de la religion. Ce peuple était le même que du temps de Philippe II; il en était encore à l'Inquisition. S'il s'était montré d'abord l'ami des Français, c'est parce qu'il espérait qu'ils feraient mourir Godoy et soutiendraient Ferdinand, puis qu'ils s'en iraient, heureux apparemment d'avoir fait ce qu'on attendait d'eux et n'ayant pas besoin d'autre récompense. La multitude n'avait rien désiré de plus dans ces dernières circonstances; ses vœux n'allaient pas au delà, et il lui importait peu, pourvu qu'ils fussent satisfaits, que l'Espagne redevînt une nation ou restât ce qu'elle était. Quant à ces abus qu'on lui proposait de détruire, il y avait longtemps qu'on lui avait appris à les considérer non pas comme faisant partie de la religion,

mais comme la religion elle-même. Vouloir y porter la main, c'était se déclarer sacrilége à ses yeux en même temps qu'on ameutait contre soi tous ceux qui en vivaient, qui avaient intérêt à les maintenir comme la source de leurs richesses et de leur crédit. Telle était donc la situation du nouveau gouvernement : c'étaient ces réformes mêmes, ces améliorations qu'il avait dessein d'introduire qui le rendaient si odieux à la masse de la population, qui allumaient toute cette fureur à laquelle il essaya vainement de résister.

Avec Ferdinand VII, au contraire, rien de pareil n'était à craindre. Il n'y avait pas à craindre qu'il songeât à aucune réforme, à aucune amélioration. Il était l'allié naturel de la multitude; il y avait longtemps qu'ils se connaissaient. Elle retrouvait en lui ses instincts, ses préjugés, ses passions. Il avait comme elle la haine des classes supérieures, sentant bien le mépris qu'il leur inspirait, et prêt, pour s'en venger et se soutenir contre elles, à chercher un appui jusque dans les derniers rangs du peuple; et le peuple ne l'avait que trop compris. Il savait que sous Ferdinand VII ce serait lui qui régnerait, que tout lui serait abandonné; qu'il pourrait à son gré disposer de la vie et de la fortune de ceux qui lui déplairaient. De là ce dévouement effréné qui, dès qu'on eut appris que Ferdinand ne régnerait pas, se traduisit par une insurrection sans exemple peut-être dans l'histoire. L'embrasement était partout. Des prédications ardentes enflammaient les esprits. Sur chaque point du territoire s'étaient formées des juntes, composées de tout ce qu'il y avait de plus violent parmi le peuple. Elles correspondaient entre elles et obéissaient à une junte centrale qui s'était constituée à Séville au nom de Ferdinand VII, s'attribuant l'autorité suprême en son absence. Toutes ces juntes s'étaient rendues maîtresses de l'Espagne en vingt-quatre heures. On avait commencé par faire massacrer dans les villes tous les Français et ceux qu'on soupçonnait de leur être attachés. Les hommes les plus distingués de l'Espagne avaient succombé, les premiers, victimes des excès de cette espèce de démagogie monarchique qui, en haine de la révolution, débutait par des forfaits aussi hideux que ceux qui avaient souillé notre révolution. A Oviédo les membres du conseil de Castille, qui s'étaient rassemblés à la première nouvelle des événements, assaillis par le peuple, étaient tombés sous ses coups. On avait traîné leurs corps dans les rues, porté leurs têtes au bout d'une pique. Le comte d'Aguilar à Valence, le capitaine général don Miguel Saavédra à Séville avaient éprouvé le même sort. Enfin le général Solano avait péri également à Séville, désigné comme un traître à cause de sa modération. C'était lui qui avait accompagné le roi et la reine lorsqu'ils avaient voulu quitter l'Espagne. Ces scènes

de meurtre se renouvelaient tous les jours aux cris de *Vive Ferdinand VII!* le seul roi légitime, le seul qu'on voulût reconnaître. Les campagnes, cependant, étaient remplies de bandes armées qui interceptaient les routes et se saisissaient des défilés, attaquaient les convois, les corps isolés. Nos généraux s'étaient portés immédiatement là où le danger était le plus menaçant. Mais, surpris par la violence du mouvement, ils n'avaient pu se concerter entre eux, et opéraient avec une incertitude qui laissait à l'insurrection tout le temps et les moyens de se développer. En certains endroits les rassemblements étaient devenus assez considérables pour tenir tête à des divisions entières de l'armée française. Joseph, arrêté à chaque pas depuis Bayonne et obligé de se faire jour à travers cette ligne de feu, n'avait pu entrer dans sa capitale qu'après la sanglante bataille de Rio-Seco, que l'Empereur crut pouvoir comparer à la bataille de Villa-Viciosa. Dans ces occasions, il est vrai, où la victoire dépend de la discipline des troupes et de l'expérience de ceux qui les commandent, les Espagnols étaient vaincus; mais, repoussés sur un point, ils reparaissaient sur un autre, et réparaient par des succès de détail la défaite qu'ils avaient éprouvée. C'était déjà une assez grande gloire que de résister aux Français, de se soutenir contre eux. Enfin la funeste journée de Baylen, cet inexplicable événement qui montrait à l'Europe qu'une armée française pouvait être vaincue et humiliée à son tour, vint mettre le comble à leur exaltation. Ils se sentaient soutenus en outre par les vœux et les sympathies des puissances qui depuis vingt-cinq ans luttaient contre nous. Ce n'avait été qu'un long cri dans les cours étrangères lorsqu'on avait su qu'un frère de l'Empereur allait occuper le trône d'Espagne. Les actes de Bayonne avaient révolté la moralité des cabinets qui s'étaient partagé la Pologne vingt ans auparavant et qui venaient de faire bombarder Copenhague. On avait compris aussitôt le parti qu'on pouvait tirer d'une insurrection qui, aux yeux des masses, si promptes à accepter certaines idées et si peu en état d'approfondir, permettait de présenter l'Empereur non-seulement comme un ennemi des rois, mais comme l'ennemi des peuples et de leur indépendance. Aussi avait-on soin de paraître plus indigné encore que les Espagnols. On louait leur résistance, leur énergie, leur héroïsme. Le jour même où la junte s'était emparée du pouvoir, elle avait déclaré la guerre à la France et envoyé en Angleterre demander du secours. Ce secours avait été accordé sur-le-champ. Les députés de la junte avaient été reçus avec acclamation dans le parlement. L'ordre avait été donné à l'amiral Collingwood de croiser devant Cadix avec ses vaisseaux; le gouvernement britannique s'engageait de plus

à faire passer incessamment une armée anglaise en Espagne. Ainsi la guerre était à peine commencée, et déjà elle changeait d'objet. Là encore c'étaient la France et l'Angleterre qui allaient se trouver en présence. L'Espagne, en les mettant aux prises sur son propre territoire, ne s'apercevait pas qu'elle ne faisait que leur offrir un nouveau champ de bataille pour vider leur querelle et que devant cette querelle, substituée à la sienne, s'effacerait bientôt, comme un intérêt secondaire, l'intérêt de son indépendance. Pour échapper à l'influence de l'une elle se soumettait au protectorat de l'autre, déguisé sous le nom d'alliance, et, lorsqu'on examine les résultats, on est fondé à se demander si elle a retiré de cette alliance tout le fruit qu'elle s'en promettait; si ce n'est pas elle qui a été l'alliée de l'Angleterre plutôt que l'Angleterre n'a été son alliée; si elle n'a pas aidé plus efficacement, par l'énergie de sa résistance, l'Angleterre à sortir victorieuse de sa lutte contre nous que l'Angleterre ne l'a aidée à conquérir une indépendance que lui garantissait la France sans exiger d'elle aucun sacrifice. La proclamation qu'on va lire, adressée aux Espagnols par les juntes insurrectionnelles, peut donner une idée des passions qui animaient ce peuple.

« Aux armes! aux armes! si vous ne voulez pas que vos femmes, « que vos filles soient violées par les barbares; que vos champs soient « ravagés et vos maisons brûlées; si vous ne voulez pas être gou- « vernés *par le code Napoléon, par un code sanguinaire, calculé* « *sur la guerre éternelle*, dont la conscription et la révolution sont « l'essence!... Armons-nous! armons-nous contre un tyran exécrable, « contre celui qui n'a ni foi ni loi! Quels droits a donc sur nous cet « étranger? Quels biens avons-nous à attendre de l'ami, du protec- « teur de Godoy? *S'il n'était pas son complice, aurait-il arraché* « *cet infâme à l'échafaud?* Celui que vous combattez est un impie! « Il a relevé le temple des Juifs, dépouillé le pape de ses domaines; « il ébranlerait l'Église si l'enfer pouvait prévaloir contre elle. Vous « combattez pour votre terre natale, vos propriétés, vos lois, votre « religion, votre vie à venir. Armez vos esprits de la crainte de Dieu. « Implorez le secours de la Vierge : la sainte Mère de Dieu ne vous « abandonnera pas dans une si juste cause! »

On n'a point à raconter ici les événements de cette guerre si fatale à notre pays; on a voulu seulement en étudier les véritables causes. Ce qui est remarquable, c'est que de toutes les pièces reproduites, soit dans les histoires générales, soit dans les mémoires qui ont

paru jusqu'à ce jour sur la guerre d'Espagne, il n'en est pas une, ayant le caractère et l'autorité d'un document incontestable, qui soit venue confirmer le jugement que le public et, après lui, les historiens ont porté sur cette affaire. Il n'en est pas une dont on puisse se servir comme d'une preuve pour démontrer que le but de l'Empereur a été de s'emparer de la couronne d'Espagne pour la placer sur la tête d'un des membres de sa famille, à l'exclusion de la dynastie régnante. Si toutes ces pièces n'étaient que des pièces officielles destinées à être publiées, le doute serait permis : le gouvernement le plus sincère peut être forcé bien souvent, dans un grand intérêt public, de donner le change à sa nation elle-même aussi bien qu'aux étrangers sur ce qu'il se propose de faire. Mais à côté des pièces officielles se trouvent des notes, des instructions secrètes où l'Empereur dévoile sa pensée tout entière et où elle se trahirait elle-même s'il n'était obligé de la dévoiler pour la parfaite exécution de ses volontés, et par conséquent le succès de ses combinaisons, quelles qu'elles soient. Or ces notes, ces instructions ne contiennent rien que ce qu'on a vu dans les autres pièces; c'est partout le même langage, et, avec quelque soin qu'on les examine, on n'y rencontre pas une ligne offrant la trace de ces desseins, de ces projets si promptement imaginés par l'opinion et transformés par elle en une vérité si évidente. On est surpris, quand on les lit, qu'on les rapproche les unes des autres, que cette erreur ait pu se soutenir devant des témoignages si clairs, si précis, qui permettent si bien d'apprécier les motifs de l'Empereur, les considérations supérieures qui le faisaient agir et ne lui laissaient pas le choix sur le parti qu'il avait à prendre. Jamais documents historiques peut-être n'ont jeté plus de jour sur la conduite d'un personnage politique, sur un fait obscur et dont on avait peine à démêler les causes. Il suffit de les placer à leur date pour suivre l'Empereur pas à pas, au milieu de ces événements, depuis le jour où, en sa qualité de premier Consul, il commença à entrer en relations avec la cour d'Espagne jusqu'au jour où, par suite de l'abdication de la famille royale et de Ferdinand VII, il appela son frère à régner sur l'Espagne. On le voit d'abord témoignant sa sympathie au vieux roi, donnant les meilleurs conseils à cette cour, et les plus désintéressés, pour se régénérer elle-même en régénérant son pays. Nul dessein par conséquent, nulle vue sur l'Espagne; sinon, pourquoi ces conseils? pourquoi enseigner à ce gouvernement par quels moyens il pourrait se conserver? N'aurait-il pas cherché, au contraire, à le tromper, à le faire persévérer dans les voies qu'il suivait, pour le compromettre davantage aux yeux des peuples et hâter une révolution qui livrerait forcément l'Espagne à la

France? Ne se serait-il pas appliqué à exciter les passions de la famille royale, à entretenir ses divisions intestines? N'aurait-il pas fait enfin ce qu'on fit lorsqu'on voulut s'emparer de la Pologne et qu'on en préparait de loin la ruine et le partage. Loin de là; il n'y songe pas, et tout indique dans sa correspondance que ce n'est pas de ce côté que sont tournés ses regards. Il n'y songe même pas plus tard, lorsque la proclamation du prince de la Paix est venue lui montrer que cette cour si prodigue de protestations, d'assurances de dévouement; que cette cour dont il n'a rien exigé, qu'il n'a ni menacée ni provoquée, à laquelle il n'a manifesté que de la bienveillance ne pense qu'à le trahir, à saisir la première occasion favorable pour faire cause commune avec ses ennemis. Qui eût pu le blâmer alors si, apercevant la nécessité de rattacher l'Espagne au système politique de la France, il eût pris, comme Louis XIV, tous les moyens propres à le conduire à ce but. Il y en avait un même qui le dispensait de ces lentes combinaisons fondées sur l'avenir et qui ne peuvent se réaliser que dans un temps plus ou moins éloigné; c'eût été de déclarer la guerre au roi Charles IV. La menace seule d'une guerre avec la France eût suffi pour renverser ce gouvernement, insupportable à la nation elle-même, et qui, dans son admiration pour Napoléon, encore augmentée par la victoire d'Iéna, eût été la première peut-être à lui demander un roi. Il ne le fait pas cependant: non-seulement il ne déclare pas la guerre, mais, au lieu de se demander si cette famille peut continuer à régner, il conclut avec elle un traité qui consacre le principe de sa perpétuité sur le trône en reconnaissant au roi Charles IV un titre qu'il n'a pas encore porté. Le prince de la Paix lui-même, l'auteur de la proclamation de 1806, est créé prince souverain. L'allié le plus fidèle, le plus dévoué à la fortune et à la puissance de son allié eût-il fait davantage? Mais rien ne peut prévaloir contre la destinée qui a marqué l'heure de cette dynastie. A peine ce traité qui devait la relever a-t-il été signé que déjà elle n'existe plus. Une conspiration a éclaté; le fils a détrôné son père. Le père, qui n'a cédé la couronne que par peur, veut encore être roi. Ils viennent se jeter d'eux-mêmes aux pieds de l'Empereur, entraînés par leur haine et leur pusillanimité, indignes également de cette couronne dont chacun consent à être privé pourvu que l'autre ne la possède pas. Toute cette famille en un mot vient lui donner le spectacle de sa honte et de son abaissement moral. Et quel choix à faire que le choix entre ce père et ce fils? Quelle garantie obtenir d'eux? L'un l'a déjà trahi, l'autre le trahira bien plus encore. Incapable de gouverner son royaume, il ne saura que le vendre aux Anglais. Là en effet était la question, et l'Empereur avait bien été obligé

d'y réfléchir. L'Espagne, faible comme elle l'était et hors d'état de se protéger elle-même, devait subir l'influence de la France ou de l'Angleterre; il fallait qu'elle fût entraînée dans la sphère d'activité de l'une ou de l'autre : cela est si vrai que, quand elle a voulu échapper à la France, c'est dans les bras de l'Angleterre qu'elle s'est jetée. Or, dans cette situation que pouvait faire l'Empereur et que voulait-on qu'il fît? Car c'est là tout le secret de sa conduite; voilà les faits tels qu'ils sont exposés dans les pièces, et il n'y en a pas d'autres. Ces pièces on les a lues. Elles montrent l'Empereur pris au dépourvu comme tout le monde par les événements, dominé par eux et forcé de les suivre, quoiqu'incertain, ne voulant rien précipiter, voulant voir et ne se décidant qu'après avoir vu. De projets d'usurpation, de guet-apens, pas un mot, pas une ligne, rien qui puisse autoriser même le soupçon; et ce dont il y a lieu d'être surpris, c'est que la plupart des historiens, en citant ces pièces, ne laissent pas de conclure dans le sens de l'opinion, comme si elles n'étaient pas le meilleur argument à opposer à cette conclusion. C'était un devoir sans doute de faire connaître l'état des esprits à cette époque. Mais parce que tel fait, tel acte de gouvernement ont été blâmés par les contemporains, cela veut-il dire que les contemporains aient eu raison de le blâmer? L'opinion ne se trompe-t-elle jamais et ne s'est-elle jamais trompée dans ses appréciations sur les événements, soit avant, soit après la guerre d'Espagne? Serait-ce la première fois que le public, dans la promptitude de ses jugements, alors même que ce ne sont pas ses passions qui l'emportent, aurait prononcé avant d'avoir pris le temps de s'éclairer. Et cependant c'est la première fois, peut-être, que ce jugement si précipité a été pris pour une preuve par les historiens. Il devient pour eux l'objet d'une préoccupation à laquelle ils n'essayent même pas de se soustraire et qui est si forte que, loin de contrôler, comme c'est l'ordinaire, l'opinion par les documents, ils semblent ne s'être appliqués qu'à contrôler les documents par l'opinion.

L'opinion, il est vrai, a condamné l'Empereur. Mais l'histoire veut des témoignages irrécusables; sinon, elle s'abstient et attend que la lumière se fasse. Or, si de pareils témoignages existent, il faut bien admettre que l'opinion a jugé sans les connaître, puisqu'ils n'ont pas encore été produits, et lors même qu'elle persisterait dans son jugement, ce n'est que le jour où elle aura pu l'autoriser d'une de ces preuves qu'il aura toute la force qu'on lui a prêtée jusqu'ici.

Si la politique suivie par l'Empereur eût été une politique nouvelle, on n'aurait point à s'étonner qu'elle n'eût pas été comprise. Mais cette politique avait été celle de Louis XIV; elle avait été celle du duc de

Choiseul lorsqu'il conclut le Traité de Famille, tant il est vrai que la question était une question essentiellement nationale, c'est-à-dire indépendante de l'ambition personnelle du souverain et de ses vues particulières pour l'agrandissement des membres de sa famille. Tant il est vrai que cette politique, suivant la parole de l'illustre auteur de l'Histoire du Consulat et de l'Empire, était la politique naturelle de la France. Et n'a-t-elle pas été également celle de la Restauration en 1823? Car une sorte de fatalité semble s'être attachée à tous les actes des gouvernements appelés depuis le commencement de ce siècle à exercer une influence sur les destinées de l'Espagne. En 1809 on accusait l'Empereur d'avoir attenté à l'indépendance des Espagnols en leur ôtant Ferdinand VII et en voulant, disait-on, introduire la révolution dans leur pays à la suite de son frère. Quinze ans plus tard, au contraire, on accusait la Restauration d'attenter à leur indépendance parce qu'elle s'efforçait de remettre sur le trône ce même Ferdinand qui n'avait pu s'y maintenir, ainsi que l'avait prévu l'Empereur, sans en avoir été dépossédé cette fois par un étranger et sans que la nation qui l'en avait vu tomber eût fait le moindre effort pour l'y replacer. Mais quelle est donc cette indépendance et où se trouve-t-elle au milieu de tout cela? L'Angleterre, d'un autre côté, qui avait soutenu, en 1809, l'Espagne monarchique et religieuse contre l'Empereur, soutenait, en 1823, l'Espagne révolutionnaire contre le gouvernement français, et cette fois encore sous le prétexte de faire respecter son indépendance. Ces contradictions seraient inexplicables si l'on ne voyait pas qu'il s'agissait comme toujours de savoir laquelle des deux puissances obtiendrait sur l'Espagne cette influence que la France cherchait à s'assurer dans l'intérêt de sa sécurité du côté du midi et que l'Angleterre lui disputait dans un intérêt contraire. C'est ainsi que le même but peut être poursuivi sous des formes différentes; et il ne faut pas oublier que les principes qui règlent la politique extérieure d'une nation ne sont nullement ceux qui règlent sa politique intérieure. Une nation peut, quand elle le veut, changer la nature de ses institutions, passer de la monarchie à la république ou de la république à la monarchie, les abandonner et y revenir encore après les avoir abandonnées de nouveau; elle peut, suivant ses préjugés, ses passions du moment, tenter toutes les expériences et rechercher dans l'application des théories qui l'ont séduite une plus grande somme de bonheur et de liberté qu'elle ne croit l'avoir obtenue jusque-là; mais il n'en est pas de même de sa politique extérieure, qui tient à des conditions immuables et qu'il ne dépend pas d'elle de modifier comme la forme de son gouvernement. Elle tient, avant tout à sa situation géographique, d'où

naissent, il est vrai, les avantages qui font sa force et sa richesse, mais aussi les dangers qui la menacent et qu'elle est sans cesse obligée de prévenir ou de repousser. De là ces liens si intimes et si extraordinaires en apparence entre une monarchie et une république, entre un état républicain et un état despotique, entre la France et la Turquie depuis François Ier, entre Richelieu et les États protestants de l'Allemagne, entre Louis XIV et les Suédois, malgré le siége de la Rochelle et la révocation de l'édit de Nantes. De là cet ordre donné par la Convention de protéger les chrétiens du Levant, parce que les chrétiens du Levant c'était la France en Orient. De là cette solidarité entre les divers gouvernements qui se succèdent dans un même pays, et qui fait que chacun, malgré la différence d'origine et de système, est contraint de marcher à son tour dans la voie où a marché son prédécesseur. De là enfin, à l'égard de l'Espagne, cette politique suivie aussi bien par Napoléon que par Louis XIV, par la Restauration que par Napoléon, sous le drapeau tricolore comme sous le drapeau blanc, parce qu'au milieu de tous ces changements, de ces révolutions, de ces chutes de dynasties il y avait un intérêt qui n'avait pas changé, qui ne pouvait pas changer, un de ces intérêts qui n'importent pas moins au souverain, quel qu'il soit, qu'au pays dont il est le chef et le représentent. Cet intérêt, c'était de ne pas laisser l'Angleterre faire de l'Espagne une de ses provinces comme le Portugal; de ne pas permettre que l'Espagne devînt une route perpétuellement ouverte, une sorte de camp, de position militaire d'où une armée étrangère pût, quand elle voudrait, s'élancer sur la France. On doit ajouter qu'en 1823 la situation, en ce qui touchait les vices du gouvernement espagnol et la condition intérieure du pays, était tellement la même qu'en 1809 que la Restauration avait été frappée comme l'Empereur de la nécessité d'y apporter remède. Elle avait si bien compris que, pour assurer la solidité du trône, il fallait refaire la nation en quelque sorte, l'un ne pouvant exister sans l'autre, qu'elle voulut, à l'exemple de Napoléon, doter l'Espagne de ces institutions qu'il lui avait offertes en 1809. L'ordonnance d'Andujar, en effet, contenait le principe de toutes les réformes jugées indispensables par l'Empereur; elle était assez libérale pour que la Restauration ait été accusée, elle aussi, par ses propres partisans, de n'avoir envoyé des troupes en Espagne que pour y faire triompher la révolution.

Quant à l'indépendance de l'Espagne, il est certain, si elle eût existé réellement, qu'elle eût été violée deux fois par la France depuis cinquante ans, la première fois lorsque la France s'efforça de donner aux Espagnols un roi dont ils ne voulaient pas, la seconde lorsqu'elle

vint leur rendre un roi dont ils ne voulaient plus, puisqu'ils l'avaient laissé tomber. Il n'eût pas été plus difficile au peuple espagnol de se soulever en 1823 contre les Cortès qui retenaient Ferdinand VII prisonnier à Cadix que contre Napoléon qui était censé l'avoir attiré à Bayonne et le retenir en France malgré lui en 1809. Mais il faut s'entendre sur ce mot, qui a besoin d'être expliqué. Quelles sont les véritables conditions de l'indépendance d'un peuple, et dans quel cas ce peuple peut-il disposer de lui comme il lui plaît, sans que l'étranger soit fondé à aucun titre et sous aucun prétexte à intervenir dans ses affaires? N'est-ce pas quand il peut se passer de l'étranger et vivre de sa propre vie sans recourir à cette intervention? N'est-ce pas quand il peut opérer lui-même tous les changements qui lui paraissent nécessaires, et remplacer à son gré les rois et les princes qui le gouvernent sans avoir besoin de personne pour lui prêter la main? sans que le parti vainqueur soit obligé, comme il arrive si souvent, pour se soutenir, ou le parti vaincu, pour se relever, de chercher au dehors une protection, un point d'appui? Or, telle n'était pas, il s'en fallait de beaucoup, la position de l'Espagne en 1809. Il y avait déjà bien près d'un demi-siècle que cette nation, si grande en d'autres temps, semblait avoir achevé sa carrière. Elle ne comptait plus politiquement en Europe. Elle ne savait plus se gouverner, s'administrer elle-même; elle ne pouvait supporter son gouvernement et ne savait pas s'en donner un autre. Elle n'espérait que dans l'étranger. Elle n'imposait plus à ses ennemis et ne secondait pas ses amis. Une alliance avec elle n'était que l'obligation de s'occuper d'elle sans cesse, de l'aider, de la secourir dans ses embarras, de réparer ses fautes, sans avoir le droit de les empêcher et sans être sûr de sa reconnaissance. Elle avait laissé périr dans ses mains ces éléments de force, de richesse, d'organisation régulière qui sont la vie d'une nation et constituent son indépendance. Car l'indépendance n'est qu'à ce prix pour les peuples comme pour les individus; elle ne s'obtient et se conserve qu'au prix d'une activité continue, du travail, de la persévérance dans les efforts. Au particulier que l'âge ou la faiblesse de ses facultés ont mis hors d'état d'administrer ses biens la loi civile impose une tutelle. Il en est de même pour les nations devenues incapables de se conserver par leur propre énergie; il faut qu'elles subissent une tutelle, et l'Espagne en était arrivée là. Cette indépendance n'existait plus par le fait, et la nation était tombée à son tour sous le coup de cette loi.

Il ne faut pas conclure de ce principe qu'il soit permis de dépouiller une nation parce qu'elle est devenue faible. Aussi ne s'agissait-il pas de dépouiller l'Espagne ou même de l'envahir en 1809. Il s'agissait, au

contraire, de lui rendre sa puissance par un emploi plus intelligent de ses ressources et au moyen des améliorations que devait apporter et qu'aurait apportées avec lui le nouveau régime. Qui pouvait assurer même que cette puissance, une fois reconquise, elle ne la tournerait pas contre nous? N'avait-on pas vu Philippe V, quelques années après la mort de Louis XIV, déclarer la guerre à la France? Tous les historiens ont été d'accord sur ce point, tous reconnaissent combien il eût été désirable pour l'Espagne que les réformes proposées par l'Empereur pussent se réaliser. On n'a pas voulu voir toutefois dans les intentions de Napoléon un motif suffisant de justification; rien n'a pu prévaloir contre l'idée d'une prétendue atteinte portée à l'indépendance du peuple espagnol. On a dit qu'une nation avait beau être pauvre, ignorante, misérable, s'il lui plaisait de rester dans cet état, on n'avait pas plus le droit de l'en retirer qu'on aurait le droit de l'y plonger dans d'autres circonstances. Sans doute si cette nation, satisfaite de son abaissement, consent à s'éteindre tranquillement sans devenir un embarras pour les voisins, sans abuser de sa faiblesse comme elle a pu le faire autrefois de sa force, c'est-à-dire en menaçant perpétuellement de se livrer à l'un ou à l'autre, en les tenant en échec par cette menace, de manière à obtenir d'eux au temps de sa décadence plus qu'elle n'a obtenu au temps de sa prospérité. On ne doit pas oublier que le danger ne vient pas toujours des armées qu'une nation peut mettre en mouvement contre ses ennemis ou ceux dont elle veut envahir les possessions: il vient encore, lorsqu'elle a cessé d'être redoutable au point de vue militaire et que le temps est passé où elle avait des armées, de l'abandon qu'elle peut faire d'elle-même à l'une des puissances qui l'entourent au détriment de toutes les autres. Car, si ses forces n'existent plus, il y a son sol, qui n'a pas disparu avec elles et qui n'est devenu stérile que parce qu'elle ne sait plus le féconder; il y a, on le répète, sa position géographique, qui n'a pas changé, parce qu'elle n'en sait plus tirer le parti qu'elle en a tiré autrefois dans l'intérêt de sa défense et bien souvent de son ambition. Or, qu'un autre vienne, appelé par elle et sachant profiter de ces avantages; le jour où elle les lui aura abandonnés, elle ne se sera pas seulement livrée elle-même, elle lui aura livré les autres peuples avec elle. Elle l'aura rendu presque leur maître: en ajoutant à ses forces une force nouvelle, elle lui aura donné les moyens de les dominer, de les inquiéter dans leur indépendance, de peser sur la destinée de tous. N'appartient-il pas, dans ce cas, au souverain dont la nation est le plus menacée de faire tous ses efforts pour empêcher ce malheur? N'est-ce pas son devoir le plus rigoureux, le plus étroit? Si l'équité ne permet pas au plus fort d'attaquer le plus faible, elle lui permet au moins de se

mettre en garde contre le mal que lui peut faire celui-ci malgré sa faiblesse. Et quel meilleur moyen que celui adopté par l'Empereur pour résoudre ces difficultés. Ce moyen conciliait tout; l'Espagne n'était pas sacrifiée; elle ne perdait rien; elle gagnait au contraire. Ce n'était plus une nation épuisée et qui a consacré sa déchéance par une sorte d'aliénation forcée; c'était une nation qui se relève, qui voit un nouvel avenir ouvert devant elle et reprend possession d'elle-même pour occuper au milieu des peuples un rang digne d'elle et digne de son passé. La France, il est vrai, obtenait les garanties qu'elle pouvait légitimement désirer. Mais n'était-il pas naturel qu'elle les obtînt, et n'était-ce pas elle au fond qui faisait les véritables sacrifices? Ces garanties, en effet, étaient purement morales; elles ne coûtaient rien au peuple espagnol; c'était à peine si elles engageaient sa volonté pour l'avenir, tandis que les réformes, les améliorations qui allaient être la conséquence du nouveau régime, ce n'était que par l'appui de la France et à l'aide de ses ressources, au moins pendant les premières années, qu'elles pouvaient être accomplies. Où donc est l'injustice, où est la perfidie dans cette combinaison? Qu'elle ait été blâmée par les ennemis de la France, qu'elle ait servi de texte à leurs accusations, on le conçoit; leur rôle n'était pas d'approuver l'Empereur quoi qu'il fît. Mais en France! c'est qu'il est plus difficile de ce comprendre. Que pouvait-il faire de mieux, on le demande encore? L'illustre auteur de l'Histoire du Consulat et de l'Empire a établi lui-même le principe au sujet de ces changements, de ces substitutions qui, tantôt dans un État, tantôt dans un autre, viennent interrompre, en certaines circonstances, l'ordre de la succession à la couronne.

« Assurément, dit-il (1), si l'on jugeait ces actes d'après les prin-
« cipes de la morale ordinaire, qui rend sacrée la propriété d'autrui, il
« faudrait les flétrir à jamais. *Mais les trônes sont autre chose qu'une*
« *propriété privée; on les ôte ou on les donne par la guerre et par*
« *la politique*, ET QUELQUEFOIS AU GRAND AVANTAGE DES NATIONS DONT
« ON DISPOSE AINSI ARBITRAIREMENT. »

La fureur avec laquelle les Espagnols se soulevèrent en 1809 contre les réformes que réclamait l'état de leur pays et que leur apportait la France montre suffisamment quel fut le véritable caractère de cette guerre; ce fut une guerre de fanatisme, et il est difficile de n'en être pas convaincu quand on a étudié les faits. Le propre d'une guerre d'indépendance, lorsqu'elle a été heureusement soutenue, est d'assurer le triomphe des principes au nom desquels a combattu le peuple qui s'est levé

(1) T. VIII, 475.

pour les défendre. Or, on sait ce que devinrent ces principes en Espagne presque aussitôt après la guerre de 1809. On sait ce que le peuple espagnol, le premier, fit de ces institutions monarchiques et religieuses pour lesquelles il avait versé son sang quelques années auparavant, comme si à leur conservation eût été liée l'existence même de son indépendance. On eût dit qu'elle était là tout entière et que les deux idées s'étaient confondues dans l'esprit de la nation ; et cependant c'est ce même peuple qui, délivré par la guerre de la crainte de ces réformes qu'il a repoussées avec tant d'énergie comme des présents de la révolution, les demande tout à coup, fait des révolutions et verse autant de sang pour les obtenir qu'il en a versé pour les écarter. Le roi Joseph avait eu soin, sur l'avis de l'Empereur et pour ne pas blesser l'amour propre national, de n'admettre auprès de lui que des Espagnols. Ses ministres avaient été ceux de Ferdinand VII, tous les agents de son gouvernement étaient Espagnols. Quelle est donc la raison de cette résistance, qui ne saurait s'expliquer, à défaut d'autre motif, par le besoin d'opérer soi-même et sans le secours d'autrui tout le bien qui doit être fait? A quelle cause l'attribuer si ce n'est à un transport de fanatisme aveugle, et comment cette guerre a-t-elle été prise pour une guerre d'indépendance? N'était-ce pas plutôt une guerre comme celle de la Vendée en 1793. Et l'on sait de quels termes on s'est servi pour flétrir les Vendéens, qui n'avaient pas défendu autre chose, à cette époque, que ce que les Espagnols crurent défendre seize ans plus tard, c'est-à-dire leurs mœurs et leur religion très-réellement attaquées, tandis que l'Empereur n'entendait pas mettre en péril les mœurs ou la religion des Espagnols. Il était juste, il était raisonnable que la Vendée succombât ; tout devait céder devant cette grande loi de l'unité nationale : chez les uns et les autres d'ailleurs le courage fut admirable. Mais, si la guerre de la Vendée n'eut pour principe que le fanatisme des Vendéens, comment se fait-il qu'en France même on ait donné un autre nom à la guerre que nous firent les Espagnols en 1809.

On peut se rendre compte cependant de l'erreur où tomba l'opinion au sujet de la guerre d'Espagne par l'état des esprits à cette époque. Il y avait déjà seize ans que la guerre avec l'Europe avait commencé : tous les vœux, tous les désirs étaient tournés vers la paix ; l'opinion la voulait comme elle veut toutes choses, c'est-à-dire à l'heure même et sans examiner, toujours prompte à s'irriter et à accuser dès qu'elle n'est pas obéie, sauf à regretter plus tard de l'avoir été. On avait compris les causes de la guerre lors de la Révolution ; on ne comprenait pas qu'avec l'Empire la paix ne fût pas revenue. On ne s'apercevait pas que c'était la même querelle qui continuait, et que, si l'Empire avait

apporté de grands changements dans les institutions et le mode de gouvernement de la France, il n'en avait apporté aucun dans l'état de nos relations avec les puissances européennes. Parce que les gouvernements peuvent beaucoup, on n'est que trop disposé à croire qu'ils peuvent tout. On s'était donc imaginé qu'il dépendait de l'Empereur de conclure la paix, une paix durable, et que ce qui l'en empêchait, c'était ce désir immodéré de gloire qui l'entraînait sans cesse à de nouvelles guerres pour se rendre plus grand aux yeux de l'univers par de nouvelles victoires et de nouvelles conquêtes. On avait bien vu qu'en 92 c'était l'Europe qui avait attaqué la France; mais depuis quelques années on était persuadé que c'était Napoléon qui attaquait l'Europe, comme s'il n'avait pas eu à la paix le même intérêt que la nation! Ce sentiment prit une nouvelle force lorsqu'après la paix de Tilsitt éclata la guerre d'Espagne. On avait été très-indifférent d'abord au sort de la famille royale d'Espagne. On ne la connaissait pas, et il est certain que sans l'insurrection dont sa chute fut le prétexte et à laquelle on devait si peu s'attendre on n'eût guère songé à s'y intéresser. Mais lorsqu'on vit la guerre engagée, on éprouva le besoin de la plaindre par le besoin de condamner l'Empereur. On se gardait bien de remonter aux causes; c'était une nouvelle guerre, et l'on ne voulait plus de guerre; cela suffisait pour qu'il fût convaincu de l'avoir suscitée. C'est alors qu'on s'associa par un déplorable entraînement au cri poussé par les puissances étrangères. On se faisait leur écho. On s'était mis avec elles du parti des Espagnols contre l'Empereur; on le blâmait avec des raisons tirées des discours des ministres anglais ou des notes officielles de la chancellerie autrichienne, tandis que l'Angleterre et l'Autriche, dans leurs manifestes, s'autorisaient du témoignage même de la France Ainsi se forma cet étrange concert où amis et ennemis semblaient s'être réunis pour confondre leurs voix, et la faute de l'Empereur paraissait d'autant plus évidente que la guerre était moins heureuse. L'opinion des contemporains a prévalu jusqu'à ce jour; elle a acquis la force d'une vérité irrécusable; ils ont transmis à la génération présente leurs préventions sur cette affaire.

C'est à l'histoire à juger si cette opinion est fondée. Elle décidera si la politique suivie par l'Empereur était la seule qu'il pût suivre, la plus naturelle, la plus légitime, à l'abri même de tout reproche du côté des moyens, ou s'il n'y faut voir que l'excès d'une ambition qui n'a plus de bornes et ne veut plus conquérir que pour conquérir. N'est-ce pas ainsi, en effet, que cette politique a été interprétée. Le sort de l'Espagne ne l'a que trop justifiée depuis quarante ans. La nation es-

pagnole a assez d'énergie sans doute, elle a assez de ressources et de persévérance pour atteindre le but qu'elle poursuit depuis cette époque; mais ce but pouvait être atteint il y a quarante ans, et qui sait si, en se rappelant tant de sang répandu, elle n'est pas la première à regretter les efforts qu'elle a faits pour l'éloigner.

L'Empereur ne resta que deux mois en Espagne.

L'insurrection était partout victorieuse. Nos généraux, surpris par la violence du mouvement, s'étaient vus débordés de tous côtés. Pour la première fois depuis près de vingt ans, nos soldats avaient fléchi devant l'ennemi. La journée de Baylen venait d'imprimer à notre drapeau la première tache qu'il eût reçue depuis que la France s'était levée pour repousser les efforts de la coalition. Le roi Joseph, à peine arrivé dans sa capitale, avait dû la quitter et revenir vers les provinces de l'Èbre.

La nouvelle de cet échec avait été accueillie avec un égal enthousiasme par les puissances étrangères, attentives et se réjouissant d'apprendre que les Français n'étaient pas invincibles. Ces succès obtenus contre nous avaient exalté jusqu'au délire l'orgueil de la multitude espagnole.

L'Empereur sentit la nécessité de se mettre à la tête de son armée et de diriger lui-même les opérations. Aussitôt tout changea : sa présence avait rendu aux troupes leur confiance accoutumée. Elle avait fait taire les rivalités, imposé silence à toutes les prétentions. L'ordre était revenu dans le commandement; chacun avait repris son sang; on ne songeait plus qu'à obéir et à exécuter. Les forces de l'insurrection s'élevaient à environ cent quatre-vingt mille hommes, divisés en trois armées. La première était commandée par Castaños, les deux autres par Palafox, Blacke et Belvéder, ce dernier placé à la tête d'une division importante, chargée de défendre les approches de Burgos. Une armée anglaise en outre, débarquée à Lisbonne, s'avançait pour soutenir les Espagnols.

L'Empereur était arrivé le 7 (1) à Vittoria. Le 8 l'armée reprenait son mouvement. Deux jours après Belvéder, attaqué par le maréchal Soult, était culbuté et laissait entre nos mains son artillerie et ses munitions. Une partie de sa division était prisonnière; le reste était tombé sur le champ de bataille. Nos troupes entraient dans Burgos. Le lendemain le maréchal Victor, lancé au-devant de Blake, remportait à Espinosa une victoire aussi complète. C'était la seconde armée espagnole détruite en deux jours. Restait l'armée commandée par Castaños et qui s'étendait de Tudela à Taranzona. Elle était forte de cinquante

(1) 7 novembre 1808.

mille hommes et avait quarante pièces de canon. « Cette armée, dit « M. Bignon, était répartie sur un trop grand espace de terrain, faute « qui n'échappa point au maréchal Lannes. L'attaque fut en conséquence « dirigée contre le centre; la ligne fut bientôt rompue; et le désordre « se mit dans les rangs. Un bulletin de l'Empereur, ajoute l'historien, « résume avec précision les événements que nous venons de ra- « conter. »

« Le combat de Burgos, est-il dit dans ce bulletin, avait frappé le « centre de l'ennemi, la bataille d'Espinosa la droite, la bataille de « Tudela la gauche. La victoire a ainsi foudroyé et dispersé toute la « ligne ennemie. »

Ces résultats avaient été obtenus en douze jours. Nulle part les troupes de l'insurrection n'avaient pu tenir contre nous. Elles ne présentaient qu'une masse confuse et indisciplinée, bonne tout au plus pour l'émeute, mais incapable de résister à des forces régulières; et cette masse, comme il arrive toujours après la défaite, était convaincue que ses chefs l'avaient trahie. Sa fureur se tourna contre Palafox, qui faillit être égorgé et ne put se sauver qu'en résignant son commandement. Le général Pignatelli fut assassiné. Le désordre était parmi nos ennemis; il n'y avait plus de chefs, plus de soldats; les juntes ne s'entendaient plus; l'insurrection était presque anéantie. C'était à peine si des cent quatre-vingt mille hommes qu'elle avait rassemblés il lui en restait quinze mille.

Il y avait encore une bataille à livrer avant d'arriver à Madrid.

« Il fallait, dit M. Bignon (1), franchir une barrière posée par la nature « et qui, défendue par une poignée d'hommes, eût pu être inexpugnable, « le passage de la Somo-Sierra. Ce passage était gardé par le général « Saint-Jean, qui avait douze mille hommes sous ses ordres. Ses dispo- « sitions étaient bien prises. Seize pièces d'artillerie, rangées dans le « col du défilé, balayaient tout l'escarpement de la montagne; son in- « fanterie, avantageusement placée sur la droite et la gauche, était « couverte par des retranchements dans les parties les plus couvertes « de la position. Ce n'était pas le général qui manquait aux soldats; « ce furent les soldats qui manquèrent au général. Le 30 novembre « l'avant-garde française arriva au pied de la montagne. Le lende- « main, à la pointe du jour, quelques bataillons d'infanterie atta- « quèrent simultanément la droite et la gauche de l'ennemi, tandis que « d'autres bataillons s'avançaient sur la chaussée vers le centre. Sur « tous les points le feu était très-vif. Un épais brouillard, mêlé

(1) *Hist. de France*, t. 8, p. 46.

« à la fumée de l'artillerie, voilait le théâtre de l'action et l'action elle-
« même. L'Empereur s'était porté sur le terrain ; des boulets tombaient
« auprès de lui ou passaient sur sa tête. Voyant que l'attaque faisait
« peu de progrès et impatient d'un succès disputé, il ordonna aux
« lanciers polonais de monter sur la chaussée et d'enlever les batteries
« espagnoles. Les lanciers s'élancent à sa voix. Le premier escadron
« éprouve quelque désordre ; mais ceux qui le suivent l'ayant bientôt
« soutenu, ils arrivent au galop sur les batteries et s'en emparent : les
« Espagnols fuient, abandonnant leurs munitions, leurs bagages et
« beaucoup de prisonniers. Cette charge des lanciers polonais est un
« des plus beaux faits d'armes dont jamais la cavalerie ait donné
« d'exemple. Les restes du corps espagnol, entraînés par la peur
« jusqu'à Talavera de la Reyna, comblèrent leur honte par le massacre
« de leur malheureux général. »

Trois jours après, le 2 décembre, l'armée française était devant Madrid. M. Bignon a décrit l'agitation qui régnait dans cette ville à l'approche des Français. Nous ne pouvons mieux faire que de lui emprunter encore cette partie de son récit.

« L'anarchie était partout, dit-il, dans l'armée comme dans le gou-
« vernement. Toutes les juntes étaient divisées entre elles, et elles
« méconnaissaient l'autorité de la junte centrale qui s'était réunie à
« Aranjuez sous la présidence du vieux comte de Florida-Blanca. Cette
« junte s'était décréditée elle-même en s'occupant bien plus des titres
« et des appointements de ses membres que de la direction des affaires et
« des intérêts généraux de l'insurrection. Elle avait décidé que chacun
« de ceux qui la composaient aurait le titre d'*Excellence*, son président
« le titre *d'Altesse* et le corps en masse celui de *Majesté*. Dans les mo-
« ments de crise les hommes les plus violents sont ceux qui exercent
« le plus d'empire. Deux hommes de cette trempe, avides et féroces à
« la fois, Calvo et Tilly, subjuguaient leurs collègues et faisaient seuls
« la loi. Florida-Blanca et Jovanellos tremblaient devant eux. A la nou-
« velle des désastres des armées espagnoles, la junte s'enfuit d'Aran-
« juez pour se réfugier à Badajoz.

. . . . . « Même avant l'approche des Français la plus
« grande confusion régnait dans cette capitale. Les massacres y avaient
« commencé sur les soupçons les plus absurdes. C'était le régime de la
« canaille. Quarante mille paysans, qui s'étaient jetés dans la ville, et la
« multitude, qui n'a rien à perdre, comprimaient par la terreur les proprié-
« taires et les paisibles habitants. Nuit et jour les cloches appelaient le
« peuple à une guerre d'extermination. On dépavait les rues ; on élevait
« des barricades ; on crénelait les maisons ; on matelassait les fenêtres ;

« tout semblait annoncer que, si les Français devaient pénétrer dans Ma-« drid, ils n'y entreraient qu'au milieu des flots de sang et sur des mon-« ceaux de cadavres. A son arrivée sur les hauteurs qui dominent la ville, « le duc d'Istrie avait, par ordre de l'Empereur, envoyé un officier pour la « sommer de se rendre. Le parlementaire eût été égorgé sans le dévoue-« ment de quelques soldats, que révoltaient les fureurs populaires. Vers « minuit un major espagnol, prisonnier, fut adressé avec une seconde « sommation au capitaine général marquis de Castellar, commandant « un corps de six mille hommes, les seules troupes régulières qui « fussent dans la place. Castellar, pour gagner du temps, ayant fait une « réponse équivoque, l'Empereur comprit qu'il fallait montrer la force « pour avoir droit de commander la soumission. Tandis qu'une fausse « attaque avait lieu sur un autre point pour partager la défense des « assiégés, une batterie de trente pièces de canon fut dirigée contre le « palais du Retiro, demeure royale, à laquelle se lient plusieurs « autres grands édifices, l'Observatoire, une caserne, la manufacture « de porcelaine et l'immense palais de Médina-Coeli, qui est lui-même « une des clefs de la ville. En peu d'instants la brèche fut praticable ; des « voltigeurs s'y précipitèrent ; des bataillons d'infanterie les suivirent « en bon ordre. Tout fut emporté, occupé en quelques heures. Maîtres « du Retiro et de ses dépendances, il était au pouvoir des Français de « foudroyer la place. Telle n'était point l'intention de l'Empereur ; il « ne voulait ni régner lui-même sur des ruines ni donner une capitale « en cendres à son frère. Le 3 à onze heures du matin, le feu cessa « sur tous les points à la fois. Une troisième sommation fut faite, et « celle-là enfin fut entendue. Vers cinq heures de l'après-midi le général « Morla, membre de la junte militaire, et Bernardo Yriate, député de la « ville, arrivèrent au quartier général de l'Empereur. Morla était ce « même général qui, à Cadix avait livré cinq vaisseaux français à « l'Angleterre, qui avait écrit une insolente lettre au général Dupont « et qui, au mépris des engagements contractés, avait retenu les « Français comme prisonniers, pour les traiter ensuite avec une cruauté « inouïe. Les deux parlementaires demandaient une suspension d'armes « pour disposer le peuple à se rendre. »

L'Empereur ne voulut rien entendre. Il accorda douze heures, menaçant de faire foudroyer la ville si elle n'était pas rendue à six heures du matin.

« Pendant quelques heures encore, ajoute M. Bignon, l'agitation fut « extraordinaire dans la ville ; mais le général Castellar ayant profité « de la nuit pour faire partir le corps de troupes qu'il commandait avec « son artillerie, la multitude la plus animée et les paysans s'échappè-

« rent à sa suite. A six heures du matin le général Morla (1) et don « Fernando de la Vera firent annoncer au prince de Neufchâtel que les « habitants paisibles de Madrid acceptaient avec reconnaissance les « propositions de l'Empereur : le général Belliard, nommé gouverneur « de Madrid, en prit possession à dix heures, et fit proclamer un « pardon général.

. . . . . « Le 4 décembre, en son quar- « tier général de Madrid, l'Empereur déclara, par un décret, destitués « comme lâches et indignes d'être les magistrats d'une nation généreuse « les membres du conseil de Castille, pour avoir eu, suivant les expres- « sions du décret, la bassesse de proclamer à la face de l'Europe « qu'ils *n'avaient souscrit aux divers actes de renonciation et « d'abdication de Charles IV et des divers princes de la famille « royale qu'avec des restrictions intérieures et perfides.* Là se « bornèrent les rigueurs qui suivirent la victoire.

. . . . . « L'un des décrets rendus le 4 dé- « cembre abolissait l'inquisition comme attentoire à la souveraineté « de l'autorité civile.

« Un second réduisait le nombre des couvents et assurait une exis- « tence honorable aux religieux qui voudraient renoncer à la vie com- « mune, et faisait servir une partie des biens des cloîtres supprimés à « augmenter la portion congrue des curés de campagne.

« Un troisième décret supprimait les droits féodaux, toute rede- « vance personnelle, tous droits de pêche et autres, toutes banalités « de fours, moulins et hôtelleries.

« Un quatrième abattait les barrières existantes de province à pro- « vince et transportait les douanes aux frontières.

« Enfin, par deux décrets du 12 décembre, l'aliénation de certaines « impositions civiles, faite par donation ou toute autre cause, était « révoquée, et toute autre justice seigneuriale était abolie. »

Quelques jours après une députation choisie parmi les membres de la municipalité de Madrid, du clergé séculier et régulier et les citoyens les plus notables de la ville vint prier l'Empereur de rappeler le roi Joseph dans sa capitale. On craignait que l'Empereur, usant du droit que lui donnait la victoire, ne considérât plus l'Espagne comme état indépendant, mais comme un royaume conquis, qu'il pouvait faire administrer par un vice-roi ou un chef militaire, en le rattachant à la France. La députation suppliait Napoléon de lui accorder la faveur de « voir dans Madrid S. M. le roi Joseph, afin que, sous ses lois, Ma-

(1) Passé depuis au service de Joseph.

« drid, ainsi que tous les lieux de sa juridiction immédiate, et enfin « l'Espagne entière pussent jouir de la tranquilité et du bonheur « qu'ils attendaient de la douceur du caractère de S. M. »

L'Empereur répondit qu'il serait disposé à accueillir cette demande lorsque les trente mille principaux citoyens de la ville de Madrid lui auraient exprimé le même vœu et auraient juré fidélité au roi Joseph.

L'insurrection était éteinte; mais il restait encore l'armée anglaise qu'il fallait rejeter hors de l'Espagne pour rendre la victoire complète. Ce fut l'affaire de quelques jours. Cette armée, à la nouvelle des premiers avantages remportés par les Français, s'était mise en marche pour venir au secours de Madrid. Mais, averti que l'Empereur venait à sa rencontre, sir John Moore, qui la commandait, la fit retrograder aussitôt. Il voulait regagner la frontière, espérant se rembarquer sans avoir été inquiété. L'Empereur le poursuivait sans relâche, brûlant du désir de l'atteindre. Mais l'ennemi avait douze heures d'avance sur nos troupes, et il précipitait sa retraite en raison de la rapidité de la poursuite. L'Empereur arriva ainsi jusqu'à Astorga : là il remit le commandement au maréchal Soult, se portant lui-même avec vingt-cinq mille hommes sur Valladolid, ville populeuse et dont il était nécessaire de s'assurer. La division restée sous les ordres du maréchal Soult se montait à vingt-cinq mille hommes également. Elle ne devait point s'arrêter qu'elle n'eût joint l'armée anglaise et ne l'eût, suivant les expressions de l'Empereur, « *jetée à la mer l'épée dans les reins.* » Le maréchal Soult atteignit les Anglais devant la Corogne, en vue de leurs vaisseaux. Le combat, engagé le matin, se prolongea jusqu'au soir sans avantage décisif d'aucun côté. Le maréchal se préparait à attaquer de nouveau le lendemain; mais l'ennemi avait disparu; il avait profité de la nuit pour s'embarquer. La masse de l'armée anglaise avait péri dans ce combat et dans la retraite qui l'avait précédé.

« On trouva dans la place (la Corogne), dit M. Bignon, plusieurs mil-« liers de fusils et des munitions que les Anglais n'avaient pas eu le temps « de détruire. Ne pouvant emmener leurs chevaux, ils leur avaient « coupé les jarrets. Douze ou quinze cents encombraient les rues et in-« fectaient la ville. Tel fut le triste dénouement d'une expédition dont le « gouvernement britannique avait dû attendre un autre résultat. Suivant « les écrivains anglais, il ne s'embarqua pas à la Corogne plus de quinze « à seize mille hommes. A la vérité, ils prétendent que sir John Moore « n'avait amené que vingt mille hommes de Portugal, ce qui formait un « total de trente mille hommes, en y comprenant le corps de sir David « Baird. La fortune poursuivit cette malheureuse armée jusque « sur les mers; l'escadre anglaise et les bâtiments de transport furent

« dispersés par la tempête. Une partie fit naufrage. Ceux qui résistèrent « furent épars sur une grande étendue de la côte, depuis Lendsend « jusqu'à Douvres. Une épidemie meurtrière régnait sur les vaisseaux. « A peine débarqués, officiers et soldats se rendaient à l'hôpital. Le spec- « tacle qu'offraient à l'Angleterre ces tristes débris fit éclater contre « sir John Moore une foule d'accusations portées jusqu'à l'injustice « et à la calomnie. Les Français l'avaient jugé avec plus d'indulgence. « Quelques-uns de ses compatriotes ont depuis fait beaucoup d'efforts « pour le justifier des torts qu'on lui avait imputés; mais peut-être à « leur tour se sont-ils, pour l'excuser, montrés trop rigoureux dans « leur opinion sur les Espagnols. Ils ont présenté la junte générale « et presque toutes les autres juntes comme corrompues, avides, vas- « sales et souvent aussi lâches qu'elles étaient présomptueuses; n'ayant « d'autre patrotisme qu'une haine brutale contre les Français, haine « qui n'avait pas même le mérite de la durée, mais qui s'éteignait et « se rallumait avec la même promptitude; ils ont présenté la nation « tout entière, chefs et soldats, comme exagérant sans cesse ses forces « au delà de toute mesure et déprimant dans la même proportion « celles de leurs adversaires, comptant souvent des défaites pour des « victoires et promettant chaque fois l'appui assuré d'armées de vingt « ou trente mille hommes là ou il n'en existait pas six mille. Un his- « torien français serait accusé de partialité odieuse s'il portait dans « ses jugements sur les diverses classes de la nation espagnole une « partie seulement de la sévérité que montrent sans scrupule les écri- « vains anglais et qu'ils justifient par d'innombrables preuves. »

De leur côté, les Espagnols ne s'exprimaient pas d'une manière plus favorable sur les Anglais.

« Les écrivains de cette nation, ajoute M. Bignon, ont pris bien soin « de peindre sous les plus noires couleurs le désordre et l'insubordination « de l'armée, les excès de tous genres, pillage, incendie, commis par les « soldats anglais contre les habitants et les vengeances cruelles exercées « par les habitants contre les soldats anglais, les brutalités de l'ivrognerie, « vice national, dit Walter-Scott, l'abandon des bagages, des hôpitaux, « des blessés et enfin tous les maux causés par les troupes anglaises ou « éprouvés par elles. Nous ne pourrions rien ajouter à leurs récits. »

L'Empereur cependant, étant encore à Valladolid et se proposant de visiter les principales villes de l'Espagne, fut rappelé tout à coup par des dépêches venues de France et qui lui annonçaient que les armées autrichiennes avaient envahi la Bavière. Il y avait longtemps que cette puissance, tout en prodiguant les assurances de paix, se préparait à une nouvelle levée de boucliers; l'Empereur ne l'ignorait pas et la

surveillait. Mais il n'avait pas pensé être attaqué sitôt, et il était parti pour l'Espagne. C'était ce moment même que l'Autriche avait choisi. Les premiers succès de l'insurrection espagnole l'avaient trompée. Croyant l'Empereur engagé dans une guerre longue et difficile, elle s'était hâtée et avait profité de son absence pour se déclarer. L'Empereur ne pouvait plus rester en Espagne ; il partit immédiatement pour Paris, où il arriva en six jours. S'il ne laissait pas les esprits entièrement pacifiés, le pays du moins était soumis, et rien ne devait faire prévoir que, même après son départ, l'insurrection pût reprendre des forces et réparer les défaites qu'elle venait de subir.

On s'est contenté d'indiquer les événements dans cette note, qui n'est que le résumé des pièces suivantes qu'on met sous les yeux du lecteur.

Discours de l'Empereur à l'ouverture du Corps-Législatif.

Messieurs les députés des départements au Corps-Législatif,

Les Codes qui fixent les principes de la propriété et de la liberté civile, qui sont l'objet de vos travaux, obtiennent l'opinion de l'Europe. Mes peuples en éprouvent déjà les plus salutaires effets.

Les dernières lois ont posé les bases de notre système de finances. C'est un monument de la puissance et de la grandeur de la France. Nous pourrons désormais subvenir aux dépenses que nécessiterait même une coalition générale de l'Europe par nos seules recettes annuelles ; nous ne serons jamais contraints d'avoir recours aux mesures désastreuses du papier-monnaie, des emprunts et des arriérés.

J'ai fait cette année plus de mille lieues dans l'intérieur de mon empire. Le système de travaux que j'ai arrêté pour l'amélioration du territoire se poursuit avec activité.

La vue de cette grande famille française, naguère déchirée par les opinions et les haines intestines, aujourd'hui prospère, tranquille et unie, a sensiblement ému mon âme. J'ai senti que pour être heureux il me fallait d'abord l'assurance que la France fût heureuse.

Le traité de paix de Presbourg, celui de Tilsitt, l'attaque de Copenhague, l'attentat de l'Angleterre contre toutes les nations maritimes, les différentes révolutions de Constantinople, les affaires de Portugal et d'Espagne ont diversement influé sur les affaires du monde.

La Russie et le Danemark se sont unis à moi contre l'Angleterre.

Les États-Unis d'Amérique ont préféré renoncer au commerce et à la mer plutôt que d'en reconnaître l'esclavage.

Une partie de mon armée marche contre celles que l'Angleterre a formées ou débarquées dans les Espagnes. C'est un bienfait particulier de cette Providence, qui a constamment protégé nos armes, que les passions aient assez aveuglé les conseils anglais pour qu'ils renoncent à la protection des mers et présentent enfin leur armée sur le continent.

Je pars dans peu de jours pour me mettre moi-même à la tête de mon armée, et, avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le roi d'Espagne et planter mes aigles sur les forts de Lisbonne.

Je ne puis que me louer des sentiments des princes de la confédération du Rhin.

La Suisse sent tous les jours davantage les bienfaits de l'acte de médiation.

Les peuples d'Italie ne me donnent que des sujets de contentement.

L'empereur de Russie et moi nous nous sommes vus à Erfurt. Notre première pensée a été une pensée de paix. Nous avons résolu de faire quelques sacrifices pour faire jouir plus tôt, s'il se peut, les cent millions d'hommes que nous représentons de tous les bienfaits du commerce maritime. Nous sommes d'accord et invariablement unis pour la paix comme pour la guerre.

Messieurs les députés des départements au Corps-Législatif, j'ai ordonné à mes ministres des finances et du trésor public de mettre sous vos yeux les comptes des recettes et des dépenses de cette année. Vous y verrez avec satisfaction que je n'ai besoin de hausser le tarif d'aucune imposition. Mes peuples n'éprouveront aucune nouvelle charge.

Les orateurs de mon conseil d'État vous présenteront différents projets de lois et entre autres tous ceux relatifs au Code criminel.

Je compte constamment sur toute votre assistance.

Dixième bulletin de l'armée d'Espagne.

Aranda de Duero, le 26 novembre 1808.

Il paraît que les forces espagnoles s'élèvent à cent quatre-vingt-dix mille hommes effectifs.

Quatre-vingt mille hommes effectifs, faisant soixante mille hommes sous les armes, qui composaient les armées de Galice et d'Estramadure et que commandaient Blake, la Romana et Galluzzo, ont été dispersés et mis hors de combat.

L'armée d'Andalousie, de Valence, de la Nouvelle-Castille et d'Aragon, que commandaient Castaños, Penas et Palafox et qui paraissait être également de quatre-vingt mille hommes, c'est-à-dire soixante mille hommes sous les armes, aura sous peu de jours accompli ses destins. Le maréchal duc de Montebello a ordre de l'attaquer de front avec trente mille hommes, tandis que les ducs d'Elchingen et de Bellune sont déjà placés sur ses derrières.

Reste soixante mille hommes effectifs, qui peuvent donner quarante mille hommes sous les armes, dont trente mille sont en Catalogne et dix mille hommes existent à Madrid, à Valence et dans les autres lieux de dépôts ou sont en mouvement.

Avant de faire un pas au delà du Duero, l'Empereur a pris la résolution de faire anéantir les armées du centre et de la gauche, et de faire subir le même sort à celle de droite du général Castaños.

Lorsque ce plan aura été exécuté, la marche sur Madrid ne sera plus qu'une promenade. Ce grand dessein doit, à l'heure qu'il est, être accompli.

Quant au corps de Catalogne, étant en partie composé des troupes de Valence, Murcie et Grenade, ces provinces menacées retireront leurs troupes, si toutefois l'état des communica-

tions le permet; dans tous les cas, le septième corps, après avoir terminé le siége de Roses, en rendra bon compte.

A Barcelonne, le général Duhesme, avec quinze mille hommes approvisionnés pour six mois, répond de cette importante place.

Nous n'avons pas parlé des forces anglaises. Il paraît qu'une division est en Galice et qu'une autre s'est montrée à Badajoz vers la fin du mois passé. Si les Anglais ont de la cavalerie, nous devrions nous en apercevoir, car nos troupes légères sont presque parvenues aux frontières du Portugal. S'ils ont de l'infanterie, ils ne sont pas probablement dans l'intention de s'en servir en faveur de leurs alliés, car voilà trente jours que la campagne est ouverte; trois fortes armées ont été détruites, une immense artillerie a été enlevée; les provinces de Castille, de la Montaña, d'Aragon, de Soria, etc., sont conquises; enfin, le sort de l'Espagne et du Portugal est décidé, et l'on n'entend parler d'aucun mouvement de troupes anglaises.

Cependant la moitié de l'armée française n'est point encore arrivée; une partie du quatrième corps d'armée, le cinquième et le huitième corps entiers, six régiments de cavalerie légère, beaucoup de compagnies d'artillerie et de sapeurs et un grand nombre d'hommes des régiments qui sont en Espagne n'ont pas encore passé la Bidassoa.

A la vérité, et sans faire tort à la bravoure de nos soldats, on doit dire qu'il n'y a pas de plus mauvaises troupes que les troupes espagnoles; elles peuvent, comme les Arabes, tenir derrière des maisons; mais elles n'ont aucune discipline, aucune connaissance des manœuvres, et il leur est impossible de résister sur un champ de bataille. Les montagnes même ne leur ont offert qu'une faible protection. Mais, grâce à la puissance de l'inquisition, à l'influence des moines, à leur adresse à s'emparer de toutes les plumes et à faire parler toutes les langues, on croit encore dans une grande partie de l'Espagne que Blake a été vainqueur, que l'armée française a été détruite, que la garde impériale a été prise. Quel que soit le succès momentané de ces misérables ressources et de ces

ridicules efforts, le règne de l'inquisition est fini ; ses tribunaux révolutionnaires ne tourmenteront plus aucune contrée de l'Europe ; en Espagne comme à Rome l'inquisition sera abolie, et l'affreux spectacle des auto-da-fé ne se renouvellera pas ; cette réforme s'opérera malgré le zèle religieux des Anglais, malgré l'alliance qu'ils ont contractée avec les moines imposteurs qui ont fait parler la Vierge del Pilar et les saints de Valladolid. L'Angleterre a pour alliés le monopole, l'inquisition et les franciscains ; tout lui est bon, pourvu qu'elle divise les peuples et qu'elle ensanglante le continent.

Un brick anglais, *le Ferrets*, parti de Portsmouth le 11 de ce mois, a mouillé le 22 dans le port de Saint-Ander, qu'il ne savait pas être occupé par les Français ; il avait à bord des dépêches importantes et beaucoup de papiers anglais dont on s'est emparé.

On a trouvé à Saint-Ander une grande quantité de quinquina et de denrées coloniales, qui ont été envoyées à Bayonne.

Le duc de Dalmatie est entré dans les Asturies ; plusieurs villes et beaucoup de villages ont demandé à se soumettre pour sortir enfin de l'abîme creusé par les conseils des étrangers et par les passions de la multitude.

Douzième bulletin de l'armée d'Espagne.

Aranda de Duero 28 novembre 1808.

. . . . . .

Le désordre et le délire se sont emparés des meneurs. Pour première mesure, ils ont fait un manifeste violent par lequel ils déclarent la guerre à la France ; ils lui imputent tous les désordres de leur cour, l'abâtardissement de la race qui régnait et la lâcheté des grands, qui, pendant tant d'années, se sont prosternés de la manière la plus abjecte aux pieds de l'idole qu'ils accablent de toute leur rage aujourd'hui qu'elle est tombée.

On se ferait en Allemagne, en Italie, en France une bien fausse idée des moines espagnols si on les comparait aux moines qui ont existé dans ces contrées. On trouvait parmi les

bénédictins, les bernardins, etc., etc., de France, d'Italie une foule d'hommes remarquables dans les sciences et les lettres; ils se distinguaient et par leur éducation et par la classe honorable et utile d'où ils étaient sortis; les moines espagnols, au contraire, sont tirés de la lie du peuple; ils sont ignares et crapuleux; on ne saurait leur trouver de ressemblance qu'avec des artisans employés dans les boucheries; ils en ont l'ignorance, le ton et la tournure. Ce n'est que sur le bas peuple qu'ils exercent leur influence. Une maison bourgeoise se serait crue déshonorée en admettant un moine à sa table.

Quant aux malheureux paysans espagnols, on ne peut les comparer qu'aux fellahs d'Égypte; ils n'ont aucune propriété; tout appartient soit aux moines, soit à quelque maison puissante. La faculté de tenir une auberge est un droit féodal; et dans un pays aussi favorisé de la nature on ne trouve ni postes ni hôtelleries. Les impositions même ont été aliénées et appartiennent aux seigneurs. Les grands ont tellement dégénéré qu'ils sont sans énergie, sans mérite et même sans influence.

On trouve tous les jours à Valladolid et au delà des magasins d'armes considérables. Les Anglais ont bien exécuté cette partie de leurs engagements; ils avaient promis des fusils, des poignards, des libelles, et ils en ont envoyé à profusion. Leur esprit inventif s'est signalé, et ils ont poussé fort loin l'art de répandre des libelles, comme dans ces derniers temps ils s'étaient distingués par leurs fusées incendiaires. Tous les maux, tous les fléaux qui peuvent affliger les hommes viennent de Londres.

Treizième bulletin de l'armée d'Espagne.

Saint-Martin près Madrid, 2 décembre 1808.

Le 29, le quartier général de l'Empereur a été porté au village de Bozeguillas; le 30, à la pointe du jour, le duc de Bellune s'est présenté au pied du Somo-Sierra; une division de treize mille hommes de l'armée de réserve espagnole défendait le passage de cette montagne. L'ennemi se croyait inexpugnable dans cette position. Il avait retranché le col que

les Espagnols appellent *Puerto,* et y avait placé seize pièces de canon. Le neuvième d'infanterie légère couronna la droite; le quatre-vingt-seizième marcha sur la chaussée, et le vingt-quatrième suivit à mi-côte les hauteurs de la gauche. Le général Sénarmont avec six pièces d'artillerie avança par la chaussée.

La fusillade et la canonnade s'engagèrent. Une charge que fit le général Montbrun, à la tête des chevau-légers polonais, décida l'affaire; charge brillante s'il en fut, où ce régiment s'est couvert de gloire et a montré qu'il était digne de faire partie de la garde impériale. Canons, drapeaux, fusils, soldats, tout fut enlevé, coupé ou pris. Huit chevau-légers polonais ont été tués sur les pièces et seize ont été blessés. Parmi ces derniers, le capitaine Dzievanoski a été si grièvement blessé qu'il est presque sans espérance. Le major Ségur, maréchal-des-logis de la maison de l'Empereur, chargeant parmi les Polonais, a reçu plusieurs blessures, dont une assez grave. Les seize pièces de canon, dix drapeaux, une trentaine de caissons, deux cents chariots de toute espèce de bagage, les caisses des régiments sont les fruits de cette brillante affaire. Parmi les prisonniers, qui sont très-nombreux, se trouvent tous les colonels et les lieutenants-colonels des corps de la division espagnole. Tous les soldats auraient été pris s'ils n'avaient pas jeté leurs armes et ne s'étaient éparpillés dans les montagnes.

Le 1er décembre, le quartier général de l'Empereur était à Saint-Augustin, et le 2 le duc d'Istrie, avec la cavalerie, est venu couronner les hauteurs de Madrid. L'infanterie ne pourra arriver que le 3. Les renseignements qu'on a pris jusqu'à cette heure portent à penser que la ville est livrée à toute espèce de désordre et que les portes sont barricadées.

Le temps est très-beau.

Quatorzième bulletin de l'armée d'Espagne.

Madrid, 5 décembre 1808.

Le 3, à midi, S. M. arriva de sa personne sur les hauteurs qui couronnent Madrid et où étaient placées les divisions de dragons des généraux Latour-Maubourg et Lahoussaie et la

garde impériale à cheval. L'anniversaire du couronnement, cette époque qui a signalé tant de jours à jamais heureux pour la France, réveilla dans tous les cœurs les plus doux souvenirs et inspira à toutes les troupes un enthousiasme qui se manifesta par mille acclamations. Le temps était superbe et semblable à celui dont on jouit en France dans les belles journées du mois de mai.

Le maréchal duc d'Istrie envoya sommer la ville, où s'était formée une junte militaire, sous la présidence du général Castellar, qui avait sous ses ordres le général Morla, capitaine général de l'Andalousie et inspecteur général de l'artillerie. La ville renfermait un grand nombre de paysans armés, qui s'y étaient rendus de tous côtés, six mille hommes de troupes de lignes et cent pièces de canon. Depuis huit jours on barricadait les rues et les portes de la ville ; soixante mille hommes étaient en armes ; des cris se faisaient entendre de toutes parts ; les cloches de deux cents églises sonnaient à la fois, et tout présentait l'image du désordre et du délire.

Un général de troupes de ligne parut aux avant-postes pour répondre à la sommation du duc d'Istrie ; il était accompagné et surveillé par trente hommes du peuple, dont le costume, les regards et le farouche langage rappelaient les assassins de septembre. Lorsqu'on demandait au général espagnol s'il voulait exposer des femmes, des enfants, des vieillards aux horreurs d'un assaut, il manifestait à la dérobée la douleur dont il était pénétré : il faisait connaître par des signes qu'il gémissait sous l'oppression ainsi que tous les honnêtes gens de Madrid ; et lorsqu'il élevait la voix ses paroles étaient dictées par les misérables qui le surveillaient. On ne put avoir aucun doute de l'excès auquel était portée la tyrannie de la multitude lorsqu'on le vit dresser procès-verbal de ses propres discours, et les faire attester par la signature des spadassins qui l'environnaient.

L'aide de camp du duc d'Istrie, qui avait été envoyé dans la ville, saisi par des hommes de la dernière classe du peuple, allait être massacré lorsque les troupes de ligne indignées le prirent sous leur sauvegarde et le firent remettre à son général.

Un garçon boucher de l'Estramadure, qui commandait une des portes, osa demander que le duc d'Istrie vînt lui-même dans la ville les yeux bandés; le général Montbrun repoussa cette audace avec indignation; il fut aussitôt entouré, et il n'échappa qu'en tirant son sabre. Il faillit être victime de l'imprudence avec laquelle il avait oublié qu'il n'avait point affaire à des ennemis civilisés.

Peu de temps après des déserteurs des gardes wallonnes se rendirent au camp. Leurs dépositions donnèrent la conviction que les propriétaires, les honnêtes gens étaient sans influence, et l'on dut croire que toute conciliation était impossible.

La veille, le marquis de Peralès, homme respectable, qui avait paru jouir jusqu'alors de la confiance du peuple, fut accusé d'avoir fait mettre du sable dans les cartouches. Il fut aussitôt étranglé, et ses membres déchirés furent envoyés comme des trophées dans les quartiers de la ville. On arrêta que toutes les cartouches seraient refaites, et trois ou quatre mille moines furent conduits au Retiro et employés à ce travail. Il avait été ordonné que tous les palais, toutes les maisons seraient constamment ouverts aux paysans des environs, qui devaient y trouver de la soupe et des aliments à discrétion.

L'infanterie française était encore à trois lieues de Madrid. L'Empereur employa la soirée à reconnaître la ville et à arrêter un plan d'attaque qui se conciliait avec les ménagements que méritent le grand nombre d'hommes honnêtes qui se trouvent toujours dans une grande capitale.

Prendre Madrid d'assaut pouvait être une opération militaire de peu de difficulté; mais amener cette grande ville à se soumettre en employant tour à tour la force et la persuasion et en arrachant les propriétaires et les véritables hommes de bien à l'oppression sous laquelle ils gémissaient, c'est là ce qui était difficile. Tous les efforts de l'Empereur dans ces deux journées n'eurent pas d'autre but; ils ont été couronnés du plus grand succès.

A sept heures, la division Lapisse, du corps du maréchal duc de Bellune, arriva. La lune donnait une clarté qui semblait prolonger celle du jour. L'Empereur ordonna au général de bri-

gade Maison de s'emparer des faubourgs, et chargea le général de division Lauriston de protéger cette occupation par le feu de quatre pièces d'artillerie de la garde. Les voltigeurs du seizième s'emparèrent des maisons et notamment d'un grand cimetière. Au premier feu l'ennemi montra autant de lâcheté qu'il avait montré d'arrogance pendant toute la journée. Le duc de Bellune employa toute la nuit à placer son artillerie dans les lieux désignés pour l'attaque.

. . . . . .

Déjà le général de brigade d'artillerie Sénarmont, officier d'un grand mérite, avait placé ses trente pièces d'artillerie et avait commencé un feu très-vif qui avait fait brèche aux murs du Retiro. Des voltigeurs de la division Villatte ayant passé la brèche, leur bataillon les suivit, et, en moins d'une heure, quatre mille hommes qui défendaient le Retiro furent culbutés. Le palais du Retiro, les postes importants de l'Observatoire, de la manufacture de porcelaine, de la grande caserne et de l'hôtel de Medina-Celi et tous les débouchés qui avaient été mis en défense furent emportés par nos troupes.

D'un autre côté, vingt pièces de canon de la garde jetaient des obus et attiraient l'attention de l'ennemi sur une fausse attaque.

On se serait peint difficilement le désordre qui régnait dans Madrid, si un grand nombre de prisonniers, arrivant successivement, n'avaient rendu compte des scènes épouvantables et de tout genre dont cette capitale offrait le spectacle. On avait coupé les rues, crénelé les maisons; des barricades de balles de coton et de laine avaient été formées; les fenêtres étaient matelassées; ceux des habitants qui désespéraient du succès d'une aveugle résistance fuyaient dans les campagnes; d'autres qui avaient conservé quelque raison et qui aimaient mieux se montrer au sein de leurs propriétés devant un ennemi généreux que de les abandonner au pillage de leurs propres concitoyens demandaient qu'on ne s'exposât point à un assaut. Ceux qui étaient étrangers à la ville ou qui n'avaient rien à perdre voulaient qu'on se défendît à toute outrance, accusaient les troupes de ligne de trahison et les obligeaient à continuer le feu.

L'ennemi avait plus de cent pièces de canon en batterie; un nombre plus considérable de pièces de 2 et de 3 avaient été déterrées, tirées des caves et ficelées sur des charrettes; équipage grotesque qui seul aurait prouvé le délire d'un peuple abandonné à lui-même. Mais tous les moyens de défense étaient devenus inutiles : étant maître du Retiro, on l'est de Madrid. L'Empereur mit tous ses soins à empêcher qu'on entrât de maison en maison. C'en était fait de la ville si beaucoup de troupes avaient été employées. On ne laissa avancer que quelques compagnies de voltigeurs, que l'Empereur se refusa toujours à faire soutenir.

A cinq heures, le maréchal Morla, l'un des membres de la junte militaire, et don Bernardo Yriarte, envoyé de la ville, se rendirent dans la tente de S. A. S. le major général. Ils firent connaître que tous les hommes bien pensants ne doutaient pas que la ville ne fût sans ressources, et que la continuation de la défense était un véritable délire; mais que les dernières classes du peuple et la foule des hommes étrangers à Madrid voulaient se défendre et croyaient le pouvoir. Ils demandaient la journée du 4 pour faire entendre raison au peuple. Le prince major général les présenta à S. M. l'Empereur et roi, qui leur dit : « Vous employez en vain le nom du peuple; si vous ne pouvez parvenir à le calmer, c'est parce que vous-mêmes vous l'avez excité; vous l'avez égaré par des mensonges. Rassemblez les curés, les chefs des couvents, les alcades, les principaux propriétaires, et que d'ici à six heures du matin la ville se rende, ou elle aura cessé d'exister. Je ne veux ni ne dois retirer mes troupes. Vous avez massacré les malheureux prisonniers français qui étaient tombés entre vos mains. Vous avez, il y a peu de jours, laissé traîner et mettre à mort dans les rues deux domestiques de l'ambassadeur de Russie parce qu'ils étaient nés Français. L'inhabileté et la lâcheté d'un général avaient mis en vos mains des troupes qui avaient capitulé sur le champ de bataille, et la capitulation a été violée. Vous, monsieur Morla, quelle lettre avez-vous écrite à ce général? Il vous convenait bien de parler de pillage, vous qui, étant entré en Roussillon, avez enlevé toutes les femmes et les avez

partagées comme un butin entre vos soldats. Quel droit aviez-vous, d'ailleurs, de tenir un pareil langage? La capitulation vous l'interdisait. Voyez quelle a été la conduite des Anglais, qui sont bien loin de se piquer d'être rigides observateurs du droit des nations : ils se sont plaints de la convention du Portugal, mais ils l'ont exécutée. Violer les traités militaires, c'est renoncer à toute civilisation, c'est se mettre sur la même ligne que les Bédouins du désert. Comment donc osez-vous demander une capitulation, vous qui avez violé celle de Baylen? Voilà comme l'injustice et la mauvaise foi tournent toujours au préjudice de ceux qui s'en sont rendus coupables. J'avais une flotte à Cadix; elle était alliée de l'Espagne, et vous avez dirigé contre elle les mortiers de la ville où vous commandiez. J'avais une armée espagnole dans mes rangs : j'ai mieux aimé la voir passer sur les vaisseaux anglais et être obligé de la précipiter du haut des rochers d'Espinosa que de la désarmer; j'ai préféré avoir sept mille ennemis de plus à combattre que de manquer à la bonne foi et à l'honneur. Retournez à Madrid. Je vous donne jusqu'à demain à six heures du matin. Revenez alors si vous n'avez à me parler du peuple que pour m'apprendre qu'il est soumis. Sinon, vous et vos troupes vous serez tous passés par les armes. »

Le 4, à six heures du matin, le général Morla et le général don Fernando de la Vera, gouverneur de la ville, se présentèrent à la tente du prince major général. Le discours de l'Empereur, répété au milieu des notables, la certitude qu'il commandait en personne, les pertes éprouvées pendant la journée précédente avaient porté le repentir et la douleur dans tous les esprits; pendant la nuit, les plus mutins s'étaient soustraits au danger par la fuite, et une partie des troupes s'était débandée.

A dix heures, le général Belliard prit le commandement de Madrid; tous les postes furent remis aux Français, et un pardon général fut proclamé.

A dater de ce moment les hommes, les femmes, les enfants se répandirent dans les rues avec sécurité. Jusqu'à onze heures du soir les boutiques furent ouvertes. Tous les citoyens se mirent à détruire les barricades et à repaver les rues; les moines

rentrèrent dans leurs couvents, et en peu d'heures Madrid présenta le contraste le plus extraordinaire, contraste inexplicable pour qui ne connaît pas les mœurs des grandes villes. Tant d'hommes qui ne pouvaient se dissimuler à eux-mêmes ce qu'ils auraient fait dans pareille circonstance s'étonnent de la générosité des Français. Cinquante mille armes ont été rendues, et cent pièces de canon sont remises au Retiro. Au reste, les angoisses dans lesquelles les habitants de cette malheureuse ville ont vécu depuis quatre mois ne peuvent se dépeindre. La junte était sans puissance; les hommes les plus ignorants et les plus forcenés exerçaient le pouvoir, et le peuple, à chaque instant, massacrait ou menaçait de la potence ses magistrats et ses généraux. Le général de brigade Maison a été blessé. Le général Bruyère, qui s'était avancé imprudemment dans le moment où l'on avait cessé le feu, a été tué. Douze soldats ont été tués, cinquante ont été blessés. Cette perte, faible pour un événement aussi mémorable, est due au peu de troupes qu'on a engagées; on la doit aussi, il faut le dire, à l'extrême lâcheté de tout ce qui avait les armes à la main.

L'artillerie a, à son ordinaire, rendu les plus grands services.

Dix mille fuyards échappés de Burgos et de Somo-Sierra et la deuxième division de l'armée de réserve se trouvaient, le 3, à trois lieues de Madrid; mais, chargés par un piquet de dragons, ils se sont sauvés en abandonnant quarante pièces de canon et soixante caissons.

Un trait mérite d'être cité :

Un vieux général, retiré du service et âgé de quatre-vingts ans, était dans sa maison à Madrid, près de la rue d'Alcala. Un officier français s'y loge avec sa troupe. Ce respectable vieillard paraît devant cet officier, tenant une jeune fille par la main et dit : Je suis un vieux soldat; voilà ma fille; je lui donne neuf cent mille livres de dot; sauvez-lui l'honneur et soyez son époux. Le jeune officier prend le vieillard, sa famille et sa maison sous sa protection. Qu'ils sont coupables ceux qui exposent tant de citoyens paisibles, tant d'infortunés habitants d'une grande capitale à tant de malheurs!

Le duc de Dantzig est arrivé le 3 à Ségovie. Le duc d'Istrie,

avec quatre mille hommes de cavalerie, s'est mis à la poursuite de la division Pennas, qui, s'étant échappée de la bataille de Tudela, s'était dirigée sur Guadalaxara.

Florida-Blanca et la junte s'étaient enfuis d'Aranjuez et s'étaient sauvés à Tolède; ils ne se sont pas crus en sûreté dans cette ville, et se sont réfugiés auprès des Anglais.

La conduite des Anglais est honteuse. Dès le 20 ils étaient à l'Escurial au nombre de six mille; ils y ont passé quelques jours. Ils ne prétendaient pas moins que franchir les Pyrénées et venir sur la Garonne. Leurs troupes sont superbes et bien disciplinées. La confiance qu'elles avaient inspirée aux Espagnols est inconcevable; les uns espéraient que cette division irait à Somo-Sierra, les autres qu'elle viendrait défendre la capitale d'un allié si cher; mais tous connaissaient mal les Anglais. A peine eut-on avis que l'Empereur était à Somo-Sierra que les troupes anglaises battirent en retraite sur l'Escurial. De là, combinant leur marche avec la division de Salamanque, elles se dirigèrent sur la mer. Des armes, de la poudre, des habits, ils nous en ont donné, disait un Espagnol; mais leurs soldats ne sont venus que pour nous exciter, nous égarer et nous abandonner au milieu de la crise. — Mais, répondit un officier français, ignorez-vous donc les faits les plus récents de notre histoire? Qu'ont-ils donc fait pour le stathouder, pour la Sardaigne, pour l'Autriche? Qu'ont-ils fait plus récemment encore pour la Suède? Ils fomentent partout la guerre; ils distribuent des armes comme du poison; mais ils ne versent leur sang que pour leurs intérêts directs et personnels. N'attendez pas autre chose de leur égoïsme. — Cependant, répliqua l'Espagnol, leur cause était la nôtre. Quarante mille Anglais ajoutés à nos forces à Tudela et à Espinosa pouvaient balancer les destins et sauver le Portugal. Mais à présent que notre armée de Blake, à la gauche, que celle du centre, que celle d'Aragon, à la droite, sont détruites, que les Espagnes sont presque conquises et que la raison va achever de les soumettre, que deviendra le Portugal? Ce n'est pas à Lisbonne que les Anglais devaient le défendre, c'est à Espinosa, à Burgos, à Tudela, à Somo-Sierra et devant Madrid.

Quinzième bulletin de l'armée d'Espagne.

Madrid, 7 décembre 1808.

. . . . . .

Le duc de l'Infantado a été une des premières causes des malheurs que son pays a éprouvés; il fut le principal instrument de l'Angleterre dans ses funestes projets contre l'Espagne; c'est lui qu'elle employa pour diviser le père et le fils; pour renverser du trône le roi Charles, dont l'attachement pour la France était connu; pour susciter des orages populaires contre le premier ministre de ce souverain; pour élever à la puissance suprême ce jeune prince qui, dans son mariage avec une princesse de l'ancienne maison de Naples, avait puisé cette haine contre les Français dont cette maison ne s'est jamais départie. Ce fut le duc de l'Infantado qui joua le premier rôle dans la conspiration de l'Escurial, et c'est à lui que fut alors confié le pouvoir de généralissime des armées d'Espagne. On le vit ensuite prêter serment à Bayonne entre les mains du roi Joseph comme colonel des gardes espagnoles. De retour à Madrid, on le vit jeter le masque et se montrer ouvertement l'homme des Anglais. C'est chez lui que logeaient les ministres de l'Angleterre; c'est dans sa société que vivaient les agents accrédités ou secrets de cette puissance. Après avoir excité ses concitoyens à une résistance insensée, on l'a vu, aussi lâche que traître, s'enfuir de Madrid à Guadalaxara, sous le prétexte d'aller chercher du secours; se soustraire par cette ruse aux périls dans lesquels il avait entraîné ses concitoyens et ne montrer quelque sollicitude que pour l'agent anglais qu'il emmena dans sa propre voiture et auquel il servit d'escorte. Que lui vaudra cette conduite? Il perdra ses titres; il perdra ses biens, qu'on évalue à deux millions de rentes, et il ira chercher à Londres le mépris, les dédains et l'oubli dont l'Angleterre a toujours payé les hommes qui ont sacrifié leur honneur et leur patrie à l'injustice de sa cause.

Aussitôt que le rapport du chef d'escadron comte Lubienski fut connu, le duc d'Istrie se mit en marche avec seize esca-

drons de cavalerie pour observer l'ennemi. Le duc de Bellune suivit avec l'infanterie. Le duc d'Istrie, arrivé à Guadalaxara, y trouva l'arrière-garde ennemie qui filait sur l'Andalousie, la culbuta et lui fit cinq cents prisonniers. Le général de division Ruffin et la brigade de dragons Bordesoult, informés que des ennemis se dirigeaient sur Aranjuez, se sont portés sur ce point; l'ennemi en a été chassé, et ses troupes se sont mises aussitôt à la poursuite de tout ce qui fuit vers l'Andalousie.

Le général de division Lahoussaye est entré le 5 à l'Escurial. Cinq à six cents paysans voulaient défendre le couvent; ils en ont été chassés de vive force.

Chaque jour les restes de la stupeur dans laquelle étaient tombés les habitants de Madrid se dissipent. Ceux qui avaient caché leurs meubles et leurs effets précieux les rapportent dans leurs maisons. Les boutiques se garnissent comme à l'ordinaire; les barricades et tous autres apprêts de défense ont disparu. L'occupation de Madrid s'est faite sans désordre, et la tranquillité règne dans toutes les parties de cette grande ville. Un fusilier de la garde, ayant été trouvé saisi de plusieurs montres et ayant été convaincu de les avoir volées, a été fusillé sur la principale place de Madrid.

On a trouvé dans cette ville deux cents milliers de poudre, dix mille boulets, deux millions de plomb, cent pièces de canon de campagne et cent vingt mille fusils, la plupart anglais. Le désarmement continue sans aucune difficulté; tous les habitants s'y prêtent avec la meilleure volonté; ils reviennent avec empressement et de bonne foi à l'autorité royale, qui les soustrait à la malfaisance de l'Angleterre, à la violence des factions et aux désordres des mouvements populaires.

Le roi d'Espagne a créé un régiment qui porte le nom de royal-étranger et dans lequel sont admis les déserteurs et les Allemands qui étaient au service de l'Espagne. Il a aussi formé un régiment suisse de Reding le Jeune, cet officier s'étant comporté parfaitement et en véritable patriote suisse, bien différent en cela du général Reding : l'un a bien mérité de ses compatriotes et obtiendra partout l'estime; l'autre, généralement méprisé, ira dans les tavernes de Londres jouir d'une centaine

de livres sterling mal acquises et payées avec dédain; il sera émigré du continent. Les régiments royal-étranger et Reding le Jeune ont déjà plusieurs milliers d'hommes.

Le cinquième et le huitième corps de l'armée d'Espagne et trois divisions de cavalerie ne font que passer la Bidassoa; ils sont encore bien loin d'être en ligne, et cependant beaucoup de victoires ont déjà été obtenues, et la plus grande partie de la besogne est faite.

Proclamation.

Au camp impérial de Madrid, 7 décembre 1808.

Espagnols,

Vous avez été égarés par des hommes perfides; ils vous ont engagés dans une lutte insensée, et vous ont fait courir aux armes. Est-il quelqu'un parmi vous qui, réfléchissant un moment sur tout ce qui s'est passé, ne soit aussitôt convaincu que vous avez été le jouet des perpétuels ennemis du continent, qui se réjouissaient en voyant répandre le sang espagnol et le sang français? Quel pouvait être le résultat des succès même de quelques campagnes? Une guerre de terre sans fin et une longue incertitude sur le sort de vos propriétés et de votre existence. Dans peu de mois vous avez été livrés à toutes les angoisses des factions populaires. La défaite de vos armées a été l'affaire de quelques marches. Je suis entré dans Madrid : les droits de la guerre m'autorisaient à donner un grand exemple et à laver dans le sang les outrages faits à moi et à ma nation : je n'ai écouté que la clémence. Quelques hommes, auteurs de tous vos maux, seront seuls frappés. Je chasserai bientôt de la Péninsule cette armée anglaise qui a été envoyée en Espagne non pour vous secourir, mais pour vous inspirer une fausse confiance et vous égarer.

Je vous avais dit dans ma proclamation du 2 juin que je voulais être votre régénérateur. Aux droits qui m'ont été cédés par des princes de la dernière dynastie vous avez voulu que j'ajoutasse le droit de conquête. Cela ne changera rien à mes dispositions. Je veux même louer ce qu'il peut y avoir eu de

généreux dans vos efforts ; je veux reconnaître que l'on vous a caché vos vrais intérêts, qu'on vous a dissimulé le véritable état des choses. Espagnols, votre destinée est entre vos mains. Rejetez les poisons que les Anglais ont répandus parmi vous ; que votre roi soit certain de votre amour et de votre confiance, et vous serez plus puissants, plus heureux que vous n'avez jamais été. Tout ce qui s'opposait à votre prospérité et à votre grandeur, je l'ai détruit ; les entraves qui pesaient sur le peuple, je les ai brisées ; une constitution libérale vous donne, au lieu d'une monarchie absolue, une monarchie tempérée et constitutionnelle. Il dépend de vous que cette constitution soit encore votre loi.

Mais si tous mes efforts sont inutiles et si vous ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera qu'à vous traiter en provinces conquises et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai alors la couronne d'Espagne sur ma tête et je saurai la faire respecter des méchants ; car Dieu m'a donné la force et la volonté nécessaires pour surmonter tous les obstacles.

NAPOLÉON.

Dix-huitième bulletin de l'armée d'Espagne.

Madrid, 12 décembre 1808.

Le junte centrale d'Espagne avait peu de pouvoir. La plupart des provinces lui répondaient à peine ; toutes lui avaient arraché l'administration des finances. Elle était influencée par la dernière classe du peuple ; elle était gouvernée par la minorité ; Florida-Blanca était sans aucun crédit. La junte était soumise à la volonté de deux hommes, l'un nommé Lorenzo Calvo, marchand épicier de Sarragosse, qui avait gagné en peu de mois le titre d'excellence ; c'était un de ces hommes violents qui paraissent dans les révolutions ; sa probité était plus que suspecte ; l'autre était un nommé Tilly, condamné autrefois aux galères comme voleur, frère cadet du nommé Gusman, qui a joué un rôle sous Robespierre dans le temps de la Terreur, et bien digne d'avoir eu pour frère ce misé-

rable. Aussitôt que quelque membre de la junte voulait s'opposer à des mesures violentes, ces deux hommes criaient à la trahison ; un rassemblement se formait sous les fenêtres d'Aranjuez, et tout le monde signait. L'extravagance et la méchanceté de ces meneurs se manifestaient de toutes les manières. Aussitôt qu'ils apprirent que l'Empereur était à Burgos, et que bientôt il serait à Madrid, ils poussèrent le délire jusqu'à faire contre la France une déclaration de guerre remplie d'injures et de traits de folie.

Ce que les honnêtes gens ont eu à souffrir de la dernière classe du peuple se concevrait à peine si chaque nation ne trouvait dans ses annales le souvenir de crises semblables.

Récemment encore trois respectables habitants de Tolède ont été égorgés.

Lorsque, le 11, le général de division Lasalle, poursuivant l'ennemi, est arrivé à Talavera de la Reyna, où les Anglais étaient passés en triomphe dix jours auparavant, en annonçant qu'ils allaient secourir la capitale, un spectacle affreux s'est offert aux yeux des Français : un cadavre revêtu de l'uniforme de général espagnol était suspendu à une potence et percé de mille coups de fusil : c'était le général Bénito-San-Juan, que ses soldats, dans les désordres de leur terreur panique, et pour donner un prétexte à leur lâcheté, avaient aussi indignement sacrifié.

Ils n'ont repris haleine à Talavera que pour torturer leur infortuné général, qui, pendant tout un jour, a été le but de leur barbarie et de leur adresse atroce.

Talavera de la Reyna est une ville considérable, située sur la belle vallée du Tage et dans un pays très-fertile.

Les évêques de Léon et d'Astorga et un grand nombre d'ecclésiastiques se sont distingués par leur bonne conduite et par l'exemple des vertus apostoliques.

Le pardon général accordé par l'Empereur et les dispositions qui marquent l'établissement de la nouvelle dynastie par l'anéantissement des maisons des principaux coupables ont produit un grand effet. La destruction de droits odieux au peuple et contraires à la prospérité de l'État et la mesure qui ne

laisse plus à la classe nombreuse des moines aucune incertitude sur son sort ont un bon résultat.

L'animadversion générale se dirige contre les Anglais. Les paysans disent dans leur langage qu'à l'approche des Français les Anglais sont allés monter sur leurs chevaux de bois.

S. M. a passé hier la revue de plusieurs corps de cavalerie. Elle a nommé commandant de la Légion d'honneur le colonel des lanciers polonais Konopka. Le corps que cet officier commande s'est couvert de gloire dans toutes les occasions.

S. M. a témoigné sa satisfaction à la brigade Dijon pour sa bonne conduite à la bataille de Tudela.

Dix-neuvième bulletin de l'armée d'Espagne.

Madrid, 13 décembre 1808.

. . . . . .

Les détails que l'on recueille de la bouche des Espagnols, sur la junte centrale, tendent tous à la couvrir de ridicule. Cette assemblée était devenue l'objet du mépris de toute l'Espagne. Ses membres, au nombre de trente-six, s'étaient attribué eux-mêmes des titres, des cordons de toute espèce et soixante mille livres de traitement. Florida-Blanca était un véritable mannequin. Il rougit à présent du déshonneur qu'il a répandu sur sa vieillesse. Ainsi que cela arrive toujours dans de pareilles assemblées, deux ou trois hommes dominaient tous les autres, et ces deux ou trois misérables étaient aux gages de l'Angleterre. L'opinion de la ville de Madrid est très-prononcée à l'égard de cette junte, qui est vouée au ridicule et au mépris ainsi qu'à la haine de tous les habitants de la capitale.

La bourgeoisie, le clergé, la noblesse, convoqués par le corrégidor, se sont assemblés deux fois.

L'esprit de la capitale est fort différent de ce qu'il était avant le départ des Français. Pendant le temps qui s'est écoulé depuis cette époque, cette ville a éprouvé tous les maux qui résultent de l'absence du gouvernement. Sa propre expérience

lui a inspiré le dégoût des révolutions ; elle a resserré les liens qui l'attachaient au roi. Pendant les scènes de désordre qui ont agité l'Espagne, les vœux et les regards des hommes sages se tournaient vers leur souverain.

Jamais on n'a vu dans ce pays un aussi beau mois de décembre ; on se croirait au commencement du printemps. L'Empereur profite de ce temps magnifique pour rester à la campagne à une lieue de Madrid.

Réponse de l'empereur à une députation de la ville de Madrid.

Madrid, 15 décembre 1808.

J'agrée les sentiments de la ville de Madrid. Je regrette le mal qu'elle a essuyé, et je tiens à bonheur particulier d'avoir pu, dans ces circonstances, la sauver et lui épargner de plus grands maux.

Je me suis empressé de prendre des mesures qui tranquillisent toutes les classes des citoyens, sachant combien l'incertitude est pénible pour tous les peuples et pour tous les hommes. J'ai conservé les ordres religieux en restreignant le nombre des moines. Il n'est pas un homme sensé qui ne jugeât qu'ils étaient trop nombreux. Ceux qui sont appelés par une vocation qui vient de Dieu resteront dans leurs couvents. Quant à ceux dont la vocation était peu solide et déterminée par des considérations mondaines, j'ai assuré leur existence dans l'ordre des ecclésiastiques séculiers. Du surplus des biens des couvents j'ai pourvu aux besoins des curés, de cette classe la plus intéressante et la plus utile parmi le clergé.

J'ai aboli ce tribunal contre lequel le siècle et l'Europe réclamaient. Les prêtres doivent guider les consciences, mais ne doivent exercer aucune juridiction extérieure et corporelle sur les citoyens.

J'ai satisfait à ce que je devais à moi et à ma nation ; la part de la vengeance est faite ; elle est tombée sur dix des principaux coupables ; le pardon est entier et absolu pour tous les autres.

J'ai supprimé des droits usurpés par les seigneurs dans le temps des guerres civiles, où les rois ont trop souvent été obligés d'abandonner leurs droits pour acheter leur tranquillité et le repos des peuples.

J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun pourra établir des hôtelleries, des fours, des moulins, des madragues, des pêcheries et donner un libre essor à son industrie en observant les lois et les règlements de la police. L'égoïsme, la richesse et la prospérité d'un petit nombre d'hommes nuisaient plus à votre agriculture que les chaleurs de la canicule.

Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans un État qu'une justice. Toutes les justices particulières avaient été usurpées et étaient contraires aux droits de la nation. Je les ai détruites.

J'ai aussi fait connaître à chacun ce qu'il pouvait avoir à craindre, ce qu'il pouvait espérer.

Les armées anglaises, je les chasserai de la Péninsule.

Sarragosse, Valence, Séville seront soumises ou par la persuasion ou par la force de mes armes.

Il n'est aucun obstacle capable de retarder longtemps l'exécution de mes volontés.

Mais ce qui est au-dessus de mon pouvoir, c'est de constituer les Espagnols en nation sous les ordres du roi, s'ils continuent à être imbus des principes de scission et de haine envers la France que les partisans des Anglais et les ennemis du continent ont répandus au sein de l'Espagne. Je ne puis établir une nation, un roi et l'indépendance des Espagnols si ce roi n'est pas sûr de leur affection et de leur fidélité.

Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. Les divisions dans la famille royale avaient été tramées par les Anglais. Ce n'était pas le roi Charles et le favori que le duc de l'Infantado, instrument de l'Angleterre, comme le prouvent les papiers récemment trouvés dans sa maison, voulait renverser du trône ; c'était la prépondérance de l'Angleterre qu'on voulait établir en Espagne, projet insensé, dont le résultat aurait été une guerre de terre sans fin et qui aurait fait couler des flots de sang. Aucune puissance ne peut exister sur le continent influencée par

l'Angleterre. S'il en est qui le désirent, leur désir est insensé et produira tôt ou tard leur ruine.

Il me serait facile et je serais obligé de gouverner l'Espagne en y établissant autant de vice-rois qu'il y a des provinces. Cependant je ne me refuse point de céder mes droits de conquête au roi, et à l'établir dans Madrid, lorsque les trente mille citoyens que renferme cette capitale, ecclésiastiques, nobles, négociants, hommes de loi, auront manifesté leurs sentiments et leur fidélité, donné l'exemple aux provinces, éclairé le peuple et fait connaître à la nation que son existence et son bonheur dépendent d'un roi et d'une constitution libérale, favorable au peuple et contraire seulement à l'égoïsme et aux passions orgueilleuses des grands.

Si tels sont les sentiments des habitants de la ville de Madrid, que ces trente mille citoyens se rassemblent dans les églises, qu'ils prêtent, devant le saint Sacrement un serment qui sorte non-seulement de la bouche, mais du cœur, et qui soit sans restriction jésuitique; qu'ils jurent appui, amour et fidélité au roi; que les prêtres au confessionnal et dans la chaire, les négociants dans leurs correspondances, les hommes de loi dans leurs écrits et leurs discours inculquent ces sentiments au peuple; alors je me dessaisirai du droit de conquête, je placerai le roi sur le trône, et je me ferai une douce tâche de me conduire envers les Espagnols en ami fidèle. La génération pourra varier dans ses opinions; trop de passions ont été mises en jeu; mais vos neveux me béniront comme votre régénérateur; ils placeront au nombre des jours mémorables ceux où j'ai paru parmi vous; et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne.

Voilà, M. le corrégidor, ma pensée tout entière. Consultez vos concitoyens et voyez le parti que vous avez à prendre; mais, quel qu'il soit, prenez-le franchement et ne me montrez que des dispositions vraies.

Vingt-deuxième bulletin de l'armée d'Espagne.

Benevente, le 31 décembre 1808.

Dans la journée du 30, la cavalerie commandée par le duc

d'Istrie a passé l'Ezla. Le 30 au soir, elle a traversé Benevente et a poursuivi l'ennemi jusqu'à Puente de la Velana.

Le même jour, le quartier général a été établi à Benavente.

Les Anglais ne se sont pas contentés de couper une arche du pont de l'Ezla; ils ont aussi fait sauter les piles avec des mines, dégât inutile, qui est très-nuisible au pays. Ils se sont livrés partout au plus affreux pillage. Les soldats, dans l'excès de leur perpétuelle intempérance, se sont portés à tous les désordres d'une ivresse brutale. Tout enfin, dans leur conduite, annonçait plutôt une armée ennemie qu'une armée qui venait secourir un peuple ami. Le mépris que les Anglais témoignaient pour les Espagnols a rendu plus profonde encore l'impression causée par tant d'outrages. Cette expérience est un utile calmant pour les insurrections suscitées par les étrangers. On ne peut que regretter que les Anglais n'aient pas envoyé une armée en Andalousie. Celle qui a traversé Benevente il y a dix jours triomphait en espérance et couvrait déjà ses drapeaux de trophées; rien n'égalait la sécurité et l'audace qu'elle faisait paraître. A son retour son attitude était bien changée; elle était harassée de fatigue et paraissait accablée de la honte de fuir sans avoir combattu. Pour prévenir les justes reproches des Espagnols, les Anglais répétaient sans cesse qu'on leur avait promis de joindre des forces nombreuses à leur armée; et les Espagnols repoussaient encore cette calomnieuse assertion par des raisons auxquelles il n'y avait rien à répondre.

Lorsqu'il y a dix jours les Anglais traversaient le pays, ils savaient bien que les armées espagnoles étaient détruites. Les commissaires qu'ils avaient entretenus aux armées de la gauche, du centre et de la droite n'ignoraient pas que ce n'était point cinquante mille hommes, mais cent quatre-vingt mille que les Espagnols avaient mis sous les armes; que ces cent quatre-vingt mille hommes s'étaient battus, tandis que pendant six semaines les Anglais avaient été spectateurs indifférents de leurs combats. Ces commissiaires n'avaient pas laissé ignorer que les armées espagnoles avaient cessé d'exciter. Les Anglais savaient donc que les Espagnols étaient sans armées lorsqu'il

y a dix jours ils se portèrent en avant, enivrés de la folle espérance de tromper la vigilance du général français et donnant dans le piége qu'il leur avait tendu pour les attirer en rase campagne. Ils avaient fait auparavant quelques marches pour retourner à leurs vaisseaux.

Vous deviez, ajoutaient les Espagnols, persister dans cette résolution prudente, ou bien il fallait être assez forts pour balancer les destins des Français. Il ne fallait pas surtout avancer d'abord avec tant de confiance pour reculer ensuite avec tant de précipitation; il ne fallait pas attirer chez nous le théâtre de la guerre, et nous exposer aux ravages de deux armées; après avoir appelé sur nos têtes tant de désastres, il ne faut pas en jeter la faute sur nous.

Nous n'avons pu résister aux armes françaises, vous ne pouvez pas leur résister davantage; cessez donc de nous accuser, de nous outrager : tous nos malheurs viennent de vous.

Les Anglais avaient répandu dans le pays qu'ils avaient battu cinq mille hommes de cavalerie française sur les bords de l'Ezla, et que le champ de bataille était couvert de morts. Les habitants de Benevente ont été fort surpris lorsque, visitant le champ de bataille, ils n'y ont trouvé que trois Anglais et deux Français. Ce combat de quatre cents hommes contre deux mille fait beaucoup d'honneur aux Français. Les eaux de la rivière avaient augmenté pendant toute la journée du 29, de sorte qu'à la fin du jour le gué n'était plus praticable. C'est au milieu de la rivière et dans le temps où il était prêt à se noyer que le général Lefebvre-Desnouettes, ayant été porté par le courant sur la rive occupée par les Anglais, a été fait prisonnier. La perte des ennemis en tués et en blessés dans cette affaire d'avant-postes a été beaucoup plus considérable que celle des Français. La fuite des Anglais a été si précipitée qu'ils ont laissé à l'hôpital leurs malades et leurs blessés et qu'ils ont été obligés de brûler un superbe magasin de tentes et d'effets d'habillement. Ils ont tué tous les chevaux blessés ou fatigués qui les embarrassaient. On ne saurait croire combien ce spectacle, si contraire à nos mœurs, de plusieurs centaines de chevaux tués à coups de pistolet indigne les Espagnols; plusieurs

y voient une sorte de sacrifice, un usage religieux, et cela leur fait naître des idées bizarres sur la religion anglicane.

Les Anglais se retirent en toute hâte. Tous les Allemands à leur service désertent. Notre armée sera ce soir à Astorga et près des confins de la Galice.

Vingt-troisième bulletin de l'armée d'Espagne.

Benavente, 1er janvier 1809.

. . . . . .

Cependant les Anglais fuient en toute hâte, poursuivis par le duc d'Istrie avec neuf mille hommes de cavalerie. Dans les magasins qu'ils ont brûlés à Benevente se trouvaient, indépendamment des tentes, quatre mille couvertures et une grande quantité de rhum. On a ramassé plus de deux cents chariots de bagages et de munitions de guerre abandonnés sur la route de Benevente à Astorga. Les débris de la division la Romana se sont jetés sur cette dernière ville, et ont encore augmenté la confusion.

Les événements de l'expédition de l'Angleterre en Espagne fourniront le sujet d'un beau discours d'ouverture au parlement. Il faudra annoncer à la nation anglaise que son armée est restée trois mois dans l'inaction tandis qu'elle pouvait secourir les Espagnols; que ses chefs, ou ceux dont elle exécutait les ordres, ont eu l'extrême ineptie de la porter en avant lorsque les armées espagnoles étaient détruites; qu'enfin elle a commencé l'année fuyant l'épée dans les reins, poursuivie par l'ennemi, qu'elle n'a pas osé combattre, et par les malédictions de ceux qu'elle avait excités et qu'elle aurait dû défendre : de telles entreprises et de semblables résultats ne peuvent appartenir qu'à un pays qui n'a pas de gouvernement. Fox ou même Pitt n'auraient pas commis de telles fautes. S'engager dans une lutte de terre contre la France, qui a cent mille hommes de cavalerie, cinquante mille chevaux d'équipages et neuf cent mille hommes d'infanterie, c'est, pour l'Angleterre, pousser la folie jusqu'à ses derniers excès; c'est être avide de honte, c'est enfin diriger les affaires de la Grande-Bretagne comme pouvait le

désirer le cabinet des Tuileries : il fallait bien peu connaître l'Espagne pour attacher quelque importance à des mouvements populaires et pour espérer qu'en y soufflant le feu de la sédition cet incendie aurait quelques résultats et quelque durée. Il ne faut que quelques prêtres fanatiques pour composer et répandre des libelles, pour porter un désordre momentané dans les esprits ; mais il faut autre chose pour constituer une nation en armes. Lors de la révolution de France, il fallut trois années et le régime de la Convention pour préparer des succès militaires ; et qui ne sait encore à quelles chances la France fut exposée ? Cependant elle était excitée, soutenue par la volonté unanime de recouvrer les droits qui lui avaient été ravis dans des temps d'obscurité. En Espagne, c'étaient quelques hommes qui soulevaient le peuple pour conserver la possession exclusive de droits odieux au peuple. Ceux qui se battaient pour l'inquisition, les franciscains et les droits féodaux pouvaient être animés d'un zèle ardent pour leurs intérêts personnels, mais ils ne pouvaient inspirer à toute une nation une volonté ferme et des sentiments durables. Malgré les Anglais, les droits féodaux, les franciscains et l'inquisition n'existent plus en Espagne.

Vingt-sixième bulletin de l'armée d'Espagne.

Valladolid, 7 janvier 1809.

. . . . . .

Sa Majesté a porté son quartier général de Benevente à Valladolid.

Elle a reçu aujourd'hui toutes les autorités de la ville. Dix des plus mauvais sujets de la dernière classe du peuple ont été passés par les armes. Ce sont les mêmes qui avaient massacré le général Cevallos et qui pendant si longtemps ont opprimé les gens de bien.

Sa Majesté a ordonné la suppression du couvent des dominicains dans lequel un Français a été tué.

Elle a témoigné sa satisfaction au couvent de San-Benito, dont les moines sont des hommes éclairés qui, bien loin d'a-

voir prêché la guerre et le désordre, de s'être montrés avides de sang et de meurtre, ont employé tous leurs soins et consacré les efforts les plus courageux à calmer le peuple et à le ramener au bon ordre. Plusieurs Français leur doivent la vie. L'Empereur a voulu voir ces religieux, et lorsqu'il a appris qu'ils étaient de l'ordre des bénédictins, dont les membres se sont toujours illustrés dans les lettres et dans les sciences, soit en France, soit en Italie, il a daigné exprimer la satisfaction qu'il éprouvait de leur avoir cette obligation.

En général, le clergé de cette ville est bon; les moines vraiment dangereux sont ces Dominicains fanatiques qui s'étaient emparés de l'inquisition et qui, ayant baigné leurs mains dans le sang d'un Français, ont eu la lâcheté sacrilége de jurer sur l'évangile que l'infortuné dont on leur demandait compte n'était point mort et avait été conduit à l'hôpital, et qui ensuite ont avoué qu'après qu'il eut été privé de la vie on avait jeté son corps dans un puits, où on l'a en effet trouvé. Hommes hyppocrites et barbares, qui prêchez l'intolérance, qui suscitez la discorde, qui excitez à verser le sang, vous n'êtes pas les ministres de l'évangile! Le temps où l'Europe voyait sans indignation célébrer par des illuminations, dans les grandes villes, le massacre des protestants ne peut renaître. Les bienfaits de la tolérance sont les premiers droits des hommes; elle est la première maxime de l'évangile, puisqu'elle est le premier attribut de la charité. S'il fut une époque où quelques faux docteurs de la religion chrétienne prêchaient l'intolérance, alors ils n'avaient pas en vue les intérêts du ciel, mais ceux de leur influence temporelle; ils voulaient s'emparer de l'autorité chez des peuples ignorants. Lorsqu'un moine, un théologien, un évêque, un pontife prêche l'intolérance, il prêche sa condamnation; il se livre à la risée des nations.

Vingt-septième bulletin de l'armée d'Espagne.

Valladolid, 9 janvier 1809.

. . . . . .

COMBAT DE LA COROGNE.

Le 14, le pont de Burgo fut raccommodé, et l'artillerie française put y passer. L'ennemi était en position sur deux lignes, à une demi-lieue en avant de la Corogne. On le voyait s'occuper à embarquer en toute hâte ses malades et ses blessés : les espions et les déserteurs en portent le nombre à trois ou quatre mille hommes. Les Anglais s'occupaient en même temps à détruire les batteries de la côte et à dévaster le pays voisin de la mer. Le commandant du fort de Saint-Philippe, se doutant du sort qu'ils réservaient à la place, refusa de les y recevoir.

Le 14 au soir, on vit arriver un nouveau convoi de cent soixante voiles, parmi lesquelles on comptait quatre vaisseaux de ligne.

Le 15 au matin, les divisions Merle et Mermet occupèrent les hauteurs de Vallaboa, où se trouvait l'avant-garde ennemie, qui fut attaquée et culbutée. Notre droite fut appuyée au point d'intersection de la route de la Corogne à Lugo, et de la Corogne à Santyago. La gauche était placée en arrière du village d'Elvina. L'ennémi occupait en face de très-belles hauteurs.

Le reste de la journée du 15 fut employé à placer une batterie de douze pièces de canon, et ce ne fut que le 16, à trois heures après midi, que le duc de Dalmatie donna l'ordre de l'attaque.

Les Anglais furent abordés franchement par la première brigade de la division Mermet, qui les culbuta et les délogea du village d'Elvina. Le deuxième régiment d'infanterie légère se couvrit de gloire. Le général Jardon, à la tête des voltigeurs, fit paraître un grand courage. L'ennemi, culbuté de ses positions, se retira dans les jardins qui sont autour de la Corogne.

La nuit devenant très-obscure, on fut obligé de suspendre l'attaque. L'ennemi en a profité pour s'embarquer en toute hâte. Nous n'avons eu d'engagés, pendant le combat, qu'environ six mille hommes, et tout était disposé pour partir de la position que nos troupes occupaient le soir et profiter du lendemain pour une affaire générale. La perte de l'ennemi est immense; deux batteries de notre artillerie l'ont foudroyé pendant la durée du combat. On a compté sur le champ de bataille plus de huit cents cadavres anglais, parmi lesquels on a trouvé le corps du général Hamilton et ceux de deux autres officiers généraux dont on ignore les noms. Nous avons pris vingt officiers, trois cents soldats et quatre pièces de canon. Les Anglais ont laissé plus de quinze cents chevaux qu'ils avaient tués. Notre perte s'élève à cent hommes; nous en avons eu cent cinquante blessés. Le colonel du quarante-cinquième s'est distingué. Un porte-aigle du trente-unième d'infanterie légère a tué de sa propre main un officier anglais qui, dans la mêlée, s'était attaché à lui pour tâcher de lui enlever son aigle. Le général d'artillerie Bourgeat et le colonel Fontenay se sont très-bien montrés.

Le 17, à la pointe du jour, on a vu le convoi anglais mettre à la voile : le 18 tout avait disparu. Le duc de Dalmatie avait fait canonner les bâtiments des hauteurs du fort Sandiego. Plusieurs transports ont échoué, et tous les hommes qu'ils portaient ont été pris.

On a trouvé dans l'établissement de la Payoza trois mille fusils anglais. On s'est aussi emparé des magasins de l'ennemi et d'une quantité considérable de munitions et d'effets appartenant à l'armée. On a ramassé dans les faubourgs beaucoup de blessés. L'opinion des habitants du pays et des déserteurs est que le nombre des blessés dans le combat excède deux mille cinq cents.

Ainsi s'est terminée l'expédition anglaise envoyée en Espagne. Après avoir fomenté la guerre dans ce malheureux pays, les Anglais l'ont abandonné. Ils avaient débarqué trente-huit mille hommes et six mille chevaux; nous leur avons pris de compte fait six mille cinq cents hommes, non compris les malades. Ils ont rembarqué très-peu de bagages, très-peu de munitions et

très-peu de chevaux : on en a compté cinq mille tués et abandonnés. Les hommes qui ont trouvé un asile sur leurs vaisseaux sont harassés et découragés. Dans une autre saison il n'en aurait pas échappé un seul. La facilité de couper les ponts, la rapidité des torrents qui, pendant l'hiver, deviennent de profondes rivières, le peu de durée des journées et la longueur des nuits sont très-favorables à une armée en retraite.

Des trente-huit mille d'hommes que les Anglais avaient débarqués, on peut assurer qu'à peine vingt-quatre mille hommes retourneront en Angleterre.

. . . . . .

Trente-unième bulletin de l'armée d'Espagne.

Les régiments anglais portant les numéros 42, 50 et 52 ont été entièrement détruits au combat du 16 près la Corogne. Il ne s'est pas embarqué soixante hommes de chacun de ces corps. Le général en chef Moore a été tué en voulant charger à la tête de cette brigade, pour rétablir les affaires. Efforts impuissants! cette troupe a été dispersée et son général frappé au milieu d'elle. Le général Baird avait déjà été blessé; il traversa la Corogne pour gagner son vaisseau, et ne se fit panser qu'à bord. Le bruit court qu'il est mort le 19.

Après la bataille du 16, la nuit fut terrible à la Corogne. Les Anglais y entrèrent consternés et pêle-mêle. L'armée anglaise avait débarqué plus de quatre-vingts pièces de canon; elle n'en a pas rembarqué douze. Le reste a été pris ou perdu, et de compte fait nous nous trouvons en possession de soixante pièces de canon anglaises.

Indépendamment du trésor de deux millions que l'armée a pris aux Anglais, il paraît qu'un trésor plus considérable a été jeté dans les précipices qui bordent la route d'Astorga à la Corogne. Les paysans et les soldats ont ramassé parmi les rochers une grande quantité d'argent.

Dans les engagements qui ont eu lieu pendant la retraite, et avant le combat de la Corogne, deux généraux anglais avaient été tués et trois blessés. On nomme parmi ces derniers

le général Crawfurd. Les Anglais ont perdu tout ce qui constitue une armée, généraux, artillerie, chevaux, bagages, munitions, magasins.

Dès le 17, à la pointe du jour, nous étions maîtres des hauteurs qui dominent la rade de la Corogne, et nos batteries jouaient contre le convoi anglais. Il en est résulté que plusieurs bâtiments n'ont pu sortir et ont été pris lors de la capitulation de la Corogne. On a trouvé aussi cinq cents chevaux anglais encore vivants, seize mille fusils et beaucoup d'artillerie de siége abandonnée par l'ennemi. Un grand nombre de magasins sont pleins de munitions confectionnées que les Anglais voulaient emmener, mais qu'ils ont été forcés de laisser. Un magasin à poudre situé dans la presqu'île, contenant deux cents milliers de poudre, nous est également resté. Les Anglais, surpris par l'événement du combat du 16, n'ont pas même eu le temps de détruire leurs magasins. Il y avait trois cents malades anglais dans les hôpitaux. Nous avons trouvé dans le port sept bâtiments anglais; trois étaient chargés de chevaux et quatre de troupes. Ils n'avaient pu appareiller.

. . . . . .

Trente-deuxième bulletin de l'armée d'Espagne.

SIÉGE DE SARRAGOSSE.

La bataille de Tudela avait été gagnée le 23 novembre, et dès le 27 l'armée française campait à peu de distance de Sarragosse.

La population de cette ville était armée. Celle des campagnes de l'Aragon s'y était jointe, et Sarragosse contenait cinquante mille hommes, formés par régiments de mille hommes et par compagnies de cent hommes. Tous les grades de généraux, d'officiers et de sous-officiers étaient remplis par des moines. Un corps de troupes de dix mille hommes échappés de la bataille de Tudela s'était renfermé dans la ville, dont les subsistances étaient assurées par d'immenses magasins et qui était défendue par deux cents pièces de canon. L'image de Notre-Dame del Pilar faisait, au gré de moines, des miracles qui ani-

maient l'ardeur de cette nombreuse population ou qui soutenaient sa confiance. En plaine ces cinquante mille hommes n'auraient pas tenu contre trois régiments ; mais enfermés dans leur ville, excités par tous les chefs de partis, pouvaient-ils échapper aux maux que l'ignorance et le fanatisme attiraient sur tant d'infortunés ?

Tout ce qu'il était possible de faire pour les éclairer, les ramener à la raison a été entrepris. Immédiatement après la bataille de Tudela, on jugea que l'opinion où on était à Sarragosse que Madrid ferait de la résistance, que les armées de Somo-Sierra, du Guadarama, de l'Estramadure, de Léon et de la Catalogne obtiendraient quelques succès, servirait de prétexte aux chefs des insurgés pour entretenir le fanatisme des habitants. On résolut de ne pas investir la ville et de la laisser communiquer avec toute l'Espagne, afin qu'elle apprît la déroute des armées espagnoles et qu'elle connût les détails de l'entrée de l'armée française à Madrid. Mais ces nouvelles ne parvinrent qu'aux meneurs, et demeurèrent inconnues à la masse de la population : non-seulement on lui cachait la vérité, mais on l'encourageait par des mensonges. Tantôt les Français avaient perdu quarante mille hommes à Madrid; la Romana était entré en France, enfin l'armée anglaise arrivait en grande hâte, et les aigles françaises devaient fuir à l'aspect du terrible léopard.

Ce temps sacrifié à des vues politiques et à l'espoir de voir se calmer des têtes exaltées par le fanatisme et par l'erreur n'était pas perdu pour l'armée française. Le général du génie Lacoste, aide de camp de l'Empereur et officier du plus grand mérite, réunissait à Alagon les outils, les équipages de mines et des matériaux nécessaires à la guerre souterraine que S. M. avait ordonnée.

Le général de division Dedon, commandant l'artillerie, rassemblait une grande quantité de mortiers, de bombes, d'obus et des bouches à feu de tout calibre. On tirait tous ces objets de Pampelune, éloignée de sept marches de Sarragosse.

Cependant on remarqua que l'ennemi mettait le temps à profit pour fortifier le Monte-Torrero et d'autres positions

importantes. Le 21 décembre, la division Suchet le chassa des hauteurs de Saint-Lambert et de deux ouvrages de campagne qui étaient à portée de la place. La division du général Gazan culbuta l'ennemi des hauteurs de San-Gregorio, et fit enlever par le vingt-unième d'infanterie légère et le centième de ligne les redoutes adossées aux faubourgs, qui défendaient les routes de Suéva et de Barcelonne. Il s'empara également d'une grande manufacture située près de Galliego, où s'étaient retranchés cinq cents Suisses. Le même jour, le duc de Conegliano s'empara des ouvrages et de la position du Monte-Torrero, enleva tous les canons, fit beaucoup de prisonniers et un grand mal à l'ennemi.

Le duc de Conegliano étant tombé malade, le duc d'Abrantès vint dans le commencement de janvier prendre le commandement du troisième corps.

Il signala son arrivée par la prise du couvent de Saint-Joseph, et poursuivit ses succès le 16 janvier en enlevant la tête du pont de la Huerba, où ses troupes se logèrent. Le chef de bataillon Sthal, du quatorzième de ligne, se distingua à l'attaque du couvent de Saint-Joseph, et le lieutenant Victor de Buffon monta des premiers à l'assaut.

L'investissement de Sarragosse n'était cependant pas encore terminé. On persistait toujours dans les mêmes ménagements; et on laissait à dessein des communications libres, afin que les insurgés pussent apprendre la déroute des Anglais et leur honteuse fuite au delà des Espagnes. Ce fut le 16 janvier que les Anglais furent jetés dans la mer à la Corogne, et ce fut le 26 que les opérations commencèrent à devenir sérieuses devant Sarragosse.

Le duc de Montebello y arriva le 20 pour prendre le commandement supérieur du siége. Lorsqu'il eut acquis la certitude que toutes les nouvelles que l'on faisait parvenir dans la ville ne produisaient aucun effet et que quelques moines, qui s'étaient emparés des esprits, réussissaient ou à empêcher qu'elles vinssent à la connaissance du peuple ou à les travestir de manière à perpétuer le délire des assiégés, il prit le parti de renoncer à tous les ménagements.

Quinze mille paysans s'étaient réunis sur la gauche de l'Ebre à Perdiguera ; le duc de Trévise les attaqua avec trois régiments, et, malgré la belle position qu'ils occupaient, le soixante-quatrième régiment les culbuta et les mit en déroute. Le dixième de hussards se trouva dans la plaine pour les recevoir, et un grand nombre resta sur le camp de bataille. Neuf pièces de canon et plusieurs drapeaux furent les trophées de cette rencontre.

En même temps le duc de Montebello avait envoyé l'adjudant-commandant Gasquet sur Zuer, pour y dissiper un rassemblement. Cet officier, avec trois bataillons, attaqua quatre mille insurgés, les culbuta et leur prit quatre pièces de canon avec leurs caissons attelés.

Le général Vattier avait en même temps été détaché avec trois cents hommes d'infanterie et deux cents chevaux sur la route de Valence. Il rencontra cinq mille insurgés à Alcanitz, les força dans la ville même à jeter leurs fusils dans leur fuite, leur tua six cents hommes et prit des magasins de subsistances, des munitions d'armes; parmi ces derniers se trouvèrent mille fusils anglais. L'adjudant-commandant Carrion de Nizas, à la tête d'une colonne d'infanterie, s'est conduit d'une manière brillante; le colonel Burthe, du quatrième de hussards, et le chef de bataillon Camus, du vingt-huitième d'infanterie légère, se sont distingués.

Ces opérations se faisaient entre le 20 et le 26 janvier.

Le 26, on commença à attaquer sérieusement la ville, et l'on démasqua les batteries. Le 27 à midi la brèche se trouva praticable sur plusieurs points de l'enceinte. Les troupes se logèrent dans le couvent de San-Ingracia. La division Grand-Jean occupa une trentaine de maisons dans la ville. Le colonel Chlopicki et les soldats de la Vistule se distinguèrent. Dans le même moment le général de division Merlot, dans une attaque sur la gauche, s'empara de tout le front de défense de l'ennemi.

Le capitaine Guetteman, à la tête des travailleurs et de trente-six grenadiers du quarante-quatrième, est monté à la brèche avec une hardiesse rare. M. Bobieski, officier des voltigeurs de la Vistule, jeune homme âgé de dix-sept ans et déjà

couvert de sept blessures, s'est présenté le premier à la brèche. Le chef de bataillon Lejeune, aide de camp du prince de Neufchâtel, s'est conduit avec distinction, et a reçu deux blessures légères. Le chef de bataillon Haxo a aussi été légèrement blessé et s'est également distingué.

Le 30, les couvents de Sainte-Monique et des Grands-Augustins furent enlevés. Soixante maisons furent prises à la sape. Les sapeurs du quatorzième régiment de ligne se distinguèrent.

Le 1er février, le général Lacoste fut atteint d'une balle, et mourut sur le champ d'honneur. C'était un officier aussi brave qu'instruit. Sa perte a été sensible à toute l'armée et plus particulièrement encore à l'Empereur. Le colonel Rogniat lui succéda dans le commandement de l'arme de génie et dans la direction du siége.

L'ennemi défendait chaque maison. Trois attaques de mines étaient conduites de front, et tous les jours trois ou quatre mines faisaient sauter plusieurs maisons et permettaient aux troupes de se loger dans plusieurs autres.

C'est ainsi qu'on arriva jusqu'au Corso (grande rue de Sarragosse), qu'on se logea sur les quais et que l'on s'empara de la maison des écoles et de celle l'université. L'ennemi tentait d'opposer mineurs à mineurs; mais, peu habiles dans ce genre d'opérations, ses mineurs étaient sur-le-champ découverts et étouffés.

Cette manière de conduire le siége en rendait la marche lente, mais certaine et moins coûteuse pour l'armée. Pendant que trois compagnies de mineurs et huit compagnies de sapeurs sont seules occupées à cette guerre souterraine, dont les résultats sont si terribles, le feu est presque constamment entretenu dans la ville par les mortiers qui lancent des bombes remplies de cloches à feu.

Il n'y avait que dix jours que l'attaque avait commencé, et déjà on présageait la prochaine reddition de la ville. On s'était emparé de plus du tiers des maisons et on s'y était logé. L'église où se trouvait l'image de Notre-Dame del Pilar qui, par tant de miracles, avait promis de la défendre était écrasée par les bombes et n'était plus habitable.

Le duc de Montebello jugea alors nécessaire de s'emparer du faubourg de la rive gauche, pour occuper tout le diamètre de la ville et croiser son feu. Le général de division Gazan enleva la caserne des Suisses par une attaque prompte et brillante. Le 17, une batterie de cinquante pièces de canon qu'on avait établie joua dès le matin. A trois heures après midi, un bataillon du vingt-huitième attaqua un énorme couvent dont les murs en briques avaient trois à quatre pieds d'épaisseur, et s'en empara. Sept mille ennemis défendaient le faubourg. Le général Gazan se porta rapidement sur le pont par où les insurgés avaient leur retraite dans la ville. Il en tua un grand nombre, et fit quatre mille prisonniers, au nombre desquels se trouvaient deux généraux, douze colonels, dix-neuf lieutenants-colonels et deux cent trente officiers. Il prit six drapeaux et trente pièces de canon. Presque toutes les troupes de ligne de la place occupaient ce point important, qui était menacé depuis le 10.

Au même instant le duc d'Abrantès traversait le Corso par plusieurs caponières, et faisait sauter, au moyen de deux fourneaux de mine, le vaste bâtiment des écoles.

Après ces événements la terreur se mit dans la ville. La junte, pour obtenir quelques délais et donner le temps à la frayeur des habitants de se dissiper, demanda à parlementer; mais sa mauvaise foi était connue, et cette ruse fut inutile. Trente autres maisons furent enlevées à la sape ou par des mines.

Enfin, le 21 toute la ville fut occupée par nos troupes. Quinze mille hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie ont posé les armes à la porte de Portillo, et ont remis quarante drapeaux et cent cinquante pièces de canon. Les insurgés ont perdu vingt mille hommes pendant le siége. On en a trouvé treize mille dans les hôpitaux. Il en mourait cinq cents par jour.

Le duc de Montebello n'a pas voulu accorder la capitulation à la ville de Sarragosse: il a seulement fait connaître les dispositions suivantes :

La garnison posera les armes le 21, à midi, à la porte de Portillo; après quoi elle sera prisonnière de guerre. Les hommes

des troupes de ligne qui voudraient prêter serment au roi Joseph et entrer à son service pourront y être admis. Dans le cas où leur admission ne serait pas accordée par le ministre de la guerre du roi d'Espagne, ils seront prisonniers de guerre et conduits en France. La religion sera respectée. Les troupes françaises occuperont, le 21 à midi, le château. Toute l'artillerie et toutes les munitions de toute espèce leur seront remises. Toutes les armes seront déposées aux portes de chaque maison et recueillies par les alcades de chaque quartier.

Le comte de Fuentès, grand d'Espagne, que les insurgés avaient arrêté dans ses terres il y a sept mois, a été trouvé dans un cachot de huit pieds carrés, et délivré. On ne peut se faire une idée des maux qu'il a soufferts.

HUITIÈME ÉPOQUE.

GUERRE D'AUTRICHE (1809.)

On n'ignore pas la démarche faite par l'empereur d'Autriche le lendemain de la bataille d'Austerlitz auprès de Napoléon pour obtenir la paix. Cette paix, il ne venait pas la demander seulement en son nom, il la demandait encore au nom de son allié l'empereur de Russie. Les deux souverains, la veille, avaient été témoins de la victoire remportée par Napoléon. Du haut d'une montagne voisine, où ils s'étaient tenus pendant la durée de l'action, ils avaient vu le désastre de leur armée; une moitié était détruite; l'autre, enveloppée de toutes parts, n'avait plus qu'à déposer les armes. Eux-mêmes n'avaient pu s'échapper; toutes les routes étaient fermées devant eux, et il dépendait du vainqueur de les retenir prisonniers ou de leur faire acheter leur liberté aux conditions qu'il lui plairait d'imposer. C'était alors que l'empereur d'Autriche était venu trouver Napoléon jusque dans son camp et au milieu de son quartier général. Les premières paroles du monarque autrichien en abordant l'Empereur et la réponse de celui-ci ont été citées trop souvent pour qu'il soit nécessaire de les rappeler. L'empereur d'Autriche reconnaissait qu'il avait été trompé par les Anglais. « Ce « sont des marchands, dit-il, qui mettent le feu au continent pour s'as- « surer le commerce du monde. » Dans cet entretien, qui dura deux heures, il fut convenu que les hostilités seraient immédiatement suspendues. Les troupes russes, sur la prière de l'empereur François II, furent comprises dans l'armistice. Napoléon consentait à leur ouvrir le passage à la condition qu'elles se mettraient en marche aussitôt pour regagner leur pays. Il ne demandait rien de plus à la Russie. « J'arrê- « terai le mouvement de mes colonnes, dit-il à l'empereur d'Autriche (1); « mais V. M. me promet que l'armée russe retournera en Russie. » — « C'est l'intention de l'empereur Alexandre, répliqua François II, je « puis vous l'assurer. D'ailleurs dans la nuit vous pourrez vous en « assurer par vos propres officiers. »

(1) Bignon, t. 4, 454.

L'Empereur sentit cependant que la générosité l'avait entraîné bien loin. Au moment où l'empereur d'Autriche s'éloignait : « Cet homme « me fait faire une faute, dit-il ; j'aurais pu suivre ma victoire, et pren- « dre toute l'armée russe et autrichienne ; mais enfin quelques larmes « de moins seront versées. »

L'empereur de Russie avait attendu avec une vive anxiété le résultat de cette entrevue. Sa joie en l'apprenant fut extrême ; elle témoigait de toute l'étendue de ses craintes depuis la veille. Il était prêt à tout signer, à tout ratifier, à souscrire à tout. L'Empereur lui avait envoyé Savary pour connaître ses intentions et lui confirmer la promesse faite à l'empereur d'Autriche. Dès qu'il l'eut aperçu, il se précipita au-devant de lui, parlant avec admiration de l'Empereur, et comme pressé d'exprimer son enthousiasme. « Votre maître est un grand homme, « lui dit-il. Il a fait des merveilles hier ; il faut cent ans à mon « armée pour valoir la sienne ! Puisque mon allié est satisfait, je le suis « aussi. Je ne veux plus de cette guerre ; j'en ai assez. Je veux re- « tourner dans mes États ; mais puis-je m'en aller ? — Oui, sire, répondit « Savary, si V. M. ratifie ce qui a été convenu entre les empereurs « d'Autriche et de France. L'armée de V. M. se retirera chez elle par « les journées d'étape qui seront réglées par l'Empereur, et elle éva- « cuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne. A cette condition, j'ai « l'ordre de l'Empereur de me rendre aux avant-postes, qui vous ont « déjà tourné, et d'y donner des ordres pour protéger votre retraite, « l'Empereur voulant respecter l'ami du Premier Consul. — Quelle ga- « rantie vous faut-il pour cela ? dit l'empereur de Russie. — Sire, votre « parole. — Je vous la donne. »

C'est ainsi que se retirèrent les deux empereurs. L'empereur de Russie était parti immédiatement. Il n'avait donné qu'une parole verbale. Il jugea sans doute que cela ne suffisait pas pour l'engager ; car son premier soin, lorsqu'il fut revenu dans ses États, fut d'agir auprès de la cour de Prusse pour la pousser à la guerre contre Napoléon. Il lui promettait son alliance. Dix-huit mois après, en effet, Napoléon se retrouvait en présence d'une armée russe, et ce n'est qu'après la journée de Friedland qu'il parut avoir acquis à la reconnaissance de son adversaire, devenu son allié et son ami, des titres que n'avait pu lui donner l'abus apparemment qu'il avait fait de la victoire à Austerlitz. Ces titres il les conserva jusqu'au jour où, ayant refusé de s'associer aux vues du cabinet russe sur la Turquie, on dit qu'il les avait perdus à cause de son ambition.

Quant à l'Autriche, il conclut avec elle, quelque temps après la bataille d'Austerlitz, le traité connu sous le nom de traité de Presbourg.

C'était la troisième fois depuis quinze ans que cette puissance nous avait attaqués sans y avoir été provoquée par aucun acte de la part de la France, sans autre motif que de profiter de nos embarras dès qu'elle nous croyait hors d'état de résister à ses agressions. Ainsi en 92; plus tard lorsque la France, affaiblie sous le Directoire et privée de son bouclier par l'absence du général Bonaparte, alors en Égypte, paraissait livrée sans défense aux coups qu'on voudrait lui porter; enfin, dans cette dernière guerre, en s'unissant avec l'Angleterre et la Russie dans un moment où elle avait jugé que nos forces étaient trop éloignées pour arriver à temps au-devant de ses armées et mettre obstacle à une invasion. L'armée française était alors réunie à Boulogne pour l'expédition d'Angleterre. La cour de Vienne, suivant son usage, avait attendu que nous fussions engagés, puis elle s'était déclarée tout à coup. Elle n'avait pas prévu ce mouvement si rapide qui, en cinq semaines, porta nos soldats de la plage de Boulogne au cœur de l'Allemagne, prévenant un ennemi qui avait cru nous surprendre, au contraire. On vient de voir cependant que le dessein de l'Empereur n'était pas d'accabler cette monarchie, qui dut se croire perdue après Austerlitz. On peut ajouter même que jamais il n'a eu le dessein d'accabler les puissances vaincues par lui. C'est un fait qui résulte de sa conduite envers toutes et qui deviendra plus évident à mesure qu'un examen plus attentif et plus impartial permettra à la vérité de se faire jour et de se substituer peu à peu à des préventions et à des erreurs qui aujourd'hui encore, il faut bien le reconnaître, sont loin d'être dissipées. Nul ne s'est montré moins disposé à user dans toute leur étendue de ces droits que lui donnait la victoire et que de tout temps a reconnus la politique; la preuve, c'est la facilité qu'ont toujours eue ses ennemis à se relever pour revenir contre lui, et recommencer la lutte dès qu'ils ont cru l'occasion favorable. On eût dit qu'il lui suffisait de les avoir défaits sur le champ de bataille, sans aller au delà, ni épuiser, malgré de si justes griefs, les ressources des États qui lui étaient opposés. S'il eût fait de l'Autriche, après Marengo, ce qu'il en pouvait faire, il n'y a aucune apparence qu'il eût été obligé de la combattre cinq ans plus tard à Austerlitz. Il n'y a aucune apparence non plus qu'il l'eût retrouvée devant lui en 1809 s'il eût fait, à la suite d'Austerlitz, ce que rien ne l'empêchait de faire; et de même jusqu'en 1813. En ce qui touche la Russie, les troupes qu'il combattait à Friedland étaient celles qu'il avait laissé échapper volontairement à Austerlitz; c'était le même prince aussi qui lui avait donné sa parole de ne rien entreprendre contre la France. On ne peut nier qu'il se fût épargné la peine d'une nouvelle campagne et d'une nouvelle victoire s'il eût profité la première fois de ses avantages. On a dit,

Il est vrai, qu'il avait traité la Prusse avec une rigueur extrême après les événements de la campagne de 1806. Il faudrait ne pas se rappeler l'inconcevable guerre que lui avait faite la Prusse pour être surpris de cette rigueur. Quel souverain à sa place eût été moins irrité? Encore les conditions faites au vaincu, après Iéna, ne furent-elles pas tellement dures que la Prusse n'ait été en état, elle aussi, de fournir une armée à la coalition en 1813. A Presbourg, toutefois, Napoléon crut qu'il était nécessaire de prendre des garanties qui lui répondissent mieux que par le passé de la bonne foi ou au moins de la tranquillité de l'Autriche. Il ne demandait rien pour lui, mais il fit céder à ses alliés plusieurs provinces appartenant à la monarchie autrichienne, particulièrement le Tyrol, qui fut donné à la Bavière. L'Autriche se vit obligée, en outre, d'abandonner tout ce qu'elle avait acquis en Italie par suite du traité de Campo-Formio ; Venise, et ce qu'on appelait les États de Terre-Ferme, le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie. Ces États étaient ajoutés au royaume d'Italie, alors séparé de la France. L'Empereur voulait élever par là une barrière entre lui et son ennemie. Il voulait aussi en favorisant ses alliés les engager par un intérêt plus direct à se maintenir contre l'Autriche, en même temps qu'il resserrait les liens qui les unissaient à la France. Telles furent les clauses du traité de Presbourg, signé le 26 décembre 1805. Habitué à ménager les vaincus, l'Empereur dut croire qu'il avait exigé beaucoup cette fois. La guerre de 1809 vint lui prouver bientôt que ce n'était pas assez; et rien ne l'empêcha, dès cette époque, de prévoir que la lutte ne finirait que le jour où ses ennnemis n'auraient plus aucun moyen de la continuer.

« Il existe un gouvernement, dit M. Bignon dans son Histoire de « l'Empire (1), que les revers endurcissent aux revers ; qui semble vivre « de défaites comme la France de victoires ; qui, toujours battu, ne songe « qu'à renouveler le combat, persuadé qu'à la fin la fortune, lassée « de sa persévérance, lui rendra en un jour ce qu'elle lui aura enlevé « pendant une longue suite d'années. Ce gouvernement, c'est celui de « l'Autriche..... Il finira, en effet, par tout recouvrer et par recevoir « même un notable agrandissement.

« Pour le gouvernement autrichien la prise même de sa capitale n'est « qu'un accident qui ne le décide pas à poser les armes. Pour l'y con- « traindre, il faut que le salut de la monarchie tout entière lui en « fasse une loi, et alors même les traités de paix ne sont pour lui « qu'une suspension d'armes. Campio-Formio, Lunéville, Presbourg sont « des points de repos où il s'est arrêté afin de reprendre haleine ; mais

(1) T. 7, p. 288.

« dès qu'il a refait son matériel détruit, recomposé ses armées dissoutes, « il cherche et saisit le premier moment où son ennemi se trouve oc- « cupé ailleurs pour le rappeler sur son ancien champ de bataille. »

M. Bignon a parfaitement défini les causes et le caractère de la guerre faite par les souverains étrangers à Napoléon avec une si invincible persévérance. Dans l'origine, on veut dire en 92, et lorsque le nom de Napoléon était encore inconnu, c'était contre la révolution qu'on s'était armé : ce fut du moins le prétexte dont on se servit. Les puissances ne paraissaient pas avoir d'autre motif. Elles avaient déclaré devant toute l'Europe qu'elles n'obéissaient à aucun désir ambitieux, mais uniquement à la nécessité de combattre des principes qui n'allaient rien moins qu'au bouleversement et à la destruction de tout ordre social. On n'avait nul projet de conquête; on ne marchait que pour délivrer Louis XVI, pour rétablir, dans l'intérêt même des peuples, l'autorité royale, menacée en sa personne; ce qui n'empêcha pas les troupes autrichiennes, malgré ces vues si désintéressées, de se saisir au nom de leur souverain des quelques places dont elles réussirent d'abord à s'emparer sur la frontière (1). On eut soin même de substituer sur les murailles le drapeau autrichien au drapeau français. Il n'était plus question du roi de France, comme si ce n'était pas pour le remettre en possesion de son royaume que la guerre eût été entreprise. C'est qu'au fond on s'inquiétait peu de son sort; et l'on n'était pas aussi fâché qu'on paraissait l'être des troubles qui agitaient la France. On croyait y trouver une occasion de s'agrandrir à ses dépens; c'était à peu près tout ce qu'on avait vu dans la révolution. Cela est si vrai que l'un des plus ardents défenseurs de la royauté, M. de Maistre, dont a déjà invoqué le témoignage, ne s'y trompa pas. Il s'aperçut, dès le commencement, que c'était bien moins à la révolution qu'à la France qu'on en voulait. La révolution, on n'en avait pas encore calculé toute la force; on la craignait peu pour soi; on se croyait en mesure de la réduire facilement. Mais elle fournissait des motifs ou plutôt, comme on vient de le dire, des prétextes qu'on n'avait garde de laisser échapper. Plus, au contraire, on paraissait ému des changements survenus en France, et plus on se donnait de droits pour intervenir. Tel était le secret de cette indignation exprimée dans les manifestes. Si elle eût été réelle, n'est-ce pas dès le premier moment qu'on eût pris les armes, et eût-on attendu pour délivrer Louis XVI que ce malheureux prince eût déjà le pied sur l'échafaud. On aima mieux attendre. On regardait la France se déchirer

(1) Condé et Valenciennes.

elle-même, espérant en avoir meilleur marché lorsque le désordre serait arrivé à son comble. Voilà ce que vit clairement M. de Maistre. Il comprit combien la royauté allait se déconsidérer aux yeux des peuples et tout ce qu'elle allait perdre de force morale en abandonnant, pour un misérable intérêt politique, la cause du principe, celle qu'elle était censée défendre. Il prédit même qu'on serait vaincu, et on le fut. Il fallut s'humilier devant cette révolution dont on s'était flatté d'avoir si aisément raison. On avait cru gagner des provinces, on en perdait. On voulut les recouvrer. De là une seconde coalition; une nouvelle guerre, entreprise avec l'espoir de regagner ce qu'on avait perdu, déguisé sous la nécessité apparente de se défendre contre un fléau qui menaçait, disait-on, d'envahir toute l'Europe.

Vint l'Empereur, et avec lui l'ordre sorti enfin de la révolution. On ne pouvait plus exciter les peuples par le spectacle de notre anarchie. La religion avait été relevée; les lois avaient repris leur empire, et la France, aussi bien que les autres États de l'Europe, offrait l'exemple d'une nation régulièrement constituée et vivant sur ces principes qui sont le fondement de toute société humaine. Comment persuader aux peuples qu'ils avaient intérêt à détruire un semblable régime, qui prouvait si bien que le bonheur d'une nation, sa grandeur, sa gloire ne tiennent pas uniquemennt au maintien de ces priviléges, de ces anciennes institutions qu'avait fait disparaître en France la révolution accomplie depuis quelques années. On prit alors un autre parti; ce fut d'accuser l'ambition de la France et de son chef. La France fut représentée aux yeux des peuples comme une nation inquiète, turbulente, incapable de vivre en paix avec ses voisins, toujours emportée par un désir effréné de conquêtes et se croyant humiliée quand elle ne dominait pas chez les autres. Tel était le langage tenu par les gouvernements à leurs sujets. Ceux-ci étaient d'autant plus disposés à y croire que, s'ils ignoraient les véritables causes de la guerre, ils voyaient au moins qu'ils étaient vaincus; plus encore que ceux qui les gouvernaient ils subissaient les conséquences matérielles de la défaite; et c'était assez, outre les blessures de l'amour-propre national, pour les convaincre que, loin d'être attaquée, d'être menacée dans son repos et son indépendance, c'était la France qui attaquait les autres pays, qui en voulait au repos et à l'indépendance de tout le monde.

Ce fut cette erreur, habilement entretenue, qui assura aux cabinets le concours des peuples dans la lutte soutenue jusqu'en 1815 contre Napoléon. La querelle en effet, et on l'a dit bien souvent, n'intéressait nullement les peuples; elle n'intéressait que l'aristocratie européenne, qui voyait bien que c'en était fait de son prestige et de son autorité si le

gouvernement de Napoléon parvenait à s'établir d'une manière durable. Napoléon, à ses yeux, n'était que la révolution sous une nouvelle forme. Il avait eu beau la dompter dans ce qu'elle avait de mauvais, lui, ses généraux, ses ministres n'en étaient pas moins sortis de 89; et l'on ne pouvait leur pardonner leur origine : on ne leur pardonnait pas d'avoir montré qu'il n'était nullement nécessaire pour commander des armées, remporter des victoires, administrer un pays, d'appartenir à une classe particulière de la société, appuyée uniquement sur le droit de la naissance. Ils avaient montré du moins que, si l'aristocratie est un des éléments essentiels de toute bonne constitution politique, il vient un temps où les aristocraties elles-mêmes ont besoin de se renouveler, de se retremper à la source commune pour être reconnues dans le présent comme elles l'ont été dans le passé. Mais l'aristocratie européenne n'entendait pas changer. Il lui importait peu que l'Empereur eût rétabli l'ordre en France; on eût bien mieux aimé qu'il la laissât dans l'état où elle était tombée; il eût été évident pour tous, alors, que la révolution ne pouvait rien fonder. On ne voulait pas voir qu'en lui imposant un frein, en sachant la contenir dans de justes limites Napoléon avait fait autant pour les trônes que pour la France elle-même. C'est ce qu'il s'efforça plusieurs fois de faire comprendre aux cours étrangères, leur disant que lui seul, après avoir fait sortir de la révolution tout le bien qu'elle pouvait produire, était capable de la retenir et de préserver par là l'Europe des maux dont elle la menaçait encore; que, loin de le combattre, de chercher à le renverser, on avait donc intérêt à le soutenir; car il ne voyait pas, excepté lui, qui aurait la force d'accomplir une pareille tâche.

Il est à croire que de grands malheurs eussent été épargnés à l'Europe si ce langage eût été écouté. Ceux à qui il s'adressait, malheureusement, n'étaient pas en état de l'entendre. Et cependant, quand on songe à la Charte de 1814, inaugurée sous leurs auspices, lorsqu'ils eurent enfin réussi, et consacrant les principes de cette révolution qu'ils avaient prétendu combattre dans la personne de l'Empereur, on peut se demander quel avantage ils ont retiré de la chute de Napoléon? Si ce résultat était inévitable, il semble qu'il y aurait eu plus d'habileté à le prévoir qu'à lutter si inutilement et verser tant de sang pendant quinze ans pour être les premiers à le proclamer après la victoire.

Ce fait prouve tout l'aveuglement des puissances pendant cette longue guerre. Il montre aussi quelle était la situation de Napoléon, repoussé par les cours de l'Europe comme le représentant de la révolution, lorsque d'un autre côté, au contraire, on lui reprochait de vouloir étouffer la révolution sous son despotisme.

« Si l'on a accusé Napoléon d'avoir établi partout le despotisme, dit « M. Bignon (1), les cabinets absolus ne s'y trompaient pas alors. Ils « étaient plus justes envers lui que ne l'ont été une foule d'écrivains en « France. Ainsi le comte de Stadion, ministre des affaires étrangères « en Autriche, pour irriter les esprits contre l'Empereur, ne cessait de « répéter que, *malgré son titre impérial, le gouvernement français « n'était pas moins en opposition avec tous les anciens gouverne- « ments* (2). »

Tout le secret de la guerre est dans ce mot. L'Empereur n'était pas un Empereur des vieilles races, et dès lors tout ce qu'il avait fait, tout ce qu'il pouvait faire, son génie, sa gloire, les garanties qu'il avait données à l'ordre européen, celles qu'il pouvait lui donner encore, tout cela n'était rien. Eût-il essayé de rétablir l'ancien régime, c'est à peine si on l'eût accepté : on lui eût dit que cette tâche n'était pas la sienne. Suivant la règle des aristocraties, accoutumées à ne reconnaître de droits que les leurs et de justice que celle qui ne blesse ni leurs intérêts ni leur vanité, on ne se croyait tenu à rien envers lui. Les serments n'engageaient pas; les traités n'étaient pas des traités; car enfin ce n'était qu'un usurpateur, et à quel titre aurait-il exigé qu'on se montrât fidèle à la parole jurée, aux traités conclus avec lui. Il était bon, au contraire, qu'on y manquât, pour prouver que, contre les droits légitimes, comme on disait, il n'y a point de droit; c'était une leçon donnée aux peuples, un acte de moralité publique. Il est vrai qu'il avait toujours usé de la victoire avec une grande modération, et les souverains eux-mêmes avaient pu apprécier sa générosité. Mais que faisait cela ? et en quoi cette générosité devait-elle lui mériter la reconnaissance de ceux qui l'avaient éprouvée ? Ils ne l'avaient pas repoussée sans doute; mais n'était-ce pas une nouvelle humiliation que d'avoir eu à en profiter? Quant à son génie, il faisait trop ressortir, par le contraste, la médiocrité de ses ennemis pour qu'ils n'en fussent pas plus irrités encore que de tout le reste. Si l'on ne pardonnait pas à la révolution d'avoir su fonder un gouvernement, on lui pardonnait encore moins d'avoir produit une pareille gloire.

« A Vienne, dit M. Bignon (3), ce qu'on déteste dans Napoléon, c'est « peut-être moins sa puissance en elle-même que l'origine révolution- « naire de sa puissance. C'est à l'homme nouveau que l'envie et l'ani- « madversion s'attachent. Pour la vieille aristocratie rassemblée de

(1) *Hist de France*, t. VII, 287.
(2) Dépêche du général Andréossy, datée de Vienne le 20 mai 1809.
(3) T. VII, p. 289.

« de tous les points de l'Allemagne dans cette capitale, le fier Empereur « n'est qu'un aventurier, un parvenu de la gloire; et ses campagnons « d'armes, ces guerriers accoutumés à vaincre sous lui, sont des usur- « pateurs qui viennent traîtreusement éclipser les anciens noms, et « détrôner toutes les illustrations du Saint-Empire. Cette colère de l'o- « ligarchie humiliée éclate dans toute la haute société; et à Vienne, « presque toujours la haute société domine le gouvernement. »

....« Le mobile le plus actif de l'aristocratie allemande, dit ailleurs « le même historien (1), était la haine des principes français et la « haine d'une gloire qui faisait pâlir toutes les gloires. »

Vienne était, en effet, l'un des foyers principaux de cette conspiration permanente formée contre l'Empereur. C'était là que se réunissaient tous les mécontents des aristocraties européennes, s'excitant les uns les autres, allant même jusqu'à la menace contre leurs propres gouvernements lorsque ceux-ci leur paraissaient trahir ce qu'ils appelaient la cause commune. On se montrait alors plus révolutionnaire que les révolutionnaires eux-mêmes. La royauté perdait tout à coup son caractère inviolable; on trouvait naturel de la discuter à son tour, de nier ses droits, son autorité, de juger ses actes, de lui en demander compte, d'écarter au besoin le souverain qui en méconnaissait les devoirs tels qu'on les entendait. Cet esprit se manifesta surtout en 1807, après le traité de Tilsitt. L'Empereur Alexandre était devenu l'allié de Napoléon. Cette alliance, d'abord si intime, avait rendu le monarque russe presque aussi odieux à la noblesse autrichienne que l'Empereur Napoléon lui-même. Elle avait soulevé également tous les membres de la vieille noblesse russe, ennemis de Napoléon, par les mêmes raisons, et qui venaient à Vienne exhaler leur colère et leurs ressentiments.

« Rien de moins monarchique, dit M. Bignon (2), que les propos tenus « dans ces clubs de l'oligarchie. Par haine contre Napoléon, on se dé- « chaînait contre Alexandre; et l'esprit de cette société avait une telle « violence qu'on ne se fût pas fait scrupule *de porter la main sur* « *Alexandre pour en faire retomber le contre-coup sur Napoléon.* « Aussi, dans une conversation particulière avec un homme sage qui « alléguait comme motif d'éviter la guerre la liaison de ces deux prin- « ces, l'Empereur François avait répondu : *Mais l'empereur Alexandre* « *est-il bien ferme sur son trône?* »

La société à Vienne présentait alors le spectacle qu'avait présenté la société de Berlin un an auparavant, dans le temps qui avait précédé

(1) T. VIII, p. 228.
(2) T. VIII, p. 171.

la bataille d'Iéna. C'était la même fermentation, les mêmes passions s'exaltant de plus en plus et prêtes à faire explosion. Les femmes, plus ardentes encore que les hommes dans les questions de vanité, étaient les premières à demander la guerre, s'efforçant par leurs discours et leur influence d'enflammer les esprits et de précipiter le gouvernement autrichien dans la voie où s'était perdue la Prusse en 1806.

« Dans cette guerre d'Autriche de 1809, dit M. Bignon, les femmes « jouèrent aussi un grand rôle, comme dans la guerre de Prusse en « 1806. A leur tête on voyait l'impératrice, comme on avait vu la « reine en Prusse. Depuis le second mariage de l'Empereur François, « l'archiduchesse Béatrix, mère de la jeune impératrice, s'était ouver- « tement prononcée contre la France. Dans un rang moins élevé figu- « raient d'autres femmes qui formaient la société habituelle du comte « de Stadion, ministre des affaires étrangères. »

Il n'était pas surprenant que, dans cette disposition d'esprit, tout devînt pour la cour de Vienne un sujet d'inquiétude et d'irritation : elle avait besoin de croire à des dangers pour se mettre en mesure de les repousser et justifier l'attitude qu'elle voulait prendre. D'un autre côté, à force de se créer des griefs imaginaires, on avait fini par se persuader qu'on en avait de réels. Tout ce qui favorisait cette disposition était saisi avidement; on s'emparait des moindres apparences; tout se transformait aux yeux du cabinet de Vienne en une menace, en un dessein secret d'attenter à l'indépendance de la monarchie autrichienne, à son existence même. Une parole échappée à l'Empereur, l'action la plus indifférente de sa part étaient considérées comme des indices, comme des preuves auxquelles il n'y avait pas à se tromper. Les conférences d'Erfurth, en 1807, vinrent mettre le comble à cette agitation. L'Autriche, malgré les démarches et l'adresse de son ambassadeur, n'avait pu saisir le secret de ces conférences, où Napoléon et l'empereur de Russie n'avaient voulu admettre personne en tiers avec eux, étant convenus de traiter directement et sans intermédiaire toutes les questions qu'ils avaient à résoudre. Ils étaient d'ailleurs mécontents de l'Autriche, à laquelle l'Empereur Alexandre lui-même, en ce moment, reconnaissait qu'il était impossible de se fier. Mais c'était à cela que se bornait leur ressentiment; il ne fut pas même question d'elle à Erfurth. On n'avait aucun dessein de lui nuire; on se contentait de l'écarter. On avait soin seulement de garder le silence avec elle; et c'était ce silence même qui la confirmait dans la crainte de ses prétendus dangers. Dominée comme par une idée fixe, la cour de Vienne ne pouvait croire que les deux souverains, en se réunissant, eussent eu un autre but que de concerter sa perte, et qu'il y eût d'autres questions à traiter que

celle-là. Mais la clameur fut plus grande encore lorsqu'on apprit quelques mois après, au commencement de l'année 1808, les événements qui s'étaient passés en Espagne et l'abdication de Ferdinand VII en faveur d'un des frères de Napoléon. Jusqu'alors on ne s'était ému que sur des appréhensions vagues. Enfin l'on trouvait un motif, un prétexte du moins ; car on se gardait bien de remonter aux causes de cette affaire. On avait trop d'intérêt à croire à une usurpation pour être disposé à rechercher la vérité. — « On avait donc eu raison de dénoncer à l'Europe les projets de Napoléon : ces projets on en voyait l'accomplissement. Ce qui venait de se passer à Bayonne indiquait à tous les rois le sort qui leur était réservé. Aujourd'hui c'était l'Espagne ; demain ce serait l'Autriche : jamais son ambition ne serait satisfaite. Il n'y avait point de paix à espérer avec lui. Mieux valait donc, puisqu'il en était ainsi, se préparer à le combattre et le prévenir que d'attendre son jour. »

Tels étaient les discours qui se tenaient à Vienne autour de l'Empereur François II. Les uns y croyaient de bonne foi par ignorance et par passion ; les autres les répétaient sans y croire. Ils faisaient une grande impression sur l'esprit faible du monarque autrichien, qui se voyait déjà menacé jusque dans sa capitale par Napoléon. « Je suis bien « malheureux, s'écriait-il ; cet homme-là veut détruire ma monar- « chie ! »

M. Thiers remarque que plus la guerre s'annonçait d'une manière défavorable pour les Français, et plus la cour de Vienne paraissait ressentir vivement ses griefs.

« Lorsqu'elle fut instruite, dit-il (1), des événements d'Espagne et sur- « tout des revers éprouvés par les Français, elle ne put se contenir « plus longtemps et jeta le masque. — Voilà donc ce qui attend toutes « ces vieilles royautés du continent, s'était-on écrié dans les salons de « Vienne. C'est un horrible guet-apens ! C'est un danger évident pour « quiconque a un peu de prévoyance ; car tout souverain qui aura né- « gligé de se défendre sera traité comme Charles IV et Ferdinand VII. « L'archiduc Charles lui-même, ordinairement plus réservé et moins « malveillant pour la France, s'était écrié à son tour : — Eh bien nous « mourrons, s'il le faut, les armes à la main ; mais on ne disposera pas « de la couronne d'Autriche aussi facilement qu'on a disposé de la « couronne d'Espagne. »

« Soit à la cour, soit à la ville, ajoute M. Thiers, on se livrait aux « propos les plus amers en présence même de l'ambassadeur de France, « le général Andréossy. Parmi ceux qui tenaient ces propos, les uns

(1) T. IV, p. 249.

« croyaient en effet ce qu'ils disaient, et se figuraient sérieusement que « Napoléon voulait renouveler sur le continent toutes les familles « régnantes; les autres n'en croyaient rien, *et, comprenant que son « système, calqué sur celui de Louis XIV, pourrait bien s'étendre « à l'Italie et à l'Espagne, répétaient cependant le langage général « pour entraîner la masse, toujours crédule.* »

Dès ce moment les ordres furent donnés pour mettre l'armée sur le pied de guerre, et, comme on voulait agir avec toutes les ressources de la monarchie, on fit inscrire indistinctement tous les hommes en état de porter les armes. On commença à les exercer, se proposant d'en faire une réserve capable de soutenir au besoin l'armée régulière. C'était une véritable levée en masse préparée sourdement; car la cour de Vienne, toujours prudente jusque dans ses terreurs ou ses colères, avait soin que ces préparatifs se fissent avec aussi peu de bruit que possible pour éloigner l'attention. Il était difficile toutefois qu'ils échappassent à l'œil de Napoléon. Il s'en aperçut bientôt et en demanda la cause à M. de Metternich, qui ne donna que des réponses vagues et qui par cela même étaient un aveu. M. de Metternich était à Paris en qualité d'ambassadeur de la cour d'Autriche. Pressé plusieurs fois de faire connaître les intentions de son gouvernement, il s'était rejeté sur la nécessité d'opérer dans l'organisation des armées autrichiennes les réformes que toutes les puissances de l'Europe avaient apportées dans leur système militaire depuis quelques années. Rien de plus propre qu'un temps de paix pour s'occuper de ces changements, qui n'avaient pas d'autre but et ne cachaient aucun dessein dont la France eût lieu de s'inquiéter. Ce n'étaient pas là des explications qui pussent satisfaire l'Empereur. Arrivé à Bayonne et voyant que l'Autriche, loin de suspendre ses armements, les poussait, au contraire, plus ouvertement à mesure qu'elle se voyait pénétrée, il fit écrire par M. de Champagny, son ministre des affaires étrangères, une note dans laquelle M. de Metternich était mis en demeure de répondre d'une manière plus positive aux questions qui lui étaient adressées par le gouvernement français.

« Indépendamment des observations verbales qui avaient déjà été « faites, dit M. Bignon (1), des explications eurent lieu par écrit entre « M. de Champagny, qui était alors à Bayonne, et l'ambassadeur à « Paris, comte de Metternich. Confidentielles d'abord, ces explications « prirent bientôt un caractère officiel.

« — Que penser, écrivait M. de Champagny, du cri de guerre qui, de

(1) Bignon, t. VII, p. 334.

« Vienne, a retenti dans l'Allemagne, de ces préparatifs, de ces mouve-
« ments de troupes en Gallicie qui se sont concentrées en corps d'armée,
« de pareils mouvements qu'on annonce en Bohême, et enfin de cette
« levée d'une garde nationale derrière laquelle on organise une milice,
« comme si la monarchie d'Autriche voulait épuiser toutes ses ressources
« pour frapper un grand coup ou se sauver d'un grand danger? Que veut
« votre gouvernement? Non-seulement il arme; mais il prend des me-
« sures qu'un extrême danger peut seul justifier. Vos princes parcourent
« vos provinces; ils appellent le peuple à la défense de la patrie; tout
« est en mouvement dans la monarchie autrichienne... Et vous savez
« que, *loin de menacer l'Autriche, nous ne lui demandons que*
« *d'être en paix avec vous; que nous ne lui demandons rien; que*
« *nous ne prétendons à rien de ce qu'elle possède; que nous met-*
« *tons du prix à vivre avec elle dans une parfaite harmonie.*

« M. de Champagny annonçait que, si l'on continuait à faire des pré-
« paratifs, l'Empereur serait obligé d'en faire de son côté.

« Chargé de veiller à la sûreté de la Confédération du Rhin (1),
« l'Empereur l'avertira de se tenir en garde; il appellera son contin-
« gent; lui-même il fera marcher des troupes de l'intérieur vers le
« Rhin; de toutes parts on sera sous les armes. Dans un tel état de
« choses, une étincelle suffit pour produire un incendie. Quel avantage
« l'Autriche espère-t-elle de la guerre? Nous sommes sûrs qu'elle n'a
« aucun secours à attendre de la Russie. L'Angleterre ne peut que lui
« être médiocrement utile : elle n'aura pas un allié sur le continent »

On n'obtenait cependant de M. de Metternich que les réponses qu'il avait déjà données.

« Aux plaintes du ministre français, dit M. Bignon (2), il opposait des
« dénégations, non sur les faits en eux-mêmes, qui ne pouvaient être
« contestés, mais sur la nature de ces faits et sur les intentions de son
« gouvernement. Toutes les mesures qu'on signalait n'étaient, suivant
« lui, que des mesures de défense, et non d'attaque. C'était précisé-
« ment en temps de paix qu'on devait les adopter. Il représentait que,
« depuis vingt ans, les institutions sociales avaient changé dans la plus
« grande partie de l'Europe; qu'en France et dans tous les pays qui dé-
« pendaient d'elle la conscription militaire avait été établie, conscrip-
« tion qui englobait la population tout entière et bien perfectionnée
« comparativement à celle qui existait dans les provinces allemandes
« de l'Autriche, où les classes privilégiées en sont exemptes.

(1) Bignon, t. VII, 331.
(2) Bignon, t. VII, ibid.

« — Sans doute, répondit M. de Champagny (1), l'Autriche a le droit de « faire dans son état militaire les modifications qu'elle juge nécessaires ; « mais a-t-on jamais vu opérer de tels changements en temps de paix « avec cette précipitation. Exiger en avril que tout soit fini au 1er juillet, « comme si à cette époque la guerre devait éclater ; mettre en un mo- « ment quatre cent mille hommes sur pied, indépendamment de la force « dont on a accru l'armée active ; les armer, les exercer, leur présenter « le danger comme imminent et par conséquent la guerre comme iné- « vitable, peut-on, à voir cela, ne supposer aucun projet à l'Autriche ? »

M. de Metternich, hors d'état de répondre sur ce point, donna un autre motif. Il parla des camps français établis en Silésie. Il voyait là un sujet de crainte pour l'Autriche.

« Voulez-vous que ces camps soient levés ? lui répliqua M. de Cham- « pagny (2) ; ils le seront. Voulez-vous que l'armement des places de « cette province, qui vient d'être ordonné, soit contremandé ? il le sera. « Que les approvisionnements de Palma-Nova cessent ? ils cesseront. « Des déclarations publiques vous seront données si vous le désirez. « Elles seront telles que la supposition d'une attaque de la part de la « France sera évidemment absurde. »

Mais l'Autriche ne voulait rien de tout cela ; elle voulait la guerre. L'Empereur, tenant à prouver que ce n'était pas lui qui la provoquait, ne se rebuta pas. Plusieurs fois encore il fit demander à la cour de Vienne quels étaient ses sujets de plainte. Si l'on trouvait que les traités eussent été violés, il offrait toutes les satisfactions raisonnables. Mais qu'on lui dit au moins en quoi ils l'avaient été ! L'Autriche craignait-elle pour son existence, il était prêt à lui donner toutes les garanties qu'elle pourrait souhaiter. Mais quelles garanties exigeait-elle ? Il n'y en avait pas de meilleure, suivant lui et en effet il n'en était pas de plus sûre en ce moment que celle de la France et de la Russie. La France et la Russie, si étroitement liées, s'engageraient non-seulement à défendre l'Autriche contre toute agression étrangère, mais l'une contre l'autre, au besoin, malgré leur alliance (3). L'Empereur, à peine revenu de Bayonne, avait parlé à M. de Romanzoff, ministre de Russie à Pa-

(1) Bignon, t. VII, 35.

(2) Bignon, t. VII, ibid.

(3) « Napoléon désirait ardemment éviter la guerre, dit M. Thiers (79, t. X). « Il le désirait à tel point qu'il avait secrètement autorisé Alexandre à pro- « mettre non-seulement la double garantie de la Russie et de la France pour « l'intégrité des États Autrichiens, *mais l'évacuation complète du territoire « de la confédération du Rhin*, ce qui signifiait qu'il n'y aurait plus un soldat « français en Allemagne.

ris. « Il s'était expliqué sur la nécessité de faire cesser promptement « l'attitude hostile de l'Autriche, qui, selon lui, déshonorait l'alliance « de la France et de la Russie. — Le vrai moyen, disait l'Empereur, de « mettre un terme à ces provocations, c'est d'offrir à l'Autriche *toutes les « garanties désirables de son existence et de son repos si elle dé-« sarme ; et si elle refuse, la guerre.* »

L'empereur de Russie partagea complétement l'avis de Napoléon.

« Il annonçait aussi (1) l'intention de parler ferme à cette puissance, « et, si elle remuait, de joindre les faits aux paroles. Il avait dit au duc « de Vicence, dès les premiers jours de janvier : « S'il n'y avait pas eu déjà « un concert formé entre le gouvernement anglais et l'Autriche, cette « dernière puissance ne ferait pas tant de fracas. »

Cette alliance existait en effet. Dès que l'Angleterre avait vu la cour d'Autriche incliner vers la guerre, elle était revenue ses subsides à la main et offrant son appui. Un traité secret avait été signé ; c'était ce qui donnait tant d'assurance à l'Autriche. Non-seulement elle poursuivait ses armements ; mais elle voulait encore renouer, s'il était possible, les fils de la coalition en détachant la Russie de la France.

« Un ambassadeur extraordinaire, le prince de Schwarzemberg (2), « fut envoyé auprès de l'Empereur Alexandre pour le déterminer à « s'unir à l'Autriche dans *les circonstances difficiles où se trouvait « l'Europe*, disait la lettre de l'Empereur François II, ou au moins ob-« tenir la neutralité de la Russie. Mais l'ambassadeur échoua dans sa « mission. L'Empereur Alexandre chercha même à détourner la cour « de Vienne de cette guerre. — Que gagnez-vous à la guerre, disait-il au « prince Schwarzemberg? *Que vous fait la question d'Espagne* (3)? « Notre ennemi commun, c'est l'Angleterre, et c'est votre conduite qui « a éloigné la paix que nous aurions pu faire avec elle. Pour vous prouver « que personne ne songe à vous attaquer, nous allons encore, l'Empereur « Napoléon et moi, faire une démarche conciliante à Vienne. Nous vous « offrons la garantie respective de la France contre la Russie et de la « Russie contre la France. »

(1) Bignon, t. VIII, 170.

(2) Bignon, t. VIII, 174-175.

(3) On peut conclure de ce langage que les cours étrangères n'avaient pas été aussi émues de cette affaire qu'elles le prétendirent, après 1815. On verra par quelques aveux échappés à un organe officiel du gouvernement autrichien que le cabinet de Vienne lui-même ne s'y intéressait que médiocrement, malgré le bruit qu'il en fit en 1808 et 1809. L'écrivain dont nous parlons ne daigne pas même en faire mention, lorsqu'il avoue quels ont été les véritables motifs de la guerre.

Napoléon, de son côté, voulut encore avertir l'Autriche. S'entretenant un jour avec l'ambassadeur : (1) « Il paraît, lui dit-il, que ce sont les « eaux du Léthé et non celles du Danube qui coulent à Vienne, et qu'on « y a oublié les leçons de l'expérience. Il en faut de nouvelles ; on les « aura, et cette fois terribles, j'en réponds. *Je ne veux pas de la guerre ;* « *je n'y ai pas d'intérêt ; et l'Europe entière est témoin que tous* « *mes efforts, toute mon attention étaient dirigés vers le champ* « *de bataille que l'Angleterre a choisi, je veux dire l'Espagne.* « L'Autriche, qui a déjà sauvé les Anglais en 1805, au moment où « j'allais franchir le détroit de Calais, les sauve encore ; elle payera cher « cette nouvelle diversion : ou elle désarmera sur-le-champ, ou elle « aura à soutenir une guerre de destruction. Si elle désarme de manière « à ne me laisser aucun doute sur ses intentions futures, je remettrai « moi-même l'épée dans le fourreau ; car je n'ai d'envie de la tirer « qu'en Espagne contre les Anglais (2) : sinon la lutte sera immédiate et « décisive, et telle que l'Angleterre n'aura plus à l'avenir d'allié sur le « continent. »

Cet déclaration n'ayant eu aucun effet, l'Empereur fit une dernière tentative. Le 15 août 1808, le corps diplomatique était réuni aux Tuileries pour le jour de sa fête : il saisit cette occasion d'exprimer publiquement sa pensée. Il s'adressa à M. de Metternich et lui parla avec calme, mais de manière à être entendu de ceux qui l'entouraient (3).

« Cet entretien, transcrit à l'instant même par M. de Champagny, « fut envoyé à Vienne à M. Andréossy, l'ambassadeur français, et se « trouve conservé aux Archives des Affaires étrangères. Je ne fais qu'en « résumer le contenu. » (Note de M. Thiers.)

« Vous voulez nous faire la guerre ou nous faire peur, dit-il à « M. de Metternich. — M. de Metternich ayant affirmé que son cabinet « ne voulait faire ni l'un ni l'autre, Napoléon repartit sur-le-champ « d'un ton doux, mais positif. — Alors pourquoi vos armements, qui « vous agitent, qui agitent l'Europe, qui compromettent la paix et ruinent « vos finances ? — Sur l'assurance que ces armements n'étaient que dé- « fensifs, Napoléon s'attacha, en connaisseur profond, à prouver à M. de « Metternich qu'ils étaient d'une tout autre nature. — Si vos armements, « lui dit-il, étaient comme vous le prétendez purement défensifs, ils se-

(1) Thiers, t. X, p. 21.

(2) « Il préférait n'avoir pas cette guerre à soutenir, dit M. Thiers (t. IX, « 253) ; *car la guerre n'était plus son goût dominant.* La gloire militaire « après Rivoli, les Pyramides, Austerlitz, Marengo, Iéna, Friedland ne pou- « vait pas être pour lui la source de bien vives jouissances. »

(3) Thiers, t X, 253.

« raient moins précipités. Quand on veut créer une organisation nouvelle, « on prend son temps ; on ne brusque rien, parce qu'on fait mieux ce « qu'on fait lentement. Mais on ne forme pas des magasins ; on n'or- « donne pas des rassemblements de troupes ; on n'achète pas des che- « vaux, surtout des chevaux d'artillerie. Votre armée est de près de « quatre cent mille hommes. Vos milices seront d'un nombre presque « égal. Si je vous imitais, je devrais ajouter quatre cent mille hommes à « mon effectif, et ce serait un armement insensé. Je n'ai pas besoin d'en « appeler autant. Moins de deux cent mille hommes suffiront pour main- « tenir ma grande armée sur un pied formidable et pour envoyer cent « mille hommes de vieilles troupes en Espagne. Je ne suivrai donc pas « votre exemple ; car bientôt il faudrait armer les femmes et les enfants, et « nous reviendrions à un état de barbarie. Mais, en attendant, vos finances « souffrent ; votre change, déjà si bas, va baisser encore et votre com- « merce s'interrompre. Et pourquoi cela? Vous ai-je demandé quelque « chose? Ai-je élevé des prétentions sur une seule de vos provinces? Le « traité de Presbourg a tout réglé entre les deux empires : la parole de « votre maître, dans l'entrevue que nous avons eue ensemble, doit avoir « tout terminé entre les deux souverains. Il restait quelques arrange- « gements à prendre au sujet de Braunau, qui était demeuré dans nos « mains ; au sujet de l'Izonzo, dont le thalweg n'était pas suffisam- « ment déterminé : la convention de Fontainebleau y a pourvu (1). Je « ne vous demande rien ; je ne veux rien de vous, que des rapports « sûrs et tranquilles. Y a-t-il une difficulté, une seule entre nous? Faites « la connaître pour que nous la vidions sur-le-champ. — M. de Met- « ternich ayant de nouveau affirmé que son gouvernement ne songeait « à aucune attaque contre la France, et alléguant comme preuve qu'il « n'avait ordonné aucun mouvement de troupes, Napoléon lui ré- « pliqua aussitôt avec la même douceur, mais avec la même fermeté qu'il « était dans l'erreur ; que des rassemblements de troupes avaient eu « lieu en Gallicie et en Bohême ; vis-à-vis la Silésie, en face des quar- « tiers de l'armée française ; que ces rassemblements étaient incontes- « tables ; que la conséquence immédiate serait de leur opposer d'autres « rassemblements ; qu'au lieu d'achever la démolition des places de la « Silésie il allait, au contraire, en réparer quelques-unes, les armer et « les approvisionner, convoquer les contingents de la confédération du « Rhin, et tout remettre sur le pied de guerre. — On ne me surprendra « pas, vous le savez bien, dit-il à M. de Metternich. Je serai toujours « en mesure. Vous comptez peut-être sur l'Empereur de Russie, et vous

(1) Convention du 10 octobre 1807.

« vous trompez. Je suis certain de son adhésion, de la désapprobation « formelle qu'il a manifestée au sujet de vos armements et des réso- « lutions qu'il prendra en cette circonstance. Si j'en doutais, je ferais « la guerre tout de suite, à vous comme à lui; car je ne voudrais pas « laisser les affaires du continent dans le doute. Si je me borne à de « simples précautions, c'est que je suis tout à fait confiant à l'égard « du continent, parce que je le suis complétement à l'égard de l'Em- « pereur de Russie. Ne croyez donc pas l'occasion bonne pour attaquer « la France; ce serait de votre part une erreur grave. Vous ne voulez « pas la guerre, je le crois de vous, M. de Metternich, de votre Em- « pereur, des hommes éclairés de votre pays. Mais la noblesse alle- « mande, mécontente des changements survenus, remplit l'Allemagne « de ses haines. Vous vous laissez émouvoir; vous communiquez votre « émotion aux masses en les portant à s'armer; vous arrivez d'arme- « ments en armements à une situation extraordinaire, qu'on ne peut « soutenir longtemps, et peu à peu vous serez conduits peut-être à ce « point où l'on souhaite une crise, afin de sortir d'une situation insup- « portable; et cette crise sera la guerre. La nature morale comme la na- « ture physique, quand elles en sont venues à cet état orageux qui « précède la tempête, ont besoin d'éclater pour épurer l'air et ramener « la sérénité; voilà ce que je crains de votre conduite présente. Je vous « le répète, ajouta Napoléon, je ne veux rien de vous; je ne vous de- « mande rien que la paix, des relations paisibles et sûres; mais, si vous « faites des préparatifs, j'en ferai de tels que la supériorité de mes armes « ne soit pas plus douteuse que dans les campagnes précédentes, et « pour conserver la paix nous aurons amené la guerre.

« En terminant cet entretien, dit M. Thiers, Napoléon combla M. de « Metternich de témoignages flatteurs, et se comporta en tout comme « un homme qui voulait la paix sans craindre la guerre, mais qui était « résolu à ne pas demeurer dans l'obscurité. M. de Metternich et les as- « sistants qui l'entendirent ne purent conserver aucune incertitude sur « ses véritables intentions; et il se montra aussi ferme qu'habile. »

Mais déjà il était trop tard. L'Empereur avec sa précision accoutumée avait défini la situation. L'Autriche, quand elle l'eût voulu, ne pouvait pas reculer : outre la honte, c'eût été avoir fait pour rien des préparatifs ruineux. « Pour mon département, disait le ministre des finances à « Vienne, il y a déjà longtemps que la guerre est commencée; l'armée « dévore tout ici, il faut qu'elle aille vivre ailleurs (1). »

On différa toutefois avant d'attaquer. Bien qu'on dût se souvenir

(1) Bignon, t. VIII, p. 179.

des paroles de l'Empereur à M. de Metternich, on espérait encore le surprendre. On ordonna à M. de Metternich de protester jusqu'à la fin des intentions pacifiques de sa cour; de faire des propositions; d'essayer un semblant de négociations qu'il prolongerait autant qu'il le pourrait, ce qu'il fit pendant quelques mois encore sans être découragé par l'indifférence avec laquelle étaient reçues ses ouvertures. On cessa même d'y répondre, témoignant par là qu'on n'était nullement la dupe de toute cette habileté. Enfin, lorsque l'Empereur eut été en Espagne se mettre à la tête de son armée, le cabinet de Vienne jugea que le moment si longtemps désiré était venu; et, au mois de mars (1), comme on croyait encore l'Empereur au fond de l'Espagne, on débuta par un de ces actes qui, à Rastadt, avaient signalé la reprise des hostilités et tenu lieu à l'Autriche de déclaration officielle. C'était l'usage alors lorsqu'on faisait la guerre à la France.

« Le 17 mars, dit M. Bignon, un officier français, porteur de dépêches « du chargé d'affaires de France à Vienne pour le ministre français à « Munich (2), fut arrêté à Braunau, quoique muni des passe-ports les « plus réguliers. Ses malles furent ouvertes, son portefeuille forcé, les « dépêches saisies, décachetées et envoyées à Vienne. »

La guerre était commencée. Les affaires d'Espagne avaient été le motif apparent de cette guerre. Après 1815 on ne jugea plus à propos de dissimuler. On n'hésita pas à déclarer qu'on n'avait eu qu'un seul but; que ce but c'était la guerre, et, sans nier les propositions de la France et de la Russie au sujet de la garantie offerte par les deux puissances, on proclama qu'on n'avait pas cru devoir y répondre. On n'accusait pas Napoléon d'avoir nourri aucun projet contre la monarchie autrichienne. On avoua ingénument qu'une occasion favorable ayant paru se présenter on avait voulu en profiter.

« Le défenseur officiel des ennemis de Napoléon, dit M. Bignon (3), « M. Schoël, expose avec franchise le vrai motif de ce refus (4). Selon « lui, en 1809, il ne s'agissait pas pour l'Autriche de s'assurer la tran- « quille possession des États que le dernier traité lui avait laissés; *elle « espérait que les conjectures actuelles lui permettraient de briser « les conditions onéreuses de ce traité et de rentrer dans l'intégrité de ses possessions.* Le ministre de France, ajoute que M. Schoël, « prouve très-bien, dans son rapport, ce qui, aux yeux de tout homme

(1) 1809.

(2) Ce ministre, si l'on ne se trompe, était M. Bignon lui-même.

(3) Bignon, t. VIII, 183.

(4) Le refus d'accepter la garantie de la Russie et de la France.

« impartial ne peut-être douteux, savoir que l'Autriche avait depui
« la paix de Presbourg préparé les moyens de se débarrasser de c
« traité, et de reprendre son ancien rang dans le système politique d
« l'Europe, et que, voyant *Bonaparte* occupé en Espagne, *elle avai*
« *pensé que le moment d'éclater était arrivé.* »

L'Empereur avait annoncé qu'il serait prêt ; il l'était. Trois semaine après il était au milieu de l'Allemagne ; il annonçait par une proclamation à son armée qu'elle allait entrer une seconde fois en Autriche. Déjà le 25 octobre précédent, il avait écrit à l'empereur d'Autriche la lettre qu'on va lire et qui commence la série des pièces relatives à la guerre d'Autriche en 1809.

Lettre de Sa Majesté l'empereur Napoléon à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.

Monsieur mon frère, je remercie Votre Majesté Impériale et Royale de la lettre qu'elle a bien voulu m'écrire et que M. le baron Vincent m'a remise. Je n'ai jamais douté des intentions droites de votre Majesté; mais je n'en ai pas moins craint un moment de voir les hostilités se renouveler entre nous. Il est à Vienne une faction qui affecte la peur pour précipiter votre cabinet dans des mesures violentes qui feraient l'origine de malheurs plus grands que ceux qui ont précédé. J'ai été le maître de démembrer la monarchie de Votre Majesté ou du moins de la laisser moins puissante. Je ne l'ai pas voulu : ce qu'elle est, elle l'est de mon vœu. C'est la plus évidente preuve que nos comptes sont soldés et que je ne veux rien d'elle. Je suis toujours prêt à garantir l'intégrité de sa monarchie; je ne ferai jamais rien contre les principaux intérêts de ses Etats; mais Votre Majesté ne doit pas mettre en discussion ce que quinze ans de guerre ont terminé; elle doit défendre toute proclamation ou démarche provoquant la guerre. La dernière levée en masse aurait produit la guerre si j'avais pu craindre que cette levée et ces préparatifs fussent combinés avec la Russie. Je viens de licencier les camps de la confédération. Cent mille hommes de mes troupes vont à Boulogne pour renouveler mes projets sur l'Angleterre; j'ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur de voir Votre Majesté, et que j'ai conclu le traité de Presbourg, que nos affaires étaient terminées pour toujours, et que je pourrais me livrer à la guerre maritime sans être inquiété ni troublé. Que Votre Majesté se méfie de ceux qui, lui parlant des dangers de sa monarchie, troublent ainsi son bonheur, celui de sa famille et de ses peuples. Ceux-là seuls sont dangereux, ceux-là seuls appellent les dangers qu'ils feignent de craindre. Avec une conduite droite, franche et simple, Votre Majesté rendra ses peuples heureux, jouira elle-même du bonheur dont elle doit sentir le besoin après tant de troubles, et sera sûre d'avoir en moi un homme décidé à ne jamais rien faire contre ses principaux intérêts. Que ses démarches montrent de la confiance, elles en

inspireront. La meilleure politique aujourd'hui, c'est la simplicité et la vérité. Qu'elle me confie ses inquiétudes lorsqu'on parviendra à lui en donner; je les dissiperai sur-le-champ. Que Votre Majesté me permette un dernier mot : qu'elle écoute son opinion, son sentiment; il est bien supérieur à celui de ses conseillers.

Je prie Votre Majesté de lire ma lettre dans un bon sens, et de n'y voir rien qui ne soit pour le bien et la tranquillité de l'Europe et de Votre Majesté.

NAPOLÉON.

Paris, 25 octobre 1806.

Donawerth, 17 avril 1809.

Proclamation à l'armée

Soldats!

Le territoire de la confédération a été violé. Le général autrichien veut que nous fuyions à l'aspect de ses armes et que nous lui abandonnions nos alliés; j'arrive avec la rapidité de l'éclair.

Soldats, j'étais entouré de vous lorsque le souverain d'Autriche vint à mon bivouac de Moravie; vous l'avez entendu implorer ma clémence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité; trois fois elle a été parjure!!! Nos succès passés sont un sûr garant de la victoire qui nous attend.

Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur.

NAPOLÉON.

DÉPART DE L'EMPEREUR DE PARIS, LE 13.

L'Empereur apprit par le télégraphe, dans la soirée du 12, le passage de l'Inn par l'armée autrichienne, et partit de Paris un instant après. Il arriva le 16 à trois heures du matin à Louisbourg, et dans la soirée du même jour à Dilingen, où il vit le roi de Bavière. Il passa une demi-heure avec ce prince et lui pro-

mit de le ramener en quinze jours dans sa capitale et de venger l'affront fait à sa maison en le faisant plus grand que ne furent jamais aucun de ses ancêtres. Le 17, à sept heures du matin, S. M. arriva à Donawerth, où était établi le quartier général, et donna sur-le-champ les ordres nécessaires.

Le 18, le quartier général fut transporté à Ingolstadt.

BATAILLE DE TANN, LE 19.

Le 19, à la pointe du jour, le duc d'Auerstaedt se mit en marche sur deux colonnes. Les divisions Morand et Gudin formaient sa droite; les divisions Saint-Hilaire et Friant formaient sa gauche. La division Saint-Hilaire, arrivée au village de Peissing, y rencontra l'ennemi plus fort en nombre, mais bien inférieur en bravoure, et là s'ouvrit la campagne par un combat glorieux pour nos armées. Le général Saint-Hilaire, soutenu par le général Friant, culbuta tout ce qui était devant lui, enleva les positions de l'ennemi, lui tua une grande quantité de monde et lui fit six à sept cents prisonniers.

Le 72e se distingua dans cette journée, et le 57e soutint son ancienne réputation. Il y a seize ans ce régiment avait été surnommé en Italie *le Terrible*, et il a bien justifié ce surnom dans cette affaire, où seul il a abordé et successivement défait six régiments autrichiens.

Sur la gauche, à deux heures après midi, le général Morand rencontra également une division autrichienne, qu'il attaqua en tête, tandis que le duc de Dantzick, avec un corps bavarois, parti d'Abensberg, vint la prendre en queue. Cette division fut bientôt débusquée de toutes ses positions, et laissa quelques centaines de morts et de prisonniers. Le régiment entier des dragons de Levenher fut détruit par les chevau-légers bavarois, et son colonel fut tué.

A la chute du jour, le corps du duc de Dantzick fit sa jonction avec celui du duc d'Auerstaedt.

Dans toutes ces affaires les généraux Saint-Hilaire et Friant se sont particulièrement distingués.

Ces malheureuses troupes autrichiennes, qu'on avait amenées de Vienne au bruit des chansons et des fifres, en leur faisant

croire qu'il n'y avait plus d'armée française en Allemagne et qu'elles n'auraient affaire qu'aux Bavarois et aux Wurtembergois, montrèrent tout le ressentiment qu'elles concevaient contre leurs chefs des erreurs où ils les avaient entretenues, et leur terreur ne fut que plus grande à la vue de ces vieilles bandes qu'elles étaient accoutumées à considérer comme leurs maîtres.

Dans tous ces combats notre perte fut peu considérable en comparaison de celle de l'ennemi, qui surtout perdit beaucoup d'officiers et de généraux, obligés de se mettre en avant pour donner de l'élan à leurs troupes. Le prince de Lichtenstein, le général de Lusignan et plusieurs autres furent blessés. La perte des Autrichiens en colonels et officiers de moindre grade est extrêmement considérable.

BATAILLE D'ABENSBERG, LE 20.

L'Empereur résolut de battre et de détruire le corps de l'archiduc Louis et celui du général Hiller, forts ensemble de soixante mille hommes. Le 20, Sa Majesté se porta à Abensberg; elle donna ordre au duc d'Auerstaedt de tenir en respect les corps de Hohenzollern, Rosemberg et de Lichtenstein, pendant qu'avec les deux divisions Morand et Gudin, les Bavarois et les Wurtembergeois elle attaquait de front l'armée de l'archiduc Louis et du général Hiller, et faisait couper les communications de l'ennemi par le duc de Rivoli, en le faisant passer à Freysing, et de là sur les derrières de l'armée autrichienne.

Les divisions Morand et Gudin formèrent la gauche et manœuvrèrent sous les ordres du duc de Montebello. L'Empereur se décida à combattre ce jour-là à la tête des Bavarois et des Wurtembergeois. Il fit réunir en cercle les officiers de ces deux armées et leur parla longtemps. Le prince royal de Bavière traduisait en allemand ce qu'il disait en français. L'Empereur leur fit sentir la marque de confiance qu'il leur donnait. Il dit aux officiers bavarois que les Autrichiens avaient toujours été leurs ennemis; que c'était à leur indépendance qu'ils en voulaient; que, depuis plus de deux cents ans, les drapeaux bavarois étaient déployés contre la maison d'Autriche; mais que cette fois il les

rendrait si puissants qu'ils suffiraient seuls désormais pour lui résister.

Il parla aux Wurtembergeois des victoires qu'ils avaient remportées sur la maison d'Autriche lorsqu'ils servaient dans l'armée prussienne et des derniers avantages qu'ils avaient obtenus dans la campagne de Silésie. Il leur dit à tous que le moment de vaincre était venu pour porter la guerre sur le territoire autrichien. Ces discours, qui furent répétés aux compagnies par les capitaines, et les différentes dispositions que fit l'Empereur produisirent l'effet qu'on en pouvait attendre.

L'Empereur donna alors le signal du combat, et mesura les manœuvres sur le caractère particulier de ces troupes. Le général de Wrede, officier bavarois d'un grand mérite, placé au devant du pont de Siegenburg, attaqua une division autrichienne qui lui était opposée. Le général Vandamme, qui commandait les Wurtembergeois, la déborda sur son flanc droit. Le duc de Dantzick, avec la division du prince royal et celle du général Deroy, marcha sur le village de Rennhause pour arriver sur la grande route d'Abensberg à Landshut. Le duc de Montebello, avec ses deux divisions françaises, força l'extrême gauche, culbuta tout ce qui était devant lui, et se porta sur Rohr et Rothemburg. Sur tous les points la canonnade était engagée avec succès. L'ennemi, déconcerté par ces dispositions, ne combattit qu'une heure et battit en retraite. Huit drapeaux, douze pièces de canon, dix-huit mille prisonniers furent le résultat de cette affaire, qui ne nous a coûté que peu de monde.

BATAILLE D'ECKMULH, LE 22.

Tandis que la bataille d'Abensberg et le combat de Landshut avaient des résultats si importants, le prince Charles se réunissait avec le corps de Bohême, commandé par le général Kollowrath, et obtenait à Ratisbonne un faible succès.

Mille hommes du 65e, qui avaient été laissés pour garder le pont de Ratisbonne, ne reçurent point l'ordre de se retirer. Cernés par l'armée autrichienne, ces braves, ayant épuisé leurs cartouches, furent obligés de se rendre. Cet événement fut sensible

à l'Empereur ; il jura que dans les vingt-quatre heures le sang autrichien coulerait dans Ratisbonne pour venger cet affront fait à ses armes

Dans le même temps les ducs d'Auerstaedt et de Dantzick tenaient en échec les corps de Rosemberg, de Hohenzollern et de Lichtenstein. Il n'y avait pas de temps à perdre. Le 22 au matin l'Empereur se mit en marche de Landshut avec les deux divisions du duc de Montebello, le corps du duc de Rivoli, les divisions de cuirassiers Nansouty et Saint-Sulpice et la division wurtembergeoise. A deux heures après-midi, il arriva vis-à-vis d'Eckmülh, où les quatre corps de l'armée autrichienne, formant cent dix mille hommes, étaient en position sous le commandement de l'archiduc Charles. Le duc de Montebello déborda l'ennemi par la gauche avec la division Gudin. Au premier signal, les ducs d'Auerstaedt et de Dantzick et la division de cavalerie légère du général Montbrun débouchèrent. On vit alors un des plus beaux spectacles qu'ait offerts la guerre, cent dix mille ennemis attaqués sur tous les points, tournés par leur gauche, et successivement dépostés de toutes leurs positions. Le détail des événements militaires serait trop long ; il suffit de dire que, mis en pleine déroute, l'ennemi a perdu la plus grande partie de ses canons et un grand nombre de prisonniers ; que le 10e d'infanterie légère, de la division Saint-Hilaire, se couvrit de gloire en débouchant sur l'ennemi, et que les Autrichiens, débusqués du bois qui couvre Ratisbonne, furent jetés dans la plaine et coupés par la cavalerie. Le sénateur général de division Demont eut un cheval tué sous lui. La cavalerie autrichienne, forte et nombreuse, se présenta pour protéger la retraite de son infanterie ; la division Saint-Sulpice sur la droite, la division Nansouty sur la gauche l'abordèrent ; la ligne de hussards et de cuirassiers ennemis fut mise en déroute. Plus de trois cents cuirassiers autrichiens furent faits prisonniers. La nuit commençait ; nos cuirassiers continuèrent leur marche sur Ratisbonne. La division Nansouty rencontra une colonne ennemie qui se sauvait, la chargea et la fit prisonnière ; elle était composée de trois bataillons hongrois de quinze cents hommes.

La division Saint-Sulpice chargea un autre carré dans lequel

faillit être pris le prince Charles, qui ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Cette colonne fut également enfoncée et prise. L'obscurité obligea enfin à s'arrêter. Dans cette bataille d'Eckmülh il n'y eut que la moitié à peu près des troupes françaises engagée. Poussée l'épée dans les reins, l'armée ennemie continua à défiler toute la nuit par morceaux et dans la plus épouvantable déroute. Tous ses blessés, la plus grande partie de son artillerie, quinze drapeaux et vingt mille prisonniers sont tombés en notre pouvoir. Les cuirassiers se sont, comme à l'ordinaire, couverts de gloire.

COMBAT ET PRISE DE RATISBONNE, LE 23.

Le 20, à la pointe du jour, on s'avança sur Ratisbonne; l'avant-garde formée par la division Gudin et par les cuirassiers des divisions Nansouty et Saint-Sulpice; on ne tarda pas à apercevoir la cavalerie ennemie qui prétendait couvrir la ville. Trois charges successives s'engagèrent: toutes furent à notre avantage. Sabrés et mis en pièces, huit mille hommes de cavalerie ennemie repassèrent précipitamment le Danube. Sur ces entrefaites nos tirailleurs tâtèrent la ville. Par une inconcevable disposition, le général autrichien y avait placé six régiments sacrifiés sans raison. La ville est enveloppée d'une mauvaise enceinte, d'un mauvais fossé et d'une mauvaise contrescarpe. L'artillerie arriva; on mit en batterie des pièces de 12. On reconnut une issue par laquelle, au moyen d'une échelle, on pouvait descendre dans le fossé et remonter ensuite par une brèche faite à la muraille.

Le duc de Montebello fit passer par cette ouverture un bataillon, qui gagna une poterne et l'ouvrit; on s'introduisit alors dans la ville. Tout ce qui fit résistance fut sabré: le nombre des prisonniers passa huit mille. Par suite de ses mauvaises dispositions, l'ennemi n'eut pas le temps de couper le pont, et les Français passèrent avec lui sur la rive gauche. Cette malheureuse ville, qu'il a eu la barbarie de défendre, a beaucoup souffert; le feu y a été une partie de la nuit; mais, par les soins du général Morand et de sa division, on parvint à le dominer et à l'éteindre.

Ainsi, à la bataille d'Abensberg, l'Empereur battit séparément

les deux corps de l'archiduc Louis et du général Hiller. Au combat de Landshut il s'empara du centre des communications de l'ennemi et du dépôt général de ses magasins et de son artillerie. Enfin, à la bataille d'Eckmülh les quatre corps d'Hohenzollern, de Rosenberg, de Kollowrath et de Lichtenstein furent défaits et mis en déroute. Le corps du général Bellegarde, arrivé le lendemain de cette bataille, ne put qu'être témoin de la prise de Ratisbonne, et se sauva en Bohême.

Cette première notice des opérations militaires qui ont ouvert la campagne d'une manière si brillante sera suivie d'une relation plus détaillée de tous les faits d'armes qui ont illustré les armées françaises et alliées.

Dans tous ces combats notre perte peut se monter à douze cents tués et à quatre mille blessés. Le général de division Cervoni, chef d'état-major du duc de Montebello, fut frappé d'un boulet de canon et tomba mort sur le champ de bataille d'Eckmülh. C'était un officier de mérite et qui s'était distingué dans nos premières champagnes. Au combat de Peissing, le général Hervo, chef de l'état-major du duc d'Auerstaedt, a été également tué. Le duc d'Auerstaedt regrette vivement cet officier, dont il estimait la bravoure, l'intelligence et l'activité. Le général de brigade Clément, commandant une brigade de cuirassiers de la division Saint-Sulpice, a eu un bras emporté. C'est un officier de courage et d'un mérite distingué. Le général Schramm a été blessé. Le colonel du 14ᵉ de chasseurs a été tué dans une charge. En général, notre perte en officiers est peu considérable. Les mille hommes du 65ᵉ qui ont été faits prisonniers ont été pour la plupart repris. Il est impossible de montrer plus de bravoure et de bonne volonté qu'en ont montré les troupes.

A la bataille d'Eckmülh, le corps du duc de Rivoli n'ayant pu encore rejoindre, ce maréchal est resté constamment auprès de l'Empereur; il a porté des ordres et fait exécuter différentes manœuvres.

A l'assaut de Ratisbonne, le duc de Montebello, qui avait désigné le lieu du passage, a fait porter les échelles par ses aides de camp.

Le prince de Neufchâtel, afin d'encourager les troupes et

de donner en même temps une preuve de confiance aux alliés, a marché plusieurs fois à l'avant-garde avec les régiments bavarois.

Le duc d'Auerstaedt a donné dans ces différentes affaires de nouvelles preuves de l'intrépidité qui le caractérise.

Le duc de Rovigo, avec autant de dévouement que d'intrépidité, a traversé plusieurs fois les légions ennemies pour aller faire connaître aux différentes colonnes l'intention de l'Empereur.

Des deux cent vingt mille hommes qui composaient l'armée autrichienne, tous ont été engagés, hormis les vingt mille hommes que commande le général Bellegarde, et qui n'ont pas donné. De l'armée française, au contraire, près de la moitié n'a pas tiré un coup de fusil. L'ennemi, étonné par des mouvements rapides et hors de ses calculs, s'est trouvé en un moment déchu de sa folle espérance et transporté du délire de la présomption dans un abattement approchant du désespoir.

Ratisbonne, 24 avril 1809.

Ordre du jour.

Soldats!

Vous avez justifié mon attente : vous avez suppléé au nombre par votre courage; vous avez glorieusement marqué la différence qui existe entre les soldats de César et les armées de Xerxès.

En peu de jours (1) nous avons triomphé dans les trois batailles de Tann, d'Abensberg et d'Eckmühl et dans les combats de Peissing, Lanshut et de Ratisbonne. Cent pièces de canon, quarante drapeaux, cinquante mille prisonniers, trois équipages attelés, trois mille voitures attelées portant les bagages, toutes les caisses des régiments, voilà le résultat de la rapidité de vos marches et de votre courage.

L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, paraissait ne plus

(1) La campagne avait commencé le 18 avril ; il y avait six jours.

conserver aucun souvenir de vous; son réveil a été prompt; vous lui avez apparu plus terribles que jamais. Naguère il a traversé l'Inn et envahi le territoire de nos alliés; naguère il se promettait de porter la guerre au sein de notre patrie. Aujourd'hui, défait, épouvanté, il fuit en désordre; déjà mon avant-garde a passé l'Inn; avant un mois nous serons à Vienne.

. . . . . .

Le 28, un détachement de cinquante chasseurs, sous le commandement du chef d'escadron Margaron, est arrivé à Dittemaning, où il a rencontré un bataillon de la fameuse landwerh qui à son approche se jeta dans un bois. Le chef d'escadron Margaron l'envoya sommer. Après s'être longtemps consultés, mille hommes de ces redoutables milices, postés dans un bois fourré et inaccessible à la cavalerie, se sont rendus à cinquante chasseurs. L'Empereur voulut les voir; ils faisaient pitié : ils étaient commandés par de vieux officiers d'artillerie, mal armés et plus mal équipés encore.

Le génie arrogant et farouche de l'Autrichien s'était entièrement découvert dans le moment de fausse prospérité dont leur entrée à Munich les avait éblouis. Ils feignirent de caresser les Bavarois; mais les griffes du tigre reparurent bientôt. Le bailli de Mulhdorf, nommé Stark, qui avait mérité une distinction du roi de Bavière pour les services qu'il avait rendus à ses troupes dans la dernière guerre, a été arrêté et conduit à Vienne pour y être jugé. A Burghausen la femme du bailli, comte d'Armansperd, est venue supplier l'Empereur de lui faire rendre son mari que les Autrichiens ont emmené à Lintz, et de là à Vienne, sans qu'on en ait entendu parler depuis. La raison de ce mauvais traitement est qu'en 1805 il lui fut fait des réquisitions auxquelles il n'obtempéra point. Voilà le crime dont les Autrichiens lui ont gardé un si long ressentiment et dont ils ont tiré cette injuste vengeance.

Les Bavarois feront sans doute un récit de toutes les vexations et des violences que les Autrichiens ont exercées envers eux, pour en transmettre la mémoire à leurs enfants, quoiqu'il soit probable que c'est pour la dernière fois que les Autrichiens ont insulté aux alliés de la France. Des intrigues ont été ourdies par

eux en Tyrol et en Westphalie pour exciter les sujets à la révolte contre leurs princes.

Levant des armées nombreuses divisées en corps comme l'armée française, marchant au pas accéléré pour singer l'armée française, faisant des bulletins, des proclamations, des ordres du jour, en singeant même encore l'armée française, ils ne représentent pas mal l'âne qui, couvert de la peau du lion, cherche à l'imiter; mais le bout de l'oreille se laisse apercevoir, et le naturel l'emporte toujours.

L'Empereur d'Autriche a quitté Vienne et a signé en partant une proclamation rédigée par Gentz dans le style de l'esprit des plus sots libelles. Il s'est porté à Scharding, position qu'il a choisie précisément pour n'être nulle part, ni dans sa capitale pour gouverner ses États, ni au camp, où il n'eût été qu'un inutile embarras. Il est difficile de voir un prince plus débile et plus faux. Lorsqu'il a appris la suite de la bataille d'Eckmülh, il a quitté les bords de l'Inn et est rentré dans le sein de ses États.

La ville de Scharding, que le duc de Rivoli a occupée, a beaucoup souffert. Les Autrichiens en se retirant ont mis le feu à leurs magasins et ont brûlé la moitié de la ville qui leur appartenait. Sans doute qu'ils avaient le pressentiment et qu'ils ont adopté l'adage que ce qui leur appartenait ne leur appartiendra plus.

Vienne, 13 mai 1809.

Septième bulletin de la grande armée.

Le 10, à neuf heures du matin, l'Empereur a paru aux portes de Vienne avec le corps du maréchal duc de Montebello; c'était à la même heure, le même jour et un mois juste après que l'armée autrichienne avait passé l'Inn, et que l'empereur François II s'était rendu coupable d'un parjure, signal de sa ruine.

Le 5 mai, l'archiduc Maximilien, frère de l'impératrice, jeune prince âgé de vingt-six ans, présomptueux, sans expérience, d'un caractère ardent, avait pris le commandement de Vienne.

Le bruit était général dans le pays que tous les retranchements qui environnaient la capitale étaient armés, qu'on avait cons-

truit des redoutes, qu'on travaillait à des camps retranchés et que la ville était résolue à se défendre. L'Empereur avait peine à croire qu'une capitale si généreusement traitée par l'armée française en 1805 et que des habitants dont le bon esprit et la sagesse sont reconnus eussent été fanatisés au point de se déterminer à une aussi folle entreprise. Il éprouva donc une douce satisfaction lorsqu'en approchant des immenses faubourgs de Vienne il vit une population nombreuse, des femmes, des enfants, des vieillards, se précipiter au-devant de l'armée française et accueillir nos soldats comme des amis.

Le général Conroux traversa les faubourgs, et le général Tharreau se rendit sur l'esplanade qui les sépare de la cité. Au moment où il débouchait, il fut reçu par une fusillade et par des coups de canon, et légèrement blessé.

Sur trois cent mille habitants qui composent la population de la ville de Vienne, la cité proprement dite, qui a une enceinte avec des bastions et une contrescarpe, contient à peine quatre-vingt mille habitants et treize cents maisons. Les huit quartiers de la ville qui ont conservé le nom de faubourgs et qui sont séparés de la ville par une vaste esplanade et couverts, du côté de la campagne, par des retranchements renferment plus de cinq mille maisons, sont habités par plus de deux cent vingt mille âmes, qui tirent leur subsistance de la cité, où sont les marchés et les magasins.

L'archiduc Maximilien avait fait ouvrir des registres pour recueillir les noms des habitants qui voudraient se défendre. Trente individus seulement se firent inscrire; tous les autres refusèrent avec indignation Déjoué dans ses espérances par le bon sens des Viennois, il fit venir dix bataillons de landwehr et dix bataillons de troupes de ligne, composant une force de quinze à seize mille hommes, et se renferma dans la place.

Le duc de Montebello lui envoya un aide de camp porteur d'une sommation; mais des bouchers et quelques centaines de gens sans aveu, qui étaient les satellites de l'archiduc Maximilien, s'élancèrent sur le parlementaire, et l'un d'eux le blessa. L'archiduc ordonna que le misérable qui avait commis une action si infâme fût promené en triomphe dans toute la ville, monté

sur le cheval de l'officier français et environné par la landwehr.

Après cette violation inouïe du droit des gens, on vit l'affreux spectacle d'une partie d'une ville qui tirait contre l'autre, et d'une cité dont les armes étaient dirigées contre ses propres concitoyens.

Le général Andréossy, nommé gouverneur de la ville, organisa dans chaque faubourg des municipalités, un comité central des subsistances et une garde nationale, composée des négociants, des fabricants et de tous les bons citoyens, armés pour contenir les prolétaires et les mauvais sujets.

Le général gouverneur fit venir à Schœnbrunn une députation des huit faubourgs : l'Empereur la chargea de se rendre dans la cité pour porter une lettre écrite par le prince de Neufchâtel, major-général, à l'archiduc Maximilien. Il recommanda aux députés de représenter à l'archiduc que, s'il continuait à faire tirer sur les faubourgs et si un seul des habitants y perdait la vie par ses armes, cet acte de frénésie, cet attentat envers les peuples briserait à jamais les liens qui attachent les sujets à leur souverain.

La députation entra dans la cité le 11 à dix heures du matin, et l'on ne s'aperçut de son arrivée que par le redoublement du feu des remparts. Quinze habitants des faubourgs ont péri et deux Français seulement ont été tués.

La patience de l'Empereur se lassa : il se porta avec le duc de Rivoli sur le bras du Danube qui sépare la promenade du Prater des faubourgs, et ordonna que deux compagnies de voltigeurs occupassent un petit pavillon sur la rive gauche pour protéger la construction d'un pont. Le bataillon de grenadiers qui défendait le passage fut chassé par ces voltigeurs et par la mitraille de quinze pièces d'artillerie. A huit heures du soir ce pavillon était occupé et les matériaux du pont réunis. Le capitaine Pourtalès, aide de camp du prince de Neufchâtel, et le sieur Susaldi, aide de camp du général Boudet, s'étaient jetés des premiers à la nage pour aller chercher les bateaux qui étaient sur la rive opposée.

A neuf heures du soir une batterie de vingt obusiers, cons-

truite par les généraux Bertrand et Navelet, à cent toises de la place, commença le bombardement : dix-huit cents obus furent lancés en moins de quatre heures, et bientôt toute la ville parut en flammes. Il faut avoir vu Vienne, ses maisons à huit et neuf étages, ses rues resserrées, cette population si nombreuse dans une aussi étroite enceinte pour se faire une idée du désordre, de la rumeur et des désastres que devait occasionner une telle opération.

L'archiduc Maximilien avait fait marcher, à une heure du matin, deux bataillons en colonne serrée, pour tâcher de reprendre le pavillon qui protégeait la construction du pont. Les deux compagnies de voltigeurs qui occupaient ce pavillon, qu'elles avaient crénelé, reçurent l'ennemi à bout portant : leur feu et celui des quinze pièces d'artillerie qui étaient sur la rive droite couchèrent par terre une partie de la colonne ; le reste se sauva dans le plus grand désordre.

L'archiduc perdit la tête au milieu du bombardement et au moment surtout où il apprit que nous avions passé un bras du Danube et que nous marchions pour lui couper la retraite. Aussi faible, aussi pusillanime qu'il avait été arrogant et inconsidéré, il s'enfuit le premier et repassa les ponts. Le respectable général O'Reilli n'apprit que par la fuite de l'archiduc qu'il se trouvait investi du commandement.

Le 12, à la pointe du jour, ce général fit prévenir les avant-postes qu'on allait cesser le feu, et qu'une députation allait être envoyée à l'Empereur.

Cette députation fut présentée à S. M. dans le parc de Schœnbrunn. Elle était composée de messieurs le comte de Dietricshtein, maréchal provisoire des États ; le prélat de Klosternenbourg ; le prélat des Écossais ; le comte Perges ; le comte Veterain ; le baron de Bartenstein ; M. de Mayenberg ; le baron de Hafen, référendaire de la basse Autriche ; tous les membres des États ; l'archevêque de Vienne ; le baron de Lederer, capitaine de la ville ; M. Wohlleben, bourgmestre ; M. Meher, vice-bourgmestre ; Egger, Pinck, Staif, conseillers du magistrat.

S. M. assura les députés de sa protection : elle exprima la

peine que lui avait fait éprouver la conduite inhumaine de leur gouverneur, qui n'avait pas craint de livrer la capitale à tous les malheurs de la guerre; qui, portant lui-même atteinte à ses droits, au lieu d'être le père et le roi de ses sujets, s'en était montré l'ennemi et en avait été le tyran. S. M. fit connaître que Vienne serait traitée avec les mêmes ménagements et les mêmes égards dont on avait usé en 1805. La députation répondit à cette assurance par les témoignages de la plus vive reconnaissance.

A neuf heures du matin le duc de Rivoli, avec les divisions Saint-Cyr et Boudet, s'est emparé de Léopoldstadt.

Pendant ce temps le lieutenant général O'Reilly envoyait le lieutenant général de Vaux et M. Bellonte, colonel, pour traiter de la capitulation de la place. La capitulation a été signée dans la soirée, et le 13, à six heures du matin, les grenadiers du corps d'Oudinot ont pris possession de la ville.

Schœnbrunn, 13 mai 1809.

Ordre du jour.

Soldats,

Un mois après que l'ennemi eut passé l'Inn, au même jour, à la même heure, nous sommes entrés dans Vienne.

Ses landwehrs, ses levées en masse, ses remparts créés par la rage impuissante des princes de la maison de Lorraine n'ont point soutenu vos regards. Les princes de cette maison ont abandonné leur capitale, non comme des soldats d'honneur qui cèdent aux circonstances et aux revers de la guerre, mais comme des parjures que poursuivent leurs remords. En fuyant de Vienne, leurs adieux à ses habitants ont été le meurtre et l'incendie; comme Médée, ils ont de leurs propres mains égorgé leurs enfants.

Le peuple de Vienne, selon l'expression de la députation de ses faubourgs, délaissé, abandonné, veuf, sera l'objet de vos égards. J'en prends les habitants sous ma spéciale protection: quant aux hommes turbulents et méchants, j'en ferai une justice exemplaire.

Soldats! soyons bons pour les pauvres paysans, pour ce bon peuple, qui a tant de droits à notre estime : ne conservons aucun orgueil de tous nos succès; voyons-y une preuve de cette justice divine qui punit l'ingrat et le parjure.

NAPOLÉON.

Vienne, 16 mai 1809.

Huitième bulletin de la grande armée.

Les habitants de Vienne se louent de l'archiduc Rénier. Il était gouverneur de Vienne, et, lorsqu'il eut connaissance des mesures révolutionnaires ordonnées par l'empereur François II, il refusa de conserver le gouvernement. L'archiduc Maximilien fut envoyé à sa place. Ce jeune prince, ayant toute l'inconséquence de son âge, déclara qu'il s'enterrerait sous les ruines de la capitale. Il fit appeler les hommes turbulents et sans aveu, qui sont toujours nombreux dans une grande ville, les arma de piques, et leur distribua toutes les armes qui étaient dans les arsenaux. En vain les habitants lui représentèrent qu'une grande ville, parvenue à un si haut degré de splendeur au prix de tant de travaux et de trésors, ne devait pas être exposée aux désastres que la guerre entraîne avec elle. Ces représentations exaltèrent sa colère; et sa fureur était portée à un tel point qu'il ne répondait qu'en ordonnant de jeter sur les faubourgs des bombes et des obus qui ne devaient tuer que des Viennois, les Français trouvant un abri dans leurs tranchées et leur sécurité dans l'habitude de la guerre.

Les Viennois éprouvaient des frayeurs mortelles, et la ville se croyait perdue, lorsque l'empereur Napoléon, pour épargner à la capitale les désastres d'une défense prolongée, en la rendant promptement inutile, fit passer le bras du Danube et occuper le Prater.

A huit heures un officier vint annoncer à l'archiduc qu'un pont se construisait, qu'un grand nombre de Français avait passé la rivière à la nage, et qu'ils étaient déjà sur l'autre rive. Cette nouvelle fit pâlir ce prince furibond, et porta la crainte

dans les esprits. Il traversa le Prater en toute hâte ; il renvoya au delà des ponts chaque bataillon qu'il rencontrait, et il se sauva sans faire aucune disposition et sans donner à personne le commandement qu'il abandonnait. C'était cependant le même homme qui, une heure auparavant, protestait de s'ensevelir sous les ruines de la capitale.

La catastrophe de la maison de Lorraine était prévue par les hommes sensés des opinions les plus opposées. Manfredini avait demandé une audience à l'Empereur pour lui représenter que cette guerre pèserait longtemps sur sa conscience, qu'elle entraînerait la ruine de sa maison et que bientôt les Français seraient dans Vienne. Bah ! bah ! répondit l'Empereur, ils sont tous en Espagne.

Thugut, profitant de l'ancienne confiance que l'Empereur avait mise en lui, s'est aussi permis des représentations réitérées.

Le prince de Ligne disait hautement : « Je croyais être assez vieux pour ne pas survivre à la monarchie autrichienne. » Et lorsque le vieux comte Wallis vit l'Empereur partir pour l'armée : « C'est Darius, dit-il, qui court au-devant d'Alexandre ; il aura le même sort. »

Le comte Louis de Cobentzel, principal auteur de la guerre de 1805, étant à son lit de mort et vingt-quatre heures avant de fermer les yeux, adressa à l'Empereur une lettre fort pathétique. « V. M., écrivait-il, doit se trouver heureuse de l'état où l'a mise la paix de Presbourg ; elle est au second rang parmi les puissances de l'Europe ; c'est celui de ses ancêtres. Qu'elle renonce à une guerre qui n'a point été provoquée et qui entraînera la ruine de sa maison. Napoléon sera vainqueur, et il aura le droit d'être inflexible, etc., etc. » Cette dernière action de Cobentzel a jeté de l'intérêt sur ses derniers moments.

Le prince de Zinzendorf, ministre de l'intérieur, plusieurs hommes d'État demeurés étrangers comme lui à la corruption et aux fatales illusions du moment, beaucoup d'autres personnages distingués et ce qu'il y avait de plus considérable dans la bourgeoisie partageaient tous, exprimaient tous la même opinion.

Mais l'orgueil humilié de l'empereur François II, la haine de

l'archiduc Charles contre les Russes, le ressentiment qu'il éprouvait en voyant la Russie et la France intimement unies, l'or de l'Angleterre qui avait corrompu le ministre Stadion, la légèreté et l'inconséquence d'une soixantaine de femmelettes, l'hypocrisie et les faux rapports de l'ambassadeur Metternich, les intrigues des Razumowski, des Dalpozzo, des Schlegel, des Gentz et autres aventuriers que l'Angleterre entretient sur le continent pour y fomenter des dissensions ont produit cette guerre insensée et sacrilége.

Avant que les Français eussent été vainqueurs sur le champ de bataille on disait qu'ils n'étaient pas nombreux; qu'il n'y en avait plus en Allemagne; que les corps n'étaient composés que de conscrits; que la cavalerie était à pied, la garde impériale en révolte, les Parisiens en insurrection contre l'Empereur Napoléon. Après nos victoires on a dit que l'armée française était innombrable; qu'elle n'avait jamais été composée d'hommes plus aguerris et plus braves; que le dévouement des soldats à Napoléon triplait et quadruplait leurs moyens; que la cavalerie était superbe, nombreuse, redoutable; que l'artillerie, mieux attelée que celle d'aucune autre nation, marchait avec la rapidité de la foudre, etc., etc.

Princes faibles! cabinets corrompus! hommes ignorants, légers, inconséquents! voilà cependant les piéges que l'Angleterre vous tend depuis quinze années, et vous y tombez toujours! Mais enfin la catastrophe que vous avez préparée s'est accomplie; la paix du continent est assurée pour jamais.

L'Empereur a passé hier la revue de la division de grosse cavalerie du général Nansouty. Il a donné des éloges à la tenue de cette belle division, qui, après une campagne aussi active, a présenté cinq mille chevaux en bataille S. M. a nommé aux places vacantes; elle a accordé le titre de baron, avec des dotations en terres, au plus brave officier, et la décoration de la Légion d'honneur, avec une pension de douze cents francs, au plus brave cuirassier de chaque régiment.

On a trouvé à Vienne cinq cents pièces de canon, beaucoup d'affûts, beaucoup de fusils, de poudre et de munitions confectionnées, et une grande quantité de boulets et de fer coulé.

Il n'y a eu que dix maisons brûlées pendant le bombardement. Les Viennois ont remarqué que ce malheur est tombé sur les partisans les plus ardents de la guerre; aussi disaient-ils que le général Andréossy dirigeait les batteries. La nomination de ce général au gouvernement de Vienne a été agréable à tous les habitants; il avait laissé dans la capitale des souvenirs agréables, et il jouit de l'estime universelle.

Quelques jours de repos ont fait beaucoup de bien à l'armée; et le temps est si beau que nous n'avons presque pas de malades. Le vin que l'on distribue aux troupes est abondant et de bonne qualité.

La monarchie autrichienne avait fait pour cette guerre des efforts prodigieux: on calcule que ses préparatifs lui ont coûté au delà de trois cents millions en papier. La masse des billets en circulation excède quinze cents millions. La cour de Vienne a emporté les planches de cette espèce d'assignats, hypothéqués sur une partie des mines de la monarchie, c'est-à-dire sur des propriétés presque chimériques et qui ne sont pas disponibles. Pendant qu'on prodiguait ainsi un papier-monnaie que le public ne pouvait pas réaliser et qui perdait chaque jour davantage, la cour faisait acheter par les banquiers de Vienne tout l'or qu'elle pouvait se procurer, et l'envoyait en pays étranger. Il y a à peine quelques mois que des caisses de ducats d'or, scellées du sceau impérial, ont été expédiées pour la Hollande, par le nord de l'Allemagne.

Ebersdorf, 25 mai 1809.

Dixième bulletin de la grande armée.

Vis-à-vis Ebersdorf, le Danube est divisé en trois bras séparés par deux îles. De la rive droite à la première île il y a deux cent quarante toises; cette île a à peu près mille toises de tour. De cette île à la grande île, où est le principal courant, le canal est de cent vingt toises. La grande île, appelée In-der-Lobau, a sept mille toises de tour, et le canal qui la sépare du continent a soixante dix toises. Les premiers villages que l'on rencontre ensuite sont Gross-Aspern, Esling et Enzersdorf. Le passage

d'une rivière comme le Danube devant un ennemi connaissant parfaitement les localités et ayant les habitants pour lui est une des plus grandes opérations de guerre qu'il soit possible de concevoir.

Le pont de la rive droite à la première île et celui de la première île à celle de In-der-Lobau ont été faits dans la journée du 19, et, dès le 18, la division Molitor avait été jetée par des bateaux à rames dans la grande île.

Le 20, l'Empereur passa dans cette île et fit établir un pont sur le dernier bras, entre Gross-Aspern et Esling. Ce bras n'ayant que soixante-dix toises, le pont n'exigea que quinze pontons, et fut jeté en trois heures par le colonel d'artillerie Aubry.

Le colonel Sainte-Croix, aide de camp du maréchal duc de Rivoli, passa le premier dans un bateau sur la rive gauche.

La division de cavalerie légère du général Lasalle et les divisions Molitor et Boudet passèrent dans la nuit.

Le 21, l'Empereur, accompagné du prince de Neufchâtel et des maréchaux ducs de Rivoli et de Montebello, reconnut la position de la rive gauche, et établit son champ de bataille, la droite au village d'Esling, et la gauche à celui de Gross-Aspern, qui furent sur-le-champ occupés.

Le 21, à quatre heures après midi, l'armée ennemie se montra et parut avoir le dessein de culbuter notre avant-garde et de la jeter dans le fleuve. Le maréchal duc de Rivoli fut le premier attaqué à Gross-Aspern par le corps du général Bellegarde. Il manœuvra avec les divisions Molitor et Legrand, et pendant toute la soirée fit tourner à la confusion de l'ennemi toutes les attaques qui furent entreprises. Le duc de Montebello défendit le village d'Esling, et le maréchal duc d'Istrie, avec la cavalerie légère et la division de cuirassiers Espagne, couvrit la plaine et protégea Enzersdorf. L'affaire fut vive; l'ennemi déploya deux cents pièces de canon et à peu près quatre-vingt-dix mille hommes, composés des débris de tous les corps de l'armée autrichienne.

La division de cuirassiers Espagne fit plusieurs belles charges, enfonça deux carrés et s'empara de quatorze pièces de canon.

Un boulet tua le général Espagne combattant glorieusement à la tête des troupes, officier brave, distingué et recommandable sous tous les points de vue. Le général de brigade Fouler fut tué dans une charge.

Le général Nansouty, avec la seule brigade commandée par le général Saint-Germain, arriva sur le champ de bataille vers la fin du jour. Cette brigade se distingua par plusieurs belles charges. A huit heures du soir le combat cessa, et nous restâmes entièrement maîtres du champ de bataille.

Pendant la nuit, le corps du général Oudinot, la division Saint-Hilaire, deux brigades de cavalerie légère et le train d'artillerie passèrent les trois ponts.

Le 22, à quatre heures du matin, le duc de Rivoli fut le premier engagé. L'ennemi fit successivement plusieurs attaques pour reprendre le village. Enfin, ennuyé de rester sur la défensive, le duc de Rivoli attaqua à son tour et culbuta l'ennemi. Le général de division Legrand s'est fait remarquer par ce sang-froid et cette intrépidité qui le distinguent.

Le général de division Boudet, placé au village d'Esling, était chargé de défendre ce poste important.

Voyant que l'ennemi occupait un grand espace, de la droite à la gauche, on conçut le projet de le percer par le centre. Le duc de Montebello se mit à la tête de l'attaque, ayant le général Oudinot à la gauche, la division Saint-Hilaire au centre et la division Boudet à la droite. Le centre de l'armée ennemie ne soutint pas les regards de nos troupes. Dans un moment tout fut culbuté. Le duc d'Istrie fit faire plusieurs belles charges, qui toutes eurent du succès. Trois colonnes d'infanterie ennemie furent chargées par les cuirassiers et sabrées. C'en était fait de l'armée autrichienne, lorsqu'à sept heures du matin un aide de camp vint annoncer à l'Empereur que, la crue subite du Danube ayant mis à flot un grand nombre de gros arbres et de radeaux, coupés et jetés sur les rives dans les événements qui ont eu lieu lors de la prise de Vienne, les ponts qui communiquaient de la rive droite à la petite île et de celle-ci à l'île de In-der-Lobau venaient d'être rompus. Cette crue périodique, qui n'a ordinairement lieu qu'à la mi-juin, par la fonte des neiges, a été accé-

lérée par la chaleur prématurée qui se fait sentir depuis quelques jours. Tous les parcs de réserve qui défilaient se trouvèrent retenus sur la rive droite par la rupture des ponts, ainsi qu'une partie de notre grosse cavalerie et le corps entier du maréchal duc d'Auerstaedt. Ce terrible contre-temps décida l'Empereur à arrêter le mouvement en avant. Il ordonna au duc de Montebello de garder le champ de bataille qui avait été reconnu, et de prendre position, la gauche appuyée à un rideau qui couvrait le duc de Rivoli et la droite à Esling.

Les cartouches à canon et d'infanterie, que portait notre parc de réserve, ne pouvaient plus passer. L'ennemi était dans la plus épouvantable déroute, lorsqu'il apprit que nos ponts étaient rompus. Le ralentissement de notre feu et le mouvement concentré que faisait notre armée ne lui laissaient aucun doute sur cet événement imprévu. Tous ses canons et ses équipages d'artillerie, qui étaient en retraite, se représentèrent sur la ligne, et depuis neuf heures du matin jusqu'à sept heures du soir il fit des efforts inouïs, secondé par le feu de deux cents pièces de canon, pour culbuter l'armée française. Ces efforts tournèrent à sa honte. Il attaqua trois fois les villages d'Esling et de Gross-Aspern, et trois fois il les remplit de ses morts. Les fusiliers de la garde, commandés par le général Mouton, se couvrirent de gloire, et culbutèrent la réserve, composée de tous les grenadiers de l'armée autrichienne, les seules troupes fraîches qui restassent à l'ennemi. Le général Gros fit passer au fil de l'épée sept cents Hongrois qui s'étaient déjà logés dans le cimetière du village d'Esling. Les tirailleurs sous les ordres du général Curial firent leurs premières armes dans cette journée et montrèrent de la vigueur. Le général Dorsenne, colonel commandant la vieille garde, la plaça en troisième ligne, formant un mur d'airain seul capable d'arrêter tous les efforts de l'armée autrichienne. L'ennemi tira quarante mille coups de canon, tandis que, privés de nos parcs de réserve, nous étions dans la nécessité de ménager nos munitions pour quelques circonstances imprévues.

Le soir l'ennemi reprit les anciennes positions, qu'il avait quittées pour l'attaque, et nous restâmes maîtres du champ de bataille. Sa perte est immense; les militaires dont le coup d'œil

est le plus exercé ont évalué à plus de douze mille les morts qu'il a laissés sur le champ de bataille. Selon le rapport des prisonniers, il a eu vingt-trois généraux et soixante officiers supérieurs tués ou blessés. Le feld-maréchal-lieutenant Weber, quinze cents hommes et quatre drapeaux sont restés en notre pouvoir. La perte de notre côté a été considérable; nous avons eu onze cents tués et trois mille blessés. Le duc de Montebello a eu la cuisse emportée par un boulet le 22, sur les six heures du soir. L'amputation a été faite, et sa vie est hors de danger. Au premier moment on le crut mort. Transporté sur un brancard auprès de l'Empereur, ses adieux furent touchants. Au milieu des sollicitudes de cette journée, l'Empereur se livra à la tendre amitié qu'il porte depuis tant d'années à ce brave compagnon d'armes. Quelques larmes coulèrent de ses yeux, et se tournant vers ceux qui l'environnaient : « Il fallait, dit-il, que dans cette journée mon cœur fût frappé par un coup aussi sensible pour que je pusse m'abandonner à d'autres soins qu'à ceux de mon armée. » Le duc de Montebello avait perdu connaissance; la présence de l'Empereur le fit revenir; il se jeta à son cou en lui disant : « Dans une heure vous aurez perdu celui qui meurt avec la gloire et la conviction d'avoir été et d'être votre meilleur ami. »

Le général de division Saint-Hilaire a été blessé; c'est un des généraux les plus distingués de la France.

Le général Durosnel, aide de camp de l'Empereur, a été enlevé par un boulet en portant un ordre.

Le soldat a montré un sang-froid et une intrépidité qui n'appartiennent qu'à des Français.

Les eaux du Danube croissant toujours, les ponts n'ont pu être rétablis pendant la nuit. L'Empereur a fait repasser le 23 à l'armée le petit bras de la rive gauche, et a fait prendre position dans l'île de In-der-Lobau, en gardant les têtes de pont.

On travaille à rétablir les ponts; l'on n'entreprendra rien qu'ils ne soient à l'abri des accidents des eaux et même de tout ce que l'on pourrait tenter contre eux : l'élévation du fleuve et la rapidité du courant obligent à des travaux considérables et à de grandes précautions.

Lorsque le 23, au matin, on fit connaître à l'armée que l'Em-

pereur avoir ordonné qu'elle repassât dans la grande île, l'étonnement de ces braves fut extrême. Vainqueurs dans les deux journées, ils croyaient que le reste de l'armée allait les rejoindre; et, quand on leur dit que les grandes eaux, ayant rompu les ponts et augmentant sans cesse, rendaient le renouvellement des munitions et des vivres impossible et que tout mouvement en avant serait insensé, on eut de la peine à les persuader.

C'est un malheur très-grand et tout à fait imprévu que des ponts formés des plus grands bateaux du Danube, amarrés par de doubles ancres et par des cinquenelles aient été enlevés; mais c'est un grand bonheur que l'Empereur ne l'ait pas appris deux heures plus tard; l'armée poursuivant l'ennemi aurait épuisé ses munitions et se serait trouvée sans moyen de les renouveler.

Le 23 on a fait passer une grande quantité de vivres au camp d'In-der-Lobau.

La bataille d'Esling, dont il sera fait une relation plus détaillée, qui fera connaître les braves qui se sont distingués, sera, aux yeux de la postérité, un nouveau monument de la gloire et de l'inébranlable fermeté de l'armée française.

Les maréchaux ducs de Montebello et de Rivoli ont montré dans cette journée toute la force de leur caractère militaire.

L'Empereur a donné le commandement du second corps au comte Oudinot, général éprouvé dans cent combats, où il a montré autant d'intrépidité que de savoir.

Ebersdorf, 27 mai 1809.

Proclamation à l'armée d'Italie (1).

Soldats de l'armée d'Italie,

Vous avez glorieusement atteint le but que je vous avais marqué; le Simering a été témoin de votre jonction avec la grande armée.

Soyez les bienvenus! Je suis content de vous!!! Surpris par

(1) L'Empereur avait fait donner l'ordre aux divisions françaises restées en Italie sous le commandement du prince Eugène de venir immédiatement rejoindre la grande armée en Autriche.

un ennemi perfide avant que vos colonnes fussent réunies, vous avez dû rétrograder jusqu'à l'Adige; mais, lorsque vous reçûtes l'ordre de marcher en avant, vous étiez sur le champ mémorable d'Arcole, et là vous jurâtes sur les mânes de nos héros de triompher. Vous avez tenu parole à la bataille de la Piave, aux combats de Saint-Daniel, de Tarvis, de Gorice. Vous avez pris d'assaut les forts de Malborghetto, de Pradel et fait capituler la division ennemie retranchée dans Prévald et Laybach. Vous n'aviez pas encore passé la Drave, et déjà vingt-cinq mille prisonniers, soixante pièces de bataille, dix drapeaux avaient signalé votre valeur. Depuis, la Drave, la Save, la Muer n'ont pu retarder votre marche. La colonne autrichienne de Jellachich, qui la première entra dans Munich, qui donna le signal des massacres dans le Tyrol, environnée à Saint-Michel, est tombée dans vos baïonnettes. Vous avez fait une prompte justice de ces débris dérobés à la colère de la grande armée.

Soldats, cette armée autrichienne d'Italie qui, un moment, souilla par sa présence mes provinces, qui avait la prétention de briser ma couronne de fer; battue, dispersée, anéantie, grâce à vous, sera un exemple de la vérité de cette devise : *Dieu me la donne, gare à qui la touche.*

NAPOLÉON.

Vienne, 28 juin 1809.

Vingt-troisième Bulletin de la grande armée.

Le 25 de ce mois S. M. a passé en revue un grand nombre de troupes sur les hauteurs de Schœnbrunn. On a remarqué une superbe ligne de huit mille hommes de cavalerie, dont la garde faisait partie et où ne se trouvait pas un régiment de cuirassiers. On a remarqué également une ligne de deux cents pièces de canon. La tenue et l'air martial des troupes excitaient l'admiration des spectateurs.

Samedi 24, à quatre heures après midi, nos troupes sont entrées à Raab. Le 25 la garnison prisonnière de guerre est partie. Décompte fait, elle s'est trouvée monter à deux mille cinq cents hommes.

S. M. a donné au général de division Narbonne le commandement de cette place et de tous les comitats hongrois soumis aux armes françaises.

Le duc d'Auerstaedt est devant Presbourg. L'ennemi travaillait à des fortifications. On lui a intimé de cesser ses travaux s'il ne voulait pas attirer de grands malheurs sur les paisibles habitants. Il n'en a tenu compte : quatre cents bombes et obus l'ont forcé de renoncer à son projet ; mais le feu a pris dans cette malheureuse ville, et plusieurs quartiers ont été brûlés.

Le duc de Raguse avec l'armée de Dalmatie a passé la Drave le 22, et marchait sur Dratz.

Le 24 le général Vandamme a fait embarquer à Molck trois cents Wurtembergeois commandés par le général Kechler, pour les jeter sur l'autre rive et avoir des nouvelles. Le débarquement s'est fait. Ces troupes ont mis en déroute deux compagnies ennemies, et ont pris deux officiers et quatre-vingts hommes du régiment de Mitrowski.

. . . . . .

Le 10 avril, au moment même où le général autrichien prostituait son caractère et tendait un piége au roi de Bavière en écrivant la lettre qui a été insérée dans tous les papiers publics, le général Chasteller insurgeait le Tyrol et surprenait sept cents conscrits français qui allaient à Augsbourg, où étaient leurs régiments, et qui marchaient sur la foi de la paix. Obligés de se rendre et faits prisonniers, ils furent massacrés. Parmi eux se trouvaient quatre-vingts Belges nés dans la même ville que Chasteller. Dix-huit cents Bavarois, faits prisonniers à la même époque, furent aussi massacrés. Chasteller, qui commandait, fut témoin de ces horreurs. Non-seulement il ne s'y opposa point, mais on l'accusa d'avoir souri à ce massacre, espérant que les Tyroliens, ayant à redouter la vengeance d'un crime dont ils ne pouvaient espérer le pardon, seraient ainsi plus fortement engagés dans leur rébellion.

Lorsque S. M. eut connaissance de ces atrocités, elle se trouva dans une position difficile : si elle voulait recourir aux représailles, vingt généraux, mille officiers, quatre-vingt mille hommes faits prisonniers pendant le mois d'avril pouvaient satisfaire aux mânes des malheureux Français si lâchement égorgés. Mais des

prisonniers n'appartiennent pas à la puissance pour laquelle ils ont combattu ; ils sont sous la sauvegarde de l'honneur et de la générosité de la nation qui les a désarmés. S. M. considéra Chasteller comme étant sans aveu ; car, malgré les proclamations furibondes et les discours violents des princes de la maison de Lorraine, il était impossible de croire qu'ils approuvaient de pareils attentats. S. M. fit en conséquence publier l'ordre du jour suivant.

Au quartier général impérial à Ens, le 5 mai 1809.

Ordre du jour.

D'après les ordres de l'Empereur, le nommé Chasteller, soi-disant général au service d'Autriche, moteur de l'insurrection du Tyrol et prévenu d'être l'auteur des massacres commis sur les prisonniers bavarois et français par les insurgés, sera traduit à une commission militaire aussitôt qu'il sera fait prisonnier, et passé par les armes, s'il y a lieu, dans les vingt-quatre heures qui suivront la saisie.

BERTHIER.

A la bataille d'Esling, le général Durosnel, portant un ordre à un escadron avancé, fut fait prisonnier par vingt-cinq hulans L'empereur d'Autriche, fier d'un triomphe si facile, fit publier un ordre du jour conçu en ces termes :

Copie d'une lettre de S. M. l'Empereur d'Autriche au prince Charles.

Mon cher frère,

J'ai appris que l'empereur Napoléon a déclaré le marquis de Chasteller hors du droit des gens. Cette conduite injuste et contraire aux usages des nations et dont on n'a aucun exemple dans les dernières époques de l'histoire m'oblige d'user de représailles : en conséquence j'ordonne que les généraux français Durosnel et Foulers soient gardés comme otages, pour subir le même sort et les mêmes traitements que l'empereur Napoléon se permettrait de faire éprouver au général Chasteller. Il en coûte à mon cœur de donner un pareil ordre ; mais je le dois à mes

braves guerriers et à mes braves peuples, qu'un pareil sort peut atteindre au milieu des devoirs qu'ils remplissent avec tant de dévouement. Je vous charge de faire connaître cette lettre à l'armée, et de l'envoyer, par un parlementaire, au major général de l'empereur Napoléon.

Signé FRANÇOIS.

Aussitôt que cet ordre du jour parvint à la connaissance de S. M., elle ordonna d'arrêter le prince de Colloredo, le prince Metternich, le comte de Pergen et le comte de Harddeck, et de les conduire en France pour répondre des jours des généraux Durosnel et Foulers. Le major général écrivit au chef d'état-major de l'armée autrichienne la lettre ci-jointe :

A monsieur le major général de l'armée autrichienne.

Monsieur,

S. M. l'Empereur a eu connaissance d'un ordre donné par l'empereur François, qui déclare que les généraux français Durosnel et Foulers, que les circonstances de la guerre ont mis en son pouvoir, doivent répondre de la peine que les lois de la justice infligeraient à M. Chasteller, qui s'est mis à la tête des insurgés du Tyrol et a laissé égorger sept cents prisonniers français et dix-huit à dix-neuf cents Bavarois, crime inouï dans l'histoire des nations, qui eût pu exciter une terrible représaille contre quarante feld-maréchaux lieutenants, trente-six généraux majors, plus de soixante colonels ou majors, douze cents officiers et quatre-vingt mille soldats, qui sont nos prisonniers, si S. M. ne regardait les prisonniers comme placés sous sa foi et son honneur, et d'ailleurs n'avait eu des preuves que les officiers autrichiens du Tyrol en ont été aussi indignés que nous.

Cependant S. M. a ordonné que le prince de Colloredo, le prince Metternich, le comte Frédéric de Harddeck et le comte Pergen seraient arrêtés et transférés en France pour répondre de la sûreté des généraux Durosnel et Foulers, menacés par l'ordre du jour de votre souverain. Ces officiers pourront mourir, monsieur; mais ils ne mourront pas sans vengeance : cette ven-

geance ne tombera sur aucun prisonnier, mais sur les parents de ceux qui ordonneraient leur mort.

Quant à M. Chasteller, il n'est pas encore au pouvoir de l'armée ; mais, s'il est arrêté, vous pouvez compter que son procès sera instruit et qu'il sera traduit devant une commission militaire.

Je prie votre excellence de croire aux sentiments de ma haute considération.

Le major général, *Signé* BERTHIER.

La ville de Vienne et le corps des États de la basse Autriche sollicitèrent la clémence de S. M., et demandèrent à envoyer une députation à l'empereur François pour faire sentir la déraison du procédé dont on usait à l'égard des généraux Durosnel et Foulers ; pour représenter que Chasteller n'était pas condamné, qu'il n'était point arrêté, qu'il était seulement traduit devant les tribunaux ; que les pères, les femmes, les enfants, les propriétés des généraux autrichiens étaient entre les mains des Français, et que l'armée française était décidée, si l'on attentait à un seul prisonnier, à faire un exemple dont la postérité conserverait longtemps le souvenir.

L'estime que S. M. accorde aux bons habitants de Vienne et aux corps des États la détermina à accéder à cette demande. Elle autorisa MM. de Colloredo, de Metternich, de Pergen et de Harddeck à rester à Vienne, et la députation à partir pour le quartier général de l'empereur d'Autriche.

Cette députation est de retour. L'empereur François a répondu à ses représentations qu'il ignorait le massacre des prisonniers français en Tyrol ; qu'il compatissait aux maux de la capitale et des provinces ; que ses ministres l'avaient trompé, etc., etc., etc. Les députés firent observer que tous les hommes sages voient avec peine l'existence de cette poignée de brouillons qui, par les démarches qu'ils conseillent, par les proclamations, les ordres du jour, etc., etc., etc., qu'ils font adopter, ne cherchent qu'à fomenter les passions et les haines et à exaspérer un ennemi maître de la Croatie, de la Carniole, de la Carinthie, de la Styrie, de la haute et de la basse Autriche, de la capitale de

l'Empire et d'une grande partie de la Hongrie ; que les sentiments de l'Empereur pour ses sujets devaient le porter à calmer le vainqueur plutôt qu'à l'irriter et à donner à la guerre le caractère qui lui est naturel chez les peuples civilisés, puisque ce vainqueur pouvait en appesantir les maux sur la moitié de la monarchie.

On dit que l'empereur d'Autriche a répondu que la plupart des écrits dont les députés voulaient parler étaient controuvés ; que ceux dont on ne désavouait pas l'existence étaient plus modérés ; que les rédacteurs dont on se servait étaient d'ailleurs des commis français, et que, lorsque ces écrits contenaient des choses inconvenantes, on ne s'en apercevait que quand le mal était fait. Si cette réponse, qui court dans le public, est vraie, nous n'avons aucune observation à faire. On ne peut méconnaître l'influence de l'Angleterre ; car ce petit nombre d'hommes, traîtres à leur patrie, est certainement à la solde de cette puissance.

Lorsque les députés ont passé à Bude, ils ont vu l'Impératrice ; c'était quelques jours avant qu'elle fût obligée de quitter cette ville. Ils l'ont trouvée changée, abattue et consternée des malheurs qui menaçaient sa maison. L'opinion de la monarchie est extrêmement défavorable à la famille de cette princesse. C'est cette famille qui a excité à la guerre. Les archiducs Palatin et Rénier sont les seuls princes autrichiens qui aient insisté pour le maintien de la paix. L'Impératrice était loin de prévoir les événements qui se sont passés. Elle a beaucoup pleuré ; elle a montré un grand effroi du nuage épais qui couvre l'avenir ; elle parlait de paix ; elle demandait la paix ; elle conjurait les députés de parler à l'empereur François en faveur de la paix. Ils ont rapporté que la conduite de l'archiduc Maximilien avait été désavouée, et que l'Empereur d'Autriche l'avait envoyé au fond de la Hongrie.

Vienne, 3 juillet 1809.

Vingt-quatrième bulletin de la grande armée.

. . . . . .

Enfin il n'existe plus de Danube pour l'armée française : le

général comte Bertrand a fait exécuter des travaux qui excitent l'étonnement et inspirent l'admiration.

Sur une largeur de quatre cents toises et sur un fleuve le plus rapide du monde il a, en quinze jours, construit un pont formé de soixante arches, où trois voitures peuvent passer de front; un second pont de pilotis a été construit, mais pour l'infanterie seulement et de la largeur de huit pieds. Après ces deux ponts vient un pont de bateaux. Nous pouvons donc passer le Danube en trois colonnes. Ces trois ponts sont assurés contre toute insulte, même contre l'effet des brûlots et machines incendiaires, par des estacades sur pilotis, construites entre les îles, dans différentes directions, et dont les plus éloignées sont à deux cent cinquante toises des ponts. Quand on voit ces immenses travaux, on croit qu'on a employé plusieurs années à les exécuter; ils sont cependant l'ouvrage de quinze à vingt jours : ces beaux travaux sont défendus par des têtes de pont ayant chacune seize cents toises de développement, formées de redoutes palissadées, fraisées et entourées de fossés pleins d'eau. L'île de Lobau est une place forte : il y a des manutentions de vivres, cent pièces de gros calibre et vingt mortiers ou obusiers de siége en batterie. Vis-à-vis Esling, sur le dernier bras du Danube, est un pont que le duc de Rivoli a fait jeter hier. Il est couvert par une tête de pont qui avait été construite lors du premier passage.

Le général Legrand, avec sa division, occupe les bois en avant de la tête du pont. L'armée ennemie est en bataille, couverte par des redoutes, la gauche à Enzersdorf, la droite à Gross-Aspern : quelques légères fusillades d'avant-postes ont eu lieu.

A présent que le passage du Danube est assuré, que nos ponts sont à l'abri de toute tentative, le sort de la monarchie autrichienne sera décidé dans une seule affaire.

. . . . . .

Les ouvrages sur le Danube sont les plus beaux ouvrages de campagne qui aient jamais été construits

Wolkersdorf, 8 juillet 1809.

Vingt-cinquième Bulletin de la grande armée.

Les travaux du général comte Bertrand et du corps qu'il commande avaient, dès les premiers jours du mois, dompté entièrement le Danube. S. M. résolut sur-le-champ de réunir son armée dans l'île de Lobau, de déboucher sur l'armée autrichienne et de lui livrer une bataille générale. Ce n'était pas que la position de l'armée française ne fût très-belle à Vienne : maîtresse de toute la rive droite du Danube, ayant en son pouvoir l'Autriche et une forte partie de la Hongrie, elle se trouvait dans plus la grande abondance. Si l'on éprouvait quelques difficultés pour l'approvisionnement de la population de Vienne, cela tenait à la mauvaise organisation de l'administration, à quelques embarras que chaque jour aurait fait cesser et aux difficultés qui naissent naturellement de circonstances telles que celles où l'on se trouvait et dans un pays où le commerce des grains est un privilége exclusif du gouvernement. Mais comment rester ainsi séparé de l'armée ennemie par un canal de trois ou quatre cents toises, lorsque les moyens de passage avaient été préparés et assurés? C'eût été accréditer les impostures que l'ennemi a débitées et répandues avec tant de profusion dans son pays et dans les pays voisins. C'était laisser du doute sur les événements d'Esling; c'était enfin autoriser à supposer qu'il y avait une égalité de circonstances entre deux armées si différentes, dont l'une était animée et en quelque sorte renforcée par des succès et des victoires multipliées, et l'autre était découragée par les revers les plus mémorables.

Tous les renseignements que l'on avait sur l'armée autrichienne portaient qu'elle était considérable, qu'elle avait été recrutée par de nombreuses réserves, par les levées de Moravie et de Hongrie, par toutes les landwehrs des provinces; qu'elle avait remonté sa cavalerie par des réquisitions dans tous les cercles, et triplé ses attelages d'artillerie en faisant d'immenses levées de charrettes et de chevaux en Moravie, en Bohême et en Hongrie. Pour ajouter de nouvelles chances en leur faveur, les

généraux autrichiens avaient établi des ouvrages de campagne dont la droite était appuyée à Gross-Aspern et la gauche à Enzersdorf.

Les villages d'Aspern, d'Esling et d'Enzersdorf et les intervalles qui les séparaient étaient couverts de redoutes palissadées, fraisées et armées de plus de cent cinquante pièces de canon de position, tirées des places de la Bohême et de la Moravie. On ne concevait pas comment il était possible qu'avec son expérience de la guerre l'Empereur voulût attaquer des ouvrages si puissamment défendus, soutenus par une armée qu'on évaluait à deux cent mille hommes tant de troupes de ligne que des milices et de l'insurrection, et qui étaient appuyés par une artillerie de huit ou neuf cents pièces de campagne. Il paraissait plus simple de jeter de nouveaux ponts sur le Danube, quelques lieues plus bas, et de rendre ainsi inutile le champ de bataille préparé par l'ennemi. Mais dans ce dernier cas on ne voyait pas comment écarter les inconvénients qui avaient déjà failli être funestes à l'armée et parvenir en deux ou trois jours à mettre ces nouveaux ponts à l'abri des machines de l'ennemi.

D'un autre côté, l'Empereur était tranquille. On voyait élever ouvrages sur ouvrages dans l'île de Lobau et établir sur le même point plusieurs ponts sur pilotis et plusieurs rangs d'estacades.

Cette situation de l'armée française, placée entre ces deux grandes difficultés, n'avait pas échappé à l'ennemi. Il convenait que son armée trop nombreuse et pas assez maniable s'exposerait à une perte certaine si elle prenait l'offensive; mais en même temps il croyait qu'il était impossible de le déposter de la position centrale où il couvrait la Bohême, la Moravie et une partie de la Hongrie. Il est vrai que cette position ne couvrait pas Vienne et que les Français étaient en possession de cette capitale; mais cette position était, jusqu'à un certain point, disputée, puisque les Autrichiens se maintenaient maîtres du Danube, et empêchaient les arrivages des choses les plus nécessaires à la subsistance d'une si grande cité.

Telles étaient les raisons d'espérance et de crainte et la matière des conversations des deux armées, lorsque le 1er juil-

let, à quatre heures du matin, l'Empereur porta son quartier général à l'île Lobau, qui avait déjà été nommée par les ingénieurs île Napoléon : une petite île à laquelle on avait donné le nom du duc de Montebello et qui battait Enzersdorf avait été armée de dix mortiers et de vingt pièces de dix-huit. Une autre île nommée île Espagne avait été armée de six pièces de position de douze et de quatre mortiers. Entre ces deux îles, on avait établi une batterie égale en force à celle de l'île Montebello et battant également Enzersdorf. Ces soixante-deux pièces de position avaient le même but et devaient, en deux heures de temps, raser la petite ville d'Enzersdorf, en chasser l'ennemi, et en détruire les ouvrages. Sur la droite, l'île Alexandre, armée de quatre mortiers, de dix pièces de douze et de douze pièces de six de position, avait pour but de battre la plaine et de protéger le ploiement et le déploiement de nos ponts.

Le 2 un aide de camp du duc de Rivoli passa avec cinq cents voltigeurs dans l'île et s'empara du Moulin. On arma cette île ; on la joignit au continent par un petit pont qui allait à la rive gauche. En avant on construisit une petite flèche, que l'on appela redoute Petit. Le soir les redoutes d'Esling en parurent jalouses, ne doutant pas que ce ne fût une première batterie que l'on voulait faire agir contre elles, elles tirèrent avec la plus grande activité. C'était précisément l'intention que l'on avait eue en s'emparant de cette île ; on voulait y attirer l'attention de l'ennemi pour la détourner du véritable but de l'opération.

PASSAGE DU BRAS DU DANUBE A L'ILE LOBAU.

Le 4, à dix heures du soir, le général Oudinot fit embarquer sur le grand bras du Danube quinze cents voltigeurs, commandés par le général Conroux. Le colonel Baste, avec dix chaloupes canonnières, les convoya et les débarqua au delà du petit bras de l'île Lobau dans le Danube. Les batteries de l'ennemi furent bientôt écrasées, et il fut chassé des bois jusqu'au village de Mühllenten.

A onze heures du soir les batteries dirigées contre Enzersdorf reçurent l'ordre de commencer leur feu. Les obus brûlèrent cette

infortunée petite ville, et en moins d'une demi-heure les batteries ennemies furent éteintes.

Le chef de bataillon Dessales, directeur des équipages des ponts, et un ingénieur de marine avaient préparé dans le bras de l'île Alexandre un pont de quatre-vingts toises d'une seule pièce et cinq gros bacs.

Le colonel Sainte-Croix, aide de camp du duc de Rivoli, se jeta dans des barques avec deux mille cinq cents hommes et débarqua sur la rive gauche.

Le pont d'une seule pièce, le premier de cette espèce qui, jusqu'à ce jour, ait été construit, fut placé en moins de cinq minutes, et l'infanterie y passa au pas accéléré.

Le capitaine Buzelle jeta un pont de bateaux en une heure et demie.

Le capitaine Payerimoffe jeta un pont de radeaux en deux heures.

Ainsi, à deux heures après minuit, l'armée avait quatre ponts, et avait débouché, la gauche à quinze cents toises au-dessous d'Enzersdorf, protégée par les batteries, et la droite sur Vittau. Le corps du duc de Rivoli forma la gauche, celui du comte Oudinot le centre et celui du duc d'Auerstaedt la droite. Les corps du prince de Ponte-Corvo, du vice-roi et du duc de Raguse, la garde et les cuirassiers formaient la seconde ligne et les réserves. Une profonde obscurité, un violent orage et une pluie qui tombait par torrents rendaient cette nuit aussi affreuse qu'elle était propice à l'armée française et qu'elle devait lui être glorieuse.

Le 5, aux premiers rayons du soleil, tout le monde reconnut quel avait été le projet de l'Empereur, qui se trouvait alors avec son armée en bataille sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, ayant tourné ses camps retranchés, ayant rendu tous ses ouvrages inutiles, et obligeant ainsi les Autrichiens à sortir de leurs positions et à venir lui livrer bataille dans le terrain qui lui convenait. Ce grand problème était résolu, et sans passer le Danube ailleurs, sans recevoir aucune protection des ouvrages qu'on avait construits on forçait l'ennemi à se battre à trois quarts de lieue de ses redoutes. On présagea dès lors les plus grands et les plus heureux résultats.

A huit heures du matin les batteries qui tiraient sur Enzersdorf avaient produit un tel effet que l'ennemi s'était borné à laisser occuper cette ville par quatre bataillons. Le duc de Rivoli fit marcher contre elle son premier aide de camp Sainte-Croix, qui n'éprouva pas une grande résistance, s'en empara et fit prisonnier tout ce qui s'y trouvait.

Le comte Oudinot cerna le château de Sachsengand, que l'ennemi avait fortifié, fit capituler les neuf cents hommes qui le défendaient, et prit douze pièces de canon.

L'Empereur fit alors déployer toute l'armée dans l'immense plaine d'Enzersdorf.

BATAILLE D'ENZERSDORF.

Cependant l'ennemi, confondu dans ses projets, revint peu à peu de sa surprise et tenta de ressaisir quelques avantages sur ce nouveau champ de bataille. A cet effet, il détacha plusieurs colonnes d'infanterie, un bon nombre de pièces d'artillerie et sa cavalerie tant de ligne que légère, pour essayer de déborder la droite de l'armée française. En conséquence il vint occuper le village de Rutzendorf. L'Empereur ordonna au général Oudinot de faire enlever ce village, à la droite duquel il fit passer le duc d'Auerstaedt, pour se diriger sur le quartier général du prince Charles, en marchant toujours de la droite à la gauche.

Depuis midi jusqu'à neuf heures du soir, on manœuvra dans cette immense plaine ; on occupa tous les villages, et à mesure qu'on arrivait à la hauteur des camps retranchés de l'ennemi ils tombaient d'eux-mêmes et comme par enchantement. Le duc de Rivoli les faisait occuper sans résistance. C'est ainsi que nous nous sommes emparés des ouvrages d'Esling et de Gross-Aspern, et que le travail de quarante jours n'a été d'aucune utilité à l'ennemi. Il fit quelque résistance au village de Raschdorf, que le prince de Ponte-Corvo fit attaquer et enlever par les Saxons. L'ennemi fut partout mené battant et écrasé par la supériorité de notre feu. Cet immense champ de bataille resta couvert de ses débris.

BATAILLE DE WAGRAM.

Vivement effrayé des progrès de l'armée française et des grands résultats qu'elle obtenait presque sans effort, l'ennemi fit marcher presque toutes ses troupes, et à six heures du soir il occupa la position suivante : sa droite, de Stadelau à Gerardorf; son centre, de Gerardorf à Wagram, et sa gauche, de Wagram à Neusiedel. L'armée française avait sa gauche à Gross-Aspern, son centre à Raschdorf et sa droite à Gluzendorf. Dans cette position, la journée paraissait presque finie, et il fallait s'attendre à avoir le lendemain une grande bataille; mais on l'évitait et on coupait la position de l'ennemi en l'empêchant de concevoir aucun système si dans la nuit on s'emparait du village de Wagram. Alors sa ligne, déjà immense, prise à la hâte et par les chances du combat, laissait errer les différents corps de l'armée sans ordre, sans direction, et on en aurait eu bon marché sans engagement sérieux. L'attaque de Wagram eut lieu, nos troupes emportèrent ce village; mais une colonne de Saxons et une colonne de Français se prirent dans l'obscurité pour des troupes ennemies, et cette opération fut manquée.

On se prépara alors à la bataille de Wagram. Il paraît que les dispositions du général français et du général autrichien furent inverses. L'Empereur passa toute la nuit à rassembler ses forces sur son centre, où il était de sa personne à une portée de canon de Wagram. A cet effet, le duc de Rivoli se porta sur la gauche d'Aderklau en laissant sur Aspern une seule division qui eut ordre de se replier en cas d'événement sur l'île de Lobau. Le duc d'Auerstaedt recevait l'ordre de dépasser le village de Grosshoffen pour s'approcher du centre. Le général autrichien, au contraire, affaiblissait son centre pour garnir et augmenter ses extrémités, auxquelles il donnait une nouvelle étendue.

Le 6, à la pointe du jour, le prince de Ponte-Corvo occupa la gauche, ayant en seconde ligne le duc de Rivoli. Le vice-roi le liait au centre, où le corps du comte Oudinot, celui du duc de Raguse, ceux de la garde impériale et les divisions de cuirassiers formaient sept ou huit lignes.

Le duc d'Auerstaedt marcha de la droite pour arriver au

centre. L'ennemi, au contraire, mettait le corps de Bellegarde en marche sur Stadelau. Les corps de Kollowrath, de Lichtenstein et de Hiller liaient cette droite à la position de Wagram, où était le prince de Hohenzollern, et à l'extrémité de la gauche à Neusiedel, où débouchait le corps de Rosemberg pour déborder également le duc d'Auerstaedt. Le corps de Rosemberg et celui du duc d'Auerstaedt, faisant un mouvement inverse, se rencontrèrent aux premiers rayons du soleil, et donnèrent le signal de la bataille. L'Empereur se porta aussitôt sur ce point, fit renforcer le duc d'Auerstaedt par la division de cuirassiers du duc de Padoue, et fit prendre le corps de Rosemberg en flanc par une batterie de douze pièces de la division du général comte de Nansouty. En moins de trois quarts d'heure le beau corps du duc d'Auerstaedt eut fait raison du corps de Rosemberg, le culbuta et le rejeta au delà de Neusiedel après lui avoir fait beaucoup de mal.

Pendant ce temps la canonnade s'engageait sur toute la ligne et la disposition de l'ennemi se développait de moment en moment. Toute sa gauche se garnissait d'artillerie. On eût dit que le général autrichien ne se battait pas pour la victoire, mais qu'il n'avait en vue que le moyen d'en profiter. Cette disposition de l'ennemi paraissait si insensée que l'on craignait quelque piége et que l'Empereur différa quelque temps avant d'ordonner les faciles dispositions qu'il avait à faire pour annuler celles de l'ennemi et les lui rendre funestes. Il ordonna au duc de Rivoli de faire une attaque sur un village qu'occupait l'ennemi et qui pressait un peu l'extrémité du centre de l'armée. Il ordonna au duc d'Auerstaedt de tourner la position de Neusiedel et de pousser de là sur Wagram au moment où déboucherait le duc de Rivoli.

Sur ces entrefaites, on vint prévenir que l'ennemi attaquait avec fureur le village qu'avait enlevé le duc de Rivoli; que notre gauche était débordée de trois mille toises; qu'une vive canonnade se faisait déjà entendre à Gross-Aspern et que l'intervalle de Gross-Aspern à Wagram paraissait couvert d'une immense ligne d'artillerie. Il n'y eut plus à douter; l'ennemi commettait une énorme faute; il ne s'agissait que d'en profiter. L'Empe-

reur ordonna sur-le-champ au général Macdonald de disposer les divisions Broussier et Lamarque en colonnes d'attaque ; il les fit soutenir par la division du général Nansouty, par la garde à cheval et par une batterie de soixante pièces de la garde et de quarante pièces de différents corps. Le général comte de Lauriston, à la tête de cette batterie de cent pièces d'artillerie, marcha au trot à l'ennemi, s'avança sans tirer jusqu'à demi-portée de canon, et là commença un feu prodigieux qui éteignit celui de l'ennemi et porta la mort dans ses rangs. Le général Macdonald marcha alors au pas de charge ; le général de division Reille, avec la brigade de fusiliers et de tirailleurs de la garde, soutenait le général Macdonald. La garde avait fait un changement de front pour rendre cette attaque infaillible. Dans un clin d'œil le centre de l'ennemi perdit une lieue de terrain ; sa droite, épouvantée, sentit le danger de la position où elle s'était placée, et rétrograda en grande hâte. Le duc de Rivoli l'attaqua alors en tête. Pendant que la déroute du centre portait la consternation et forçait les mouvements de la droite de l'ennemi, sa gauche était attaquée et débordée par le duc d'Auerstaedt, qui avait enlevé Neusiedel et qui, étant monté sur le plateau, marchait sur Wagram. La division Broussier et la division Gudin se sont couvertes de gloire.

Il n'était alors que dix heures du matin, et les hommes les moins clairvoyants voyaient que la journée était décidée et que la victoire était à nous.

A midi, le comte Oudinot marcha sur Wagram pour aider à l'attaque du duc d'Auerstaedt. Il y réussit et enleva cette importante position. Dès dix heures l'ennemi ne se battait plus que pour sa retraite ; dès midi elle était prononcée et se faisait en désordre, et beaucoup avant la nuit l'ennemi était hors de vue. Notre gauche était placée à Jetessée et Ébersdorf, notre centre sur Obersdorf, et la cavalerie de notre droite avait des postes jusqu'à Shoukirchen.

Le 7, à la pointe du jour, l'armée était en mouvement et marchait sur Kornenbourg et Wolkersdorf, et avait des postes sur Nicolsbourg. L'ennemi, coupé de la Hongrie et de la Moravie, se trouvait acculé du côté de la Bohême.

Tel est le récit de la bataille de Wagram, bataille décisive et à jamais célèbre, où trois à quatre cent mille hommes, douze à quinze cents pièces de canon se battaient pour de grands intérêts, sur un champ de bataille étudié, médité, fortifié par l'ennemi depuis plusieurs mois. Dix drapeaux, quarante pièces de canon, vingt mille prisonniers, dont trois ou quatre cents officiers et bon nombre de généraux, de colonels et de majors sont les trophées de cette victoire. Les champs de bataille sont couverts de morts, parmi lesquels on trouve les corps de plusieurs généraux, et entre autres d'un nommé Normann, Français, traître à sa patrie, qui avait prostitué ses talents contre elle.

Tous les blessés de l'ennemi sont tombés en notre pouvoir. Ceux qu'il avait évacués au commencement de l'action ont été trouvés dans les villages environnants. On peut calculer que le résultat de cette bataille sera de réduire l'armée autrichienne à moins de soixante mille hommes.

Notre perte a été considérable : on l'évalue à quinze cents hommes tués et à trois ou quatre mille blessés.

Le duc d'Istrie, au moment où il disposait l'attaque de la cavalerie, a eu son cheval emporté d'un coup de canon ; le boulet est tombé sur sa selle, et lui a fait une légère contusion à la cuisse.

Le général de division Lasalle a été tué d'une balle. C'était un officier du plus grand mérite et l'un de nos meilleurs généraux de cavalerie légère.

Le général bavarois de Wrede et les généraux Seras, Grenier, Vignolle, Sahuc, Frère et Defrance ont été blessés.

Le colonel prince Aldobrandini a été frappé au bras par une balle. Les majors de la garde Daumesnil et Corbineau et le colonel Sainte-Croix ont aussi été blessés. L'adjudant-commandant Duprat a été tué. Le colonel du 9e d'infanterie de ligne est resté sur le champ de bataille. Ce régiment s'est couvert de gloire.

L'état-major fait dresser l'état de nos pertes.

Une circonstance particulière de cette grande bataille, c'est que les colonnes les plus rapprochées de Vienne n'en étaient pas à douze cents toises. La nombreuse population de cette capitale couvrait les tours, les clochers, les toits, les monticules pour être témoin de ce grand spectacle

L'empereur d'Autriche avait quitté Wolkersdorf le 6, à cinq heures du matin, et était monté sur un belvédère d'où il voyait le champ de bataille, et où il est resté jusqu'à midi. Il est alors parti en toute hâte.

Le quartier général français est arrivé à Wolkersdorf, dans la matinée du 7.

Wolkersdorf, 9 juillet 1809.

Vingt-sixième Bulletin de la Grande Armée.

. . . . . .

Il paraît que l'ennemi abandonne la Moravie et la Hongrie et se retire en Bohême.

Les routes sont couvertes de gens de la landwehr et de la levée en masse, qui retournent chez eux.

Les pertes que la désertion ajoute à celles que l'ennemi a éprouvées en tués, blessés et prisonniers concourent à l'anéantissement de cette armée.

Les nombreuses lettres interceptées font un tableau frappant du mécontentement de l'armée ennemie et du désordre qui y règne.

A présent que la monarchie autrichienne est sans espérance, ce serait mal connaître le caractère de ceux qui l'ont gouvernée que de ne pas s'attendre qu'ils s'humilieront comme ils le firent après la bataille d'Austerlitz. A cette époque ils étaient, comme aujourd'hui, sans espoir, et ils épuisèrent les protestations et les serments.

Pendant la journée du 6 l'ennemi a jeté sur la rive droite du Danube quelques centaines d'hommes des postes d'observation. Ils se sont rembarqués après avoir perdu quelques hommes tués ou faits prisonniers.

La chaleur a été excessive ces jours-ci ; le thermomètre a été presque constamment à vingt-six degrés.

Le vin est en très-grande abondance. Il y a tel village ou on ne a trouvé jusqu'à trois millions de pintes. Il n'a heureusement aucune qualité malfaisante.

Vingt villages, les plus considérables de la belle plaine de

Vienne, et tels qu'on en voit aux environs d'une grande capitale, ont été brûlés pendant la bataille. La juste haine de la nation se prononce contre les hommes criminels qui ont attiré tous ces malheurs sur elle.

Le général de brigade Laroche est entré le 28 juin, avec un corps de cavalerie, à Nuremberg, et s'est dirigé sur Bareuth; il a rencontré l'ennemi à Besentheim, l'a fait charger par le premier régiment provisoire de dragons, a sabré tout ce qui s'est trouvé devant lui et a pris deux pièces de canon.

Znaim en Moravie, 13 juillet 1809.

Circulaire aux évêques.

M. l'évêque de....., les victoires d'Enzersdorf et de Wagram, où le Dieu des armées a si visiblement protégé les armées françaises, doivent exciter la plus vive reconnaissance dans le cœur de nos peuples. Notre intention est donc qu'au reçu de la présente vous vous concertiez avec qui de droit pour réunir nos peuples dans les églises, et adresser au ciel des actions de grâces et des prières conformes aux sentiments qui nous animent.

Notre-Seigneur Jésus-Christ, quoique issu du sang de David, ne voulut aucun règne temporel. Il voulut, au contraire, qu'on obéît à César dans le règlement des affaires de la terre; il ne fut animé que du grand objet de la rédemption et du salut des âmes. Héritier du pouvoir de César, nous sommes résolu à maintenir l'indépendance de notre trône et de nos droits. Nous persévérons dans le grand œuvre du rétablissement de la religion. Nous environnerons ses ministres de la considération que nous seul pouvons leur donner. Nous écouterons leur voix dans tout ce qui a rapport au spirituel et au règlement des consciences.

Au milieu des soins des camps, des alarmes et des sollicitudes de la guerre, nous avons été bien aise de vous donner connaissance de ces sentiments, afin de faire tomber dans le mépris ces œuvres de l'ignorance et de la faiblesse, de la méchanceté ou de la démence par lesquelles on voudrait semer le trouble et le désordre dans nos provinces. On ne nous détournera pas du grand

but vers lequel nous tendons et que nous avons déjà en partie heureusement atteint, le rétablissement des autels de notre religion, en nous portant à croire que ses principes sont incompatibles, comme l'ont prétendu les Grecs, les Anglais, les protestants et les calvinistes, avec l'indépendance des trônes et des nations. Dieu nous a assez éclairé pour que nous soyons loin de partager de pareilles erreurs : notre cœur et ceux de nos sujets n'éprouvent point de semblables craintes. Nous savons que ceux qui voudraient faire dépendre de l'intérêt d'un temporel périssable l'intérêt éternel des consciences et des affaires spirituelles sont hors de la charité, de l'esprit et de la religion de celui qui a dit : Mon empire n'est pas dans ce monde. Cette lettre n'étant à d'autres fins, je prie Dieu, monsieur l'évêque, qu'il vous ait en sa sainte garde.

NAPOLÉON.

Vienne, 30 juillet 1809.

Trentième Bulletin de la Grande Armée.

. . . . . .

D'après tous les renseignements qui ont été pris, la maison d'Autriche se préparait à la guerre depuis près de quatre ans, c'est-à-dire depuis la guerre de Presbourg. Son état militaire lui a coûté pendant trois années trois cents millions de francs chaque année. Aussi son papier-monnaie, qui ne se montait qu'à un millard de francs lors de la paix de Presbourg, passe-t-il aujourd'hui deux milliards.

La maison d'Autriche est entrée en campagne avec soixante-deux régiments de ligne, dix-huit régiments de frontières, quatre corps francs ou légions, ayant ensemble un présent sous les armes de trois cent dix mille hommes ; cent cinquante bataillons de landwehr, commandés par d'anciens officiers et exercés pendant dix mois, formant cent cinquante mille hommes ; quarante mille hommes de l'insurrection hongroise, et soixante mille hommes de cavalerie, d'artillerie et de sapeurs ; ce qui fait de cinq à six cent mille hommes. Aussi la maison d'Autriche se croyait-elle sûre de la victoire. Elle espérait balancer les destins de

la France, lors même que toutes nos forces auraient été réunies, et elle ne doutait pas qu'elle s'avançât sur le Rhin, sachant que la majeure partie de nos troupes et nos plus beaux régiments étaient en Espagne. Cependant ses armées sont aujourd'hui réduites à moins du quart, tandis que l'armée française est doublée de ce qu'elle était à Ratisbonne.

Ces efforts, la maison d'Autriche n'a pu les faire qu'une fois. C'est un miracle attaché au papier-monnaie. Le numéraire est si rare que l'on ne croit pas qu'il y ait dans les États de cette monarchie, soixante millions de francs en espèces. C'est ce qui soutient le papier-monnaie, puisque près de deux milliards, qui, moyennant la réduction au tiers, ne valent que six à sept cents millions, ne sont que le signe nécessaire à la circulation.

Paris, 3 décembre 1809.

Discours de S. M. l'Empereur, à l'ouverture du Corps législatif.

Messieurs les députés des départements au Corps législatif, depuis votre dernière session j'ai soumis l'Aragon et la Castille et chassé de Madrid le gouvernement fallacieux formé par l'Angleterre.

Je marchais sur Cadix et Lisbonne, lorsque j'ai dû revenir sur mes pas et planter mes aigles sur les remparts de Vienne. Trois mois ont vu naître et terminer cette quatrième guerre punique. Accoutumé au dévouement et au courage de mes armées, je ne puis cependant, dans cette circonstance, ne pas reconnaître les preuves particulières d'amour que m'ont données mes soldats d'Allemagne.

Le génie de la France a conduit l'armée anglaise; elle a terminé ses destins dans les marais pestilentiels de Walcheren. Dans cette importante circonstance, je suis resté éloigné de quatre cents lieues, certain de la nouvelle gloire qu'allaient acquérir mes peuples et du grand caractère qu'ils allaient déployer. Mes espérances n'ont pas été trompées. Je dois des remercîments en particulier aux citoyens des départements du Pas-de-Calais et du

Nord.... Français! tout ce qui voudra s'opposer à vous sera vaincu et soumis. Votre grandeur s'accroîtra de toute la haine de vos ennemis. Vous avez devant vous de longues années de gloire et de prospérité à parcourir. Vous avez la force et l'énergie de l'Hercule des anciens.

J'ai réuni la Toscane à l'empire. Ces peuples en sont dignes par la douceur de leur caractère, par l'attachement que nous ont toujours montré leurs ancêtres et par les services qu'ils ont rendus à la civilisation européenne.

L'histoire m'a indiqué la conduite que je devais tenir envers Rome. Les papes, devenus souverains d'une partie de l'Italie, se sont constamment montrés les ennemis de toute puissance prépondérante dans la péninsule. Ils ont employé leur influence spirituelle pour lui nuire. Il m'a donc été démontré que l'influence spirituelle exercée dans mes États par un souverain étranger était contraire à l'indépendance de la France, à la dignité et à la sûreté de mon trône. Cependant, comme je reconnais la nécessité de l'influence spirituelle des descendants du premier des pasteurs, je n'ai pu concilier ces grands intérêts qu'en annulant la donation des empereurs français mes prédécesseurs, et en réunissant les États romains à la France.

Par le traité de Vienne, tous les rois et souverains mes alliés, qui m'ont donné tant de témoignages de la constance de leur amitié, ont acquis et acquerront un nouvel accroissement de territoire.

Les provinces illyriennes portent sur la Save les frontières de mon grand empire. Contigu avec l'empire de Constantinople, je me trouverai en situation naturelle de surveiller les premiers intérêts de mon commerce dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Je protégerai la Porte si la Porte s'arrache à la funeste influence de l'Angleterre : je saurai la punir si elle se laisse dominer par des conseils astucieux et perfides.

J'ai voulu donner une nouvelle preuve de mon estime à la nation suisse en joignant à mes titres celui de son médiateur, et mettre un terme à toutes les inquiétudes que l'on cherche à répandre parmi cette brave nation.

La Hollande, placée entre l'Angleterre et la France, en est

également froissée. Cependant elle est le débouché des principales artères de mon empire. Des changements deviendront nécessaires; la sûreté de mes frontières et l'intérêt bien entendu des deux pays l'exigent impérieusement.

La Suède a perdu, par son alliance avec l'Angleterre, après une guerre désastreuse, la plus belle et la plus importante de ses provinces. Heureuse cette nation si le prince sage qui la gouverne aujourd'hui eût pu monter sur le trône quelques années plus tôt! Cet exemple prouve de nouveau aux rois que l'alliance de l'Angleterre est le présage le plus certain de leur ruine.

Mon allié et ami l'empereur de Russie a réuni à son vaste empire la Finlande, la Moldavie, la Valachie et un district de la Gallicie. Je ne suis jaloux de rien de ce qui peut arriver de bien à cet empire. Mes sentiments pour son illustre souverain sont d'accord avec ma politique.

Lorsque je me montrerai au delà des Pyrénées, le léopard épouvanté cherchera l'Océan pour éviter la honte, la défaite et la mort. Le triomphe de mes armes sera le triomphe du génie du bien sur celui du mal, de la modération, de l'ordre, de la morale sur la guerre civile, l'anarchie et les passions malfaisantes. Mon amitié et ma protection rendront, je l'espère, la tranquillité et le bonheur aux peuples des Espagnes.

Messieurs les députés des départements au Corps législatif, j'ai chargé mon ministre de l'intérieur de vous faire connaître l'historique de la législation, de l'administration et des finances dans l'année qui vient de s'écouler. Vous y verrez que toutes les pensées que j'ai conçues pour l'amélioration de mes peuples se sont suivies avec la plus grande activité; que dans Paris, comme dans les parties les plus éloignées de mon empire, la guerre n'a apporté aucun retard dans les travaux. Les membres de mon conseil d'État vous présenteront différents projets de lois, spécialement la loi sur les finances; vous y verrez leur état prospère. Je ne demande à mes peuples aucun nouveau sacrifice, quoique les circonstances m'aient obligé à doubler mon état militaire.

Au palais des Tuileries, le 27 février 1810.

Message au sénat.

Sénateurs,

Nous avons fait partir pour Vienne, comme notre ambassadeur extraordinaire, notre cousin le prince de Neufchâtel, pour faire la demande de la main de l'archiduchesse Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche.

Nous ordonnons à notre ministre des relations extérieures de vous communiquer les articles de la convention de mariage entre nous et l'archiduchesse Marie-Louise, laquelle a été conclue, signée et ratifiée.

Nous avons voulu contribuer éminemment au bonheur de la présente génération. Les ennemis du continent ont fondé leur prospérité sur ses dissensions et son déchirement. Ils ne pourront plus alimenter la guerre en nous supposant des projets incompatibles avec les liens et les devoirs de parenté que nous venons de contracter avec la maison impériale régnante en Autriche.

Les brillantes qualités qui distinguent l'archiduchesse Marie-Louise lui ont acquis l'amour des peuples de l'Autriche. Elles ont fixé nos regards. Nos peuples aimeront cette princesse pour l'amour de nous, jusqu'à ce que, témoins de toutes les vertus qui l'ont placée si haut dans notre pensée, ils l'aiment pour elle-même.

NAPOLÉON.

Paris, 17 juin 1811.

Discours de l'Empereur à l'ouverture du Corps législatif.

Messieurs les députés des départements au Corps législatif,

La paix conclue avec l'empire d'Autriche a été depuis cimentée par l'heureuse alliance que j'ai contractée : la naissance du roi de Rome a rempli mes vœux et satisfait à l'avenir de mes peuples.

Les affaires de la religion ont été trop souvent mêlées et sacrifiées aux intérêts d'un État du troisième ordre. Si la moitié de l'Europe s'est séparée de l'Église de Rome, on peut l'attribuer spécialement à la contradiction qui n'a cessé d'exister entre les vérités et les principes de la religion, qui sont pour tout l'univers, et des prétentions et des intérêts qui ne regardaient qu'un très-petit coin de l'Italie. J'ai mis fin à ce scandale pour toujours. J'ai réuni Rome à l'Empire. J'ai accordé des palais aux papes, à Rome et à Paris : s'ils ont à cœur les intérêts de la religion, ils voudront séjourner souvent au centre des affaires de la chrétienté; c'est ainsi que saint Pierre préféra Rome au séjour même de la Terre sainte.

La Hollande a été réunie à l'Empire; elle n'en est qu'une émanation. Sans elle l'Empire ne serait pas complet.

Les principes adoptés par le gouvernement anglais de ne reconnaître la neutralité d'aucun pavillon m'ont obligé de m'assurer des débouchés de l'Ems, du Weser et de l'Elbe, et m'ont rendu indispensable une communication intérieure avec la Baltique. Ce n'est pas mon territoire que j'ai voulu accroître, mais bien mes moyens maritimes.

L'Amérique a fait des efforts pour faire reconnaître la liberté de son pavillon. Je la seconderai.

Je n'ai qu'à me louer des souverains de la confédération du Rhin.

La réunion du Valais avait été prévue dès l'acte de médiation et considérée comme nécessaire pour concilier les intérêts de la Suisse avec les intérêts de la France et de l'Italie.

Les Anglais mettent en jeu toutes les passions. Tantôt ils supposent à la France tous les projets qui peuvent alarmer les autres puissances, projets qu'elle aurait pu mettre à exécution s'ils étaient entrés dans sa politique; tantôt ils font un appel à l'amour-propre des nations pour exciter leur jalousie; ils saisissent toutes les circonstances que font naître les événements inattendus des temps où nous nous trouvons : c'est la guerre dans toutes les parties du continent qui peut seule assurer leur prospérité. Je ne veux rien qui ne soit dans les traités que j'ai conclus. Je ne sacrifierai jamais le sang de mes peuples pour des

intérêts qui ne sont pas immédiatement ceux de mon empire. Je me flatte que la paix du continent ne sera pas troublée.

Le roi d'Espagne est venu assister à cette dernière solennité. Je lui ai accordé tout ce qui était nécessaire et propre à réunir les intérêts et l'esprit des différents peuples de ses provinces. Depuis 1809 la plupart des places fortes d'Espagne ont été prises après des siéges mémorables. Les insurgés ont été battus dans un grand nombre de batailles rangées. L'Angleterre a compris que cette guerre tournait à sa fin et que les intrigues et l'or n'étaient plus suffisants désormais pour la nourrir. Elle s'est trouvée contrainte à en changer la nature; et d'auxiliaire elle est devenue partie principale. Tout ce qu'elle a de troupes de ligne a été envoyé dans la péninsule : l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande sont dégarnies. Le sang anglais a enfin coulé à grands flots dans plusieurs actions glorieuses pour les armes françaises..... Cette lutte contre Carthage, qui paraissait devoir se décider sur les champs de bataille de l'Océan ou au delà des mers, le sera donc désormais dans les plaines des Espagnes! Lorsque l'Angleterre sera épuisée, qu'elle aura enfin ressenti les maux qu'avec tant de cruauté elle verse depuis vingt ans sur le continent; que la moitié de ses familles sera couverte du voile funèbre, un coup de tonnerre mettra fin aux affaires de la péninsule, aux destins de ses armées, et vengera l'Europe et l'Asie en terminant cette seconde guerre punique.

Messieurs les députés des départements au Corps législatif, j'ordonne à mon ministre de mettre sous vos yeux les comptes de 1809 et 1810. C'est l'objet pour lequel je vous ai réunis. Vous y verrez la situation prospère de mes finances. Quoique j'aie mis, il y a trois mois, cent millions d'extraordinaire à la disposition de mes ministres de la guerre, pour subvenir aux dépenses des nouveaux armements qui alors paraissaient nécessaires, je me trouve dans l'heureuse situation de n'avoir à imposer aucune nouvelle surcharge à mes peuples. Je ne hausserai aucun tarif; je n'ai besoin d'aucun accroissement dans les impositions.

NEUVIÈME ÉPOQUE.

CAMPAGNE DE RUSSIE.

Il faut remonter au traité de Tilsitt pour apprécier les motifs de la guerre qui, après quelques années d'une union si intime, éclata de nouveau entre la France et la Russie en 1812.

Déjà on a essayé, dans le premier volume de cet ouvrage, à propos de la rupture du traité d'Amiens, de montrer quelles furent les véritables causes de la lutte engagée entre la France et les diverses puissances de l'Europe depuis 1802 jusqu'en 1815.

Cette guerre n'était au fond qu'une guerre avec l'Angleterre. Toutes les nations de l'Europe, il est vrai, y prirent part, et chacune y apporta ses passions; mais ce qu'on ne doit pas oublier, c'est que c'était l'Angleterre seule qui leur donnait les moyens de soutenir une lutte qu'elles n'eussent pu continuer, suivant toute apparence, si elles eussent été réduites à leurs propres forces. C'était elle qui les mettait en état par ses subsides de réparer leurs défaites, et, toujours vaincues, de recommencer toujours comme si elles ne l'eussent pas été. Elles n'étaient donc par le fait et malgré la haine commune, que des auxiliaires à sa solde, le bras dont elle se servait pour détourner nos coups et conjurer le péril d'une invasion, tandis qu'à la faveur de cette guerre perpétuellement entretenue elle devenait la maîtresse des mers; elle s'emparait du commerce du monde, que personne ne songeait plus à lui disputer et qui, en lui ouvrant la source de bénéfices immenses, lui permettait encore de payer ces puissances qu'elle soulevait contre nous et qui, sous le nom d'alliés, n'étaient que ses instruments. Elle seule pouvait, dès qu'elle le voudrait, mettre fin à la guerre; il lui suffisait pour faire tomber les armes des mains de ses alliés de leur refuser ses subsides et de consentir à la paix pour qu'ils fussent contraints de l'accepter à leur tour.

Cette paix l'Empereur l'avait cent fois proposée à l'Angleterre. On sait comment avaient été accueillies ses ouvertures.

Dans cette situation, il n'y avait que deux partis à prendre; aller

droit à l'Angleterre et, pour l'atteindre enfin, essayer un débarquement; ou mettre ses alliés dans l'impuissance de la seconder, de manière que, restée seule, et n'ayant plus rien à attendre d'eux, elle fût obligée de céder, et ne vît plus de ressource que dans cette paix à laquelle elle s'était refusée si obstinément.

Le premier de ces deux moyens, Napoléon l'avait tenté à Boulogne en 1803 et 1804. La faiblesse d'un amiral et la diversion opérée si à propos par l'Autriche, qui venait de renouveler son traité d'alliance avec l'Angleterre, avaient fait échouer l'expédition.

Restait la guerre sur le continent, puisque là aussi l'Angleterre nous attaquait par les armes de ses alliés.

Mais ces puissances de l'Europe, si étroitement unies avec elles, comment les obliger à repousser son alliance, à lui refuser leur concours, ou à n'être plus pour elle que des amis inutiles incapables de faire un effort en sa faveur, et réduits à désirer son triomphe sans pouvoir y contribuer? Car il ne suffisait pas de les vaincre pour cela, il fallait encore les détruire, et Napoléon n'en avait jamais eu la pensée. Il ne pouvait même l'avoir; ses ennemis ne le sentaient que trop, et c'est pour cette raison qu'ils n'hésitaient pas à rompre les traités et à reprendre les armes dès qu'ils croyaient l'occasion favorable, sachant bien que leur existence comme nation n'était pas menacée; que tout au plus s'agissait-il de la perte de quelques provinces qui leur seraient rendues le jour où leur ennemi fatigué, plus épuisé par ses victoires qu'eux par leurs défaites, verrait la fortune l'abandonner en même temps que les forces.

Déjà on avait réussi, par ces guerres continuelles, à le faire passer pour l'agresseur. On s'était persuadé ou plutôt on avait persuadé aux peuples que, toujours vainqueur, il devait aimer la guerre pour la guerre, et la faisait sans autre motif que ce délire de gloire, cette soif d'ambition que le succès irrite au lieu de l'apaiser. Et quel n'eût pas été le cri qui se serait élevé de toutes parts si à la victoire il eût ajouté la destruction! Voilà ce que les puissances de l'Europe savaient bien. Il n'était pas dans le caractère de l'Empereur d'user rigoureusement de la victoire; l'eût-il voulu, on savait bien qu'il y avait là comme un obstacle qui lui interdisait de pousser jusqu'au bout ses avantages, même pour se conserver. Ses ennemis le savaient, et ils en profitaient contre lui.

Telle était la situation de l'Empereur, attaqué sans relâche, de tous les côtés à la fois, et obligé de laisser debout, après la victoire, des ennemis qui cachaient à peine leur dessein de le renverser si jamais la fortune venait à les favoriser.

Il y avait en un mot entre lui et ceux qui le combattaient cette différence que pour ceux-ci une bataille perdue n'était qu'une bataille perdue, qui pouvait les affaiblir pour un instant, mais sans mettre en question ni l'existence de leur pays ni celle de la dynastie régnante, tandis que lui, il a suffi d'un seul revers pour lui ôter la couronne, et mettre en question l'existence même de la France.

L'Empereur comprenait le danger de cette position. A mesure qu'il avançait, il voyait que ces victoires qui faisaient tant pour sa gloire faisaient peu pour l'affermissement de sa couronne et de sa dynastie. Car ce n'était pas assez de vaincre, il fallait encore être accepté par les gouvernements, et pour cela il avait besoin de la paix, qui seule pouvait consacrer les faits accomplis en France depuis quelques années. Il avait besoin au moins d'une alliance avec l'un des grands États de l'Europe. Cette alliance, en rompant le faisceau de la coalition, ne pouvait manquer d'amener la paix dans un temps plus ou moins éloigné. Elle aurait en outre pour résultat immédiat de le mettre en repos du côté du continent et de lui laisser la libre disposition de ses forces pour revenir sur l'Angleterre et reprendre la lutte corps à corps avec elle s'il lui plaisait de continuer la guerre. Quelle serait la puissance qui oserait faire un mouvement en présence de l'Autriche, de la Prusse ou de la Russie, prêtes à se tourner contre elle par suite de leur union avec la France?

L'Empereur avait donc intérêt à la paix, et cet intérêt il le comprenait autant que personne. On doit admettre qu'il avait autant de lumières et qu'il était aussi bon juge que qui ce fût dans sa propre cause. Il savait bien que sa dynastie ne serait fondée que le jour où cette paix il l'aurait obtenue. Aussi le voit-on, à toutes les époques de sa carrière, ne rien négliger pour y parvenir. Ses notes, ses proclamations ses bulletins témoignent de ses efforts pour éviter la guerre; ils témoignent de sa répugnance à s'y engager de nouveau. Ce n'est qu'après avoir épuisé toutes les propositions d'arrangement qu'il se détermine à recourir aux armes : vainqueur, il est prêt à faire toutes les concessions, à offrir tous les avantages en vue d'une alliance sincère, et c'est seulement lorsqu'il a lieu de douter de la bonne foi de ceux avec qui il traite qu'il exige des garanties et impose des conditions plus sévères. Étrange situation, qui fait du vainqueur presque le vaincu, et l'oblige à autant de sacrifices que si la fortune des armes eût tourné contre lui!

On accusait, il est vrai, l'Empereur de n'être pas sincère dans ses protestations. On prétendait qu'il ne demandait la paix que pour faire prendre le change à l'opinion en lui payant cette espèce de tribut des

apparences qu'on ne peut guère lui refuser. Mais ce qui est remarquable, c'est qu'en lui reprochant de la vouloir tromper sur ce point on lui a reproché aussi ce qu'on appelait les avances qu'il faisait aux cours étrangères, dans un but tout personnel, disait-on, et où l'intérêt de la France n'était pour rien. Que de fois n'a-t-on pas dit que, s'il se montrait si empressé auprès des souverains, c'était pour se faire reconnaître comme un des leurs, et obtenir d'eux, en quelque sorte, son brevet de légitimité !

Mais, si tel était le but de l'Empereur, comment douter qu'il ait voulu la paix et que ses efforts pour l'obtenir aient été sincères ? Car il faut être conséquent. C'eût été un étrange moyen pour se concilier la faveur des souverains que de leur déclarer sans cesse la guerre et envahir leurs États lorsqu'ils n'eussent demandé qu'à rester en paix avec la France? Quant à ces vues d'une ambition toute personnelle qui n'écoute qu'elle-même et ne sait rien considérer au delà de ce qui peut la satisfaire, les événements de 1815 ont montré si les intérêts de l'Empereur n'étaient pas liés avec ceux de la France!

Il y a donc une vérité qui résulte des faits ; c'est à savoir que l'Empereur ne voulait pas la guerre, et que c'est bien plutôt à lui qu'on l'a faite qu'il ne l'a faite aux autres. Sa situation a été constamment une situation de résistance et non d'attaque, comme on l'a cru. Eût-il été disposé à se laisser entraîner par la passion de la guerre, il y avait la nécessité qui parle plus haut que toutes les passions, qui sait les faire taire et lui imposait la paix comme l'unique moyen de soustraire à la fois sa dynastie et la France aux chances d'une lutte dont il ne pouvait prévoir l'issue, puisque, par ses victoires même, il ne réussissait pas à y mettre un terme. Cette paix, on savait quel prix il y attachait aussi bien que la France, et c'est pour cela qu'on la leur a constamment refusée ; car on ne voit pas, et c'est ici l'occasion de le remarquer encore, on ne voit pas, dans cette période de près de vingt ans, qu'une seule des propositions, des ouvertures faites pour arriver à ce but l'ait été par aucune des puissances engagées contre nous dans la guerre et toujours les premières à prendre les armes, tout en protestant de leur amour pour la paix et de leur désir de faire cesser les maux du continent, car c'étaient les termes dont on se servait dans les chancelleries européennes. Toutes ces propositions venaient de la France et n'ont jamais été faites que par elle, ou, si l'on aime mieux, par l'Empereur, puisque c'est lui qu'on a mis en cause dans ce débat et à qui l'on a demandé compte des revers qui ont attristé nos annales.

L'opinion, pendant longtemps, a mieux aimé croire les ennemis de l'Empereur que d'examiner jusqu'à quel point leurs allégations étaient

fondées. On a dit pour expliquer l'erreur dans laquelle elle était tombée que l'Empereur ne s'était jamais mis en peine de l'éclairer, ne se croyant pas assez responsable envers la France pour l'instruire de ses propres affaires et la mettre à même de prononcer en connaissance de cause entre l'Europe et lui. Si l'on excepte l'affaire d'Espagne, affaire compliquée, difficile, qui en effet ne fut pas suffisamment expliquée au début, nous croyons que ce reproche n'est pas moins injuste que les autres. Jamais chef de gouvernement ne s'est plus attaché, au contraire, à faire connaître la vérité à la nation qu'il gouvernait, à la faire juge de la nécessité des sacrifices qu'il lui imposait. Jamais l'Empereur n'a dissimulé les motifs qu'il avait de faire la guerre; il ne dissimulait même pas aux puissances étrangères l'intérêt qu'il avait à la paix, usant d'une franchise qui, par l'avantage qu'on en a tiré contre lui, a fait douter presque de ses talents politiques alors que par ses talents militaires il était l'objet de l'admiration universelle. Il n'est pas besoin, pour connaître la pensée de l'Empereur, de recourir aux documents publiés depuis 1815 seulement; elle se trouve tout entière dans les discours de Napoléon au Corps législatif, dans ses proclamations, ses bulletins, les lettres qu'il adressa si souvent aux souverains lorsqu'il était à craindre que la paix fût encore compromise. On se demande, en voyant de ces pièces, ce que les histoires ont révélé de nouveau sur la paix, sur la guerre, sur toutes les questions qui intéressaient alors la France, ce qu'elles ont dit que l'Empereur n'ait dit lui-même clairement, ouvertement, avec plus de franchise que n'en ont montrée souvent les historiens; de manière à être compris, entendu de tous, si l'on eût voulu l'entendre et si, par la plus regrettable de toutes les préoccupations, on n'eût été disposé, presque toujours, à voir dans ce qu'il disait autre chose que ce qu'il disait.

Quelles étaient les causes de la guerre; quelle était la position de la France envers les puissances : le but que se proposaient celles-ci; le rôle joué par l'Angleterre dans la coalition? Pourquoi est-il nécessaire de combattre encore après avoir tant combattu; de faire de nouveaux efforts après avoir fait tant d'efforts? Voilà ce que l'Empereur ne cesse d'expliquer dans les pièces dont on vient de parler. Il y revient à chaque ligne, comme s'il avait peur de n'être pas assez compris. Il ne cache rien, il ne déguise rien, et l'on est surpris, en lisant sa correspondance diplomatique, de n'y rien voir autre chose que ce que contiennent ses discours et ses notes officielles. Il n'est pas jusqu'à cette expression, *l'or de l'Angleterre*, dont il se sert si souvent et qu'on a prise pour une exagération de bulletin, qui ne soit de la plus rigoureuse exactitude. Qui a le moindre doute aujourd'hui sur les moyens employés

par notre ennemi pour nous nuire et sur l'efficacité de ces moyens auprès des puissances étrangères? Or, voilà ce que l'Empereur s'est efforcé pendant quinze ans de démontrer à la France. Ces pièces étaient imprimées, chacun les pouvait lire dans le Moniteur et dans les journaux. Alors, comme aujourd'hui, on pouvait, par la comparaison avec les événements, vérifier si elles disaient ou non la vérité et dans quelle mesure il convenait d'y ajouter foi. Le public avait donc tous les éléments pour connaître et pour apprécier, et s'il n'a pas été instruit, c'est évidemment parce qu'il n'a pas voulu l'être.

Les mêmes considérations ont été présentées bien des fois dans le cours de cet ouvrage. Il était utile d'y revenir encore au moment de mettre sous les yeux du lecteur les pièces relatives à la guerre de Russie en 1812. Les causes de cette guerre ont toujours été assez obscures pour la plus grande partie du public; elles ne le sont pas plus que la cause de toutes les guerres soutenues par Napoléon. Mais, pour s'en rendre compte, il ne faut pas oublier quelle était, nous le répétons, la position de l'Empereur ou plutôt de la France; car c'est à tort qu'on voudrait les séparer, en face de l'Europe coalisée. Si glorieuse que fût cette position et quelque éclat qu'elle répandît sur la France et sur son chef, la Russie, mieux encore que tous les autres cabinets de l'Europe, en avait aperçu le côté faible, et elle avait compris où était son avantage contre nous. On verra avec quelle dangereuse habileté elle en sut profiter.

---

(1) Nous avons dit que l'Empereur avait toujours senti la nécessité d'une alliance avec l'un des États de l'Europe. Il n'en fut jamais plus frappé qu'en 1807, après la bataille d'Eylau. A peine vainqueur de la Prusse à Iéna, il lui avait fallu courir en Pologne, au-devant des Russes. Où s'arrêterait cette guerre qui s'étendait chaque jour davantage? Quand finirait-elle? Bientôt les Français seraient obligés d'aller chercher leurs ennemis jusqu'aux extrémités de l'Europe! Il avait beau être vainqueur, la guerre, à ces distances infinies, n'avait pas seulement pour effet de le retenir loin de la France, laissée presque sans direction pendant son absence; elle l'écartait encore de son but, qui était l'Angleterre.

(1) La notice suivante est composée presque entièrement de passages tirés de l'histoire de M. Bignon et de celle de M. Thiers. L'autorité qui s'attache au nom de ces deux écrivains est la meilleure garantie qui puisse être offerte au lecteur de l'exactitude des faits qui vont être rapportés.

Il fallait donc à tout prix trouver un allié qui servît à la France comme de contre-poids pour paralyser l'action de ses ennemis en Allemagne. Mais quel serait cet allié? L'Empereur pensait à la Russie, il pensait à l'Autriche. Il pensa même à la Prusse un instant; prêt à la relever comme il l'avait abattue, si elle consentait à s'unir de bonne foi avec la France.

« — Mais retrouvant, dit M. Thiers (1), le roi Guillaume faible, in-« certain, dominé, Napoléon fut convaincu de nouveau qu'on ne pouvait « compter sur la Prusse..... Un peu moins enivré cependant qu'après « Iéna, il était de nouveau conduit à croire que, pour maîtriser le « continent et en exclure l'influence anglaise, que, pour *vaincre « la mer par la terre,* il lui fallait non-seulement des victoires, mais « une grande alliance. *Il l'avait cru après Marengo et Hohenlin-« den; il l'avait cru après Austerlitz et avant Iéna;* le lendemain « d'Iéna, sans le croire moins, il avait cessé un moment d'y penser; « mais il le croyait de nouveau après Pulstusk et Eylau, et, méditant « toujours sur sa situation au milieu des difficultés de cette guerre, il « cherchait quelle alliance il pourrait se donner. La Prusse mise de « côté, restait la Russie, avec laquelle il était aux prises, et l'Autriche, « qui, sous les apparences de la neutralité, préparait des armements « sur ses derrières..... Il se disait que, même au milieu des horreurs « de la guerre présente, c'était peut-être avec la Russie qu'il fallait « finir par s'entendre pour fermer à l'Angleterre les ports et les cabi-« nets du continent. Mais si cette alliance pouvait se concevoir, ce n'é-« tait pas entre deux batailles, quand on était réduit à communiquer « aux avant-postes par un trompette, qu'on trouverait moyen de la « préparer et de la conclure. Cette impossibilité actuelle l'obligeait de « se reporter vers l'Autriche. Se rappelant ce que lui avait dit à Wurtz-« bourg l'archiduc Ferdinand, il était de nouveau conduit à penser « à une alliance avec la cour de Vienne, malgré les armements dont « elle le menaçait, surtout en songeant qu'il avait maintenant la fa-« culté de lui rendre, ce qui l'aurait comblé de joie un demi-siècle « auparavant, la Silésie, cette Lombardie du Nord, qu'elle avait tant « regrettée, tant fait d'efforts pour recouvrer, au point d'en être deve-« nue pendant trente années l'alliée de la France. Transporté du bi-« vouac d'Osterode au château de Finkenstein, et là, tantôt parcourant « ses cantonnements à cheval et faisant jusqu'à trente lieues en un « jour; tantôt correspondant avec ses agents en Pologne pour l'appro-« visionnement de l'armée ou avec ses ministres à Paris pour l'admi-

(1) *Hist. du Consulat et de l'Empire,* t. XII, p. 458.

« nistration de l'Empire ; tantôt enfin, au milieu des longues nuits du « nord, ruminant dans sa tête des plans de politique générale, il avait « fini, après avoir pesé toutes les alliances, par se réduire à deux, et par « se dire qu'il fallait choisir entre celle d'Autriche et celle de la Russie « En correspondance avec M. de Talleyrand, qui était resté à Varsovie « et qui dirigeait de là les relations extérieures, il lui avait écrit : « *Il faut que tout cela finisse par un système avec la Russie ou « par un système avec l'Autriche.* Pensez-y bien, arrêtez vos idées « et obligez l'Autriche à s'expliquer définitivement avec nous. »

On voit par ce passage qu'il n'y avait pas à compter sur l'Autriche plus que sur la Prusse. Il fallait donc s'entendre avec la Russie. L'Empereur de Russie répondit avec empressement aux propositions qui lui furent faites à ce sujet après Friedland. Il montrait une impatience extrême de se rencontrer avec Napoléon. Il fut convenu que les deux souverains auraient une entrevue. Cette entrevue eut lieu à Tilsitt le 25 juin 1807.

Les premières paroles de l'Empereur de Russie à Napoléon furent celles-ci.

« Si vous en voulez à l'Angleterre et rien qu'à elle, nous se- « rons facilement d'accord ; car j'ai à m'en plaindre autant que « vous (1). »

L'Empereur expliqua aussitôt quels étaient ses griefs contre l'Angleterre. Il démontra que ce n'était pas lui qui avait voulu la guerre, mais le gouvernement anglais, qui, jusqu'à ce jour, s'était refusé à toute espèce d'arrangement. Pour lui, il avait toujours désiré la paix, et l'Empereur Alexandre pouvait juger de sa modération par les conditions qu'il était prêt à proposer et à accepter si l'Angleterre y consentait (2).

« On l'accusait de vouloir la guerre pour la guerre. Il n'en était rien, « et il le prouvait à l'instant même. Soyez, dit-il à Alexandre, mon mé- « diateur auprès du cabinet de Londres. Ce rôle convient à votre po- « sition d'ancien allié de l'Angleterre et d'allié prochain de la France. « *Je ne songe plus à Malte. Que la Grande-Bretagne garde cette île « en compensation de ce que j'ai acquis depuis la paix d'Amiens* (3). « Mais qu'elle rende à son tour les colonies de l'Espagne et de la Hol- « lande, et à ce prix *je lui restitue le Hanovre.* Ces conditions ne « sont-elles pas justes, parfaitement équitables? Puis-je abandonner « mes alliés? Et, quand je sacrifie mes conquêtes sur le continent,

(1) Thiers, t. 7, p. 628.

(2) *Id.*, t. 7, p. 646.

(3) La plupart des passages soulignés dans les pièces que nous citons l'ont été par nous, dans un but que le lecteur apercevra facilement.

« une conquête comme le Hanovre, pour recouvrer les possessions de « mes alliés, est-il possible de contester ma loyauté et ma modéra« tion?

« Alexandre avoua que ces conditions étaient parfaitement justes « et que la France n'en pouvait pas accepter d'autres. Napoléon, con« tinuant, amena ce prince à reconnaître que, si l'Angleterre s'obstinait « après de telles propositions, il fallait bien cependant qu'on la con« traignît de céder; car le monde ne devait pas être éternellement « troublé pour elle; et il lui prouva qu'on avait le moyen de la re« duire par une simple déclaration. — Si l'Angleterre, dit-il, refuse la « paix à ces conditions, proclamez-vous l'allié de la France, annoncez « que vous allez unir vos forces aux siennes pour assurer la paix ma« ritime. Faites savoir à l'Angleterre qu'outre la guerre avec la France « elle aura la guerre avec le continent tout entier, avec la Russie, avec « la Prusse, avec le Danemark, avec la Suède et le Portugal, qui « devront obéir quand nous leur signifierons nos volontés; avec l'Au« triche elle-même, qui sera obligée de se prononcer dans le même sens « si vous et moi lui déclarons qu'elle aura la guerre avec nous dans « le cas où elle ne voudrait pas l'avoir avec l'Angleterre aux conditions « par nous énoncées. L'Angleterre, alors exposée à une guerre univer« selle, si elle ne veut une paix équitable, l'Angleterre déposera les « armes.

« Tout ceci, ajoutait Napoléon, doit être communiqué à chaque cabi« net avec assignation de termes précis et prochains pour se décider. Si « l'Angleterre ne cède pas, nous agirons en commun et nous trouverons « de suffisantes indemnités pour nous dédommager de la continuation « de la guerre.

« Deux pays fort importants, l'un des deux surtout pour la Russie, « résisteront peut-être : ce sont le Portugal et la Suède. Je m'entendrai « avec l'Espagne pour le Portugal. Vous, prenez la Finlande comme « dédommagement de la guerre que vous aurez été amené à faire « contre la Suède. Le roi de Suède, il est vrai, est votre beau-frère et « votre allié; mais, puisqu'il est votre beau-frère et votre allié, qu'il « suive les changements de votre politique ou qu'il subisse les con« séquences de sa mauvaise volonté. La Suède, répéta souvent Napoléon, « peut être un parent, un allié du moment, mais *c'est l'ennemi géo« graphique*. Saint-Pétersbourg se trouve trop près de la frontière de « Finlande. Il ne faut pas que les belles russes de Pétersbourg entendent « de leurs palais le canon des Suédois.

« Vous devez, dit-il à Alexandre, me servir de médiateur auprès de « l'Angleterre et de médiateur armé qui impose la paix. Je jouerai

« le même rôle pour vous auprès de la Porte (1). Je lui signifierai ma « médiation; si elle refuse de traiter à des conditions qui vous satis- « fassent, ce qu'il ne faut pas espérer dans l'état d'anarchie où elle est « tombée, je m'unirai à vous contre les Turcs comme vous vous serez « uni à moi contre les Anglais, et alors nous ferons de l'empire otto- « man un partage convenable. »

Telle était, en effet, la pensée de l'Empereur. On croyait alors que l'empire turc était un empire qui finissait et que rien ne pouvait le préserver de sa ruine. Les notes, les documents, les mémoires tirés des archives des chancelleries ou publiés par la plupart des ambassadeurs, des ministres, des agens diplomatiques envoyés en Orient par les diverses cours de l'Europe prouvent que, depuis plus de cinquante ans déjà, cette opinion était celle de tous les cabinets. L'Empereur n'avait contribué en rien à cette ruine : il y avait là un fait qui s'accomplissait et que toute la puissance de l'Europe elle-même ne paraissait pas pouvoir empêcher. Que faire donc? et pouvait-on abandonner cette succession à l'Angleterre? D'un autre côté, la Russie n'était pas dans les mêmes conditions que l'Autriche ou la Prusse ; elle était loin d'être abattue comme elles. Deux fois ses armées avaient été défaites par les nôtres, mais son territoire était intact (2)

(1) Dans les derniers mois de 1806 une armée russe avait envahi les principautés de Moldavie et de Valachie. La guerre avait été déclarée à la Russie par la porte ottomane. (Bign., t. 6, p. 474).

« (2) Il est un fait évident, dit M. Bignon (t. 6, p. 350), hors de toute contes- « tation, c'est que le désir de forcer l'Angleterre à la paix a été pour Napoléon « le premier, l'unique mobile de tous ses actes. Le point auquel étaient arrivés, « lors de leur rupture, les négociations de 1806 entre les cabinets de Paris « et de Londres lui permettait de croire à la possibilité d'une paix mari- « time. Sur les questions qui touchaient directement la Grande-Bretagne, « il avait poussé les concessions à un tel degré que, de l'aveu même du « dernier négociateur, lord Lauderdale, l'Angleterre était satisfaite pour son « propre compte. Elle n'avait continué la discussion qu'afin de faire préva- « loir les demandes de la Russie, et c'était faute de n'avoir pu y réussir « qu'elle avait rompu la négociation. Le prétexte a disparu; la Russie est « en paix avec la France. Pourquoi donc les querelles de l'Angleterre et de « la France seraient-elles maintenant inconciliables?

« Quoique l'Empereur Napoléon, ajoute M. Bignon, ait eu sur la Russie « l'avantage des armes, cet avantage a ses limites. Jusqu'à présent le terri- « toire russe n'est pas entamé; la France n'a donc le droit de rien imposer « à la Russie, pas même la paix. Tant que Napoléon n'est pas entré en con- « quérant dans les États de l'empereur Alexandre, celui-ci peut se refuser « même à la paix et rester en guerre comme après Austerlitz. Un état pro- « longé de guerre, quoique sans action, ou même la conclusion d'un « traité qui n'aurait d'autre résultat que de mettre un terme aux combats,

et l'Empereur ne songeait pas à l'envahir; il n'y devait songer que plus tard, à la dernière extrémité. C'était, au contraire, pour ne pas aller plus loin qu'il voulait s'allier avec elle. Mais il était nécessaire de lui faire des avantages proportionnés à ses forces, restées presque entières, et à l'utilité qu'il comptait retirer de son alliance.

Alexandre accueillit avec enthousiasme les idées de Napoléon (1).

« Qu'on se figure, dit M. Thiers, le jeune czar, humilié la veille, ve-
« nant demander la paix au camp de Napoléon, n'ayant sans doute au-
« cune inquiétude pour ses propres États, que l'éloignement sauvait des
« désirs du vainqueur, mais s'attendant à perdre une notable portion
« du territoire de son allié le roi de Prusse et à se retirer déconsidéré
« de cette guerre; qu'on se le figure transporté soudainement dans une
« sorte de monde à la fois imaginaire et réel, imaginaire par la grandeur,
« réel par la possibilité; se voyant, le lendemain d'une défaite éclatante,
« sur la voie de conquérir la Finlande et une partie de l'empire turc, et
« de recueillir d'une guerre malheureuse plus qu'on ne recueillait jadis
« d'une guerre heureuse, comme si l'honneur d'avoir été vaincu par
« Napoléon équivalait presque à une victoire et en devait rapporter les
« fruits; qu'on se figure ce jeune monarque, avide de gloire, la cher-
« chant depuis sept années tantôt dans la civilisation précoce de son
« empire, tantôt dans la création d'un nouvel équilibre européen, et
« ne rencontrant que d'immortelles défaites, puis trouvant tout à coup
« cette gloire si recherchée dans un système d'alliance avec son vain-
« queur, alliance qui devait le faire entrer en partage de la domination
« du monde, au-dessous, mais à côté du grand homme qui voulait bien la
« partager avec lui, et valoir à la Russie les belles conquêtes promises
« par Catherine à ses successeurs, tombées depuis Catherine dans le
« royaume des chimères; qu'on se le figure, disons-nous, passant si vite
« de tant d'abattement à de si hautes espérances, et on comprendra sans
« sourire son agitation, son enivrement, sa subite amitié pour Napoléon,
« amitié qui prit sur-le-champ les formes d'une affection enthousiaste
« et assurément sincère *au moins dans les premiers instants*.

« Alexandre, qui était, comme nous l'avons déjà dit, doux, humain,
« spirituel, mais mobile autant que son père, se jeta brusquement

« ne satisferait que médiocrement l'Empereur Napoléon. Ce n'est pas tant
« pour lui d'avoir un ennemi de moins; ce qui lui importe, c'est d'acquérir
« un allié de plus. La Russie a cessé de le combattre; il faut qu'elle com-
« batte pour lui; qu'elle combatte l'Angleterre, sinon par des armées, du
« moins par des mesures qui lui ferment l'accès du continent. »

(1) T. 7, p. 649.

« dans la nouvelle voie qui lui était ouverte par son habile séducteur (1). « Il ne quittait pas une fois Napoléon sans exprimer une admiration « sans bornes. — Quel grand homme ! disait-il sans cesse à ceux qui « l'approchaient ! Quel génie ! quelle étendue de vues. Quel capitaine ! « quel homme d'État ! Que ne l'ai-je connu plus tôt ! Que de fautes il « m'eût épargnées ! Que de grandes choses nous eussions accomplies en- « semble ! — Ses ministres qui l'avaient rejoint, ses généraux qui l'en- « touraient s'apercevaient de la séduction exercée sur lui, et n'en étaient « pas fâchés, car ils s'applaudissaient de le voir sortir d'un très-mauvais « pas avec avantage et honneur, à en juger au moins par la satisfaction « qui régnait sur son visage. »

Le partage proposé par l'Empereur était celui-ci.

— « La Russie avait les bords du Danube jusqu'aux Balkans ; Napo- « léon les provinces maritimes, telles que l'Albanie et la Morée (2). Les « provinces intérieures, telles que la Bosnie, la Servie, étaient données à « l'Autriche. La Porte conservait la Roumélie, c'est-à-dire le sud des Bal- « kans, Constantinople, l'Asie Mineure, l'Égypte. Ainsi, d'après ce projet, « Constantinople, la clef des mers et, dans l'imagination des hommes, « la vraie capitale de l'Orient, Constantinople, tant promise aux des- « cendants de Pierre le Grand par l'opinion universelle, opinion formée « des espérances des Russes et des craintes de l'Europe, Constantinople « restait avec Sainte-Sophie aux barbares de l'Asie ! »

Mais Alexandre, s'exaltant à la vue de cette proie convoitée depuis si longtemps par ses prédécesseurs, ne se résignait pas à l'idée de n'en obtenir qu'une partie. Il demandait Constantinople ! Mais tous ses efforts vinrent échouer devant la volonté formellement exprimée par l'Empereur de ne pas céder à cette demande. Ses résolutions étaient fixées. Il ne voulait pas que la postérité pût lui reprocher un jour d'avoir, en livrant Constantinople, livré l'Europe aux Russes.

« Alexandre y revint plus d'une fois (3), et un partage plus complet, « qui eût donné à Napoléon, outre la Morée, les îles de l'Archipel, Can- « die, la Syrie, l'Égypte, mais Constantinople aux Russes, lui aurait plu « davantage. Toutefois Napoléon, qui croyait avoir assez fait, trop « même pour s'attacher le jeune empereur, ne voulut jamais aller aussi « loin..... Aussi, malgré l'envie de séduire son nouvel ami, il ne se

(1) Pourquoi habile séducteur ? L'Empereur ne voulait pas tromper Alexandre. Les pièces qui vont suivre montreront qu'il ne fut pas sincère seulement *dans les premiers instants*, mais qu'il le fut toujours. Elles montreront de quel côté furent véritablement la bonne foi, l'amitié, la sincérité.

(2) Thiers, t. 7, p. 659.

(3) Thiers, t. 7, p. 653.

« prêta jamais à un autre partage que celui qui enlevait à la Porte les « provinces du Dannbe, mal attachées à l'Empire, et la Grèce, déjà trop « réveillée pour subir longtemps le joug des Turcs. »

L'Empereur se montrant inflexible, le traité de Tilsitt fut conclu le 8 juillet 1807 sur les bases suivantes (1).

« Abandon des duchés de Posen et de Varsovie pour en former un « État polonais qui, sous le titre de grand duché de Varsovie, serait « attribué au roi de Saxe, avec une route militaire à travers la Silésie « qui donnât passage d'Allemagne en Pologne;

« Reconnaissance par la Russie et par la Prusse de Louis Bonaparte « en qualité de roi de Hollande, de Joseph Bonaparte en qualité de « roi de Naples, de Jérôme Bonaparte en qualité de roi de Westphalie; « reconnaissance de la confédération du Rhin, et en général de tous « les États créés par Napoléon;

« Rétablissement dans leurs souverainetés des princes d'Oldenbourg « et de Mecklembourg, mais occupation de leur territoire par les « troupes françaises pour l'exécution du blocus continental;

« Enfin médiation de la Russie pour rétablir la paix entre la France « et l'Angleterre;

« Médiation de la France pour rétablir la paix entre la Porte et la « Russie.

« Les articles contiennent les stipulations suivantes :

« Restitution aux Français des bouches du Cattaro;

« Abandon des Sept Iles qui devaient désormais appartenir à la France « en toute propriété;

« Promesse à l'égard de Joseph, déjà reconnu roi de Naples dans « le traité patent, de le reconnaître aussi roi des Deux-Siciles quand « les Bourbons de Naples auraient été indemnisés au moyen des Ba- « léares ou de Candie;

« Promesse, en cas, de réunion du Hanovre au royaume de Westpha- « lie, de restituer à la Prusse, sur la gauche de l'Elbe, un territoire peuplé « de trois ou quatre cent mille habitants;

« Traitements viagers, enfin, assurés aux chefs dépossédés des mai- « sons de Hesse, de Brunswick de Nassau Orange.

« *Le traité occulte, le plus important de tous ceux qui étaient « signés dans le moment, et qu'on se promettait d'envelopper d'un « secret inviolable, contenait l'engagement, de la part de la « Russie et de la France, de faire cause commune en toute cir- « constance; d'unir leurs forces de terre et de mer dans toute*

(1) Thiers, t. 7, p. 667.

« *guerre qu'elles auraient à soutenir; de prendre les armes* « *contre l'Angleterre, si elle ne souscrivait pas aux conditions* « *que nous avons rapportées* (1); *contre la Porte, si celle-ci n'ac-* « *ceptait pas la médiation de la France, et, dans ce dernier cas* « *de soustraire*, disait le texte, LES PROVINCES D'EUROPE *aux vexa-* « *tions de la Porte*, EXCEPTÉ CONSTANTINOPLE ET LA ROUMÉLIE (2).

« *Les deux puissances s'engageaient à sommer en commun la Suède,* « *le Danemark, le Portugal, l'Autriche elle-même, de concourir* « *aux projets de la France et de la Russie, c'est-à dire de fermer* « *leurs ports à l'Angleterre et de lui déclarer la guerre.* »

On doit remarquer combien les termes de ce traité sont vagues, si on les compare aux conversations qui avaient eu lieu entre les deux souverains. Non-seulement il n'est pas question de partage en ce qui concerne la Turquie, mais il semble qu'on se soit appliqué avec soin à éviter le mot ou même toute forme de rédaction qui pourrait rappeler cette idée. La question du démembrement elle-même est sou-

(1) C'est-à-dire si elle se refusait aux propositions de paix indiquées par l'Empereur dans sa conversation avec Alexandre. Le lecteur a jugé si ces conditions pouvaient être acceptées honorablement. On vient de voir aussi que le monarque russe les trouvait on ne peut plus modérées.

« Si l'Angleterre n'acceptait pas (dit M. Bignon, t. VI. p. 336, 337) la média- « tion de la Russie, ou si, l'ayant acceptée, elle n'avait point, au 1^er^ « novembre, consenti à conclure la paix en reconnaissant *que les pa-* « *villons de toutes les puissances doivent jouir d'une égale et parfaite* « *indépendance sur toutes les mers* et en restituant les conquêtes faites sur « la France et ses alliés *depuis* 1805 (l'Angleterre gardant Malte par con- « séquent), la Russie devait, dans le courant de novembre (1807), notifier « au gouvernement anglais que, sur son refus de conclure la paix aux con- « ditions susdites, S. M. l'empereur Alexandre ferait cause commune avec « la France. Elle demanderait pour le 1^er^ décembre une réponse catégo- « rique, et l'ambassadeur aurait l'ordre éventuel de quitter l'Angleterre.

« Si l'Angleterre accédait aux conditions qui lui étaient offertes, le Ha- « novre lui serait restitué en compensation des colonies françaises, hollan- « daises et espagnoles.

(2) L'article est ainsi conçu (art. 8).

« Pareillement si, par suite des changements qui viennent de se faire à « Constantinople, la Porte n'acceptait pas la médiation de la France, ou si, « après l'avoir acceptée, il arrivait que, dans le délai de trois mois après les « négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, la « France fera cause commune avec la Russie contre la Porte Ottomane, et « les deux hautes parties contractantes s'entendront pour soustraire toutes « les provinces de l'empire ottoman en Europe, *la ville de Constantinople et* « *la province de Roumélie exceptées*, au joug et aux vexations des Turc. »

mise à des éventualités qui, par la facilité avec laquelle elles peuvent se réaliser, détruisent presque à l'avance toute la force du traité. Napoléon craignait-il déjà d'avoir été trop loin dans ses entretiens avec Alexandre et s'était-il aperçu du danger qu'il y avait à ouvrir au monarque russe les perspectives qu'il lui avait ouvertes. Quoi qu'il en soit, le traité de Tilsitt, tel qu'il était conçu, offrait un champ assez vaste à l'ambition de la Russie : il est à croire que le monarque russe en jugeait ainsi, car il le signa avec toutes les marques de la plus vive satisfaction. Quelques jours après les deux souverains se séparèrent. Le czar retourna dans ses États, abandonnant son allié le roi de Prusse, qui ne s'était jeté dans la guerre, un an auparavant, qu'après y avoir été poussé par la Russie, et n'avait encore dans ces derniers temps refusé les offres de Napoléon que pour ne pas rompre les liens qui l'unissaient à la cour de Saint-Pétersbourg.

Alexandre, revenu à Saint-Pétersbourg, notifia à l'Angleterre, en les accompagnant de ses offres de médiation, les propositions de Napoléon.

Le gouvernement anglais répondit par le bombardement de Copenhague.

Il n'y avait plus qu'à déclarer la guerre. Bientôt après parut le manifeste de la Russie. Il était conçu en ces termes (1) :

« Deux fois l'empereur de Russie a pris les armes dans une cause « où l'intérêt le plus direct était celui de l'Angleterre; il a sollicité en « vain qu'elle y portât une coopération conforme à son propre intérêt; « il ne lui demandait pas de joindre ses troupes aux siennes; il désirait qu'elle fît une diversion; il s'étonnait que, dans sa propre « cause, elle n'agissait pas de son côté; mais, froide spectatrice du sanglant théâtre de la guerre qui s'était allumée à son gré, elle envoyait « des troupes attaquer Buénos-Ayres : une partie de son armée, qui paraissait destinée à faire une diversion en Italie, quitta finalement « la Sicile, où elle était assemblée; on avait lieu de croire que c'était « pour se porter sur les côtes de Naples; on apprit qu'elle était occupée à essayer de s'approprier l'Égypte.

« Mais ce qui toucha sensiblement le cœur de S. M. I., c'était de « voir que, contre la foi, contre la parole expresse et précise des traités, « l'Angleterre tourmentait sur mer le commerce de ses sujets, et à

(1) Bignon t. VI, p. 437.

« quelle époque? dans un moment où le sang des Russes coulait dans « ces combats glorieux qui retenaient et fixaient contre les armées im- « périales toutes les forces militaires de S. M. l'Empereur des Français, « avec qui l'Angleterre était et est encore en guerre. »

— « Ici le cabinet russe, dit M. Bignon (1), rappelle l'offre de mé- « diation qu'il a faite récemment au gouvernement anglais pour amener « la paix générale, les réponses évasives de ce gouvernement, l'acte « inouï de violence auquel il vient de se porter contre une puissance « tranquille, modérée (le Danemark), distinguée par une longue et inal- « térable sagesse, au premier rang par sa dignité morale dans le cercle « des monarchies, le tout pour exercer la plus inique et la plus odieuse « spoliation.

« L'empereur Alexandre s'indigne qu'après l'avoir blessé lui-même, « dans l'intérêt de ses peuples, dans ses engagements avec les cours « du Nord, en violant une mer fermée, dont la tranquillité a été ga- « rantie par les puissances riveraines, l'Angleterre ait porté l'incon- « venance jusqu'à lui proposer de se faire l'apologiste d'un attentat « qu'il réprouve, et de rallier le Danemark soumis, dégradé à la « puissance britannique. Il rend hommage aux nobles sentiments du « prince royal qui repousse avec horreur l'avilissement auquel l'An- « gleterre voulait le faire descendre.

L'empereur Alexandre continuait ainsi : « Touché, disait-il, de la « confiance que le prince de Danemark met en lui, ayant considéré ses « propres griefs contre la Grande-Bretagne, ayant mûrement examiné « ses engagements avec les puissances du Nord, engagements pris « par l'impératrice Catherine et par feu S. M. l'empereur Paul, de « glorieuse mémoire, l'Empereur s'est décidé à les remplir.

« S. M. I. rompt toute communication avec l'Angleterre; elle rap- « pelle toute la mission qu'elle y avait, et ne veut pas conserver près « d'elle celle de S. M. Britannique. Il n'y aura dorénavant entre les deux « pays aucun rapport.

« L'Empereur déclare qu'il annule, et pour toujours, tout acte conclu « précédemment avec la Grande-Bretagne et la Russie, et nommément « la convention faite en 1801, le 5-17 du mois de juin.

« Il proclame de nouveau les principes de la neutralité armée, ce mo- « nument de la sagesse de Catherine, et s'engage à ne jamais déroger « à ce système.

« Il demande à l'Angleterre de satisfaire complétement ses sujets sur « toutes leurs justes réclamations de bâtiments et marchandises saisis

(1) T. VI, p. 438.

« ou retenus contre la teneur expresse des traités conclus sous son « propre règne.

« L'empereur prévient que rien ne sera rétabli entre la Russie et « l'Angleterre que celle-ci n'ait satisfait le Danemark.

« L'Empereur s'attend à ce que S. M. Britannique, au lieu de per- « mettre à ses ministres, comme elle vient de le faire, de répandre « de nouveau les germes de la guerre, n'écoutant que sa propre sen- « sibilité, se prêtera à conclure la paix avec S. M. l'Empereur des « Français, ce qui étendrait pour ainsi dire à toute la terre le bien- « fait inappréciable de la paix.

« Lorsque l'Empereur sera satisfait sur tous les points qui précèdent, « et nommément sur celui de la paix entre la France et l'Angleterre, « sans laquelle aucune partie de l'Europe ne peut pas se promettre « une véritable tranquillité, S. M. I. reprendra alors volontiers avec la « Grande-Bretagne des relations d'amitié que, dans l'état de juste mé- « contentement où l'empereur devait être, il a peut-être conservées « trop longtemps. »

La France avait été plus heureuse dans sa médiation auprès du gouvernement turc pour l'amener à faire la paix avec la Russie. Un armistice avait été conclu entre le sultan Sélim et l'empereur Alexandre. Mais le sultan Sélim, ami des Français, venait d'être précipité du trône et étranglé. Cette révolution était l'ouvrage du vieux parti turc, attaché aux Anglais et soutenu par eux; elle ne pouvait que confirmer Napoléon dans ses idées sur la décadence et la chute presque imminente de cet empire. Au moment où elle éclata les troupes russes occupaient encore la Moldavie et la Valachie. Elle offrit au gouvernement russe une occasion de se maintenir dans ces provinces à la faveur des circonstances. Il sommait en même temps le roi de Suède Gustave IV, conformément au traité de Tilsitt, de concourir au blocus continental, et, sur son refus, il lui déclarait la guerre et s'emparait de la Finlande. Il n'y avait pas un an que le traité de Tilsitt était signé; tels étaient les fruits qu'en avait déjà retirés la Russie.

Elle était par le fait, au nord et au midi, maîtresse de ces deux principautés qu'elle avait convoitées pendant si longtemps.

La cour de Saint-Pétersbourg, cependant, trouvait que ce n'était pas assez. Depuis que le traité de Tilsitt avait été signé, elle n'avait marché que là où l'appelait son propre intérêt, les vues de son ambition particulière, et, pour prix d'une alliance qui n'avait encore profité qu'à elle seule, elle recommençait à demander ce que l'Empereur lui avait

si formellement refusé l'année précédente. Elle demandait Constantinople, en un mot. On eût dit que l'Angleterre était déjà vaincue par suite du concours que nous avait prêté la Russie.

L'empereur de Russie n'avait paru abandonner un instant cette idée que pour la reprendre avec plus de persistance. Il y revenait sans cesse dans ses entretiens avec l'ambassadeur français. Il accablait Napoléon et le faisait accabler de notes diplomatiques à ce sujet. Il disait que, par son alliance avec la France, il avait soulevé contre lui toute la noblesse de son empire, sa mère, les princes de sa famille, attachés d'inclination à l'Angleterre et persuadés que l'alliance avec la France c'était l'alliance avec la révolution; qu'il était bien juste qu'on lui tînt compte des difficultés et presque des périls qu'il se créait par cette position; qu'on dédommageât ses sujets des pertes que leur faisait éprouver l'interruption des relations commerciales avec l'Angleterre par l'effet du blocus continental. Il ajoutait que ce serait en vain qu'il essayerait de rendre l'alliance française populaire en Russie si elle n'était suivie d'un avantage propre à flatter, ne fût-ce que par l'apparence, l'amour-propre du peuple russe, et à imposer par là silence aux mécontents. Il affectait de croire que la possession de Constantinople était loin d'avoir pour la Russie une importance qui justifiât les craintes de la France et les résistances de l'empereur Napoléon aux désirs qui lui étaient exprimés.

« Dans une conversation avec l'empereur Alexandre, dit M. Bignon (1), « M. de Caulaincourt (2) ayant dit que ce projet (3) présentait de « graves difficultés, et l'empereur Alexandre lui ayant demandé en « quoi consistaient ces difficultés, l'ambassadeur, *et je cite ses propres* « *paroles*, s'efforça de lui faire comprendre l'impossibilité de donner à « la Russie Constantinople et les Dardanelles. Il lui représenta que « la Russie deviendrait par là maîtresse du commerce du Levant et « même de l'Inde, et qu'elle serait quand elle le voudrait aux portes « de Corfou, de Toulon, etc.... Aux objections de l'ambassadeur de « France, que répond l'empereur Alexandre? Il répond *que Constan-* « *tinople ne serait pour la Russie qu'une ville de province à l'ex-* « *trémité de l'empire*; QUE LA GÉOGRAPHIE LA LUI DONNAIT; qu'il « fallait qu'il eût la clef de la porte de sa maison; que si un autre l'avait « IL NE SERAIT PAS LE MAÎTRE CHEZ LUI. »

Enfin Napoléon, fatigué, voulut savoir quels étaient les plans du cabinet russe relativement au partage de l'empire ottoman.

(1) T. IX, p. 425.
(2) L'ambassadeur français en Russie.
(3) Le projet d'accorder Constantinople aux Russes.

Il demanda une note, qui lui fut envoyée aussitôt et où se dévoile tout entière la pensée de ce cabinet. Voici cette étrange note, que M. Thiers, le premier, a rapportée dans son histoire du Consulat et de l'Empire. On remarquera que le gouvernement russe affecte de considérer comme arrêtée et conclue en principe cette question du partage de l'empire ottoman qui n'avait été traitée que verbalement à Tilsitt, sans aucun engagement de part et d'autre, et dont les stipulations écrites ne disaient pas un mot.

« Nous croyons, dit M. Thiers (1), devoir citer cette pièce elle-même, « monument peut-être le plus curieux de ce temps extraordinaire, copiée « textuellement sur la minute écrite de la main de M. Romanzoff (2), « envoyée à Napoléon et contenue aujourd'hui au dépôt du Louvre. « Nous avons tenu la pièce originale, et nous affirmons la rigoureuse « exactitude de la relation qui suit :

« — Puisque S. M. l'Empereur des Français et roi d'Italie, etc., vient « de juger que, pour arriver à la paix générale et affermir la tran- « quillité de l'Europe, il fallait affaiblir l'empire ottoman par le dé- « membrement de ses provinces, l'empereur Alexandre, fidèle à ses « engagements et à son amitié, est prêt à y concourir.

« La première pensée qui a dû se présenter à l'Empereur de toutes « les Russies, qui aime à se retracer le souvenir de Tilsitt, lorsque « cette ouverture lui a été faite, c'est que l'Empereur son allié vou- « lait porter tout de suite à exécution ce dont les deux monarques « étaient convenus dans le traité d'alliance relativement aux Turcs, « et qu'il y ajoutait la proposition d'une expédition dans l'Inde.

« L'on était convenu à Tilsitt que la puissance ottomane devait être « rejetée en Asie, ne conservant en Europe que la ville de Constan- « tinople et la Roumélie.

« L'on en avait alors tiré cette conséquence que l'Empereur des « Français acquerrait l'Albanie, la Morée et l'île de Candie.

« L'on avait dès lors adjugé la Valachie, la Moldavie à la Russie, « donnant à cet empire le Danube pour limite, ce qui comprend la « Bessarabie, qui en effet est une lisière au bord de la mer, et que « communément l'on considère comme faisant partie de la Moldavie; « si l'on ajoute à cette part la Bulgarie, l'Empereur est prêt à concou- « rir à l'expédition de l'Inde (3), dont il n'avait pas été question

(1) T. VII, p. 449.

(2) Le ministre des affaires étrangères de Russie.

(3) Il avait été question entre Napoléon et Alexandre, pendant les conférences de Tilsitt, d'une expédition dans les Indes, pour laquelle l'empereur de Russie avait promis son concours.

« alors, pourvu que cette expédition dans l'Inde se fasse comme l'em-
« pereur Napoléon vient de la tracer lui-même à travers l'Asie Mi-
« neure.

« L'empereur Alexandre applaudit à l'idée de faire intervenir dans
« l'expédition de l'Inde un corps de troupes autrichiennes, et, puis-
« que l'Empereur son allié paraît le désirer peu nombreux, il juge
« que ce concours trouverait une compensation suffisante si l'on ad-
« jugeait à l'Autriche la Croatie turque et la Bosnie, à moins que
« l'Empereur des Français ne trouvât sa convenance à en retenir une
« partie. L'on peut, outre cela, offrir à l'Autriche un intérêt moins direct,
« mais très-considérable, en réglant ainsi qu'il suit le sort de la Ser-
« vie, qui est sans contredit une des belles provinces de l'empire
« ottoman.

« Les Serviens sont un peuple belliqueux, et cette qualité, qui
« commande toujours l'estime, doit inspirer le désir de bien arrêter
« leur destinée.

« Les Serviens, pleins du sentiment d'une juste vengeance contre
« les Turcs, ont secoué le joug de leurs oppresseurs avec hardiesse, et
« sont, dit-on, résolus de ne le reprendre jamais. Il paraît donc néces-
« saire, pour consolider la paix, de songer à les rendre indépendants
« des Turcs.

« La paix de Tilsitt ne prononce rien à leur égard. Leur propre
« vœu, exprimé vivement et plus d'une fois, les a portés à prier
« l'empereur Alexandre de les admettre au nombre de ses sujets : ce
« dévouement pour sa personne lui fait désirer qu'ils vivent heureux
« et satisfaits, sans vouloir étendre sur eux sa domination : S. M.
« ne cherche pas des acquisitions qui pourraient entraver la paix;
« elle fait avec plaisir ce sacrifice et tous ceux qui peuvent conduire
« à la rendre prompte et solide. Elle propose par conséquent d'ériger
« la Servie en royaume indépendant, de donner cette couronne à l'un
« des archiducs qui ne fût pas chef de quelque branche souveraine et
« qui fût assez éloigné de la succession au trône d'Autriche. Dans ce
« cas-ci l'on stipulerait même que jamais ce royaume ne pourrait
« être réuni à la masse des États de cette maison.

« Toute cette supposition de démembrement des provinces turques,
« telle qu'elle est énumérée ci-dessus, étant calquée d'après les en-
« gagements de Tilsitt, n'a paru offrir aucune difficulté aux deux
« personnes que les deux empereurs ont chargées de discuter entre
« elles quels étaient les moyens d'arriver aux fins que se proposent
« Leur Majestés Impériales.

« L'empereur de Russie est prêt à prendre part à un traité entre les

« trois empereurs, qui fixerait les conditions ci-dessus énoncées ; mais, « d'un autre côté, ayant jugé que la lettre qu'il venait de recevoir de « la part de l'Empereur des Français semblait indiquer la résolution « d'un beaucoup plus vaste démembrement de l'empire ottoman que « celui qui avait été projeté entre eux à Tilsitt, ce monarque, afin « d'aller au-devant de ce qui pourrait convenir aux intérêts des trois « cours impériales et surtout afin de donner à l'Empereur son allié « toutes les preuves d'amitié et de déférence qui dépendent de lui, a « annoncé que, sans avoir besoin d'un plus grand affaiblissement de « la Porte Ottomane, il y concourrait volontiers.

« Il a posé pour principe de son intérêt en ce plus grand partage « que sa part d'augmentation d'acquisition serait modérée en étendue « ou extension, et qu'il consentait à ce que la part de son allié sur- « tout fût tracée sur une plus grande proportion. S. M. a ajouté qu'à « côté de ce principe de modération elle en plaçait un de sagesse, qui « consistait en ce qu'elle ne se trouvât pas, par ce nouveau plan de « partage, moins bien placée qu'elle ne l'était aujourd'hui pour ses « relations de limites et commerciales.

« Partant de ces deux principes, l'empereur Alexandre verrait non- « seulement sans jalousie, mais même avec plaisir que l'empereur Na- « poléon acquière et réunisse à ses États, outre ce qui a été men- « tionné ci-dessus, toutes les îles de l'Archipel, Chypre, Rhodes, et « même ce qui restera des échelles du Levant, la Syrie et l'Égypte.

« Dans le cas de ce plus vaste partage, l'empereur Alexandre chan- « gerait sa précédente opinion sur le sort de la Servie ; il désirerait, « cherchant à faire une part honorable et très-avantageuse à la mai- « son d'Autriche, que la Servie fût incorporée à la masse des États « autrichiens, et que l'on y ajoutât la Macédoine à l'exception de la « partie de la Macédoine que la France pourrait désirer pour forti- « fier sa frontière d'Albanie, de manière à ce que la France puisse « obtenir Salonique ; cette ligne de la frontière autrichienne pourrait « se tirer de Scopia sur Orphano, et ferait aboutir la puissance de la « maison d'Autriche jusqu'à la mer.

« La Croatie pourrait appartenir à la France ou à l'Autriche, au « gré de l'empereur Napoléon.

« L'empereur Alexandre ne dissimule pas à son allié que, trouvant « une satisfaction particulière à tout ce qui a été dit à Tilsitt, il place, « d'après le conseil de l'Empereur, son ami, ces possessions de la « maison d'Autriche entre les leurs, afin d'éviter le point de contact « toujours si propre à refroidir l'amitié.

« La part de la Russie en ce nouvel et vaste partage eût été d'ajou-

« ter à ce qui lui avait été adjugé dans le projet précédent la pos-
« session de la ville de Constantinople avec un rayon de quelques lieues
« en Asie, et en Europe une partie de la Roumélie, de manière que la
« frontière de la Russie du côté des nouvelles possessions de l'Autriche
« partît de la Bulgarie et suivît la frontière de la Servie jusqu'un peu
« au delà de Solismick et de la chaîne de montagnes qui se dirige
« depuis Moriza Solismick jusqu'à Trogonopol y compris, et puis la
« rivière jusqu'à la mer.

« Dans la conversation qui a eu lieu sur ce second plan de partage
« il y a eu cette différence d'opinion, que l'une des deux personnes sup-
« posait que, si la Russie possédait Constantinople, la France devait
« posséder les Dardanelles ou du moins s'approprier celle qui était sur
« la côte d'Asie ; cette assertion a été combattue de l'autre part, par l'im-
« mense disproportion que l'on venait de proposer dans les parts de ce
« nouvel et plus grand partage, et que l'occupation même du fort qui se
« trouvait sur la rive d'Asie détruisait tout à fait le principe de l'em-
« pereur de Russie de ne pas se trouver plus mal placé qu'il ne l'était
« maintenant relativement à ses relations géographiques et commer-
« ciales.

« L'empereur Alexandre, mû par le sentiment de son extrême ami-
« tié pour l'empereur Napoléon, a déclaré pour lever la difficulté :
« 1° qu'il conviendrait d'une route militaire pour la France, qui, tra-
« versant les nouvelles possessions de l'Autriche et de la Russie, lui
« ouvrirait une route continentale vers les Échelles et la Syrie ; 2° que
« si l'empereur Napoléon désirait posséder Smyrne ou tel autre point sur
« la côte de Natolie, depuis le point de cette côte qui est vis-à-vis de My-
« tilène jusqu'à celui qui se trouve placé vis-à-vis de Rhodes, et y en-
« voyait des troupes pour les conquérir, l'empereur Alexandre est prêt à
« l'assister dans cette entreprise en joignant à cet effet un corps de
« ses troupes aux troupes françaises ; 3° que si Smyrne ou telle autre
« possession de la côte de Natolie, tels qu'ils viennent d'être indiqués,
« ayant passé sous la domination française, venait ensuite à être atta-
« qué non-seulement par les Turcs, mais même par les Anglais en
« haine de ce traité, S. M. l'empereur de Russie se portera en ce cas
« au secours de son allié toutes les fois qu'il en sera requis.

« 4° S. M. pense que la maison d'Autriche pourrait sur le même pied
« assister la France en la prise de possession de Salonique, et se por-
« ter au secours de cette échelle toutes les fois qu'elle en sera requise.

« 5° L'empereur de Russie déclare qu'il ne désire pas acquérir
« la rive méridionale de la mer Noire qui est en Asie, quoique dans
« la discussion il avait pensé qu'elle pouvait être à sa convenance.

« 6° L'empereur de Russie a déclaré que, quels que fussent les succès de ses troupes dans l'Inde, il ne prétendait pas y rien posséder, « et consentait volontiers à ce que la France fît pour elle toutes les « acquisitions territoriales dans l'Inde qu'elle jugerait à propos ; « qu'elle était également la maîtresse de céder une partie des conquêtes « qu'elle y ferait à ses alliés.

« Si les deux alliés conviennent entre eux d'une manière précise qu'ils « adoptent l'un ou l'autre de ces deux projets de partage, S. M. l'empereur Alexandre trouvera un plaisir extrême à se rendre à l'entrevue « personnelle qui lui a été proposée et qui peut-être pourrait avoir lieu à « Erfurt. Elle suppose qu'il serait avantageux que les bases des engagements que l'on y doit prendre soient d'avance fixées avec une sorte de « précision, afin que les deux empereurs n'aient à ajouter à l'extrême « satisfaction de se voir que celle de pouvoir signer sans retard le destin de cette partie du globe, et nécessiter par là, comme ils se le proposent, l'Angleterre à désirer la paix, dont elle s'éloigne aujourd'hui « à dessein et avec tant de jactance. »

Tous ces plans, on le voit, tendaient toujours à un seul but, la possession de Constantinople. L'Empereur, pressé par les coalitions qui se renouvelaient sans cesse et qui le mettaient dans la nécessité d'accorder beaucoup pour avoir un allié, était disposé à adopter en partie les vues du cabinet russe. Mais rien ne put le décider à lui donner satisfaction sur Constantinople. M. de Caulaincourt, son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, était l'interprète fidèle de ses sentiments.

« Constantinople, dit M. Thiers (1), intéressait à la fois l'orgueil et « l'ambition des Russes, et chez les nations l'un n'est pas moins ardent que l'autre. Les Russes voulaient la ville même de Constantinople comme symbole de l'empire d'Orient ; ils voulaient le Bosphore et les Dardanelles comme clefs des mers. M. de Caulaincourt, « partageant les sentiments de Napoléon, bondissait d'orgueil et d'effroi « quand on lui demandait de céder Constantinople aux dominateurs « du Nord, refusait péremptoirement et proposait de faire de Constantinople et des deux détroits une sorte d'État neutre, une espèce « de ville anséatique, telle que Hambourg et Brême.

« On avait beau discuter sur ce grave sujet, on ne pouvait pas s'entendre, et la querelle interminable qui s'élevait, audacieuse et folle « anticipation sur les siècles, révélait l'intérêt vrai de l'Europe contre « la Russie dans la question de Constantinople. L'empire français, devenu grand comme l'Europe elle-même, en ressentait tous les intérêts,

(1) T. VIII, p. 447.

« et ne voulait pas livrer le détroit d'où les Russes menaceront un « jour l'indépendance du continent européen. C'était bien assez, en « leur livrant la Finlande, de leur avoir procuré le moyen de faire « un pas vers le Sund, autre détroit d'où ils ne seront pas moins me- « naçants pour l'avenir. Lorsqu'en effet le colosse russe aura un pied « aux Dardanelles, un autre sur le Sund, le vieux monde sera es- « clave; la liberté aura fui en Amérique; chimère aujourd'hui pour « les esprits bornés, ces tristes prévisions seront un jour cruellement « réalisées; car l'Europe, maladroitement divisée comme les villes de « la Grèce devant les rois de Macédoine, aura probablement le même « sort. »

L'empereur de Russie, dans la note qui vient d'être rapportée, avait proposé une entrevue à Erfurt pour s'entendre définitivement sur les questions qu'on avait à résoudre. Napoléon avait accueilli cette idée. Le 27 septembre 1808 les deux souverains, accompagnés de toute leur cour, étaient réunis à Erfut.

La France n'avait rien perdu de sa puissance depuis un an. Cependant les conditions dans lesquelles elle se trouvait au moment de cette nouvelle entrevue étaient peut-être moins favorables qu'en 1807, époque où le traité de Tilsitt avait été signé.

L'échec de Baylen avait retenti dans toute l'Europe. Il avait montré quelle pouvait être la gravité de cette guerre à laquelle on avait fait d'abord peu d'attention. En admettant qu'elle se terminât heureusement, et personne n'en doutait encore, elle n'était pas moins un embarras pour la France. Sans lui faire rien perdre de ses forces, elle l'obligeait à en transporter une partie en Espagne; c'était autant de moins à craindre pour le Nord. Il y avait donc par le fait diminution réelle de ce côté.

A ces difficultés venait se joindre la position prise par l'Autriche et qui ne permettait pas de douter que, l'année suivante, la lutte ne s'engageât de nouveau entre elle et la France.

L'Empereur n'était donc plus comme en 1807 libre du côté du continent, n'ayant plus devant lui que des ennemis vaincus et réduits à l'impuissance par leur défaite. Il avait à soutenir cette guerre qui avait éclaté d'une manière si imprévue en Espagne; il voyait en outre celle dont le menaçait l'Autriche et qui, à en juger par les efforts du gouvernement autrichien et l'étendue de ses préparatifs, allait exiger de la part de la France des efforts aussi considérables.

Dans cette situation, l'Empereur avait compris qu'il lui serait néces-

saire d'aller plus loin avec la Russie qu'il n'avait encore voulu le faire. En arrivant à Erfurt il était décidé à abandonner aux Russes les deux provinces qu'ils avaient conquises sur les Turcs, en renonçant à toute idée de médiation entre eux et la Turquie. Mais il était décidé, comme à Tilsitt, à ne rien accorder au delà et à demeurer inébranlable sur la question de Constantinople.

« Il s'agissait pour lui, dit M. Bignon, d'un côté de soumettre l'Es-« pagne, et d'autre part d'arrêter l'Autriche dans ses armements *ou* « *bien d'avoir contre cette puissance, en cas de guerre, la Russie* « *pour alliée.* Afin d'être assuré de la Russie il y avait nécessité de « la satisfaire aux dépens des Turcs. C'était une vieille alliance qu'il « fallait immoler à une alliance nouvelle; mais la vieille alliance, en « raison des révolutions de Constantinople, qui affaiblissaient cet « empire, ne pouvait, dans les circonstances présentes, offrir aucun « secours à l'empereur Napoléon. A la vérité ses réflexions l'avaient « conduit à décliner l'accomplissement *des rêves* (1) de Tilsitt, *parce* « *que tout l'avantage eût été pour la Russie;* mais cependant « il fallait à cette puissance une satisfaction suffisante pour la rete-« nir dans le système français et pour donner à l'empereur Alexan-« dre un gage de sûreté contre le mécontentement de ses peuples, aux-« quels la rupture avec l'Angleterre causait de grands préjudices. Ce « gage de sûreté pour le prince, cette compensation des maux pro-« duits par l'interruption du commerce pour les propriétaires se trou-« vaient jusqu'à un certain degré dans l'acquisition des deux Princi-« pautés qui donnaient à l'empire la belle frontière du Danube. La « concession en était faite dans l'esprit de Napoléon lorsqu'il se rendit à « Erfurt. De son côté, l'empereur Alexandre, persuadé que, pour faire « des conquêtes sûres et faciles, il lui importait de les faire de con-« cert avec l'empereur des Français, était franchement résolu à le se-« conder contre l'Autriche comme contre l'Angleterre. La négociation « entre eux ne fut ni longue ni difficile. Une convention fut signée le « le 12 octobre par les ministres des affaires étrangères des deux « empires, MM. de Champigny et de Romanzoff.

La Russie en effet semblait n'avoir demandé le plus, cette fois, que pour obtenir le moins; mais ce moins était déjà si considérable que l'empereur de Russie montra autant de satisfaction en signant le nouveau traité qu'il en avait témoigné en signant le traité de Tilsitt (2).

(1) La forme du traité prouve qu'il avait déjà fait ses réflexions avant de le conclure. *(Note de l'éditeur.)*

(2) « A peine M. de Romanzoff avait-il arraché des mains du ministre

« Il jugeait Napoléon, dit M. Thiers (1), encore assez puissant pour « qu'il n'y eût aucune sûreté à se brouiller avec lui ; mais il ne le jugeait « plus assez victorieux (2) pour qu'il y eût le même avantage à être « son allié. Et comme d'ailleurs, il n'aurait probablement pas obtenu « de l'Autriche et de l'Angleterre les conquêtes qui continuaient à être « sa passion dominante, c'est-à-dire les provinces du Danube ; comme « une nouvelle révolution dans ses amitiés l'aurait déshonoré, il était « résolu à persister dans l'alliance française, *en tirant de cette al-* « *liance le plus grand profit par le moindre retour possible.*

« Les articles de la convention d'Erfurt étaient ceux-ci :

« Les empereurs de France et de Russie, dit M. Thiers (3), renou- « velaient leur alliance d'une manière solennelle et s'engageaient à « faire en commun soit la paix, soit la guerre.

« Toute ouverture parvenue à l'un d'eux devait être communiquée « sur-le-champ à l'autre, et ne recevoir qu'une réponse commune et « concertée.

« Les deux empereurs convenaient d'adresser à l'Angleterre une « proposition solennelle de paix, proposition immédiate, publique et « aussi éclatante que possible, afin de rendre le refus plus difficile au « cabinet britannique.

« La base des négociations devait être l'*Uti possidetis ;*

« La France ne devait consentir qu'à une paix qui assurerait à la « Russie la Finlande, la Valachie et la Moldavie ;

« La Russie ne devait consentir qu'à une paix qui assurerait à la « France, indépendamment de tout ce qu'elle possédait, la couronne « d'Espagne sur la tête du roi Joseph ;

« Immédiatement après la signature de la convention, la Russie « pouvait commencer auprès de la Porte les démarches nécessaires « pour obtenir, par la paix ou par la guerre, les deux provinces du « Danube ; mais les plénipotentiaires (et c'était la transaction conve- « nue sur le point principal) et les agents des deux puissances s'en-

« français cette pièce si désirée qu'il voulut s'en assurer la possession à l'ins- « tant même. Cependant il fallait transcrire deux copies de ce nouveau traité « secret ; il n'eut pas la patience d'attendre qu'on les eût transcrites à la « chancellerie de M. de Champigny, et, pour plus de célérité, on en exécuta « une chez lui. Aussitôt ces copies achevées, il vint en toute hâte, dans « l'après-midi, les faire signer à M. de Champagny, et courut ivre de joie « les porter à son maître. » — Thiers, t. IX, p. 341.

(1) T. X, p. 73.

(2) A cause de l'Espagne.

(3) T. IX, p. 340.

« tendraient sur le langage à tenir, afin de ne plus compromettre l'a-
« mitié existant entre la France et la Porte.

« De plus, si, par l'acquisition des provinces du Danube, la Russie
« rencontrait l'Autriche comme ennemie armée, ou bien si, pour ce
« qu'elle faisait de son côté en Italie ou en Espagne, la France était
« exposée à une rupture avec l'Autriche, la France et la Russie four-
« niraient leurs contingents de forces contre cette puissance et feraient
« une guerre commune.

« Enfin, si la guerre, et non la paix, venait à sortir de la conférence
« d'Erfurt, les deux empereurs promettaient de se revoir dans l'espace
« d'une année. »

L'empereur de Russie, pendant les conférences d'Erfurt, avait dit quelques mots en faveur du roi Guillaume, son ancien allié, et de *cette malheureuse Prusse qui*, disait-il, *mourait de faim!* Mais, dans l'ivresse de sa joie, deux jours après la signature du nouveau traité il se hâta d'annoncer à l'Empereur qu'il n'insistait plus et le laissait libre de faire de ce côté ce qu'il jugerait convenable

« Un article du traité de Tilsitt, dit M. Bignon (1), portait que, dans
« le cas où le royaume de Hanovre serait réuni au royaume de West-
« phalie, il serait cédé en retour une population de quatre cent mille
« âmes au roi de Prusse. C'est de cet article que l'empereur Alexandre
« fait abandon. Voici sa lettre, que sa brièveté permet de citer tout
« entière :

« — Monsieur mon frère, touché de toute l'amitié que Votre Majesté ne
« cesse de me témoigner en toute occasion, pour lui donner une marque
« évidente de toute celle que je lui porte, je m'empresse de déclarer
« à Votre Majesté *que je ne prends aucun intérêt à l'exécution de l'ar-*
« *ticle éventuel du traité de Tilsitt relatif au Hanovre* et que je veux
« reconnaître tout ce qu'elle aura décidé sur le sort du royaume d'É-
« trurie et celui des autres États d'Italie. J'espère qu'elle y reconnaîtra
« une nouvelle preuve de mes sentiments pour elle (2). »

(1) T. VIII, p. 12.

(2) M. Bignon fait au sujet de cette lettre les réflexions suivantes :

« Les expressions de cette lettre sont dignes d'attention. L'empereur
« Alexandre ne se borne pas à reconnaître ce qui, pour le moment, est con-
« sommé en Italie, il *veut* reconnaître, il reconnaît d'avance ce que l'Empereur
« *aura* décidé : mais ce n'est pas sous ce rapport que la lettre impériale produit
« l'impression la plus pénible. Que l'empereur Napoléon, pour qui le roi
« de Prusse n'est qu'un ennemi mal réconcilié, se montre sans bienveil-
« lance pour ce prince, et veuille à son préjudice agrandir les États du
« roi de Westphalie, son frère, rien de plus simple, et jusqu'à certain point

La convention d'Erfurt prouve que, plus encore qu'à Tilsitt, l'Empereur avait renoncé à toute idée de partage de l'empire turc, la France dût-elle profiter de ce partage. Elle prouve qu'il n'avait pas tenu compte de la note de la Russie rapportée plus haut. La force seule des circonstances avait pu le décider même à laisser la Russie maîtresse des Principautés sans essayer de conserver par son intervention ces deux provinces à la Turquie.

Le moment était venu d'exécuter les traités. L'Autriche venait de déclarer la guerre à la France. La Russie s'était fait payer d'avance le prix de son concours. M. Bignon a montré dans son histoire comment elle s'acquitta de ses obligations envers la France (1).

« La correspondance de l'Empereur avait annoncé au prince Po-
« niatowski l'appui d'un corps d'armée russe. Ce secours d'abord se fit
« assez attendre. Ensuite, lorsque les Russes entrèrent en action, *on put*
« *presque douter s'ils avaient pour but de seconder la France, ou*
« *de servir plus ou moins directement les Autrichiens.* Un de leurs
« généraux, Kortsakoff, avait été jusqu'à écrire à l'archiduc Ferdi-
« nand *qu'il verrait avec plaisir arriver le moment où les troupes*
« *des deux empires agiraient ensemble.* On tâchait de justifier cette
« démarche en alléguant qu'elle avait eu lieu avant la déclaration de
« guerre entre l'Autriche et la Russie. Il est facile de juger ce que vaut
« une pareille excuse.

« D'après les apparences qu'a présentées en 1809 la manière de pro-
« céder du corps auxiliaire russe, tous les écrivains qui se sont oc-
« cupés de cette époque ont supposé qu'à Pétersbourg comme à Kœ-
« nisberg (2) on avait flotté entre la guerre et la paix; qu'il y avait eu

« de plus naturel; mais que *l'ancien ami de Frédéric-Guillaume, l'empe-*
« *reur Alexandre, invoqué par lui dans le malheur comme sa dernière*
« *espérance, renonce au bénéfice d'une réserve qui assurerait à la Prusse*
« *un retour de quatre cent mille âmes, dans une hypothèse prête à se*
« *réaliser;* qu'il déclare *qu'il ne prend aucun intérêt à cette réserve,* il y
« a là une indifférence cruelle, difficile à expliquer dans un caractère que
« l'on se représente comme ouvert aux sentiments les plus généreux et les
« plus délicats. L'égoïsme de l'ambition heureuse étouffe la voix de l'amitié,
« de la pitié même. Peut-être un jour, lorsque l'*ambition mal satisfaite*
« sera fatiguée de l'alliance française, ces actes de faiblesse, qu'alors Alexandre
« se reprochera vivement, seront-ils ce qu'il pardonnera le moins à Napo-
« léon? » — T. VIII, p. 14.

(1) T. VIII, p. 242.

(2) A la cour de Prusse.

« dans les deux cabinets une égale incertitude, et que, malgré le main-
« tien de la paix, la volonté de la guerre avait été la même chez les
« deux puissances. Cette supposition est erronée. En Russie, sans doute,
« la noblesse, et même celle qui occupait les places de cour ou de gou-
« vernement, partageait contre la France les haines et les vœux de toutes
« les aristocraties allemandes, sans en excepter celle des pays alliés de
« Napoléon ; mais pour le moment le cabinet, comme nous l'avons
« déjà dit plus d'une fois, c'était l'empereur Alexandre et M. de Ro-
« manzoff. Dans ce cabinet, l'idée de se déclarer contre Napoléon n'a
« pas existé un seul instant. La sincérité dans l'alliance a été com-
« plète. Jusqu'au jour où la guerre a éclaté (1) on a été ferme en ac-
« tions et en paroles ; *mais la guerre même a fait éclore aussitôt*
« *de nouvelles circonstances*. On n'avait pas voulu les prévoir, il a
« bien fallu cependant composer avec elles.

« L'empereur Alexandre est d'avis que l'Autriche a mérité et doit re-
« cevoir *une leçon* (2) ; et n'est pas d'avis que la leçon aille jusqu'à
« détruire cette monarchie. Ce prince se propose bien de remplir les
« devoirs de l'alliance ; mais là où il doit agir il voit du danger pour
« l'intérêt russe, pour un intérêt délicat, destiné à être un long sujet
« de controverse entre lui et Napoléon. Ici les rapports diplomatiques
« de la Russie avec la France doivent expliquer sa conduite mili-
« taire.

« Le désir de l'empereur Napoléon eût été qu'un corps russe se por-
« tât vers Dresde ; la proposition en fut renouvelée le 16 avril par
« le duc de Vicence (3). Ce plan ne convenait point à l'empereur
« Alexandre. « C'eût été, disait-il, affaiblir l'armée de Gallicie (4). » A
« partir de ce moment la Gallicie est le point sur lequel va se porter
« toute l'attention du cabinet russe. Toute la politique russe est là.
« L'empereur Alexandre en convient de la manière la plus formelle.
« Dans le cas où l'Autriche devrait éprouver un démembrement,
« *la Russie en aucun cas ne pourrait souffrir que la Gallicie, en*
« *tout ou en partie, passât sous une autre domination que la*
« *sienne* (5). Selon ce prince, en joindre une partie au duché de Var-
« sovie, ce serait s'acheminer au rétablissement de la Pologne, *ce qu'à*

(1) La guerre entre la France et l'Autriche.

(2) Parole de l'empereur Alexandre à M. de Caulaincourt.

(3) C'était M. de Caulaincourt, l'ambassadeur de France à la cour de Russie.

(4) L'armée russe. Il ne faut pas oublier que la Gallicie était et est encore aujourd'hui la partie de l'ancien royaume de Pologne qui appartient à l'Autriche.

(5) 16 avril.

« *aucun prix la Russie ne saurait admettre.* Il serait plus convenable d'agrandir la Saxe aux dépens de la Bohême.

« La déclaration était nette; le duc de Vicence y répondit avec une « égale franchise. Il rejeta bien loin l'idée de voir passer la Gallicie « sous la domination russe. Une pareille acquisition menacerait l'indépendance de l'Europe, qui devrait bien plus craindre *le rétablissement de la Pologne dans les mains de la Russie que dans les mains de la Saxe.*

« Tandis que ces conversations ont lieu à Saint-Pétersbourg les proclamations de l'archiduc Charles y parviennent. Elles sont regardées « comme une véritable déclaration de guerre. En conséquence le duc « de Vicence insiste pour que les troupes russes accélèrent leur « mouvement. Il doute de la bonne volonté des généraux qui les « commandent. L'Empereur répond qu'il saura bien se faire obéir : « à cet égard il se trompe. Quoique, *par suite des dispositions de sa « cour* (1), *il ne se propose pas de se livrer à de grands efforts en « faveur de la France*, ses généraux feront moins encore qu'il ne « voudrait faire. De là des retards, du temps perdu, des entraves mises « par l'indifférence ou l'esprit d'opposition. Le duc de Vicence avoue « dans ses lettres qu'il serait tenté de croire à la mauvaise foi du cabinet même s'il ne voyait combien il fallait de force à l'Empereur et « au ministre pour résister à l'opinion de tout ce qui les entoure (2). « Deux garanties le rassurent. D'une part, le ministre ne peut se sauver qu'en affermissant le système qu'il a contribué à établir ; d'autre « part, pour l'Empereur même tout changement serait une faiblesse, et « de là à une catastrophe il n'y aurait qu'un pas. Tous deux sont donc « sincères ; mais en même temps, il est vrai qu'il répugne généralement « d'envoyer une armée dans le duché de Varsovie. On craint tout « rapport avec ce pays. Ce sera une chose inouïe de voir des troupes « russes marcher avec ce qu'on appelle à regret des Polonais. Le « prince Galitzin n'est pas un bon choix, et cependant c'est encore un « des moins mauvais que l'on ait pu faire. Dans une telle position,

(1) Cependant il avait reçu la Moldavie et la Valachie. On doit avoir remarqué, soit dans les entretiens de l'empereur Alexandre, soit dans les dépêches du cabinet russe depuis Tilsitt, qu'il n'est jamais question de la cour ni de ses dispositions lorsqu'il sagit d'obtenir quelque avantage de la France. Il en est toujours question, au contraire, quand il s'agit de remplir les conditions de l'alliance.

(2) Il n'est pas sûr que l'Empereur et son ministre fussent très-fâchés des sentiments qui se manifestaient autour d'eux. Seulement l'opinion voulait aller trop vite ; c'est ce qui arrive toujours.

« l'empereur Alexandre, pour excuser jusqu'à un certain point le peu « d'activité qu'il va mettre dans son concours, croit devoir faire en- « tendre quelques plaintes sur la tiédeur que la France a mise à le se- « conder en des circonstances antérieures Si l'an dernier, disait-il, on « se fût joint à lui en Danemark, les affaires de Suède seraient ter- « minées (1). Si l'on n'avait pas traîné en longueur celle de Turquie, « il aurait une armée de plus à offrir à l'empereur Napoléon (2). Ces « récriminations, quoiqu'exprimées d'un ton amical, venaient dans une « singulière circonstance. Jointes aux lenteurs du prince Galitzin, elles « inspirèrent quelques doutes à l'Empereur sur la sincérité d'Alexandre, « ou, peut-être, il affecta ces doutes sans les concevoir en effet.

« *Le cœur de l'Empereur est blessé*, écrivait M. de Champagny au « duc de Vicence dans une dépêche du 2 juin; *il n'écrit pas à « cause de cela à l'empereur Alexandre. Il ne peut pas témoigner « une confiance qu'il n'éprouve plus. Il ne dit rien; il ne se plaint « pas : ..... quarante mille hommes dans le duché de Varsovie « auraient rendu un véritable service. Regardez comme annulées « vos anciennes instructions. Paraissez satisfait, mais ne prenez « aucun engagement. Par cela même que l'Empereur ne croit « plus à l'alliance russe, il lui importe que cette erreur, dont il « est désabusé, soit partagée par l'Europe.*

« Le ministre ordonnait au duc de Vicence de brûler cette lettre « après l'avoir lue. L'Empereur pensait-il ce qu'il faisait écrire à son « ambassadeur? Nous ne le croyons pas. Il nous semble plutôt que « c'était un coup d'aiguillon qu'il voulait donner à la susceptibilité de « l'empereur Alexandre. Sans contredit l'empereur Napoléon aurait eu « droit d'être mécontent de la longue inaction du prince Galitzin si la « cause réelle de cette inaction ne lui eût pas été connue. *Six semaines « après l'ouverture de la campagne ce général ne croyait pas son*

(1) Un mois ou six semaines plus tard le cabinet russe choisit le moment où Napoléon était le plus engagé contre l'armée autrichienne, après la bataille d'Esling, pour se faire céder définitivement la Finlande, comme il s'était fait céder la Moldavie et la Valachie, la France renonçant à intervenir entre lui et la Suède, comme elle avait renoncé à intervenir entre la Turquie et la Russie. L'Empereur se vit obligé de faire ce nouveau sacrifice. Non-seulement les Russes ne le secondaient pas, mais ils étaient là en armes, presque sur le théâtre de la guerre, et pouvaient à l'instant même se joindre à l'armée autrichienne. Il n'avait été question à Erfurt que de la Moldavie et de la Valachie, mais non de la Finlande.

(2) L'Empereur ne demandait pas une armée de plus; il ne demandait que quarante mille hommes agissant dans le duché de Varsovie.

« *armée encore assez réunie pour se porter en avant.* Il laissait « les Autrichiens maîtres du duché de Varsovie jusqu'à ce que les « Polonais seuls parvinssent à les en chasser. Heureusement ceux-ci « suffirent à eux-mêmes.

« Il fut cependant une circonstance où le secours des Russes eût pu « lui été très-utile. Le prince Poniatowski avait fait occuper Sendomir « par le général Sokolniki; mais bientôt cette place fut vivement pressée « par les Autrichiens. Sokolniki leur opposa une courageuse résistance, « et même leur causa une perte de plus de deux mille hommes, dont « cinq cents prisonniers : mais au bout de quelques jours, les munitions « lui manquant, il fut obligé d'évacuer la ville. Il en sortit sous les « yeux des Russes, qui étaient à peu de distance de là, sur le San, au « nombre de vingt-quatre mille hommes. Vainement le prince Ponia- « towski, occupé ailleurs, s'adressa au prince Galitzin, et lui reprocha « son immobilité. Celui-ci répondit qu'il était assuré que les Au- « trichiens allaient repasser sur la rive gauche de la Vistule; que, *d'a-* « *près ses instructions*, il devait se contenter de ce résultat et se « tenir sur la rive droite du fleuve. Ainsi, lorsque plus tard (1), après « avoir en trois jours enlevé la forteresse de Zamosc et fait sa garni- « son prisonnière, le prince Poniatowski marchera sur Cracovie, les « *Russes, très-alertes en cette circonstance,* s'y précipiteront avant lui, « bien assurés que les Autrichiens seront plus empressés à leur en « faire la remise qu'aux Polonais? En effet les Russes arrivèrent les « premiers et placèrent devant la ville une brigade pour en fermer « l'entrée au corps du prince Poniatowski. Cet appareil d'opposition « l'inquiète peu. Il fait sommer le général russe Siévers de lui ouvrir le « passage, et, sur son refus, lui annonce qu'il va ordonner la charge. « Les Polonais s'avancent; les Russes ouvrent leurs rangs; et la ville « est occupée en commun pendant plusieurs jours. Russes et Polo- « nais se menacent des yeux, et semblent prêts à en venir aux « mains. Les aigles françaises plantées sur les murs de Cracovie im- « posent silence aux passions, et ramènent une harmonie au moins « apparente entre les deux armées par la retraite des Autrichiens; elles « n'eurent plus qu'à s'entendre sur leurs cantonnements, ce qui ne se « fit pas encore sans quelques difficultés. »

Ainsi le cabinet russe, pour prix d'un concours qu'il ne nous donnait pas, avait voulu avoir Constantinople; il s'était fait céder la Moldavie et la Valachie. Il venait de se faire céder la Finlande. Il demandait la Gallicie. Bientôt il allait faire entendre à l'Empereur, sans oser

(1) T. VIII, p. 253.

toutefois le demander ouvertement, que ce qu'il lui fallait pour le satisfaire, c'était la cession du duché de Varsovie.

La guerre de 1809 se termina sans qu'un soldat russe eût été engagé contre les troupes autrichiennes.

Vint l'affaire du mariage. La première pensée de l'Empereur, lorsqu'il eut pris la résolution de divorcer, fut de chercher dans la famille d'Alexandre la nouvelle impératrice qui devait régner sur la France. Il avait jeté les yeux sur la princesse Olga, sœur de l'empereur de Russie. Il fit faire les premières ouvertures par M. de Caulaincourt, exprimant le désir d'obtenir une réponse prompte.

« Sire, dit l'ambassadeur, j'ai lieu de penser que l'empereur Napo-
« léon, pressé par toute la France, se dispose au divorce. Puis-je compter
« sur votre sœur? Que Votre Majesté prenne deux jours, et me donne fran-
« chement sa réponse, non comme à l'ambassadeur de France, mais
« comme à une personne passionnée pour les deux familles. Ce n'est
« point une demande formelle que je vous fais; c'est un épanchement
« de vos intentions que je sollicite (1).

« Les dispositions de l'empereur Alexandre ne paraissaient pas dou-
« teuses.

« (2) Pour moi, cela me convient fort, dit-il; cette idée me sourit
« même, et, dans mon opinion, ma sœur ne peut rien faire de mieux
« pour elle et pour les affaires en général; mais un ukase ainsi que
« la dernière volonté de mon père donnent à ma mère la libre disposi-
« tion de ses filles. Ses idées ne sont pas toujours d'accord avec mes
« vœux ni avec la politique, ni avec la raison.... *Si cela ne dépendait*
« *que de moi, vous auriez ma parole avant de sortir de mon cabinet.* »

Cet entretien eut lieu à la fin de novembre 1809. L'empereur de Russie, obligé, disait-il, de prendre de grandes précautions pour amener sa mère à cette idée, demandait des délais. Ajournant toute réponse positive, il paraissait désirer très-vivement que cette affaire se terminât d'une manière favorable. Il assurait à M. de Caulaincourt qu'il ne négligeait rien pour cela; et, quand l'ambassadeur lui exprimait quelques doutes il s'efforçait de les dissiper en se montrant lui-même plein d'espérance.

Pendant le cours de cette négociation si lente, le monarque russe, dans un entretien avec M. de Caulaincourt, revint sur un sujet qui

(1) Bign., t. IX, p. 66.
(2) id., p. 67.

n'avait appelé que très-légèrement à Erfurt l'attention des deux souverains : aucune difficulté sérieuse ne paraissait devoir s'élever à cette occasion. Il s'agissait d'une convention ayant pour objet de tranquilliser la Russie sur la situation qui pouvait être faite à la Pologne. L'empereur Alexandre avait exprimé le désir que son allié s'engageât par cet acte à ne jamais rétablir le royaume de Pologne; mais, sur les explications que lui avait données Napoléon, il n'avait point insisté. Le projet de convention avait été abandonné, et depuis le cabinet russe n'avait fait entendre aucune réclamation. Ce ne fut qu'au moment où la question du mariage se trouvait engagée avec M. de Caulaincourt que l'empereur Alexandre parla de nouveau de cette convention, disant combien il serait heureux que Napoléon voulût bien lui donner ce gage de sa bonne volonté, ne pressant rien d'ailleurs et s'en rapportant à l'amitié de son allié.

Quelques jours après, cependant, il se plaignit du traité qui venait d'être conclu entre la France et l'Autriche. Par suite de ce traité la population du duché de Varsovie, attaché depuis Tilsitt au royaume de Saxe, se trouvait augmentée de près de deux millions d'habitants. L'empereur Alexandre voyait dans cette augmentation un fait qui justifiait toutes les craintes qu'il prétendait avoir conçues.

Il voulait bien croire qu'elles étaient exagérées. Comment expliquer, toutefois, cette augmentation, sinon par le désir d'arriver peu à peu au rétablissement de la Pologne. La Russie ne pouvait être rassurée que par une déclaration authentique de l'empereur Napoléon. S'il n'avait, comme l'affirmait M. de Caulaincourt, nul dessein de relever le royaume de Pologne, il ne ferait aucune difficulté de signer cette déclaration dont l'Empereur Alexandre remit lui-même le modèle à l'ambassadeur de France. Elle était conçue en ces termes, sous la forme de traité :

« Art. 1. (1) — Le royaume de Pologne *ne sera* jamais rétabli.

« Art. 2. — Les hautes parties contractantes s'engagent à veiller à ce « que les dénominations de Pologne et de Polonais ne s'appliquent jamais « à aucune des parties qui ont précédemment constitué ce royaume, et « disparaîtront pour toujours de tout acte officiel et public.

« Art. 3. — Les ordres de chevalerie qui appartiennent à l'ancienne « Pologne seront abolis, sans pouvoir jamais être rétablis.

« Art. 4. — Les Polonais sujets de la Russie ne pourront être admis « au service du roi de Saxe, et réciproquement.

« Art. 5. — Il est établi comme principe fixe et inaltérable que le du- « ché de Varsovie ne pourra à l'avenir obtenir aucune extension terri-

(1) Bign., t. IX, p. 102.

« toriale prise sur l'une des parties qui composaient l'ancien royaume « de Pologne.

« Art. 6. — Il ne sera plus reconnu de sujets mixtes.

« Art. 7. — La France obtiendra l'accession du roi de Saxe.

« Art. 8. — La présente convention sera ratifiée dans l'espace de « cinquante jours. »

Le duc de Vicence, dans un moment où les deux alliés allaient s'unir par des liens plus étroits, car l'Empereur continuait à lui faire espérer que les difficultés relatives au mariage seraient bientôt aplanies, ne vit aucun inconvénient à donner sa signature (1), sauf la ratification de l'Empereur. Le monarque russe, en recevant cet engagement des mains du ministre de France, montra une joie extrême. Jamais il n'avait paru si dévoué à la France. Il parlait avec enthousiasme de l'empereur Napoléon, de son génie, du bonheur qu'il avait d'être son allié.

« (2) Ce n'est pas seulement, répétait-il, vers votre nation que me « portent mes goûts, mes opinions et mes vœux ; c'est vers le grand « homme. Comme tout le monde, j'admire sa gloire et son génie. « Comme souverain et son ami, je forme des vœux qui doivent lui « prouver ma volonté, et mes vœux sont pour tout ce *qui peut assurer « et perpétuer sa dynastie.*

« Le sens de ces derniers mots ne pouvait pas être douteux, dit « M. Bignon après avoir rapporté cette conversation. »

Mais, quels que fussent les vœux que formait Alexandre pour la dynastie de l'empereur Napoléon, le temps se passait, et la mère du monarque russe n'avait pas encore fait connaître si elle était disposée à donner le consentement qu'on attendait d'elle. L'Empereur, blessé de ces retards, avait déjà porté les yeux d'un autre côté. Ils se tournaient du côté de l'Autriche, qui, ayant appris qu'il songeait à divorcer, s'était empressée d'offrir l'archiduchesse Marie-Louise, et plus la Russie semblait hésiter plus Napoléon penchait vers ce dernier mariage.

« Comme il ne pouvait pas convenir à l'empereur des Français, dit « M. Bignon (3) qu'à Saint-Pétersbourg *on se permît de filer un re-« fus* (4), ou même un ajournement, ses regards s'étaient portés ail-« leurs avant l'expiration du délai de dix jours, fixé au 10 janvier par « son ambassadeur en Russie. »

(1) 4 janvier 1810.

(2) Bign., t. IX, p. 104.

(3) T. IX. p. 75.

(4) Expressions employées par l'Empereur dans une conversation avec un de ses ministres. (Note de M. Bignon.)

Le 10 janvier, en effet, on avait fait connaître qu'on attendrait la réponse de la Russie jusqu'au 20. C'était le dernier délai. Le 20 janvier cette réponse n'étant pas arrivée, le mariage de l'Empereur avec l'archiduchesse Marie-Louise fut annoncé solennellement.

Cette nouvelle fut notifiée à la cour de Russie le 2 février suivant.

Presque en même temps l'Empereur écrivait à M. de Caulaincourt au sujet de la déclaration relative à la Pologne. Napoléon blâmait vivement son ministre de n'avoir pas assez pesé les termes de cette déclaration avant de la signer.

« Car les mots, disait-il (1), constituent l'honneur entre les nations comme entre les particuliers. » Il ajoutait :

« Prendre l'engagement (2) absolu et général que le royaume de Pologne *ne sera* jamais rétabli est un acte imprudent et sans dignité de ma « part. Si les Polonais, profitant d'une circonstance favorable, s'insurgeaient à eux seuls, et tenaient la Russie en échec, il faudrait donc que « j'employasse mes forces pour les soumettre ? S'ils trouvaient des alliés, « il faudrait donc que j'employasse toutes mes forces pour combattre « ces alliés ? C'est me demander une chose impossible, déshonorante, « indépendante d'ailleurs de ma volonté. *Je puis dire qu'aucun concours direct ou indirect ne sera fourni par moi à une tentative pour reconstituer la Pologne*, mais je ne puis aller au delà. « Quant à la suppression des mots POLOGNE et POLONAIS, c'est une « barbarie que je ne puis commettre. Je puis, dans des actes diplomatiques, ne pas employer ces mots ; mais il ne dépend pas de moi de « les effacer de la langue des nations. Quant à la suppression des anciens ordres de chevalerie polonais, on ne peut y consentir qu'à la mort « des titulaires actuels et en cessant de conférer de nouvelles décorations. Enfin, quant aux agrandissements futurs du duché de Varsovie, on ne peut se les interdire qu'à charge de réciprocité *et à la condition que la Russie s'engagera à ne jamais ajouter à ses états aucune portion détachée des anciennes provinces polonaises.* « Sur ces bases, je puis consentir à une convention ; mais je ne puis en « admettre d'autres. »

A la place de l'article 1^er^ tel que l'avait signé M. de Caulaincourt, l'Empereur proposait la rédaction suivante, annonçant que si la Russie en agréait les termes il était prêt à donner sa ratification.

« (3) L'empereur des Français s'engage à ne favoriser aucune en-

(1) Bignon, t. IX, p. 116.
(2) Thiers, 11-257.
(3) Bignon, t. IX, p. 106.

« treprise tendant à rétablir le royaume de Pologne ; à ne donner aucune « assistance à toute puissance qui aurait cette vue ni aucun appui « ni encouragement, soit direct, soit indirect, à toute insurrection ou « soulèvement des provinces qui composaient ce royaume. »

Nulle réponse ne fut faite pour le moment. Mais quelque temps après, sous le prétexte de bruits qu'on faisait courir à propos de la Pologne, le cabinet russe revint à la charge. Il remit en avant la déclaration rédigée par M. de Romanzoff : c'était, disait-il, le seul engagement propre à calmer les craintes de la Russie. Les termes mêmes proposés par l'empereur Napoléon, tout formels qu'ils fussent, ne suffisaient pas. On demandait que l'Empereur consentît à ratifier sans y rien changer l'acte que lui avait envoyé M. de Caulaincourt.

Le cabinet russe se montrait impatient de terminer cette affaire. Il avait chargé son ministre d'en poursuivre très-activement la solution auprès de l'Empereur. Après s'être efforcé si loyalement de calmer les inquiétudes vraies ou fausses qu'on lui avait manifestées, l'Empereur ne pouvait être que blessé de cette insistance et des difficultés qu'on suscitait comme à plaisir. Le 24 avril (1) il fit remettre au prince Kurakin, ambassadeur de Russie à Paris, la note suivante en réponse à celles que l'ambassadeur, sur l'ordre de son gouvernement, ne cessait de lui adresser depuis quelque temps.

(2) « Que prétend la Russie par un pareil langage? Veut-elle « la guerre? Pourquoi ces plaintes, ces soupçons injurieux. Si j'avais « voulu rétablir la Pologne, je l'aurais dit et je n'aurais point retiré « mes troupes de l'Allemagne. Veut-elle me préparer à sa défection? « Je serai en guerre avec elle le jour où elle fera la paix avec l'An- « gleterre. N'est-ce pas la Russie qui a recueilli tous les fruits de l'al- « liance? La Finlande, dont Catherine n'osait pas même ambitionner « quelque démembrement, n'est-elle pas devenue tout entière une pro- « vince russe? Sans l'alliance la Moldavie et la Valachie resteraient- « elles à la Russie! Et à quoi l'alliance m'a-t-elle servi? Lui dois-je « mes succès dans la guerre d'Autriche? J'étais à Vienne avant « que l'armée russe fût rassemblée. Je ne me suis pas plaint, mais « certes on ne doit pas se plaindre de moi. Je ne veux pas rétablir « la Pologne. Je ne veux pas aller finir mes destinées dans les « sables de ses déserts; je me dois à la France et à ses intérêts, « et je ne prendrai pas les armes, à moins qu'on ne m'y force, « pour des intérêts étrangers à mes peuples; *mais je ne veux*

(1) 1810.
(2) Bign., t. IX, p. 121.

« *point me déshonorer en déclarant que le royaume de Pologne* « *ne sera jamais rétabli; me rendre ridicule en parlant le* « *langage de la divinité; flétrir ma mémoire en mettant le sceau* « *à cet acte d'une politique machiavélique, car c'est plus qu'avouer* « *le partage de la Pologne que de déclarer qu'elle ne sera jamais* « *rétablie.* Non, je ne puis prendre l'engagement de m'armer contre « des gens qui ne m'ont rien fait; qui m'ont au contraire bien servi; « qui m'ont témoigné une volonté constante et un grand dévouement. « Non, je ne me déclarerai pas leur ennemi, et je ne dirai pas aux « Français : Il faut que votre sang coule pour mettre la Pologne sous « le joug de la Russie. Si je signais que le royaume de Pologne ne « sera jamais rétabli, c'est que je voudrais le rétablir, et l'infamie « d'une telle déclaration serait effacée par le fait qui la démentirait.

« J'ai montré de l'empressement à satisfaire l'empereur de Russie « en lui envoyant une convention toute ratifiée. On insiste sur une « autre rédaction par des motifs que je ne puis m'expliquer. Il semble « que ce soit une lutte d'amour-propre. Au fond le sens des diverses « rédactions est le même; les Russes en conviennent. Quand on vou- « drait m'humilier, on ne pourrait pas le faire davantage qu'en me « pressant ainsi sur les termes d'un acte auquel je ne me prête que « par déférence et sans nécessité (1).

« La fermeté des réponses de Napoléon, dit M. Bignon (2), avait « fini par convaincre l'empereur Alexandre qu'il insisterait en vain « sur l'adoption de l'expression sacramentelle à laquelle il ne voulait « pas renoncer. Il cessa en conséquence d'en parler, et, au commen- « cement du mois de septembre, le duc de Vicence écrivait que, comme « on n'avait pu obtenir une convention telle qu'on la voulait, il pa- « raissait qu'on abandonnait cette idée. Effectivement il n'en fut plus « question depuis. »

Il n'en fut plus question, il est vrai; mais déjà l'attitude de l'empereur de Russie avait changé. Il avait laissé échapper presque le secret de sa pensée au milieu des discussions auxquelles cette affaire avait donné lieu.

(1) Le cabinet russe, pour montrer combien ses craintes étaient fondées, s'appuyait surtout sur une brochure publiée récemment par un nommé Kolontay, Polonais, et où il était question du rétablissement de la Pologne. L'auteur avait joué un rôle très-actif dans l'insurrection de 1794. L'ambassadeur russe revenant sans cesse dans ses notes sur cette brochure, Napoléon écrivit le 24 juin au duc de Cadore. « Je ne connais ni Kolontay ni sa bro- « chure; on me parle là de choses qui tombent des nues. (Bign., t. IX, p. 120).

(2) T. IX, p. 124.

« Quoique l'empereur de Russie, dit encore M. Bignon (1), assurât « qu'il tenait toujours à l'alliance, il lui échappait, au milieu de ses « protestations, de singulières paroles que rien ne semble pouvoir au- « toriser. *Si les choses changent*, disait-il, *ce ne sera pas ma faute.* « *Ce n'est pas moi qui troublerai la paix de l'Europe.* SI L'ON VIENT « ME CHERCHER, JE ME DÉFENDRAI.

« Malheureusement, ajoute l'historien, on ira plus tard le chercher; « mais assurément cette pensée n'était pas dans l'esprit de Napoléon « au commencement de 1810, et cette supposition anticipée paraissait « moins en ce moment-là l'effet d'une crainte qui eût quelque fonde- « ment qu'une espèce de menace déguisée. »

D'autres difficultés, plus sérieuses encore, allaient s'élever entre les deux gouvernements.

L'empereur de Russie avait cessé, il est vrai, d'insister sur la convention relative à la Pologne; mais, vers la fin de l'année 1810, Napoléon apprit que la Russie recevait dans ses ports sous divers pavillons, et sans ignorer d'où elles venaient, les marchandises de l'Angleterre.

Napoléon ne s'était allié avec l'empereur Alexandre qu'en vue du concert le plus absolu et de la plus étroite communauté d'efforts de la part de la Russie pour assurer l'exécution du blocus continental : c'était à cette condition qu'il lui avait fait les avantages qu'elle avait reçus de lui.

Il faut rappeler ici quelles étaient les mesures adoptées par Napoléon pour réduire l'Angleterre ou la forcer à la paix par l'anéantissement de son commerce, et à quelle occasion ces mesures avaient été prises.

« Les Anglais, dit M. Thiers (2), *par un premier acte de violence*, « avaient, en 1806, déclaré bloqués tous les ports de France depuis Brest « jusqu'aux bouches de l'Elbe, bien qu'ils n'eussent pas, *conformément* « *aux règles du droit des gens*, une force effective pour en fermer « l'entrée.

« Napoléon, en vertu de ses décrets de Berlin, avait immédiatement ré- « pondu à ce blocus fictif par le blocus général des îles britanniques, « avait défendu de communiquer avec elles par lettres ou par bâtiments « et interdit l'accès de ses ports à tout navire non-seulement anglais, « mais ayant touché au sol et aux colonies d'Angleterre.

« A ce décret l'Angleterre avait répliqué par les fameux ordres du « conseil de 1807, d'après lesquels *aucun bâtiment neutre ne pou-* « *vait circuler sur les mers, quelles que fussent son origine et sa*

(1) T. 9, p. 111.
(2) Hist. du Consul. et de l'Empire, t. XII, p. 39.

« *destination, s'il ne venait toucher à Londres, à Malte ou* « *dans certains lieux de la domination anglaise pour y faire vé-* « *rifier sa cargaison, payer des droits énormes et prendre licence* « *de naviguer.* C'est à cet acte extraordinaire de souveraineté sur « les mers que Napoléon avait répondu, en novembre 1807, par son « décret de Milan, qui déclarait dénationalisés et de bonne prise, par- « tout où l'on pourrait les atteindre, les bâtiments qui se seraient soumis « à cette odieuse législation. »

La Russie avait paru dans les premiers temps disposée à remplir de bonne foi ses engagements avec la France. Puis elle avait allégué le tort que causait à la plupart des habitants de l'empire russe cette interruption de relations commerciales avec l'Angleterre. C'était pour la dédommager que l'Empereur lui avait abandonné d'abord la Moldavie et la Valachie, ensuite la Finlande.

Aujourd'hui la Russie, s'emparant de la lettre des traités pour en détruire l'esprit, disait que, pourvu qu'elle veillât à ce que l'entrée de ses ports fût fermée aux navires anglais, la France n'avait pas à se plaindre. Pour les autres nations, le gouvernement russe ne pouvait, sans violer le droit des neutres, étendre à leur pavillon l'interdiction portée contre le pavillon anglais.

La plupart des marchandises, en effet, provenant des manufactures anglaises et reçues en Russie au mépris des traités l'étaient par des vaisseaux américains dont les patrons, moyennant un droit de commission qui leur était payé, faisaient le métier de courtiers pour le compte du commerce anglais.

Mais qu'importait à l'Empereur qu'on repoussât les vaisseaux si l'on admettait les marchandises! Ce n'était pas pour cela qu'il avait traité à Tilsitt et à Erfurt : c'était pour empêcher que les marchandises anglaises fussent reçues à aucun titre et sous quelque pavillon que ce fût dans les ports de la Russie. Le monarque russe ne l'avait pas entendu autrement lorsqu'il s'était engagé avec la France. N'était-il pas évident que, sans cette condition, les traités signés à Tilsitt et à Erfurt n'avaient aucune raison d'être, et que dès qu'elle cessait d'être observée ils n'existaient plus.

« L'introduction des denrées coloniales dans la Lithuanie, dit M. Bi- « gnon (1), avait pris une telle extension qu'elle devenait une calamité « pour les États où le blocus s'observait avec exactitude. Ces denrées des- « cendaient de la Lithuanie, d'une part dans la Prusse, de l'autre dans la « Gallicie autrichienne par Brody, d'où elles se répandaient en Allemagne.

(1) T. X, p. 136.

« Du moment qu'une grande puissance abandonnait le système con-
« tinental, ce système n'était qu'un fléau pour les États qui s'y mon-
« traient fidèles en même temps qu'il manquait son but (1). »

(1) L'application de ce système devint en 1811 la cause d'assez grands désastres sur la place de Paris. On doit dire l'occasion, pour être plus exact, car ces désastres n'avaient d'autre cause que l'imprudence de la plupart des négociants et fabricants. Un grand nombre, spéculant sur l'élévation probable du prix des marchandises, avait fait des achats considérables ou fabriqué outre mesure. Il était résulté de cet excès un encombrement par suite duquel le prix des marchandises, loin d'augmenter, avait subi au contraire une assez forte baisse.

La consommation ne répondait pas à l'offre : les marchandises non vendues restaient en magasin. Les commerçants, les fabricants s'étaient trompés dans leurs calculs : presque tous étaient ruinés et attribuaient leur ruine au système continental. Ils vinrent, au mois d'août 1811, présenter, par l'organe de la Chambre du commerce, leurs doléances à l'Empereur, qui leur fit la réponse qu'on va lire, leur montrant que c'était à eux bien plus qu'au système continental qu'ils devaient s'en prendre des malheurs dont ils se plaignaient. Nous laissons parler M. Thiers, qui, le premier, si nous ne nous trompons, a rapporté ce discours, dont les autres histoires ne donnent que des fragments, bien qu'il ait été rendu public à cette époque par les ordres de l'Empereur.

— « Néanmoins, pour le moment, dit M. Thiers (*), la situation de l'indus-
« trie et du commerce français était extrêmement critique. Napoléon reçut les
« députations des chambres de commerce, et, en son langage original, famil-
« lier, plein de vigueur, leur tint un discours dont il voulut qu'on divulguât
« autant que possible le sens et les principales expressions. Tour à tour ques-
« tionnant ou écoutant, mêlant les paroles caressantes aux boutades les
« plus vives, il parla à ces députations à peu près dans les termes suivants :
« — J'ai l'oreille ouverte à ce qui se dit dans vos comptoirs, et je sais les
« propos que vous tenez dans vos familles, et entre vous sur ma politique,
« sur mes lois, sur ma personne. — Il ne connaît que son métier de soldat,
« répétez-vous souvent ; — il n'entend rien au commerce et n'a personne au-
« tour de lui pour lui apprendre ce qu'il ignore ; — ses mesures sont extrava-
« gantes et ont causé notre ruine actuelle. — Vous qui dites tout cela, c'est vous
« qui n'entendez rien au commerce et à l'industrie : d'abord la cause de votre
« ruine présente, ce n'est pas moi, c'est vous. — Vous avez cru qu'on pouvait faire
« sa fortune en un jour, comme on la fait quelquefois à la guerre en gagnant
« une bataille ; mais il n'en est pas ainsi dans l'industrie : c'est en travaillant
« toute sa vie, en se conduisant sagement, en ajoutant aux produits de son tra-
« vail les accumulations de son économie qu'on devient riche ; mais parmi
« vous les uns ont voulu spéculer sur les brusques variations de prix des ma-
« tières premières, et ils s'y sont trompés souvent ; au lieu de faire leur for-
« tune, ils ont fait celle d'autrui. D'autres ont voulu fabriquer dix aunes d'é-

(*) Thiers, t. XIII, p. 26.

L'Empereur réclama très-vivement auprès du cabinet russe. Il ne lui venait pas dans la pensée que la Russie voulût se détacher de l'al-

« toffe quand ils n'avaient de débouchés que pour cinq, et ils ont perdu là où « ils auraient dû gagner. Est-ce ma faute à moi si l'avidité a troublé le sens « à beaucoup d'entre vous? Mais avec de la patience on répare jusqu'à ses « propres erreurs, et en travaillant plus sensément on recouvre ce qu'on a « perdu. Vous avez commis des fautes cette année; vous serez plus sages et « plus heureux l'année prochaine. Quant à mes mesures, que savez-vous si « elles sont bonnes ou mauvaises? Enfermés dans vos ateliers, ne connais- « sant les uns que ce qui concerne la soie et le coton, les autres que ce qui « concerne le fer, les bois, les cuirs, n'embrassant pas l'ensemble des indus- « tries, ignorant les vastes rapports des États entre eux, pouvez-vous sa- « voir si les moyens que j'emploie contre l'Angleterre sont efficaces ou nui- « sibles? Demandez cependant à ceux d'entre vous qui sont allés furtive- « ment à Londres pour s'y livrer à la contrebande, demandez-leur ce qu'ils « y ont vu? Je sais leur langage comme le vôtre, car je suis informé de « tous vos actes et de tous vos discours. Ils sont revenus étonnés de la dé- « tresse de l'Angleterre, de l'encombrement de ses magasins, de la baisse « croissante de son échange, de la ruine de son commerce, et beaucoup, à « leur retour, ont dit de moi et de mes mesures : *Ce diable d'homme* pour- « rait bien avoir raison! Eh bien, oui, j'ai raison, et plus vite que je m'en « étais flatté; car l'Angleterre en est arrivée à un état presque désespéré « beaucoup plus tôt que je ne l'aurais cru. Elle a saturé de ses produits les « colonies de l'Espagne, les siennes, les vôtres, pour je ne sais combien « d'années. On n'a pas pu la payer, ou bien quand on l'a pu on lui a donné « en payement du sucre, du café, du coton, dont j'ai détruit la valeur dans « ses mains. Sur ce sucre, ce coton, ce café, les négociants tirent des lettres « de change qui vont à la Banque et qui s'y convertissent en papier-mon- « naie. Le gouvernement, pour solder ses armées, sa marine, tire aussi sur « la Banque, et cause de nouvelles émissions de ce papier-monnaie. Que « voulez-vous que cela devienne après un peu de temps? Il faut bien que « cet édifice s'écroule. En sommes-nous-là? Non; je vous ai débarrassés du « papier-monnaie, et à peine s'il reste quelques rentes pour placer les « économies des petits rentiers. L'Europe m'a fourni en numéraire près d'un « milliard de contributions de guerre; j'ai encore deux cents millions en or ou « en argent dans mon trésor. Je touche par an neuf cents millions en impôts « bien répartis, qui s'acquittent en numéraire, et vous avez le continent « entier pour y écouler vos produits. La partie n'est donc pas égale entre « l'Angleterre et nous : il faut tôt ou tard qu'elle succombe. Il lui reste bien « quelques issues en Suède, en Prusse et *plus loin* (allusion à la Russie), « par lesquelles les produits anglais continuent à s'infiltrer en Europe. Mais « soyez tranquilles, j'y mettrai ordre. Il y a des fraudeurs encore, je saurai « les atteindre. Ceux qui échapperont à mes douaniers n'échapperont pas à « mes soldats! et je les poursuivrai partout; partout, entendez-vous!

« — En prononcant ces derniers mots, Napoléon était menaçant au plus haut

liance ; mais il ne s'expliquait pas qu'elle manquât de persévérance lorsque le blocus continental allait infailliblement produire les effets qu'on en attendait.

« point; il y avait toute une nouvelle guerre dans ses gestes, son accent ses « regards. Il reprenait et disait : — Cette guerre avec l'Angleterre est longue « et pénible, je le sais; mais que voulez-vous que j'y fasse? quels moyens « voulez-vous que je prenne? Apparemment, puisque vous vous plaignez « tant de ce que la mer est fermée, vous tenez à ce qu'elle soit ouverte; à « ce qu'une seule puissance n'y domine pas aux dépens de toutes les autres, « et n'enlève pas les colonies de toutes les nations, ou ne s'arroge pas une « sorte de tyrannie sur tous les pavillons? Pour moi, je suis irrévocablement « fixé à cet égard ; je n'abandonnerai jamais les droits des neutres; je ne « laisserai jamais prévaloir le principe que le pavillon ne couvre pas la « marchandise, que le neutre est obligé d'aller relâcher en Angleterre pour « y payer tribut. Si j'avais la lâcheté de supporter de telles théories, vous « ne pourriez bientôt plus sortir de Rouen ou du Havre qu'avec un passe- « port des Anglais. Mes décrets de Berlin, de Milan seront des lois de l'Em- « pire jusqu'à ce que l'Anglais ait renoncé à ses folles prétentions. Les « Américains me demandent à reparaître dans nos ports, à vous apporter « du coton et à emporter vos soies, ce qui sera pour vous un grand soula- « gement. Je suis prêt à y consentir, mais à condition qu'ils auront fait res- « pecter en eux les principes que je soutiens et qui sont aussi les leurs, « comme ils sont ceux de toutes les nations maritimes; et s'ils n'ont pu ob- « tenir de l'Angleterre qu'elle les respectât, ils lui déclareront la guerre ; « sinon, quelque besoin que vous ayez d'eux, je les traiterai comme « Anglais; je leur fermerai mes ports, et j'ordonnerai de leur courir sus ! « Comment voulez-vous que je fasse? Sans doute, si j'avais pu former des « amiraux aussi bien que j'ai formé des généraux, nous aurions battu les « Anglais, et une bonne paix, non pas une paix plâtrée comme celle « d'Amiens, cachant mille ressentiments implacables, mille intérêts non « réconciliés, mais une solide paix, serait rétablie. Malheureusement je ne « puis pas être partout. Ne pouvant battre les Anglais sur mer, je les « bats sur terre; je les poursuis le long des côtes du vieux continent. « Toutefois je ne renonce pas à les atteindre sur mer, car nos matelots sont « pour le moins aussi braves que les leurs, et nos officiers de mer vaudront « ceux de la marine britannique dès qu'ils se seront exercés. Je vais avoir « cent vaisseaux du Texel à Venise; je veux en avoir deux cents. Je les « ferai sortir malgré eux; ils perdront une, deux batailles; ils gagneront « la troisième ou au moins la quatrième; car il finira bien par surgir « un homme de mer qui fera triompher notre pavillon ; et, en attendant, « je tiendrai mon épée sur la poitrine de quiconque voudrait aller au « secours des Anglais. Il faudra bien qu'ils succombent, quand même l'enfer « conspirerait avec eux. Cela est long, j'en conviens ; mais vous y gagnez « en attendant de développer votre industrie, de devenir manufacturiers, « de remplacer sur le continent les tissus de l'Angleterre, ses quincailleries,

(1) « Le moment était venu, suivant l'Empereur, où l'alliance « russe devait produire d'immenses résultats. Les allégations de neu- « tralité ne signifiaient plus rien, parce que les Anglais n'en reconnais- « saient aucune... Si la Russie veut empêcher de bonne foi le com- « merce des denrées coloniales, disait Napoléon, la paix sera faite « avant un an. Jusqu'à présent elle a suivi des principes opposés, et « la preuve, c'est que les marchandises coloniales qui ont paru à la « dernière foire de Leipsik y ont été apportées par sept cents cha- « riots venant de Russie; c'est que les douze cents bâtiments anglais, « escortés par des bâtiments de guerre et masqués sous pavillon sué- « dois, portugais, espagnol ou américain, qui erraient dans la Baltique « ont en partie débarqué leurs cargaisons sur le territoire russe.

« Si la Russie veut la paix, elle a le moyen d'y contraindre l'Angle- « terre; qu'elle confisque chez elle tous ces bâtiments introduits par « les Anglais, et qu'elle s'unisse à la France pour obliger la Suède à « confisquer de même tout ce que les Anglais ont débarqué à Hothem- « bourg sous divers pavillons. »

En ce qui concernait le droit des neutres sa réponse était simple :

(2) « Quant au principe mis en avant, qu'en faisant la guerre aux « Anglais on ne veut pas la faire aux neutres, ce principe porte sur

« ses draps. C'est après tout un assez beau lot que d'avoir le continent à « pourvoir. Le monde change sans cesse; il n'y a pas un siècle qui ressemble « à un autre. Jadis il fallait pour être riche avoir des colonies, posséder « l'Inde, l'Amérique, Saint-Domingue. Ces temps-là commencent à passer. « Il faut être manufacturier, se pourvoir soi-même de ce qu'on allait cher- « cher chez les autres, faire ses indiennes, son sucre, son indigo. Si j'en ai « le temps, vous fabriquerez tout cela vous-mêmes, non que je dédaigne les « colonies et les spéculations maritimes, il s'en faut; mais l'industrie manufac- « turière a une importance au moins égale, et tandis que je tâche de gagner « la cause des mers, l'industrie de la France se développe et se crée. On peut « donc attendre dans une position pareille. Pendant ce temps Bordeaux, « Hambourg souffrent; mais si elles souffrent aujourd'hui, c'est pour prospé- « rer dans l'avenir par le rétablissement de la liberté des mers. Tout a son « bien et son mal. Il faut savoir souffrir pour un grand but, et, en tout cas, « cette année ce n'est pas pour ce grand but que vous avez souffert; c'est par « suite de vos propres fautes. Je sais vos affaires mieux que vous ne savez « les miennes. Conduisez-vous avec prudence, avec suite, et ne vous hâtez « pas de me juger; car souvent quand vous me blâmez, moi, c'est vous seuls « que vous devriez blâmer. Au surplus, je veille sur vos intérêts, et tous « les soulagements qu'il sera possible de vous procurer, vous les obtiendrez. »

(1) Bignon, t. IX, p. 349, 4 novembre 1810.

(2) Bignon, id., id.

« une erreur ; *les Anglais ne veulent et ne souffrent aucun neutre.*
« Ils ne laissent naviguer les Américains qu'autant que les Américains
« se chargent de leurs marchandises et naviguent pour leur compte.
« Tous les certificats des consuls français et tous les autres papiers
« dont sont munis ces bâtiments sont des papiers faux. Ces vérités
« sont trop sensibles pour qu'on les ignore. La paix ou la guerre est
« entre les mains de la Russie. »

Ces dépêches, écrites sur le ton d'une explication entre alliés, n'avaient rien d'agressif. Quand l'Empereur disait que la paix ou la guerre était entre les mains de la Russie, ce n'était pas un défi qu'il portait au cabinet de Saint-Pétersbourg ; il entendait la paix avec l'Angleterre, et il n'était pas possible de l'entendre autrement. Qui doutait que la Russie fût maîtresse de rentrer en guerre avec la France quand elle voudrait ?

Napoléon fut informé cependant que la Russie commençait à armer.

« Les Polonais, dit M. Thiers (1), placés aux avant-postes sur la fron-
« tière de la Russie, n'avaient pas tardé à savoir, malgré le soin que
« la police russe mettait à interdire toute communication, que l'on re-
« muait de la terre sur la Dwina, sur le Dnieper, qu'on exécutait des tra-
« vaux à Bobruisk, à Vitespk, à Smolensk, à Dunabourg, même à Riga.

« Depuis quelque temps déjà des ordres avaient été donnés pour
« faire accélérer l'établissement d'une ligne défensive sur la Dwina (2).
« A Riga, à Dunumund, à Revel, sur d'autres points on élevait ou l'on
« réparait des fortifications. Ce n'était, disait-on, que des dispositions
« de prudence en raison des constructions militaires opérées aussi dans
« le duché de Varsovie. L'armée russe avait reçu des renforts et une
« organisation nouvelle. Ce qui se passait en Russie n'échappait point
« à Napoléon. Aussi faisait-il recommander au duc de Vicence de ne
« pas perdre de vue les travaux que faisaient les Russes sur la Dwina
« et même sur le Dniester.

« Il avait compris, ajoute M. Thiers (3), ce que signifiaient ces arme-
« ments. Avec la promptitude ordinaire de son esprit et de son carac-
« tère, il vit sur-le-champ, dans ces simples précautions, la guerre pro-
« jetée, déclarée, commencée. Il avait déjà éprouvé tant de fois, avec
« l'Angleterre en 1803, avec l'Autriche en 1805 et en 1809, avec la
« Prusse en 1806, avec la Russie en 1805, qu'un premier refroidisse-
« ment amenait la défiance, la défiance les préparatifs et les prépara-

(1) T. XII, p. 465.
(2) Bignon, t. IX, p. 367.
(3) T. XII, p. 468-470.

« tifs la guerre, que, tout plein du souvenir de ce rapide enchaînement « de conséquences, il ne douta pas un instant que, sous un an ou « sous quelques mois, il n'eût la Russie sur les bras... Il tint pour « certain que la Russie lui ferait la guerre dans un temps assez pro- « chain; qu'elle choisirait pour la lui déclarer le moment où, victorieuse « des Turcs, leur ayant arraché l'abandon des provinces danubiennes, « elle aurait la libre disposition de toutes ses forces, qu'alors elle con- « clurait la paix avec l'Angleterre, et, après avoir obtenu par lui la « Finlande, la Moldavie et la Valachie, elle tâcherait d'obtenir par « l'Angleterre la Pologne, au grand dommage et à l'éternelle confusion « de la France; et de tout cela la conséquence qu'il fallait prendre ses « précautions sur-le-champ et se mettre en mesure avant que la Russie « y fût elle-même. Dès ce moment (janv. et fév. 1811) il commença « les préparatifs d'une guerre décisive dans le Nord.

« (1) On ne peut pas se dissimuler, écrivait-il, que ces ouvrages, étant « des ouvrages de campagne, décèlent de la part des Russes de mau- « vaises intentions. Après avoir fait la paix avec les Turcs, comme ils « en ont l'espérance, voudraient-ils la faire avec l'Angleterre, et violer « ainsi le traité de Tilsitt? Cette dernière paix les mettrait en guerre « avec la France... L'Empereur ne désire pas cette guerre, mais il « sera toujours prêt à la soutenir. Tous ses vœux sont pour la continua- « tion de la paix sur le continent; *mais telle est la nature des cho-* « *ses que pour être en paix le continent doit être en guerre avec* « *l'Angleterre tant que l'Angleterre fera la guerre à la France.* »

La question était là en effet. L'Angleterre ne reconnaissant pas de neutres, la France ne pouvait considérer comme tels les puissances qui, ne voulant ou ne pouvant faire respecter leur neutralité, se soumettaient aux exigences de son ennemie (2).

Les Anglais cependant, grâce à la tolérance du cabinet russe, continuaient à inonder de leurs marchandises une partie de l'Europe.

Ces marchandises, reçues dans les ports russes, s'écoulaient en Allemagne par l'Escaut, la Meuse, le Rhin, l'Ems, le Weser, l'Elbe.

Les villes anséatiques, le Lawembourg et les pays dont la côte s'étendait depuis l'Elbe jusqu'à l'Ems étaient le foyer principal de cette contrebande.

Décidé à y mettre un terme, Napoléon décréta la réunion de ces di-

(1) « Lettre au duc de Vicence, 5 nov. 1810. Bignon, t. IX, p. 367.

(2) Revoir les ordres du conseil d'Angleterre que nous avons rapportés plus haut.

vers pays à la France, jusqu'aux embouchures des fleuves qui viennent d'être cités. Toutes les voies se trouvaient ainsi fermées à la contrebande, les marchandises ne pouvant plus remonter le cours des fleuves devenus français.

Il expliquait cette mesure par les arrêts du conseil d'Angleterre, « qui « avaient déchiré le droit public en Europe (1). »

Il est à remarquer qu'il avait attendu cinq ans pour s'y résoudre, ce décret ayant été rendu le 13 décembre 1810, tandis que les arrêts du conseil d'Angleterre dataient de 1806 et 1807.

« Des indemnités, était-il dit dans le décret, seront données aux « princes froissés par cette grande mesure, que commande la nécessité et « qui appuie sur la Baltique la droite des frontières de l'Empire français.

Encore quelques jours et Napoléon eût été prévenu par le cabinet russe, qui, pour toute réponse aux observations sur l'inexécution du blocus continental, préparait sous le titre de simple règlement de douanes un ukase longuement médité et qui fut rendu public le 31 décembre 1810.

(2) « Ce règlement, qui détermine les droits à percevoir sur tous les « objets importés du dehors, déclare prohibés tous ceux qui ne sont « pas mentionnés dans la nomenclature jointe à l'ukase. Or cette no- « menclature ne comprend ni les draps, ni les étoffes de soie, ni les « rubans, gazes, batistes, toiles, dentelles, bronzes, porcelaines, en « un mot, aucun des articles fabriqués en France. L'introduction des « eaux-de-vie était formellement défendue, et les vins n'étaient admis « que moyennant le payement d'une taxe énorme. En revanche *l'ukase* « *permettait l'entrée des denrées coloniales sous pavillon neutre,* « *et tout le monde est d'accord que les pavillons supposés neutres* « *ne servaient alors qu'à masquer la propriété anglaise.* Ainsi, de « l'aveu même des écrivains les plus dévoués à la Russie, de M. Shoëll, « par exemple, c'était de la part de cette puissance, sous une forme « déguisée, il est vrai, un abandon complet du système continental. « Indépendamment de l'esprit exclusif de l'ukase à l'égard du com- « merce français, une de ses dispositions en indiquait l'intention évi- « demment politique : c'était celle qui, pour en assurer l'exécution, « *prescrivait la formation d'une armée de quatre-vingt-dix mille* « *hommes* sous le nom de gardes des frontières. Cette armée, que sa « destination plaçait sur les frontières mêmes de l'empire russe, devait « être commandée par des officiers supérieurs de l'armée de ligne. »

Cet ukase avait été rendu tout à coup : nulle communication préala-

(1) Termes du décret.
(2) Bign., t. IX, p. 370.

ble n'avait été faite à l'Empereur, et, comme si le cabinet russe avait craint qu'on ne se méprît sur ses intentions, il avait eu le soin d'ajouter une disposition qui ne pouvait être considérée par la France que comme un outrage.

L'un des derniers articles portait que toutes les marchandises prohibées par le nouveau règlement seraient brûlées, si elles étaient saisies.

En même temps le gouvernement russe faisait protester, par son ambassadeur à Paris, contre l'occupation du duché d'Oldenbourg, compris parmi les États réunis à la France par le décret du 13 décembre 1810. Ce duché n'était rien, mais le duc d'Oldenbourg était beau-frère de l'empereur de Russie : c'était un prétexte suffisant pour justifier toutes les plaintes. Aussi Alexandre, plus jaloux en apparence des intérêts de son beau-frère qu'il ne l'avait été en 1806 et 1807 des intérêts du roi de Prusse, son allié, paraissait-il résolu à poursuivre cette affaire avec une grande vigueur.

Napoléon lui écrivit le 28 février 1811. Après lui avoir parlé de ses sentiments pour lui, il disait (1) : « Ces sentiments ne changeront pas, « quoique je ne puisse me dissimuler que *V. M. n'a plus d'amitié « pour moi*. Elle me fait faire des protestations et toutes sortes de difficultés pour l'Oldenbourg lorsque je ne me refuse pas à donner « une indemnité équivalente et que la situation de ce pays, qui a toujours été le centre de la contrebande avec l'Angleterre, me fait un « devoir indispensable, pour l'intérêt de mon empire et pour le succès de la lutte dans laquelle je suis engagé, de la réunion d'Oldenbourg à mes États.

« Le dernier ukase de V. M, dans le fond et surtout dans la forme, « est surtout dirigé contre la France. Dans d'autres temps, *V. M. avant « de prendre une telle mesure contre mon commerce me l'aurait « fait connaître*, et j'aurais peut-être pu lui suggérer des moyens qui, « en remplissant son principal but, auraient cependant empêché que « cela ne parût aux yeux de la France un changement de système. « Toute l'Europe l'a envisagé ainsi, et déjà notre alliance n'existe plus « dans l'opinion de l'Angleterre et de l'Europe. Fût-elle aussi entière « dans le cœur de V. M. qu'elle l'est dans le mien, cette opinion ne « serait pas moins un grand mal.

« Que V. M. me permette de lui dire avec franchise : Elle a oublié « le bien qu'elle a retiré de l'alliance, et cependant qu'elle voie ce qui « s'est passé depuis Tilsitt. V. M. a réuni à son empire la Moldavie et la « Valachie. Ces deux provinces font le tiers de la Turquie d'Europe ; c'est

(1) Bignon, t. X, p. 14.

« une conquête immense qui, en appuyant le vaste empire de V. M. « sur le Danube, ôte toute force à la Turquie, et, on peut même le « le dire, anéantit l'empire ottoman..... En Suède, dans le temps que « je restituais les conquêtes que j'avais faites sur cette puissance, je « consentais à ce que V. M. gardât la Finlande, qui fait le tiers des États « suédois. Depuis cette réunion, on peut même dire qu'il n'y a plus de « Suède, puisque Stockolm est aux avant-postes du royaume. — Pour « récompense V. M. exclut mon commerce *depuis la Moldavie jus-* « *qu'à la Finlande*, et m'inquiète sur ce que je fais au delà de l'Elbe. « Des hommes insinuants, suscités par l'Angleterre, fatiguent les oreil- « les de V. M. de propos calomnieux. Je veux, disent-ils, rétablir la « Pologne. J'étais maître de le faire à Tilsitt : douze jours après la ba- « taille de Friedland je pouvais être à Wilna.

« Si j'eusse voulu rétablir la Pologne, j'aurais désintéressé l'Autriche « à Vienne en 1809.

« Je le pouvais en 1810, au moment où toutes vos troupes étaient « engagées contre la Porte.

« Je le pourrais probablement encore sans attendre que V. M. ter- « mine avec la Porte un arrangement qui sera vraisemblablement conclu « dans le cœur de cet été.

« Puisque je ne l'ai pas fait dans aucun de ces moments, c'est donc « que le rétablissement de la Pologne n'est pas dans mes intentions. « ..... Toutefois il est vrai que nos ennemis ont réussi. Les fortifica- « tions que V. M. fait établir sur vingt points de la Dwina, les protes- « tations dont a parlé le prince Kurakin pour l'Oldenbourg et l'ukase « le prouvent. *Moi je suis le même pour elle;* mais je suis frappé de « l'évidence des faits, et contraint de penser que V. M. est toute dis- « posée, aussitôt que les circonstances le permettront, à s'arranger « avec l'Angleterre, ce qui est la même chose que de mettre la guerre « entre les deux empires. V. M. abandonnant une fois l'alliance et « brûlant les conventions de Tilsitt, il est évident que la guerre s'en- « suivrait quelques mois plus tôt ou quelques mois plus tard. Cet état « de défiance et d'incertitude a des inconvénients pour l'empire de « V. M. et pour le mien. Le résultat doit être, de part et d'autre, de « tendre les ressorts des deux empires pour nous mettre en mesure. « Tout cela est fâcheux. Si V. M. n'a pas le projet de se mettre avec « l'Angleterre, elle sentira la nécessité, pour elle et pour moi, de dissi- « per tous ces nuages. Elle n'a pas de sécurité puisqu'elle a dit au « duc de Vicence qu'elle ferait la guerre sur ses frontières; et la sécu- « rité est le premier bien de deux grands États. Je prie V. M. de lire « cette lettre dans un bon esprit, et de n'y rien voir qui ne soit conci-

« liant et propre à faire disparaître, de part et d'autre, toute espèce « de méfiance et à rétablir les deux nations, sous tous les points de « vue, dans l'intimité d'une alliance qui, depuis près de quatre ans, « est si heureuse. »

Peu de jours après avoir écrit cette lettre, l'Empereur envoyait des instructions à son ambassadeur. Il lui ordonnait de faire tous ses efforts pour mettre fin à ces différends si regrettables. Il ne lui paraissait pas possible que le gouvernement russe se refusât à faire disparaître de son ukase les dispositions dont la France avait à se plaindre. Il ne pouvait supporter l'idée que les marchandises françaises fussent brûlées en Russie.

(1) « Peut-on concevoir un état d'alliance pendant lequel l'une « des deux nations alliées brûle les produits de l'autre? Quel effet « un pareil auto-da-fé peut-il produire? Qu'on juge par celui qu'a pro- « duit en Angleterre le brûlement de ses marchandises récemment « exécuté en France. Nous prend-on pour une nation sourde à la voix « de l'honneur? ..... Ceux qui conseillent de telles mesures sont des « perfides. Ils savent bien que brûler les étoffes de Lyon, c'est aliéner « les deux nations, et que la guerre ne tiendra plus qu'à un souffle.

« (2) L'Empereur me disait, écrivait M. de Champagny à l'ambas- « sadeur de France à Saint-Pétersbourg, *qu'il aimerait mieux recevoir « un soufflet sur la joue* que de voir brûler les produits de l'industrie « de ses sujets. La nation française se croira déshonorée lorsqu'on « brûlera ce qui vient d'elle. La Russie ne peut pas envahir notre ter- « ritoire, elle nous insulte dans le produit de nos arts et de nos tra- « vaux! Obtenez, Monsieur, l'assurance secrète que ce brûlement ne « sera point exécuté sur les marchandises françaises. Quels ne seraient « pas les sentiments de l'empereur Alexandre s'il apprenait qu'en « haine de son nom et de sa nation on a brûlé à Hambourg cinq ou « six cargaisons de bois et de chanvre; et voilà ce qui arrivera si on « brûle un ballot d'étoffes françaises!

(3) ..... « En conversant avec l'empereur Alexandre, parlez aussi « à son cœur; intéressez son honneur et sa sensibilité. Dites-lui que le « souverain qu'il place dans une position si pénible est celui qui, de « son propre aveu, l'a si bien servi; à qui il a dit à Tilsitt et dans ce « jour qu'il regardait comme l'anniversaire de Pultawa : *Vous avez « sauvé l'empire russe.* Le prix de cet éminent service serait donc

(1) Bignon, t. X, p. 20.
(2) Bignon, t. X, p. 21.
(3) Même dépêche.

« pour l'Empereur d'être forcé de faire la guerre à la Russie pour sau-
« ver son propre honneur et pour éviter le reproche d'avoir souffert,
« dans ce haut point de gloire où il s'est élevé, ce que Louis XV, en-
« dormi dans les bras de Mme Dubarry, n'aurait pas supporté.

« *Comment l'empereur Alexandre, si attentif précédemment à*
« *donner connaissance à l'Empereur de ce qui pouvait l'intéres-*
« *ser, n'a-t-il pas écrit un seul mot au moment où il prenait une*
« *mesure si propre à influer sur les relations des deux empires ?...* »

« — Je ne ferai pas la guerre, disait ailleurs Napoléon (1), pour la raison
« de l'ukase et du tarif, mais je me tiendrai en mesure contre les effets
« du mauvais esprit qui a dicté cet acte ... J'ai dit moi-même à M. de
« Czernichef (2) que, depuis que j'ai connu l'ukase, j'avais levé la cons-
« cription, et que cet acte me coûterait une centaine de millions cette an-
« née. J'envoie six bataillons polonais renforcer la garnison de Dantzig. »

« .... Désormais (3) rien ne se fait de part et d'autre qui ne soit
« envenimé. Le meilleur moyen d'empêcher cette malveillance est de
« se prévenir mutuellement de tout ce qui serait susceptible de donner
« lieu à de mauvaises interprétations. »

(4) ..... « L'Empereur désire qu'on fasse bien comprendre que les
« mesures prises en Russie le mettent dans la nécessité d'en adopter
« qui y répondent, mais *que ce n'est pas lui qui a commencé*.... Rap-
« pelez, m'a-t-il dit, le désir que j'ai, comme je l'ai témoigné par la
« lettre que j'ai remise au comte Czernichef, *qu'on en vienne à une*
« *explication, et que, de part et d'autre, il faut que tout cela cesse.* »

Mais c'était en vain que l'Empereur faisait écrire toutes ces dépêches, qu'il avait écrit lui-même à l'empereur Alexandre. Le gouvernement russe ne s'expliquait pas ; il continuait toujours ses armements. La lettre même de Napoléon à Alexandre était restée sans réponse (5).

Le duc de Vicence, de son côté, écrivait que sa position à Saint-Pétersbourg devenait de plus en plus difficile. Comblé, jusqu'au jour de la publication de l'ukase, des marques les plus particulières de la faveur

(1) Lettre de l'Empereur à son ministre des affaires étrangères, 3 mars, 1811. Bignon, t. X, p. 23.

(2) Aide de camp de l'empereur Alexandre envoyé à Paris auprès de Napoléon.

(3) Lettre au ministre des affaires étrangères, 19 mars 1811. Bignon, 10-26.

(4) Billet adressé par ordre de l'Empereur au prince Kurakin, le 27 mars 1811. Bign., t. X, p. 27.

(5) La lettre du 28 février que nous avons citée plus haut.

impériale, il avait vu Alexandre s'éloigner peu à peu depuis ce moment. A peine pouvait-il obtenir une audience toujours courte et froide. On l'évitait; les courtisans, à l'exemple de leur maître, se retiraient de lui. Il était seul au milieu de cette cour où il avait été accueilli avec tant d'empressement et de confiance apparente. Sans crédit, sans influence et n'ayant plus aucun moyen de suivre utilement les affaires dont il était chargé, il demandait son rappel. L'Empereur nomma pour le remplacer le général Lauriston.

Sans se montrer blessé de n'avoir pas reçu de réponse à sa première lettre, il écrivit de nouveau à Alexandre, en accréditant M. de Lauriston auprès de lui.

(1) « Je n'envoie pas, lui disait-il, à V. M. un homme consommé « dans les affaires, mais un homme vrai et droit comme les sentiments « que je lui porte; et cependant je reçois chaque jour de Russie des « nouvelles qui ne sont point pacifiques. Hier j'ai appris de Stockolm « que les divisions russes de la Finlande étaient parties pour s'ap- « procher des frontières du grand duché de Varsovie. Il y a peu de « jours j'ai été instruit, de Bucharest, que quatre divisions ont quitté « les provinces de Moldavie et de Valachie pour se rendre en Pologne, « et qu'il ne reste que quatre des divisions de V. M. sur le Danube. « Ce qui se passe est une nouvelle preuve que la *répétition* (2) est une « des plus puissantes figures de la rhétorique. On a tant *répété* à V. M. « que je lui en voulais que sa confiance a été ébranlée. Les Russes « quittent une frontière où ils sont nécessaires pour se rendre sur un « point où ils n'ont que des amis.

« Cependant j'ai dû penser aussi à mes affaires et me mettre en me- « sure. Le contre-coup de mes préparatifs portera V. M. à accroître « les siens. Ce qu'elle fera, retentissant ici, me fera faire de nouvelles « levées, et tout cela pour des fantômes! Ceci est la répétition de ce « que j'ai vu en 1806 en Prusse et en 1809 en Autriche. Pour moi, je « resterai l'ami de V. M. *quand cette fatalité qui entraîne l'Europe* « devrait un jour mettre les armes à la main de nos deux nations. Je « me réglerai sur ce que fera V. M. *Je n'attaquerai jamais*, et mes « troupes ne s'avanceront que lorsque V. M. aura déchiré le traité de « Tilsitt. *Je serai le premier à désarmer* et à tout remettre dans la

(1) Bign., t. X, p. 37. 6 avril 1811.

(2) « Lorsque l'Empereur fait allusion à une figure de rhétorique dont il « proclame la puissance, ce n'est point de sa part un simple jeu d'esprit: « cette remarque a un fonds de vérité qui se reconnaît sans cesse dans les « affaires. — Bign., t. X, p. 38.

« situation où étaient les choses il y a un an si V. M. veut revenir à « la même confiance. A-t-elle jamais eu à se repentir de la confiance « qu'elle m'a témoignée ? Je charge spécialement le comte de Lauriston « de lui dire combien je lui désire de bonheur, combien je suis con- « trarié de penser qu'elle éprouve des embarras et de la peine par « les fausses notions qu'elle s'est laissé donner de ma politique et de « mes sentiments et combien je serais heureux de la voir se placer « dans la même voie qu'à Tilsitt et à Erfurt! »

« — Dans ce même moment, dit M. Bignon (1), on rédigeait les ins- « tructions destinées au nouvel ambassadeur. L'Empereur avait chargé « le ministre des affaires étrangères de bien faire comprendre au général « Lauriston les questions de neutralité, de commerce et autres que ce « général ne devait guère comprendre. . . . . .

. . . . . .

« L'ukase relatif aux douanes était naturellement représenté comme « un fait grave, auquel la France avait dû être extrêmement sensible. « Quelques mois auparavant la Russie promettait encore de donner « plus d'énergie à ses mesures répulsives contre l'Angleterre, et tout « d'un coup c'était le commerce français qu'on s'attachait à proscrire. « A l'égard des produits du sol de la France, l'outrage se joignait à « l'exclusion ; les formules de l'ukase étaient évidemment dérisoires. « On excluait les vins français en bouteilles, et c'est en bouteilles « que s'expédiaient les vins qui ont le plus de faveur dans le Nord! « On les admettait en tonneaux, *mais par mer*, lorsqu'on savait que « la mer n'était pas libre. De plus on quadruplait les droits qu'ils de- « vaient payer. Enfin, par un contraste fort significatif, l'ukase ordon- « nait pour les marchandises anglaises la confiscation, pour les mar- « chandises françaises le brûlement! Cependant l'Empereur ne ferait « la guerre que dans deux hypothèses qu'il indiquait.

« — Je ne ferai point la guerre pour la Pologne, quoique je ne veuille « pas souffrir qu'il soit fait d'empiétement sur le duché, ni qu'il lui « soit fait aucun tort.... Je ne ferai point la guerre pour le tarif de « douanes, quoique le dernier ukase soit contraire au traité de Tilsitt « et que l'idée de brûler les marchandises d'une puissance amie et alliée « implique contradiction avec les idées d'amitié et d'alliance ; mais, quel- « ques graves que soient ces griefs, je ne ferai la guerre que dans le « cas *où la Russie voudrait autre chose que la rive gauche du Da-* « *nube ;* ou bien *dans le cas où cette puissance, déchirant le traité*

(1) Au moment où l'Empereur venait de nommer M. de Lauriston ambassadeur à Saint-Pétersbourg, t. X, p. 32.

« *de Tilsitt, ferait sa paix avec l'Angleterre.* Cet *ultimatum* ne « doit jamais *être prononcé;* mais si cela devenait nécessaire, dans les « conversations avec M. de Romanzoff et l'empereur, le comte de Lau- « riston *pourrait le laisser entrevoir.*

« Après avoir dicté ce qui précède, l'Empereur, ajoute M. Bignon, « juge qu'il a été trop positif, trop explicite, il modifie lui-même ses « pensées et ses expressions, et dans tous les cas, quoi que fasse la « Russie, il veut que son ambassadeur attende ses ordres.

..... « Quant à la Pologne il faut présenter la question sous ce point « de vue (1). — « Que l'Empereur fait l'impossible pour ôter tout soup- « çon de ce côté et pour empêcher que les ennemis des deux empires « aient aucun prétexte de troubler l'harmonie : il faut employer toutes « les formes pour prouver que la politique de la France n'est pas là. « La France n'a qu'une pensée, la guerre avec l'Angleterre; qu'un but, « la paix maritime. »

« Il était recommandé à l'ambassadeur de tâcher de parvenir à la « conclusion d'un traité de commerce sur la base déjà proposée par le « duc de Vicence. Cette base était que les bâtiments français exporte- « raient de Russie une valeur égale à celle des produits de France « qu'ils y auraient importés. »

Le principal ou pour mieux dire l'unique grief mis en avant par la Russie était la réunion du duché d'Oldenbourg à la France. En vain l'Empereur faisait-il tous ses efforts pour expliquer cette affaire, le cabinet russe n'admettait aucune explication. Il prétendait que la Russie avait été insultée, et qu'il fallait une réparation. Mais laquelle? Napoléon proposait de dédommager le duc d'Oldenbourg en lui cédant Erfurt. On avait répondu que ce n'était pas une compensation suffisante. Il invita alors l'empereur de Russie à faire connaître ce qu'il voulait. Mais c'est à quoi ses dépêches, les instances de son ambassadeur, les siennes propres ne purent jamais amener le cabinet russe, ce cabinet se renfermant invinciblement dans sa réponse et disant que c'était à celui-là seul qui avait fait l'injure à indiquer comment et dans quelle mesure il entendait la réparer.

« Que faut-il faire pour rassurer la Russie, écrivait M. de Bassano, « ministre des affaires étrangères à M. de Lauriston (2). Si ce qu'elle « désire est *faisable*, j'ai l'ordre de vous dire que cela *sera fait.* »

(1) Mêmes instructions.
(2) Bignon, t. X, p. 41.

« Mais, dit M. Bignon, cette déclaration, répétée à Saint-Pétersbourg, n'amena rien de précis de la part de l'empereur Alexandre. A « l'égard du duché d'Oldenbourg, ce n'est pas à lui, répond-il, *à expliquer ce qu'il veut.* Erfurt n'est pas un équivalent; c'est à la « France à en proposer un. Il attend justice de l'Empereur Napoléon, « et justice telle qu'il doit l'espérer pour un de ses plus proches parents, « pour l'oncle d'un allié tel que lui. Quant au duché de Varsovie, tout « dans ce duché, suivant l'empereur Alexandre, annonce la guerre, « et, si en France on ne veut pas de la guerre, il ne faut pas promener « le spectre de la Pologne sur la frontière russe (1). Telles sont les allégations par lesquelles la Russie répond au langage précis de la « France. Vainement on lui demande ce qu'on doit faire pour la rassurer. Il semble qu'elle ne veuille pas être rassurée afin de conserver « toujours le droit de se plaindre. »

« — Si l'Empereur, disait Alexandre, montrait seulement l'envie de « faire un pouce de terrain vers moi, j'en aurais bientôt fait une toise « au-devant de lui (2). »

M. Bignon fait à ce sujet la réflexion suivante (3) :

« — J'avoue que je ne comprends pas bien le langage d'Alexandre; « car il me semble que, dans toutes les lettres de Napoléon, il y a un « caractère très-marqué d'avances qu'il serait facile de saisir si l'on y « était véritablement disposé. »

Revenant sur la question d'Oldenbourg, l'empereur de Russie disait :

« L'Empereur Napoléon a pris Oldenbourg, c'est à lui de propo« ser quelque chose pour compensation. Quant à moi, je ne puis pas « faire une demande qui tendrait à dépouiller qui que ce soit (4). J'ai « prouvé à l'Empereur que je n'ai voulu ni le duché de Varsovie ni « Dantzig, car je n'attaquerai pas. Si j'eusse voulu attaquer, *je suis « prêt depuis deux mois;* qui eût pu m'en empêcher? qui m'en empêche encore? »

Alexandre ne laissait pas, malgré la menace renfermée dans ces paroles, d'affirmer qu'il tenait à la paix, et se considérait toujours comme l'allié de la France. Mais il ajoutait que, de quelque manière que dût être

(1) Ces paroles doivent sembler étranges quand on songe aux déclarations si positives de l'Empereur en ce qui concernait la Pologne.

(2) Bignon, t. X, p. 60.

(3) Id., id.

(4) Il résulte de cette note que le cabinet russe ne considérait pas comme une demande tendant à dépouiller qui que ce fût la note adressée au gouvernement français et relative au partage de la Turquie et à la prise de possession de Constantinople par la Russie.

réglée plus tard l'affaire d'Oldenbourg, la Russie devait protester auprès des cours de l'Europe contre l'occupation du duché. L'ambassadeur eut beau lui représenter tout le danger d'une semblable protestation que toute l'Europe regardait comme une rupture, tandis que cette affaire, si peu importante au fond, pouvait être réglée entre les deux cabinets sans qu'on lui donnât un éclat qu'elle ne méritait pas, il ne put rien obtenir. L'empereur persistait, disant qu'il y allait de l'honneur de la Russie : bientôt en effet parut la protestation suivante, adressée à toutes les chancelleries européennes.

(1) « S. M. Impériale de toutes les Russies a appris avec surprise « que S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, son allié, donnant « par un sénatus-consulte de nouvelles limites à son empire, y a « compris le duché d'Oldenbourg. S. M. a exposé à l'attention de l'Em- « pereur, son allié, comme elle le fait à celle de l'Europe entière, que, « nommément, le traité de Tilsitt assure la paisible possession de ce « duché à son légitime souverain.

« S. M. a rappelé à ce monarque, et le fait à toutes les puissances, « que la Russie, par le traité provisoire de 1766 et celui de 1773, « abandonna au Danemark tout ce qu'elle possédait dans le duché de « Holstein, et reçut en échange les duchés d'Oldenbourg et de Del- « menhorst, qui, par des transactions connues, auxquelles plusieurs « puissances durent nécessairement prendre part, furent érigés en « un duché souverain en faveur d'une branche cadette de cette même « maison de Holstein-Gottorp, à laquelle S. M. appartient par le lien « le plus direct.

« L'Empereur juge que cet État, créé par la générosité de son empire, « ne peut être annulé sans blesser toute justice et ses droits. Il se voit « par conséquent obligé d'user du droit de réservation, et de mettre « à couvert, comme il le fait par le présent office, en son propre nom « et celui des héritiers au trône à perpétuité, tous les droits et obli- « gations qui résultent des traités ci-dessus mentionnés.

« Quel prix pourraient conserver les alliances si les traités qui les « fondent ne conservaient pas le leur ? Mais S. M., afin de ne point « donner sujet à aucune méprise, déclare ici qu'un grand intérêt po- « litique a produit son alliance avec S. M. l'Empereur des Français ; « que cet intérêt subsiste, et qu'elle se propose par conséquent de « veiller à la conservation de cette alliance, et s'attend à un soin pa- « reil et réciproque de la part d'un monarque à l'amitié duquel elle a « des droits.

(1) Bignon, t. X, p. 52.

« Cette union de l'intérêt des deux empires, conçue par Pierre le « Grand, qui, dès lors et depuis, rencontra tant d'obstacles, a déjà « procuré des avantages à l'empire de S. M., et la France de même « en a recueilli de son côté.

« Il paraît donc de l'utilité des deux empires de s'appliquer à con- « server cette alliance, et S. M. y consacrera tous ses soins. »

Cette protestation ou plutôt ce manifeste, car il n'y avait pas à s'y méprendre, fut remise, au nom de la Russie, à tous les ministres des cours étrangères dans les derniers jours d'avril 1811.

L'empereur de Russie avait dit *qu'il était prêt* et que rien ne l'empêchait d'attaquer s'il le voulait.

Ces paroles prouvent que l'Empereur n'avait point exagéré lorsque, dans sa lettre à Alexandre, il parlait des préparatifs militaires de la Russie.

Toutes les forces de l'empire avaient été mises en mouvement. De nouvelles levées avaient été faites ; on avait rappelé les divisions employées en Turquie. Ces masses grossissaient chaque jour ; elles venaient s'échelonner le long du duché de Varsovie. Il était certain même que la Russie avait eu un instant le dessein d'envahir le duché.

« (1) Lorsque l'empereur Alexandre annonçait à l'ambassadeur de « France *qu'il était prêt depuis deux mois*, on le savait à Paris ; on « savait plus que n'avouait ce prince. On savait qu'il avait dû exister « à Saint-Pétersbourg, dans les premiers mois de 1811, un projet for- « mel de rompre brusquement avec la France. Suivant une notion ré- « putée incontestable, la résolution aurait été prise, le plan établi, les « moyens rassemblés. La guerre contre la Turquie eût été réduite à une « défense qui aurait occupé peu de monde. Un faible corps d'observa- « tion eût suffi du côté de la Suède, de qui on avait peu à craindre. Une « armée de cent trente à cent quarante mille hommes, qu'eût suivie de « près une réserve de soixante à quatre-vingt mille hommes, aurait « envahi le duché de Varsovie. Une partie de cette armée se fût im- « médiatement portée sur l'Oder ; elle eût entraîné la Prusse dans son « mouvement, et obligé la Saxe sinon à prendre parti contre la France, « du moins à invoquer la neutralité comme une faveur..... Pour « que cette entreprise réussît il fallait promptitude et soudaineté d'exé- « cution. Tout en Russie était parfaitement disposé dans cet esprit.

(1) Bignon, t. X, p. 61.

« Des ordres cachetés, qui devaient être ouverts sur un avis ulté-
« rieur, avaient été envoyés aux généraux ; il ne restait qu'à donner
« le signal, et ce signal ne fut pas donné. — Qui m'empêche d'atta-
« quer? disait l'empereur de Russie — Nous l'ignorons.

« *Toutefois il serait curieux de savoir pourquoi l'empereur*
« *Alexandre, s'il n'a pas eu l'intention de prendre l'initiative de*
« *la rupture, se trouvait avoir une telle avance dans ses rassem-*
« *blements de troupes qu'il eût pu attaquer avec toutes ses forces*
« *dès le mois de février, tandis que, pour une attaque, il eût fallu*
« *encore de longs mois de mouvements et de marches à l'empereur*
« *Napoléon.* »

Les paroles de l'empereur de Russie ayant été rapportées à Napoléon, il écrivit sur-le-champ à son ministre des affaires étrangères pour lui indiquer le sens d'une dépêche qu'il lui ordonnait d'adresser à la Russie.

« L'empereur de Russie ayant annoncé, disait-il (1), *qu'il était*
« *prêt depuis deux mois*, il est tout simple de répondre :

« Si vous êtes prêt depuis deux mois, ce qui, dans un si vaste em-
« pire, suppose que les mouvements sont ordonnés au moins depuis
« quatre mois, ne trouvez pas mauvais qu'à présent que vous êtes prêt
« l'on s'apprête. La Russie a espéré qu'on ne serait pas en mesure et
« qu'on serait effrayé par ses armements; elle s'est trompée. Toutefois,
« si elle veut la paix, *qu'elle dise ce qu'elle veut*, et qu'elle fasse finir,
« par un arrangement quelconque, cette querelle qu'elle a ouverte par
« un manifeste (2). Le prétexte qu'on veut rétablir la Pologne est un
« prétexte banal... Le projet de convention (3) offrait toute sûreté,
« et la France n'est pas venue au point de faiblesse et de mépris que
« cette assurance ne doive pas suffire. Quant à la cession d'un dis-
« trict de Pologne, partez bien de ce principe qu'il faudrait que les
« armées russes nous eussent ramenés sur le Rhin pour nous faire con-
« sentir à un démembrement si déshonorant. L'Empereur n'a pas armé
« lorsque la Russie armait en secret; il a armé publiquement lorsque
« la Russie était prête. Il n'a pas fait de manifeste ni de querelles aux
« yeux des cours de l'Europe ; il n'a pas même fait de réponse. *Enfin*
« *il ne demande pas mieux que de remettre les choses dans l'état*
« *où elles étaient*, il l'a proposé; mais, au lieu d'envoyer quelqu'un

(1) Lettre de Napoléon au duc de Bassano, 21 juin 1811. Big., t X, p 71.
(2) La protestation relative au duché d'Oldenbourg.
(3) C'est-à-dire la rédaction proposée par l'Empereur; on a vu quelle était cette rédaction

« pour négocier, on se livre à des récriminations !... Vous devez con-
« jurer l'empereur Alexandre de mettre un terme à tout cela, *en ne*
« *laissant cependant aucun espoir de toucher à la Pologne;* ce
« serait déshonorant, et pour l'Empereur l'honneur est plus cher que
« la vie.

..... « Si la Russie ne fait plus de mouvements, je n'en ferai plus :
« j'avais demandé à la Bavière et à Bade de nouveaux régiments; j'ai
« révoqué cette demande (1).

« Le but de cette puissance paraît être d'obtenir en indemnité du
« duché d'Oldenbourg des cessions en Pologne, ce que je ne veux pas
« faire par honneur, et parce que cela anéantirait le grand duché » (2).

Tel était en effet le but de la Russie. Elle ne s'en était pas expliquée ouvertement, mais M. de Romanzoff, dans le premier entretien qu'il avait eu avec le comte de Lauriston, avait insinué que ce serait un moyen de tout concilier.

« Un fait énoncé dans une des premières lettres écrites par le géné-
« ral Lauriston (3) porta l'Empereur à lui faire connaître immédiate-
« ment ses intentions sur le sujet indiqué (4) et sur le langage qu'il
« devait tenir en son nom. Le ministre russe, en se récriant sur les
« armements de la Saxe, surtout dans le duché de Varsovie, avait
« donné à entendre que la cession d'un district de ce duché pourrait
« être le meilleur moyen d'arrangement pour l'affaire d'Oldenbourg. »

Le ministre russe ne faisait pas connaître quel pourrait être, dans ce cas, le dédommagement accordé au duc d'Oldenbourg. Il ne disait même pas s'il y aurait lieu de lui en accorder un malgré les liens de parenté qui unissaient le souverain de ce petit état à l'empereur Alexandre.

Ce n'était pas seulement un sentiment d'honneur qui portait l'Empereur à se refuser à toute concession en ce qui concernait la Pologne : c'était une juste prévoyance de l'avenir. Craignant de céder à l'entraînement de ses propres idées et de trop abonder dans son sens, il voulut avoir l'avis de son ministre des affaires étrangères. Il lui posa plusieurs questions, lui ordonnant de les examiner avec soin et de lui présenter un rapport.

(1) Lettre du 22 juin 1811. Bignon, t. X, p. 74.
(2) Ibid.
(3) Bign., t. X, p. 70.
(4) La cession d'une partie du duché de Varsovie.

La plus importante était celle-ci :

1° *Les difficultés élevées entre la France et la Russie peuvent-elles se terminer par une transaction ?*

« Ici, dit M. Bignon (1), le ministre récapitulait tout ce qui s'était « passé entre les deux puissances depuis l'entrevue du Niémen. Il « pesait les avantages que la Russie avait obtenus et représentait « son étrange conduite durant la guerre d'Autriche en 1809 comme « ayant produit les embarras actuels. Sans l'infidélité de la Russie à « l'alliance, cette guerre n'aurait pas eu lieu ou aurait été immédia- « tement arrêtée, et par conséquent le duché de Varsovie n'aurait « pas reçu l'augmentation de territoire qui aujourd'hui donne de l'in- « quiétude. De là le ministre arrivait aux exigences du cabinet de « Pétersbourg sur une convention qu'il eût été facile de conclure sans « la pointillerie de ce cabinet et son invincible opiniâtreté à vouloir « l'insertion de mots inadmissibles ; il insistait enfin sur le rejet de « l'offre d'un dédommagement faite au duc d'Oldenbourg, offre à la- « quelle la Russie n'avait répondu que par *une protestation*. Le refus « de la principauté d'Erfurt se fonde, disait le ministre français, sur « ce que le pays n'est pas contigu à l'empire russe ; mais il n'y a de « contigu à cet empire que le duché de Varsovie. C'est donc là qu'on « veut l'indemnité.

« Tout porte à croire, ajoutait-il, que la paix pourrait être mainte- « nue si l'on voulait céder cinq ou six cent mille âmes du duché de « Varsovie... S'il existait dans le duché une nation à part de cinq à six « cent mille âmes dont l'Empereur pût disposer, cette cession serait « préférable à la guerre ; mais il n'en est pas ainsi. Toutes les parties « du duché appartiennent au même peuple, qui, quoique partagé, existe « dans ses droits. Ce qui tendrait à diviser le duché de Varsovie ten- « drait à le détruire. Si la Russie parvenait à lui faire faire un mou- « vement rétrograde, on n'en resterait pas là. La perte totale s'ensui- « vrait à la première occasion favorable.

« Le danger d'un démembrement partiel du duché, qui, tôt ou tard, « amènerait ou sa destruction complète ou bien cette guerre même « qu'on voulait prévenir, conduisait le ministre à embrasser la question « dans un sens plus large, et il la posait ainsi :

« Convient-il à la France d'agrandir la Russie par l'acquisition du « duché de Varsovie tout entier ?

« Cet agrandissement porterait les frontières russes sur l'Oder et « la Silésie : *la Russie deviendrait une puissance du midi de l'Al-*

(1) T. X, p. 91.

« *lemagne;* elle entrerait avec l'Europe dans des rapports qu'une « saine politique ne peut admettre.

« Par l'acquisition de la Finlande, des principautés turques et du du- « ché de Varsovie il y aurait pour la Russie un accroissement de « forces qui détruirait toute proportion entre elle et les plus grandes « puissances.

« *Ainsi se préparerait une révolution qui menacerait tous les « États du midi, que l'Europe entière n'a jamais prévue sans « effroi et que la génération qui s'élève verrait peut-être accom- « plir.*

« Du reste le rapport soumis à Napoléon était loin de conseiller un « parti extrême. Il établissait qu'antérieurement à la difficulté relative « au duché d'Oldenbourg la France avait à reprocher à la Russie une « double violation du traité de Tilsitt.

« L'une était l'admission depuis longtemps avérée des marchandises « anglaises sous pavillon prétendu neutre, l'autre l'exclusion du com- « merce français au mépris de l'article qui avait stipulé le rétablisse- « ment des relations commerciales sur le pied où elles étaient avant « la guerre de 1806.

« Tout en appuyant sur ces griefs de la France, le ministre déclarait « qu'il ne les considérait pas comme des motifs suffisants de guerre; « mais, en raison des incertitudes de l'avenir, il pensait qu'il y avait « lieu d'entamer des négociations éventuelles avec les cours de Vienne « et de Berlin, afin que si, d'ici à six mois, la Russie persistait dans « son système ironique de se plaindre sans cesse et de ne s'expliquer « sur rien, S. M. pût établir de nouveau un système d'alliance par des « traités qui ne seraient signés qu'à ce terme.

« Le rapport annonçait que, dès à présent, les armées devaient être « mises sur le pied de guerre, de manière que, le mois suivant, époque « où la saison devient favorable dans les pays où l'Empereur aurait à « porter ses armes, S. M. fût en mesure, si elle était forcée à la guerre, « de venger la foi des traités qu'on ne jura jamais en vain, de défendre « le duché de Varsovie et de le consolider en ajoutant à son étendue « et à sa puissance. »

Napoléon demandait depuis longtemps que l'empereur de Russie envoyât auprès de lui un personnage revêtu de sa confiance pour terminer l'affaire d'Oldenbourg, ou qu'il donnât au prince Kurakin, l'ambassadeur de Russie à Paris, les pouvoirs nécessaires à cet effet.

L'empereur de Russie, tout en assurant comme à l'ordinaire qu'il n'avait qu'un désir, et que ce désir était de conserver la paix et d'arriver à un arrangement, ne crut pas devoir satisfaire à la demande

de Napoléon. Il disait « qu'il se remettrait volontiers sur le pied de paix « si l'Empereur en faisait autant; mais qu'il ne voulait donner ni au « prince Kurakin ni à aucune autre personne des pouvoirs assez larges « pour rien conclure à Paris (1). »

Presque en même temps le prince Kurakin remettait à M. de Bassano, ministre des affaires étrangères, une note où il était dit que le duc d'Oldenbourg, n'acceptant aucune compensation, désirait être rétabli purement et simplement dans ses États.

On avait soin, en un mot, pour s'autoriser du refus de la France, de demander la seule chose à laquelle elle ne pût consentir.

« La seule proposition du prince Kurakin, écrivait le duc de Bassano « au général Lauriston, est de rétablir le duc d'Oldenbourg dans ses « États. Une telle base ne saurait être admise, c'est-à-dire qu'on ne « veut pas négocier. Il y a évidemment une intrigue souterraine pour « le rapprochement de la Russie avec l'Angleterre (2). »

Une parole du ministre des affaires étrangères russe à M. de Lauriston avait pu donner lieu à ce soupçon, d'ailleurs très-naturel.

« S'il détruit notre alliance, avait dit M. de Romanzoff en parlant de « l'Empereur, il ne la remplacera pas; *tandis que* nous *aurons*, nous, « *une fiche de consolation dans l'alliance de l'Angleterre* » (3).

« La prévoyance qui a ainsi une fiche de consolation en perspective, « ajoute l'historien, ne ressemble-t-elle pas un peu à de la menace.

L'Empereur cependant avait tenu parole. Il avait répondu aux préparatifs de la Russie par des préparatifs immenses. L'Allemagne se couvrait de soldats. Il semblait que des deux côtés, tout en craignant d'attaquer, on s'attendît à une attaque. Napoléon était prêt à la soutenir. Il avait regagné par la promptitude et la grandeur de ses mesures l'avantage que la Russie espérait lui enlever.

L'année 1811 s'était écoulée dans cet échange de notes et au milieu de ces préparatifs qui n'étaient pas encore la guerre, mais qui laissaient si peu de chances à la paix. On était aux premiers jours de 1812.

« La France centralise ses forces, écrivait un peu plus tard M. de « Bassano à M. de Lauriston (4); depuis longtemps la Russie a centra- « lisé les siennes. Les armées russes sont depuis un an sur les fron-

(1) Bignon, t. X, p. 96.
(2) Bignon, t. X, p. 96.
(3) Bignon, t. X, p. 336
(4) Bignon, t. X, p. 426.

« tières de la confédération (1), tandis que les armées françaises sont « encore bien loin des frontières russes... Il est possible que l'Empereur « se décide à faire avancer ses troupes jusque sur la Vistule dans le « mois de mars. Vous vous réserverez le moyen ou de presser le dé- « part du comte de Nesselrode (2) ou même de proposer, toutefois sans « rien écrire, une entrevue sur la Vistule. Empêcher toute hostilité, « toute violation de territoire de la part de la Russie pendant que « l'Empereur fera parcourir à ses troupes le territoire de ses alliés, et « gagner du temps, tel doit être le but de vos démarches.

« L'Empereur a quatre cent mille hommes; il veut les porter partie « sur l'Oder, partie sur la Vistule, et les tenir dans cette situation digne « de sa grandeur et de sa puissance pendant la durée des discussions.

« Lorsque les troupes seront ainsi placées, l'Empereur verra avec « un plaisir réel des négociations, une entrevue et tout ce qui peut « aplanir ces différends. On ne croira pas alors que c'est par fai- « blesse qu'il négocie, car on pourra compter ses armées. Cet appareil « formidable ne le portera pas à la guerre; il ne menace point, il ré- « pond à la menace. Quand ses troupes seront sur l'Oder et la Vis- « tule, il n'y aura rien de compromis, et il sera toujours prêt à ac- « cueillir tout ce qui pourra prévenir la guerre. En faisant passer « l'Oder à ses troupes, l'empereur Napoléon ne se met pas plus en « état d'hostilité que l'empereur Alexandre en rassemblant trois cent « mille hommes sur le Niémen : il veut la conservation de la paix, il « veut l'alliance de Tilsitt; il ne veut pas autre chose.

« Si vous croyez nécessaire, pour empêcher la Russie de passer le « Niémen, de proposer d'envoyer dire aux troupes d'arrêter leur mou- « vement, vous pouvez le faire, en faisant entendre que vous n'avez « pas d'ordre, mais que vous vous y décidez d'après la certitude que « l'Empereur ne veut pas la guerre.

« Avant de proposer une entrevue, qui doit être votre dernier « moyen, vous devez offrir la réunion d'un congrès qui se tiendrait « entre l'Oder et le Niémen et où l'on enverrait de part et d'autre des « plénipotentiaires. »

Les premiers mois de l'année 1812 se passèrent sans que la question eût fait un pas. Les armements seuls continuaient; et les troupes

(1) Le duché de Varsovie faisait partie de la confédération du Rhin.

(2) Alexandre, sur les instances de l'Empereur, avait dit qu'il enverrait M. de Nesselrode à Paris pour traiter. Chaque jour on annonçait le départ de ce ministre pour la France. Il ne fut point envoyé.

mises en mouvement des deux côtés avançaient toujours. M. de Czernicheff étant sur le point de retourner en Russie au mois de mars, Napoléon voulut l'entretenir une dernière fois, le chargeant de reporter fidèlement ses paroles à l'empereur Alexandre (1).

« Il lui dit que, d'après les dernières nouvelles de Saint-Péters-« bourg, il voyait qu'on se faisait sur ses projets des idées absolu-« ment fausses ; qu'on lui supposait l'intention de reconstituer la Po-« logne et qu'on attribuait à ce motif ses préparatifs militaires ; que « c'était là une erreur ; qu'il ne songeait nullement au rétablissement « de la Pologne ; qu'il n'avait sur la possibilité d'une telle entreprise « ni illusion ni arrière-pensée ; que, s'il y avait sérieusement pensé, il « l'aurait essayée en 1807 et 1809, et que, s'il ne l'avait pas tentée alors, « c'est qu'il ne croyait pas le devoir ; que, s'il avait ensuite refusé en 1810 « la convention par laquelle l'empereur Alexandre lui demandait de « s'engager à ne jamais rétablir la Pologne, c'est que la forme de l'enga-« gement qu'on prétendait lui imposer était déshonorante, et nullement « parce qu'il nourrissait la pensée de la chose ; qu'il tenait à ce que la « cour de Saint-Pétersbourg ne se trompât point à cet égard, et qu'elle « ne se forgeât point de craintes chimériques ; que son unique raison « d'armer, c'est qu'il croyait voir que la Russie changeait d'alliance en « ce moment, et que du camp français elle passait dans le camp anglais ; « qu'elle y passait avec armes et bagages ; que le bruit fait au sujet du « duché d'Oldenbourg, l'ukase du 31 décembre relatif aux manufactures, « l'introduction dans les ports russes du pavillon américain, enfin les « armements de la Russie, poussés jusqu'à retirer ses troupes de la « Turquie et s'exposer à y être battue, avaient été pour lui des signes « tout à fait convaincants d'un changement radical de dispositions de « la part de l'empereur Alexandre, et qu'alors il s'était mis en me-« sure et avait entrepris tous les armements dont l'Europe était té-« moin ; qu'au surplus le mal pouvait être réparé ; qu'à Tilsitt la paix « avait été conclue lorsque Alexandre lui avait dit qu'il haïssait les « Anglais ; qu'après cette déclaration de sa part tout était devenu facile, « et qu'on n'avait plus rien contesté de ce qu'il désirait ; que la si-« tuation était encore exactement la même ; que la paix, la guerre dé-« pendaient des dispositions véritables du czar ; que, s'il voulait se rap-« procher de l'Angleterre, il fallait se préparer à la guerre immédiate ; « que, si, au contraire, il voulait rester en hostilités sérieuses, avec elle « lui fermer ses ports, aider Napoléon à la réduire par l'interdiction « de tout commerce, on n'avait qu'à s'expliquer, et que la paix serait

(1) Thiers, t. XIII, p. 443.

« non-seulement sauvée, mais la plus parfaite intimité rétablie. »

Le lendemain M. de Bassano écrivait à M. de Lauriston pour l'informer de ce qui s'était passé dans l'entretien qu'avait eu l'Empereur avec M. de Czernicheff (1).

« L'Empereur, est-il dit dans la dépêche de M. de Bassano, a fait « appeler M. de Czernicheff; il lui a dit que, M. de Romanzoff supposant qu'il pouvait être déterminé par des vues relatives à la « Pologne, il a voulu lui faire connaître *que la Pologne n'entrait « pour rien dans les affaires. . . . — Il arme, parce que l'empereur Alexandre a armé; parce que, depuis quinze mois, « l'empereur Alexandre a changé de système*, changement prouvé « par l'ukase du mois de décembre 1810, par la protestation relative à « Oldenbourg, communiquée à toutes les puissances et qui ne pouvait « être considérée que comme un de ces prétextes qui précèdent les hostilités, enfin par *l'ouverture des ports aux marchandises anglaises sous pavillon américain*. L'Empereur a fait part à M. de Czernicheff de la marche de ses divers corps d'armée.... Il ne cesse pas de « désirer une négociation *dont les résultats puissent effacer l'éclat « de la protestation et rétablir les deux puissances dans les rapports et dans le système d'alliance de Tilsitt*.... Lors des conférences sur le Niémen, l'empereur Alexandre lui dit : *Je ferai la « guerre aux Anglais; je les hais autant que vous; je serai de « moitié dans tout ce que vous ferez contre eux*. L'empereur Napoléon répondit : *En ce cas tout peut s'arranger, et la paix est « faite; c'est sur ce principe seul qu'elle peut se maintenir*. L'Empereur ne se soucie pas d'une entrevue, pas même d'une négociation, « à moins que les quatre cent cinquante mille hommes que S. M. a mis « en mouvement et leur immense attirail ne fassent faire de sérieuses « réflexions au cabinet de Saint-Pétersbourg, ne le ramènent sincèrement « au système établi à Tilsitt, et ne replacent la Russie dans l'état d'infériorité où elle était alors (2). »

---

(1) Bignon., t. X p. 433.

(2) C'est-à-dire avec la Finlande, la Moldavie et la Valachie ajoutées à ses États, mais rien de plus; sinon, les paroles de l'Empereur n'auraient pas de sens et ne s'accorderaient pas avec ce qu'il vient de dire du système établi à Tilsitt. Ce système la Russie s'y était associée avec joie; elle en avait retiré de grands avantages. L Empereur pensait qu'il y avait péril pour l'Europe à l'en voir sortir pour aller au delà; et l'on ne saurait le condamner d'avoir voulu l'y ramener. Ces mots *replacer la Russie dans l'état d'infériorité où elle était alors* ont donné lieu a beaucoup d'interprétations défavorables

Le cabinet russe n'avait pas répondu aux dernières propositions que lui avait faites M. de Lauriston par l'ordre de l'Empereur (1). Il y avait plus de deux mois qu'il ne répondait plus à aucune des notes ou des dépêches qui lui étaient adressées par le gouvernement français. On fut informé au mois de mars que l'empereur de Russie avait fait annoncer officiellement dans son empire qu'il allait quitter Saint-Pétersbourg pour se rendre à Wilna au milieu de ses troupes.

M. de Bassano écrivit une nouvelle note à M. de Romanzoff.

« Le duc de Bassano rappelle dans cette note (2) tout ce qui a pré-
« paré, accompagné, suivi la paix de Tilsitt; la médiation acceptée
« par l'empereur Alexandre pour faire reconnaître par l'Angleterre
« les principes de neutralité maritime proclamés par les deux États;
« ensuite, après le bombardement de Copenhague, l'engagement pris
« par ce prince de ne jamais déroger au système convenu, système qui,
« en amenant la guerre de Suède, a valu à la Russie l'acquisition de
« la Finlande. Puis vient l'affaire du duché d'Oldenbourg, affaire fa-
« cile à régler, disait le duc de Bassano; mais votre gouvernement
« en fit une affaire d'État, et l'on vit pour la première fois paraître
« une protestation d'un allié contre son allié... La Russie, par là, jetait
« publiquement le gant à la France. On ne se dissimula point que le
« refus d'une offre d'indemnité décelait le projet déjà formé d'une rup-
« ture.... Ici le ministre français s'étend sur les préparatifs de la Rus-
« sie, sur le rappel de cinq divisions de son armée en Moldavie et
« sur les autres mouvements militaires de cette puissance, dont on ne
« pouvait méconnaître le but. Cependant Napoléon restait impassible;

non-seulement à l'étranger, ce qui est naturel, mais en France. Il faut faire attention que l'Empereur n'entend par là que les conditions du traité de Tilsitt. Il vient de le dire, comme s'il eût craint qu'on ne s'y trompât. Il ne s'agit pas d'infériorité absolue; il ne s'agit d'infériorité que relativement à l'ambition de la Russie, à son désir de dépasser les limites du traité de Tilsitt. On doit remarquer d'ailleurs que ce ne sont pas les paroles mêmes de l'Empereur, mais de la rédaction de chancellerie; si sa pensée n'a pas été rendue avec plus de précision, c'est la faute du rédacteur, et, quoique traduite imparfaitement, elle n'en est pas moins très-apparente. La note de M. de Bassano, d'ailleurs, placée à la suite de celle-ci, et qu'on va lire montre avec la dernière évidence qu'il n'était question de rien enlever à la Russie de ce que lui avaient fait gagner le traité de Tilsitt et la convention d'Erfurt. Aux yeux de l'Empereur, ramener la Russie au système de Tilsitt, c'était simplement ne pas lui permettre de prendre Constantinople ou le duché de Varsovie. Qui pourrait l'en blâmer ?

(1) Voir la lettre citée plus haut, p. 480.

(2) Bignon, t. X, p. 464 et suivantes.

« il demandait que des pouvoirs fussent envoyés au prince Kurakin « pour concilier les différends qui existaient entre les deux États. Ces « différends portaient sur quatre points :

« 1° Le duché de Varsovie, au sujet duquel la Russie montrait quel- « que défiance ;

« 2° La réunion du duché d'Oldenbourg à la France ;

« 3° La nécessité de régler conformément au traité de Tilsitt la lé- « gislation sur les marchandises anglaises ;

« 4° L'ukase de décembre 1810, qui, en rompant toutes les rela- « tions commerciales entre la Russie et la France et en ouvrant les « ports russes aux marchandises anglaises sous des pavillons simulés, « violait le traité de Tilsitt.

« A l'égard du duché de Varsovie, l'empereur Napoléon consentait à « s'engager à ne rien faire directement ni indirectement pour le réta- « blissement de la Pologne. S'il n'avait pas été signé une convention « sur cette base, la faute en était à l'incroyable obstination de la Rus- « sie à vouloir insérer dans sa rédaction des expressions inadmissibles.

« Relativement au duché d'Oldenbourg, l'Empereur s'était empressé « d'accepter la médiation de la Russie et d'offrir une indemnité.

« Enfin, quant à l'ukase de 1810, pour obvier aux fâcheux effets de « cette mesure, il était disposé à conclure un traité de commerce qui, « tout en assurant les relations commerciales de la France garanties par le « traité de Tilsitt, *aurait tendu à ménager tous les intérêts de la Russie.*

« Toutes ces ouvertures dans le but d'arriver sur les sujets en litige « à une conciliation raisonnable étaient demeurées sans effet, la Russie « ayant constamment refusé de donner des pouvoirs pour traiter à son « ambassadeur. Sur les instances réitérées du gouvernement français, « cette puissance avait promis d'envoyer à Paris M. de Nesselrode avec « une mission spéciale. Plusieurs mois s'étaient écoulés dans une attente « inutile, et on avait dû renoncer à cette dernière espérance. L'état « d'indécision où se trouvaient toutes les affaires et le malaise réci- « proque qui en était la suite résultaient donc évidemmment du peu « de disposition de la Russie à y mettre un terme.

« . . . . . Il m'est formellement prescrit, M. le comte, disait en « finissant M. de Bassano, d'exprimer en terminant cette dépêche le « vœu déjà manifesté par S. M. à M. le colonel Czernicheff de voir des « négociations qu'elle n'a cessé de provoquer depuis dix-huit mois pré- « venir enfin des événements dont l'humanité aurait tant à gémir.

« Quelle que soit la situation des choses, lorsque cette lettre par- « viendra à Votre Excellence, la paix dépendra encore des résolutions « de votre cabinet. »

Cette dépêche était datée du 25 avril 1812. Le ministre français eût pu se dispenser de l'écrire, car cinq jours après la note suivante, expédiée depuis environ quinze jours de Saint-Pétersbourg, arrivait à Paris : elle était remise par le prince Kurakin à M. de Bassano. C'était la réponse de la Russie à toutes les tentatives de rapprochement faites depuis un an et demi par Napoléon, ou plutôt ce n'était pas une réponse. Il n'y était question d'aucun des points en litige. C'était un ultimatum où la Russie faisait connaître ses volontés. Le cabinet russe ordonnait purement et simplement à l'Empereur de retirer ses troupes de la Prusse et de la Poméranie suédoise, après quoi l'on verrait à s'entendre sur les conditions du nouveau traité.

Cette note la voici :

— Après un préambule ayant pour objet de préparer ce qui allait suivre, dit M. Bignon (1), le prince Kurakin articulait les demandes de sa cour — : « Il m'est ordonné de déclarer à Votre Excellence que la « conservation de la Prusse et son indépendance de tout lien politique « dirigé contre la Russie sont indispensables aux intérêts de S. M. I. « Pour arriver à un état de paix avec la France il faut nécessaire- « ment qu'il y ait entre elle et la Russie un pays neutre qui ne soit « occupé par les troupes d'aucune des deux puissances ; que, comme « la politique de S. M. l'Empereur, mon maître, ne tend qu'à établir des « rapports solides et stables avec la France et que ceux-ci ne sauraient « subsister tant que des troupes étrangères continueraient à séjourner « dans une telle proximité des frontières de la Russie, *la première « base de toute négociation ne peut être que l'engagement formel « de l'entière évacuation des États prussiens et de toutes les places « fortes de la Prusse,* QUELS QU'AIENT ÉTÉ L'ÉPOQUE ET LE FONDEMENT « DE LEUR OCCUPATION *par les troupes françaises ou alliées ; d'une « diminution de la garnison de Dantzig ; de l'évacuation de la « Poméranie suédoise et d'un arrangement avec le roi de Suède « propre à satisfaire réciproquement les deux couronnes de France « et de Suède.* »

« Je dois déclarer que, quand les demandes ci-dessus énoncées seront « accordées de la part de la France *comme base de l'arrangement à « conclure...* cet arrangement pourra contenir les engagements sui- « vants :

« S. M. est prête à convenir avec S. M. l'Empereur des Français « d'un système de licences à introduire en Russie ;

« A traiter de certaines modifications que la France pourrait désirer

(1) Bignon, *Histoire de France*, tome X, p. 169.

« pour l'avancement de son commerce dans le tarif des douanes de « la Russie en 1810 ;

« A s'engager de conclure un traité d'échange du duché d'Oldenbourg « contre un équivalent convenable, et dans lequel S. M. déclarera re- « tirer la protestation qu'elle a été dans le cas de donner pour mettre « en réserve les droits de sa maison sur le duché d'Oldenbourg.

« Telles sont, monsieur le duc, les bases qu'il m'a été ordonné de « présenter ici et dont l'admission, *dans ce qui regarde l'évacuation « des États prussiens et de la Poméranie suédoise, la réduction de « la garnison de Dantzig sur le pied où elle était avant le 1^er^ jan- « vier 1811 et la promesse d'une négociation avec la Suède*, peut « seule rendre possible encore un arrangement entre nos deux cours. »

C'était en ces termes que le gouvernement prussien, en 1806, avait intimé l'ordre à Napoléon de se retirer derrière le Rhin.

« Il serait superflu, dit M. Bignon (1), d'aller ici au-devant des ré- « flexions que fait naître une pareille déclaration de la part de la Russie. « Napoléon occupe les places fortes de l'Oder en vertu des conventions « qui ont suivi la paix de Tilsitt; il a envoyé en Prusse d'autres trou- « pes en exécution d'un traité d'alliance conclu avec le roi Frédéric- « Guillaume et lui ; il a fait entrer des troupes dans la Poméranie sué- « doise pour y empêcher l'introduction des marchandises anglaises. Ses « armées, mises en mouvement comme représailles des rassemblements « des armées russes dans les provinces lithuaniennes et sur la fron- « tière du duché de Varsovie, sont échelonnées sur l'Elbe, l'Oder et la « Vistule, et, tout à coup, une puissance s'élève qui lui déclare que, « pour base de toute négociation, elle exige, comme préalable absolu, « la retraite immédiate de ses armées, l'évacuation des places fortes « de l'Oder, de tous les États prussiens et de la Poméranie suédoise! « Napoléon est vaincu : jamais il n'est allé jusqu'à tenir à aucune « puissance un aussi superbe langage.

. . . . . « Au lieu du plus habile des guerriers, du plus fier des « souverains, supposons à la place de Napoléon un prince arrivé par « un miracle quelconque au même degré de puissance et de grandeur, « est-il possible d'en imaginer un assez lâche, assez misérable pour céder « sans résistance aux injonctions de la Russie? »

L'Empereur ne fit pas répondre de suite à cette communication extraordinaire. Il voulait savoir si cette note était bien la dernière ex-

(1) T. X, p. 471.

pression de la pensée du cabinet russe. Il ne lui fut pas permis de douter longtemps. Au bout de quinze jours le prince Kurakin écrivit la lettre suivante à M. de Bassano (1).

« Il s'est écoulé près de quinze jours, disait l'ambassadeur russe, « depuis que je me suis acquitté des communications que mes dernières instructions, apportées par le baron de Serdobine, m'ont enjoint « de faire à Votre Excellence et que je me suis empressé de mettre « sous ses yeux deux heures après leur réception. Jamais circonstances « plus urgentes n'ont autorisé plus fortement un désir et des instances « pour recevoir une prompte solution. Cependant, monsieur le duc, je « suis encore à l'attendre. Il est impossible de se dissimuler les funestes « effets que vont entraîner des délais. . . Le seul moyen qui peut « épargner à l'Europe les malheurs qui vont s'appesantir sur elle était « dans l'acceptation *des offres conciliantes* que l'Empereur mon « maître m'a chargé de présenter. Je dois vous prévenir, monsieur le « duc, que si, dans la conférence que V. E. a fixée avec moi pour demain matin, j'avais le regret de la trouver sans instructions de la « part de S. M. I. et R. pour me répondre sur mes propositions et « pour m'annoncer qu'elles sont acceptées sans modifications, car *Votre « Excellence sait qu'il ne m'est point permis d'en admettre aucune*, « je me verrais par le départ de S. M. l'Empereur et Roi, annoncé pour « après demain et qui ne me permettrait plus d'espérer la réponse que « je réclame, dans la nécessité d'envisager le manque de cette réponse « *comme le choix de la guerre*, et de considérer alors ma présence à « Paris comme tout à fait superflue, et, avec un profond regret de « n'avoir pu contribuer au maintien de cette paix et de cette alliance « à l'établissement desquelles le plus grand bonheur de ma vie est « d'avoir participé, *je serais forcé de demander à Votre Excellence « mes passe-ports pour quitter la France*. Je la prie d'avance bien « instamment d'obtenir les ordres de S. M. I. et R. pour pouvoir alors « me les remettre sans délai (2). »

Le gouvernement français, modéré jusqu'à la fin, fit demander au prince Kurakin s'il avait des pouvoirs pour traiter.

« Avant de répondre à ses notes du 30 avril et du 7 mai, écrivait « M. de Bassano, (3) je dois demander à V. Ex. si elle a des pleins-pouvoirs pour arrêter, conclure et signer un arrangement sur les différends qui se sont élevés entre les deux puissances, et, conformément « à l'usage de tous les cabinets, m'en donner communication. »

(1) Bignon, t. X, p. 475.
(2) 7 mai 1812.
(3) Bignon, t. X, p. 477.

L'ambassadeur répondit qu'il n'était autorisé à traiter que dans les conditions posées par sa note. On pourrait alors s'entendre sur les formes de rédaction. Mais, dans ce cas même, il ne pourrait conclure définitivement, sa cour lui ayant annoncé qu'elle n'enverrait les pleins pouvoirs nécessaires que lorsqu'on aurait appris à Saint-Pétersbourg que la France avait accepté les bases posées par la Russie.

« Ainsi, dit M. Bignon (1), la Russie prévoyait si bien l'impossi-
« bilité pour la France de souscrire à ses propositions, qu'elle n'avait
« pas même donné à son ambassadeur de pouvoirs pour signer l'acte
« qui les aurait admises! On dirait qu'en les exprimant elle en a craint
« l'acceptation. »

Il ne restait à l'Empereur qu'à se mettre, à son tour, à la tête de ses armées. Le soir même il fit annoncer officiellement son départ, et quitta Paris le lendemain 9 mai 1812.

Il y avait près de cinq semaines déjà qu'Alexandre était à Wilna au milieu de son état-major.

Au moment où Napoléon partit de Paris il fit encore écrire à M. de Lauriston, à Saint-Pétersbourg. Cette lettre indiquait à l'ambassadeur dans quel sens il devait répondre aux notes transmises par le prince Kurakin au gouvernement français.

« Le duc de Bassano (2) envoyait à cet ambassadeur copie des
« notes du prince Kurakin et particulièrement de celles pour les-
« quelles il demandait son passe-port.

« Vous exprimerez, disait ce ministre au général Lauriston, l'é-
« tonnement que S. M. a dû éprouver lorsque je lui ai rendu compte des
« démarches si inattendues et si contraires aux dispositions que l'em-
« pereur Alexandre vous avait manifestées à vous-même lorsqu'elle a
« vu que, dans les notes de la Russie, on présentait l'évacuation de la
« Prusse comme une condition telle que S. M. n'en avait jamais proposé
« de semblables après les plus grandes victoires ; lorsqu'enfin en ré-
« clamant l'évacuation de la Prusse on viole son indépendance, puis-
« qu'on exige la destruction des engagements politiques qu'elle a
« contractés en usant du droit qui appartient à tous les souverains.
« Vous ferez sentir, M. le comte, combien les notes du prince Kura-
« kin sont opposées par leur forme et leur contenu aux dispositions
« pacifiques dont cet ambassadeur donnait l'assurance; par quel esprit

(1) T. X, p. 478.
(2) *Id*, t. X, p. 482.

« de conciliation S. M. est portée à penser qu'en les présentant et « en y joignant la demande réitérée de ses passe-ports il est allé au « delà de ce qui lui était prescrit, et avec quel regret, si elles étaient « véritablement l'expression des sentiments et le résultat des ordres « de la cour de Pétersbourg, S. M. verrait s'évanouir tout espoir de « parvenir, par une négociation qu'elle a constamment provoquée de- « puis près de deux ans, à arranger enfin les différends qui divisent « les deux pays.

« Vous insisterez, M. le comte, pour obtenir des explications qui « puissent encore laisser la voie ouverte à un accommodement. »

L'ambassadeur voulut insister en effet. Mais pour cela il fallait se rendre auprès de l'empereur Alexandre, qui était à Wilna. M. de Lauriston ne négligea rien ; il fit tous ses efforts pour obtenir l'autorisation d'aller trouver l'Empereur. Il écrivit plusieurs fois à M. de Romanzoff, qui avait suivi son maître à Wilna. Ce fut sans succès. Sur la réponse que lui fit M. de Romanzoff, il se vit obligé de rester à Saint-Pétersbourg.

« Quoiqu'au milieu de ses troupes (1), disait le ministre russe, « S. M. eût trouvé plaisir à se détacher un instant de ses occcupations « présentes pour recevoir près d'elle l'ambassadeur d'un souverain « son *allié*, mais une circonstance étrangère à toutes les pensées de « S. M. l'en empêche (2) ; d'ailleurs S. M., n'étant pas prévenue non « plus de la nature des communications dont Votre Excellence est « chargée, vous invite à préférer de ne point quitter Saint-Péters- « bourg et de me faire l'honneur de m'adresser par écrit les commu- « nications dont vous devez vous acquitter. »

Napoléon, en partant, avait envoyé auprès d'Alexandre son aide de camp M. de Narbonne, avec une lettre écrite de sa main, toujours dans le même but, c'est-à-dire pour épuiser jusqu'aux dernières chances d'arrangement. M. de Narbonne ne fut pas plus heureux que M. de Lauriston. Il put arriver jusqu'à l'empereur Alexandre, mais il n'en n'obtint d'autre réponse que celle contenue dans la note suivante adressée par M. de Romanzoff au ministre des affaires étrangères de France.

« S. M. l'Empereur (3), aimant à prouver combien elle a à cœur « d'éviter tout ce qui pourrait apporter dans ses relations avec la « France un caractère d'animosité et d'aigreur nuisible à leur conserva-

(1) Bign., t. X, p. 484.
(2) L'interruption des courriers entre Mémel et Kœnisberg.
(3) Bign., t. X, p. 487.

« tion, m'ordonne de ne point réfuter encore les griefs que vous avez allé-
« gués et de ne pas relever des assertions qui reposent pour la plu-
« part sur des faits dénaturés ou sur des suppositions gratuites. Les
« dépêches adressées au prince Kurakin par le baron de Serdobine
« ont en partie répondu d'avance à toutes les accusations.

« Malgré les mouvements si menaçants des armées françaises, tout
« chez nous se trouve encore dans le même état qu'au départ du der-
« nier courrier. En effet, pas un homme n'est entré en Prusse ni
« sur le territoire du duché de Varsovie, et aucun nouvel obstacle n'en-
« trave de notre part le maintien de la paix. Au contraire, *les der-*
« *nières instructions que le prince Kurakin a reçues fournis-*
« *sent* tous les moyens de terminer nos différends et d'*entamer cette*
« *négociation que votre cour a désirée.* »

Il n'y avait plus d'illusion possible ; c'était la guerre !

Napoléon était encore à Dresde le 29 mai, attendant le résultat de la mission de M. de Narbonne. Le lendemain il quitta cette ville, et l'armée commença son mouvement. Le 22 juin elle était en face du Niémen, et le 28 à Wilna, que les Russes avaient évacué le matin même.

Là Napoléon reçut une lettre d'Alexandre, la dernière que ce souverain lui ait écrite.

« Monsieur mon frère (1), malgré la loyauté avec laquelle j'ai main-
« tenu mes engagements avec V. M., ses troupes ont franchi les terri-
« toires de la Russie, et je reçois à l'instant de Saint-Pétersbourg une
« note par laquelle le comte de Lauriston, pour cause de cette agression,
« annonce que V. M. s'est considérée comme en état de guerre avec
« moi dès le moment où le prince Kurakin a fait la demande de ses
« passe-ports. Les motifs sur lesquels le duc de Bassano fondait son re-
« fus de les lui délivrer n'avaient guère pu me faire supposer que cette
« démarche servirait de prétexte à l'agression. En effet l'ambassadeur
« n'y a jamais été autorisé (2), comme il l'a déclaré lui-même ; et aus-
« sitôt que j'en fus informé je lui ai fait connaître combien je le désap-
« prouvais, en lui donnant l'ordre de rester à son poste. Si V. M.

(1) Bign., t. X. p. 497.

(2) Comment supposer qu'un ambassadeur ait pu demander ses passe-ports, surtout avec l'insistance qu'y avait mise le prince Kurakin, sans y être autorisé par sa cour ; et comment le cabinet russe n'avait-il pas fait savoir immédiatement au gouvernement français qu'il désapprouvait la démarche de son ambassadeur.

« n'est pas intentionnée de verser le sang des peuples pour un mésen-
« tendu de ce genre, qu'elle consente à retirer ses forces du terri-
« toire russe, et je regarderai ce qui s'est passé comme non
« avenu (1), et un accommodement entre nous reste encore possible.
« Dans le cas contraire, V. M. me forcera de ne plus voir en elle
« qu'un ennemi *que rien n'a provoqué de ma part.* Il dépend de
« V. M. d'épargner à l'humanité les calamités d'une nouvelle guerre. »

Le jour même Napoléon adressa cette réponse à l'empereur de Russie.

« Monsieur mon frère (2), j'ai reçu la lettre de Votre Majesté. La guerre
« qui divisait nos États se termina par le traité de Tilsitt. J'avais été à la
« conférence du Niémen avec la résolution de ne pas faire la paix que je
« n'eusse obtenu tous les avantages que les circonstances me promet-
« taient. J'avais en conséquence refusé de voir le roi de Prusse. Votre
« Majesté me dit : Je serai votre second contre l'Angleterre. Ce mot
« changea tout; le traité de Tilsitt en fut le corollaire. Depuis Votre
« Majesté a désiré que des modifications fussent faites à ce traité : elle
« voulut garder la Moldavie et la Valachie et porter ses limites sur
« le Danube; elle eut recours aux négociations. Cette importante mo-
« dification au traité de Tilsitt, si avantageuse à Votre Majesté, fut le
« résultat de la conférence d'Erfurt. Il paraît que, vers le milieu de
« 1810, Votre Majesté désira de nouvelles modifications au traité de
« Tilsitt. Elle avait deux moyens d'y arriver, la négociation ou la
« guerre. La négociation lui avait réussi à Erfurt; pourquoi cette
« fois prit-elle un moyen différent? Elle fit des armements considéra-
« bles, déclina la voie des négociations et parut ne vouloir obtenir
« des modifications au traité de Tilsitt que par la protection de ses
« nombreuses armées. Les relations établies entre les deux puissances,
« après tant d'événements et de sang répandu, se trouvaient rompues.
« La guerre devint imminente. J'eus aussi recours aux armes, mais
« six mois après que Votre Majesté eut pris ce parti; je n'ai pas levé
« un bataillon, je n'ai pas tiré un million de mon trésor pour l'ex-
« traordinaire de la guerre que je ne l'aie fait connaître à Votre Ma-
« jesté et à ses ambassadeurs. Je n'ai pas laissé échapper une occasion

(1) « Au moment où des corps russes sont compromis par les premières
« opérations de la campagne, l'empereur Napoléon doit-il, négligeant les
« avantages de sa nouvelle position, commencer par se soumettre à une
« proposition hautainement exprimée, qui, pour prix de son accomplisse-
« ment, ne lui laisse entrevoir qu'un oubli du passé représenté comme une
« faveur, et seulement la cessation d'impossibilité à un accommodement? »
(Bign., t. X, p. 511.)

(2) Bignon, tome X, p. 499.

« de m'expliquer. Votre Majesté a fait devant toute l'Europe une protes-
« tation que les puissances n'ont l'habitude de faire qu'au moment de se
« battre et lorsqu'elles n'espèrent plus rien des négociations; je n'y ai
« pas répondu. Votre Majesté a la première réuni ses armées
« et menacé mes frontières. Votre Majesté, la première, est partie
« pour son quartier général. Votre Majesté, après avoir constamment,
« depuis dix-huit mois, refusé de s'expliquer, m'a fait enfin remettre par
« son ministre une sommation d'évacuer la Prusse comme préalable
« de toute négociation. Peu de jours après ce ministre a fait la demande
« de ses passe-ports et répété trois fois cette demande. Dès ce mo-
« ment j'étais en guerre avec Votre Majesté. Je voulus cependant
« garder l'espérance que le prince Kurakin avait mal entendu ses ins-
« tructions et qu'il n'était pas autorisé à cette sommation *sine qua*
« *non* de n'entendre à rien que la Prusse ne fût évacuée, ce qui était
« me placer entre la guerre et le déshonneur, langage inconvenant,
« que n'autorisaient ni les événements passés, ni la force respective
« des deux États, ni enfin le souvenir qu'elle ne peut pas avoir
« perdu que, dans les circonstances les plus critiques, je l'ai assez
« honorée, elle et sa nation, pour ne lui rien proposer qui pût être le
« moindrement contraire à la délicatesse et à l'honneur. Je chargeai
« donc le comte Lauriston de se rendre auprès de Votre Majesté et de
« son ministre des relations extérieures, de s'expliquer sur toutes ces
« circonstances et de voir s'il n'y aurait pas moyen d'amener l'ouver-
« ture d'une négociation, en considérant comme non avenue la som-
« mation étrange et déplacée du prince Kurakin. Quelques jours après
« j'appris que la cour de Berlin avait été instruite de cette démarche du
« prince Kurakin, et qu'elle même était fort surprise d'un langage aussi
« extraordinaire. Je ne tardai pas d'apprendre qu'à Pétersbourg aussi
« cette démarche était connue, et que les gens sensés la désapprou-
« vaient. Enfin les journaux anglais m'apprirent que les Anglais la con-
« naissaient. Le prince Kurakin n'avait donc fait que suivre littérale-
« ment ses instructions. Toutefois je voulais encore conserver de l'es-
« poir, et j'attendais la réponse du comte Lauriston, lorsque je reçus
« à Gumbinnen le secrétaire de légation Prévost, qui m'apprit que,
« contre le droit des gens, contre le devoir des souverains en pareille
« circonstance, sans égard pour ce que Votre Majesté devait à moi et
« à elle-même, non-seulement elle avait refusé de voir le comte Lau-
« riston, mais même, chose sans exemple, que l'oubli avait été porté
« au point que le ministre aussi avait refusé de l'entendre et de conférer
« avec lui, quoiqu'il eût fait connaître l'importance de ses commu-
« nications et la lettre de ses ordres. Je compris alors que le sort en

« était jeté ; que cette providence invisible dont je reconnais les droits « et l'empire avait décidé de cette affaire comme de tant d'autres : « je marchai sur le Niémen avec le sentiment intime d'avoir tout « fait pour épargner à l'humanité ces nouveaux malheurs et pour « concilier avec mon honneur celui de mes peuples et la sainteté des « traités. Voilà, Sire, l'exposé de ma conduite. Votre Majesté pourra « dire beaucoup de choses; mais elle se dira à elle-même qu'elle a, pen- « dant dix-huit mois, refusé de s'expliquer d'aucune manière; qu'elle « a depuis déclaré qu'elle n'entendrait à rien qu'au préalable je n'eusse « évacué le territoire de mes alliés; que par là elle a voulu ôter à la « Prusse l'indépendance qu'elle paraissait vouloir lui garantir, en même « temps qu'elle me montrait les Fourches Caudines. Je plains la mé- « chanceté de ceux qui ont pu donner de tels conseils à Votre Majesté. « Quoi qu'il en soit, jamais la Russie n'a pu tenir ce langage à la France ; « c'est tout au plus celui que Catherine pouvait tenir au dernier roi « de Pologne... La guerre est donc déclarée entre nous. Dieu même ne « peut pas faire que ce qui a été n'ait pas été; mais mon oreille sera « toujours ouverte à des négociations de paix; et quand Votre Majesté « voudra sérieusement s'arracher à l'influence des hommes ennemis de « sa famille, de sa gloire et de celle de son empire, elle retrouvera tou- « jours en moi les mêmes sentiments et la vraie amitié. Un jour vien- « dra où Votre Majesté s'avouera que si, dès la fin de 1810, elle n'avait « pas changé; que si, voulant des modifications au traité de Tilsitt, « elle avait eu recours à des négociations loyales, ce qui n'est pas chan- « ger, elle aurait eu un des plus beaux règnes de la Russie : à la suite « de désastres éclatants et réitérés, elle avait par sa sagesse et sa poli- « tique guéri toutes les plaies de l'État, réuni à son empire d'immenses « provinces, la Finlande et les bouches du Danube; mais aussi j'y au- « rais beaucoup gagné; les affaires d'Espagne auraient été terminées en « 1811; probablement la paix avec l'Angleterre serait conclue en ce « moment. Votre Majesté a manqué de persévérance et de confiance, « et, qu'elle me permettre de le lui dire avec sincérité, elle a gâté « tout son avenir. Avant de passer le Niémen j'aurais envoyé un aide « de camp auprès de Votre Majesté, selon l'usage que j'ai suivi dans « les campagnes précédentes, si les personnes qui dirigent la guerre « auprès d'elle et qui, malgré les leçons de l'expérience, paraissent « si désireuses de la faire, n'avaient témoigné beaucoup de mécon- « tentement (1) de la mission du comte de Narbonne, et si je n'avais

(1) « A Wilna les personnes qui entouraient l'empereur Alexandre

« dû considérer comme le résultat de leur influence la non admis-
« sion de mon ambassadeur. Il m'a paru alors indigne de moi de
« pouvoir laisser soupçonner que, sous prétexte de procédé, en en-
« voyant quelqu'un auprès de Votre Majesté, je pusse avoir tout
« autre but. Si Votre Majesté veut finir la guerre, elle m'y trouvera
« disposé ; si elle est décidée à la continuer, et qu'elle veuille établir
« un cartel sur les bases les plus libérales, telles que de considérer les
« hommes aux hôpitaux comme non prisonniers, afin que de part et
« d'autre on n'ait pas à se presser de faire des évacuations, ce qui en-
« traîne la perte de bien du monde ; telles que le renvoi tous les
« quinze jours des prisonniers faits de part et d'autre, en tenant un
« rôle d'échange grade par grade, et toutes autres stipulations que l'u-
« sage de la guerre entre les peuples civilisés a pu admettre, Votre Ma-
« jesté me trouvera prêt à tout. Si même Votre Majesté veut laisser
« établir quelques communications directes malgré les hostilités, le
« principe ainsi que les formalités en seraient aussi réglés dans ce
« cartel. Il me reste à terminer en priant Votre Majesté de croire que,
« tout en me plaignant de la direction qu'elle a donnée à sa politique,
« qui influe si douloureusement sur notre vie et sur nos nations, les sen-
« timents que je lui porte n'en seront pas moins à l'abri des événements
« et que, si la fortune devait encore favoriser mes armes, Votre Majesté
« me trouvera, comme à Tilsitt et à Erfurt, plein d'amitié et d'estime
« pour ses belles et grandes qualités et désireux de le lui prouver.

« Sur ce, je prie Dieu, monsieur mon frère, qu'il veuille vous avoir
« en sa sainte et digne garde. »

La guerre était commencée. La Russie, toutefois, n'avait pas prononcé le mot. C'était assez pour la couvrir aux yeux de l'Europe, trop disposée à être convaincue, aux yeux même d'une grande partie de la France, assez prévenue pour faire cause commune à son insu avec les ennemis de l'Empereur.

« La guerre de Russie a eu (1), ce que généralement on ignore, sa véri-
« table racine dans la question turque. De cette question est né le dis-
« sentiment qui s'est graduellement fait sentir entre les cabinets de
« Paris et de Saint Pétersbourg, et dans la rupture que ce dissenti-
« ment a produite se trouve le principe décisif de la ruine de Napo-

« avaient témoigné très-ouvertement qu'elles étaient impatientes de voir
« partir M. de Narbonne. » Bign., t. X, p. 505.

(1) Bignon, t. VI, p. 484.

« léon. Il en résulte qu'en dépit de tous ses torts sous d'autres points « de vue; en dépit de ses erreurs, de ses fautes, c'est à des idées saines « ou réputées telles qu'il faut faire remonter l'origine de sa perte. Deux « idées principales ont notoirement dominé sa politique ; l'une dès le « jour de son avénement au pouvoir, l'autre plus particulièrement de- « puis 1807.

« Dans sa lutte pour le triomphe de la première, *la répression du « despotisme maritime de l'Angleterre*, il était le défenseur des « droits de tous les peuples, le champion du genre humain. Dans son « attachement à la seconde, la protection de la Turquie, il se dévouait « pour le maintien d'un système considéré alors comme étant d'un inté- « rêt européen. Ainsi, en réalité, il périra pour n'avoir pas voulu livrer « à la Russie l'existence ni même l'intégralité de l'empire ottoman. »

C'est-à-dire pour n'avoir pas voulu livrer Constantinople aux Russes!

Le même historien fait les réflexions suivantes, qui peuvent faire juger de quel côté était le véritable désir de la guerre.

« Au commencement du mois d'avril 1812, sur l'avis encore incertain, « parvenu à Saint-Pétersbourg, de négociations pour un rapprochement « plus étroit entre la France et l'Autriche, le cabinet russe était entré « en explications avec l'ambassadeur de la cour de Vienne, le comte de « Saint-Julien. Le chancelier comte de Romanzof avait entretenu cet « ambassadeur de l'état de la contestation existante entre la Russie et la « France, contestation qui roulait, disait-il, sur trois points : l'affaire du « duché d'Oldenbourg, le système continental et le règlement des rela- « tions commerciales entre les deux pays. *M. de Romanzof avouait que « l'empereur Napoléon désirait s'entendre avec la Russie sur ces di- « vers objets, et il témoignait que, selon lui, il y avait effectivement « possibilité de se mettre d'accord.* La Russie n'avait point encore d'en- « gagement pris avec l'Angleterre ; mais, à la vérité, du jour où la guerre « se déciderait, ce ne serait qu'une affaire de vingt-quatre heures, la Suède « étant là *pour servir de planche* à ce rapprochement. Du reste, écri- « vait le comte de Saint-Julien à sa cour, *la Russie persévère à éviter « toute discussion et répond d'une manière évasive.* Voilà un fait « qui ne manque pas d'importance, attesté, comme il l'est, par un témoin « non suspect. C'est la Russie qui se tient avec la France dans des termes « généraux et qui élude la conclusion d'un arrangement désiré par Na- « poléon. Cette vérité va devenir plus sensible encore.

« Du moment où, à Pétersbourg, la nouvelle d'un traité d'alliance entre « la France et l'Autriche se trouve confirmée, le cabinet s'en émeut ; « le comte de Romanzof et l'Empereur de Russie s'empressent d'en faire « un sujet de conférence avec l'ambassadeur autrichien. Le langage de

« l'un et de l'autre est extrêmement remarquable ; car il renferme, relativement à l'initiative de la guerre, une véritable justification de la « France. Voici dans quels termes M. de Saint-Julien rend compte à sa « cour des conversations avec le chancelier et avec l'Empereur « Alexandre.

« — Le comte de Romanzof, en disant qu'on venait d'apprendre qu'une « alliance avait été signée par le duc de Bassano et le prince de Schwarzenberg, ne dissimulait pas que si l'empereur Alexandre se flattait de « résister honorablement à la France seule il sentait bien qu'il ne pourrait « pas résister à l'Europe entière; que, menacé par une puissance limitrophe, sa position devenait plus embarrassante ; que, d'un autre côté, « la détermination de l'Autriche n'était peut-être pas sans danger pour « elle ; que, dans ce cas nouveau, la Russie pourrait s'arranger avec la « France, *qui d'ailleurs ne voulait que le rétablissement du traité de « Tilsitt*, nouvelle union de deux grands empires, qui ne laisserait pas « d'être inquiétante pour les autres puissances *que Napoléon avait l'habitude de victimer à ses grands intérêts d'État.* —

« L'avis donné indirectement à l'Autriche par M. de Romanzof sur le « danger d'une alliance que la Russie pourrait lui rendre funeste en se « réconciliant avec Napoléon fut répété d'une manière plus précise encore à M. de Saint-Julien par l'empereur Alexandre lui-même, dans « une conférence avec cet ambassadeur. Alexandre commença par lui « donner à lire une copie des traités, patent et secret, conclus entre l'Autriche et la France, copie qu'il tenait, disait-il, de gens qui l'avaient toujours bien servi. Après que le comte de Saint-Julien en eut fait une rapide « lecture, l'empereur Alexandre lui dit qu'il était très-fâché de compter « dans l'Autriche un ennemi de plus ; que toutefois il lui restait encore « six divisions à lui opposer, sans parler des autres ressources qu'il pouvait avoir contre elle ; qu'il n'emploierait qu'à regret les moyens que « lui fournissaient les mécontents de Hongrie ; que, comme il ne voulait « pas avoir toute l'Europe sur les bras, nous le forcerions à s'arranger « avec la France, et qu'il ne croyait pas que cet arrangement, *très-facile et qui tenait à bien peu de chose*, tournât à notre avantage. « — Dans ce moment, poursuivit-il, où des efforts extraordinaires me « donnaient l'espoir de sortir avec succès de cette lutte terrible, lorsque je vais combattre pour la cause générale, il faut que mon ancien « allié se lie d'intérêt avec mon adversaire ! il faut que l'empereur « François me force malgré moi à entrer en négociation avec Napoléon ! —

« Toutes les paroles ici demandent à être pesées, ajoute M. Bignon. « L'empereur Alexandre annonce avoir fait des efforts extraordinaires,

« de nature à lui donner l'espoir de succès dans une lutte terrible. « Ces efforts, pour lui inspirer une telle confiance, doivent nécessaire- « ment dater de bien loin ! Il nourrit donc depuis longtemps déjà un pro- « jet d'attaque ! Il est donc profondément hypocrite dans ses protesta- « tions d'amour de la paix et de fidélité à l'alliance française !

« De l'aveu de ce prince, l'arrangement de la Russie avec la France « *est très-facile; il tient à fort peu de chose.* C'est donc bien la « Russie qui s'y refuse, et ce refus n'a point pour cause le manque « d'expédients propres à résoudre les points en litige entre les deux em- « pires ! Les moyens existent, la volonté de la Russie les repousse et même « sans discussion ! Si par hasard l'empereur Alexandre revenait, ce qu'il « ne fera pas, à une négociation avec la France, ce serait l'Autriche « qui l'y aurait condamné, et bien malgré lui ! Il est assez curieux que « ce soit la cour de Vienne qui, dans cette délicate occurrence, ait con- « tribué à faire connaître de quel côté était la bonne foi dans les rapports « d'Alexandre et de Napoléon. »

Quant à la question de Constantinople, il y avait longtemps que l'Empereur voyait le danger. Dès 1807 il l'avait dénoncé à l'Europe, s'exprimant ainsi devant le Corps législatif le jour de l'ouverture de la session.

« Nous avons aussi ordonné que le rapport de notre ministre des « relations extérieures sur les dangers de la Porte Ottomane fût mis « sous vos yeux. Témoin dès les premiers temps de notre jeunesse de « tous les maux que produit la guerre, notre bonheur, notre gloire, « notre ambition, nous les avons placés dans les conquêtes et les travaux « de la paix. Mais la force des circonstances dans lesquelles nous nous « trouvons mérite notre principale sollicitude. Il a fallu quinze ans de « victoire pour donner à la France des équivalents de ce partage de la « Pologne qu'une seule campagne faite en 1778 aurait empêché.

« Eh ! qui pourrait calculer la durée des guerres, le nombre de cam- « pagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui ré- « sulteraient de la perte de l'Empire de Constantinople, si l'amour d'un « lâche repos et des délices de la grande ville l'emportaient sur les « conseils d'une sage prévoyance? Nous laisserions à nos neveux un « long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et « triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait « de nos jours nos provinces attaquées par une nuée de fanatiques et de « barbares; et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait « à périr, notre coupable indifférence exciterait justement les plaintes « de la postérité et serait un titre d'opprobre dans l'histoire. »

Paris, le 25 avril 1812.

Note adressée à M. le comte de Romanzof.

Monsieur le comte,

S. M. l'empereur de Russie avait reconnu à Tilsitt que la génération présente ne serait rendue au bonheur qu'autant que toutes les nations, jouissant de la plénitude de leurs droits, pourraient se livrer en toute liberté à leur industrie; qu'autant que l'indépendance de leur pavillon serait inviolable; que l'indépendance de leur pavillon était un droit de chacune d'elles et un devoir réciproque des unes envers les autres; qu'elles n'étaient pas moins solidaires de l'inviolabilité de leur pavillon que de celle de leur territoire; que si une puissance ne peut, sans cesser d'être neutre, laisser enlever sur son territoire, par une des puissances belligérantes, les propriétés de l'autre, elle cesse également d'être neutre en laissant enlever sous son pavillon, par une des puissances belligérantes, les propriétés que l'autre y a placées; que toutes les puissances ont en conséquence le droit d'exiger que les nations qui prétendent à la neutralité fassent respecter leur pavillon de la même manière qu'elles doivent faire respecter leur territoire; que tant que l'Angleterre, persistant dans son système de guerre, ne reconnaît l'indépendance d'aucun pavillon sur les mers, aucune puissance qui a des côtes ne peut être neutre envers l'Angleterre.

Avec cette pénétration et cette élévation de sentiments qui le distinguent, l'empereur Alexandre comprit qu'il ne pourrait y avoir de prospérité pour les États du continent que dans le rétablissement de leurs droits par la paix maritime. Ce grand intérêt de la paix maritime domina dans le traité de Tilsitt; tout le reste en fut la conséquence immédiate.

L'empereur Alexandre offrit sa médiation au gouvernement anglais, et s'engagea, si ce gouvernement *ne consentait à conclure la paix, en reconnaissant que les pavillons de toutes les puissances doivent jouir d'une égale et parfaite indépen-*

dance sur les mers, à faire cause commune avec la France, à sommer, de concert avec elle, les trois cours de Copenhague, de Stockholm et de Lisbonne de fermer leurs ports aux Anglais, et de déclarer la guerre à l'Angleterre; et à insister avec force auprès des puissances pour qu'elles adoptassent les mêmes principes.

L'empereur Napoléon accepta la médiation de la Russie; mais l'Angleterre n'y répondit que par une violation du droit des gens jusqu'alors sans exemple dans l'histoire. Elle vint en pleine paix, et sans déclaration préalable de guerre, attaquer le Danemark, surprendre sa capitale, brûler ses arsenaux et s'emparer de sa flotte, qui était désarmée et en sécurité dans ses ports. La Russie, se conformant aux stipulations et aux principes du traité de Tilsitt, déclara la guerre à l'Angleterre; *proclama de nouveau les principes de la neutralité armée, et s'engagea à ne déroger jamais à ce système.* Ce fut alors que le cabinet britannique jeta le masque en publiant au mois de novembre 1807 ces arrêts du conseil par lesquels l'Angleterre levait un octroi de quatre à cinq cent millions sur le continent; et elle soumettait tous les pavillons aux tarifs et aux dispositions de sa législation. Ainsi d'un côté elle se mettait en état de guerre contre toute l'Europe; de l'autre elle s'assurait les moyens d'en perpétuer indéfiniment la durée, en fondant ses finances sur les tributs qu'elle prétendait imposer à tous les peuples.

Déjà en 1806, et pendant que la France était en guerre contre la Prusse et la Russie, elle avait proclamé un blocus qui mettait en interdit toutes les côtes de l'empire. Lorsque Sa Majesté fut entrée à Berlin, elle répondit à cette prétention monstrueuse par le décret du blocus des Iles Britanniques. Mais pour repousser les arrêts du conseil de 1807 il fallait des mesures plus directes, plus précises, et Sa Majesté, par le décret de Milan du 17 décembre de la même année, déclara *dénationalisés* tous les pavillons qui laisseraient violer leur neutralité en se soumettant à ces arrêts.

L'attentat de Copenhague avait été soudain et public. L'Angleterre préparait en Espagne des attentats nouveaux, ourdis avec méditation et dans les ténèbres.

N'ayant pu ébranler la fermeté du roi Charles IV, elle forma un pacte contre ce prince, qui ne voulait pas sacrifier à l'Angleterre les intérêts de son royaume ; elle se servit du nom du prince des Asturies, et le père fut chassé de son trône au nom du fils ; les ennemis de la France et les partisans de l'Angleterre s'emparèrent du pouvoir.

Sa Majesté, appelée par le roi Charles IV, fit entrer ses troupes en Espagne, et la guerre de la péninsule fut allumée.

Par une des stipulations de Tilsitt, la Russie devait évacuer la Valachie et la Moldavie ; cette évacuation fut différée. De nouvelles révolutions survenues à Constantinople avaient plusieurs fois ensanglanté le sérail.

Ainsi un an s'était à peine écoulé depuis la paix de Tilsitt ; les affaires de Copenhague, d'Espagne, de Constantinople et les arrêts publiés en 1807 par le conseil britannique avaient déjà placé l'Europe dans une situation tellement inattendue que les deux souverains jugèrent convenable de se concerter et de s'entendre. L'entrevue d'Erfurt eut lieu.

Unis d'intention et animés de l'esprit de Tilsitt, ils se mirent d'accord sur ce qu'exigeaient d'eux de si grands changements. L'Empereur consentit à faire évacuer la Prusse par ses troupes, en même temps qu'il consentait que la Russie non-seulement n'évacuât point la Valachie et la Moldavie, mais réunît ces provinces à son empire.

Les deux souverains, pénétrés du même désir du rétablissement de la paix maritime et alors aussi fermement attachés qu'à Tilsitt à la défense des principes pour lesquels ils s'étaient unis, résolurent de faire en commun une démarche solennelle auprès de l'Angleterre. Vous vîntes, Monsieur le comte, en suivre les effets à Paris, et vous échangeâtes alors plusieurs notes avec le gouvernement britannique ; mais le cabinet de Londres, qui entrevoyait qu'une guerre allait se rallumer sur le continent, repoussa toute négociation.

La Suède s'était refusée à fermer ses ports à l'Angleterre. La Russie, conformément aux stipulations de Tilsitt, lui avait déclaré la guerre. Il en résulta pour elle la perte de la Finlande, que la Russie réunit à son empire. En même temps les armées russes

occupèrent les places fortes du Danube, et firent une guerre avantageuse contre la Turquie.

Cependant, Monsieur le comte, le système de l'Angleterre triomphait : ses arrêts du Conseil menaçaient d'obtenir les plus immenses résultats ; et l'octroi, qui devait fournir les moyens d'entretenir la guerre perpétuelle qu'elle avait proclamée, se percevait sur les mers. La Hollande et les villes hanséatiques continuant de commercer avec elle, leur connivence rendait illusoires les dispositions salutaires et décisives des décrets de Berlin et de Milan, qui pouvaient seules combattre victorieusement les principes et les arrêts du conseil britannique. L'exécution de ces dispositions ne pouvait être assurée que par l'action journalière d'une administration ferme, vigilante et à l'abri de toute influence ennemie. La Hollande et les villes hanséatiques durent être réunies. Mais, tandis que les sentiments les plus chers cédaient, dans le cœur de Sa Majesté, aux intérêts de ses peuples et à ceux du continent, de grands changements s'opéraient. La Russie abandonnait les principes pour lesquels elle s'était engagée à Tilsitt à faire cause commune avec la France qu'elle avait proclamés dans sa déclaration de guerre à l'Angleterre et qui avaient dicté les décrets de Berlin et de Milan. Ils furent éludés par l'ukase sur le commerce qui ouvrit les ports de la Russie à tout bâtiment anglais chargé de marchandises coloniales, propriétés anglaises, pourvu qu'il prît le masque d'un pavillon étranger. Ce coup inattendu annula le traité de Tilsitt et ces transactions fondamentales qui avaient fini la lutte des deux plus grands empires du monde et qui avaient promis à l'Europe le grand bienfait de la paix maritime. On pressentit dès lors des bouleversements prochains et des guerres sanglantes.

La conduite de la Russie depuis cette époque fut constamment dirigée vers ces funestes résultats. La réunion du duché d'Oldenbourg, enclavé de toutes parts dans les contrées nouvellement soumises au même régime que la France, était une suite nécessaire de la réunion des villes hanséatiques. Une indemnité fut offerte. Cet objet était facile à régler selon les convenances réciproques. Mais votre cabinet en fit une affaire d'État, et l'on vit pour la première fois paraître une protestation d'un allié

contre un allié. La réception des vaisseaux anglais dans les ports russes et les dispositions de l'ukase de 1810 avaient fait connaître que les traités n'existaient plus; la protestation montra que non-seulement les liens qui avaient uni les deux puissances étaient rompus, mais que la Russie jetait publiquement le gant à la France pour une difficulté qui lui était étrangère et qui ne pouvait se résoudre que par le moyen que Sa Majesté avait offert On ne se dissimula point que le refus de cette offre décelai le projet déjà formé d'une rupture. La Russie s'y préparait en effet. Au moment de dicter les conditions de la paix à la Turquie, elle avait rappelé tout à coup cinq divisions de l'armée de Moldavie; et dès le mois de février 1811 on apprit à Paris que l'armée du duché de Varsovie avait été obligée de repasser la Vistule pour se mettre à portée d'être secourue par la confédération, tant les armées russes sur la frontière étaient déjà nombreuses et menaçantes.

Lorsque la Russie s'était déterminée à des mesures contraires aux intérêts de la guerre active qu'elle avait à soutenir, lorsqu'elle avait donné à ses armements un développement onéreux à ses finances et sans objet dans la situation où se trouvaient toutes les puissances du continent, toutes les troupes françaises étaient en deçà du Rhin, à l'exception d'un corps de quarante mille hommes rassemblés à Hambourg pour la défense des côtes de la mer du Nord et pour le maintien de la tranquillité dans les pays nouvellement réunis; les places réservées en Prusse n'étaient occupées que par les troupes alliées; il n'était resté à Dantzick qu'une garnison de quarante mille hommes, et les troupes du duché de Varsovie étaient sur le pied de paix; une partie même était en Espagne.

Les préparatifs de la Russie se trouvaient donc sans objet, à moins qu'elle n'eût l'espérance d'en imposer à la France par un grand appareil de forces et de la porter à mettre fin aux discussions de l'Oldenbourg en sacrifiant l'existence du duché de Varsovie; peut-être aussi, ne pouvant se dissimuler qu'elle avait violé le traité de Tilsitt, la Russie n'avait-elle recours à la force que pour chercher à justifier des violations qui ne pouvaient pas l'être.

Cependant Sa Majesté resta impassible. Elle persista dans le désir d'un arrangement; elle pensait qu'il était toujours temps d'en venir aux armes ; elle demanda que des pouvoirs fussent envoyés au prince Kurakin et qu'une négociation fût ouverte sur des différends qui pouvaient se terminer facilement et qui n'étaient assurément pas de nature à exiger l'effusion du sang. Ils se réduisaient aux quatre points suivants :

1° L'existence du duché de Varsovie, qui avait été une condition de la paix de Tilsitt et qui dès la fin de 1809 donna lieu à la Russie de manifester des défiances auxquelles Sa Majesté répondit par une condescendance portée aussi loin que l'amitié la plus exigeante pouvait le désirer et que l'honneur pouvait le permettre.

2° La réunion du duché d'Oldenbourg, que la guerre contre l'Angleterre avait nécessitée et qui était dans l'esprit de Tilsitt.

3° La législation sur le commerce des marchandises anglaises et les bâtiments dénationalisés, qui devait être réglée par l'esprit et les termes du traité de Tilsitt.

4° Enfin les dispositions de l'ukase de décembre 1810, qui, en détruisant toutes les relations commerciales de la France avec la Russie et en ouvrant les ports aux pavillons simulés chargés de propriétés anglaises, étaient contraires à la lettre du traité de Tilsitt.

Tels devaient être les objets de la négociation.

Quant à ce qui regardait le duché de Varsovie, Sa Majesté s'empressait d'adopter une convention par laquelle elle s'engageait à ne favoriser aucune entreprise qui tendrait directement ou indirectement au rétablissement de la Pologne.

Quant à l'Oldenbourg, elle acceptait l'intervention de la Russie, qui cependant n'avait aucun droit de s'immiscer dans ce qui concernait un prince de la confédération du Rhin, et elle consentait à donner à ce prince une indemnité.

Quant au commerce des manufactures anglaises et aux bâtiments dénationalisés, Sa Majesté demandait à s'entendre pour concilier les besoins de la Russie avec les principes du système continental et l'esprit du traité de Tilsitt.

Enfin, quant à l'ukas, Sa Majesté consentait à conclure un traité de commerce qui, en assurant les relations commerciales de la France, garanties par le traité de Tilsitt, ménagerait tous les intérêts de la Russie.

L'Empereur se flattait que des dispositions dictées par un esprit de conciliation aussi manifeste amèneraient enfin un arrangement. Mais il fut impossible d'obtenir de la Russie qu'elle donnât des pouvoirs pour ouvrir une négociation. Elle répondit constamment aux nouvelles ouvertures qui lui étaient faites par de nouveaux armements, et l'on fut forcé de comprendre enfin qu'elle refusait de s'expliquer parce qu'elle n'avait à proposer que des choses qu'elle n'osait point énoncer et qui ne pouvaient pas être accordées; que ce n'était pas des stipulations qui, en identifiant davantage le duché de Varsovie à la Saxe, en le mettant à l'abri des mouvements qui pouvaient inquiéter la Russie sur la tranquillité de ses provinces, qu'elle désirait d'obtenir, mais le duché même qu'elle voulait réunir; que ce n'était pas son commerce, mais celui des Anglais qu'elle voulait favoriser pour soustraire l'Angleterre à la catastrophe qui la menaçait; que ce n'était pas pour les intérêts du duc d'Oldenbourg que la Russie voulait intervenir dans l'affaire de la réunion, mais que c'était une querelle ouverte contre la France qu'elle voulait tenir en réserve pour le moment de la rupture qu'elle préparait.

L'Empereur reconnut alors qu'il n'y avait pas un moment à perdre. Il eut aussi recours aux armes; il se mit en mesure d'opposer des armées à des armées pour garantir un État du second ordre si souvent menacé et qui faisait reporter toute sa confiance sur sa protection et sur sa foi.

Cependant, monsieur le comte, Sa Majesté saisit encore toutes les occasions pour manifester ses sentiments. Elle déclara publiquement, le 15 août dernier, la nécessité d'arrêter la marche si dangereuse que prenaient les affaires et le vœu d'y parvenir par des arrangements pour lesquels elle ne cessait point de demander à entrer en négociation.

A la fin du mois de novembre suivant, Sa Majesté crut pouvoir espérer que ce vœu allait être enfin partagé par votre cabinet.

Vous annonçâtes, monsieur le comte, à l'ambassadeur de Sa Majesté que M. de Nesselrode était désigné pour se rendre à Paris avec des instructions. Quatre mois s'étaient écoulés lorsque Sa Majesté apprit que cette mission n'aurait pas lieu. Elle fit aussitôt appeler M. le colonel Czernichew, et lui donna pour l'empereur Alexandre une lettre qui tendait de nouveau à ouvrir des négociations. M. de Czernichew est arrivé le 10 mars à Saint-Pétersbourg, et cette lettre est encore sans réponse.

Comment se dissimuler plus longtemps que la Russie élude tout rapprochement? Depuis dix-huit mois elle a eu pour règle constante de porter la main sur son glaive toutes fois que des propositions d'arrangement lui ont été faites.

Se voyant ainsi forcée de renoncer à toute espérance du côté de la Russie, Sa Majesté, avant de commencer cette lutte qui fera couler tant de sang, a pensé qu'il était de son devoir de s'adresser au gouvernement anglais. La gêne qu'éprouve l'Angleterre, les agitations auxquelles elle est en proie et les changements qui ont eu lieu dans son gouvernement ont décidé Sa Majesté. Un sincère désir de la paix a dicté la démarche dont j'ai reçu l'ordre de vous donner connaissance. Aucun agent n'a été envoyé à Londres, et il n'y a eu aucune autre communication entre les deux gouvernements. La lettre dont Votre Excellence trouvera la copie ci-jointe, et que j'ai adressée au secrétaire d'État pour les affaires étrangères de S. M. Britannique, a été remise en mer au commandant de la station de Douvres.

La démarche que je fais auprès de vous, monsieur le comte, est une conséquence des dispositions du traité de Tilsitt, auquel Sa Majesté a la volonté de se conformer jusqu'au dernier moment. Si les ouvertures faites à l'Angleterre ont quelque résultat je m'empresserai de vous en prévenir. S. M. l'empereur Alexandre y prendra part ou en conséquence du traité de Tilsitt ou comme allié de l'Angleterre, si déjà ses relations avec l'Angleterre sont formées.

Il m'est formellement prescrit, monsieur le comte, d'exprimer, en terminant cette dépêche, le vœu déjà manifesté par Sa Majesté à M. le colonel Czernichew, de voir des négociations qu'elle n'a cessé de provoquer depuis dix-huit mois prévenir enfin des événements dont l'humanité aurait tant à gémir.

Quelle que soit la situation des choses, lorsque cette lettre parviendra à Votre Excellence, la paix dépendra encore des résolutions de votre cabinet.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : le duc de BASSANO.

Wilkowiski, le 22 juin 1812.

Deuxième bulletin de la grande armée.

Tout moyen de s'entendre, entre les deux empires, devenait impossible. L'esprit qui domine le cabinet russe le précipite à la guerre. Le général Narbonne, aide de camp de l'Empereur, fut envoyé à Vilna et ne put y séjourner que peu de jours. On acquérait la preuve que la sommation arrogante et tout à fait extraordinaire qu'avait présentée le prince Kurakin, où il déclare ne vouloir entrer dans aucune explication que la France n'ait évacué le territoire de ses propres alliés pour le livrer à la discrétion de la Russie, était le *sine qua non* de ce cabinet, et il s'en vantait auprès des puissances étrangères.

Le premier corps se porta sur la Pregel. Le prince d'Eckmülh eut son quartier général le 11 juin à Kœnigsberg.

Le maréchal duc de Reggio, commandant le deuxième corps, eut son quartier général à Vehlan; le maréchal duc d'Elchingen, commandant le troisième corps, à Soldapp; le prince vice-roi, à Rastembourg; le roi de Westphalie, à Varsovie; le prince Poniatowski, à Pullusk; l'Empereur porta son quartier général le 12 sur la Pregel à Kœnigsberg, le 17 à Justarburg, le 19 à Gumbinnen.

Un léger espoir de s'entendre existait encore. L'Empereur avait donné au comte de Lauriston l'instruction de se rendre auprès de l'empereur Alexandre ou de son ministre des affaires étrangères, et de voir s'il n'y aurait pas moyen de revenir sur la sommation du prince Kurakin et de concilier l'honneur de la France et l'intérêt de ses alliés avec l'ouverture des négociations.

Le même esprit qui régnait dans le cabinet russe empêcha, sous différents prétextes, le comte de Lauriston de remplir sa mission ; et l'on vit, pour la première fois, un ambassadeur ne pouvoir approcher ni le souverain ni son ministre dans des circonstances aussi importantes. Le secrétaire de légation Prévost apporta ces nouvelles à Gumbinnen, et l'Empereur donna l'ordre de marcher pour passer le Niémen. « Les vaincus, dit-il, prennent le ton de vainqueurs; la fatalité les entraîne ; que les destins s'accomplissent. » Sa Majesté fit mettre à l'ordre de l'armée la proclamation suivante :

« La seconde guerre de Pologne est commencée ; la première s'est terminée à Friedland et à Tilsitt : à Tilsitt la Russie a juré éternelle alliance à la France et guerre à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses serments. Elle ne veut donner aucune explication de son étrange conduite que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion. La Russie est entraînée par la fatalité ! ses destins doivent s'accomplir. Nous croirait-elle donc dégénérés ? ne serions-nous plus les soldats d'Austerlitz ? elle nous place entre le déshonneur et la guerre : le choix ne saurait être douteux. Marchons en avant ! passons le Niémen ! portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de Pologne sera glorieuse aux armées françaises comme la première ; mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie et mettra un terme à cette orgueilleuse influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe.

« En notre quartier général de Wilkowiski, le 22 juin 1812. »

« Kowno, le 26 juin 1812. »

Troisième bulletin de la grande armée.

Le 23 juin le roi de Naples, qui commande la cavalerie, porta son quartier général à deux lieues du Niémen, sur la rive gauche. Ce prince a sous ses ordres immédiats les corps de cavalerie commandés par les généraux comtes Nansouty et Montbrun ; l'un, composé des divisions aux ordres des généraux comtes

Bruyères, Saint-Germain et Valence; l'autre, composé des divisions aux ordres du général baron Waltier et des généraux comtes Sébastiani et Defrance.

Le maréchal prince d'Eckmülh, commandant le premier corps, porta son quartier général au débouché de la grande forêt de Pelwiski.

Le deuxième corps et la garde suivirent le mouvement du premier corps.

Le troisième corps se dirigea par Marienpol. Le vice-roi, avec les quatrième et sixième corps restés en arrière, se porta sur Kalwarry.

Le roi de Westphalie se porta à Novogorod avec les cinquième, septième et huitième corps.

Le premier corps d'Autriche, commandé par le prince de Schwarzenberg, quitta Lemberg; il fit un mouvement sur sa gauche et s'approcha de Lublin.

L'équipage de ponts, sous les ordres du général Éblé, arriva le 23 à deux lieues du Niémen.

Le 23, à deux heures du matin, l'Empereur arriva aux avant-postes près de Kowno, prit la capote et le bonnet polonais d'un des chevau-légers, et visita les rives du Niémen, accompagné seulement du général du génie Haxo.

A huit heures du soir l'armée se mit en mouvement; à dix heures le général de division comte Morand fit passer trois compagnies de voltigeurs, et, au même moment, trois ponts furent jetés sur le Niémen. A onze heures trois colonnes débouchèrent sur les trois ponts. A une heure un quart le jour commençait déjà à paraître. A midi, le général baron Pujol chassa devant lui une nuée de Cosaques, et fit occuper Kowno par un bataillon.

Le 24 l'Empereur se porta à Kowno.

Le maréchal prince d'Eckmülh porta son quartier général à Roumahicki.

Et le roi de Naples à Eketanom.

Pendant toute la journée du 24 et celle du 25 l'armée défila sur les trois ponts. Le 24 au soir l'Empereur fit jeter un nouveau pont sur la Vilia, vis-à-vis de Kowno, et fit passer le ma-

réchal duc de Reggio avec le deuxième corps. Les chevau-légers polonais de la garde passèrent à la nage. Deux hommes se noyaient lorsqu'ils furent sauvés par des nageurs du vingt-sixième léger. Le colonel Guéhénem, s'étant imprudemment exposé pour les secourir, périssait lui-même; un nageur de son régiment le sauva.

Le 25 le duc d'Elchingen se porta à Kormelon : le roi de Naples se porta à Jijmoroni. Les troupes légères de l'ennemi furent chassées de tous côtés.

Le 26 le maréchal duc de Reggio arriva à Janow; le maréchal duc d'Elchingen arriva à Skorouli. Les divisions légères de cavalerie couvrirent toute la plaine jusqu'à dix lieues de Wilna.

Le 24 le maréchal duc de Tarente, commandant le dixième corps, dont les Prussiens font partie, a passé le Niémen à Tilsitt et marche sur Rossiena, afin de balayer la rive droite du fleuve et de protéger la navigation.

Le maréchal duc de Bellune, commandant le neuvième corps, ayant sous ses ordres les divisions Radelet, Lagrange, Durutte, Partouneaux, occupe le pays entre l'Elbe et l'Oder.

Le général de division comte Rapp, gouverneur de Dantzick, a sous ses ordres la division Daendels.

Le général de division comte Hogendorp est gouverneur de Kœnigsberg.

L'Empereur de Russie est à Wilna avec sa garde et une partie de son armée, occupant Ronikoulozzi et Newlroki.

Le général russe Bagawout, commandant le deuxième corps, et une partie de l'armée russe coupée de Wilna n'ont trouvé leur salut qu'en se dirigeant sur la Dwina.

Le Niémen est navigable pour des bateaux de deux à trois cents tonneaux jusqu'à Kowno; ainsi les communications par eau sont assurées jusqu'à Dantzick, et avec la Vistule, l'Oder et l'Elbe. Un immense approvisionnement en eau-de-vie, en farine, en biscuit file de Dantzick et de Kœnigsberg sur Kowno. La Vilia, qui passe à Wilna, est navigable pour de plus petits bateaux depuis Kowno jusqu'à Wilna, capitale de la Lithuanie, l'est de toute la Pologne russe. L'empereur de Russie est depuis plusieurs mois dans cette ville, avec une partie de sa

cour. L'occupation de cette place par l'armée française sera le premier fruit de la victoire. Plusieurs officiers de Cosaques et des officiers porteurs de dépêches ont été arrêtés par la cavalerie légère.

Wilna, le 30 juin 1812.

Quatrième bulletin de la grande armée.

Le 27 l'Empereur arriva aux avant-postes à deux heures après midi, et mit en mouvement l'armée pour s'approcher de Wilna et attaquer le 28, à la pointe du jour, l'armée russe, si elle voulait défendre Wilna ou en retarder la prise pour sauver les immenses magasins qu'elle y avait. Une division russe occupait Troki, et une autre division était sur les hauteurs de Waka.

A la pointe du jour, le 28, le roi de Naples se mit en mouvement avec l'avant-garde et la cavalerie légère du général comte Bruyères. Le maréchal prince d'Eckmülh l'appuya avec son corps. Les Russes se reployèrent partout. Après avoir échangé quelques coups de canon, ils repassèrent à la hâte la Vilia, brûlèrent le pont de bois de Wilna et incendièrent d'immenses magasins évalués à plusieurs millions de roubles : plus de cent cinquante mille quintaux de farine, un immense approvisionnement de fourrages et d'avoine, une masse considérable d'effets d'habillement furent brûlés, une grande quantité d'armes, dont en général la Russie manque, et de munitions de guerre furent détruites et jetées dans la Vilia.

A midi l'Empereur entra dans Wilna. A trois heures le pont sur la Vistule fut rétabli : tous les charpentiers de la ville s'y étaient portés avec empressement, et construisaient un pont en même temps que les pontonniers en construisaient un autre.

La division Bruyères suivit l'ennemi sur la rive gauche. Dans une légère affaire d'arrière-garde, une cinquantaine de voitures furent enlevées aux Russes, il y eut quelques hommes tués et blessés. Parmi ces derniers est le capitaine des hussards Ségier. Les chevau-légers polonais de la garde firent une charge sur la droite de la Vilia, mirent en déroute, poursuivirent et firent prisonniers bon nombre de Cosaques.

Le 25 le duc de Reggio avait passé la Vilia sur un pont jeté près de Kowno. Le 26 il se dirigea sur Janow, et le 27 sur Chaloni. Ce mouvement obligea le prince de Wittgenstein, commandant le premier corps de l'armée russe, à évacuer toute la Samogitie et le pays situé entre Kowno et la mer, et à se porter sur Wilkomir en se faisant renforcer par deux régiments de la garde.

Le 28 la rencontre eut lieu. Le maréchal duc de Reggio trouva l'ennemi en bataille vis-à-vis de Develtovo. La canonnade s'engagea; l'ennemi fut chassé de position en position, et repassa avec tant de précipitation le pont qu'il ne put le brûler. Il a perdu trois cents prisonniers, parmi lesquels plusieurs officiers, et une centaine d'hommes tués ou blessés. Notre perte se monte à une cinquantaine d'hommes.

Le duc de Reggio se loue de la brigade de cavalerie légère que commande le général baron Castex, et du premier régiment d'infanterie légère, composé en entier de Français du département au delà des Alpes. Les jeunes conscrits romains ont montré beaucoup d'intrépidité.

L'ennemi a mis le feu à son grand magasin de Wilkomir. Au dernier moment les habitants avaient pillé quelques tonneaux de farine; on est parvenu à en recouvrer une partie.

Le 29 le duc d'Elchingen a jeté un pont vis-à-vis de Souderva pour passer la Vilia. Des colonnes ont été dirigées sur les chemins de Grodno et de la Volhynie, pour marcher à la rencontre des différents corps russes coupés et éparpillés.

Wilna est une ville de vingt-cinq à trente mille âmes, ayant un grand nombre de couvents, de beaux établissements et des habitants pleins de patriotisme. Quatre ou cinq cents jeunes gens de l'université, ayant plus de dix-huit ans et appartenant aux meilleures familles, ont demandé à former un régiment. L'ennemi se retire sur la Dwina. Un grand nombre d'officiers d'état-major et d'estafettes tombent à chaque instant dans nos mains. Nous acquérons la preuve de l'exagération de tout ce que la Russie a publié sur l'immensité de ses moyens. Deux bataillons seulement par régiment sont à l'armée; les troisièmes bataillons, dont beaucoup d'états de situation ont été interceptés dans la

correspondance des officiers des dépôts avec les régiments, ne se montent pour la plupart qu'à cent quarante ou deux cents hommes.

La cour est partie de Wilna vingt-quatre heures après avoir appris notre passage à Kowno. La Samogitie, la Lithuanie sont presque entièrement délivrées. La centralisation de Bagration vers le nord a fort affaibli les troupes qui devaient défendre la Volhynie.

Le roi de Westphalie, avec le corps du prince Poniatowski, le septième et le huitième corps, doit être entré le 29 à Grodno.

Différentes colonnes sont parties pour tomber sur les flancs du corps de Bagration, qui, le 20, a reçu l'ordre de se rendre à marche forcée de Pronjanoni sur Wilna, et dont la tête était déjà arrivée à quatre journées de marche de cette dernière ville, mais que les événements ont forcée de rétrograder et que l'on poursuit.

Jusqu'à cette heure la campagne n'a pas été sanglante; il n'y a eu que des manœuvres : nous avons fait en tout deux mille prisonniers. Mais l'ennemi a déjà perdu la capitale et la plus grande partie des provinces polonaises, qui s'insurgent. Tous les magasins de première, de deuxième et de troisième ligne, résultats de deux années de soins et évalués plus de vingt millions de roubles, sont consumés par les flammes ou tombés en notre pouvoir. Enfin, le quartier général de l'armée française est dans le lieu où était la cour depuis six semaines.

Parmi le grand nombre de lettres interceptées l'on remarque les deux suivantes, l'une de l'intendant de l'armée russe, qui fait connaître que déjà la Russie, ayant perdu tous ses magasins de première, de deuxième et de troisième ligne, est réduite à en former en toute hâte de nouveaux; l'autre, du duc Alex. de Wurtemberg, faisant voir qu'après peu de jours de campagne les provinces du centre sont déjà déclarées en état de guerre.

Dans la situation présente des choses, si l'armée russe croyait avoir quelque chance de victoire, la défense de Wilna valait une bataille, et dans tous les pays, mais surtout dans celui où nous nous trouvons, la conservation d'une triple ligne de magasins aurait dû décider un général à en risquer les chances.

Des manœuvres ont donc seules mis au pouvoir de l'armée française une bonne partie des provinces polonaises, la capitale et trois lignes de magasins. Le feu a été mis aux magasins de Wilna avec tant de précipitation qu'on a pu sauver beaucoup de choses.

Wilna, le 6 juillet 1812.

Cinquième bulletin de la grande armée.

L'armée russe était placée et organisée de la manière suivante au commencement des hostilités.

Le premier corps, commandé par le prince de Wittgenstein, composé des cinquième et quatorzième divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, formant en tout dix-huit mille hommes, artillerie et sapeurs compris, avait été longtemps à Chawli. Il avait depuis occupé Rosiena et était le 24 juin à Keydanoni.

Le deuxième corps, commandé par le général Baggawon, composé des quatrième et dix-septième divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, présentant la même force, occupait Kowno.

Le troisième corps, commandé par le général Schomooloff, composé de la première division de grenadiers, d'une division d'infanterie et d'une division de cavalerie, formant vingt-quatre mille hommes, occupait Nov-Troki.

Le quatrième corps, commandé par le général Tutschkoff, composé des onzième et vingt-cinquième divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, formant dix-huit mille hommes, était placé depuis Nov-Troki jusqu'à Léda.

La garde impériale était à Wilna.

Le sixième corps, commandé par le général Doctorow, composé de deux divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, formant dix-huit mille hommes, avait fait partie de l'armée du prince Bagration. Au milieu de juin il arriva à Léda, venant de la Wolhynie, pour renforcer la première armée. Ce corps était à la fin de juin entre Léda et Grodno.

Le cinquième corps, composé de la deuxième division de gre-

nadiers, des douzième, dix-huitième et vingt-sixième divisions d'infanterie et de deux divisions de cavalerie, était le 30 à Wolkowski. Le prince Bagration commandait ce corps, qui pouvait être de quarante mille hommes.

Enfin les neuvième et quinzième divisions d'infanterie et une division de cavalerie, commandées par le général Markow, se trouvaient dans le fond de la Wolhynie.

Le passage de la Vilia, qui eut lieu le 25 juin, et la marche du duc de Reggio sur Janow et sur Chatoui obligèrent le corps de Wittgenstein à se porter sur Wilkomir et sur la gauche, et le corps de Bagga vint à gagner Damobourg par Mouchniki et Gedevitse. Ces deux corps se trouvaient ainsi coupés de Wilna.

Le troisième et le quatrième corps de la garde impériale russe se portèrent de Wilna sur Nomantschin, Swentzianoni et Vidzoni. Le roi de Naples les poussa vivement sur les deux rives de la Vilia. Le dixième régiment de hussards polonais, tenant la tête de la colonne de la division du comte Sébastiani, rencontra près de Lebowa un régiment de Cosaques de la garde qui protégeait la retraite de l'arrière-garde, et le chargea tête baissée, lui tua neuf hommes et fit une douzaine de prisonniers. Les troupes polonaises qui jusqu'à cette heure ont chargé ont montré une rare détermination. Elles sont animées par l'enthousiasme et la passion.

Le 3 juillet le roi de Naples s'est porté sur Swantziani et y a atteint l'arrière-garde du baron de Tolly. Il donna ordre au général Montbrun de la faire charger; mais les Russes ne l'ont point attendu, et se sont retirés avec une telle précipitation qu'un escadron de hulans qui revenait d'une reconnaissance du côté de Mikaïliki tomba dans nos postes. Il fut chargé par le douzième de chasseurs et entièrement pris ou tué : soixante hommes ont été pris avec leurs chevaux. Les Polonais qui se trouvaient parmi ces prisonniers ont demandé à servir, et ont pris rang, tout montés, dans les troupes polonaises.

Le 4, à la pointe du jour, le roi de Naples est entré à Swentziani; le maréchal duc d'Elchingen est entré à Maliatoni, et le maréchal duc de Reggio à Avanta.

Le 30 juin le maréchal duc de Tarente est arrivé à Rosiena; il s'est porté de là sur Ponevieji, Chawli et Tesch.

Les immenses magasins que les Russes avaient dans la Samogitie ont été brûlés par eux, perte énorme non-seulement pour leurs finances, mais encore pour la subsistance des peuples.

Cependant le corps de Doctorow, c'est-à-dire le sixième corps, était encore le 27 juin sans ordres et n'avait fait aucun mouvement. Le 28 il se réunit et se mit en marche pour se porter sur la Dwina par une marche de flanc. Le 30 son avant-garde entra à Soleiniki. Elle fut chargée par la cavalerie légère du général baron Bordesoulle, et chassée de la ville. Doctorow, se voyant prévenu, prit à droite et se porta sur Ochmiana. Le général baron Pujol y arriva avec sa brigade de cavalerie légère, au moment où l'avant-garde de Doctorow y entrait. Le général Pujol le fit charger. L'ennemi fut sabré et culbuté dans la ville. Il a perdu soixante hommes tués et dix-huit prisonniers. Le général Pujol a eu cinq hommes tués et quelques blessés. Cette charge a été faite par le neuvième régiment de lanciers polonais.

Le général Doctorow, voyant le chemin coupé, rétrograda sur Olchanoni. Le maréchal prince d'Eckmülh, avec une division d'infanterie, les cuirassiers de la division du comte Valence et le deuxième régiment de chevau-légers de la garde, se porta sur Ochmiana pour soutenir le général Pujol.

Le corps de Doctorow, ainsi coupé et rejeté dans le midi, continua de longer à droite, à marches forcées, en faisant le sacrifice de ses bagages, sur Smoraghoni, Dunowcheff et Kobonilensiki, d'où il s'est porté sur la Dwina. Ce mouvement avait été prévu. Le général comte Nansouty, avec une division de cuirassiers, la division de cavalerie légère du général comte Bruyères et la division d'infanterie du comte Morand, s'était porté à Mikaïlitshki pour couper ce corps. Il arriva le 3 à Swir, lorsqu'il débouchait, et le poussa vivement, lui prit bon nombre de traînards et l'obligea à abandonner quelques centaines de voitures de bagages.

L'incertitude, les angoisses, les marches et les contre-marches qu'ont faites ces troupes, les fatigues qu'elles ont essuyées ont dû les faire beaucoup souffrir.

Des torrents de pluie ont tombé pendant trente-six heures sans interruption.

D'une extrême chaleur le temps a passé tout à coup à un froid très-vif. Plusieurs milliers de chevaux ont péri par l'effet de cette transition subite. Des convois d'artillerie ont été arrêtés dans les boues.

Cet épouvantable orage, qui a fatigué les hommes et les chevaux, a nécessairement retardé notre marche, et le corps de Doctorow, qui a donné successivement dans les colonnes du général Bordesoulle, du général Pujol et du général Nansouty, a été près de sa destruction.

Le prince Bagration, avec le cinquième corps, placé plus en arrière, marche sur la Dwina. Il est parti le 30 juin de Wulkowisk pour se rendre sur Minsk.

Le roi de Westphalie est entré le même jour à Grodno. La division Dembrouski a passé la première. L'hetman Platoff se trouvait encore à Grodno avec ses Cosaques. Chargés par la cavalerie légère du prince Poniatowski, les Cosaques ont été éparpillés; on leur a tué vingt hommes et fait soixante prisonniers. On a trouvé à Grodno une manutention propre à cuire cent mille rations de pain et quelques restes de magasin.

Il avait été prévu que Bagration se porterait sur la Dwina en se rapprochant le plus possible de Dunabourg; le général de division comte Grouchy a été envoyé à Bogdanow. Il était le 3 à Traboni. Le maréchal prince d'Eckmülh, renforcé de deux divisions, était le 4 à Wichnaw. Si le prince Poniatowski a poussé vivement l'arrière-garde du corps de Bagration, ce corps se trouvera compromis.

Tous les corps ennemis sont dans la plus grande incertitude. L'hetman Platoff ignorait, le 30 juin, que depuis deux jours Wilna fût occupé par les Français. Il se dirigea sur cette ville jusqu'à Léda, où il changea de route et se porta sur le midi.

Le soleil, dans la journée du 4, a rétabli les chemins. Tout s'organise à Wilna. Les faubourgs ont souffert par la grande quantité de monde qui s'y est précipitée pendant la durée de l'orage. Il y avait une manutention russe pour soixante mille rations. On en a établi une autre pour une égale quantité de

rations. On forme des magasins. La tête des convois arrive à Kowno par le Niémen. Vingt mille quintaux de farine et un million de rations de biscuit viennent d'y arriver de Dantzick.

Wilna, le 11 juillet 1812.

Sixième bulletin de la grande armée.

Le roi de Naples a continué à suivre l'arrière-garde ennemie. Le 5 il a rencontré la cavalerie ennemie en position sur la Dziana; il l'a fait charger par la brigade de cavalerie légère que commande le général baron Subervic. Les régiments prussiens, wurtembergeois et polonais qui font partie de cette brigade ont chargé avec la plus grande intrépidité. Ils ont culbuté une ligne de dragons et de hussards russes, et ont fait deux cents prisonniers hussards et dragons montés. Arrivé au delà de la Dziana, l'ennemi coupa les ponts et voulut défendre le passage. Le général comte Montbrun fit alors avancer ses cinq batteries d'artillerie légère, qui, pendant plusieurs heures, portèrent le ravage dans les rangs ennemis. La perte des Russes a été considérable.

Le général comte Sébastiani est arrivé le même jour à Vidzoni, d'où l'empereur de Russie était parti la veille.

Notre avant-garde est sur la Dwina.

Le général comte Nansouty était le 5 juillet à Postavorio; il se porta, pour passer la Dziana, à six lieues de là, sur la droite du roi de Naples. Le général de brigade Roussel, avec le neuvième régiment de chevau-légers polonais et le deuxième régiment de hussards prussiens, passa la rivière, culbuta six escadrons russes, en sabra un bon nombre et fit quarante-six prisonniers avec plusieurs officiers. Le général Nansouty se loue de la conduite du général Roussel, et cite avec éloge le lieutenant Borke, du deuxième régiment de hussards prussiens, le sous-officier Krause et le hussard Lutze. S. M. a accordé la décoration de la Légion d'honneur au général Roussel, aux officiers et au sous-officier ci-dessus nommés.

Le général Nansouty a fait prisonniers cent trente hussards et dragons russes montés.

Le 3 juillet la communication a été ouverte entre Grodno et Wilna par Léda. L'hetman Platoff, avec six mille Cosaques, chassé de Grodno, se présenta sur Léda et y trouva les avant-postes français. Il descendit sur Ivié le 5.

Le général comte Grouchy occupait Witchnew, Traboni et Soubotnicki. Le général baron Pujol était à Perchai. Le général baron Bordesoulle était à Blacktoni; le maréchal prince d'Eckmülh était en avant de Bobrowitski, poussant des têtes de colonne partout.

Platoff se retira précipitamment, le 6, sur Nikolaew.

Le prince Bagration, parti dans les premiers jours de juillet de Wolkowisk, pour se diriger sur Wilna, a été intercepté dans sa route. Il est retourné sur ses pas pour gagner Minsk; prévenu par le prince d'Eckmülh, il a changé de direction, a renoncé à se porter sur la Dwina et se porte sur le Borysthène par Bobrealz, en traversant les marais de la Bérésina.

Le maréchal prince d'Eckmülh est entré le 8 à Minsk. Il y a trouvé des magasins considérables en farine, en avoine, en effets d'habillement, etc. Bagration était déjà arrivé à Novoisworgrew; se voyant prévenu, il envoya l'ordre de brûler les magasins, mais le prince d'Eckmülh ne lui en a pas donné le temps.

Le roi de Westphalie était le 9 à Nowogrodek, le général Régnier à Slonim; des magasins, des voitures de bagages, des pharmacies, des hommes isolés ou coupés tombent à chaque moment dans nos mains; les divisions russes errent dans ces contrées sans direction, prévenues, poursuivies partout, perdant leurs bagages, brûlant leurs magasins, détruisant leur artillerie et laissant leurs places sans défense.

Le général baron de Colbert a pris à Vileika un magasin de trois mille quintaux de farine, de cent mille rations de biscuit. Il a trouvé aussi à Vileika une caisse de vingt mille francs en monnaie de cuivre.

Tous ces avantages ne coûtent presque aucun homme à l'armée française : depuis que la campagne est ouverte on compte à peine, dans tous les corps réunis, trente hommes tués, une cen-

taine de blessés et dix prisonniers, tandis que nous avons déjà deux mille à deux mille cinq cents prisonniers russes.

Le prince de Schwartzenberg a passé le Bug à Droghitschin; a poursuivi l'ennemi dans ces différentes directions, et s'est emparé de plusieurs voitures de bagages. Le prince de Schwartzenberg se loue de l'accueil qu'il reçoit des habitants et de l'esprit de patriotisme qui anime ces contrées.

Ainsi dix jours après l'ouverture de la campagne nos avant-postes sont sur la Dwina. Presque toute la Lithuanie, ayant quatre millions d'hommes de population, est conquise. Les mouvements de guerre ont commencé au passage de la Vistule. Les projets de l'Empereur étaient dès lors démasqués, et il n'y avait pas de temps à perdre pour leur exécution. Aussi l'armée a-t-elle fait de fortes marches, depuis le passage de ce fleuve, pour se porter par des manœuvres sur la Dwina; car il y a plus loin de la Vistule à la Dwina que de la Dwina à Moscou et à Pétersbourg.

Les Russes paraissent se concentrer sur Dunabourg; ils annoncent le projet de nous attendre et de nous livrer bataille avant de rentrer dans leurs anciennes provinces, après avoir abandonné sans combat la Pologne, comme s'ils étaient pressés par la justice et qu'ils voulussent restituer un pays mal acquis, puisqu'il ne l'a été ni par les traités ni par le droit de conquête.

La chaleur continue à être très-forte.

Le peuple de Pologne s'émeut de tous côtés. L'aigle blanche est arborée partout : prêtres, nobles, paysans, femmes, tous demandent l'indépendance de leur nation. Les paysans sont extrêmement jaloux du bonheur des paysans du grand-duché, qui sont libres; car, quoi qu'on dise, la liberté est regardée par les Lithuaniens comme le premier des biens. Les paysans s'expriment avec une vivacité d'élocution qui ne semble pas devoir appartenir aux climats du nord, et tous embrassent avec transport l'espérance que la fin de la lutte sera le rétablissement de leur liberté. Les paysans du grand-duché ont gagné à la liberté, non qu'ils soient plus riches, mais les propriétaires sont obligés d'être modérés, justes et humains, parce qu'autrement les paysans quitteront leurs terres pour chercher de meil-

leurs propriétaires. Ainsi le noble ne perd rien; il est seulement obligé d'être juste, et le paysan gagne beaucoup. Ç'a dû être une grande jouissance pour le cœur de l'Empereur que d'être témoin, en traversant le grand-duché, des transports de joie et de reconnaissance qu'excite le bienfait de la liberté accordé à quatre millions d'hommes.

Six régiments d'infanterie de nouvelle levée viennent d'être décrétés en Lithuanie, et quatre régiments de cavalerie viennent d'être offerts par la noblesse.

La diète de Varsovie, s'étant constituée en confédération générale de Pologne, a nommé le prince Adam Czartorinski son président. Ce prince, âgé de quatre-vingts ans, a été, il y a cinquante ans, maréchal d'une diète de Pologne. Le premier acte de la confédération a été de déclarer le royaume de Pologne rétabli.

Une députation de la confédération a été présentée à l'Empereur à Wilna, et a soumis à son approbation et à sa protection l'acte de confédération.

Réponse de l'Empereur au discours de M. le comte palatin Wibicki, président de la députation de la confédération générale de Pologne.

Messieurs les députés de la confédération de Pologne,

J'ai entendu avec intérêt ce que vous venez de me dire.

Polonais, je penserais et j'agirais comme vous; j'aurais voté comme vous dans l'assemblée de Varsovie: l'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé.

Dans ma position, j'ai bien des intérêts à concilier et bien des devoirs à remplir. Si j'eusse régné lors du premier, du second ou du troisième partage de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous soutenir. Aussitôt que la victoire m'a permis de restituer vos anciennes lois à votre capitale et à une partie de vos provinces, je l'ai fait avec empressement, sans toutefois prolonger une guerre qui eût fait couler encore le sang de mes sujets.

J'aime votre nation : depuis seize ans j'ai vu vos soldats à

mes côtés, sur les champs d'Italie comme sur ceux d'Espagne.

J'applaudis à tout ce que vous avez fait : j'autorise les efforts que vous voulez faire; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions, je le ferai.

Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits; mais, dans ces contrées si éloignées et si étendues, c'est surtout sur l'unanimité des efforts de la population qui les couvre que vous devez fonder vos espérances de succès.

Je vous ai tenu le même langage lors de ma première apparition en Pologne : je dois ajouter ici que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses États et que je ne saurais autoriser aucune manœuvre ni aucun mouvement qui tendrait à le troubler dans la paisible possession de ce qui lui reste des provinces polonaises. Que la Lithuanie, la Samogitie, Witepsck, Polotzk, Mohilow, la Volhynie, l'Ukraine, la Podolie soient animées du même esprit que j'ai vu dans la grande Pologne, et la providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause; elle récompensera ce dévouement à votre patrie qui vous a rendus si intéressants et vous a acquis tant de droits à mon estime et à ma protection, sur laquelle vous devez compter dans toutes les circonstances.

Wilna, le 16 juillet 1812.

Septième bulletin de la grande armée.

Sa Majesté fait élever sur la rive droite de la Vilia un camp retranché fermé par des redoutes, et fait construire une citadelle sur la montagne où était l'ancien palais des Jagellons. On travaille à établir deux ponts de pilotis sur la Vilia. Trois ponts de radeaux existent déjà sur cette rivière.

Le 8 l'Empereur a passé la revue d'une partie de sa garde, composée des divisions Laborde et Roguet, que commande le maréchal duc de Trévise, et de la vieille garde, que commande le maréchal duc de Dantzick, sur l'emplacement du camp retranché. La belle tenue de ces troupes a excité l'admiration générale.

Le 4 le maréchal duc de Tarente fit partir de son quartier général de Rossieno, capitale de la Samogitie, l'une des plus belles et des plus fertiles provinces de la Pologne, le général de brigade baron Ricard, avec une partie de la septième division, pour se porter sur Poniewiez. Le général prussien Kleist, avec une brigade prussienne, a été envoyé sur Chawli, et le brigadier prussien de Jeannerel, avec une autre brigade prussienne, sur Telch. Ces trois commandants sont arrivés à leur destination. Le général Kleist n'a pu atteindre qu'un hussard russe, l'ennemi ayant évacué en toute hâte Chawli, après avoir incendié les magasins.

Le général Ricard est arrivé le 6, de grand matin, à Poniewiez. Il a eu le bonheur de sauver les magasins qui s'y trouvaient et qui contenaient cinquante mille quintaux de farine. Il a fait cent soixante prisonniers, parmi lesquels sont quatre officiers. Cette petite expédition fait le plus grand honneur au détachement de hussards de la mort prussien qui en a été chargé. S. M. a accordé la décoration de la Légion d'honneur au commandant, au lieutenant de Raven, aux sous-officiers Werner et Pommereit et au brigadier Grabouski, qui se sont distingués dans cette affaire.

Les habitants de la province de Samogitie se distinguent par leur patriotisme. Ils ont un grief de plus que les autres Polonais : ils étaient libres ; leur pays est riche ; il l'était davantage, mais leurs destinées ont changé avec la chute de la Pologne.

Les plus belles terres ayant été données par Catherine aux Soubow, les paysans, de libres qu'ils étaient, ont dû devenir esclaves. Le mouvement de flanc qu'a fait l'armée sur Wilna ayant tourné cette belle province, elle se trouve intacte, et sera de la plus grande utilité à l'armée. Deux mille chevaux sont en route pour venir réparer les pertes de l'artillerie : des magasins considérables ont été conservés. La marche de l'armée de Kowno sur Wilna et de Wilna sur Dunabourg et sur Minsk a obligé l'ennemi à abandonner les rives du Niémen et à rendre libre cette rivière, par laquelle de nombreux convois arrivent à Kowno. Nous avons dans ce moment plus de cent cinquante mille quintaux de farine, deux millions de rations de biscuit,

six mille quintaux de riz, une grande quantité d'eau-de-vie, six cent mille boisseaux d'avoine, etc., etc. Les convois se succèdent avec rapidité ; le Niémen est couvert de bateaux.

Le passage du Niémen a eu lieu le 24, et l'Empereur est entré à Wilna le 28. La première armée de l'ouest, commandée par l'empereur Alexandre, est composée de neuf divisions d'infanterie et de quatre divisions de cavalerie. Poussée de poste en poste, elle occupe aujourd'hui le camp retranché de Drisses, où le roi de Naples, avec les corps des maréchaux duc d'Elchingen et de Reggio, plusieurs divisions du premier corps et les corps de cavalerie des comtes Nansouty et Montbrun, la contient. La seconde armée, commandée par le prince Bagration, était encore le 1er juillet à Kobrin, où elle se réunissait. Les neuvième et treizième divisions étaient plus loin sous les ordres du général Tormazaw. A la première nouvelle du passage du Niémen, Bagration se mit en mouvement pour se porter sur Wilna, et fit sa jonction avec les Cosaques de Platoff, qui étaient vis-à-vis Grodno. Arrivé à la hauteur d'Ivié, il apprit que le chemin de Wilna lui était fermé. Il reconnut que l'exécution des ordres qu'il avait serait téméraire et entraînerait sa perte. Soubotnicki, Tréboni, Wilphnew, Volojink étant occupés par les corps du général comte Grouchy, du général baron Pujol et du maréchal prince d'Eckmülh, il rétrograda alors et prit la direction de Minsk ; mais, arrivé à demi-chemin de cette ville, il apprit que le prince d'Eckmülh y était entré. Il rétrograda encore une fois : de Newskj il marcha sur Slonisk, et de là il se porta sur Bobrinsk, d'où il n'aura d'autre ressource que de passer le Borysthène. Ainsi les deux armées sont entièrement coupées et séparées entre elles par un espace de cent lieues.

Le prince d'Eckmülh s'est emparé de la place forte de Borisow sur la Bérésina. Soixante milliers de poudre, seize pièces de canon de siége, des hôpitaux sont tombés en son pouvoir. Des magasins considérables ont été incendiés ; une partie cependant a été sauvée.

Le 10 le général Latour-Maubourg a envoyé la division de cavalerie légère commandée par le général Roznieckl sur Mir. Elle rencontra l'arrière-garde ennemie à peu de distance de cette

ville. Un engagement très-vif eut lieu. Malgré l'infériorité du nombre de la division polonaise, le champ lui est resté. Le général des Cosaques Grégoriew a été tué, et quinze cents Russes ont été tués ou blessés. Notre perte a été de trois cents hommes au plus. La cavalerie légère polonaise s'est battue avec la plus grande intrépidité, et son courage a suppléé au nombre. Nous sommes entrés le même jour à Mir.

Le 13 le roi de Westphalie avait son quartier général à Nesvy.

Le vice-roi arriva à Dockchitsoni.

Les Bavarois, commandés par le général comte Gouvion-Saint-Cyr, ont passé la revue de l'Empereur, le 14, à Wilna. La division Deroy et la division Wrede étaient très-belles. Ces troupes se sont mises en marche pour Sloubokoe.

Gloubokoé, le 22 juillet 1812.

Huitième bulletin de la grande armée.

Le corps du prince Bagration est composé de quatre divisions d'infanterie fortes de vingt-deux à vingt-quatre mille hommes; des Cosaques de Platoff formant six mille chevaux, et de quatre à cinq mille hommes de cavalerie. Deux divisions de son corps (la neuvième et la quinzième) voulaient le rejoindre par Pinsk; elles ont été interceptées et obligées de rentrer en Wolhynie.

Le 14 le général Latour-Maubourg, qui suivait l'arrière-garde de Bagration, était à Romanow. Le 16 le prince Poniatowski y avait son quartier général.

Dans l'affaire du 10, qui a eu lieu à Romanow, le général Rozniecki, commandant la cavalerie légère du quatrième corps de cavalerie, a perdu six cents hommes tués ou blessés ou faits prisonniers. On n'a à regretter aucun officier supérieur. Le général Rozniecki assure que l'on a reconnu sur le champ de bataille les corps du général de division russe comte Pahlen, des colonels russes Adrianow et Jesowayski.

Le prince de Schwartzenberg avait le 13 son quartier général

à Prazanca. Il avait fait occuper le 11 et le 12 la position importante de Pinsk par un détachement qui a pris quelques hommes et des magasins assez considérables. Douze houlans autrichiens ont chargé quarante-six Cosaques, les ont poursuivis pendant plusieurs lieues et en ont pris six. Le prince de Schwartzenberg marche sur Minsk.

Le général Régnier est revenu le 19 à Slonim, pour garantir le duché de Varsovie d'une incursion et observer les deux divisions ennemies rentrées en Wolhynie.

Le 12 le général baron Pujol, étant à Ighoumen, a envoyé le capitaine Vaudois avec cinquante chevaux à Khaloni. Ce détachement a pris là un parc de deux cents voitures du corps de Bagration; a fait prisonniers six officiers, deux cents canonniers, trois cents hommes du train, et a pris huit cents beaux chevaux d'artillerie. Le capitaine Vaudois, se trouvant éloigné de quinze lieues de l'armée, n'a pas jugé pouvoir amener ce convoi et l'a brûlé; il a amené les chevaux harnachés et les hommes.

Le prince d'Eckmülh était le 15 à Ighoumen; le général Pujol était à Jachitsié, ayant des postes sur Swislach; ce qu'apprenant, Bagration a renoncé à se porter sur Bobrinsk, et s'est jeté quinze lieues plus bas du côté de Moziar.

Le 17 le prince d'Eckmülh était à Gologuino.

Le 15 le général Grouchy était à Boresow. Un parti qu'il a envoyé sur Star-Sepel y a pris des magasins considérables et deux compagnies de mineurs de huit officiers et de deux cents hommes.

Le 18 ce général était à Kokanow.

Le même jour, à deux heures du matin, le général baron Colbert est entré à Orcha, où il s'est emparé d'immenses magasins de farine, d'avoine, d'effets d'habillement. Il a passé de suite le Borysthène et s'est mis à la poursuite d'un convoi d'artillerie.

Smolensk est en alarme. Tout s'avance sur Moscou. Un officier envoyé par l'empereur Alexandre pour faire évacuer les magasins d'Orcha a été fort étonné de trouver la place au pouvoir des Français; cet officier a été pris avec ses dépêches.

Pendant que Bagration était vivement poursuivi dans sa retraite, prévenu dans ses projets, séparé et éloigné de la grande

armée, la grande armée, commandée par l'empereur Alexandre, se retirait sur la Dwina. Le 14 le général Sébastiani, suivant l'arrière-garde ennemie, culbuta cinq cents Cosaques et arriva à Dronia.

Le 15 le duc de Reggio se porta sur Dunabourg, brûla d'assez belles barraques que l'ennemi avait fait construire, fit lever le plan des ouvrages, brûla des magasins et fit cent cinquante prisonniers : après cette diversion sur la droite, il marcha sur Dronia.

Le 15 l'ennemi, qui était réuni dans son camp retranché de Drissa, au nombre de cent à cent vingt mille hommes, instruit que notre cavalerie légère se gardait mal, fit jeter un pont, fit passer cinq mille hommes d'infanterie et cinq milles hommes de cavalerie, attaqua le général Sébastiani à l'improviste, le repoussa d'une lieue et lui fit éprouver une perte d'une centaine d'hommes tués, blessés et prisonniers, parmi lesquels se trouvent un capitaine et un sous-lieutenant du dixième de chasseurs. Le général de brigade baron Saint-Geniès, blessé mortellement, est resté au pouvoir de l'ennemi

Le 16 le maréchal duc de Trévise, avec une partie de la garde à pied et de la garde à cheval et la cavalerie légère bavaroise, arriva à Gloubokoè. Le vice-roi arriva à Dockchitsié le 17.

Le 18 l'Empereur porta son quartier général à Gloubokoè.

Le 20 les maréchaux duc d'Istrie et de Trévise étaient à Ouchatsch ; le vice-roi à Kamen ; le roi de Naples à Disna.

Le 18 l'armée russe évacua son camp retranché de Drissa, consistant en une douzaine de redoutes palissadées, réunies par un chemin couvert et de trois mille toises de développement dans l'enfoncement de la rivière. Ces ouvrages ont coûté une année de travail ; nous les avons rasés.

Les immenses magasins qu'ils renfermaient ont été brûlés ou jetés dans l'eau.

Le 19 l'empereur Alexandre était à Witepsk.

Le même jour le général comte Nansouty était vis-à-vis de Polotosk.

Le 20 le roi de Naples passa la Dwina et fit inonder la rive droite par sa cavalerie.

Tous les préparatifs que l'ennemi avait faits pour défendre le passage de la Dwina ont été inutiles. Les magasins qu'il formait à grands frais depuis trois ans ont été détruits : il est tels de ses ouvrages qui, au dire des gens du pays, ont coûté dans une année six mille hommes aux Russes. On ne sait sur quel espoir ils s'étaient flattés qu'on irait les attaquer dans les camps qu'ils avaient retranchés.

Le général comte Grouchy a des reconnaissances sur Babinovitch et sur Sienno. De tous côtés on marche sur la Oula. Cette rivière est réunie par un canal à la Bérésina, qui se jette dans le Borysthène : ainsi nous sommes maîtres de la communication de la Baltique à la mer Noire.

Dans ses mouvements, l'ennemi est obligé de détruire ses bagages, de jeter dans les rivières son artillerie, ses armes. Tout ce qui est polonais profite de ces retraites précipitées pour déserter et rester dans les bois jusqu'à l'arrivée des Français. On peut évaluer à vingt mille les déserteurs polonais qu'a eus l'armée russe.

Le maréchal duc de Bellune, avec le neuvième corps, arrive sur la Vistule.

Le maréchal duc de Castiglione se rend à Berlin pour prendre le commandement du onzième corps.

Le pays entre l'Oula et la Dwina est très-beau et couvert de superbes récoltes. On trouve souvent de beaux châteaux et de grands couvents. Dans le seul bourg de Gloubokoè il y a deux couvents qui peuvent contenir chacun douze cents malades.

Bechenkoviski, le 23 juillet 1812.

Neuvième bulletin de la grande armée.

L'Empereur a porté son quartier général le 23 à Kamen, en passant par Ouchatsch.

Le vice-roi a occupé le 22, avec son avant-garle, le pont de Botscheiskovo. Une reconnaissance de deux cents chevaux, envoyée sur Bechenkoviski, a rencontré deux escadrons de hussards russes et deux de Cosaques, les a chargés et leur a pris ou

tué une douzaine d'hommes dont un officier. Le chef d'escadron Lorenzi, qui commandait la reconnaissance, se loue des capitaines Rossi et Ferreri.

Le 23, à six heures du matin, le vice-roi est arrivé à Bechenkoviski. A dix heures, il a passé la rivière et a jeté un pont sur la Dwina. L'ennemi a voulu disputer le passage; son artillerie a été démontée. Le colonel Lacroix, aide de camp du vice-roi, a eu la cuisse cassée par une balle.

L'Empereur est arrivé à Bechenkoviski le 24, à deux heures après midi. La division de cavalerie du général comte Bruyères et la division du général comte Saint-Germain ont été envoyées sur la route de Witepsk : elles ont couché à mi-chemin.

Le 20 le prince d'Eckmülh s'est porté sur Mohilow. Deux mille hommes qui formaient la garnison de cette ville ont eu la témérité de vouloir se défendre; ils ont été écharpés par la cavalerie légère. Le 23 trois mille Cosaques ont attaqué les avant-postes du prince d'Eckmülh; c'était l'avant-garde du prince Bagration, venue de Bobrinsk. Un bataillon du quatre-vingt-neuvième a arrêté cette nuée de cavalerie légère et l'a repoussée au loin. Bagration paraît avoir profité du peu d'activité avec laquelle il était poursuivi pour se porter sur Bobrinsk et de là il est revenu sur Mohilow.

Nous occupons Mohilow, Orcha, Disna, Polotsk; nous marchons sur Witepsk, où il paraît que l'armée russe s'est réunie.

Witepsk, le 31 juillet 1812.

Dixième bulletin de la grande armée.

L'empereur de Russie et le grand-duc Constantin ont quitté l'armée et se sont rendus dans la capitale. Le 17 l'armée russe a quitté le camp retranché de Drissa, et s'est portée sur Polotok et Witepsk. L'armée russe qui était à Drissa consistait en cinq corps d'armée, chacun de deux divisions et de quatre divisions de cavalerie. Un corps d'armée, celui du prince Wittgenstein, est resté pour couvrir Pétersbourg; les quatre autres corps, arrivés le 24 à Witepsk, ont passé sur la rive gauche de la Drissa. Le

corps d'Ostermana, avec une partie de la cavalerie de la garde, s'est mis en marche le 25, à la pointe du jour, et s'est porté sur Ostrovno.

COMBAT D'OSTROVNO.

Le 25 juillet le général Nansouty, avec les divisions Bruyères et Saint-Germain et le huitième régiment d'infanterie légère, se rencontra avec l'ennemi à deux lieues en avant d'Ostrovno. Le combat s'engagea. Diverses charges de cavalerie eurent lieu. Toutes furent favorables aux Français. La cavalerie légère se couvrit de gloire. Le roi de Naples cite comme s'étant fait remarquer la brigade Piré, composée du huitième de hussards et du seizième de chasseurs. La cavalerie russe, dont partie appartenait à la garde, fut culbutée. Les batteries que l'ennemi dressa contre notre cavalerie furent enlevées. L'infanterie russe, qui s'avança pour soutenir son artillerie, fut rompue et sabrée par notre cavalerie légère.

Le 24, le vice-roi marchant en tête des colonnes avec la division Delzon, un combat opiniâtre d'avant-garde de quinze à vingt mille hommes s'engagea à une lieue au delà d'Ostrovno. Les Russes furent chassés de position en position. Les bois furent enlevés à la baïonnette.

Le roi de Naples et le vice-roi citent avec éloges les généraux baron Delzon, Huard et Roussel; le huitième d'infanterie légère, les quatre-vingt-quatrième et quatre-vingt-douzième régiments de ligne et le premier régiment Croates se sont fait remarquer.

Le général Roussel, brave soldat, après s'être trouvé toute la journée à la tête des bataillons, le soir à dix heures, visitant les avant-postes, un éclaireur le prit pour ennemi, fit feu et la balle lui fracassa le crâne. Il avait mérité de mourir trois heures plus tôt sur le champ de bataille de la main de l'ennemi.

Le 27, à la pointe du jour, le vice-roi fit déboucher en tête la division Broussier: le dix-huitième régiment d'infanterie légère et la brigade de cavalerie légère du général Piré tournèrent par la droite. La division Broussier passa par le grand chemin et fit réparer un petit pont que l'ennemi avait détruit. Au soleil levant

on aperçut l'arrière-garde ennemie, forte de dix mille hommes de cavalerie échelonnée dans la plaine, la droite appuyée à la Dwina, et la gauche à un bois garni d'infanterie et d'artillerie. Le général comte Broussier prit position sur une éminence avec le cinquante-troisième régiment, en attendant que toute sa division eût passé le défilé. Deux compagnies de voltigeurs avaient pris les devants seules; elles longèrent la rive du fleuve, marchant sur cette énorme masse de cavalerie qui fit un mouvement en avant et enveloppa ces deux cent hommes, que l'on crut perdus et qui devaient l'être. Il en fut autrement. Ils se réunirent avec le plus grand sang-froid et restèrent pendant une heure entière investis de tous côtés. Ayant jeté par terre plus de trois-cents cavaliers ennemis, ces deux compagnies donnèrent à la cavalerie française le temps de déboucher.

La division Delzon fila sur la droite. Le roi de Naples dirigea l'attaque du bois et des batteries ennemies; en moins d'une heure toutes les positions de l'ennemi furent emportées, et il fut rejeté dans la plaine au delà d'une petite rivière qui se jette dans la Dwina, sous Witepsk. L'armée prit position sur les bords de cette rivière, à une lieue de la ville.

L'ennemi montra dans la plaine seize mille hommes de cavalerie et soixante mille hommes d'infanterie. On espérait une bataille pour le lendemain. Les Russes se vantaient de vouloir la livrer. L'Empereur passa le reste du jour à reconnaître le champ de bataille et à faire ses dispositions pour le lendemain; mais à la pointe du jour l'armée russe avait battu en retraite dans toutes les directions, se rendant sur Smolensk.

L'Empereur était sur une hauteur, tout près des deux cents voltigeurs qui, seuls en plaine, avaient attaqué la droite de la cavalerie ennemie. Frappé de leur belle contenance, il envoya demander de quel corps ils étaient. Ils répondirent: « Du neuvième « et les trois quarts enfants de Paris! » « Dites-leur, dit l'Em- « pereur, que ce sont de braves gens; ils méritent tous la croix. »

Les résultats des trois combats d'Ostrovno sont : dix pièces de canon russes attelées prises; les canonniers sabrés; vingt caissons de munitions; quinze cents prisonniers; cinq ou six mille Russes tués ou blessés. Notre perte se monte à deux cents

à hommes tués, neuf cents blessés et une cinquantaine de prisonniers.

Le roi de Naples fait un éloge particulier des généraux Bruyères, Piré et Arnano, du colonel Radziwill, commandant le neuvième de lanciers polonais, officier d'une rare intrépidité.

Les hussards rouges de la garde russe ont été écrasés; il ont perdu quatre cents hommes, dont beaucoup de prisonniers. Les Russes ont eu trois généraux tués ou blessés; bon nombre de colonels et d'officiers supérieurs de leur armée sont restés sur le champ de bataille.

Le 28, à la pointe du jour, nous sommes entrés dans Witepsk, ville de trente mille habitants. Il y a vingt couvents. Nous y avons trouvé quelques magasins, entre autres un magasin de sel évalué quinze millions.

Pendant que l'ennemi marchait sur Witepsk, le prince d'Eckmülh était attaqué à Mohilow.

Bagration passa la Bérésina à Bobrunski, et marcha sur Novoi-Bickow. Le 25, à la pointe du jour, trois mille Cosaques attaquèrent le troisième de chasseurs et lui prirent cent hommes, au nombre desquels se trouvent le colonel et cinq officiers, tous blessés. La générale battit : on en vint aux mains. Le général russe Siévers, avec deux divisions d'élite, commença l'attaque : depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures du soir le feu fut engagé sur la lisière du bois et au pont que les Russes voulaient forcer. A cinq heures le prince d'Eckmülh fit avancer trois bataillons d'élite, se mit à leur tête, culbuta les Russes, leur enleva leurs positions et les poursuivit pendant une lieue. La perte des Russes est évaluée à trois mille hommes tués et blessés et à douze cents prisonniers. Nous avons perdu sept cents hommes tués ou blessés. Bagration, repoussé, se rejeta sur Bickow, où il passa le Borysthène pour se porter sur Smolensk.

Les combats de Mohilow et d'Ostrovno ont été brillants et honorables pour nos armes; nous n'avons eu d'engagé que la moitié des forces que l'ennemi a présentées, le terrain ne comportant pas d'autres développements.

Witepsk, le 4 août 1812.

Onzième bulletin de la grande armée.

Les lettres interceptées du camp de Bagration parlent des pertes qu'a faites ce corps dans le combat de Mohilow et de l'énorme désertion qu'il a éprouvée en route. Tout ce qui était polonais est resté dans le pays, de sorte que ce corps, qui, en y comprenant les Cosaques de Platoff, était de cinquante mille hommes, n'est pas actuellement fort de trente mille hommes. Il se réunira vers le 7 ou le 8 août à Smolensk, à la grande armée.

La position de l'armée au 4 août est la suivante :

Le quartier général à Witepsk, avec quatre ponts sur la Dwina.

Le quatrième corps à Souraj, occupant Wélij, Porietché et Ousviath;

Le roi de Naples à Boudina, avec les trois premiers corps de cavalerie.

Le premier corps, que commande le maréchal prince d'Eckmülh, est à l'embouchure de la Bérésina, dans le Borysthène, avec deux ponts sur ce dernier fleuve, et un pont sur la Bérésina et des doubles têtes de pont;

Le troisième corps, commandé par le maréchal duc d'Elchingen, est à Liozna;

Le huitième corps, que commande le duc d'Abrantès, est à Orcha avec deux ponts et des têtes de pont sur le Borysthène,

Le cinquième corps, commandé par le prince Poniatowski, est à Mohilow avec deux ponts et des têtes de pont sur le Borysthène;

Le deuxième corps, commandé par le maréchal duc de Reggio, est sur la Drissa, en avant de Polotsk, sur la route de Sebej;

Le prince de Schwarzenberg est avec son corps à Slanim;

Le septième corps est sur Rozana;

Le quatrième corps de cavalerie, avec une division d'infanterie, commandé par le général comte Latour-Maubourg, est devant Bobrunsk et Mozier;

Le dixième corps, commandé par le duc de Tarente, est devant Dunabourg et Riga ;

Le neuvième corps, commandé par le duc de Bellune, se réunit à Tilsitt.

Le onzième corps, commandé par le duc de Castiglione, est à Settin.

S. M. a mis l'armée en quartier de rafraîchissement. La chaleur est excessive et plus forte qu'en Italie. Le thermomètre est à vingt-six et vingt-sept degrés : les nuits même sont chaudes.

Le général Kamanski, avec deux divisions du corps de Bagration, ayant été coupé de ce corps et n'ayant pu le rejoindre, est rentré en Wolhynie, s'est réuni à des divisions de recrues, commandées par le général Tormazow, et a marché sur le septième corps. Il a surpris et cerné le général de brigade Klengel, Saxon, ayant sous ses ordres une avant-garde de deux bataillons et de deux escadrons du régiment du prince Clément. Après six heures de résistance la plus grande partie de cette avant-garde a été tuée ou prise ; le général comte Reynier n'a pu venir que deux heures après à son secours. Le prince Schwartzenberg s'est mis le 30 juillet en marche pour rejoindre le général Reynier et pousser vivement la guerre contre les divisions ennemies.

Le 19, le général prussien Grawert a attaqué les Russes à Ekau en Courlande, les a culbutés, leur a fait deux cents prisonniers et leur a tué bon nombre d'hommes. Le général Grawert se loue du major Stiern, qui, avec le premier régiment de dragons prussiens, a eu une grande part à l'affaire. Réuni au général Kleist, le général Grawert a poussé vivement l'ennemi sur le chemin de Riga et a investi la tête de pont.

Le 30 le vice-roi a envoyé à Wélai une brigade de cavalerie légère italienne. Deux cents hommes ont chargé quatre bataillons de dépôt qui se rendaient à Iwer, les ont rompus, ont fait quatre cents prisonniers et pris cent voitures chargées de munitions de guerre.

Le 31 l'aide de camp Triaire, envoyé avec le régiment de dragons de la reine, de la garde royale italienne, est arrivé à Ousviath, a fait prisonniers un capitaine et quarante hommes, et s'est emparé de deux cents voitures chargées de farine.

Le 30 le maréchal duc de Reggio a marché de Polotsk sur Sebej. Il s'est rencontré avec le général Wittgenstein, dont le corps avait été renforcé de celui du prince Repnin. Un combat s'est engagé près du château de Jacoubovo. Le vingt-sixième régiment d'infanterie légère s'est couvert de gloire. La division Legrand a soutenu glorieusement le feu de tout le corps ennemi.

Le 31 l'ennemi s'est porté sur la Drissa pour attaquer le duc de Reggio par son flanc pendant sa marche. Le maréchal a pris position derrière la Drissa.

Le 1er août l'ennemi a fait la sottise de passer la Drissa et de se placer en bataille devant le deuxième corps. Le duc de Reggio a laissé passer la rivière à la moitié du corps ennemi, et, quand il a vu environ quinze mille hommes et quatorze pièces de canon engagés au delà de la rivière, il a démasqué une batterie de quatorze pièces de canon, qui ont tiré pendant une demi-heure à portée de mitraille. En même temps les divisions Legrand et Verdier ont marché au pas de charge, la baïonnette en avant, et ont jeté les quinze mille Russes dans la rivière. Tous les canons et caissons pris, trois mille prisonniers, parmi lesquels beaucoup d'officiers, et un aide de camp du général Wittgenstein, et trois mille cinq cents hommes tués ou noyés sont les résultats de cette affaire.

Ce combat de Drissa, ceux d'Ostrovno et de Mohilow, dans d'autres guerres, pourraient s'appeler trois batailles. Le duc de Reggio fait le plus grand éloge du général comte Legrand, dont le sang-froid est remarquable sur le champ de bataille. Il se loue beaucoup de la conduite du vingt-sixième régiment d'infanterie légère et du cinquante-sixième de ligne.

L'empereur de Russie a ordonné des levées d'hommes dans les deux gouvernements de Witepsk et de Mohilow. Mais avant que ses ukases y fussent arrivés nous étions maîtres de ces provinces. Ces mesures n'ont donc rien produit.

Nous avons trouvé à Witepsk des proclamations du prince Alexandre de Wurtemberg, et nous avons appris qu'on s'amusait en Russie à chanter des *Te Deum* à l'occasion des victoires obtenues par les Russes. Cette pièce curieuse mérite d'être connue.

Witepsk, le 7 août 1812.

Douzième bulletin de la grande armée.

Au combat de la Drissa le général russe Koulniew, officier de troupes légères très-distingué, a été tué. Dix autres généraux ont été blessés; quatre colonels ont été tués.

Le général Ricard est entré avec sa brigade dans Dunabourg le 1^er^ août; il y a trouvé huit pièces de canon; tout le reste avait été évacué. Le duc de Tarente a dû s'y porter le 2. Ainsi Dunabourg, que l'ennemi travaillait à fortifier depuis cinq ans, où il a dépensé plusieurs millions, qui a coûté la vie à plus de vingt mille hommes de troupes russes pendant la durée des travaux, a été abandonné sans tirer un coup de fusil, et est en notre pouvoir, comme les autres ouvrages de l'ennemi et comme le camp retranché qu'il avait fait à Drissa.

En conséquence de la prise de Dunabourg, S. M. a ordonné qu'un équipage de cent bouches à feu qu'il avait fait former à Magdebourg et avancer sur le Niémen rétrogradât sur Dantzick, et fût mis en dépôt dans cette place : au commencement de la campagne on avait préparé deux équipages, l'un contre Dunabourg et l'autre contre Riga.

Les magasins de Witepsk s'approvisionnent; les hôpitaux s'organisent; les manutentions s'élèvent. Ces dix jours de repos sont extrêmement utiles à l'armée. La chaleur est d'ailleurs excessive. Nous avons ici plus chaud que nous ne l'avons eu en Italie. Les moissons sont superbes; il paraît que cela s'étend à toute la Russie. L'année dernière avait été mauvaise partout. On ne commencera à couper les seigles que dans huit ou dix jours.

S. M. a fait faire une grande place devant le palais qu'elle occupe à Witepsk. Ce palais est situé sur le bord de la rive gauche de la Dwina. Tous les matins à six heures il y a grande parade où se trouvent tous les officiers de la garde. Une des brigades de la garde en grande tenue défile alternativement.

Smolensk, le 21, août 1812.

Treizième bulletin de la grande armée.

Il paraît qu'au combat de Mohilow, gagné par le prince d'Eckmülh sur le prince Bagration, le 23 juillet, la perte de l'ennemi a été considérable. On joint ici le rapport du prince d'Eckmülh sur cette affaire.

Le duc de Tarente a trouvé vingt pièces de canon à Dunabourg, au lieu de huit, qui avaient été annoncées. Il a fait retirer de l'eau plusieurs bâtiments chargés de plus de quarante mille bombes et autres projectiles. Une immense quantité de munitions de guerre a été détruite par l'ennemi. L'ignorance des Russes en fait de fortifications se fait voir dans les ouvrages de Dunabourg et de Drissa.

S. M. a donné le commandement de sa droite au prince de Schwartzenberg, en mettant sous ses ordres le septième corps. Ce prince a marché contre le général Tormazow, l'a rencontré le 12, et l'a battu. Il fait le plus grand éloge des troupes autrichiennes et saxonnes. Le prince de Schwartzenberg a montré dans cette circonstance autant d'activité que de talent. L'Empereur a fait demander des avancements et des récompenses pour les officiers de son corps d'armée qui se sont distingués.

Le 8 la grande armée était placée de la manière suivante :

Le prince vice-roi était à Souraj avec le septième corps, occupant par des avant-postes Vélij, Ousviath et Porietch.

Le roi de Naples était à Nikoulino avec la cavalerie, occupant Inkovo.

Le maréchal duc d'Elchingen, commandant le troisième corps, était à Liezna.

Le maréchal prince d'Eckmülh, commandant le premier corps, était à Doubrowno.

Le cinquième corps, commandé par le prince Poniatowski, était à Mohilow.

Le quartier général était à Witepsk.

Le deuxième corps, commandé par le maréchal duc de Reggio, sur la Drissa.

Le dixième corps, commandé par le duc de Tarente, était sur Dunabourg et Riga.

Le 8 douze mille hommes de cavalerie ennemie se portèrent sur Inkovo et attaquèrent la division du général comte Sébastiani, qui fut obligé de battre en retraite l'espace d'une demi-lieue, pendant toute la journée, en éprouvant et faisant éprouver à l'ennemi des pertes à peu près égales. Une compagnie de voltigeurs du vingt-quatrième régiment d'infanterie légère, faisant partie d'un bataillon de ce régiment qui avait été confié à la cavalerie pour tenir position dans le bois, a été prise. Nous avons eu deux cents hommes environ tués et blessés; l'ennemi peut avoir perdu le même nombre d'hommes.

Le 22 l'armée ennemie partit de Smolensk et marcha par différentes directions avec autant de lenteur que d'hésitation sur Porietch et Nadra.

Le 10 l'Empereur résolut de marcher à l'ennemi et de s'emparer de Smolensk en s'y portant par l'autre rive du Borysthène. Le roi de Naples et le maréchal duc d'Elchingen partirent de Lioznau et se rendirent sur le Borysthène près de l'embouchure de la Bérésina, vis-à-vis de Khomino, où, dans la nuit du 23 au 24, ils jetèrent deux ponts sur le Borysthène.

Le vice-roi partit de Souraj et se rendit par Janavitsko et Lunwavitschi à Rasasna, où il arriva le 14.

Le prince d'Eckmülh réunit tout son corps à Doubrowna le 13.

Le général comte Grouchy réunit le troisième corps de cavalerie à Rasasna le 12.

Le général comte Éblé fit jeter trois ponts à Rasasna le 12.

Le quartier général partit de Witepsk et arriva à Rasasna le 15.

Le prince Poniatowski partit de Mohilow et arriva le 13 à Romanew.

Le 14, à la pointe du jour, le général Grouchy marcha sur Leodié; il en chassa deux régiments de Cosaques, et s'y réunit avec le corps de cavalerie du général comte Nansouty.

Le même jour le roi de Naples, appuyé par le maréchal duc

d'Elchingen, arriva à Krasnoi : la septième division ennemie, forte de cinq mille hommes et soutenue par deux mille chevaux et douze pièces de canon, était en position devant cette ville. Elle fut attaquée et dispersée en un instant par le duc d'Elchingen. Le vingt-huitième régiment d'infanterie légère attaqua la petite ville de Krasnoi à la baïonnette avec intrépidité ; la cavalerie exécuta des charges admirables. Le général de brigade baron Bordesoulle et le troisième régiment de chasseurs se distinguèrent. La prise de huit pièces d'artillerie, dont cinq de douze et deux licornes, et de quatorze caissons attelés, quinze cents prisonniers, un champ de bataille jonché de plus de mille cadavres russes, tels furent les avantages du combat de Krasnoi, où la division russe, qui était de cinq mille hommes, perdit la moitié de son monde.

S. M. avait, le 15, son quartier général à la porte de Kovonitava.

Le 16 au matin les hauteurs de Smolensk furent couronnées ; la ville présenta à nos yeux une enceinte de murailles de quatre mille toises de tour, épaisses de dix pieds et hautes de vingt-cinq, entremêlées de tours, dont plusieurs étaient armées de canons de gros calibre.

Sur la droite du Borysthène on apercevait et l'on savait que les corps ennemis tournés revenaient en grande hâte sur leurs pas pour défendre Smolensk. On savait que les généraux ennemis avaient des ordres réitérés de leur maître de livrer bataille et de sauver Smolensk. L'Empereur reconnut la ville, et plaça son armée, qui fut en position dans la journée du 16. Le maréchal duc d'Elchingen eut la gauche appuyant au Borysthène ; le maréchal prince d'Eckmlüh, le centre ; le prince Poniatowski, la droite ; la garde fut mise en réserve au centre ; le vice-roi en réserve à la droite, et la cavalerie sous les ordres du roi de Naples, à l'extrême droite : le duc d'Abrantès, avec le huitième corps, s'était égaré et avait fait un faux mouvement.

Le 16 et pendant la moitié de la journée du 17 on resta en observation. La fusillade se soutint sur la ligne. L'ennemi occupait Smolensk avec trente mille hommes, et le reste de son armée se formait sur les belles positions de la rive droite du fleuve, vis-à-vis de la ville, communiquant par trois ponts. Smo-

lensk est considéré par les Russes comme ville forte et comme le boulevard de Moscou.

Le 17, à deux heures après midi, voyant que l'ennemi n'avait pas débouché, qu'il se fortifiait dans Smolensk et qu'il refusait la bataille; que malgré les ordres qu'il avait et la belle position qu'il pouvait prendre, sa droite à Smolensk et sa gauche au cours du Borysthène, le général ennemi manquait de résolution, l'Empereur se porta sur la droite, et ordonna au prince Poniatowski de faire un changement de front, la droite en avant, et de placer sa droite au Borysthène, en occupant un des faubourgs par des postes et des batteries pour détruire le pont et intercepter la communication de la ville avec la rive droite. Pendant ce temps la maréchal prince d'Eckmülh eut ordre de faire attaquer deux faubourgs que l'ennemi avait retranchés à deux cents toises de la place et qui étaient défendus chacun par sept ou huit mille hommes d'infanterie et par du gros canon. Le général comte Friant eut ordre d'achever l'investissement, en appuyant sa droite au corps du prince Poniatowski et sa gauche à la droite de l'attaque que faisait le prince d'Eckmülh.

A deux heures après midi la division de cavalerie du comte Bruyères, ayant chassé les Cosaques et la cavalerie ennemie, occupa le plateau qui se rapproche le plus du pont en amont. Une batterie de soixante pièces d'artillerie fut établie sur ce plateau, et tira à mitraille sur la partie de l'armée ennemie restée sur la rive droite de la rivière, ce qui obligea bientôt les masses d'infanterie russe à évacuer cette position.

L'ennemi plaça alors deux batteries et vingt pièces de canon à un couvent pour inquiéter la batterie qui la foudroyait et celles qui tiraient sur le pont. Le prince d'Eckmülh confia l'attaque du faubourg de droite au général comte Morand, et celle du faubourg de gauche au général comte Gudin. A trois heures la canonnade s'engagea; à quatre heures et demie commença une vive fusillade, et à cinq heures les divisions Morand et Gudin enlevèrent les faubourgs retranchés de l'ennemi avec une froide et rare intrépidité, et le poursuivirent jusque sur le chemin couvert, qui fut jonché de cadavres russes.

Sur notre gauche, le duc d'Elchingen attaqua la position que

l'ennemi avait hors de la ville, s'empara de cette position, et poursuivit l'ennemi jusque sur le glacis.

A cinq heures la communication de la ville avec la rive droite devint difficile, et ne se fit plus que par des hommes isolés.

Trois batteries de pièces de douze, de brèche, furent placées contre les murailles à six heures du soir, l'une par la division Friant et les deux autres par les divisions Morand et Gudin. On déposta l'ennemi des tours qu'il occupait par des obus qui y mirent le feu. Le général d'artillerie comte Sorbier rendit impraticable à l'ennemi l'occupation de ses chemins couverts, par des batteries d'enfilades.

Cependant, dès deux heures après midi, le général ennemi, aussitôt qu'il s'aperçut qu'on avait des projets sérieux sur la ville, fit passer deux divisions et deux régiments d'infanterie de la garde pour renforcer les quatre divisions qui étaient dans la ville. Ces forces réunies composaient la moitié de l'armée russe. Le combat continua toute la nuit; les trois batteries de brèche tirèrent avec la plus grande activité. Deux compagnies de mineurs furent attachées aux remparts.

Cependant la ville était en feu. Au milieu d'une belle nuit d'août Smolensk offrait aux Français le spectacle qu'offre aux habitants de Naples une éruption du Vésuve.

A une heure après minuit l'ennemi abandonna la ville et repassa la rivière. A deux heures les premiers grenadiers qui montèrent à l'assaut ne trouvèrent plus de résistance; la place était évacuée; deux cents pièces de canon et mortiers de gros calibre et une des plus belles villes de la Russie étaient en notre pouvoir, et cela à la vue de toute l'armée ennemie.

Le combat de Smolensk, qu'on peut à juste titre appeler bataille, puisque cent mille hommes ont été engagés de part et d'autre, coûte aux Russes la perte de quatre mille sept cents hommes restés sur le champ de bataille, de deux mille prisonniers la plupart blessés et de sept à huit mille blessés. Parmi les morts se trouvent cinq généraux russes. Notre perte se monte à sept cents morts et à trois mille cent ou trois mille deux cents blessés. Le général de brigade Grabouski a été tué; les généraux de brigade Grandeau et Dalton ont été blessés. Toutes les trou-

pes ont rivalisé d'intrépidité. Le champ de bataille a offert aux yeux de deux cent mille personnes qui peuvent l'attester le spectacle d'un cadavre français sur sept ou huit cadavres russes. Cependant les Russes ont été pendant une partie des journées du 16 et du 17 retranchés et protégés par la fusillade de leurs créneaux.

Le 18 on a rétabli les ponts sur le Borysthène que l'ennemi avait brûlés ; on n'est parvenu à maîtriser le feu qui consumait la ville que dans la journée du 18, les sapeurs français ayant travaillé avec activité. Les maisons de la ville sont remplies de Russes morts et mourants.

Sur douze divisions qui composaient la grande armée russe, deux divisions ont été entamées et défaites aux combats d'Ostrowno ; deux l'ont été au combat de Mohilow, et six au combat de Smolensk. Il n'y a que deux divisions et la garde qui soient restées entières.

Les traits de courage qui honorent l'armée et qui ont distingué tant de soldats au combat de Smolensk seront l'objet d'un rapport particulier. Jamais l'armée française n'a montré plus d'intrépidité que dans cette campagne.

Smolensk, le 25 août 1812.

Quatorzième bulletin de la grande armée.

Smolensk peut être considérée comme une des belles villes de la Russie. Sans les circonstances de la guerre qui y ont mis le feu, ce qui a consumé d'immenses magasins de marchandises coloniales et de denrées de toute espèce, cette ville eût été d'une grande ressource pour l'armée. Même dans l'état où elle se trouve, elle sera de la plus grande utilité sous le point de vue militaire. Il reste de grandes maisons qui offrent de beaux emplacements pour les hôpitaux. La province de Smolensk est très-fertile et très-belle, et fournira de grandes ressources pour les subsistances et les fourrages.

Les Russes ont voulu, depuis les événements de la guerre, lever une milice d'esclaves paysans, qu'ils ont armés de mauvaises piques. Il y en avait déjà cinq mille réunis ici ; c'était un objet de

dérision et de raillerie pour l'armée russe elle-même. On avait fait mettre à l'ordre du jour que Smolensk devait être le tombeau des Français, et que, si l'on avait jugé convenable d'évacuer la Pologne, c'était à Smolensk qu'on devait se battre, pour ne pas laisser tomber ce boulevard de la Russie entre nos mains.

La cathédrale de Smolensk est une des plus célèbres églises grecques de la Russie; le palais épiscopal forme une espèce de ville à part.

La chaleur est excessive. Le thermomètre s'élève jusqu'à vingt-six degrés; il fait plus chaud qu'en Italie.

COMBAT DE POLOTSK.

Après le combat de Drissa, le duc de Reggio, sachant que le général ennemi Wittgenstein s'était renforcé de douze troisièmes bataillons de la garnison de Dunabourg et voulant l'attirer à un combat en deçà du défilé sous Polotsk, vint ranger les deuxième et sixième corps en bataille sous Polotsk. Le général Wittgenstein le suivit, l'attaqua le 16 et le 17, et fut vigoureusement repoussé. La division bavaroise de Wrede, du sixième corps, s'est distinguée. Au moment où le duc de Reggio faisait ses dispositions pour profiter de sa victoire et acculer l'ennemi sur le défilé, il a été frappé à l'épaule par un biscayen. Sa blessure, qui est grave, l'a obligé de se faire transporter à Wilna; mais il ne paraît pas qu'elle doive être inquiétante pour les suites.

Le général comte Gouvion-Saint-Cyr a pris le commandement des deuxième et sixième corps. Le 17 au soir l'ennemi s'était retiré au delà du défilé. Le général Verdier a été blessé. Le général Maison a été reconnu général de division, et l'a remplacé dans le commandement de sa division. Notre perte est évaluée à mille hommes tués et blessés. La perte des Russes est triple; on leur a fait cinq cents prisonniers.

Le 18, à quatre heures après midi, le général Gouvion-Saint-Cyr, commandant les deuxième et sixième corps, a débouché sur l'ennemi, en faisant attaquer sa droite par la division bavaroise du comte de Wrede. Le combat s'est engagé sur toute la ligne;

l'ennemi a été mis dans une déroute complète et poursuivi pendant deux lieues, autant que le jour l'a permis. Vingt pièces de canon et mille prisonniers sont restés au pouvoir de l'armée française. Le général bavarois Deroy a été blessé.

COMBAT DE VALONTINA.

Le 19, à la pointe du jour, le pont étant achevé, le maréchal duc d'Elchingen déboucha sur la rive droite du Borysthène, et suivit l'ennemi. A une lieue de la ville il rencontra le dernier échelon de l'arrière-garde ennemie. C'était une division de cinq à six mille hommes, placée sur de belles hauteurs. Il les fit attaquer à la baïonnette par le quatorzième régiment d'infanterie de ligne et par le soixante-douzième de ligne. La position fut enlevée, et nos baïonnettes couvrirent le champ de bataille de morts. Trois à quatre cents prisonniers tombèrent en notre pouvoir.

Les fuyards ennemis se retirèrent sur le second échelon, qui était placé sur les hauteurs de Valontina. La première position fut enlevée par le dix-huitième de ligne, et, sur les quatre heures après midi, la fusillade s'engagea avec toute l'arrière-garde de l'ennemi, qui présentait environ quinze mille hommes. Le duc d'Abrantès avait passé le Borysthène à deux lieues sur la droite de Smolensk; il se trouvait déboucher sur les derrières de l'ennemi : il pouvait, en marchant avec décision, intercepter la grande route de Moscou et rendre difficile la retraite de cette arrière-garde. Cependant les autres échelons de l'armée ennemie, qui étaient à portée, instruits du succès et de la rapidité de cette première attaque, revinrent sur leurs pas. Quatre divisions s'avancèrent ainsi pour soutenir leur arrière-garde, entre autres les divisions de grenadiers, qui jusqu'à présent n'avaient pas donné. Cinq à six mille hommes de cavalerie formaient leur droite, tandis que leur gauche était couverte par des bois garnis de tirailleurs. L'ennemi avait le plus grand intérêt à conserver cette position le plus longtemps possible; elle était très-belle et paraissait inexpugnable. Nous n'attachions pas moins d'importance à la lui enlever, afin d'accélérer sa retraite et de faire tomber dans nos mains tous les chariots de blessés et autres attirails

dont l'arrière-garde protégeait l'évacuation. C'est ce qui a donné lieu au combat de Valontina, l'un des plus beaux faits d'armes de notre histoire militaire.

A six heures du soir la division Gudin, qui avait été envoyée pour soutenir le troisième corps dès l'instant qu'on s'était aperçu du grand secours que l'ennemi avait envoyé à son arrière-garde, déboucha en colonne sur le centre de la position ennemie, fut soutenue par la division du général Ledru, et, après une heure de combat, enleva la position. Le général comte Gudin, arrivant avec sa division, a été dès le commencement de l'action atteint par un boulet qui lui a emporté la cuisse. Il est mort glorieusement. Cette perte est sensible. Le général Gudin était un des officiers les plus distingués de l'armée; il était recommandable par ses qualités morales autant que par sa bravoure et son intrépidité. Le général Gérard a pris le commandement de sa division. On compte que les ennemis ont eu huit généraux tués ou blessés; un général a été fait prisonnier.

Le lendemain, à trois heures du matin, l'Empereur distribua sur le champ de bataille des récompenses à tous les régiments qui s'étaient distingués; et comme le cent vingt-septième, qui est un nouveau régiment, s'était bien comporté, S. M. lui a accordé le droit d'avoir un aigle, droit que ce régiment n'avait point encore, ne s'étant trouvé jusqu'à présent à aucune bataille. Ces récompenses données sur le champ de bataille, au milieu des morts, des mourants, des débris et des trophées de la victoire, offraient un spectacle vraiment militaire et imposant.

L'ennemi, après ce combat, a tellement précipité sa retraite que, dans la journée du 20, nos troupes ont fait huit lieues sans pouvoir trouver de Cosaques et ramassant partout des blessés et des traînards.

Notre perte au combat de Valontina a été de six cents morts et de deux mille six cents blessés. Celle de l'ennemi, comme l'atteste le champ de bataille, est triple. Nous avons fait un millier de prisonniers, la plupart blessés.

Ainsi les deux seules divisions russes qui n'eussent pas été entamées aux combats précédents de Mohilow, d'Ostrovno, de

Krasnoi et de Smolensk l'ont été au combat de Valontina.

Tous les renseignements confirment que l'ennemi court en toute hâte sur Moscou ; que son armée a beaucoup souffert dans les précédents combats et qu'elle éprouve en outre une grande désertion. Les Polonais désertent en disant : Vous nous avez abandonnés sans combattre quel droit avez-vous maintenant d'exiger que nous restions sous vos drapeaux ? Les soldats russes des provinces de Mohilow et de Smolensk profitent également de la proximité de leurs villages pour déserter et aller se reposer dans leur pays.

La division Gudin a attaqué avec une telle intrépidité que l'ennemi s'était persuadé que c'était la garde impériale. C'est d'un mot faire le plus bel éloge des septième régiment d'infanterie légère, douzième, vingt et unième et cent vingt-septième de ligne, qui composent cette division.

Le combat de Valontina pourrait aussi s'appeler une bataille, puisque plus de quatre-vingt mille hommes s'y sont trouvés engagés. C'est du moins une affaire d'avant-garde du premier ordre.

Le général Grouchy, envoyé avec son corps sur la route de Doukovtchina, a trouvé tous les villages remplis de morts et de blessés, et a pris trois ambulances contenant neuf cents blessés.

Les Cosaques ont surpris à Liozna un hôpital de deux cents malades wurtembergeois, que, par négligence, on n'avait pas évacués sur Vitepsk.

Du reste, au milieu de tous ces désastres, les Russes ne cessent de chanter des *Te Deum;* ils convertissent tout en victoire ; mais, malgré l'ignorance et l'abrutissement de ces peuples, cela commence à leur paraître ridicule et par trop grossier.

Slawkovo, le 27 août 1812.

Quinzième bulletin de la grande armée.

Le général de division Zayoucheick, commandant une division polonaise au combat de Smolensk, a été blessé. La conduite du corps polonais à Smolensk a étonné les Russes, accoutumés

à les mépriser ; ils ont été frappés de leur constance et de la supériorité qu'ils ont déployée sur eux dans cette circonstance.

Au combat de Smolensk et à celui de Valontina l'ennemi a perdu vingt généraux tués, blessés ou prisonniers et une très-grande quantité d'officiers. Le nombre des hommes tués, pris ou blessés dans ces différentes affaires peut se monter à vingt-cinq ou trente mille hommes.

Le lendemain du combat de Valontina Sa Majesté a distribué aux douzième et vingt et unième régiment d'infanterie de ligne et septième régiment d'infanterie légère un certain nombre de décorations de la Légion d'honneur pour des capitaines, pour des lieutenants et sous-lieutenants et pour des sous-officiers et soldats. Les choix ont été faits sur-le-champ, au cercle devant l'Empereur, et confirmés avec acclamations par les troupes.

. . . . . .

. . . . . .

L'armée ennemie, en s'en allant, brûle les ponts, dévaste les routes, pour retarder autant qu'elle peut la marche de l'armée française. Le 21 elle avait repassé le Borysthène à Slobpniwa, toujours suivie vivement par notre avant-garde.

Les établissements de commerce de Smolensk étaient tout entiers sur le Borysthène, dans un beau faubourg. Les Russes ont mis le feu à ce faubourg, pour obtenir le simple résultat de retarder notre marche d'une heure. On n'a jamais fait la guerre avec tant d'inhumanité. Les Russes traitent leur pays comme ils traiteraient un pays ennemi. Le pays est beau et abondamment fourni de tout. Les routes sont superbes.

Le maréchal duc de Tarente continue de détruire la place de Dunabourg ; des bois de construction, des palissades, des débris de blockhaus, qui étaient immenses, ont servi à faire des feux de joie en l'honneur du 15 août.

Le prince Schwartzenberg mande d'Ossiati, le 17, que son avant-garde a poursuivi l'ennemi sur la route de Divin, qu'il lui a fait quelques centaines de prisonniers et l'a obligé à brûler ses bagages. Cependant le général Bianchi, commandant l'avant-garde, est parvenu à saisir huit cents chariots de bagages que

l'ennemi n'a pu ni emmener ni brûler. L'armée russe de Tormasow a perdu presque tous ses bagages.

L'équipage de siége de Riga a commencé son mouvement de Tilsitt pour se porter sur la Dwina.

Le général Saint-Cyr a pris position sur la Drissa. La déroute de l'ennemi a été complète au combat de Polotsk du 18. Le brave général bavarois Deroy a été blessé sur le champ d'honneur, âgé de soixante-douze ans et ayant près de soixante ans de service. S. M. l'a nommé comte de l'Empire, avec une dotation de trente mille francs de revenu. Le corps bavarois s'étant comporté avec beaucoup de bravoure, S. M. a accordé des récompenses et des décorations à ce corps d'armée.

L'ennemi disait vouloir tenir à Doroghobouj. Il avait, à son ordinaire, remué de la terre et construit des batteries; l'armée s'étant montrée en bataille, l'Empereur s'y est porté; mais le général ennemi s'est ravisé, a battu en retraite et abandonné la ville de Doroghobouj, forte de dix mille âmes; il y a huit clochers. Le quartier général était le 26 dans cette ville. Le 27 il était à Slawkowo. L'avant-garde est sur Viasma.

Le vice-roi manœuvre sur la gauche, à deux lieues de la grande route, le prince d'Eckmülh sur la grande route, le prince Poniatowski sur la rive gauche de l'Osma.

La prise de Smolensk paraît avoir fait un fâcheux effet sur l'esprit des Russes. C'est *Smolensk la sainte, Smolensk la forte, la clef de Moscou*, et mille autres dictons populaires. *Qui a Smolensk a Moscou*, disent les paysans.

La chaleur est excessive; il n'a pas plu depuis un mois.

Le duc de Bellune, avec le neuvième corps, fort de trente mille hommes, est parti de Tilsitt pour Wilna, devant former la réserve.

Viasma, le 31 août 1812.

Seizième bulletin de la grande armée.

Le quartier général de l'Empereur était le 27 à Slawkowo, le 28, près de Semkowo, le 29 dans un château à une lieue en

arrière de Viasma, et le 30 à Viasma; l'armée marchant sur trois colonnes, la gauche formée par le vice-roi, se dirigeant par Kanouchkino, Znamenskoi, Kosterechkovo et Novoë; le centre formé par le roi de Naples, les corps du maréchal prince d'Eckmülh, du maréchal duc d'Elchingen et la garde, marchant sur la grande route; et la droite par le prince Poniatowski, marchant sur la rive gauche de l'Osma, par Volosk, Louchki, Pokroskoë et Stouchkino.

Le 27 l'ennemi, voulant coucher sur la rivière de l'Osma, vis-à-vis du village de Brabké, prit position avec son arrière-garde. Le roi de Naples porta sa cavalerie sur la gauche de l'ennemi, qui montra sept à huit mille hommes de cavalerie. Plusieurs charges eurent lieu, toutes à notre avantage. Un bataillon ennemi fut enfoncé par le quatrième régiment de lanciers. Une centaine de prisonniers fut le résultat de cette petite affaire. Les positions de l'ennemi furent enlevées, et il fut obligé de précipiter sa retraite.

Le 28 l'ennemi fut poursuivi. Les avant-gardes des trois colonnes françaises rencontrèrent les arrières-gardes de l'ennemi; elles échangèrent plusieurs coups de canon. L'ennemi fut poussé partout.

Le général comte Caulincourt entra dans Viasma le 29, à la pointe du jour.

L'ennemi avait brûlé les ponts et mis le feu à plusieurs quartiers de la ville.

Viasma est une ville de vingt-cinq mille habitants; il y a quatre mille bourgeois, marchands et artisans; on y compte trente-deux églises. On a trouvé des ressources assez considérables en farine, en savon, en drogues, etc., et de grands magasins d'eau-de-vie.

Les Russes ont brûlé les magasins, et les plus belles maisons de la ville étaient en feu à notre arrivée. Deux bataillons du vingt-cinquième se sont employés avec beaucoup d'activité à l'éteindre. On est parvenu à le dominer et à sauver les trois quarts de la ville. Les Cosaques, avant de partir, ont exercé le plus affreux pillage; ce qui a fait dire aux habitants que les Russes pensent que Viasma ne doit plus retourner sous leur domina-

tion puisqu'ils la traitent d'une manirèe si barbare. Toute la population des villes se retire à Moscou.

Ghjat, le 3 septembre 1812.

Dix-septième bulletin de la grande armée.

Le quartier impérial était le 31 août à Velitchéno, le 1er et le 2 septembre à Ghjat.

Le roi de Naples avec l'avant-garde avait, le 1er, son quartier général à dix verstes en avant de Ghjat; le vice-roi, à deux lieues sur la gauche, à la même hauteur; et le prince Poniatowski, à deux lieues sur la droite. On a échangé partout quelques coups de canon et des coups de sabre, et l'on a fait quelques centaines de prisonniers.

La rivière de Ghjat se jette dans le Volga; ainsi nous sommes sur le pendant des eaux qui descendent dans la mer Caspienne. La Ghjat est navigable jusqu'au Volga.

La ville de Ghjat a huit ou dix mille âmes de population; il y a beaucoup de maisons en pierres et en briques, plusieurs clochers et quelques fabriques de toile. On s'aperçoit que l'agriculture a fait de grands progrès dans ce pays depuis quarante ans. Il ne ressemble plus en rien aux descriptions qu'on en a. Les pommes de terre, les légumes et les choux y sont en abondance; les granges sont pleines; nous sommes en automne, et il fait ici le temps qu'on a en France au commencement d'octobre.

Les déserteurs, les prisonniers, les habitants, tout le monde s'accorde à dire que le plus grand désordre règne dans Moscou et dans l'armée russe, qui est divisée d'opinions et qui a fait des pertes énormes dans les différents combats. Une partie des généraux a été changée; il paraît que l'opinion de l'armée n'est pas favorable aux plans du général Barclay de Tolly; on l'accuse d'avoir fait battre ses divisions en détail.

Le prince Schwartzenberg est en Volhynie; les Russes fuient devant lui.

Des affaires assez chaudes ont eu lieu devant Riga; les Prussiens ont toujours eu l'avantage.

Nous avons trouvé ici deux bulletins russes qui rendent compte des combats devant Smolensk et du combat de la Drissa. Ils ont paru assez curieux pour que nous les joignions ici. Lorsqu'on aura la suite de ces bulletins, on les enverra au *Moniteur*. Il paraît par ces bulletins que le rédacteur a profité de la leçon qu'il a reçue de Moscou, qu'il ne faut pas dire la vérité au peuple russe, mais le tromper par des mensonges. Le feu a été mis à Smolensk par les Russes; ils l'ont mis aux faubourgs le lendemain du combat, lorsqu'ils ont vu notre pont établi sur le Borysthène. Ils ont mis le feu à Dorogholouj, à Viasma, à Ghjat; les Français sont parvenus à l'éteindre: cela se conçoit facilement; les Français n'ont pas d'intérêt à mettre le feu à des villes qui leur appartiennent et à se priver des ressources qu'elles leur offrent. Partout on a trouvé les caves remplies d'eau-de-vie, de cuir et de toutes sortes d'objets utiles à l'armée.

Si le pays est dévasté, si l'habitant souffre plus que ne le comporte la guerre, la faute en est aux Russes.

L'armée se repose le 2 et le 3 aux environs de Ghjat.

On assure que l'ennemi travaille à des camps retranchés en avant de Mojaisk et à des lignes en avant de Moscou.

Au combat de Kransoi, le colonel Marbeuf, du sixième de chevau-légers, a été blessé d'un coup de baïonnette à la tête de son régiment, au milieu d'un carré d'infanterie russe qu'il avait enfoncé avec une grande intrépidité.

Nous avons jeté six ponts sur la Ghjat.

Mojaisk, le 10 septembre 1812.

Dix-huitième bulletin de la grande armée.

Le 4 l'Empereur partit de Ghjat et vint camper près de la poste de Gritneva.

Le 5, à six heures du matin, l'armée se mit en mouvement. A deux heures après midi on découvrit l'armée russe, placée la droite du côté de la Moskowa, la gauche sur les hauteurs de la rive gauche de la Kologha, à douze toises en avant de la gauche. L'ennemi avait commencé à fortifier un beau mamelon entre

deux bois, où il avait placé neuf à dix mille hommes. L'Empereur, l'ayant reconnu, résolut de ne pas différer un moment, et d'enlever cette position. Il ordonna au roi de Naples de passer la Kologha avec la division Compans et la cavalerie. Le prince Poniatowski, qui était venu par la droite, se trouva en mesure de tourner la position. A quatre heures l'attaque commença. En une heure de temps la redoute ennemie fut prise avec ses canons, le corps ennemi chassé du bois et mis en déroute, après avoir laissé le tiers de son monde sur le champ de bataille. A sept heures du soir le feu cessa.

Le 6, à deux heures du matin, l'Empereur parcourut les avant-postes ennemis. On passa la journée à se reconnaître. L'ennemi avait une position très-resserrée. Sa gauche était fort affaiblie par la perte de la position de la veille; elle était appuyée à un grand bois, soutenue par un beau mamelon couronné d'une redoute armée de vingt-cinq pièces de canon. Deux autres mamelons couronnés de redoutes, à cent pas l'un de l'autre, protégeaient sa ligne jusqu'à un grand village que l'ennemi avait démoli pour couvrir le plateau d'artillerie et d'infanterir, et y appuyer son centre. Sa droite passait derrière la Kologha, en arrière du village de Borodino, et était appuyée à deux beaux mamelons couronnés de redoutes et armés de batteries. Cette position parut belle et forte. Il était facile de manœuvrer et d'obliger l'ennemi à l'évacuer; mais cela aurait remis la partie, et sa position ne fut pas jugée tellement forte qu'il fallût éluder le combat. Il fut facile de distinguer que les redoutes n'étaient qu'ébauchées, le fossé peu profond, non palissadé ni fraisé. On évaluait les forces de l'ennemi à cent vingt ou cent trente mille hommes; nos forces étaient égales, mais la supériorité de nos troupes n'était pas douteuse.

Le 7, à deux heures du matin, l'Empereur était entouré des maréchaux, à la position prise l'avant-veille. A cinq heures et demie le soleil se leva sans nuages; la veille il avait plu : « C'est le soleil d'Austerlitz, » dit l'Empereur. Quoiqu'au mois de septembre, il faisait aussi froid qu'en décembre en Moravie. L'armée en accepta l'augure; on battit un ban, et on lut l'ordre du jour suivant :

« Soldats,

« Voilà la bataille que vous avez tant désirée! Désormais la « victoire dépend de vous : elle nous est nécessaire; elle nous « donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver et un prompt « retour dans la patrie! Conduisez-vous comme à Austerlitz, à « Friedland, à Vitepsk, à Smolensk, et que la postérité la plus « reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée; « que l'on dise de vous : *Il était à cette grande bataille sous « les murs de Moscou!*

« Au camp impérial, sur les hauteurs de Borodino, le 7 sep- « tembre, à deux heures du matin. »

L'armée répondit par des acclamations réitérées. Le plateau sur lequel était l'armée était couvert de cadavres russes du combat de l'avant-veille.

Le prince Poniatowski, qui formait la droite, se mit en mouvement pour tourner la forêt sur laquelle l'ennemi appuyait sa gauche. Le prince d'Eckmülh se mit en marche le long de la forêt, la division Compans en tête. Deux batteries de soixante pièces de canon chacune, battant la position de l'ennemi, avaient été construites pendant la nuit.

A six heures, le général comte Sorbier, qui avait armé la batterie droite avec l'artillerie de la réserve de la garde, commença le feu. Le général Pernetty, avec trente pièces de canon, prit la tête de la division Compans (quatrième du premier corps), qui longea le bois, tournant la tête de la position de l'ennemi A six heures et demie le général Compans est blessé; à sept heures le prince d'Eckmülh a son cheval tué. L'attaque avance; la mousqueterie s'engage. Le vice-roi, qui formait notre gauche, attaque et prend le village de Borodino, que l'ennemi ne pouvait défendre, ce village étant sur la rive gauche de la Kologha. A sept heures le maréchal duc d'Elchingen se met en mouvement, et, sous la protection de soixante pièces de canon que le général Foucher avait placées la veille contre le centre de l'ennemi, se porte sur le centre. Mille pièces de canon vomissent de part et d'autre la mort.

A huit heures les positions de l'ennemi sont enlevées, ses re-

doutes prises, et notre artillerie couronne ses mamelons. L'avantage de position qu'avaient eu pendant deux heures les batteries ennemies nous appartient maintenant; les parapets qui ont été contre nous pendant l'attaque redeviennent pour nous. L'ennemi voit la bataille perdue, qui ne la croyait que commencée; partie de son artillerie est prise, le reste est évacué sur ses lignes en arrière. Dans cette extrémité, il prend le parti de rétablir le combat et d'attaquer avec toutes ses masses ces fortes positions qu'il n'a pu garder. Trois cents pièces de canon françaises, placées sur ces hauteurs, foudroient ses masses, et ses soldats viennent mourir au pied de ces parapets qu'ils avaient élevés les jours précédents avec tant de soin et comme des abris protecteurs.

Le roi de Naples, avec la cavalerie, fit diverses chargès. Le duc d'Elchingen se couvrit de gloire et montra autant d'intrépidité que de sang-froid. L'Empereur ordonne une charge de front, la droite en avant : ce mouvement nous rend maîtres des trois quarts du champ de bataille; le prince Poniatowski se bat dans le bois avec des succès variés.

Il restait à l'ennemi ses redoutes de droite; le général comte Morand y marche et les enlève; mais, à neuf heures du matin, attaqué de tous côtés, il ne peut s'y maintenir. L'ennemi, encouragé par ce succès, fit avancer sa réserve et ses dernières troupes pour tenter encore la fortune : la garde impériale en fait partie. Il attaque notre centre, sur lequel avait pivoté notre droite. On craint pendant un moment qu'il n'enlève le village brûlé; la division Friant s'y porte; quatre-vingts pièces de canon françaises arrêtent d'abord et écrasent ensuite les colonnes ennemies, qui se tiennent pendant deux heures serrées sous la mitraille, n'osant pas avancer, ne voulant pas reculer, et renonçant à l'espoir de la victoire. Le roi de Naples décide leur incertitude; il fait charger le quatrième corps de cavalerie, qui pénètre par les brèches que la mitraille de nos canons a faites dans les masses serrées des Russes et les escadrons de leurs cuirassiers; ils se débandent de tous côtés. Le général de division comte Caulaincourt, gouverneur des pages de l'Empereur, se porte à la tête du cinquième de cuirassiers, culbute tout, entre

dans la redoute de gauche par la gorge. Dès ce moment plus d'incertitude, la bataille est gagnée : il tourne contre les ennemis les vingt et une pièces de canon qui se trouvent dans la redoute. Le comte Caulaincourt, qui venait de se distinguer par cette belle charge, avait terminé ses destinées ; il tombe mort, frappé par un boulet ; mort glorieuse et digne d'envie !

Il est deux heures après midi ; toute espérance abandonne l'ennemi. La bataille est finie ; la canonnade continue encore : il se bat pour sa retraite et son salut, mais non plus pour la victoire.

La perte de l'ennemi est énorme ; douze à treize mille hommes et huit à neuf mille chevaux russes ont été comptés sur le champ de bataille ; soixante pièces de canon et cinq mille prisonniers sont restés en notre pouvoir.

Nous avons eu deux mille cinq cents hommes tués et le triple de blessés. Notre perte totale peut être évaluée à dix mille hommes ; celle de l'ennemi à quarante ou cinquante mille. Jamais on n'a vu pareil champ de bataille. Sur six cadavres il y en avait un français et cinq russes. Quarante généraux russes ont été tués, blessés ou pris ; le général Bagration a été blessé.

Nous avons perdu le général de division comte Montbrun, tué d'un coup de canon ; le général comte Caulaincourt, qui avait été envoyé pour le remplacer, tué d'un même coup une heure après.

Les généraux de brigade Compère, Plauzonne, Marion, Huart ont été tués ; sept ou huit généraux ont été blessés, la plupart légèrement. Le prince d'Eckmülh n'a eu aucun mal. Les troupes françaises se sont couvertes de gloire et ont montré leur grande supériorité sur les troupes russes.

Telle est en peu de mots l'esquisse de la bataille de la Moskwa, donnée à deux lieues en arrière de Mojaisk et à vingt-cinq lieues de Moscou, près de la petite rivière de la Moskwa. Nous avons tiré soixante mille coups de canon, qui sont déjà remplacés par l'arrivée de huit cents voitures d'artillerie, qui avaient dépassé Smolensk avant la bataille. Tous les bois et les villages depuis le champ de bataille jusqu'ici sont couverts de morts et de blessés. On a trouvé ici deux mille morts ou amputés russes. Plusieurs généraux et colonels sont prisonniers.

L'Empereur n'a jamais été exposé; la garde ni à pied ni à cheval, n'a donné et n'a perdu un seul homme. La victoire n'a jamais été incertaine. Si l'ennemi, forcé dans ses positions, n'avait pas voulu les reprendre, notre perte aurait été plus forte que la sienne; mais il a détruit son armée en la tenant depuis huit heures jusqu'à deux sous le feu de nos batteries et en s'opiniâtrant à reprendre ce qu'il avait perdu : c'est la cause de son immense perte.

Tout le monde s'est distingué : le roi de Naples et le duc d'Elchingen se sont fait remarquer.

L'artillerie, et surtout celle de la garde, s'est surpassée; des rapports détaillés feront connaître les actions qui ont illustré cette journée.

Moscou, le 26 septembre 1812.

Dix-neuvième bulletin de la grande armée.

Depuis la bataille de la Moskwa l'armée française a poursuivi l'ennemi sur les trois routes de Mojaisk, de Svenigorod et de Kalouga sur Moscou.

Le roi de Naples était le 9 à Koubinskoë, le vice-roi à Rouza et le prince Poniatowski à Feminskoë. Le quartier général est parti de Mojaisk le 12, et a été porté à Pesclina; le 13 il était au château de Barwka; le 14, à midi, nous sommes entrés à Moscou. L'ennemi avait élevé sur la montagne des Moineaux, à deux werstes de la ville, des redoutes qu'il a abandonnées.

La ville de Moscou est aussi grande que Paris; c'est une ville extrêmement riche, remplie des palais de tous les principaux de l'empire. Le gouverneur russe, Rostopchin, a voulu ruiner cette belle ville lorsqu'il a vu que l'armée russe l'abandonnait. Il a armé trois mille malfaiteurs qu'il a fait sortir des cachots; il a appelé également six mille satellites et leur a fait distribuer des armes de l'arsenal.

Notre avant-garde, arrivée au milieu de la ville, fut accueillie par une fusillade partie du Kremlin. Le roi de Naples fit mettre en batterie quelques pièces de canon, dissipa cette canaille et

s'empara du Kremlin. Nous avons trouvé à l'arsenal soixante mille fusils neufs et cent vingt pièces de canon sur leurs affûts. La plus complète anarchie régnait dans la ville ; des forcenés ivres couraient dans les quartiers, et mettaient le feu partout. Le gouverneur Rostopchin avait fait enlever tous les marchands et négociants par le moyen desquels on aurait pu rétablir l'ordre. Plus de quatre cents Français et Allemands avaient été arrêtés par ses ordres ; enfin il avait eu la précaution de faire enlever les pompiers avec les pompes ; aussi l'anarchie la plus complète a désolé cette grande et belle ville, et les flammes la consument. Nous y avions trouvé des ressources considérables de toute espèce.

L'Empereur est logé au Kremlin, qui est au centre de la ville, comme une espèce de citadelle entourée de hautes murailles. Trente mille blessés ou malades russes sont dans les hôpitaux, abandonnés, sans secours et sans nourriture.

Les Russes avouent avoir perdu cinquante mille hommes à la bataille de la Moskwa ; le prince Bagration est blessé à mort. On a fait le relevé des généraux russes blessés ou tués à la bataille : il se monte de quarante-cinq à cinquante.

Moscou, le 17 septembre 1812.

Vingtième bulletin de la grande armée.

On a chanté des *Te Deum* en Russie pour le combat de Polotsk ; on en a chanté pour les combats de Riga, pour le combat d'Ostrowno, pour celui de Smolensk ; partout, selon les relations des Russes, ils étaient vainqueurs, et l'on avait repoussé les Français loin du champ de bataille : c'est donc au bruit des *Te Deum* russes que l'armée est arrivée à Moscou. On s'y croyait vainqueurs, du moins la populace, car les gens instruits savaient ce qui se passait.

Moscou est l'entrepôt de l'Asie et de l'Europe ; ses magasins étaient immenses ; toutes les maisons étaient approvisionnées de tout pour huit mois. Ce n'était que de la veille et du jour même de notre entrée que le danger avait été bien connu. On

a trouvé dans la maison de ce misérable Rostopchin des papiers et une lettre à demi écrite ; il s'est sauvé sans l'achever.

Moscou, une des plus belles et des plus riches villes du monde, n'existe plus. Dans la journée du 14 le feu a été mis par les Russes à la Bourse, au Bazar et à l'Hôpital. Le 16 un vent violent s'est élevé ; trois à quatre cents brigands ont mis le feu dans la ville en cinq cents endroits à la fois par l'ordre du gouverneur Rostopchin. Les cinq sixièmes des maisons sont en bois : le feu a pris avec une prodigieuse rapidité ; c'était un océan de flammes. Des églises, il y en avait mille six cents ; des palais, plus de mille ; d'immenses magasins : presque tout a été consumé. On a préservé le Kremlin.

Cette perte est incalculable pour la Russie, pour son commerce, pour sa noblesse, qui y avait tout laissé. Ce n'est pas l'évaluer trop haut que de la porter à plusieurs milliards.

On a arrêté et fusillé une centaine de ces chauffeurs. Tous ont déclaré qu'ils avaient agi par les ordres du gouverneur Rostopchin et du directeur de la police.

Trente mille blessés et malades russes ont été brûlés. Les plus riches maisons de commerce de la Russie se trouvent ruinées : la secousse doit être considérable. Les effets d'habillement, magasins et fournitures de l'armée russe ont été brûlés ; elle y a tout perdu. On n'avait rien voulu évacuer, parce qu'on a toujours voulu penser qu'il était impossible d'arriver à Moscou, et qu'on a voulu tromper le peuple. Lorsqu'on a tout vu dans la main des Français, on a conçu l'horrible projet de brûler cette première capitale, cette ville sainte, centre de l'empire ; et l'on a réduit deux cent mille bons habitants à la mendicité. C'est le crime de Rostopchin, exécuté par des scélérats délivrés des prisons.

Les ressources que l'armée trouvait sont par là fort diminuées ; cependant l'on a ramassé et l'on ramasse beaucoup de choses. Toutes les caves sont à l'abri du feu, et les habitants, dans les vingt-quatre dernières heures, avaient enfoui beaucoup d'objets. On a lutté contre le feu ; mais le gouverneur avait eu l'affreuse précaution d'emmener ou de faire briser toutes les pompes.

L'armée se remet de ses fatigues; elle a en abondance du pain, des pommes de terre, des choux, des légumes, des viandes, des salaisons, du vin, de l'eau-de-vie, du sucre, du café, enfin des provisions de toute espèce.

L'avant-garde est à vingt werstes sur la route de Kasan, par laquelle se retire l'ennemi; une autre avant-garde française est sur la route de Saint-Pétersbourg, où l'ennemi n'a personne.

La température est encore celle de l'automne. Le soldat a trouvé et trouve beaucoup de pelisses et de fourrures pour l'hiver; Moscou en est le magasin.

Moscou, le 20 septembre 1812.

Vingt-unième bulletin de la grande armée.

Trois cents chauffeurs ont été arrêtés et fusillés : ils étaient armés d'une fusée de six pouces, contenue entre deux morceaux de bois; ils avaient aussi des artifices qu'ils jetaient sur les toits. Ce misérable Rostopchin avait fait confectionner ces artifices, en faisant croire aux habitants qu'il voulait faire un ballon qu'il lancerait plein de matières incendiaires sur l'armée française, et il réunissait sous ce prétexte les artifices et autres objets nécessaires à l'exécution de son projet.

Dans la journée du 19 et dans celle du 20 les incendies ont cessé; les trois quarts de la ville sont brûlés, entre autres le beau palais de Catherine, meublé à neuf. Il reste au plus le quart des maisons.

Pendant que Rostopchin enlevait les pompes de la ville, il laissait soixante mille fusils, cent cinquante pièces de canon, plus de cent mille boulets et bombes, un million cinq cent mille cartouches, quatre cents milliers de poudre, quatre cents milliers de salpêtre et de soufre. Ce n'est que le 19 qu'on a découvert les quatre cents milliers de poudre et les quatre cents milliers de salpêtre et de soufre dans un bel établissement situé à une demi-lieue de la ville; cela est important : nous voilà approvisionnés pour deux campagnes.

On trouve tous les jours des caves pleines de vin et d'eau-de-vie. Les manufactures commençaient à fleurir à Moscou; elles sont détruites. L'incendie de cette capitale retarde la Russie de cent ans.

Le temps paraît tourner à la pluie. La plus grande partie de l'armée est casernée dans Moscou.

Moscou, le 27 septembre 1812.

Vingt-deuxième bulletin de la grande armée.

Le consul général Lesseps a été nommé intendant de la province de Moscou; il a organisé une municipalité et plusieurs commissions, toutes composées de gens du pays.

Les incendies ont entièrement cessé. On découvre tous les jours des magasins de sucre, de pelleteries, de draps, etc.

L'armée ennemie paraît se retirer sur Kalouga et Toula. Toula renferme la plus grande fabrique d'armes qu'ait la Russie. Notre avant-garde est sur la Pakra.

L'Empereur est logé au palais impérial du Kremlin. On a trouvé au Kremlin plusieurs ornements servant au sacre des empereurs et tous les drapeaux pris aux Turcs depuis cent ans.

Le temps est à peu près comme à la fin d'octobre à Paris; il pleut un peu, et l'on a vu quelques gelées blanches. On assure que la Moskwa et les rivières du pays ne gèlent point avant la mi-novembre.

La plus grande partie de l'armée est cantonnée à Moscou, où elle se remet de ses fatigues.

Moscou, le 9 octobre 1812.

Vingt-troisième bulletin de la grande armée.

L'avant-garde, commandée par le roi de Naples, est sur la Nara, à vingt lieues de Moscou. L'armée ennemie est sur Kalouga. Des escarmouches ont lieu tous les jours; le roi de Naples

a eu dans toutes l'avantage et a toujours chassé l'ennemi de ses positions.

Les Cosaques rôdent sur nos flancs. Une patrouille de cent cinquante dragons de la garde, commandée par le major Marthod, est tombée dans une embuscade de Cosaques, entre le chemin de Moscou et de Kalouga; les dragons en ont sabré trois cents, se sont fait jour; mais ils ont eu vingt hommes restés sur le champ de bataille, qui ont été pris, parmi lesquels le major, blessé grièvement.

Le duc d'Elchingen est à Bogorodock; l'avant-garde du vice-roi est à Troïtsa, sur la route de Dmitrow.

Les drapeaux pris par les Russes sur les Turcs dans différentes guerres et plusieurs choses curieuses trouvées dans le Kremlin sont partis pour Paris. On a trouvé une madone enrichie de diamants; on l'a aussi envoyée à Paris. (On joint ici la statistique de Moscou, que l'on a trouvée dans les papiers de la police.)

Il paraît que Rostopchin est aliéné; à Voronovo, il a mis le feu à son château et y a laissé l'écrit suivant, attaché à un poteau.

« J'ai embelli pendant huit ans cette campagne, et j'y ai vécu « heureux au sein de ma famille. Les habitants de cette terre, au « nombre de dix-sept cent vingt, la quittent à votre approche, « et moi je mets le feu à ma maison pour qu'elle ne soit pas « souillée par votre présence. — Français, je vous ai abandonné « mes deux maisons de Moscou avec un mobilier d'un demi-mil- « lion de roubles; ici vous ne trouverez que des cendres.

« Ce 29 septembre 1812, à Voronovo. »

Signé Foedor Rostopchin.

Le palais du prince Kurakin est un de ceux qu'on est parvenu à sauver de l'incendie. Le général comte Nansouty y est logé.

On est parvenu avec beaucoup de peine à tirer des hôpitaux et des maisons incendiées une partie des malades russes. Il reste encore environ quatre mille de ces malheureux. Le nombre de ceux qui ont péri dans l'incendie est extrêmement considérable.

Il fait depuis huit jours du soleil, et plus chaud qu'à Paris dans cette saison ; on ne s'aperçoit pas qu'on soit dans le Nord.

Le duc de Reggio, qui est à Wilna, est entièrement rétabli.

Le général en chef ennemi Bagration est mort des blessures qu'il a reçues à la bataille de Moskwa.

L'armée russe désavoue l'incendie de Moscou ; les auteurs de cet attentat sont en horreur aux Russes. Ils regardent Rostopchin comme une espèce de Marat. Il a pu se consoler dans la société du commissaire anglais Vilson.

L'état-major fait imprimer les détails du combat de Smolensk et de la bataille de la Moskwa, et fera connaître ceux qui se sont distingués.

On vient d'armer le Kremlin de trente pièces de canon, et l'on a construit des flèches à tous les rentrants ; il forme une forteresse. Les fours et des magasins y sont établis.

Moscou, le 14 octobre 1812.

Vingt-quatrième bulletin de la grande armée.

Le général baron Delzons s'est porté sur Dmitrow. Le roi de Naples est à l'avant-garde sur la Nara, en présence de l'ennemi, qui est occupé à refaire son armée en la complétant par des milices.

Le temps est encore beau. La première neige est tombée hier. Dans vingt jours il faudra être en quartiers d'hiver.

Les forces que la Russie avait en Moldavie ont rejoint le général Tormazow ; celles de Finlande ont débarqué à Riga ; elles sont sorties et ont attaqué le 10e corps ; elles ont été battues ; trois mille hommes ont été faits prisonniers. On n'a pas encore la relation officielle de ce brillant combat, qui fait tant d'honneur au général d'Yorck.

Tous nos blessés sont évacués sur Smolensk, Minsk et Mohilow ; un grand nombre sont rétablis et ont rejoint leurs corps.

Beaucoup de correspondances particulières entre Saint-Pétersbourg et Moscou font bien connaître la situation de cet empire.

Le projet d'incendier Moscou ayant été tenu secret, la plupart des seigneurs et des particuliers n'avaient rien enlevé.

Les ingénieurs ont levé le plan de la ville, en marquant les maisons qui ont été sauvées de l'incendie. Il résulte que l'on n'est parvenu à sauver du feu que la dixième partie de la ville. Les neuf dixièmes n'existent plus.

A Noilskoé, le 20 octobre 1812.

Vingt-cinquième bulletin de la grande armée.

Tous les malades qui étaient aux hôpitaux de Moscou ont été évacués dans la journée du 15, du 16, du 17 et du 18 sur Mojaisk et Smolensk. Les caissons d'artillerie, les munitions prises et une grande quantité de choses curieuses et des trophées ont été emballés et sont partis le 15. L'armée a reçu l'ordre de faire du biscuit pour vingt jours, et de se tenir prête à partir; effectivement l'Empereur a quitté Moscou le 19; le quartier général était le même jour à Desna.

D'un côté, on a armé le Kremlin et on l'a fortifié; dans le même temps on l'a miné pour le faire sauter. Les uns croient que l'Empereur veut marcher sur Toula et Kalouga pour passer l'hiver dans ces provinces, en occupant Moscou par une garnison dans le Kremlin.

Les autres croient que l'Empereur fera sauter le Kremlin et brûler les établissements publics qui restent, et qu'il se rapprochera de cent lieues de la Pologne pour établir ses quartiers d'hiver dans un pays ami et être à portée de recevoir tout ce qui existe dans les magasins de Dantzick, Kowno, de Wilna et Minsk, pour se rétablir des fatigues de la guerre. Ceux-ci font l'observation que Moscou est éloigné de Pétersbourg de cent quatre-vingts lieues de mauvaise route, tandis qu'il n'y a de Witepsk à Pétersbourg que cent trente lieues; qu'il y a de Moscou à Kiow deux cent vingt-huit lieues, tandis qu'il n'y a de Smolensk à Kiow que cent douze lieues, d'où l'on conclut que Moscou n'est pas une position militaire. Or Moscou n'a plus d'importance politique, puisque cette ville est brûlée et ruinée pour cent ans.

L'ennemi montre beaucoup de Cosaques qui inquiètent la cavalerie. L'avant-garde de la cavalerie, placée en avant de Vinkovo, a été surprise par une horde de ces Cosaques; ils étaient dans le camp avant qu'on pût être à cheval; ils ont pris un parc du général Sébastiani de cent voitures de bagages et fait une centaine de prisonniers. Le roi de Naples est monté à cheval avec les cuirassiers et les carabiniers, et, apercevant une colonne d'infanterie légère de quatre bataillons que l'ennemi envoyait pour appuyer les Cosaques, il l'a chargée, rompue et taillée en pièces. Le général Dezi, aide de camp du roi, officier brave, a été tué dans cette charge, qui honore les carabiniers.

Le vice-roi est arrivé à Feminskoë. Toute l'armée est en marche.

Le maréchal duc de Trévise est resté à Moscou avec une garnison.

Le temps est très-beau, comme en France en octobre, peut-être un peu plus chaud; mais les premiers jours de novembre on aura des froids. Tout indique qu'il faut songer aux quartiers d'hiver : notre cavalerie surtout en a besoin; l'infanterie s'est remise à Moscou, et elle est très-bien portante.

Borowsk, le 23 octobre 1812.

Vingt-sixième bulletin de la grande armée.

Après la bataille de la Moskwa, le général Kutusow prit position à une lieue en avant de Moscou; il avait établi plusieurs redoutes pour défendre la ville; il s'y tint, espérant sans doute en imposer jusqu'au dernier moment. Le 14 septembre, ayant vu l'armée française marcher à lui, il prit son parti et évacua la position en passant par Moscou. Il traversa cette ville avec son quartier général à neuf heures du matin; notre avant-garde la traversa à une heure après midi.

Le commandant de l'arrière-garde russe fit demander qu'on le laissât défiler dans la ville sans tirer; on y consentit. Mais au Kremlin la canaille armée par le gouverneur fit résistance et fut sur-le-champ dispersée. Dix mille soldats russes furent, le lendemain et les jours suivants, ramassés dans la ville, où ils s'étaient

éparpillés par l'appât du pillage : c'étaient d'anciens et bons soldats ; ils ont augmenté le nombre des prisonniers.

Les 15, 16 et 17 septembre le général d'arrière-garde russe dit que l'on ne tirerait plus et que l'on ne devait plus se battre, et parla beaucoup de paix. Il se porta sur la route de Kolomna, et notre avant-garde se plaça à cinq lieues de Moscou. Pendant ce temps l'armée russe quitta la route de Kolomna et prit celle de Kalouga par la traverse ; elle fit ainsi la moitié du tour de la ville, à six lieues de distance. Le vent y portait des tourbillons de flamme et de fumée. Cette marche, au dire des officiers russes, était sombre et religieuse : la consternation était dans les âmes. On assure qu'officiers et soldats étaient si pénétrés que le plus profond silence régnait dans toute l'armée comme dans la prière.

On s'aperçut bientôt de la marche de l'ennemi. Le duc d'Istrie se porta à Desna avec un corps d'observation.

Le roi de Naples suivit l'ennemi d'abord sur Podol et ensuite se porta sur ses derrières, menaçant de lui couper la route de Kalouga. Quoique le roi n'eût avec lui que l'avant-garde, l'ennemi ne se donna que le temps d'évacuer les retranchements qu'il avait faits, et se porta six lieues en arrière après un combat glorieux pour l'avant-garde ; le prince Poniatowski prit position derrière le Nara, au confluent de l'Istia.

Le général Lauriston ayant dû aller au quartier général russe, le 5 octobre, les communications se rétablirent entre nos avant-postes et ceux de l'ennemi, qui convinrent entre eux de ne pas s'attaquer sans se prévenir trois heures d'avance ; mais le 18, à sept heures du matin, quatre mille Cosaques sortirent d'un bois situé à demi-portée de canon du général Sébastiani, formant l'extrême gauche de l'avant-garde, qui n'avait été ni occupé ni éclairé ce jour-là ; ils firent un hourra sur cette cavalerie légère dans le temps qu'elle était à pied à la distribution de farine. Cette cavalerie légère ne put se former qu'à un quart de lieue plus loin. Cependant, l'ennemi pénétrant par cette trouée, un parc de douze pièces de canon et de vingt caissons du général Sébastiani fut pris dans un ravin, avec des voitures de bagage au nombre de trente-neuf, en tout soixante-cinq voitures au lieu de cent, que l'on avait porté dans le dernier bulletin.

Dans le même temps la cavalerie régulière de l'ennemi et deux colonnes d'infanterie pénétraient dans la trouée. Elles espéraient gagner le bois et le défilé de Voronivso avant nous. Mais le roi de Naples était là : il était à cheval ; il marcha et enfonça la cavalerie de ligne russe dans dix ou douze charges différentes. Il aperçut la division de six bataillons ennemis commandés par le lieutenant général Müller, la chargea et l'enfonça. Cette division a été massacrée ; le lieutenant général Müller a été tué.

Pendant que ceci se passait, le prince Poniatowski repoussait une division russe avec succès ; le général polonais Fischer a été tué d'un boulet.

L'ennemi a non-seulement éprouvé une perte supérieure à la nôtre, mais il a la honte d'avoir violé une trêve d'avant-garde, ce qu'on ne vit presque jamais. Notre perte se monte à huit cents hommes tués, blessés ou pris ; celle de l'ennemi est double ; plusieurs officiers russes ont été pris, deux de leurs généraux ont été tués : Le roi de Naples, dans cette journée, a montré ce que peuvent la présence d'esprit, la valeur, l'habitude de la guerre. En général, dans toute la campagne, ce prince s'est montré digne du rang suprême où il est.

Cependant l'Empereur, voulant obliger l'ennemi à évacuer son camp retranché et le rejeter à plusieurs marches en arrière, pour pouvoir tranquillement se porter sur les pays choisis pour ses quartiers d'hiver et nécessaires à occuper actuellement pour l'exécution de ses projets ultérieurs, avait ordonné le 17 par le général Lauriston à son avant-garde de se placer derrière le défilé de Winkowo, afin que ses mouvements ne pussent pas être aperçus. Depuis que Moscou avait cessé d'exister, l'Empereur avait projeté ou d'abandonner cet amas de décombres, ou d'occuper seulement le Kremlin avec trois mille hommes ; mais le Kremlin, après quinze jours de travaux, ne fut pas jugé assez fort. pour être abandonné pendant vingt ou trente jours à ses propres forces. Il aurait affaibli et gêné l'armée dans ses mouvements sans donner un grand avantage. Si l'on eût voulu garder Moscou contre les mendiants et les pillards, il fallait vingt mille hommes. Moscou est aujourd'hui un vrai cloaque mal-

sain et impur ; une population de deux cent mille âmes errant dans les bois voisins, mourant de faim, vient sur ces décombres chercher quelques débris et quelques légumes des jardins pour vivre. Il parut inutile de compromettre quoi que ce soit pour un objet qui n'était d'aucune importance militaire et qui est aujourd'hui devenu sans importance politique.

Tous les magasins qui étaient dans la ville ayant été découverts avec soin, les autres évacués, l'Empereur fit miner le Kremlin. Le duc de Trévise le fit sauter le 23 à deux heures du matin. L'arsenal, les casernes, les magasins, tout a été détruit. Cette ancienne citadelle, qui date de la fondation de la monarchie, ce premier palais des czars ont été ! Le duc de Trévise s'est mis en marche pour Véréja. L'aide de camp de l'empereur de Russie Winzingerode, ayant voulu percer, le 22, à la tête de cinq cents Cosaques, fut repoussé et fait prisonnier avec un jeune officier russe nommé Nariskin.

Le quartier général fut porté le 19 au château de Troïtskoè ; il y séjourna le 20; le 21 il était à Ignatiew ; le 22 à Pominskoi, toute l'armée ayant fait deux marches de flanc, et le 23 à Borowsk.

L'Empereur compte se mettre en marche le 24 pour gagner la Dwina et prendre une position qui le rapproche de quatre-vingts lieues de Pétersbourg et de Wilna, double avantage, c'est-à-dire plus près de vingt marches des moyens et du but.

De quatre mille maisons de pierre qui existaient à Moscou il n'en restait plus que deux cents. on a dit qu'il en restait le quart, parce qu'on y a compris huit cents églises, encore une partie en est-elle endommagée ; de huit mille maisons de bois il en restait à peu près cinq cents . On proposa à l'Empereur de faire brûler le reste de la ville, pour servir les Russes comme ils le veulent, et d'étendre cette mesure autour de Moscou : il y a deux mille villages et autant de maisons de campagne ou de châteaux. On proposa de former quatre colonnes de deux mille hommes chacune et de les charger d'incendier tout à vingt lieues à la ronde. Cela apprendra aux Russes, disait-on, à faire la guerre en règle, et non en Tartares. S'ils brûlent un village, une maison, il faut leur répondre en leur en brûlant cent.

L'Empereur s'est refusé à ces mesures, qui auraient tant aggravé les malheurs de cette population. Sur neuf mille propriétaires dont on aurait brûlé les châteaux, cent peut-être sont des sectateurs du Marat de la Russie ; mais huit mille neuf cents sont de braves gens déjà trop victimes de l'intrigue de quelques misérables : pour punir cent coupables on en aurait ruiné huit mille neuf cents. Il faut ajouter que l'on aurait mis absolument sans ressources deux cent mille pauvres serfs innocents de tout cela. L'Empereur s'est donc contenté d'ordonner la destruction des citadelle et établissements militaires, selon les usages de la guerre, sans rien faire perdre aux particuliers, déjà trop malheureux par les suites de cette guerre.

Les habitants de la Russie ne reviennent pas du temps qu'il fait depuis vingt jours. C'est le soleil et les belles journées du voyage de Fontainebleau. L'armée est dans un pays extrêmement riche et qui peut se comparer aux meilleurs de la France et d'Allemagne.

Vereia, le 27 octobre 1812.

Vingt-septième bulletin de la grande armée.

Le 22 le prince Poniatowski se porta sur Vereia. Le 23 l'armée allait suivre ce mouvement lorsque, dans l'après-midi, on apprit que l'ennemi avait quitté son camp retranché et se portait sur la petite ville de Maloiaroslavetz ; on jugea nécessaire de marcher à lui pour l'en chasser.

Le vice-roi reçut l'ordre de s'y porter. La division Delzons arriva le 23, à six heures du soir, sur la rive gauche, s'empara du pont et le fit rétablir.

Dans la nuit du 23 au 24 deux divisions russes arrivèrent dans la ville et s'emparèrent des hauteurs sur la droite, qui sont extrêmement favorables.

Le 24, à la pointe du jour, le combat s'engagea. Pendant ce temps l'armée ennemie parut tout entière, et vint prendre position derrière la ville. Les divisions Delzons, Broussier et Pino et la garde italienne furent successivement engagées. Ce combat

fait le plus grand honneur au vice-roi et au quatrième corps d'armée. L'ennemi engagea les deux tiers de son armée pour soutenir la position : ce fut en vain; la ville fut enlevée ainsi que les hauteurs. La retraite de l'ennemi fut si précipitée qu'il fut obligé de jeter vingt pièces de canon dans la rivière.

Vers le soir le maréchal prince d'Eckmülh déboucha avec son corps; et toute l'armée se trouva en bataille avec son artillerie, le 25, sur la position que l'ennemi occupait la veille.

L'Empereur porta son quartier général le 24 au village de Chorodnia. A sept heures du matin six mille Cosaques qui s'étaient glissés dans les bois firent un hourra général sur les derrières de la position et enlevèrent six pièces de canon qui étaient parquées. Le duc d'Istrie se porta au galop avec toute la garde à cheval. Cette horde fut sabrée, ramenée et jetée dans la rivière; on lui reprit l'artillerie qu'elle avait prise et plusieurs voitures qui lui appartenaient : six cents de ces Cosaques ont été tués, blessés ou pris; trente hommes de la garde ont été blessés et trois tués. Le général de division comte Rapp a eu un cheval tué sous lui : l'intrépidité dont ce général a donné tant de preuves se montre dans toutes les occasions. Au commencement de la charge les officiers de Cosaques appelaient la garde, qu'ils reconnaissaient, *muscadins de Paris*. Le major des dragons Letort s'est fait remarquer. A huit heures l'ordre était rétabli.

L'Empereur se porta à Maloiaroslavetz, reconnut la position de l'ennemi et ordonna l'attaque pour le lendemain; mais dans la nuit l'ennemi a battu en retraite. Le prince d'Eckmülh l'a poursuivi pendant six lieues; l'Empereur alors l'a laissé aller et a ordonné le mouvement sur Vereja.

Le 26 le quartier général était à Borowsk, et le 27 à Vereia. Le prince d'Eckmülh est ce soir à Borowsk; le maréchal duc d'Elchingen à Mojaisk.

Le temps est superbe; les chemins sont beaux; c'est le reste de l'automne : ce temps durera encore huit jours; et à cette époque nous serons rendus dans nos nouvelles positions.

Dans le combat de Maloiaroslavetz la garde italienne s'est distinguée : elle a pris la position et s'y est maintenue Le général baron Delzons, officier distingué, a été tué de trois balles. Notre

perte est de quinze cents hommes tués ou blessés ; celle des ennemis est de six à sept mille. On a trouvé sur le champ de bataille dix-sept cents Russes, parmi lesquels onze mille recrues habillées de vestes grises, ayant à peine deux mois de service.

L'ancienne infanterie russe est détruite ; l'armée russe n'a quelque consistance que par les nombreux renforts de Cosaques récemment arrivés du Don. Des gens instruits assurent qu'il n'y a dans l'infanterie russe que le premier rang composé de soldats, et que les deuxième et troisième rangs sont remplis par des recrues et des milices que, malgré la parole qu'on leur avait donnée, on y a incorporées. Les Russes ont eu trois généraux tués ; le général comte Pino a été légèrement blessé.

Smolensk, le 11 novembre 1812.

Vingt-huitième bulletin de la grande armée.

Le quartier général impérial était le 1^er^ novembre à Viasma, et le 9 à Smolensk. Le temps a été très-beau jusqu'au 6 ; mais le 7 l'hiver a commencé : la terre s'est couverte de neige. Les chemins sont devenus très-glissants et très-difficiles pour les chevaux de trait ; nous en avons beaucoup perdu par le froid et les fatigues ; les bivouacs de la nuit leur nuisent beaucoup.

Depuis le combat de Maloiaroslavetz l'avant-garde n'avait pas vu l'ennemi, si ce n'est les Cosaques qui, comme les Arabes, rôdent sur les flancs et voltigent pour inquiéter.

Le 2, à deux heures après midi, douze mille hommes d'infanterie russe, couverts par une nuée de Cosaques, coupèrent la route à une lieue de Viasma, entre le prince d'Eckmülh et le vice-roi. Le prince d'Eckmülh et le vice-roi firent marcher sur cette colonne, la chassèrent du chemin, la culbutèrent dans les bois, lui prirent un général major, avec bon nombre de prisonniers, et lui enlevèrent six pièces de canon : depuis on n'a plus vu l'infanterie russe, mais seulement des Cosaques.

Depuis le mauvais temps du 6 nous avons perdu plus de trois mille chevaux de trait, et plus de cent de nos caissons ont été détruits.

Le général Wittgenstein, ayant été renforcé par les divisions russes de Finlande et par un grand nombre de troupes de milice, a attaqué, le 18 octobre, le maréchal Gouvion Saint-Cyr; il a été repoussé par ce maréchal et par le général de Wrède, qui lui ont fait trois mille prisonniers et ont couvert le champ de bataille de ses morts.

Le 20 le maréchal Gouvion Saint-Cyr, ayant appris que le maréchal duc de Bellune, avec le neuvième corps, marchait pour le renforcer, repassa la Dwina, et se porta à sa rencontre pour, sa jonction opérée avec lui, battre Wittgenstein et lui faire repasser la Dwina : le maréchal Gouvion Saint-Cyr fait le plus grand éloge de ses troupes. La division suisse s'est fait remarquer par son sang-froid et sa bravoure. Le colonel Gucheneue, du seizième régiment d'infanterie légère, a été blessé. Le maréchal Saint-Cyr a eu une balle au pied. Le maréchal duc de Reggio est venu le remplacer, et a repris le commandement du deuxième corps.

La santé de l'Empereur n'a jamais été meilleure.

Molodetschno, le 3 décembre 1812.

Vingt-neuvième bulletin de la grande armée.

Jusqu'au 6 novembre le temps a été parfait, et le mouvement de l'armée s'est exécuté avec le plus grand succès. Le froid a commencé le 7; dès ce moment chaque nuit nous avons perdu plusieurs centaines de chevaux, qui mouraient au bivouac. Arrivés à Smolensk, nous avions déjà perdu bien des chevaux de cavalerie et d'artillerie.

L'armée russe de Wolhynie était opposée à notre droite. Notre droite quitta la ligne d'opération de Minsk, et prit pour pivot de ses opérations la ligne de Varsovie. L'Empereur apprit à Smolensk, le 9, ce changement de ligne d'opérations et présuma ce que ferait l'ennemi : quelque dur qu'il lui parût de se mettre en mouvement dans une si cruelle saison, le nouvel état des choses le nécessitait. Il espérait arriver à Minsk, ou du moins sur la Bérésina, avant l'ennemi; il partit le 13 de Smolensk; le 16 il coucha à Krasnoi. Le froid, qui avait commencé le 7, s'ac-

crut subitement, et du 14 au 15 et au 16 le thermomètre marqua 16 et 18 degrés au-dessous de glace. Les chemins furent couverts de verglas. Les chevaux de cavalerie, d'artillerie, du train périssaient toutes les nuits non par centaines, mais par milliers, surtout les chevaux de France et d'Allemagne : plus de trente mille chevaux périrent en peu de jours; notre cavalerie se trouva donc à pied; notre artillerie et nos transports se trouvèrent sans attelage. Il fallut abandonner et détruire une bonne partie de nos pièces et de nos munitions de guerre et de bouche.

Cette armée, si belle le 6, était bien différente dès le 14; presque sans cavalerie, sans artillerie, sans transports. Sans cavalerie nous ne pouvions pas nous éclairer à un quart de lieue. Cependant sans artillerie nous ne pouvions pas risquer une bataille et attendre de pied ferme; il fallait marcher pour ne pas être contraints à une bataille que le défaut de munitions nous empêchait de désirer ; il fallait occuper un certain espace pour ne pas être tournés, et cela sans cavalerie qui éclairât et liât les colonnes. Cette difficulté, jointe à un froid excessif subitement venu, rendit notre situation fâcheuse. Les hommes que la nature n'a pas trempés assez fortement pour être au-dessus de toutes les chances du sort et de la fortune parurent ébranlés, perdirent leur gaieté, leur bonne humeur et ne rêvèrent que malheurs et catastrophes; ceux qu'elle a créés supérieurs à tout conservèrent leur gaieté et leurs manières ordinaires et virent une nouvelle gloire dans des difficultés différentes à surmonter.

L'ennemi, qui voyait sur les chemins les traces de cette affreuse calamité qui frappait l'armée française, chercha à en profiter. Il enveloppait toutes les colonnes par ses Cosaques, qui enlevaient, comme les Arabes dans les déserts, les trains et les voitures qui s'écartaient. Cette méprisable cavalerie, qui ne fait que du bruit et n'est pas capable d'enfoncer une compagnie de voltigeurs, se rendit redoutable à la faveur des circonstances. Cependant l'ennemi eut à se repentir de toutes les tentatives sérieuses qu'il voulut entreprendre; il fut culbuté par le vice-roi, au-devant duquel il s'était placé, et il y perdit beaucoup de monde.

Le duc d'Elchingen, qui, avec trois mille hommes, faisait l'arrière-garde, avait fait sauter les remparts de Smolensk. Il fut cerné et se trouva dans une position critique ; il s'en tira avec cette intrépidité qui le distingue, après avoir tenu l'ennemi éloigné de lui pendant toute la journée du 18 et l'avoir constamment repoussé. A la nuit il fit un mouvement par le flanc droit, passa le Borysthène et déjoua tous les calculs de l'ennemi. Le 19 l'armée passa le Borysthène à Orza, et l'armée russe, fatiguée, ayant perdu beaucoup de monde, cessa là ses tentatives.

L'armée de Wolhynie s'était portée, dès le 16, sur Minsk et marchait sur Borisow. Le général Dombrowski défendit la tête de pont de Borisow avec trois mille hommes. Le 23 il fut forcé et obligé d'évacuer cette position. L'ennemi passa alors la Bérésina, marchant sur Bobr ; la division Lambert faisait l'avant-garde. Le deuxième corps, commandé par le duc de Reggio, qui était à Tschecion, avait reçu l'ordre de se porter sur Borisow pour assurer à l'armée le passage de la Bérésina. Le 24 le duc de Reggio rencontra la division Lambert à quatre lieues de Borisow, l'attaqua, la battit, lui fit deux mille prisonniers, lui prit six pièces de canon, cinq cents voitures de bagages de l'armée de Wolhynie, et rejeta l'ennemi sur la rive droite de la Bérésina. Le général Berkeim, avec le quatrième de cuirassiers, se distingua par une belle charge. L'ennemi ne trouva son salut qu'en brûlant le pont, qui a plus de trois cents toises.

Cependant l'ennemi occupait tous les passages de la Bérésina. Cette rivière est large de quarante toises ; elle charriait assez de glaces, mais ses bords sont couverts de marais de trois cents toises de long, ce qui la rend un obstacle difficile à franchir.

Le général ennemi avait placé ses quatre divisions dans différents débouchés où il présumait que l'armée française voudrait passer.

Le 26, à la pointe du jour, l'Empereur, après avoir trompé l'ennemi par divers mouvements faits dans la journée du 23, se porta sur le village de Studzianca et fit aussitôt, malgré une division ennemie et en sa présence, jeter deux ponts sur la rivière.

Le duc de Reggio passa, attaqua l'ennemi et le mena battant deux heures ; l'ennemi se retira sur la tête de pont de Borisow.

Le général Legrand, officier de premier mérite, fut blessé grièvement, mais non dangereusement. Toute la journée du 26 et du 27 l'armée passa.

Le duc de Bellune, commandant le neuvième corps, avait reçu ordre de suivre le mouvement du duc de Reggio, de faire l'arrière-garde et de contenir l'armée russe de la Dwina, qui le suivait. La division Partonneaux faisait l'arrière-garde de ce corps. Le 27, à midi, le duc de Bellune arriva avec deux divisions au pont de Stadzianca.

La division Partonneaux partit à la nuit de Borisow. Une brigade de cette division, qui formait l'arrière-garde et qui était chargée de brûler les ponts, partit à sept heures du soir : elle arriva entre dix et onze heures; elle chercha sa première brigade et son général de division, qui étaient partis deux heures avant et qu'elle n'avait pas rencontrés en route. Ses recherches furent vaines. On conçut alors des inquiétudes. Tout ce qu'on a pu connaître depuis, c'est que cette première brigade, partie à cinq heures, s'est égarée à six, a pris à droite au lieu de prendre à gauche et a fait deux ou trois lieues dans cette direction; que, dans la nuit et transie de froid, elle s'est ralliée aux feux de l'ennemi, qu'elle a pris pour ceux de l'armée française; entourée ainsi, elle aura été enlevée. Cette cruelle méprise doit nous avoir fait perdre deux mille hommes d'infanterie, trois cents chevaux et trois pièces d'artillerie : des bruits couraient que le général de division n'était pas avec sa colonne et avait marché isolément.

Toute l'armée ayant passé le 28 au matin, le duc de Bellune gardait la tête de pont sur la rive gauche; le duc de Reggio, et derrière lui toute l'armée, était sur la rive droite.

Borisow ayant été évacué, les armées de la Dwina et de Wolhynie communiquèrent; elles concertèrent une attaque. Le 28, à la pointe du jour, le duc de Reggio fit prévenir l'Empereur qu'il était attaqué; une demi-heure après le duc de Bellune le fut sur la rive gauche: l'armée prit les armes. Le duc d'Elchingen se porta à la suite du duc de Reggio et le duc de Trévise derrière le duc d'Elchingen. Le combat devint vif. L'ennemi voulut déborder notre droite; le général Doumerc, commandant la

cinquième division de cuirassiers et qui faisait partie du deuxième corps resté sur la Dwina, ordonna une charge de cavalerie au quatrième et cinquième régiment de cuirassiers au moment où la légion de la Vistule s'engageait dans des bois pour percer le centre de l'ennemi, qui fut culbuté et mis en déroute : ces braves cuirassiers enfoncèrent successivement six carrés d'infanterie et mirent en déroute la cavalerie ennemie qui venait au secours de son infanterie. Six mille prisonniers, deux drapeaux et six pièces de canon tombèrent en notre pouvoir.

De son côté, le duc de Bellune fit charger vigoureusement l'ennemi, le battit, lui fit cinq à six cents prisonniers et le tint hors la portée du canon du pont. Le général Fournier fit une belle charge de cavalerie.

Dans le combat de la Bérésina l'armée de Wolhynie a beaucoup souffert. Le duc de Reggio a été blessé : sa blessure n'est pas dangereuse ; c'est une balle qu'il a reçue dans le côté.

Le lendemain 29 nous restâmes sur le champ de bataille. Nous avions à choisir entre deux routes celle de Minsk et celle de Wilna. La route de Minsk passe au milieu d'une forêt et de marais incultes, et il eût été impossible à l'armée de s'y nourrir. La route de Wilna, au contraire, passe dans de très-bons pays. L'armée, sans cavalerie, faible en munitions, horriblement fatiguée de cinquante jours de marche, traînant à sa suite ses malades et les blessés de tant de combats, avait besoin d'arriver à ses magasins. Le 30 le quartier général fut à Pletchnitsi, le 1er décembre à Slaiki et le 3 à Molodetschno, où l'armée a reçu les premiers convois de Wilna.

Tous les officiers et soldats blessés et tout ce qui est embarras, bagages, etc., ont été dirigés sur Wilna.

Dire que l'armée a besoin de rétablir sa discipline, de se refaire, de remonter sa cavalerie, son artillerie et son matériel, c'est le résultat de l'exposé qui vient d'être fait. Le repos est son premier besoin. Le matériel et les chevaux arrivent. Le général Bourcier a déjà plus de vingt mille chevaux de remonte dans différents dépôts. L'artillerie a déjà réparé ses pertes. Les généraux, les officiers et les soldats ont beaucoup souffert de la fatigue et de la disette. Beaucoup ont perdu leurs bagages par

suite de la perte de leurs chevaux, quelques-uns par le fait des embuscades des Cosaques. Les Cosaques ont pris nombre d'hommes isolés, d'ingénieurs géographes qui levaient les positions et d'officiers blessés qui marchaient sans précaution, préférant courir des risques plutôt que de marcher posément et dans des convois.

Les rapports des officiers-généraux commandant les corps feront connaître les officiers et soldats qui se sont le plus distingués et les détails de tous ces mémorables événements.

Dans tous ces mouvements l'Empereur a toujours marché au milieu de sa garde, la cavalerie commandée par le maréchal duc d'Istrie, et l'infanterie commandée par le duc de Dantzick. S M. a été satisfaite du bon esprit que sa garde a montré; elle a toujours été prête à se porter partout où les circonstances l'auraient exigé; mais les circonstances ont toujours été telles que sa simple présence a suffi et qu'elle n'a pas été dans le cas de donner.

Le prince de Neuchâtel, le grand maréchal, le grand écuyer, tous les aides de camp et les officiers militaires de la maison de l'Empereur ont toujours accompagné S. M.

Notre cavalerie était tellement démontée que l'on a dû réunir les officiers auxquels il restait un cheval, pour en former quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Les généraux y faisaient les fonctions de capitaines et les colonels celles de sous-officiers. Cet escadron sacré, commandé par le général Grouchy et sous les ordres du roi de Naples, ne perdait pas de vue l'Empereur dans tous les mouvements.

La santé de S. M n'a jamais été meilleure.

Paris, 20 décembre 1812.

Réponse de l'Empereur aux députations du sénat et du conseil d'État envoyées pour le féliciter sur son retour de Russie.

Au sénat.

« Sénateurs,

« Ce que vous me dites m'est fort agréable. J'ai à cœur la gloire et la puissance de la France; mais mes premières pensées sont pour tout ce qui peut perpétuer la tranquillité intérieure et mettre à jamais mes peuples à l'abri des déchirements des factions et des horreurs de l'anarchie. C'est sur ces ennemies du bonheur des peuples que j'ai fondé, avec la volonté et l'amour des Français, ce trône, auquel sont attachées désormais les destinées de la patrie.

« Des soldats timides et lâches perdent l'indépendance des nations; mais des magistrats pusillanimes détruisent l'empire des lois, les droits du trône et l'ordre social lui-même.

« La plus belle mort serait celle d'un soldat qui périt au champ d'honneur si la mort d'un magistrat périssant en défendant le souverain, le trône et les lois n'était plus glorieuse encore.

« Lorsque j'ai entrepris la régénération de la France, j'ai demandé à la Providence un nombre d'années déterminé. On détruit dans un moment, mais on ne peut réédifier sans le secours du temps. Le plus grand besoin de l'État est celui de magistrats courageux.

« Nos pères avaient pour cri de ralliement : *Le roi est mort, vive le roi!* Ce peu de mots contient les principaux avantages de la monarchie. Je crois avoir bien étudié l'esprit que mes peuples ont montré dans les différents siècles; j'ai réfléchi à ce qui a été fait aux différentes époques de notre histoire : j'y penserai encore.

« La guerre que je soutiens contre la Russie est une guerre politique. Je l'ai faite sans animosité : j'eusse voulu lui épargner

les maux qu'elle-même s'est faits. J'aurais pu armer la plus grande partie de sa population contre elle-même en proclamant la liberté des esclaves; un grand nombre de villages me l'ont demandé : mais lorsque j'ai connu l'abrutissement de cette classe nombreuse du peuple russe, je me suis refusé à cette mesure, qui aurait voué à la mort et aux plus horribles supplices bien des familles. Mon armée a essuyé des pertes, mais c'est par la rigueur prématurée de la saison.

« J'agrée les sentiments que vous m'exprimez. »

Au conseil d'Etat.

« Conseillers d'État,

« Toutes les fois que j'entre en France, mon cœur éprouve une bien vive satisfaction. Si le peuple montre tant d'amour pour mon fils, c'est qu'il est convaincu par sentiment des bienfaits de la monarchie.

« C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique qui, en recherchant avec subtilité les causes premières, veut sur ses bases fonder la législation des peuples, au lieu d'approprier les lois à la connaissance du cœur humain et aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer tous les malheurs qu'a éprouvés notre belle France. Ces erreurs devaient et ont effectivement amené le régime des hommes de sang. En effet, qui a proclamé le principe d'insurrection comme un devoir? Qui a adulé le peuple en le proclamant à une souveraineté qu'il était incapable d'exercer? Qui a détruit la sainteté et le respect des lois en les faisant dépendre non des principes sacrés de la justice, de la nature des choses et de la justice civile, mais seulement de la volonté d'une assemblée composée d'hommes étrangers à la connaissance des lois civiles, criminelles, administratives, politiques et militaires? Lorsqu'on est appelé à régénérer un État, ce sont des principes constamment opposés qu'il faut suivre. L'histoire peint le cœur humain; c'est dans l'histoire qu'il faut chercher les avantages et les inconvénients des différentes législations. Voilà les principes que le conseil d'État d'un grand empire ne

doit jamais perdre de vue; il doit y joindre un courage à toute épreuve; et, à l'exemple des présidents Harlay et Molé, être prêt à périr en défendant le souverain, le trône et les lois.

« J'apprécie les preuves d'attachement que le conseil d'État m'a données dans toutes les circonstances. J'agrée ses sentiments. »

Au palais des Tuileries, le 8 janvier 1813.

Lettre de l'Empereur au sénat.

« Sénateurs,

« Nous avons jugé utile de reconnaître par des récompenses éclatantes les services qui nous ont été rendus, spécialement dans cette dernière campagne, par notre cousin le maréchal duc d'Elchingen.

« Nous avons pensé d'ailleurs qu'il convenait de consacrer le souvenir honorable pour nos peuples de ces grandes circonstances où nos armées nous ont donné tant de preuves signalées de leur dévouement, et que tout ce qui tendrait à en perpétuer la mémoire dans la postérité était conforme à la gloire et aux intérêts de notre couronne.

« Nous avons en conséquence érigé en principauté, sous le titre de principauté de la Moskwa, le château de Rivoli, département du Pô, et les terres qui en dépendent, pour être possédés par notre cousin le maréchal duc d'Elchingen et ses descendants, aux clauses et conditions portées aux lettres patentes que nous avons ordonné à notre cousin le prince archichancelier de l'Empire de faire expédier par le conseil du sceau de titres.

« Nous avons pris des mesures pour que les domaines de ladite principauté soient augmentés de manière à ce que le titulaire et ses descendants puissent soutenir dignement le nouveau titre que nous lui conférons, et ce au moyen des dispositions qui nous sont compétentes.

« Notre intention est, ainsi qu'il est spécifié dans nos lettres

patentes, que la principauté que nous avons érigée en faveur de notre dit cousin le maréchal duc d'Elchingen ne donne à lui et à ses descendants d'autres rang et prérogatives que ceux dont jouissent les ducs, parmi lesquels ils prendront rang selon la date de l'érection du titre. » NAPOLÉON.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

TABLE

DU DEUXIÈME VOLUME.

CINQUIÈME ÉPOQUE.

Pages.

Création du royaume de Hollande. — Guerre de Prusse. — Blocus continental..... 1

Discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture du Corps législatif (2 mars 1806). — Établissement de la confédération du Rhin. — Notice historique..... 3

Note adressée par l'Empereur à M. de Talleyrand (21 avril 1806). — Création d'un nouvel État au nord de l'Allemagne pour garantir la Hollande et la Flandre contre la Prusse, et l'Europe contre la Russie..... 5

Création du royaume de Hollande. — Notice historique. — Réponse de l'Empereur aux députés hollandais venus pour offrir la couronne à son frère le prince Louis..... 6

Message au Sénat (5 juin 1806). — L'Empereur annonce qu'il accepte pour son frère la couronne de Hollande. — Motifs qui l'ont déterminé à se rendre au vœu qui lui a été exprimé au nom du peuple hollandais..... 8

Guerre de Prusse. — Notice historique..... 10

Lettre de l'Empereur au roi de Bavière pour l'avertir des armements de la Prusse et réclamer son concours à titre de membre de la confédération germanique (21 septembre 1806). 17

Ouverture de la campagne. — Proclamation à l'armée (6 octobre 1806)..... 19

Message au Sénat (7 octobre 1806). — L'Empereur annonce l'ouverture de la campagne; il fait connaître comment la guerre a été provoquée par le cabinet de Berlin..... 20

Premier bulletin de la Grande Armée (8 octobre 1806). — L'Empereur explique de nouveau quelles ont été les causes de la guerre et la conduite du cabinet de Berlin dans ces derniers temps..... 22

Pages.

Lettre au roi de Prusse pour l'inviter à la paix avant que les armes aient décidé entre les deux souverains (12 octobre 1806) 26

Deuxième bulletin (12 octobre 1806). — Marche des troupes au milieu de la Prusse. — Premiers combats. — Mort du prince Louis de Prusse..... 28

Troisième bulletin (13 octobre 1806). — L'armée française est arrivée aux bords de la Saale, tournant l'armée prussienne, enfermée entre elle et le Rhin..... 31

Quatrième bulletin (14 octobre 1806). — Marches. — Une grande bataille sera livrée sous peu de jours..... 32

Cinquième bulletin (15 octobre 1806). — Bataille d'Iéna..... 33

Lettre aux archevêques et évêques de l'Empire pour les inviter à faire chanter le *Te Deum* à l'occasion de la victoire d'Iéna (15 octobre 1806)..... 39

Sixième bulletin (15 octobre 1806). — Tous les prisonniers saxons renvoyés libres. — L'Empereur leur a exprimé le regret d'avoir été obligé de les combattre. — La Saxe ne doit pas être l'ennemie de la France; elle doit être son alliée, au contraire, et faire partie de la confédération germanique..... 40

Septième bulletin (16 octobre 1806). — Continuation de la campagne. — Capitulation d'Erfurt. — Réponse trop tardive du roi de Prusse à la lettre de l'Empereur avant la bataille d'Iéna. 41

Huitième bulletin (16 octobre 1806). — Désastres de l'armée prussienne. — Douleur de la reine de Prusse..... 41

Neuvième bulletin (16 octobre 1806). — Prise des drapeaux donnés par le grand Frédéric à ses soldats..... 42

Dixième bulletin (18 octobre 1806). — Le roi de Prusse a fait demander un armistice non accordé. — Entrevue entre le général Kalkreut et le maréchal Soult..... 43

Onzième bulletin (19 octobre 1806). — Nouveaux avantages obtenus sur toute la ligne..... 45

Douzième bulletin (19 octobre 1806). — id. id..... 47

Treizième bulletin (20 octobre 1806). — État déplorable de l'armée prussienne..... 49

Quatorzième bulletin (23 octobre 1806). — Les débris de l'armée prussienne poursuivis jusqu'aux extrémités du royaume. 49

Quinzième bulletin (23 octobre 1806). — Causes de cette guerre. — Principaux auteurs. — Par quelles intrigues on a agi sur l'esprit du roi. — Pourquoi le roi n'a reçu qu'au moment de la bataille d'Iéna la lettre que l'Empereur lui avait

Pages.
écrite trois jours auparavant. — Conduite de la reine, du duc de Brunswick, de l'ambassadeur d'Angleterre..... 50
Seizième bulletin (24 octobre 1806).— Réponse de l'Empereur à une lettre du duc de Brunswick..... 54
Dix-septième bulletin (25 octobre 1806).— Entrée de l'armée à Berlin. — L'Empereur à Postdam..... 56
Dix-huitième bulletin (26 octobre 1806).— Visite de l'Empereur au tombeau du grand Frédéric..... 58
Dix-neuvième bulletin (27 octobre 1806).— Confusion de la cour; état du palais à Berlin et à Postdam lorsque l'Empereur y est arrivé..... 60
Vingtième bulletin (27 octobre 1806). — L'armée prussienne poursuivie dans toutes les directions par les corps français.. 63
Vingt et unième bulletin (28 octobre 1806).— Entrée solennelle de l'Empereur à Berlin..... 64
Proclamations de l'Empereur à l'armée..... 66
Vingt-deuxième bulletin (29 octobre 1806). — Combats de Prentzlaw.— Le corps du maréchal Davoust passé en revue par l'Empereur.— Il accorde à la princesse d'Hasfeldt la grâce de son mari..... 67
Vingt-troisième bulletin (30 octobre 1806). — L'armée prussienne entièrement anéantie. — Prise de possession des États du duc de Brunswick..... 71
Vingt-quatrième bulletin (31 octobre 1806). — Prise de Stettin..... 73
Vingt-neuvième bulletin (9 novembre 1806). — Récompenses accordées aux régiments.— Prise de Lubeck. — Nouvelles venues de Saint-Pétersbourg..... 75
Trentième bulletin (10 novembre 1806).— Prise de Magdebourg et de Glogaw.— Entrée des Français à Posen..... 80
Trente et unième bulletin (12 novembre 1806).— Défaite du corps de Blücher..... 83
Trente-deuxième bulletin (16 novembre 1806).— La campagne terminée. — Position des divers corps de l'armée..... 84
Trente-troisième bulletin (17 novembre 1806). — Suspension d'armes signée le 16 à Charlotembourg..... 86
Blocus continental. — Notice historique..... 86
Message au sénat (21 novembre 1806). — L'Empereur fait connaître les motifs qui le portent à établir le blocus continental..... 87
Décret constitutif du blocus continental (21 novembre 1806). 90

SIXIÈME ÉPOQUE.

Pages.

Campagne de Pologne. — Eylau. — Friedland. — Tilsitt. — *Notice historique*..... 93
Proclamation à l'armée..... 95
Décret relatif au temple qui doit être élevé sur la place de la Madeleine sous le titre de Temple de la Gloire (2 décembre 1806)..... 96
Lettre au ministre de l'intérieur (6 décembre 1806). — L'Empereur demande qu'on lui désigne un emplacement convenable pour le futur palais de la Bourse. — Le Pont de l'École militaire recevra le nom de *Pont d'Iéna*..... 98
Lettre au ministre de l'intérieur (30 mai 1807). — Observations de l'Empereur sur les différents plans proposés pour le Temple de la Gloire..... 99
Quarante-cinquième bulletin de la Grande Armée (27 décembre 1806). — Premières opérations contre les Russes..... 101
Combats de Czarnowo..... 103
— de l'Wrka..... 104
Passage de la Sona..... 105
Quarante-sixième bulletin (26 décembre 1806). — Le corps du général Lestocq détruit..... 106
Quarante-septième bulletin (30 décembre 1806). — Combat de Pultusk; de Gelo Golymin..... 108
Quarante-huitième bulletin (3 janvier 1807). — Arrivée de l'Empereur à Varsovie..... 111
Quarante-neuvième bulletin (8 janvier 1807). — Prise de Breslaw..... 113
Cinquante et unième bulletin (14 janvier 1807). — La cour de Prusse abandonne Kœnigsberg..... 114
Cinquante-troisième bulletin (22 janvier 1807). — Capitulation de Brieg..... 116
Message au sénat. — Traité avec la Saxe. — Affaire d'Orient. — Danger qui menacerait l'Europe si Constantinople tombait un jour au pouvoir des Russes..... 118
Combat de Bergfried..... 120
— de Waterdorf; de Deppen..... 122
Cinquante-septième bulletin (7 février 1807). — Combat de Hoff... 123

Pages.

Cinquante-huitième bulletin (9 février 1807). — Bataille d'Eylau..... 124

Soixante et unième bulletin (18 février 1807). — Suite de la bataille d'Eylau..... 128

Soixante-deuxième bulletin (21 février 1807). — Bataille d'Ostrolenka..... 129

Soixante-troisième bulletin (28 février 1807). — Suite de la bataille d'Ostrolenka..... 130

Soixante-quatrième bulletin (2 mars 1807). — Description du champ de bataille d'Eylau..... 132

Message au sénat. — Appel sous les drapeaux des jeunes soldats de la classe de 1808. — État de l'Europe qui nécessite cette mesure..... 133

Soixante-douzième bulletin (23 août 1807). — Armistice conclu avec la Suède..... 135

(5 mai 1807). — *Lettre de l'Empereur au ministre des cultes* à l'occasion de la mort de M^gr^ Maynau-Sancemont, évêque de Vannes. — L'Empereur ordonne que la statue de l'évêque soit placée dans la cathédrale de Vannes..... 137

Soixante-dix-septième bulletin (28 mai 1807). — Capitulation de Dantzick..... 138

Institution des majorats. — Notice historique..... 140

Message au sénat pour lui annoncer que le maréchal Lefèvre est nommé duc de Dantzick..... 141

Lettres patentes conférant cette dignité au maréchal Lefèvre.. 142

Soixante-dix-huitième bulletin (12 juin 1807). — Exposé des négociations suivies pendant l'hiver jusqu'à la reprise des hostilités..... 144

Combat de Spandau..... 145

— de Lomilten, de Deppen, de Guttstadt, de Heilsberg.. 146

Soixante-dix-neuvième bulletin (17 juin 1807). — Bataille de Friedland..... 150

Proclamations de l'Empereur à l'armée (22 juin 1807)..... 156

Quatre-vingt-sixième bulletin (25 juin 1807). — Entrevue de Tilsitt entre Napoléon et l'empereur de Russie..... 157

Quatre-vingt-septième bulletin (12 juillet 1807). — Fin des conférences de Tilsitt. — L'Empereur revient en France. — Principales conditions du traité signé à Tilsitt..... 162

Discours de l'Empereur au Corps législatif (16 août 1807). 165

Décret qui déclare les Iles Britanniques en état de blocus (17 décembre 1807)..... 167

SEPTIÈME ÉPOQUE.

GUERRE D'ESPAGNE.

Pages.

Notice historique..... 171

Discours de l'Empereur à l'ouverture du Corps législatif. — Il annonce qu'il va partir pour l'Espagne et diriger lui-même les opérations militaires..... 311

Dixième bulletin de l'armée d'Espagne (26 novembre 1808). — État des forces de l'ennemi.— Premières opérations. . . . 313

Douzième bulletin (28 novembre 1808). — Moines espagnols. — Ce qu'ils sont : en quoi ils diffèrent des autres corporations religieuses de l'Europe..... 315

Treizième bulletin (2 décembre 1808). — Bataille de la Somma-Sierra..... 316

Quatorzième bulletin (5 décembre 1808). — Arrivée de l'Empereur devant Madrid. — Capitulation de la ville..... 317

Quinzième bulletin (7 décembre 1808).— État de la ville après la capitulation..... 326

Proclamations adressées par l'Empereur aux Espagnols.... 327

Dix-huitième bulletin (12 décembre 1808). — Oppression exercée sur les citoyens par les Juntes. — De qui étaient composées ces Juntes..... 328

Dix-neuvième bulletin (13 décembre 1808).— Junte centrale. — Quels en étaient les membres.— Titres qu'ils s'étaient attribués. — A quelle somme ils avaient fixé leur traitement. . . 330

Réponse de l'Empereur à une députation de la ville de Madrid (15 décembre 1808)..... 332

Vingt-deuxième bulletin (31 décembre 1808). — Poursuite de l'armée anglaise.— Bataille de l'Ezla..... 333

Vingt-troisième bulletin (1er janvier 1809).— Désastres éprouvés par l'armée anglaise..... 336

Vingt sixième bulletin (7 janvier 1809).— Arrivée de l'Empereur à Valladolid..... 337

Vingt-septième bulletin (9 janvier 1809).— Combat de la Corogne..... 339

Trente et unième bulletin. — Suite du combat de la Corogne. 341

Trente-deuxième bulletin. Siége de Sarragosse. — Prise de la ville..... 342

HUITIÈME ÉPOQUE.

GUERRE D'AUTRICHE. (*Campagne de* 1809.)

Pages.

Notice historique..... 349
Lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche (15 octobre 1808). 369
Proclamation à l'armée (17 avril 1809)..... 370
Départ de l'Empereur *de Paris* le 13 avril..... 370
Bataille de Tann le 19 *id*..... 371
— d'Abensberg le 20 *id*..... 372
— d'Eckmülh le 22 *id*..... 373
Combat et prise de Ratisbonne le 23 *id*..... 374
Ordre du jour (24 avril 1809)..... 377
Septième bulletin de la Grande Armée (13 mai 1809).— Prise de Vienne..... 379
Ordre du jour (13 mai 1809). — Résultats obtenus depuis le commencement de la campagne..... 383
Huitième bulletin (16 mai).— Suite de la prise de Vienne... 384
Dixième bulletin (23 mai).— Passage du Danube. — Établissement de l'armée dans l'île de Lobau. — Bataille d'Esling... 387
Proclamation à l'Armée d'Italie venue pour rejoindre la Grande Armée. — L'Empereur lui exprime sa satisfaction..... 392
Vingt-troisième bulletin (27 mai 1809). — Revue passée par l'Empereur à Schœnbrunn. — Affaire du général Chasteller. — Lettre de l'empereur d'Autriche au sujet de ce général, communiquée à Napoléon. — Réponse faite à cette lettre..... 393
Vingt-quatrième bulletin (3 juillet 1809). — Ouvrages exécutés sur le Danube et dans l'île de Lobau par le comte Bertrand..... 398
Vingt-cinquième bulletin (8 juillet 1809). — Passage du Danube à l'île Lobau. — Bataille d'Enzersdorf. — De Wagram. 400
Vingt-sixième bulletin (9 juillet 1809). — Désastres de l'armée autrichienne. — Situation de l'armée française..... 409
Lettre aux évêques pour les inviter à faire chanter le *Te Deum* à l'occasion de la bataille de Wagram (13 juillet 1809).... 409
Trentième bulletin (30 juillet 1809). — État des forces autrichiennes au début de la campagne..... 411
Discours de l'Empereur au Corps législatif (3 décembre 1809). 412
Message au Sénat (27 février 1810). — L'Empereur annonce son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise..... 415
Discours de l'Empereur au Corps législatif (17 juin 1810)... 415

NEUVIÈME ÉPOQUE.

CAMPAGNE DE RUSSIE.

Pages.

Notice historique..... 419

Note adressée à M. le comte de Romanzoff (25 avril 1812). — Causes de la guerre. — Exposé de la conduite de la France envers la Russie depuis 1807. — Loyauté de la France. — Quel en a été le prix, et qui a le mieux observé les traités d'elle ou de la Russie. — On peut encore s'entendre. l'Empereur demande que des négociations soient ouvertes..... 499

Deuxième bulletin de la Grande Armée (22 juin 1812). — M. de Narbonne envoyé auprès de l'empereur Alexandre. — Il n'a rien obtenu. — L'empereur Napoléon convaincu de l'inutilité de ses efforts pour éviter la guerre. — Proclamation annonçant aux soldats que la seconde guerre de Pologne a commencé..... 507

Troisième bulletin de la Grande Armée (26 juin 1812). — L'armée a passé le Niémen dans journée du 24..... 508

Quatrième bulletin de la Grande Armée (30 juin 1812). — Arrivée à Wilna; les russes se sont reployés, brûlant tout.. 511

Cinquième bulletin de la Grande Armée (6 juillet 1812). — Position de l'armée russe au début de la campagne. — Avantages remportés sur elle. — Marche en avant..... 514

Sixième bulletin de la Grande Armée (11 juillet 1812). — Toute la Lithuanie conquise. — Les Polonais commencent à se soulever contre la Russie..... 518

Réponse de l'Empereur au président de la députation de la confédération générale de Pologne. — L'Empereur témoigne toute sa sympathie aux Polonais; il penserait et agirait comme eux s'il était Polonais. — Mais il a beaucoup d'intérêts à concilier. — Il ne peut qu'encourager les Polonais dans leurs efforts pour reconquérir leur indépendance. — Il faut qu'ils soient unanimes. — Leur mouvement ne peut réussir qu'à la condition d'être un mouvement national..... 521

Septième bulletin (16 juillet 1812). — Continuation des opérations. — Poursuite des corps russes..... 522

Huitième bulletin (22 juillet 1812). — Continuation des opérations..... 525

Pages.

Neuvième bulletin (25 juillet 1812). — Continuation des opérations..... 528
Dixième bulletin (31 juillet 1812). — Combats de Mohilow et d'Ostrovno..... 529
Onzième bulletin (4 août 1812). — Position de l'armée. — Marche. — Combat de la Drissa..... 533
Douzième bulletin (7 août 1812). — Prise de Dunabourg..... 536
Treizième bulletin (21 août 1812). — Position de l'armée; marche; bataille de Smolensk..... 537
Quatorzième bulletin (23 août 1812). — Suite de la bataille de Smolensk. — Combat de Polotsk. — De Valontina..... 542
Quinzième bulletin (27 août 1812). — Nouveaux détails sur les journées précédentes..... 546
Seizième bulletin (31 août 1812). — Marche. — Fuite des Russes sur Moscou..... 548
Dix-septième bulletin (3 septembre 1812). — Marche sur Moscou..... 550
Dix-huitième bulletin (10 septembre 1812). — Bataille de la Moskwa..... 551
Dix-neuvième bulletin (16 septembre 1812). — Entrée à Moscou..... 556
Vingtième bulletin (17 septembre 1812). — Incendie de Moscou..... 557
Vingt et unième bulletin (20 septembre 1812). — Incendie de Moscou..... 559
Vingt-deuxième bulletin (27 septembre 1812). — Incendie de Moscou..... 560
Vingt-troisième bulletin (27 septembre 1812). — Écrit attaché à un poteau et laissé par Rostopchin au moment où il a quitté son château, près de Moscou, après y avoir mis le feu..... 561
Vingt-quatrième bulletin (14 octobre 1812). — Incendie de Moscou. — Les neuf dixièmes de la ville brûlés..... 562
Vingt-cinquième bulletin (20 octobre 1812). — L'armée se prépare à évacuer Moscou..... 563
Vingt-sixième bulletin (23 octobre 1812). — Nouveaux détails sur les événements précédents..... 564
Vingt-septième bulletin (27 octobre 1812). — Commencement de la retraite..... 568
Vingt-huitième bulletin (28 novembre 1812). — Le retraite continue sans obstacle..... 570
Vingt-neuvième bulletin (3 décembre 1812). — Froids inatten-

Pag.
dus. — Désastres. — L'armée presque entièrement détruite. — Passage de la Bérésina..... 571
Discours de l'Empereur au Conseil d'État. — Devoirs du Conseil d'État. — Il doit écarter de la discussion des lois toute cette métaphysique qui a été la cause de si grands malheurs.. 578
Lettre de l'Empereur au Sénat (8 janvier 1813). — Érection en faveur du duc d'Elchingen du château de Rivoli en principauté sous le titre de principauté de la Moskwa..... 579

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

This book is under no circumstances to be taken from the Building

Form 419